

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
Internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
Registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements Internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations.*

VOLUME XXXII

1925

NUMÉROS 1, 2, 3 et 4

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
No. 801. — Grande-Bretagne et Norvège :	
Accord concernant l'exemption réciproque de l'impôt sur le revenu dans certains cas de bénéfices réalisés dans les affaires d'armement maritime, signé à Londres, le 18 décembre 1924	9
No. 802. — Norvège et Suède :	
Déclaration concernant la reconnaissance réciproque des lettres de jauge et Règlement y relatif, signés à Stockholm le 22 décembre 1924	13
No. 803. — Union économique belgo-luxembourgeoise et Canada :	
Convention de commerce, signée à Ottawa, le 3 juillet 1924	35
No. 804. — Danemark et Suède :	
Convention comportant des dispositions semblables de part et d'autre au sujet du balisement des épaves, des signaux d'épaves dans le Sund, ainsi que des mesures relatives à l'évitement des bateaux-feux ou d'autres balises d'épaves, signée à Copenhague, le 14 novembre 1913 et Convention additionnelle, signée à Copenhague, le 28 novembre 1924...	41
No. 805. — Lithuanie et Norvège :	
Convention de commerce et de navigation, signée à Christiania, le 21 décembre 1923	55
No. 806. — Japon et Pologne :	
Traité de commerce et de navigation, signé à Varsovie, le 7 décembre 1922	61
No. 807. — Grèce et Turquie :	
Convention concernant l'échange des populations grecques et turques et Protocole, signés à Lausanne, le 30 janvier 1923	75
No. 808. — Grande-Bretagne et Danemark :	
Accord concernant l'exemption réciproque de l'impôt sur le revenu dans certains cas de bénéfices réalisés dans les affaires d'armement maritime, signé à Londres, le 18 décembre 1924	89

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME XXXII

1925

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS.

	Pages
No. 801. — Great Britain and Norway :	
Agreement for the Reciprocal Exemption from Income-Tax in certain Cases of Profits accruing from the Business of shipping, signed at London, December 18, 1924 ...	9
No. 802. — Norway and Sweden :	
Declaration concerning the Mutual Recognition of Tonnage Certificates and Regulations relating thereto, signed at Stockholm, December 22, 1924... ..	13
No. 803. — Economic Union of Belgium and Luxemburg and Canada :	
Convention of Commerce, signed at Ottawa, July 3, 1924	35
No. 804. — Denmark and Sweden :	
Convention providing for Identical Regulations regarding the Marking of Wrecks and regarding Wreck Signals in the Sound and the Passing of Lightships and other Marks denoting the Presence of Wrecks, signed at Copenhagen, November 14, 1913 and Additional Convention, signed at Copenhagen, November 28, 1924... ..	41
No. 805. — Lithuania and Norway :	
Convention of Commerce and Navigation, signed at Christiania, December 21, 1923 ...	55
No. 806. — Japan and Poland :	
Treaty of Commerce and Navigation, signed at Warsaw, December 7, 1922... ..	61
No. 807. — Greece and Turkey :	
Convention concerning the Exchange of Greek and Turkish Populations and Protocol, signed at Lausanne, January 30, 1923	75
No. 808. — Great Britain and Denmark :	
Agreement for the Reciprocal Exemption from Income-Tax in certain Cases of Profits accruing from the Business of Shipping, signed at London, December 18, 1924 ...	89

No. 809. — Etats-Unis d'Amérique et Canada :

Convention pour la préservation des pêcheries de flétan dans l'Océan Pacifique du Nord, signée à Washington, le 2 mars 1923 93

No. 810. — Finlande et Russie :

Convention relative au maintien de l'ordre dans les parties du Golfe de Finlande situées en dehors des eaux territoriales, à l'entretien d'établissements maritimes et au service du pilotage dans ce Golfe, signée à Helsingfors, le 28 juillet 1923 101

No. 811. — Esthonie et Finlande :

Déclaration concernant l'application réciproque de la Convention relative à l'établissement de règles communes concernant plusieurs matières de droit international privé, conclue à la Haye, le 17 juillet 1905. Tallinn (Reval), le 18 mars 1924 119

No. 812. — Finlande et Norvège :

Accord en vue d'amender divers articles de l'Accord postal des 19 et 23 mai 1922, entre la Finlande et la Norvège, signé à Helsingfors, le 1er octobre et à Christiania, le 11 octobre 1924 123

No. 813. — Allemagne et Finlande :

Accord concernant l'échange des colis postaux, signé à Helsingfors, le 20 octobre, et à Berlin, le 14 novembre 1924... .. 137

No. 814. — Finlande et Italie :

Traité de commerce et de navigation, signé à Rome, le 22 octobre 1924 149

No. 815. — Italie et Tchécoslovaquie :

Traité de commerce et de navigation, signé à Rome, le 23 mars 1921 183

No. 816. — Italie et Tchécoslovaquie :

Convention accordant des concessions et des facilités en faveur des transports tchécoslovaques dans le port de Trieste, signée à Rome, le 23 mars 1921... .. 241

No. 817. — Italie et Tchécoslovaquie :

Convention juridico-financière, signée à Rome, le 23 mars 1921 261

No. 818. — Grande-Bretagne et Chine :

Echange de notes dénonçant, à partir du 16 janvier 1925, la Convention anglo-chinoise signée à Pékin, le 23 mai 1905, concernant le raccordement des lignes télégraphiques chinoises et birmanes. Pékin, les 16 janvier et 26 novembre 1924. 281

No. 819. — Grande-Bretagne et Danemark :

Accord en vue de la reconnaissance réciproque des certificats de ligne de flottaison en charge, signé à Londres, le 18 décembre 1924 287

	Pages
No. 809. — United States of America and Canada :	
Convention for the Preservation of the Halibut Fisheries of the Northern Pacific Ocean, signed at Washington, March 2, 1923	93
No. 810. — Finland and Russia :	
Convention regarding the Maintenance of Order in the Parts of the Gulf of Finland situated outside Territorial Waters, the Upkeep of Maritime Installations and the Pilotage Service in the Gulf, signed at Helsingfors, July 28, 1923.	101
No. 811. — Esthonia and Finland :	
Declaration regarding the Reciprocal Application of the Convention relating to the Establishment of Common Rules concerning various Matters of International Private Law, concluded at The Hague, July 17, 1905. Tallinn (Reval), March 18, 1924	119
No. 812. — Finland and Norway :	
Agreement amending various Articles of the Postal Agreement of May 19 and 23, 1922, between Finland and Norway, signed at Helsingfors, October 1, and at Christiania, October 11, 1924	123
No. 813. — Germany and Finland :	
Agreement regarding the Exchange of Postal Parcels, signed at Helsingfors, October 20, and at Berlin, November 14, 1924... ..	137
No. 814. — Finland and Italy :	
Treaty of Commerce and Navigation, signed at Rome, October, 22, 1924	149
No. 815. — Italy and Czechoslovakia :	
Treaty of Commerce and Navigation, signed at Rome, March 23, 1921	183
No. 816. — Italy and Czechoslovakia :	
Convention regarding Concessions and Facilities to be granted to Czechoslovak Traffic in the Port of Trieste, signed at Rome, March 23, 1921.	241
No. 817. — Italy and Czechoslovakia :	
Juridical-Financial Convention, signed at Rome, March 23, 1921	261
No. 818. — Great Britain and China :	
Exchange of Notes denouncing as from January 16, 1925, the Anglo-Chinese Convention, signed at Peking, May 23, 1905, respecting the Junction of the Chinese and Burmese Telegraph Lines. Peking, January 16 and November 26, 1924	281
No. 819. — Great Britain and Denmark :	
Agreement for the Mutual Recognition of Load Line Certificates, signed at London, December 18, 1924... ..	287

	Pages
No. 820. — Grande-Bretagne et Suède :	
Accord concernant l'exemption réciproque de l'impôt sur le revenu dans certains cas de bénéfices réalisés dans les affaires d'armement maritime, signé à Londres, le 19 décembre 1924.	291
No. 821. — Autriche et Turquie :	
Traité d'amitié, signé à Constantinople, le 28 janvier 1924	297
No. 822. — Autriche et Turquie :	
Convention concernant les conditions d'établissement des ressortissants autrichiens en Turquie et des ressortissants turcs en Autriche, avec Procès-verbal annexé, signée à Constantinople, le 28 janvier 1924	303
No. 823. — Autriche et Turquie :	
Convention réglant les relations commerciales entre ces deux pays, avec annexes A, B, et C et Procès-verbaux I et II, signés à Constantinople, le 28 janvier 1924	313
No. 824. — Allemagne et Pologne :	
Convention relative aux questions d'option et de nationalité, signée à Vienne, le 30 août 1924	331
No. 825. — Danemark et Islande :	
Accord au sujet de l'inspection de navires islandais et de l'établissement, pour ces navires, de certificats de bon état de navigabilité, signé à Copenhague, le 30 septembre 1924	355
No. 826. — Autriche et Tchécoslovaquie :	
Convention concernant la levée du séquestre des dépôts et la reconnaissance mutuelle des estampilles de contrôle apposées sur les valeurs mobilières, signée à Prague, le 2 août 1920	365
No. 827. — Allemagne et Portugal :	
Echange de notes comportant un accord provisoire des relations commerciales. Berlin, le 28 avril 1923	385
No. 828. — Allemagne et Siam :	
Arrangement économique provisoire, signé à Berlin, le 28 février 1924	399
No. 829. — Danemark et Pologne :	
Accord concernant la navigation aérienne, signé à Copenhague, le 16 décembre 1924 ...	409

	Pages
No. 820. — Great Britain and Sweden :	
Agreement for the Reciprocal Exemption from Income Tax in certain Cases of Profits accruing from the Business of Shipping, signed at London, December 19, 1924 ...	291
No. 821. — Austria and Turkey :	
Treaty of Friendship, signed at Constantinople, January 28, 1924	297
No. 822. — Austria and Turkey :	
Convention respecting Conditions of Residence of Austrian Nationals in Turkey and of Turkish Nationals in Austria, with Procès-verbal annexed thereto, signed at Constantinople, January 28, 1924	303
No. 823. — Austria and Turkey :	
Convention regulating the Commercial Relations between the two Countries, with Annexes A, B and C, and Procès-verbaux I and II, signed at Constantinople, January 28, 1924	313
No. 824. — Germany and Poland :	
Convention concerning Questions of Option and Nationality, signed at Vienna, August 30, 1924	331
No. 825. — Denmark and Iceland :	
Treaty regarding the Inspection of Icelandic Ships and the Issue of Certificates of Seaworthiness of such Ships, signed at Copenhagen, September 30, 1924	355
No. 826. — Austria and Czechoslovakia :	
Convention concerning the Release of Deposits on which an Embargo had been placed and the Mutual Recognition of the Marks affixed to Securities for Purposes of Control, signed at Prague, August 2, 1920	365
No. 827. — Germany and Portugal :	
Exchange of Notes establishing a Provisional Agreement for the Regulation of Commercial Relations. Berlin, April 28, 1923	385
No. 828. — Germany and Siam :	
Provisional Economic Arrangement, signed at Berlin, February 28, 1924	399
No. 829. — Denmark and Poland :	
Agreement relating to Air Navigation, signed at Copenhagen, December 16, 1924... ..	409

N° 801.

**GRANDE-BRETAGNE
ET NORVÈGE**

Accord concernant l'exemption réciproque de l'impôt sur le revenu dans certains cas de bénéfices réalisés dans les affaires d'armement maritime, signé à Londres, le 18 décembre 1924.

**GREAT BRITAIN
AND NORWAY**

Agreement for the Reciprocal Exemption from Income Tax in certain Cases of Profits accruing from the Business of Shipping, signed at London, December 18, 1924.

TEXTE NORVÉGIEN.—NORWEGIAN TEXT.

No. 801.—OVERENSKOMST¹ MELLEM DEN NORSKE OG DEN BRITISKE REGJERING VEDRØRENDE GJENSIDIG FRITAGELSE I VISSE TILFELLER FOR INNKOMSTSKATT AV UTBYTTE UTSPRUNGET AV REDERIVIRKSOMHET, UNDERTEGNET I LONDON DEN 3 DESEMBER 1924.

Textes officiels anglais et norvégien communiqués par le Ministre des Affaires étrangères de Norvège. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 13 janvier 1925.

Da den KONGELIGE NORSKE REGJERING og HANS BRITANNISKE MAJESTETS REGJERING ønsker å avslutte en overenskomst angående gjensidig fritagelse i visse tilfeller for innkommstskatt av utbytte utsprunget av rederivirksomhet er de blitt enig om følgende :

Artikkel 1.

Hans Britanniske Majestets Regjering samtykker i, i medhold av avsnitt 18 i den av det Forente Kongerikes Parlament vedtagne lov, kjent som Finansloven av 1923, å treffe de nødvendige foranstaltninger til fritagelse for inntektsskatt (innbefattet tillegsskatt) som måtte bli å opkreve i Storbritannia og Nordirland for ligningsåret 1923-24, hvilket år begynte 6. april 1923, og for de følgende ligningsår, av ethvert utbytte som utspringer av rederivirksomhet utøvet av en enkeltmann bosatt i Norge, eller av et selskap som leder og kontrollerer sådan virksomhet i Norge.

¹ Cet accord ne comporte pas de rectification.

No. 801.—AGREEMENT¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORWAY FOR THE RECIPROCAL EXEMPTION FROM INCOME-TAX IN CERTAIN CASES OF PROFITS ACCRUING FROM THE BUSINESS OF SHIPPING, SIGNED AT LONDON, DECEMBER 18, 1924.

English and Norwegian official texts communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place January 13, 1925.

HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT and THE ROYAL NORWEGIAN GOVERNMENT, being desirous of concluding an Agreement for the reciprocal exemption from income-tax in certain cases of profits accruing from the business of shipping, have agreed as follows :

Article 1.

His Britannic Majesty's Government agree to take the necessary steps under Section 18 of the Act of Parliament of the United Kingdom known as the Finance Act, 1923, for exempting from income-tax (including super-tax) chargeable in Great Britain and Northern Ireland for the year of assessment 1923-24, commencing on the 6th day of April, 1923, and for every subsequent year of assessment, any profits which accrue from the business of shipping carried on by an individual resident in Norway or by a company managing and controlling such business in Norway.

¹ This Agreement does not entail ratification.

Artikkel 2.

Den Kongelige Norske Regjering samtykker i at den myndighet som ifølge de i den norske Landsskattelovs paragraf 28 og i den norske Byskattelovs paragraf 23 inneholdte bestemmelser er forbeholdt Hans Majestet Kongen av Norge, eller enhver lignende myndighet som herefter måtte bli tillagt Hans Majestet Kongen av Norge, ikke skal bli anvendt således, at utbytte som utspringer av rederivirksomhet, utøvet av en enkeltmann bosatt i Storbritannia eller Nordirland, eller av et selskap som leder og kontrollerer sådan virksomhet i Storbritannia eller Nordirland, blir å iligne inntektsskatt i Norge.

Artikkel 3.

Ved uttrykket "rederivirksomhet", forstås forretningsvirksomhet utøvet av en eier av skib og, forsåvidt denne definisjon angår, skal uttrykket "eier" omfatte enhver befrakter.

Artikkel 4.

Nærværende overenskomst skal ophøre å være ikraft, såfremt og såsnart enten de lettelser som i medhold av artikkel 1 vil bli innrømmet med hensyn til inntektsskatt i Storbritannia og Nordirland ophører å ha lovmessig virkning, eller inntektsskatt blir pålagt utbytte av den i artikkel 2 omhandlede art i Norge.

Til bekreftelse herav har undertegnede, behørig befullmektiget for dette øiemed, undertegnet ovenstående overenskomst og forsynt den med sine segl.

Utfærdiget, i to eksemplarer i London, den 18 desember 1924.

(Signed) BENJAMIN VOGT.

(Signed) AUSTEN CHAMBERLAIN.

Article 2.

The Royal Norwegian Government agree that the powers reserved to His Majesty the King of Norway by the provisions contained in paragraph 28 of the Norwegian Country Taxation Law and paragraph 23 of the Norwegian Town Taxation Law, or any like powers which may hereafter be conferred on His Majesty the King of Norway, shall not be exercised so as to render liable to income-tax in Norway any profits which accrue from the business of shipping carried on by an individual resident in Great Britain or Northern Ireland or by a company managing and controlling such business in Great Britain or Northern Ireland.

Article 3.

The expression "the business of shipping" means the business carried on by an owner of ships, and for the purposes of this definition the expression "owner" includes any charterer.

Article 4.

This Agreement shall cease to have effect if and so soon as either the relief to be granted under Article 1 hereof in respect to income tax in Great Britain and Northern Ireland cease to have legal effect or income-tax in Norway is charged on the profits mentioned in Article 2 hereof.

In witness whereof, the undersigned, duly authorised to that effect, have signed this Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate, at London, the 18th December, 1924.

Pour copie conforme :

Ministère royal des Affaires étrangères.
Oslo, le 8 janvier 1925.

(Signé) W. MORGENSTIERNE.
Chef de Division.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 801. — ACCORD ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LA NORVÈGE, CONCERNANT L'EXEMPTION RÉCIPROQUE DE L'IMPÔT SUR LE REVENU DANS CERTAINS CAS DE BÉNÉFICES RÉALISÉS DANS LES AFFAIRES D'ARMEMENT MARITIME, SIGNÉ A LONDRES, LE 18 DÉCEMBRE 1924.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE et LE GOUVERNEMENT ROYAL DE NORVÈGE, désireux de conclure un accord, en vue d'exempter réciproquement de l'impôt sur le revenu en certains cas les bénéfices réalisés par des industries de transports maritimes, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique convient de prendre toutes dispositions utiles, aux termes de la section 18 de l'Acte du Parlement du Royaume-Uni, dit « Loi de Finance de 1923 » en vue d'exempter de l'impôt sur le revenu (y compris la supertaxe) exigible en Grande-Bretagne et dans l'Irlande du Nord, pour l'exercice fiscal 1923/1924, commençant le 6 avril 1923 et tout l'exercice fiscal ultérieur, les bénéfices réalisés par les industries de transports maritimes, exercées soit par des particuliers résidant en Norvège, soit par des sociétés dont le centre effectif de direction et de contrôle desdites industries se trouve en Norvège.

Article 2.

Le Gouvernement royal de Norvège convient que les pouvoirs conférés à Sa Majesté le Roi de Norvège, en vertu des dispositions du § 23 de la loi norvégienne sur les impôts ruraux et du § 23 de la loi norvégienne sur les taxes municipales ou tous autres pouvoirs de nature similaire, qui pourront ultérieurement être conférés à Sa Majesté le Roi de Norvège, ne seront pas exercés de façon à assujettir à l'impôt sur le revenu en Norvège les bénéfices réalisés par des industries de transports maritimes, exercées soit par des particuliers résidant en Grande-Bretagne ou dans l'Irlande du Nord, soit par des sociétés dont le centre effectif de direction et de contrôle desdites industries se trouve en Grande-Bretagne ou dans l'Irlande du Nord.

Article 3.

L'expression « industries de transports maritimes » s'entend comme industries exercées par des armateurs et aux fins de cette définition l'expression « armateurs » comprend les affréteurs.

Article 4.

Le présent Accord cessera d'être en vigueur dès que l'exemption à accorder, aux termes de l'article 1 du présent Accord pour l'impôt sur le revenu perçu en Grande-Bretagne et dans l'Irlande du Nord cessera d'avoir force de loi ou que l'impôt sur le revenu perçu en Norvège frappera les bénéfices visés à l'article 2 du présent Accord.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double, à Londres, le 18 décembre 1924.

(Signé) BENJAMIN VOGT.

(Signé) AUSTEN CHAMBERLAIN.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

N° 802.

NORVÈGE ET SUÈDE

Déclaration concernant la reconnaissance réciproque des lettres de jauge et Règlement y relatif, signés à Stockholm, le 22 décembre 1924.

NORWAY AND SWEDEN

Declaration concerning the Mutual Recognition of Tonnage Certificates and Regulations relating thereto, signed at Stockholm, December 22, 1924.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

No. 802. — DEKLARASJON¹ [MELLEM NORGE OG SVERIGE AN-
GÅENDE GJENSIDIG ANERKJENNELSE AV NORSKE OG
SVENSKE FARTØIERS MÅLEBREVER, UNDERTEGNET I
STOCKHOLM DEN 22 DESEMBER 1924.

*Textes officiels norvégien et suédois communiqués par le Ministre des Affaires étrangères de Norvège
et par le Ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cette déclaration a eu
lieu le 13 janvier 1925.*

Undertegnede, som ha behørig fullmakt dertil fra sine respektive regjeringer, er kommet overens om følgende deklarasjon angående gjensidig anerkjennelse av norske og svenske fartøiers målebrev utferdiget på grunnlag av de i Norge og Sverige antatte skibsmålingsregler, i Norge den såkaldte engelske regel (det engelske skibsmålingssystem) og i Sverige den såkalte tyske regel.

Art. 1.

De i svenske fartøiers nasjonale målebrev eller appendiksmålebrev anførte opgaver over fartøienes drektighet anerkjennes i Norge og de i norske fartøiers nasjonale målebrev eller appendiksmålebrev anførte opgaver over fartøienes drektighet anerkjennes i Sverige, forsåvidt og i den utstrekning som bestemmelsene i denne overenskomst ikke gir anledning til avvikelse derfrai

Med nasjonalt målbrev forstås i denne overenskomst målbrev, som utferdiges på grunnlag av måling efter regel I foretatt av hendoldsvis norsk eller svensk myndighet.

Art. 2.

Norsk maskindrevet fartoi, som kun er forsynt med nasjonalt målbrev, skal i Sverige kun underkastes sådan partiell måling, som med hensyn til bestemmelsen av nettodrektigheten fastsettes i art. 3. Den derved fremkomne nettodrektighet skal legges til grunn for beregning av de avgifter, som i Sverige skal svares efter drektigheten.

Er sådant fartoi forsynt med norsk appendiksmålbrev, utferdiget efter de svenske skibsmålingsregler, skal den i appendiksmålbrevet anførte nettodrektighet legges til grunn for beregning av de avgifter, som i Sverige skal svares efter drektigheten.

Svensk maskindrevet fartoi, som kun er forsynt med nasjonalt målbrev, skal i Norge kun underkastes sådan partiell måling, som med hensyn til bestemmelsen av nettodrektigheten fastsettes i art. 3. Den derved fremkomne nettodrektighet skal legges til grunn for beregning av de avgifter, som i Norge skal svares efter drektigheten. Hvis fartøiets eier eller fører forlanger det, skal dog den i det nasjonale målbrev anførte nettodrektighet legges til grunn for beregning av de avgifter som i Norge skal svares efter drektigheten.

¹ Cette déclaration ne comporte pas de ratification.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

No. 802. — DEKLARATION¹ MELLAN NORGE OCH SVERIGE
RÖRANDE ÖMSESIDIGT ERKÄNNANDE AV NORSKA OCH
SVENSKA MÄTBREV, UNDERTECKNAD I STOCKHOLM DEN
22. DESEMBER 1924.

Norwegian and Swedish official texts communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs and by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Declaration took place January 13, 1925.

Undertecknade, därtill behörigen befullmäktigade av sina respektive regeringar, hava gemensamt överenskommit om följande deklARATION rörande ömsesidigt erkännande av svenska och norska fartygs mätbrev, utfärdade på grundval av de i Sverige och Norge antagna skeppsmättningsregler, i Sverige den s. k. tyska och i Norge den s. k. engelska regeln (engelska skeppsmätningssystemet).

Art. 1.

De i svenska fartygs nationella mätbrev eller appendixmätbrev lämnade uppgifter angående fartygens dräktighet tillerkännas vitsord i Norge och de i norska fartygs nationella mätbrev eller appendixmätbrev lämnade uppgifter angående fartygens dräktighet tillerkännas vitsord i Sverige, för så vitt och i den mån bestämmelserna i denna överenskommelse icke giva anledning till avvikelser därutinnan.

Med nationellt mätbrev avses i denna överenskommelse mätningshandling, som utfärdats på grund av mätning enligt regeln I, verkställd av svensk resp. norsk myndighet.

Art. 2.

Svenskt maskindrivet fartyg, som är försett endast med nationellt mätbrev, skall i Norge underkastas endast sådan partiell mätning, som i fråga om bestämmande av nettodräktigheten stadgas i art. 3. Den sålunda beräknade nettodräktigheten skall läggas till grund för beräkning av de avgifter, vilka i Norge skola erläggas efter tontalet. Där det av fartygets ägare eller befälhavare påfordras, skall dock den i det nationella mätbrevet angivna nettodräktigheten läggas till grund för beräkning av de avgifter, vilka i Norge skola erläggas efter tontalet.

Är sådant fartyg försett med svenskt appendixmätbrev enligt norska eller engelska skeppsmättningsregler, skall den i appendixmätbrevet angivna nettodräktigheten läggas till grund för beräkning av de avgifter, vilka i Norge skola erläggas efter tontalet.

Norskt maskindrivet fartyg, som är försett endast med nationellt mätbrev, skall i Sverige underkastas endast sådan partiell mätning, som i fråga om bestämmande av nettodräktigheten stadgas i art. 3. Den sålunda beräknade nettodräktigheten skall läggas till grund för beräkning av de avgifter, vilka i Sverige skola erläggas efter tontalet.

¹ This Declaration does not entail ratification.

Er sådant fartøi forsynt med svensk appendiksmålebrev efter de norske eller engelske skibsmålingsregler, skal den i appendiksmålebrevet anførte nettodirektighet legges til grunn for beregning av de avgifter, som i Norge skal svares efter direktigheten.

Er norsk fartøi, som ikke drives med maskineri, forsynt med nasjonalt målebrev, skal den i det nasjonale målebrev anførte nettodirektighet legges til grunn for beregning av de avgifter, som i Sverige skal svares efter direktigheten.

Er svensk fartøi, som ikke drives med maskineri, forsynt med nasjonalt målebrev, skal den i det nasjonale målebrev anførte nettodirektighet legges til grunn for beregning av de avgifter, som i Norge skal svares efter direktigheten.

Art. 3.

Den i art. 2 omhandlede partielle måling av maskindrevet fartøi skal omfatte bestemmelsen av bruttodirektigheten av rum over målingsdekket samt av fradraget for maskinrummet og for øvrige såvel over som under målingsdekket beliggende rum, for hvilke avgiftsfrihet henholdsvis i Sverige og Norge tilståes.

Over sådan partiell måling skal utferdiges målingsattest, som skal gjelde så lenge det nasjonale målebrev, i tilslutning til hvilket målingsattesten er utferdiget, er gyldig.

Art. 4.

De i art. 2 omhandlede appendiksmålebrev skal utferdiges efter nærmere bestemmelser som partene kommer overens om.

Art. 5.

Den i Norge av norsk myndighet og i Sverige av svensk myndighet foretatte måling av henholdsvis svensk og norsk fartøi skal være underkastet sådan kontrollmåling og ommåling som foreskrives henholdsvis i Norge og Sverige.

Viser det sig at oppgavene i et fartøis nasjonale målebrev eller appendiksmålebrev ikke er overensstemmende med de virkelige forhold, skal henholdsvis Kontrollrevisjonen for Skibsmålingen i Kristiania og Kommerskollegium i Stockholm ha anledning til i fornøden utstrekning å la fartøiet kontrollmåle eller ommåle samt i fornødent fall å la utferdige nytt måledokument.

Art. 6.

Omkostningene ved stedfunnen måling eller ved sådan kontrollmåling, som omhandles i art. 5 første avsnitt, skal beregnes og bestrides efter de bestemmelser, som gjelder for sådan måling i det land, hvor målingen finner sted.

Ved partiell måling skal dog omkostningene kun beregnes for det virkelig målte maskinrum samt for den del av de øvrige målte rum, som er avgiftspliktige.

Omkostningene ved den i art. 5 annet avsnitt omhandlede kontrollmåling eller ommåling skal bestrides av det land, hvor målingen har funnet sted, dog således at hvis måledokumentet skal ombyttes med nytt sådant, skal omkostningene bestrides av fartøiets eier eller fører i den utstrekning vedkommende lands skibsmålingsbestemmelser foreskriver.

Art. 7.

Denne overenskomst skal tre i kraft tre måneder, efterat den er undertegnet og være gjeldende, inntil det er gått tre måneder, efterat den er opsagt av nogen av partene.

Är sådant fartyg försett med norskt appendixmätbrev, utfärdat enligt svenska skeppsmättningsföreskrifter, skall den i appendixmätbrevet angivna nettodräktigheten läggas till grund för beräkning av de avgifter, vilka i Sverige skola erläggas efter tontalet.

Är *svenskt fartyg, annat än maskindrivet*, försett med nationellt mätbrev, skall den i det nationella mätbrevet angivna nettodräktigheten läggas till grund för beräkning av de avgifter, vilka i Norge skola erläggas efter tontalet.

Är *norskt fartyg, annat än maskindrivet*, försett med nationellt mätbrev, skall den i det nationella mätbrevet angivna nettodräktigheten läggas till grund för beräkning av de avgifter, vilka i Sverige skola erläggas efter tontalet.

Art. 3.

Den i art. 2 omförmälda partiella mätning av maskindrivet fartyg skall omfatta bestämmande av bruttodräktigheten av rum ovan mätningsdäck samt av avdraget för maskinrummet och för övriga såväl över som under mätningsdäck belägna rum, för vilka avgiftsfrihet i Norge resp. Sverige medgives.

Över sådan partiell mätning skall utfärdas mätningsattest, som skall gälla så länge det nationella mätbrevet, i anslutning till vilket mätningsattesten utfärdats, äger giltighet.

Art. 4.

De i art. 2 omförmälda appendixmätbrev skola utfärdas efter de närmare bestämmelser, varom parterna överenskomma.

Art. 5.

De i Sverige av svensk myndighet resp. de i Norge av norsk myndighet verkställda mätningar av norskt resp. svenskt fartyg skola vara underkastade sådan kontrollmätning och ommätning, som föreskrives i Sverige resp. Norge.

Visar det sig, att uppgifterna i ett fartygs nationella mätbrev eller appendixmätbrev icke överensstämma med de verkliga förhållandena, är Kommerskollegium i Stockholm resp. Kontrollrevisjonen for Skibsmålingen i Kristiania berättigad att i erforderlig utsträckning föranställa om fartygets kontrollmätning och ommätning samt att i förekommande fall utfärda ny mätningshandling.

Art. 6.

Kostnaderna för verkställd mätning ävensom för den i art. 5 första stycket avsedda kontrollmätning skola beräknas och bestridas enligt de bestämmelser, som gälla för motsvarande mätningsförrättning i det land, där mätningen äger rum.

Vid partiell mätning skola dock kostnaderna utgå endast för det verkliga uppmätta maskinrummet samt för den del av övriga uppmätta rum, som befinnes avgiftspliktig.

Kostnaderna för den i art. 5 andra stycket avsedda kontrollmätning eller ommätning skola bestridas av det land, varest mätningen ägt rum, dock att, i fall mätningshandlingen skall ersättas med ny sådan, kostnaderna skola bestridas av fartygets ägare eller befälhavare i den utsträckning, vederbörande lands skeppsmättningsbestämmelser föreskriva.

Art. 7.

Denna överenskommelse skall träda i kraft tre månader efter undertecknandet och vara giltig intill tre månader efter det densamma blivit av någondera parten uppsagd.

Tidligere overenskomster angående gjensidig anerkjennelse av norske og svenske fartøiers målebrev er ophører å gjelde fra og med ikrafttredelsen av denne overenskomst.

Til bekreftelse herav har undertegnede underskrevet denne deklarasjon og forsynt den med sine segl.

Utferdiget i to eksemplarer i Stockholm, den 22 desember 1924.

(L. S.) (Signé) J. H. WOLLEBÆK.

Pour copie conforme.

*Le Secrétaire général du Ministère royal
des Affaires étrangères.*

ERIK SJÖBORG.

Pour copie conforme.

F. MARSTRANDER.
*Chef de division
au Ministère des Affaires étrangères.*

Ved undertegning denne dag av deklarasjon angående gjensidig anerkjennelse av norske og svenske fartøiers målebrev er undertegnede befullmektigede i henhold til art. 4 i nevnte deklarasjon kommet overens om at de i deklarasjonen omhandlede norske appendiksmålebrev etter de svenske skibsmålingsregler skal for å være gyldige i Sverige være utferdiget etter følgende bestemmelser, som skal gjelde inntil videre fra og med deklarasjonens ikrafttreden.

§ 1.

Appendiksmålebrevet skal være utferdiget etter regel I. Det skal kun være gyldig i tilslutning til og på samme tid som fartøiets nasjonale målebrev, hvis dato, nettodrektighet og bruttodrektighet samt drektigheten av rummet under målingsdekket etter de norske og i tilfelle tillike etter de svenske skibsmålingsregler skal være anført i appendiksmålebrevet.

Dets riktighet skal være attestert av Kontrollrevisjonen for Skibsmålingen.

§ 2.

Drektigheten av rummet under målingsdekket kan i appendiksmålebrevet enten angis med det antall tonn, som er anført i fartøiets nasjonale målebrev, eller også måles og beregnes etter de svenske skibsmålingsregler. Appendiksmålebrevet skal inneholde anførsel om, hvorledes nevnte drektighet er beregnet.

§ 3.

Rum over målingsdekket skal måles og beregnes overensstemmende med de svenske skibsmålingsregler, og deres kubikkinnhold angis i appendiksmålebrevet; dog skal styrehus, styremaskinhus, utkikkshus, kabyskhus og klosettrum, som etter de norske skibsmålingsregler ikke skal medmåles i den norske bruttodrektighet heller ikke medmåles i bruttodrektigheten i appendiksmålebrevet.

§ 4.

Det samlede fradrag for følgende fradragsberettigede rum, nemlig mannskapsrum, navigasjonsrum, kabelrum, rum for fartøiets fører samt vannballastrum, som ikke er beliggende i dobbeltbunn, angis med det antall tonn, som er anført i det nasjonale målebrev.

Tidigare överenskommelser angående ömsesidigt erkännande av svenska och norska fartygs mätbrev upphöra att gälla från och med ikraftträdandet av denna överenskommelse.

Till bekräftelse härav hava undertecknade underskrivit denna deklaration och försett densamma med sina sigill.

Upprättat i två exemplar i Stockholm, den 22 desember 1924.

(L. S.) (Signé) ÖSTEN UNDÉN.

Pour copie conforme.

*Le Secrétaire général du Ministère royal
des Affaires étrangères :*

ERIK SJÖBORG.

Pour copie conforme.

F. MARSTRANDER.

*Chef de division
au Ministère des Affaires étrangères.*

Vid undertecknande denna dag av deklaration rörande ömsesidigt erkännande av svenska och norska fartygs mätbrev hava undertecknade befullmäktigade ombud i anslutning till art. 4 i sagda deklaration överenskommit, att de i deklarationen avsedda norska appendixmätbrev enligt svenska skeppsmättningsföreskrifter skola för att äga giltighet i Sverige vara utfärdade i enlighet med följande bestämmelser att tillsvidare gälla från och med deklarationens ikraftträdande.

§ 1.

Appendixmätbrevet skall vara utfärdat enligt regeln I. Det skall äga giltighet endast i anslutning till och under samma tid som fartygets nationella mätbrev, vars bruttodräktighet, dräktighet av rummet under mätningsdäck enligt norska och, där så beräknats, enligt svenska skeppsmättningsföreskrifter jämte datum och nettodräktighet skola vara angivna i appendixmätbrevet. Dess riktighet skall vara bestyrkt av Kontrollrevisionen för Skibsmålingen.

§ 2.

Rymden av rummet under mätningsdäck må i appendixmätbrevet antingen angivas med det tontal, som finnes upptaget i fartygets nationella mätbrev, eller ock uppmätas och beräknas enligt de svenska skeppsmättningsföreskrifterna. Appendixmätbrevet skall innehålla uppgift om huru nämnda rymd är beräknad.

§ 3.

Rum ovan mätningsdäck skall uppmätas och beräknas i överensstämmelse med svenska skeppsmättningsföreskrifter samt till sin rymd angivas å appendixmätbrevet, dock skall styrhytt, styrmaskinhus, utkikshytt, kabysshus och klosettrum, som enligt norska skeppsmättningsföreskrifter icke skola inräknas i den norska bruttodräktigheten, icke heller inräknas i bruttodräktigheten i appendixmätbrevet.

§ 4.

Sammanlagda avdraget för följande avdragsberättigade rum, nämligen manskapsrum, navigationsrum, kabelrum, befälhavarens rum samt vattenbarlastrum, som ej är beläget inom dubbelbotten, anges med det tontal, som finnes upptaget i det nationella mätbrevet.

Yderligere kan der gis fradrag for det antall tonn, med hvilket kabelrummenes virkelige kubikkinnhold overskrider det i følge det nasjonale målebrev fratrukne kubikkinnhold.

§ 5.

Fradraget for maskinrummet skal måles og beregnes etter de svenske skibsmålingsregler.

Som permanente brenselrum kan kun ansees sådanne rum, som utelukkende er innrettet for og anvendes til inntagelse av det for drivkraftmaskineriet fornødne brenselforråd, forsåvidt de enten ved skyvedører eller andre åpninger eller rørledninger står i direkte forbindelse med maskin- eller fyringsrummet eller også er beliggende umiddelbart over samme eller de dermed direkte forbundne brenselrum.

Brenselrum, som kun er adskilt fra lasterum ved flyttbare skotter eller som i skottene er forsynt med lasteporter eller i dekket ovenfor med luker, som ikke er å anse som utelukkende kulluker, innbefattes ikke i fradraget for maskinrummet.

Er måleren i tvil om, hvorvidt et rum er å anse som fradragberettiget brenselrum, skal han avfordre fartøiets eier eller fører en skriftlig erklæring om, hvorvidt omhandlede rum, for hvilket der kan være tale om å gi fradrag som brenselrum, i fart til eller fra Sverige utelukkende skal anvendes til inntagelse av det for drivkraftmaskineriet bestemte brenselforråd. Hvis eieren eller føreren nekter å avgi sådan erklæring, skal rummet ikke innbefattes i fradraget for maskinrummet. Om den her omhandlede erklæring skal anførsel skje i appendiksmålebrevet.

I appendiksmålebrevet skal angis beliggenheten, lengden og kubikkinnholdet av ethvert utenfor maskinrummet beliggende brenselrum, som er innbefattet i fradraget for maskinrummet.

Til bekreftelse herav har undertegnede underskrevet denne overenskomst og forsynt den med sine segl.

Utferdiget i to eksemplarer i Stockholm den 22 desember 1924.

(L. S.) (Signé) J. H. WOLLEBÆK.

Pour copie conforme.

*Le Secrétaire général du Ministère royal
des Affaires étrangères :*

ERIK SJÖBORG.

Pour copie conforme.

F. MARSTRANDER.

*Chef de division
au Ministère des Affaires étrangères.*

Härjämte kan avdrag göras för den rymd, med vilken kabelrummens verkliga rymd överstiger den i det nationella mätbrevet avdragna rymd.

§ 5.

Avdraget för maskinrummet skall uppmätas och beräknas enligt de svenska skeppsmättningsföreskrifterna.

Såsom permanenta bränslerum må anses endast sådana rum, som äro uteslutande inrättade för och användas till inrymmande av det för drivkraftmaskineriet avsedda bränsleförrådet, såvitt de antingen medelst skjutdörrar eller andra öppningar eller rörledningar stå i direkt förbindelse med maskin- eller eldningsrummet eller ock äro belägna omedelbart ovanpå detsamma eller därmed direkt förbundna bränslerum.

Bränslerum, som endast medelst flyttbara skott är åtskilt från lastrum eller som är försett i skotten med lastport eller i däckets ovan till med lucköppning, som icke är att anse såsom allenast kollucka, må icke innefattas i avdraget för maskinrummet.

Hyser skeppsmätare tvekan, huruvida ett rum är att anse såsom avdragsberättigat bränslerum, skall han avfordra fartygets ägare eller befälhavare skriftlig förklaring, huruvida rum, för vilket avdrag såsom bränslerum kan ifrågakomma, skall i fart till eller från Sverige användas uteslutande till inrymmande av det för drivkraftmaskineriet avsedda bränsleförrådet. Om ägaren eller befälhavaren vägrar avgiva sådan förklaring, skall rummet icke innefattas i avdraget för maskinrummet. Sådan förklaring skall angivas i appendixmätbrevet.

I appendixmätbrevet skall angivas läget, längden och rymden av varje utom maskinrummet beläget bränslerum, vilket upptages i avdraget för maskinrummet.

Till bekräftelse härav hava undertecknade underskrivit denna överenskommelse och försett densamma med sina sigill.

Upprättat i två exemplar i Stockholm den 22. desember 1924.

(L. S.) (Signé) ÖSTEN UNDÉN.

Pour copie conforme.

*Le Secrétaire général du Ministère royal
des Affaires étrangères :*

ERIK SJÖBORG.

Pour copie conforme.

F. MARSTRANDER.

*Chef de division
au Ministère des Affaires étrangères.*

¹ TRADUCTION.

No. 802. — DÉCLARATION INTERVENUE ENTRE LA NORVÈGE ET LA SUÈDE CONCERNANT LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES LETTRES DE JAUGE ET RÈGLEMENT Y RELATIF, SIGNÉS A STOCKHOLM, LE 22 DÉCEMBRE 1924.

Les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements, sont convenus de la Déclaration suivante concernant la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage norvégiens et suédois établis conformément aux règlements de jaugeage des navires, en vigueur en Norvège et en Suède respectivement ; à savoir, pour la Norvège le règlement dénommé « Règlement britannique » (système britannique de jaugeage de navires) et pour la Suède le règlement dénommé « Règlement allemand ».

Article 1.

Sauf disposition contraire du présent Accord, le tonnage mentionné dans les certificats suédois de jaugeage des navires suédois avec ou sans « annexe » sera reconnu en Norvège, et vice-versa le tonnage mentionné dans les certificats norvégiens de jaugeage avec ou sans « annexe » sera reconnu en Suède.

Dans le présent Accord, le terme « certificat national de jaugeage » est entendu comme signifiant un certificat établi d'après les mesurages effectués, conformément à la règle I, par les autorités norvégiennes ou suédoises, selon le cas.

Article 2.

Navires norvégiens à propulsion mécanique. — Les navires norvégiens à propulsion mécanique qui sont seulement détenteurs d'un certificat norvégien de jaugeage, seront exemptés en Suède de tout nouveau mesurage partiel, sauf dans le cas où l'exige l'article 3 en vue d'établir le tonnage net du navire. Les droits de tonnage à acquitter en Suède seront calculés d'après le tonnage net ainsi déterminé.

Si un navire de cette catégorie est détenteur d'un certificat norvégien de jaugeage avec « annexe », établi conformément au règlement suédois de jaugeage des navires, les droits de tonnage à acquitter en Suède seront calculés d'après le tonnage net porté sur le certificat.

Navires suédois à propulsion mécanique. — Les navires suédois à propulsion mécanique qui détiennent des certificats de mesurage suédois, seront exemptés en Norvège de tout nouveau mesurage partiel, sauf dans le cas où l'exige l'article 3 en vue d'établir le tonnage net du navire. Les droits de tonnage à acquitter en Norvège seront calculés d'après le tonnage net ainsi déterminé. Toutefois, sur la demande du propriétaire ou du capitaine du navire les droits de tonnage à acquitter en Norvège seront calculés d'après le tonnage net porté sur le certificat national de mesurage.

Si un navire de cette catégorie est détenteur d'un certificat suédois de jaugeage avec « annexe », établi conformément au règlement norvégien (ou britannique) de jaugeage des navires, les droits de tonnage à acquitter en Norvège seront calculés d'après le tonnage net porté sur le certificat.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 802. — DECLARATION BETWEEN NORWAY AND SWEDEN
CONCERNING THE MUTUAL RECOGNITION OF TONNAGE CER-
TIFICATES AND REGULATIONS RELATING THERETO, SIGNED
AT STOCKHOLM, DECEMBER 22, 1924.

The undersigned, being duly authorised for that purpose by their Governments, have agreed upon the following Declaration regarding the mutual recognition of Norwegian and Swedish certificates of measurement, drawn up in accordance with the rules for the measurement of ships in force in Norway and Sweden respectively, namely, in Norway, the so-called "British rules" (British system of ship measurement) and, in Sweden, the so-called "German rules".

Article 1.

Except as otherwise provided in the present Agreement, the tonnage shown in the national certificates of measurement of Swedish vessels, with or without "appendix", shall be accepted in Norway; and similarly the tonnage shown in the Norwegian national certificates of measurement, with or without "appendix", shall be accepted in Sweden.

In the present Agreement the term "national certificate of measurement" is understood to mean a certificate drawn up on the basis of measurements carried out in accordance with Rule I by the Norwegian or Swedish authorities, as the case may be.

Article 2.

Norwegian ships propelled by engine-power which carry national certificates of measurement only shall not be subject in Sweden to partial re-measurement, except as required in Article 3, for the purpose of establishing the net tonnage. The tonnage dues payable in Sweden shall be computed on the basis of the net tonnage thus determined.

If such a vessel is provided with a Norwegian certificate of measurement, "with appendix" drawn up in accordance with the Swedish rules for the measurement of ships, the tonnage dues payable in Sweden shall be computed on the basis of the net tonnage entered in the bill.

Swedish ships propelled by engine-power which carry national certificates of measurement only shall not be subject in Norway to partial re-measurement, except as required in Article 3, for the purpose of establishing the net tonnage. The tonnage dues payable in Norway shall be computed on the basis of the net tonnage thus determined. If the owner or master of the vessel so demands, however, the tonnage dues payable in Norway shall be computed on the basis of the net tonnage entered in the national certificate of measurement.

If such a vessel is provided with a Swedish certificate of measurement "with appendix", drawn up in accordance with the Norwegian or British rules for the measurement of ships, the tonnage dues payable in Norway shall be computed on the basis of the net tonnage entered in the certificate.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Si un *navire norvégien à propulsion non mécanique* est détenteur d'un certificat norvégien de jaugeage, les droits de tonnage à acquitter en Suède seront calculés d'après le tonnage net porté sur ledit certificat norvégien.

Si un *navire suédois à propulsion non mécanique* est détenteur d'un certificat suédois de jaugeage, les droits de tonnage à acquitter en Norvège seront calculés d'après le tonnage net mentionné sur ledit certificat suédois.

Article 3.

Le mesurage partiel des navires à propulsion mécanique, visé à l'article 2, comprendra la détermination du tonnage brut de l'espace situé au-dessus du pont de tonnage et celle de la déduction allouée pour l'espace affecté aux machines ainsi que pour tous autres espaces situés au-dessus ou au-dessous du pont de tonnage à l'égard desquels il n'est perçu aucun droit de tonnage en Suède ou en Norvège, selon le cas.

Ledit mesurage partiel sera enregistré sur un certificat de jaugeage (attestation) dont la validité durera aussi longtemps que celle du certificat national de jaugeage à propos duquel ce certificat de jaugeage aura été établi.

Article 4.

Les certificats de jaugeage avec « annexe », mentionnés à l'article 2, seront établis conformément à un règlement d'application détaillé à convenir entre les Parties contractantes.

Article 5.

Les mesurages de navires suédois effectués en Norvège par les autorités norvégiennes et ceux des navires norvégiens effectués en Suède par les autorités suédoises seront assujettis à toutes les mesures d'expertise et de nouveaux mesurages qui pourront être édictées en Norvège ou en Suède respectivement.

Dans les cas où il sera constaté que le certificat national de jaugeage d'un navire, avec ou sans « annexe », est inexact, le service d'inspection de jaugeage des navires (Kontrollrevisionen for Skibsmålingen) de Christiania et les autorités centrales du commerce (Kommerskollegium) de Stockholm, pourront ordonner qu'il soit procédé à l'expertise du navire, dans la mesure où les circonstances le demandent, où à un nouveau mesurage ; en outre, s'ils le jugent nécessaire, ils pourront faire établir un nouveau certificat de mesurage.

Article 6.

Les frais de mesurage ou d'expertise d'un navire tels qu'ils sont prévus au premier alinéa de l'article 5, seront calculés et acquittés conformément aux dispositions en vigueur dans le pays où a eu lieu le mesurage.

Toutefois, les frais de mesurage partiel ne porteront que sur l'espace affecté aux machines qui aura véritablement fait l'objet de mesurage ainsi que sur la proportion d'espace restant, à l'égard de laquelle il peut être perçu des droits de tonnage.

Les frais d'expertise ou de nouveau mesurage mentionnés au second alinéa de l'article 5, seront supportés par le pays dans lequel il aura été procédé au mesurage ; toutefois, s'il a été nécessaire de faire délivrer un nouveau certificat de jaugeage en place de l'ancien, les frais seront supportés par le propriétaire ou par le capitaine du navire, conformément au règlement de mesurage de navires du pays en question.

If a *Norwegian ship which is not propelled by engine-power* carries a national certificate of measurement, the tonnage dues payable in Sweden shall be computed on the basis of the net tonnage entered in the aforesaid national certificate.

If a *Swedish vessel which is not engine-driven* carries a national certificate of measurement, the tonnage dues payable in Norway shall be computed on the basis of the net tonnage entered in the aforesaid national certificate.

Article 3.

The partial measurement of ships propelled by engine-power under Article 2 shall include the determining of the gross tonnage of the space over the tonnage deck and the deduction to be allowed for the engine-room and also for any other space, whether above or below the tonnage deck, in respect of which no tonnage dues are payable in Sweden or Norway, as the case may be.

Such partial measurement shall be recorded in a tonnage measurement certificate (attest), which shall be valid for the same time as the national certificate of measurement in connection with which it was drawn up.

Article 4.

The certificates of measurement "with appendix" referred to in Article 2 shall be drawn up in accordance with detailed instructions to be agreed upon between the Contracting Parties.

Article 5.

Measurements of Swedish vessels carried out in Norway by the Norwegian authorities, and of Norwegian vessels carried out in Sweden by the Swedish authorities, shall be subject to such surveys and re-measurement as may be laid down in Norway or in Sweden respectively.

If the information shown in a vessel's national certificate of measurement, with or without "appendix", is found to be incorrect, the Inspectorate of Ship Measurement (Kontrollrevisionen for Skibsmålingen) at Christiania and the Central Trade Authorities (Kommerskollegium) at Stockholm may order the vessel to be surveyed so far as the circumstances require, or to be re-measured, and may further, if it appears necessary, cause a new certificate of measurement to be drawn up.

Article 6.

The costs of measuring a vessel or of carrying out a survey as provided in the first paragraph of Article 5 shall be calculated and paid for in accordance with the provisions in force in the country in which the measurement is carried out.

The costs of partial measurement, however, shall only be charged in respect of engine-room space actually measured and in respect of so much of the remaining space as is liable to tonnage dues.

The costs of the survey or re-measurement referred to in the second paragraph of Article 5 shall be borne by the country in which the measurement was carried out, provided, however, that if a new certificate of measurement has to be issued in place of the old the costs shall be borne by the owner or master of the vessel as provided by the ship measurement regulations of the country in question.

Article 7.

Le présent Accord entrera en vigueur trois mois après la date de signature et restera en vigueur pendant une période de trois mois à courir de sa dénonciation par l'une ou l'autre des Parties.

Les accords antérieurs relatifs à la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage des navires norvégiens et suédois cesseront d'être valables à partir de la date d'entrée en vigueur du présent Accord.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent Accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double, à Stockholm, le 22 décembre 1924.

(L. S.) (Signé) J. H. WOLLEBÆK.

(L. S.) (Signé) ÖSTEN UNDÉN.

DÉCLARATION.

Les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements, sont convenus de la Déclaration suivante concernant la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage suédois et norvégiens établis conformément aux règlements de jaugeage des navires, en vigueur en Suède et en Norvège respectivement ; à savoir, pour la Suède le règlement dénommé « Règlement allemand » et pour la Norvège le règlement dénommé « Règlement britannique » (système britannique de jaugeage de navires).

Article 1.

Sauf disposition contraire du présent Accord, le tonnage mentionné dans les certificats suédois de jaugeage des navires suédois avec ou sans « annexe » sera reconnu en Norvège, et vice-versa, le tonnage mentionné dans les certificats norvégiens de jaugeage avec ou sans « annexe » sera reconnu en Suède.

Dans le présent Accord, le terme « certificat national de jaugeage » est entendu comme signifiant un certificat établi d'après les mesurages effectués, conformément à la règle I, par les autorités suédoises ou norvégiennes, selon le cas.

Article 2.

Navires suédois à propulsion mécanique. — Les navires suédois à propulsion mécanique qui sont seulement détenteurs d'un certificat suédois de jaugeage, seront exemptés en Norvège de tout nouveau mesurage partiel, sauf dans le cas où l'exige l'article 3 en vue d'établir le tonnage net du navire. Les droits de tonnage à acquitter en Norvège seront calculés d'après le tonnage net ainsi déterminé. Toutefois, sur la demande du propriétaire ou du capitaine du navire les droits de tonnage à acquitter en Norvège seront calculés d'après le tonnage net porté sur le certificat national de mesurage.

Si un navire de cette catégorie est détenteur d'un certificat suédois de jaugeage avec « annexe », établi conformément au règlement norvégien (ou britannique) de jaugeage des navires, les droits de tonnage à acquitter en Norvège seront calculés d'après le tonnage net porté sur le certificat.

Navires norvégiens à propulsion mécanique. — Les navires norvégiens à propulsion mécanique qui détiennent des certificats de mesurage norvégiens, seront exemptés en Suède de tout nouveau mesurage partiel sauf dans le cas où l'exige l'article 3 en vue d'établir le tonnage net du navire. Les droits de tonnage à acquitter en Suède seront calculés d'après le tonnage net ainsi déterminé.

Article 7.

The present Agreement shall come into force three months after the date of its signature, and shall remain in force for a period of three months after its denunciation by either Party.

Previous agreements regarding the mutual recognition of the certificates of measurement of Norwegian and Swedish vessels shall cease to be valid as from the date on which the present Agreement comes into force.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate, at Stockholm, on December 22, 1924.

(L. S.) (Signed) J. H. WOLLEBÆK.

(L. S.) (Signed) ÖSTEN UNDÉN.

DECLARATION.

The undersigned, being duly authorised for that purpose by their Governments, have agreed upon the following Declaration regarding their mutual recognition of Swedish and Norwegian certificates of measurement, drawn up in accordance with the rules for the measurement of ships in force in Sweden and Norway respectively, namely, in Sweden, the so-called "German rules" and, in Norway, the so-called "British rules" (British system of ship measurement).

Article 1.

Except as otherwise provided in the present Agreement, the tonnage shown in the national certificates of measurement of Swedish vessels, with or without "appendix", shall be accepted in Norway; and similarly the tonnage shown in the Norwegian national certificates of measurement, with or without "appendix", shall be accepted in Sweden.

In the present Agreement the term "national certificate of measurement" is understood to mean a certificate drawn up on the basis of measurements carried out in accordance with Rule I by the Swedish or Norwegian authorities, as the case may be.

Article 2.

Swedish ships propelled by engine-power which carry national certificates of measurement only shall not be subject in Norway to partial re-measurement except as required in Article 3 for the purpose of establishing the net tonnage. The tonnage dues payable in Norway shall be computed on the basis of the net tonnage thus determined. If the owner or master of the vessel so demands, however, the tonnage dues payable in Norway shall be computed on the basis of the net tonnage entered in the national certificate of measurement.

If such a vessel is provided with a Swedish certificate of measurement with "appendix", drawn up in accordance with the Norwegian or British rules for the measurement of ships, the tonnage dues payable in Norway shall be computed on the basis of the net tonnage entered in the bill.

Norwegian ships propelled by engine-power which carry national certificates of measurement only shall not be subject in Sweden to partial re-measurement except as required in Article 3 for the purpose of establishing the net tonnage. The tonnage dues payable in Sweden shall be computed on the basis of the net tonnage thus determined.

Si un navire de cette catégorie est détenteur d'un certificat norvégien de jaugeage avec « annexe » établi conformément au règlement suédois de jaugeage des navires, les droits de tonnage à acquitter en Suède seront calculés d'après le tonnage net porté sur le certificat.

Si un *navire suédois à propulsion non mécanique* est détenteur d'un certificat suédois de jaugeage, les droits de tonnage à acquitter en Norvège seront calculés d'après le tonnage net porté sur ledit certificat suédois.

Si un *navire norvégien à propulsion non mécanique* est détenteur d'un certificat norvégien de jaugeage, les droits de tonnage à acquitter en Suède seront calculés d'après le tonnage net porté sur ledit certificat norvégien.

Article 3.

Le mesurage partiel les navires à propulsion mécanique visé à l'article 2 comprendra la détermination du tonnage brut de l'espace situé au-dessus du pont de tonnage et celle de la déduction allouée pour l'espace affecté aux machines ainsi que pour tous autres espaces situés au-dessus ou au-dessous du pont de tonnage, à l'égard desquels il n'est perçu aucun droit de tonnage en Norvège ou en Suède, selon le cas.

Ledit mesurage partiel sera enregistré sur un certificat de jaugeage (attestation) dont la validité durera aussi longtemps que celle du certificat national de jaugeage, à propos duquel ce certificat de jaugeage aura été établi.

Article 4.

Les certificats de jaugeage avec « annexe », mentionnés à l'article 2, seront établis conformément au règlement détaillé d'application à convenir entre les Parties contractantes.

Article 5.

Les mesurages de navires norvégiens effectués en Suède par les autorités suédoises et ceux des navires suédois effectués en Norvège par les autorités norvégiennes seront assujettis à toutes les mesures d'expertise et de nouveau mesurage qui pourront être édictées en Suède ou en Norvège, respectivement.

Dans les cas où il sera constaté que le certificat national de jaugeage d'un navire, avec ou sans « annexe », est inexact, les autorités centrales du commerce (Kommerskollegium) de Stockholm et le Service d'inspection de jaugeage des navires (Kontrollrevisionen for Skibsmålingen) de Christiania pourront ordonner qu'il soit procédé à l'expertise du navire dans la mesure où les circonstances le demandent, ou à un nouveau mesurage ; en outre, s'ils le jugent nécessaire, ils pourront faire établir un nouveau certificat de mesurage.

Article 6.

Les frais de mesurage ou d'expertise d'un navire tels qu'ils sont prévus au premier alinéa de l'article 5, seront calculés et acquittés conformément aux dispositions en vigueur dans le pays où a eu lieu le mesurage.

Toutefois, les frais de mesurage partiel ne porteront que sur l'espace affecté aux machines qui aura véritablement fait l'objet de mesurage ainsi que sur la proportion d'espace restant, à l'égard de laquelle il peut être perçu des droits de tonnage.

Les frais d'expertise ou de nouveau mesurage mentionnés au second alinéa de l'article 5, seront supportés par le pays dans lequel il aura été procédé au mesurage ; toutefois, s'il a été nécessaire de faire délivrer un nouveau certificat de jaugeage en place de l'ancien, les frais seront supportés par le propriétaire ou par le capitaine du navire, conformément au règlement de mesurage de navires du pays en question.

If such a vessel is provided with a Norwegian certificate of measurement with " appendix ", drawn up in accordance with the Swedish rules for the measurement of ships, the tonnage dues payable in Sweden shall be computed on the basis of the net tonnage entered in the certificate.

If a *Swedish ship which is not propelled by engine-power* carries a national certificate of measurement, the tonnage dues payable in Norway shall be computed on the basis of the net tonnage entered in the aforesaid national certificate.

If a *Norwegian ship which is not propelled by engine-power* carries a national certificate of measurement, the tonnage dues payable in Sweden shall be computed on the basis of the net tonnage entered in the aforesaid national certificate.

Article 3.

The partial measurement of ships propelled by engine-power under Article 2 shall include the determining of the gross tonnage of the space over the tonnage deck and the deduction to be allowed for the engine-room and also for any other space, whether above or below the tonnage deck, in respect of which no tonnage dues are payable in Norway or Sweden, as the case may be.

Such partial measurement shall be recorded in a tonnage measurement certificate (*attest*) which shall be valid for the same time as the national certificate of measurement in connection with which it was drawn up.

Article 4.

The certificates of measurement with " appendix " referred to in Article 2 shall be drawn up in accordance with detailed instructions to be agreed upon between the Parties.

Article 5.

Measurements of Norwegian vessels carried out in Sweden by the Swedish authorities, and of Swedish vessels carried out in Norway by the Norwegian authorities, shall be subject to such surveys and re-measurements as may be laid down in Sweden or in Norway respectively.

If the information shown in a vessel's national certificate of measurement, with or without " appendix ", is found to be incorrect, the Central Trade Authorities (Kommerskollegium) at Stockholm and the Inspectorate of Ship Measurement (Kontrollrevisionen for Skibsmålingen) at Christiania may order the vessel to be surveyed so far as the circumstances require, or to be re-measured, and may further, if it appears necessary, cause a new certificate of measurement to be drawn up.

Article 6.

The costs of measuring a vessel or of carrying out a survey as provided in the first paragraph of Article 5 shall be calculated and paid for in accordance with the provisions in force in the country in which the measurement is carried out.

The costs of partial measurement, however, shall only be charged in respect of engine-room space actually measured and in respect of so much of the remaining space as is liable to tonnage dues.

The costs of the survey or re-measurement referred to in the second paragraph of Article 5 shall be borne by the country in which the measurement was carried out, provided, however, that if a new certificate of measurement has to be issued in place of the old the costs shall be borne by the owner or master of the vessel, as provided by the ship measurement regulations of the country in question.

Article 7.

Le présent Accord entrera en vigueur trois mois après la date de signature et restera en vigueur pendant une période de trois mois à courir de sa dénonciation par l'une ou l'autre des Parties.

Les accords antérieurs relatifs à la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage des navires suédois et norvégiens cesseront d'être valables à partir de la date d'entrée en vigueur du présent Accord.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent Accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double, à Stockholm, le 22 décembre 1924.

(L. S.) (Signé) J. H. WOLLEBÆK.

(L. S.) (Signé) ÖSTEN UNDÉN.

En signant ce jour la Déclaration concernant la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage suédois-norvégiens et norvégiens-suédois, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus, quant à l'article 4 de ladite Déclaration, que les certificats norvégiens de jaugeage, avec « annexe » établis conformément au règlement suédois de jaugeage des navires doivent, pour être valables en Suède, se conformer au Règlement ci-après qui entrera en vigueur en même temps que la Déclaration et restera en vigueur jusqu'à nouvel avis.

§ 1.

Le certificat de jaugeage avec « annexe » sera établi conformément à la règle I. Il ne sera valable qu'à l'égard du certificat national de jaugeage du navire en question et tant que ce dernier certificat sera lui-même en vigueur. Il devra indiquer : la date, le tonnage net et le tonnage brut, le tonnage de l'espace situé au-dessous du pont de tonnage, conformément au règlement norvégien ou suédois de mesurage des navires.

Il devra être certifié conforme par le Service d'inspection de mesurage des navires.

§ 2.

L'espace situé au-dessous du pont de tonnage pourra être indiqué dans le certificat de jaugeage avec « annexe » par les chiffres de tonnage qui figurent sur le certificat de jaugeage national du navire ; en outre cet espace pourra être mesuré et calculé conformément au règlement suédois de jaugeage des navires. Le certificat de jaugeage avec « annexe » devra mentionner le mode de calcul dont il aura été fait usage.

§ 3.

L'espace situé au-dessus du pont de tonnage sera mesuré et calculé conformément au règlement suédois de jaugeage des navires et le cube en sera déclaré dans le certificat de jaugeage avec « annexe ». Toutefois le certificat de jaugeage avec « annexe » ne comprendra pas dans le tonnage brut : le kiosque de la barre, le poste du servo-moteur, le poste de vigie, la cuisine et les latrines, qui, conformément au règlement norvégien de mesurage des navires, sont exclus du tonnage brut.

§ 4.

Le nombre de tonnes indiqué dans le certificat national de jaugeage sera considéré comme représentant le tonnage total à déduire pour les espaces ci-après : poste d'équipage, poste de timo-

Article 7.

The present Agreement shall come into force three months after the date of its signature, and shall remain in force for a period of three months after its denunciation by either Party.

Previous agreements regarding the mutual recognition of the certificates of measurement of Swedish and Norwegian vessels shall cease to be valid as from the date on which the present Agreement comes into force.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate, at Stockholm, on December 22, 1924.

(L. S.) (Signed) J. H. WOLLEBÆK.

(L. S.) (Signed) ÖSTEN UNDÉN.

On signing to-day the Declaration regarding the mutual recognition of Swedish-Norwegian and Norwegian-Swedish certificates of measurement, the undersigned Plenipotentiaries have agreed, in regard to Article 4 of the Declaration, that Norwegian certificates of measurement "with appendix", drawn up in conformity with the Swedish ship measurement regulations, must, in order to be valid in Sweden, comply with the following regulations, which shall come into operation simultaneously with the Declaration and shall remain in force until further notice.

Paragraph 1.

The certificate of measurement "with appendix" shall be drawn up in conformity with Rule 1. It shall only be valid in respect of, and for the same period as, the national certificate of measurement of the vessel to which it refers. The date, net and gross tonnage and the tonnage of the space below the tonnage deck must be indicated in the certificate of measurement in accordance with the Norwegian or Swedish ship measurement regulations.

The certificate of measurement shall be certified correct by the Inspectorate of Ship Measurements.

Paragraph 2.

The space below the tonnage deck may be indicated in the certificate of measurement "with appendix" by the tonnage figures in the vessel's national bill of measurement; or it may, in addition, be measured and calculated in accordance with the Swedish ship measurement regulations. The method of calculation employed must be stated in the certificate of measurement "with appendix".

Paragraph 3.

The space above the tonnage deck shall be measured and calculated in accordance with the Swedish ship measurement regulations, and its cubic capacity shall be stated in the certificate of measurement "with appendix"; but the wheel-house, steering-engine house, look-out house, galley and latrines, which, according to the Norwegian ship measurement regulations, are not included in the gross tonnage, shall not be included as gross tonnage in the certificate of measurement "with appendix".

Paragraph 4.

The number of tons indicated in the national certificate of measurement shall be taken as the total tonnage to be deducted in respect of the following spaces: the crew's quarters, chart-room,

nerie, puits aux câbles, cabine du capitaine et toutes citernes à lest qui ne se trouvent pas situées dans la double carène. Il pourra également être alloué une déduction pour le nombre réel de tonnes qu'accuse le volume du puits aux câbles, en sus du volume déduit dans le certificat national de jaugeage.

§ 5.

La déduction prévue pour l'espace de la chambre des machines sera mesurée et évaluée conformément au règlement suédois de mesurage des navires.

§ 6.

Le seul espace qui puisse être considéré comme constituant des soutes à combustible permanentes est celui qui est aménagé et utilisé uniquement en vue d'emmagasiner le combustible nécessaire aux machines du navire, à condition que cet espace communique directement avec la chambre des machines et la chaufferie par des panneaux à glissières, par des cloisons mobiles ou par une tuyauterie ; qu'il soit situé immédiatement au-dessus de la chambre des machines ou de la chaufferie, ou que ces dernières communiquent directement avec les soutes à combustible.

Les soutes à combustible qui ne sont séparées de la cale aux marchandises que par des cloisons mobiles, celles qui sont pourvues de cloisons avec sabord de chargement ou d'écouilles de pont ne pouvant être considérées comme exclusivement destinées à embarquer du charbon, ne devront pas être comprises dans l'espace qui est déduit pour la chambre des machines.

Si le préposé à l'expertise ne peut déterminer avec certitude dans quelle mesure un espace donné peut être considéré comme une soule à combustible, donnant droit à une déduction de tonnage, il demandera au propriétaire ou au capitaine du navire de déclarer par écrit dans quelle mesure l'espace en question sera exclusivement utilisé, au cours des traversées à destination et en provenance de Suède, pour l'emmagasinage du combustible destiné aux machines du navire. Au cas où le propriétaire ou capitaine du navire se refuserait à faire cette déclaration, l'espace en question ne sera pas déduit du tonnage comme espace affecté à la chambre des machines. La déclaration en question sera portée sur le certificat de mesurage avec « annexe ».

Ce certificat devra indiquer la situation, la longueur et le cube de toutes soutes à combustible qui ne sont pas réellement situées dans la chambre des machines, mais qui comptent néanmoins dans l'espace déduit pour la chambre des machines.

En foi de quoi, les soussignés ont signé le présent Accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double, à Stockholm, le 22 décembre 1924.

(L. S.) (Signé) J. H. WOLLEBÆK.

(L. S.) (Signé) ÖSTEN UNDÉN.

cable locker, the master's cabin and any water-ballast tanks not situated in the double bottom. A deduction may also be allowed in respect of the number of tons of actual cubic capacity in the cable room in excess of the capacity deducted in the national certificate of measurement.

Paragraph 5.

The deduction in respect of engine-room space shall be measured and calculated in accordance with the Swedish ship measurement regulations.

Paragraph 6.

The only space which may be regarded as constituting permanent fuel bunkers is that fitted up and used solely for the stowage of fuel required for the ship's engines, provided that it is either directly connected with the engine-room and stoke-hole by sliding doors or movable bulk-heads or by pipe-lines, or is situated immediately above the engine-room or stoke-hole or the fuel bunkers directly connected therewith.

Fuel bunkers separated from the cargo hold by movable bulk-heads only, or having bulk-heads with cargo ports or deck hatches which cannot be regarded as intended exclusively for coaling, may not be included in the space deducted in respect of the engine-room.

If the surveyor is uncertain as to how far any given space may be regarded as a fuel bunker for which a deduction may be allowed, he shall require the owner or master of the vessel to state in writing to what extent the space in question will be used on voyages to or from Sweden exclusively for the stowage of fuel for the ship's engines. If the owner or master refuses to make this statement, the space in question shall not be deducted as engine-room space. The statement shall be noted on the certificate of measurement "with appendix".

The certificate of measurement "with appendix" shall indicate the position, length and cubic capacity of any fuel bunkers which are not included in the engine-room but which are included in the space deducted in respect of the engine-room.

In witness whereof, the undersigned have signed the present Agreement and thereto affixed their seals.

Done in duplicate, at Stockholm, on December 22, 1924.

(L. S.) (Signed) J. H. WOLLEBÆK.

(L. S.) (Signed) ÖSTEN UNDÉN.

N° 803.

**UNION ÉCONOMIQUE
BELGO - LUXEMBOURGEOISE
ET CANADA**

Convention de commerce, signée à
Ottawa, le 3 juillet 1924.

**ECONOMIC UNION OF
BELGIUM AND LUXEMBURG
AND CANADA**

Convention of Commerce, signed at
Ottawa, July 3, 1924.

No. 803. — CONVENTION¹ OF COMMERCE BETWEEN THE ECONOMIC UNION OF BELGIUM AND LUXEMBURG AND CANADA, SIGNED AT OTTAWA, JULY 3, 1924.

Textes officiels anglais et français communiqués par le Ministre des Affaires étrangères de Belgique et par le "Advisory Officer" du Canada auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 19 janvier 1925.

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, and HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, acting both in his own name and in the name of Her ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG upon the strength of existing agreements, being desirous of improving and extending the commercial relations between Canada, on the one side, and the Economic Union of Belgium and Luxembourg, on the other side, have resolved to conclude a Convention with that object, and have named as their respective Plenipotentiaries, that is to say :

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

The Honourable James Alexander ROBB, a Member of His Majesty's Honourable Privy Council for Canada, a Member of the Parliament of Canada, Acting Minister of Finance and Receiver-General of Canada ;

The Honourable Henri Séverin BELAND, a Member of His Majesty's Honourable Privy Council for Canada, a Member

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Ottawa, le 22 octobre 1924.

No. 803. — CONVENTION¹ DE COMMERCE ENTRE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ET LE CANADA, SIGNÉE A OTTAWA, LE 3 JUILLET 1924.

English and French official texts communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs and by the Advisory Officer of Canada to the League of Nations. The registration of this Convention took place January 19, 1925.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, agissant tant en son nom qu'au nom de SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE DUCHESSE DE LUXEMBOURG, en vertu d'accords existants, et SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE et d'IRLANDE et DES POSSESSIONS BRITANNIQUES D'AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, également animés du désir d'améliorer et de développer les relations commerciales entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et le Canada, de l'autre, ont résolu de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. de SELYS-FANSON, Chevalier des Ordres de Léopold et de la Couronne, Conseiller de Légation, Consul général de Belgique à Ottawa ;

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE et d'IRLANDE et DES POSSESSIONS BRITANNIQUES D'AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

L'honorable James Alexander ROBB, Membre de l'honorable Conseil privé de Sa Majesté pour le Canada, Membre

¹ The exchange of ratifications took place at Ottawa, October 22, 1924.

of the Parliament of Canada, Minister of Public Health and of the Department of Soldiers' Civil Re-establishment of Canada ;

And HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. de SELYS-FANSON, Chevalier of the Orders of Leopold and of the Crown, Counsellor of Legation, Consul-General of Belgium at Ottawa ;

Who, after communicating to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following articles :

Article 1.

Articles the produce or manufacture of Canada imported into the territory of the Economic Union of Belgium and Luxemburg and articles the produce or manufacture of the territory of the Economic Union of Belgium and Luxemburg imported into Canada, shall not be subjected to other or higher duties or charges than those paid on the like articles the produce or manufacture of any other foreign country. Nor shall any prohibition or restriction be maintained or imposed on the importation of any article the produce or manufacture of Canada into the territory of the Economic Union of Belgium and Luxemburg, or of any articles the produce or manufacture of the territory of the Economic Union of Belgium and Luxemburg into Canada, which shall not equally extend to the importation of like articles being the produce or manufacture of any other foreign country. This last provision is not applicable to the sanitary and other prohibitions occasioned by the necessity of protecting the safety of persons or of cattle, or of plants useful to agriculture.

Article 2.

Articles the produce or manufacture of Canada exported to the territory of the Economic Union of Belgium and Luxemburg, and articles the produce or manufacture of the territory of the Economic Union of Belgium and Luxemburg exported to Canada, shall not be subjected to other or higher duties or charges than those paid on the like articles exported to any other foreign country. Nor

du Parlement du Canada, faisant fonctions de Ministre des Finances et de Receveur général du Canada ;

L'honorable Henri Séverin BELAND, Membre de l'honorable Conseil privé de Sa Majesté pour le Canada, Membre du Parlement du Canada, Ministre de la Santé publique et du Département de la Réintégration civile des Soldats du Canada ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article 1.

Les produits du sol ou de l'industrie des territoires de l'Union économique belgo-luxembourgeoise importés au Canada, et les produits du sol ou de l'industrie du Canada importés dans les territoires de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, ne seront pas soumis à des droits ou taxes autres ni plus élevés que ceux qui sont ou seront appliqués aux produits similaires de tout autre pays étranger. Par ailleurs, il ne sera maintenu ni établi aucune prohibition ni restriction à l'importation d'un produit quelconque du sol ou de l'industrie des territoires de l'Union économique belgo-luxembourgeoise au Canada ou à l'importation d'un produit quelconque du sol ou de l'industrie du Canada dans les territoires de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, qui ne soit applicable en même temps à l'importation des produits du sol ou de l'industrie similaires de tout autre pays étranger. Cette dernière disposition ne s'applique pas aux prohibitions d'ordre sanitaire ou autre, reconnues nécessaires pour la protection des personnes, des bestiaux ou des plantes utiles à l'agriculture.

Article 2.

Les produits du sol ou de l'industrie des territoires de l'Union économique belgo-luxembourgeoise exportés vers le Canada et les produits du sol ou de l'industrie du Canada exportés vers les territoires de l'Union économique belgo-luxembourgeoise ne seront pas assujettis à des droits ou taxes autres ni plus élevés que ceux qui seront perçus à l'exportation des articles similaires vers tout autre pays

shall any prohibition or restriction be imposed on the exportation of any article from Canada to the territory of the Economic Union of Belgium and Luxemburg or from the territory of the Economic Union of Belgium and Luxemburg to Canada which shall not equally extend to the exportation of the like articles to any other foreign country.

Article 3.

Articles the produce or manufacture of Canada passing in transit through the territory of the Economic Union of Belgium and Luxemburg, and articles the produce or manufacture of the territory of the Economic Union of Belgium and Luxemburg passing in transit through Canada, shall be reciprocally free from all transit duties whether they pass through direct or whether during transit they are unloaded, warehoused or reloaded.

Article 4.

It is understood that in all matters governing the import, export and transit of merchandise, the Economic Union of Belgium and Luxemburg grants to Canada and Canada grants to the Economic Union of Belgium and Luxemburg the treatment of the most-favoured nation.

Article 5.

The name "The Economic Union of Belgium and Luxemburg", wherever used in this Convention, shall be held to include the colonies and possessions of Belgium and also territory of which Belgium is mandatory under the provisions of the League of Nations.

The present Convention, after being approved by the Parliaments of Canada and Belgium, shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Ottawa as soon as possible. It shall come into force immediately after the exchange of the said ratifications and shall be binding upon the Contracting Parties during a period of four years from the date of its coming into force. In case neither of the Contracting Parties shall have given notice to the other twelve months before the expiration

étranger. Par ailleurs, il ne sera établie aucune prohibition ni restriction à l'exportation d'un produit quelconque des territoires de l'Union économique belgo-luxembourgeoise vers le Canada ou du Canada vers les territoires de l'Union économique belgo-luxembourgeoise qui ne soit en même temps applicable à l'exportation d'articles similaires vers tout autre pays étranger.

Article 3.

Les produits du sol ou de l'industrie des territoires de l'Union économique belgo-luxembourgeoise en transit à travers le Canada, et les produits du sol ou de l'industrie du Canada en transit à travers les territoires de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, seront réciproquement exempts de tous droits de transit soit qu'ils traversent directement lesdits territoires, soit que, en cours de transit, ils soient transbordés, entreposés ou rechargés.

Article 4.

Il est entendu que pour tout ce qui regarde l'importation, l'exportation et le transit des marchandises, le Canada accorde à l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Union économique belgo-luxembourgeoise accorde au Canada le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 5.

Le terme « Union économique belgo-luxembourgeoise », chaque fois qu'il est mentionné dans la présente Convention, comprendra les colonies et possessions de la Belgique, ainsi que les territoires dont la Belgique est mandataire en vertu des dispositions du Pacte de la Société des Nations.

La présente Convention, après avoir été approuvée par les Parlements belge et canadien, sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Ottawa dans le plus bref délai possible. Elle sera mise en vigueur immédiatement après l'échange desdites ratifications et engagera les Parties contractantes pour une période de quatre années à partir de la date de son entrée en vigueur. Si aucune des Parties contractantes n'a notifié à l'autre, douze mois avant l'expiration de ladite période de quatre

of the said period of four years of its intention to terminate the present Convention, it shall remain in force until the expiration of one year from the date on which either of the Contracting Parties shall have given to the other notice of its intention to terminate it.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed this Convention in the English and the French languages, and have affixed thereto their seals.

Done at Ottawa, this 3rd day of July, in the year 1924.

années, son intention de mettre fin à la présente Convention, celle-ci restera en vigueur et ne cessera ses effets qu'un an après que l'une des Parties contractantes aura signifié à l'autre son intention de la dénoncer.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé cette Convention rédigée en français et en anglais, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Ottawa, ce 3 juillet 1924.

(L. S.) JAMES A. ROBB.

(L. S.) HENRI S. BELAND.

(L. S.) FLORENT DE SELYS-FANSON.

Certified a true copy of the original.

Joseph POPE,

Under-Secretary of State for External Affairs.

N° 804.

DANEMARK ET SUÈDE

Convention comportant des dispositions semblables de part et d'autre au sujet du balisement des épaves, des signaux d'épaves dans le Sund ainsi que des mesures relatives à l'évitement des bateaux-feux ou d'autres balises d'épaves, signée à Copenhague, le 14 novembre 1913 et Convention additionnelle signée à Copenhague le 28 novembre 1924.

DENMARK AND SWEDEN

Convention providing for Identical Regulations regarding the Marking of Wrecks and regarding Wreck Signals in the Sound and the Passing of Lightships and other Marks denoting the Presence of Wrecks, signed at Copenhagen, November 14, 1913, and Additional Convention, signed at Copenhagen, November 28, 1924.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

No. 804. — OVERENSKOMST¹ MELLEM DANMARK OG SVERIG
ANGAAENDE LIGELYDENDE BESTEMMELSER OM AFMÆRKNING
AF VRAG, OM VRAGSIGNALER I SUNDET OG FORHOLDSREGLER
ANGAAENDE PASSAGE AF VRAGFYRSKIB ELLER ANDEN
AFMÆRKNING AF VRAG, UNDERTEGNET I KØBENHAVN DEN
14. NOVEMBER 1913.

Textes officiels danois et suédois communiqués par le Ministre de Danemark à Berne. L'enregistrement de cette convention et de la convention additionnelle a eu lieu le 19 janvier 1925.

Undertegnede, behørigt dertil befuldmægtigede, er kommet overens om følgende :

Bestemmelser vedrørende Afmærkning af sunket Skib eller sunken Vragdel.

Naar sunket Skib eller sunken Vragdel frembyder Hindring eller Fare for Skibsfarten, skal Pladsen for saadan Hindring, der nedenstaaende benævnes Vrag, afmærkes ved Udlægning af et Vragfyrskip, der enten kan være et Fyrskip eller et andet Fartøj, udstyret som Vragfyrskip, en Vraglystønde, en Vragvager eller en Vragprik.

Et Vragfyrskip skal føre *om Dagen* 3 grønmaledede Balloner, højste under en mindst 6 m over Vandfladen horisontalt hængende Raa, *den ene* Ballon under den Raanok, der er nærmest Vraget, og *de to* Balloner vertikalt med 2 m Mellemrum under den anden Raanok, og *om Natten* 3 paa samme Maade anbragte Lanterner, der viser fast *grønt* Lys, men ingen Ankerlanterne.

Paa et Vragfyrskip skal der i Taage og under usigtbare Omstændigheder (saavel ved Dag som ved Nat) afgives Taagesignaler, der skal bestaa af Ringning med Klokke af omtrent 10 Sekunders Varighed med Mellemrum af højst 2 Minutter. Naar Vragfyrskipet er forankret i Retninger mellem N. og E. fra Vraget, skal Klokkesignalet bestaa af en Række, ved korte Ophold adskilte, 2-Slag. Naar Vragfyrskipet er forankret i Retninger mellem S. og W. fra Vraget, skal Klokkesignalet bestaa af en Række, ved korte Ophold adskilte, 1-Slag.

Naar et Vrag er afmærket med et Vragfyrskip, og der fra dette observeres, at et Skib styrer en saadan Kurs, at Paasejling af Vraget kan befrygtes, skal der fra Vragfyrskipet saavidt mulig afgives et eller flere Varselskud med korte Mellemrum.

Skibssiderne paa et Vragfyrskip maa saavidt mulig ikke være rødmaledede.

En Vraglystønde skal være *grønmalet* og vise *grønt* Blink eller Lyn med 1 eller 2 korte Blink.

En Vragvager skal være *grønmalet* og forsynet med en Stage med 1 eller 2 *grønne* Flag.

En Vragprik skal være *grønmalet* og forsynet med 1 eller 2 *grønne* Flag.

En Vraglystønde, som viser 2-Blink, og en Vragvager eller Vragprik med 2 Flag forankres i en Retning, der ligger mellem N. og E. fra Vraget.

En Vraglystønde, som viser 1-Blink, og en Vragvager eller Vagerprik med 1 Flag forankres i en Retning, der ligger mellem S. og W. fra Vraget.

Ovennævnte Afmærkning (Vragfyrskip, Vraglystønde m. m.) maa ikke forankres i længere Afstand fra Vraget, end det er uomgængelig nødvendigt for Afmærkningens og Søfartens Sikkerhed.

¹ Cette Convention est entrée en vigueur le 1^{er} mai 1914.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

No. 804. — ÖVERENSKOMMELSE¹ MELLAN SVERIGE OCH DANMARK RÖRANDE LIKALYDANDE BESTÄMMELSER OM UTMÄRKANDE AV VRAK, OM VRAKSIGNALER I ÖRESUND OCH FÖRHÅLLNINGSSREGLER ANGÅENDE PASSERANDE AV VRAKFYRSKEPP ELLER ANNAT VRAKMÄRKE, UNDERTECKNAD I KÖPENHAMN DEN 14. NOVEMBER 1913.

Danish and Swedish official texts communicated by the Danish Minister at Berne. The registration of this Convention and of the Additional Convention took place January 19, 1925.

Undertecknade därtill behörigen bemyndigade hava överenskommit om följande :

Bestämmelser rörande utmärkande av sjunket fartyg eller sjunken vrakdels läge.

Då fartyg eller vrakdel, som sjunkit, innebär hinder eller fara för sjöfarten, skall läget av dylikt hinder, här nedan kallat vrak, utmärkas genom utläggande av vrakfyrskepp (fyrskepp eller annat fartyg apterat till vrakfyrskepp), vraklysboj, vrakboj eller vrakprick.

Vrakfyrskepp skall föra : *vid dager* tre grönmålade ballonger, hissade under en minst 6 m över vattenytan horisontalt hängande rå, därav *en* ballong under den rånock, som är närmast vraket, och *två* ballonger, vertikalt med 2 m mellanrum under den andra rånocken, samt *under mörker* tre på enahanda sätt anbragta lanternor, visande fast *grönt* sken, men icke någon ankarlanterna.

A vrakfyrskepp skall under tjock eller disig luft (såväl vid dager som under mörker) mist-signaleri äga rum medelst klämtning med klocka under ungefär 10 sekunders tid med högst 2 minuters mellanrum. När vrakfyrskeppet är förankrat i riktningen mellan nord och ost från vraket, skall klämtningen bestå av en följd av, genom korta uppehåll åtskiljda, 2 klämtslag (dubbelslag). När vrakfyrskepp är förankrat i riktningen mellan syd och väst från vraket skal klämtningen bestå av en följd av genom korta uppehåll åtskiljda, 1 klämtslag (enkelslag).

När ett vrak är utmärkt medelst vrakfyrskepp och från det sistnämnda observeras, att ett fartyg styr sådan kurs att fara för påsegling av vraket kan befaras, skall från vrakfyrskeppet så vitt möjligt avlossas ett eller flera varningsskott med korta mellanrum.

Skeppsvidorna å vrakfyrskepp må så vitt möjligt icke vara rödmålade.

Vraklysboj skall vara *grönmålad* och visa grönt blänk- eller blixtsken med 1 eller 2 korta blänkar.

Vrakboj skall vara *grönmålad* och försedd med 1 eller 2 *gröna* flaggor å stång.

Vrakprick skall vara *grönmålad* och försedd med 1 eller 2 *gröna* flaggor.

Vraklysboj, som visar 2 korta blänkar, samt vrakboj eller vrakprick med 2 flaggor förankras i riktning mellan nord och ost från vraket.

Vraklysboj, som visar 1 kort blänk, samt vrakboj eller vrakprick med 1 flagga förankras i riktning mellan syd och väst från vraket.

Ovanstående vrakfyrskepp, vraklysboj m. m. må icke förankras på längre avstånd från vraket än som är oundgängligen nödvändigt för deras och sjöfartens säkerhet.

¹ This Convention came into force on May 1, 1914.

Paa følgende Fyrskibe og Stationer skal der vises Signaler for saadanne Vrags Tilstedeværelse i Sundet, der skønnes at være farlige for den gennemgaaende Trafik :

Paa dansk Side : Stevns Fyr, Drogdens Fyrskib og Helsingør. Paa svensk Side : Falsterborefs og Oskargrundets Fyrskibe samt Kullens Fyr.

Signalerne skal være følgende : 2 grønne Balloner eller 2 Lanterner, der viser fast grønt Lys, højste i nævnte Fyrskibe eller paa nævnte Stationer, betyder :

« Der findes Vrag i det nordlige Indløb til Sundet eller i Sundet Nord for Middelgrundsfortets Breddeparallel ; iagttag Forsigtighed ved Navigeringen ! »

3 grønne Balloner eller 3 Lanterner, der viser fast grønt Lys, højste i nævnte Fyrskibe eller paa nævnte Stationer, betyder :

« Der findes Vrag i Sundet Syd for Middelgrundsfortets Breddeparallel ; iagttag Forsigtighed ved Navigeringen ! »

Forholdsregler, der vil være at iagttage ved Passage af et Vragfyrskib eller en anden Afmærkning af Vrag i danske og svenske Farvande :

Et Fartøj skal passere et Vragfyrskib paa den Side, paa hvilken der om Dagen vises 2 grøn-malede Balloner og om Natten vises 2 Lanterner med fast grønt Lys.

Det vil være nødvendigt at passere enhver Vragafmærkning med Forsigtighed og i tilbørlig Afstand, idet man dog som Hovedregel kan gaa ud fra, at man bør passere Nord eller Øst om et Vragfyrskib, der giver Klokkesignal bestaaende af en Række 2-Slag, men Syd eller Vest om et Vragfyrskib, der giver Klokkesignal bestaaende af en Række 1-Slag, samt at man bør passere Nord eller Øst om en Vraglystønde, der viser 2-Blink, og en Vragvager eller Vragprik med 2 Flag, men Syd eller Vest om en Vraglystønde, der viser 1-Blink, og en Vragvager eller Vragprik med 1 Flag.

Ovenstaaende Bestemmelser skal træde i Kraft den 1. Maj 1914.

Til Bekræftelse heraf har undertegnede underskrevet denne Overenskomst i tvende ligelydende Exemplarer med alternerende dansk og svensk Text og forsynet samme med deres Segl.

Sket i København, den 14. November 1913.

*Hans Majestæt Kongen af Danmark's
Udenrigsminister*

(L. S.) ERIK SCAVENIUS.

Pour copie conforme.

Copenhague, le 13 janvier 1925.

Georg COHN,
*Chef du Service danois
de la Société des Nations.*

Å följande fyrskepp och stationer signaleras om befintligheten av sådana skeppsvrak i Öresund, som synas vara farliga för den genomgående trafiken :

Falsterborefs och Oskargrundets fyrskepp samt Kullens fyrplats å svenska sidan, jämte Stevns fyr, Drogdens fyrskepp och Helsingör å danska sidan.

2 lanternor, visande fast grönt sken, eller 2 grönmalade ballonger, hissade å ovannämnda fyrskepp eller vid ovannämnda stationer betyder :

« Det finnes vrak i norra inloppet till Öresund eller i Öresund norr om Latitudsparallellen genom Mittelgrundsfortet ; iakttag försiktighet vid navigeringen ! »

3 lanternor, visande fast grönt sken, eller 3 grönmalade ballonger, hissade å ovannämnda fyrskepp eller vid ovannämnda stationer, betyder :

« Det finnes vrak i Öresund söder om Latitudsparallellen genom Mittelgrundsfortet ; iagttag försiktighet vid navigeringen ! »

Förhållningsregler att iakttaga vid passerande av för utmärkande av vrak utlagt vrakfyrskepp, vraklysboj, vrakboj eller vrakprick inom svenska eller danska farvatten :

Fartyg skall passera vrakfyrskepp på den sida, på vilken vid dager två grönmalade vävkulor och under mörker två lanternor visande fast grönt sken befinna sig.

Vid passerande av vrakfyrskepp, vraklysboj, vrakboj eller vrakprick är nödvändigt att passera desamma med försiktighet och på tillbörligt avstånd, under det man dock såsom huvudregel kan utgå ifrån, att man bör passera nord eller ost om vrakfyrskepp, som giver mistsignal bestående av 2 klämtslag (dubbelslag), men syd eller väst om vrakfyrskepp, som giver mistsignal bestående av 1 klämtslag (enkelslag) samt att man bör passera nord eller ost om vraklysboj, som visar 2 blänkar, och vrakboj eller vrakprick med 2 flaggor, men syd eller väst om vraklysboj, som visar 1 blänk, och vrakboj eller vrakprick med 1 flagga.

Ovanstående bestämmelser skola träda i kraft den 1. maj 1914.

Till bekräftelse härav hava undertecknade underskrivit denna överenskommelse i två likalydande exemplar med alternerande svensk och dansk text och försett densamma med sina sigill.

Som skedde i Köpenhamn, den 14. November 1913.

Hans Majestät Konungens av Sverige
Envoyé Extraordinaire
och Ministre plénipotentiaire :
(L. S.) ERNST GÜNTHER.

Pour copie conforme.

Copenhague, le 13 janvier 1925.

Georg COHN,
Chef du Service danois
de la Société des Nations.

BEKENDTGØRELSE OM TILLÆG TIL OVERENSKOMST MELLEM DANMARK OG SVERIG VEDRØRENDE LIGELYDENDE BESTEMMELSER OM AFMÆRKNING AF VRAG, OM VRAGSIGNALER I SUNDET OG FORHOLDSREGLER ANGAAENDE PASSAGE AF VRAGFYRSKIB ELLER ANDEN AFMÆRKNING AF VRAG. UNDERTEGNET I KØBENHAVN, DEN 28. NOVEMBER 1924.

Undertegnede, behørigt dertil befuldmægtigede, er kommet overens om følgende Tillæg til Overenskomst af 14. November 1913 vedrørende ligelydende Bestemmelser om Afmærkning af Vrag, om Vrag signaler i Sundet og Forholdsregler angaaende Passage af Vragfyrskib eller anden Afmærkning af Vrag :

Som sidste Punkt i Overenskomstens 2det Afsnit begyndende med Ordene : » Paa følgende Fyrskibe og Stationer... « indsættes :

4 grønne Balloner eller 4 Lanterner, der viser fast grønt Lys, højste i nævnte Fyrskibe eller paa nævnte Stationer, betyder :

» Der findes Vrag saavel i det nordlige Indløb til Sundet eller i Sundet Nord for Middelgrundsfortets Breddeparallel som i Sundet Syd for nævnte Breddeparallel ; iagttag Forsigtighed ved Navigeringen «.

Ovenstaaende Bestemmelse træder i Kraft 3 Maaneder fra Dags Dato at regne.

Till Bekræftelse heraf har undertegnede underskrevet denne Overenskomst i tvende ligelydende Eksemplarer med alternerende dansk og svensk Tekst og forsynet samme med deres Segl.

Sket i København den 28. November 1924.

*Hans Majestæt Kongen af Danmarks
Udenrigsminister :*

(L. S.) C. MOLTKE.

Pour copie conforme.
Copenhague, le 13 janvier 1925.

Georg COHN,
*Chef du Service danois
de la Société des Nations.*

KUNGÖRELSE OM TILLÄGG TILL ÖVERENSKOMMELSEN MELLAN SVERIGE OCH DANMARK RÖRANDE LIKALYDANDE BESTÄMMELSER OM UTMÄRKANDE AV VRAK, OM VRAKSIGNALER I ÖRESUND OCH FÖRHÅLLNINGSGREGLER ANGÅENDE PASSERANDE AV VRAKFYRSKEPP ELLER ANNAT VRAKMÄRKE, UNDERTECKNAD I KOPENHAMN DEN 14. NOVEMBER 1924.

Undertecknade därtill behörigen bemyndigade hava överenskommit om följande tillägg till överenskommelsen den 14 november 1913 rörande likalydande bestämmelser, om utmärkande av vrak, om vraksignaler i Öresund och förhållningsregler angående passerande av vrakfyrskäpp eller annat vrakmärke :

Som sista stycke i överenskommelsens andra avdelning, som börjar med orden : » Å följande fyrskäpp och stationer... «, tillägges :

4 lanternor, visande fast grönt sken, eller 4 grönmålade ballonger, hissade å ovan nämnda fyrskäpp eller vid ovan nämnda stationer betyder :

» Det finnes vrak såväl i norra inloppet till Öresund eller i Öresund norr om Latitudsparallellen genom Mittelgrundsförteet som i Öresund söder om nämnda Latitudsparallell ; iakttag försiktighet vid navigeringen «.

Ovanstående bestämmelse skall träda i kraft efter 3 månader att räknas från dags dato.

Till bekräftelse härav hava undertecknade underskrivit denna överenskommelse i två likalydande exemplar med alternerande svensk och dansk text och försett densamma med sina sigill.

Som skedde i Köpenhamn den 28. November 1924.

Hans Majestät Konungens av Sverige
Envoyé Extraordinaire
och Ministre Plénipotentiaire :
(L. S.) JOACHIM BECK-FRIIS.

Pour copie conforme.

Copenhague, le 13 janvier 1925.

Georg COHN,
Chef du Service danois
de la Société des Nations.

¹ TRADUCTION.

No. 804. — CONVENTION ENTRE LE DANEMARK ET LA SUÈDE COMPORTANT DES DISPOSITIONS SEMBLABLES DE PART ET D'AUTRE AU SUJET DU BALISEMENT DES ÉPAVES, DES SIGNAUX D'ÉPAVES DANS LE SUND, AINSI QUE DES MESURES RELATIVES A L'ÉVITEMENT DES BATEAUX-FEUX OU D'AUTRES BALISES D'ÉPAVES, SIGNÉE A COPENHAGUE, LE 14 NOVEMBRE 1913.

Les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Règlement relatif au balisement des navires et épaves coulés en mer.

Lorsque des navires ou des épaves coulés constituent une obstruction ou un danger pour la navigation, l'emplacement de l'obstacle en question dénommé ci-après « l'épave » sera repéré par un bateau-feu (ou tout autre navire armé en bateau-feu) une bouée éclairante, une bouée ordinaire ou une bouée à fuseau.

Ces bateaux-feux montreront : *de jour*, trois boules vertes hissées au-dessous d'une vergue grée horizontalement à six mètres au moins au-dessus du niveau de la mer. L'une de ces boules sera située au-dessous du bout dehors de vergue le plus proche de l'épave et les deux autres à deux mètres l'une de l'autre, verticalement, au-dessous de l'autre bout dehors de vergue ; *de nuit*, trois fanaux à feu vert conformément au dispositif ci-dessus mentionné. Le bateau-feu ne montrera aucun feu de mouillage.

Par temps de brouillard ou de brume, de jour et de nuit, les bateaux-feux feront des signaux de brume au moyen d'une cloche sonnante pendant une durée d'environ dix secondes à intervalles de deux minutes au plus. Si le bateau-feu est mouillé par le nord et par l'est de l'épave, le signal donné par la cloche se composera d'une série de coups doubles suivis d'un court intervalle. Si le navire est mouillé par le sud et l'ouest de l'épave, le signal donné par la cloche consistera en une série de coups simples à courts intervalles. Dans le cas où un bateau-feu indicateur d'épave observerait que la route suivie par un navire risque de lui faire toucher l'épave, le bateau-feu l'avertira en faisant à courts intervalles un ou deux signaux par explosifs. Autant que possible, les carènes des bateaux-feux indicateurs d'épaves ne devront pas être peintes en rouge.

Les *bouées éclairantes* indicatrices d'épaves seront *peintes en vert* et porteront un feu vert ou un feu à éclipse donnant soit un, soit deux éclats courts.

Les bouées indicatrices d'épaves seront *peintes en vert* et seront munies soit d'un, soit de deux signaux *verts* fixés à la gable.

Les *bouées à fuseau* seront *peintes en vert* et porteront soit un, soit deux signaux *verts*.

Les bouées éclairantes à deux éclats indicatrices d'épaves, les bouées ordinaires ainsi que les bouées à fuseau qui montrent deux pavillons seront mouillées par le nord et par l'est de l'épave.

Les bouées éclairantes à un éclat, ainsi que les bouées ordinaires et les bouées à fuseau portant un pavillon seront mouillées par le sud et par l'ouest de l'épave.

Ces bateaux-feux, bouées éclairantes, etc. ne doivent pas être mouillés plus loin de l'épave qu'il n'est absolument nécessaire pour leur propre sécurité et celle de la navigation.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 804. — CONVENTION BETWEEN DENMARK AND SWEDEN PROVIDING FOR IDENTICAL REGULATIONS REGARDING THE MARKING OF WRECKS AND REGARDING WRECK SIGNALS IN THE SOUND AND THE PASSING OF LIGHTSHIPS AND OTHER MARKS DENOTING THE PRESENCE OF WRECKS, SIGNED AT COPENHAGEN, NOVEMBER 14, 1913.

The undersigned, being duly authorised for that purpose, have agreed as follows :

Regulations regarding the marking of sunken ships and sunken wreckage.

When sunken ships or sunken wreckage constitute a hindrance or danger to navigation, the position of the object in question, hereinafter termed the wreck, shall be marked by a wreck-marking lightship (a lightship or any other vessel equipped as a wreck-marking lightship), beacon-buoy, buoy or spar-buoy.

Such lightships shall carry : *by day*, three green balls hoisted below a yard rigged horizontally at least six metres above the surface of the water, *one* ball to be below the yard-arm nearest the wreck, and *two*, spaced two metres apart, vertically below the other yard-arm ; and, *by night*, three lanterns in the same position, showing a fixed *green* light ; the lightships shall display no riding-lights.

In foggy or hazy weather (both by day and night) these lightships shall give fog signals by sounding a bell for a period of about ten seconds at intervals of not more than two minutes. If the lightship is anchored in a position on any bearing between north and east of the wreck, the bell signal shall consist of a series of double strokes at short intervals. If the lightship is anchored between south and west of the wreck, the bell signal shall consist of a series of single strokes at short intervals.

If a lightship marking a wreck observes that a vessel is steering a course by which she may foul the wreck, the lightship shall as quickly as possible fire one or more explosive signals at short intervals.

Whenever possible, the hulls of wreck-marking lightships shall not be painted red.

Beacon-buoys which mark wrecks shall be *painted green*, and shall carry a green light or flash-light, showing either one or two short flashes.

Buoys which mark wrecks shall be *painted green* and shall carry either one or two *green* flags on their staffs.

Spar-buoys shall be *painted green* and shall carry either one or two *green* flags.

Wreck-marking beacon-buoys showing two flashes, and buoys or spar-buoys carrying two flags, shall be anchored on any bearing between north and east of the wreck.

Wreck-marking beacon-buoys showing one flash, and buoys or spar-buoys bearing one flag, shall be anchored on any bearing between south and west of the wreck.

Lightships, beacon-buoys, etc., which mark wrecks must not be anchored further from the wreck than is absolutely necessary for their own safety and the safety of shipping.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

La présence dans le Sund d'épaves considérées comme dangereuses pour la navigation sera signalée par les bateaux-feux et stations ci-après :

Sur la rive suédoise du Sund : le bateau-feu Falsterboref, le bateau-feu Oskarsgrund, le phare Kullen ;

Sur la rive danoise du Sund : le phare de Stevn, le bateau-feu Drogden, le phare d'Elseneur.

Signaux : Deux fanaux à feu vert fixe ou deux boules vertes hissées en évidence sur lesdits bateaux-feux ou stations signifieront :

« Avis aux navigateurs. Epave à l'entrée nord du Sund, ou dans le Sund au nord du parallèle de latitude passant par le fort Middelgrund. »

Trois fanaux à feu vert fixe ou trois boules vertes hissées sur lesdits bateaux-feux ou stations signifieront :

« Avis aux navigateurs. Epave dans le Sund au sud du parallèle de latitude passant par le fort Middelgrund. »

Le règlement relatif à l'évitement de bateaux-feux, bouées éclairantes, bouées ordinaires, bouées à fuseau repérant l'emplacement d'épaves dans les eaux navigables suédoises ou danoises, portera que :

Les navires devront éviter lesdits bateaux-feux du côté où sont hissés, de jour, les deux boules vertes et, de nuit, les deux feux verts fixes.

Les bateaux-feu, bouées éclairantes, bouées ordinaires et bouées à fuseau indiquant des épaves devront être évités en observant toutes les précautions nécessaires et à une distance convenable. En règle générale, les navires devront venir au nord ou à l'est du bateau-feu lorsque le signal de brume consistera en coups doubles de cloche ; au sud ou à l'ouest lorsque le signal consistera en un coup simple de cloche ; d'autre part, les navires devront venir au nord ou à l'est des bouées éclairantes avec feu à deux éclats et des bouées ordinaires ou bouées à fuseau portant deux pavillons ; mais ils devront venir au sud et à l'ouest des bouées éclairantes avec feu à un éclat ou des bouées ordinaires ou bouées à fuseau portant un pavillon.

Le règlement ci-dessus entrera en vigueur à partir du 1^{er} mai 1914.

En foi de quoi, les soussignés ont apposé leurs signatures à la présente Convention faite en double expédition, en suédois et en danois, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Copenhague, le 14 novembre 1913.

(L. S.) ERIK SCAVENIUS,
*Ministre des Affaires étrangères
de Sa Majesté le Roi de Danemark.*

(L. S.) ERNST GÜNTHER,
*Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté le Roi de Suède.*

The following lightships and stations shall signal the presence of such wrecks in the Sound as are deemed to be dangerous to shipping :

On the Swedish side of the Sound : Falsterboref Lightship, Oskarsgrund Lightship, Kullen Light ;

On the Danish side of the Sound : Stevn Light, Drogden Lightship, Elsinore.

The signals shall be as follows : Two lanterns showing a fixed green light, or two green balls displayed on the above-mentioned lightships or stations, shall mean :

“ Warning to shipping. Wreck at the northern entrance of the Sound, or in the Sound north of the parallel of latitude passing through Middelgrund Fort. ”

Three lanterns showing a fixed green light, or three green balls displayed on the above-mentioned lightships or stations, shall mean :

“ Warning to shipping. Wreck in the Sound south of the parallel of latitude passing through Middelgrund Fort. ”

The regulations with regard to the passing of lightships, beacon-buoys, buoys and spar-buoys stationed for the purpose of marking wrecks in Swedish or Danish navigable waters shall be as follows :

Ships shall pass such lightships on the side showing two green balls by day and two fixed green lights at night.

Lightships, beacon-buoys, buoys and spar-buoys which mark wrecks must be passed with due caution and at a suitable distance. As a general rule ships must pass to the north or east of lightships if the fog signal given consists of a double stroke of the bell, and to the south or west if a single stroke of the bell ; ships must pass north or east of beacon-buoys showing two flashes, and buoys or spar-buoys carrying two flags, and south or west of beacon-buoys showing one flash and buoys or spar-buoys carrying one flag.

The above regulations shall come into force on May 1, 1914.

In witness whereof, the undersigned have signed the present Agreement in duplicate in Swedish and Danish and have thereto affixed their seals.

Done at Copenhagen, November 14, 1913.

(L. S.) ERIK SCAVENIUS,

*Minister for Foreign Affairs
of His Majesty the King of Denmark.*

(L. S.) ERNST GÜNTHER,

*Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of His Majesty the King of Sweden.*

CONVENTION ADDITIONNELLE SIGNÉE A COPENHAGUE, LE 28 NOVEMBRE 1924.

Les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus d'ajouter la disposition suivante à la Convention du 14 novembre 1913 comportant de part et d'autre des dispositions analogues au sujet du balisement des épaves, des signaux d'épaves dans le Sund ainsi que des instructions relatives à l'évitement des bateaux-feu ou d'autres balises indiquant la présence d'épaves.

Insérer ce qui suit comme constituant la dernière disposition de la seconde section de la Convention commençant par les mots : « La présence dans le Sund, etc... »

Quatre boules vertes ou quatre fanaux à feu vert fixe hissés sur lesdits bateaux-feu ou stations signifieront :

« Avis aux navigateurs. Présence d'épaves tant dans l'entrée du nord du Sund ou dans le Sund au nord du parallèle de latitude passant par le fort Middelgrund, que dans le Sund au sud dudit parallèle ».

La disposition ci-dessus entrera en vigueur dans un délai de trois mois à courir de la présente date.

En foi de quoi, les soussignés ont signé la présente Convention en double expédition, en danois et en suédois, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Copenhague, le 28 novembre 1924.

(L. S.) C. MOLTKE,

*Ministre des Affaires étrangères
de Sa Majesté le Roi de Danemark.*

(L. S.) JOACHIM BECK-FRIIS,

*Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté le Roi de Suède.*

ADDITIONAL CONVENTION SIGNED AT COPENHAGEN, NOVEMBER 28, 1924.

The undersigned, being duly authorised for that purpose, have agreed to make the following addition to the Convention of November 14, 1913, providing for Identical Regulations regarding the Marking of Wrecks and regarding Wreck Signals in the Sound and the Passing of Lightships or other Marks denoting the Presence of Wrecks.

Insert the following as the last provision in the second section of the Convention, beginning with the words : "The following lightships and stations....":

Four green balls or four lanterns showing a fixed green light, displayed on the above lightships or stations, shall mean :

"Warning to shipping. Wrecks both in the northern entrance of the Sound, or in the Sound north of the parallel of latitude passing through Middelgrund Fort, and also in the Sound south of that parallel."

The above provision shall come into force three months from the present date.

In witness whereof, the undersigned have signed the present Convention in duplicate in Danish and Swedish and have thereto affixed their seals.

Done at Copenhagen, November 28, 1924.

(L. S.) C. MOLTKE,

*Minister for Foreign Affairs
of His Majesty the King of Denmark.*

(L. S.) JOACHIM BECK-FRIIS,

*Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of His Majesty the King of Sweden.*

N° 805.

LITHUANIE ET NORVÈGE

Convention de commerce et de navigation, signée à Christiania, le 21 décembre 1923.

LITHUANIA AND NORWAY

Convention of Commerce and Navigation, signed at Christiania, December 21, 1923.

No. 805. — CONVENTION¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION
ENTRE LA LITHUANIE ET LA NORVÈGE, SIGNÉE A CHRIS-
TIANIA, LE 21 DÉCEMBRE 1923.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Affaires étrangères de Norvège. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 21 janvier 1925.

Les soussignés,

M. Christian Fredrik MICHELET, Ministre des Affaires étrangères de Norvège, et

M. Jurgis SAVICKIS, Chargé d'affaires de Lithuanie en Norvège,

dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs à conclure une convention en vue de faciliter et de développer les relations de commerce et de navigation entre la Norvège et la Lithuanie sont convenus de ce qui suit :

Article 1.

Les ressortissants de l'un des pays contractants et les sociétés civiles ou commerciales constituées conformément aux lois de l'un des pays jouiront dans l'autre, relativement à l'exercice de leur commerce et de leur industrie, des mêmes droits, avantages, immunités et exemptions que les ressortissants et sociétés de la nation la plus favorisée.

Ils auront la même faculté que celle accordée à la nation la plus favorisée d'acquérir et de posséder des biens, droits et intérêts de toute sorte et d'en disposer, d'exercer toute profession et d'établir des succursales et sociétés filiales.

Article 2.

Les ressortissants et sociétés visés au premier article ne seront dans l'autre pays soumis à aucune taxe ou contribution et en général à aucune redevance fiscale autre ou plus élevée que celles imposées aux ressortissants et aux sociétés de la nation la plus favorisée.

Chacun des deux pays s'engage à ne frapper les ressortissants ou sociétés de l'autre d'aucune taxe relative à l'exercice de leur commerce d'exportation ou de leur navigation maritime tant qu'une exemption pareille est accordée par l'autre pays.

Article 3.

Chacune des deux Parties contractantes accorde à l'autre le droit de nommer dans ses ports et places de commerce des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, se réservant, toutefois, de n'en pas admettre dans tels lieux qu'elles jugeront convenables de désigner.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Oslo, le 5 janvier 1925.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 805. — CONVENTION² OF COMMERCE AND NAVIGATION
BETWEEN LITHUANIA AND NORWAY, SIGNED AT CHRIS-
TIANIA, DECEMBER 21, 1923.

French official text communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place January 21, 1925.

The undersigned,

M. Christian Fredrik MICHELET, Norwegian Minister for Foreign Affairs, and
M. Jurgis SAVICKIS, Lithuanian Chargé d'Affaires in Norway,

duly authorised by their respective Governments to conclude a convention with a view to promoting and developing relations of trade and navigation between Norway and Lithuania, have agreed upon the following :

Article 1.

The nationals of one of the contracting countries and corporate non-trading and trading bodies duly constituted in accordance with the laws of one of the countries shall, as regards the carrying on of their trade and industry in the other country, enjoy the same rights, privileges, immunities and exemptions as the nationals and companies of the most-favoured nation.

They shall have the same rights as are granted to the most-favoured nation to acquire, possess and dispose of property, rights and interests of every kind, to exercise any calling and to establish branches and affiliated companies.

Article 2.

The nationals and companies referred to in the first article shall not be subjected in the other country to any duty or tax and, in general, to any fiscal charge other or higher than those imposed upon the nationals and companies of the most-favoured nation.

Each of the two countries undertakes not to impose upon the nationals or companies of the other country any charge in respect of the exercise of their export trade or their maritime navigation so long as exemption from any such charge is granted by the other country.

Article 3.

Each of the two Contracting Parties shall grant to the other the right to appoint in its ports and commercial centres consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents, but they may, however, refuse to allow appointments to places they may deem it desirable to specify.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Oslo, January 5, 1925.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires ainsi que leurs chanciers jouiront, à charge de réciprocité, des mêmes privilèges, pouvoirs et exemptions dont jouissent ou jouiront ceux des nations les plus favorisées.

Article 4.

Les navires appartenant aux ressortissants ou aux sociétés de chacun des pays contractants, leurs équipages et cargaisons jouiront dans le territoire de l'autre pays d'un traitement au moins aussi favorable que celui accordé aux navires, équipages et cargaisons appartenant aux nationaux ou à la nation la plus favorisée.

Cette stipulation ne s'applique pourtant pas au cabotage.

Article 5.

Chacun des deux pays jouira sans aucune réserve dans le territoire de l'autre, pour tout ce qui concerne le commerce, des mêmes droits et faveurs qui seront accordés à toute autre nation.

Les marchandises et d'autres produits du sol et de l'industrie ne pourront, en ce qui concerne l'importation, l'exportation et la réexportation, être assujettis à d'autres ou plus fortes contributions, restrictions ou obligations générales ou locales ou à d'autres formalités d'entrée ou de sortie que celles qui seront imposées à la nation la plus favorisée.

Article 6.

Chacun des deux pays contractants s'engage à accorder le libre transit à travers son territoire aux produits, navires et wagons à destination ou en provenance de l'autre pays et à les assujettir à un traitement au moins aussi favorable que celui accordé à la nation la plus favorisée.

Sur les chemins de fer et sur les voies navigables lesdits objets jouiront, en ce qui concerne l'expédition et les frais de transport, du traitement appliqué à la nation la plus favorisée.

Les produits en transit ne seront soumis à aucun droit de transit autre que la taxe de plombage et le droit de statistique.

Article 7.

Les stipulations du présent Arrangement ne sont pas applicables aux concessions spéciales accordées ou qui seront accordées par la Norvège à la Suède, au Danemark et à l'Islande ou par la Lithuanie à la Finlande, à l'Esthonie et à la Lettonie.

Article 8.

La présente Convention sera ratifiée et entrera en vigueur immédiatement après l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Christiania. Elle restera applicable jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à partir du jour où l'une des deux Parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention.

Fait en double, à Christiania, le 21 décembre 1923.

(Signé) C. F. MICHELET.

(Signé) JURGIS SAVICKIS.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 15 janvier 1925.

*Le Directeur des Affaires politiques
et commerciales,*

G. von TANGEN.

Consuls-general, consuls, vice-consuls, consular agents and their head clerks shall, subject to reciprocity, enjoy the same privileges, powers and exemptions as are or may in future be enjoyed by those of the most-favoured nations.

Article 4.

Vessels belonging to nationals or companies of each of the contracting countries, and also their crews and cargoes, shall enjoy in the territory of the other country treatment at least as favourable as that accorded to vessels, crews and cargoes belonging to nationals of the country or to the most-favoured nation.

This provision shall not, however, apply to the coasting trade.

Article 5.

Each of the two countries shall, in the territory of the other country, unreservedly enjoy, in all matters concerning trade, the same rights and privileges as may be granted to any other nation.

Goods and other products of the soil and of industry may not, as regards their importation, exportation and re-exportation, be subject to other or more onerous taxes, restrictions or general or local obligations, or to other import or export formalities, than may hereafter be imposed upon the most-favoured nation.

Article 6.

Each of the two contracting countries undertakes to grant free transit through its territory to products, vessels and wagons going to or coming from the other country, and to subject them to treatment at least as favourable as that accorded to the most-favoured nation.

On the railways and navigable waterways the said objects shall enjoy, as regards their consignment and costs of transport, the treatment applied to the most-favoured nation.

Products in transit shall not be subject to any transit duty other than the charge for sealing and the statistical duty.

Article 7.

The provisions of the present Arrangement shall not apply to the special concessions which are or may hereafter be granted by Norway to Sweden, Denmark and Iceland or by Lithuania to Finland, Esthonia and Latvia.

Article 8.

The present Convention shall be ratified and shall come into force immediately after the exchange of the instruments of ratification, which shall take place at Christiania. It shall remain in force until six months after the day on which it is denounced by either of the Contracting Parties.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done in duplicate, at Christiania, on December 21, 1923.

(Signed) C. F. MICHELET.

(Signed) JURGIS SAVICKIS.

N° 806.

JAPON ET POLOGNE

Traité de commerce et de navigation,
signé à Varsovie, le 7 décembre
1922.

JAPAN AND POLAND

Treaty of Commerce and Navigation,
signed at Warsaw, December 7,
1922.

No. 806. — TREATY¹ OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN
JAPAN AND POLAND, SIGNED AT WARSAW, DECEMBER, 7, 1922.

Texte officiel anglais communiqué par le Chef du Bureau du Japon à la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 26 janvier 1925.

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN and THE CHIEF OF THE POLISH STATE, being desirous to strengthen the relations of amity and good understanding which happily exist between the two nations and to facilitate and extend their reciprocal commercial relations, have resolved to conclude a Treaty of Commerce and Navigation for that purpose, and to that end have named their Plenipotentiaries, that is to say :

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN,

Toshitsune KAWAKAMI, Jushii, a Member of the third class of the Imperial Order of the Sacred Treasure, His Imperial Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the seat of the Government of the Polish Republic ; and

THE CHIEF OF THE POLISH STATE,

M. Gabriel NARUTOWICZ, Minister of Foreign Affairs ; and
Dr. Henryk STRASBURGER, Acting Minister of Industry and Commerce ;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found to be in good and due form, have agreed upon the following articles :

Article I.

The subjects or citizens of each of the High Contracting Parties shall have full liberty to enter and sojourn in the territories of the other, and, conforming themselves to the laws of the country :

1. Shall, in all that relates to travel and residence, be placed in all respects on the same footing as native subjects or citizens.

2. They shall have the right, equally with native subjects or citizens, to carry on their commerce and manufacture and to trade in all kinds of merchandise of lawful commerce, either in person or by agents, singly or in partnerships with foreigners or native subjects or citizens.

3. They shall in all that relates to the pursuit of their industries, callings, professions, and educational studies, be placed in all respects on the same footing as the subjects or citizens of the most-favoured nation.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 8 janvier 1925.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.²No. 806. — TRAITÉ² DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LE JAPON ET LA POLOGNE, SIGNÉ A VARSOVIE, LE 7 DÉCEMBRE 1922.

English official text communicated by the Head of the Japanese Bureau accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place January 26, 1925.

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON et LE CHEF DE L'ÉTAT POLONAIS, désireux de raffermir les liens d'amitié et la bonne entente qui existent heureusement entre les deux nations et de faciliter et développer leurs relations commerciales réciproques, ont résolu de conclure un Traité de commerce et de navigation à cet effet et ont, à cette fin, désigné pour leurs Plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON :

Toshitsune KAWAKAMI, Jushii, Membre de troisième classe de l'Ordre Impérial du Trésor sacré, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Impériale au siège du Gouvernement de la République polonaise ; et

LE CHEF DE L'ÉTAT POLONAIS,

M. Gabriel NARUTOWICZ, Ministre des Affaires étrangères et

M. le D^r Henryk STRASBURGER, Ministre du Commerce et de l'Industrie par intérim ;

qui, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

Les sujets ou citoyens de chacune des Hautes Parties contractantes auront toute liberté de pénétrer et de séjourner dans les territoires de l'autre Partie et, en se conformant aux lois du pays,

1. Seront, pour tout ce qui concerne les conditions de voyage et de résidence, placés, à tous égards, sur le même pied que les sujets ou citoyens nationaux ;

2. Ils auront le droit d'y exercer leurs négoes et industries, de faire le commerce de toutes espèces de marchandises, en personne, ou par des agents, seuls ou associés avec des étrangers ou des sujets ou citoyens nationaux ;

3. Pour tout ce qui concerne l'exercice de leurs industries, emplois, professions et la poursuite de leurs études, ils seront placés, à tous égards, sur le même pied que les sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Warsaw, January 8, 1925.

4. They shall be permitted to hire and occupy houses, manufactories, warehouses, shops, and premises which may be necessary for them, and to lease land for residential, commercial, industrial, and other lawful purposes, in the same manner as native subjects or citizens.

5. They shall, on condition of reciprocity, be at full liberty to acquire and possess every description of property, movable or immovable, which the laws of the country permit or shall permit the subjects or citizens of any other foreign country to acquire and possess, subject always to the conditions and limitations prescribed in such laws. They may dispose of the same by sale, exchange, gift, marriage, testament, or in any other manner, under the same conditions which are or shall be established with regard to native subjects or citizens. They shall also be permitted, on compliance with the laws of the country, freely to export the proceeds of the sale of their property and their goods in general without being subjected as foreigners to other or higher duties than those to which subjects or citizens of the country would be liable under similar circumstances.

6. They shall enjoy constant and complete protection and security for their persons and property ; shall have free and easy access to the Courts of Justice and other tribunals in pursuit and defence of their claims and rights ; and shall have full liberty, equally with native subjects or citizens, to choose and employ lawyers and advocates to represent them before such Courts and tribunals ; and generally shall have on condition of reciprocity the same rights and privileges as native subjects or citizens in all that concerns the administration of justice.

7. They shall not be compelled to pay taxes, fees, charges, or contributions of any kind whatever, other or higher than those which are or may be paid by native subjects or citizens or the subjects or citizens of the most-favoured nation.

Article 2.

The subjects or citizens of each of the High Contracting Parties in the territories of the other shall be exempted from all compulsory military service, whether in the army, navy, including air forces, national guard, or militia, and from all contributions imposed in lieu of personal service.

In regard to forced loans and military requisitions or contributions, the subjects or citizens of each of the High Contracting Parties shall in the territories of the other enjoy the same privileges, immunities and exemptions as may now or may hereafter be granted to the subjects or citizens of the most-favoured nation.

Article 3.

The dwellings, warehouses, manufactories, and shops of the subjects or citizens of each of the High Contracting Parties in the territories of the other, and all premises appertaining thereto used for lawful purposes, shall be respected. It shall not be allowable to proceed to make a domiciliary visit to, or a search of, any such buildings and premises or to examine or inspect books, papers, or accounts, except under the conditions and with the forms prescribed by the laws for native subjects or citizens.

Article 4.

There shall be between the territories of the two High Contracting Parties reciprocal freedom of commerce and navigation.

4. Ils auront le droit d'y louer et d'y occuper des maisons, usines, entrepôts, magasins et autres locaux dont ils pourraient avoir besoin, et d'y prendre à bail des terrains pour y établir une résidence, un commerce, une industrie ou pour d'autres objets licites, dans les mêmes conditions que les sujets ou citoyens nationaux.

5. Sous condition de réciprocité, ils auront toute liberté d'acquérir et de posséder des biens de toute espèce, mobiliers ou immobiliers, que les lois du pays permettent ou permettront aux sujets ou citoyens de tout autre pays étranger d'acquérir et de posséder, aux conditions, toutefois, et dans les limites prescrites par ces lois. Ils pourront également disposer de ces biens par voie de vente, d'échange, de don, de mariage, de testament ou de toute autre façon, dans les mêmes conditions que celles qui sont ou qui seront établies pour les sujets ou citoyens nationaux. Ils pourront également, en se conformant aux lois du pays, exporter librement le produit de la vente de leurs biens et de leurs marchandises en général, sans être soumis, en leur qualité d'étranger, au paiement de droits autres ou plus élevés que ceux dont les sujets ou citoyens du pays seraient passibles dans des circonstances analogues.

6. Ils jouiront d'une protection et d'une sécurité complètes et constantes pour leur personne et pour leurs biens ; ils auront libre et facile accès aux cours de justice et autres tribunaux pour exercer et défendre leurs revendications et leurs droits ; ils auront pleine liberté, au même titre que les sujets et citoyens nationaux, de choisir et d'employer des hommes de loi et avocats pour les représenter devant ces cours et ces tribunaux ; et, d'une façon générale, ils auront, sous condition de réciprocité, les mêmes droits et privilèges que les sujets et citoyens nationaux pour tout ce qui concerne l'administration de la justice.

7. Ils ne seront pas contraints de payer des impôts, droits, redevances ou contributions de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourraient être dus par des sujets ou citoyens nationaux ou les sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée.

Article 2.

Les sujets ou citoyens de chacune des Hautes Parties contractantes seront exemptés, sur les territoires de l'autre Partie, de tout service militaire obligatoire sur terre, sur mer ou dans les airs, soit dans l'armée régulière, soit dans la garde nationale, soit dans la milice, et de toutes taxes exigées au lieu du service militaire personnel.

En ce qui concerne les emprunts forcés et les réquisitions ou contributions militaires, les sujets ou citoyens de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, dans les territoires de l'autre Partie, des mêmes privilèges, immunités et exemptions qui seraient ou pourraient être accordées aux sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée.

Article 3.

Les habitations, entrepôts, usines et magasins des sujets ou citoyens de chacune des Hautes Parties contractantes, situés dans les territoires de l'autre Partie et tous les locaux dépendants desdits habitations, entrepôts, usines et magasins, utilisés à des fins licites, seront respectés. Il sera interdit de procéder à des visites domiciliaires ou à des perquisitions dans l'un quelconque de ces bâtiments et locaux, d'examiner ou d'inspecter des livres, papiers ou comptes, sauf aux conditions et dans les formes prescrites par les lois à l'égard des sujets ou citoyens nationaux.

Article 4.

Il y aura liberté réciproque de commerce et de navigation entre les territoires des deux Hautes Parties contractantes.

Article 5.

Articles, the produce or manufacture of the territories of one High Contracting Party, upon importation into the territories of the other, from whatever place arriving, shall enjoy the lowest rates of customs duty applicable to similar articles of any other foreign origin.

Article 6.

No prohibition or restriction of any kind whatever shall be maintained or imposed on the import or export of any article the produce or manufacture of the territories of either of the High Contracting Parties into or from the territories of the other, from whatever place arriving, which shall not equally extend to the like article imported from or exported to any other country.

This provision is not applicable :

1. to articles which constitute a state monopoly,
2. to sanitary or other restrictions or prohibitions occasioned by the desirability of securing the safety of the state, of individuals, or of animals or plants.

Article 7.

Articles the produce or manufacture of the territories of one of the High Contracting Parties exported to the territories of the other, shall not be subjected on export to other or higher charges than those paid on the like articles exported to any other foreign country.

Article 8.

The High Contracting Parties grant reciprocally freedom of transit to persons, vessels, goods, carriages and wagons in conformity with the laws of the country.

Articles the produce or manufacture of the territories of one of the High Contracting Parties passing in transit through the territories of the other, shall be reciprocally free from all transit duties, whether they pass direct or whether during transit they are unloaded, warehoused, and reloaded.

Article 9.

No internal duties levied for the benefit of the State, local authorities, or corporations which affect, or may affect, the production, manufacture, or consumption of any article in the territories of either of the High Contracting Parties shall for any reason be a higher or more burdensome charge on articles the produce or manufacture of the territories of the other than on similar articles of native origin.

The produce or manufacture of the territories of either of the High Contracting Parties imported into the territories of the other, and intended for warehousing or transit, shall not be subjected to any internal duty.

Article 10.

Merchants and manufacturers, subjects or citizens of one of the High Contracting Parties, as well as merchants and manufacturers domiciled and exercising their commerce and industries in

Article 5.

Les articles, produits naturels ou fabriqués sur les territoires de l'une des Hautes Parties contractantes, importés dans les territoires de l'autre Partie, bénéficieront, quel que soit leur lieu de provenance, des droits de douane les plus bas applicables à des articles similaires de toute autre origine étrangère.

Article 6.

Les articles, produits naturels ou fabriqués des territoires de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes, quel que soit leur lieu de provenance, ne pourront être grevés — ou rester grevés — à leur entrée dans les territoires de l'autre Partie, ou à leur sortie de ces territoires, de prohibitions ou de restrictions d'importation ou d'exportation de quelque nature que ce soit, si ces prohibitions ou ces restrictions ne s'appliquent pas également aux mêmes articles importés de tout autre pays ou exportés dans tout autre pays.

Cette disposition ne s'applique pas :

1. aux articles constituant un monopole d'Etat ;
2. aux restrictions ou prohibitions d'ordre sanitaire ou autre, promulguées en vue d'assurer la sécurité de l'Etat, des individus ou des animaux ou des plantes.

Article 7.

Les articles, produits naturels ou fabriqués des territoires de l'une des Hautes Parties contractantes, exportés dans les territoires de l'autre Partie, ne seront pas soumis, à leur exportation, à des droits autres ou plus élevés que ceux qui grèvent les mêmes articles exportés dans tout autre pays étranger.

Article 8.

Les Hautes Parties contractantes accordent réciproquement liberté de transit aux personnes, bâtiments, marchandises, voitures et wagons, conformément aux lois de leurs pays respectifs.

Les articles, produits naturels ou fabriqués des territoires de l'une des Hautes Parties contractantes, voyageant en transit à travers les territoires de l'autre Partie, seront réciproquement exempts de tous droits de transit, que ces articles ne fassent que passer directement ou qu'ils soient déchargés, entreposés et rechargés pendant leur transit.

Article 9.

Aucun droit intérieur, perçu au profit de l'Etat, d'autorités locales ou de sociétés, et frappant ou pouvant frapper la production, la fabrication ou la consommation de quelque article que se soit dans les territoires de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes, ne devra, pour quelque raison que ce soit, grever davantage ou plus lourdement les articles, produits naturels ou fabriqués des territoires de l'autre Partie que les articles similaires d'origine nationale.

Les produits naturels ou fabriqués, des territoires de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes, importés dans les territoires de l'autre Partie et destinés à l'entreposage ou au transit, ne seront soumis à aucun droit intérieur.

Article 10.

Les négociants et fabricants, sujets ou citoyens de l'une des Hautes Parties contractantes, ainsi que les négociants et les fabricants domiciliés et exerçant leur négoce ou leur industrie,

the territories of such Party, may, in the territories of the other, either personally or by means of commercial travellers, make purchases or collect orders, with or without samples, and such merchants, manufacturers, and their commercial travellers, while so making purchases and collecting orders, shall, in the matter of taxation and facilities, enjoy the most-favoured-nation treatment.

Articles imported as samples for the purposes above-mentioned shall, in each country, be temporarily admitted free of duty on compliance with the Customs regulations and formalities established to assure their re-exportation or the payment of the prescribed Customs duties if not re-exported within the period allowed by law. But the foregoing privilege shall not extend to articles which, owing to their quantity or value, cannot be considered as samples, or which, owing to their nature, could not be identified upon re-exportation. The determination of the question of the qualification of samples for duty-free admission rests in all cases exclusively with the competent authorities of the place where the importation is effected.

Article 11.

Joint-stock companies and other commercial, industrial and financial companies and associations, including insurance companies domiciled in the territories of one of the High Contracting Parties and having legal existence according to the laws in force of such Party, shall be recognized as having legal existence in the territories of the other and authorized to appear in Court as plaintiffs and defendants according to the laws of that other Party.

Their admission to the pursuit of their industry or their commerce, as well as to acquisition of property in the territories of the other Party, shall be dependent upon the laws and ordinances of the country.

With regard to the enjoyment of rights, the Polish Government undertakes, however, to grant, on condition of reciprocity, to the Japanese companies established in Poland the most-favoured-nation treatment provided that this treatment should be granted to any other country which is not contiguous to Poland.

Article 12.

Each of the High Contracting Parties shall permit the importation or exportation of all merchandise which may be legally imported or exported, and also the carriage of passengers from or to their respective territories, upon the vessels of the other ; and such vessels, their cargoes and passengers shall enjoy the same privileges as, and shall not be subjected to any other or higher duties or charges than, national vessels and their cargoes and passengers.

Article 13.

In all that regards the stationing, loading, and unloading of vessels in the ports, docks, roadsteads, and harbours of the High Contracting Parties, no privileges or facilities shall be granted by either Party to national vessels which are not equally, in like cases, granted to the vessels of the other country ; the intention of the High Contracting Parties being that in these respects also the vessels of the two countries shall be treated on the footing of perfect equality.

Article 14.

Merchant vessels navigating under the flag of one High Contracting Party and carrying the papers required by their national laws to prove their nationality shall in the territorial waters of the other be deemed to be vessels of that Party.

dans les territoires de cette Partie, pourront, dans les territoires de l'autre Partie, soit personnellement, soit par des voyageurs de commerce, effectuer des achats ou recueillir des commandes, avec ou sans échantillons ; ces négociants, fabricants, ainsi que leurs voyageurs de commerce, tandis qu'ils effectuent ainsi leurs achats et recueillent des commandes, jouiront, en matière d'impôts et de facilités, du traitement de la nation la plus favorisée.

Les articles importés comme échantillons aux fins mentionnées ci-dessus, seront admis temporairement en franchise de tous droits, à condition que les importateurs se conforment aux règlements et aux formalités douanières prescrites en vue d'assurer la réexportation desdits échantillons ou le paiement des droits de douane établis en cas de non-réexportation dans le délai fixé par la loi. Toutefois, ce privilège ne s'appliquera pas aux articles qui ne peuvent être considérés comme échantillons, en raison de leur quantité ou de leur valeur, ou qui, en raison de leur nature, ne pourraient être indentifiés lors de leur réexportation. Les autorités compétentes du lieu où s'effectue l'importation auront seules qualité, dans tous les cas, pour décider si les échantillons remplissent les conditions requises pour être admis en franchise de douane.

Article 11.

Les sociétés anonymes et autres sociétés et associations commerciales, industrielles et financières, y compris les compagnies d'assurance, domiciliées dans les territoires de l'une des Hautes Parties contractantes et valablement constituées d'après les lois en vigueur dans ce pays, seront reconnues comme valablement constituées dans les territoires de l'autre Partie et autorisées à ester en justice en qualité de demandeur ou de défendeur, conformément aux lois de cette autre Partie.

Elles ne pourront exercer leur industrie ou leur commerce et acquérir des biens sur les territoires de l'autre Partie que dans la mesure où les lois et règlements de ce pays autorisent l'exercice de ce commerce ou de cette industrie.

Toutefois, en ce qui concerne la jouissance de droits, le Gouvernement polonais s'engage à accorder, sous condition de réciprocité, aux sociétés japonaises établies en Pologne, le traitement de la nation la plus favorisée, au cas où ce traitement serait accordé à un autre pays quelconque non limitrophe de la Pologne.

Article 12.

Chacune des Hautes Parties contractantes permettra l'importation et l'exportation de toutes les marchandises qui peuvent être importées ou exportées licitement, ainsi que le transport des passagers en provenance ou à destination de leurs territoires respectifs, par les navires de l'autre Partie ; ces navires, leur chargement et leurs passagers jouiront des mêmes privilèges et ne seront pas soumis à des droits ou redevances autres ou plus élevés que les navires nationaux, leur chargement et leurs passagers.

Article 13.

Pour tout ce qui concerne le stationnement, le chargement et le déchargement des navires dans les ports, bassins, rades et havres des Hautes Parties contractantes, aucun privilège et aucune facilité ne sera accordé par l'une ou l'autre Partie à des navires nationaux, qui ne soit accordé également dans des conditions analogues, aux navires de l'autre pays, les deux Parties contractantes entendant que les navires des deux pays soient également placés, à ces égards, sur un pied d'égalité parfaite.

Article 14.

Les bâtiments marchands, battant pavillon de l'une des Hautes Parties contractantes et portant les papiers de bord exigés par la législation de leur pays comme preuve de leur nationalité, seront réputés bâtiments de cette Partie dans les eaux territoriales de l'autre.

Article 15.

No duties of tonnage, transit or canalage, harbour, pilotage, lighthouse, quarantine, or other analogous duties or charges of whatever nature, or under whatever denomination, levied in the name or for the profit of Government, public functionaries, private individuals, corporations, or establishments of any kind shall be imposed in the ports of either country upon the vessels of the other which shall not equally, under the same conditions, be imposed in like cases on national vessels in general, or vessels of the most-favoured nation. Such equality of treatment shall apply to the vessels of either country from whatever place they may arrive and whatever may be their destination.

Article 16.

Vessels charged with performance of regular scheduled postal service of one of the High Contracting Parties shall enjoy in the territorial waters of the other the same special facilities, privileges, and immunities as are granted to like vessels of the most-favoured nation.

Article 17.

The coasting trade of the High Contracting Parties is excepted from the provisions of the present Treaty, and shall be regulated according to the laws of each of the High Contracting Parties.

Article 18.

The stipulations of this Treaty do not apply :

1. to tariff concessions granted by either of the High Contracting Parties to contiguous States solely to facilitate frontier traffic within a limited zone on each side of the frontier ;
2. to the special favours resulting from a Customs union ;
3. to the provisional regulations of Customs between Polish and German parts of Upper Silesia ;
4. to the treatment accorded to the produce of the national fisheries of the High Contracting Parties or to special tariff favours granted by Japan in regard to fish and other aquatic products taken in the foreign waters in the vicinity of Japan ;
5. to the special laws of protection of the national commercial vessels according to the international custom.

Article 19.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications thereof shall be exchanged at Warsaw as soon as possible.

It shall enter into operation on the tenth day after the day of the exchange of ratifications and remain in force until the expiration of six months after either of the High Contracting Parties shall have given notice to the other of its intention to terminate the same, and no longer.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed thereto the seal of their arms.

Done at Warsaw, in duplicate, this 7th day of December, 1922.

(L. S.) T. KAWAKAMI.
(L. S.) G. NARUTOWICZ.
(L. S.) HENRYK STRASBURGER.

Article 15.

Il ne sera imposé, dans les ports de l'un ou l'autre pays, aux bâtiments de l'autre, aucun droit de tonnage, de transit ou de canal, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine ou autres droits ou taxes similaires de toute nature, perçus sous quelque dénomination que ce soit, au nom ou au profit de l'Etat, de fonctionnaires publics, de particuliers, de sociétés ou d'établissements quelconques, qui ne soit également et aux mêmes conditions imposé, dans des cas similaires, aux navires nationaux en général et aux navires de la nation la plus favorisée. Cette égalité de traitement s'appliquera aux bâtiments de l'un ou l'autre pays, quelle que soit leur provenance ou leur destination.

Article 16.

Les bâtiments de l'une des Hautes Parties contractantes, chargés d'assurer un service postal régulier, jouiront, dans les eaux territoriales de l'autre Partie, des mêmes facilités, privilèges et immunités spéciales accordés aux bâtiments du même ordre de la nation la plus favorisée.

Article 17.

Les dispositions du présent Traité ne s'appliquent pas au cabotage des Hautes Parties contractantes, qui restera régi par les lois de chacune des Hautes Parties contractantes.

Article 18.

Les dispositions du présent Traité ne s'appliquent pas :

1. aux concessions tarifaires accordées par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes à des Etats limitrophes, uniquement en vue de faciliter les échanges frontaliers dans une zone déterminée de chaque côté de la frontière ;
2. aux faveurs spéciales résultant d'une union douanière ;
3. au régime douanier provisoire entre les parties polonaise et allemande de la Haute Silésie ;
4. au traitement accordé au produit des pêcheries nationales des Hautes Parties contractantes, ni aux faveurs tarifaires spéciales accordées par le Japon pour le poisson et autres produits aquatiques capturés en eaux étrangères dans le voisinage du Japon ;
5. aux lois spéciales promulguées en vue de la protection des bâtiments de commerce nationaux, conformément aux usages internationaux.

Article 19.

Le présent Traité sera ratifié et les instruments de ratification de ce Traité seront échangés à Varsovie, dans le plus bref délai possible.

Il entrera en vigueur le dixième jour après le jour de l'échange des instruments de ratification et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois après que l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes aura notifié à l'autre Partie son intention d'y mettre fin.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Varsovie, en double expédition, le 7 décembre 1922.

(L. S.) T. KAWAKAMI.

(L. S.) G. NARUTOWICZ.

(L. S.) HENRYK STRASBURGER.

PROTOCOL.

At the moment of proceeding this day to the signature of the present Treaty of Commerce and Navigation between JAPAN and POLAND, the undersigned Plenipotentiaries of the two High Contracting Parties have agreed as follows :

1. — To Article 4. It is, however, understood that the stipulation of this article shall not affect anything in the laws, dispositions or regulations in matters of commerce, industry, police, general safety and execution of certain trades or professions, now or hereafter in force, in either or both of the countries and applicable to all foreigners.

2. — To Article 5. Being understood that the products or manufacture indicated in this article shall be originated in the countries of the High Contracting Parties, the Customs authorities shall have the right to require, on the importation of the above mentioned articles, certificates of origin.

3. — To Article 8. The stipulations of this Treaty shall not be interpreted as affecting in any way the rights and duties of each of the High Contracting Parties with regard to the transit of arms and munitions, military equipment and military articles.

4. — To Article 14. The High Contracting Parties agree to conclude an agreement upon an equitable basis concerning the reciprocal recognition of the ship's papers as soon as possible.

5. — It is understood that the terms of the treatment of the most-favoured-nation in this Treaty are to be interpreted as immediate and unconditional unless expressly otherwise provided.

(L. S.) T. KAWAKAMI.

(L. S.) G. N ARUTOWICZ.

(L. S.) HENRYK STRASBURGER.

PROTOCOLE.

Au moment de procéder, aujourd'hui, à la signature du présent Traité de commerce et de navigation entre le Japon et la Pologne, les Plénipotentiaires soussignés des deux Hautes Parties contractantes sont convenus des dispositions suivantes :

(ad Article 4.)

1. Il est toutefois entendu que les dispositions de cet article n'affectent en rien les lois, dispositions et règlements spéciaux, concernant le commerce, l'industrie, la police, la sûreté générale et l'exercice de certaines industries ou professions, qui sont ou seront mis en vigueur dans l'un ou l'autre des deux pays ou dans tous deux, et s'appliquent à tous les étrangers.

(ad Article 5.)

2. Etant entendu que les produits naturels ou fabriqués mentionnés dans cet article seront originaires des pays des Hautes Parties contractantes, les autorités douanières auront le droit d'exiger, à l'importation des articles mentionnés ci-dessus, la production de certificats d'origine.

(ad Article 8.)

3. Les stipulations du présent Traité ne seront pas interprétées comme affectant en aucune manière les droits et devoirs de chacune des Hautes Parties contractantes en ce qui concerne le transit des armes et des munitions, du matériel de guerre et des articles militaires.

(ad Article 14.)

4. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à conclure aussitôt que possible un accord équitable sur la reconnaissance réciproque des papiers de bord.

5. Il est entendu que la condition du traitement de la nation la plus favorisée, chaque fois qu'elle est stipulée dans le présent Traité, doit être interprétée comme étant d'une application immédiate et inconditionnelle, sauf disposition contraire expresse.

(L. S.) T. KAWAKAMI.

(L. S.) G. NARUTOWICZ.

(L. S.) HENRYK STRASBURGER.

N° 807.

GRÈCE ET TURQUIE

Convention concernant l'échange des
populations grecques et turques et
Protocole, signés à Lausanne, le
30 janvier 1923.

GREECE AND TURKEY

Convention concerning the Exchange
of Greek and Turkish Populations
and Protocol, signed at Lausanne,
January 30, 1923.

No. 807. — CONVENTION¹ CONCERNANT L'ÉCHANGE DES POPULATIONS GRECQUES ET TURQUES, ET PROTOCOLE, SIGNÉS A LAUSANNE, LE 30 JANVIER 1923.

Texte officiel français communiqué par le Chargé d'Affaires de Grèce à Berne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 27 janvier 1925.

LE GOUVERNEMENT DE LA GRANDE ASSEMBLÉE NATIONALE DE TURQUIE et le GOUVERNEMENT HELLÉNIQUE sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

Il sera procédé dès le 1^{er} mai 1923 à l'échange obligatoire des ressortissants turcs de religion grecque orthodoxe établis sur les territoires turcs et des ressortissants grecs de religion musulmane établis sur les territoires grecs.

Ces personnes ne pourront venir se rétablir en Turquie, ou, respectivement, en Grèce, sans l'autorisation du Gouvernement turc ou respectivement, du Gouvernement hellénique.

Article 2.

Ne seront pas compris dans l'échange prévu à l'article premier :

- a) les habitants grecs de Constantinople ;
- b) les habitants musulmans de la Thrace occidentale.

Seront considérés comme habitants grecs de Constantinople tous les Grecs déjà établis avant le 30 octobre 1918 dans les circonscriptions de la préfecture de la ville de Constantinople, telles qu'elles sont délimitées par la loi de 1912.

Seront considérés comme habitants musulmans de la Thrace occidentale tous les musulmans établis dans la région à l'est de la ligne-frontière établie en 1913 par le Traité² de Bucarest.

Article 3.

Les Grecs et les musulmans, ayant déjà quitté depuis le 18 octobre 1912 les territoires dont les habitants grecs et turcs doivent être respectivement échangés, seront considérés comme compris dans l'échange prévu dans l'article premier.

¹ Ratifiée par la Turquie, le 23 août 1923, par la Grèce, le 25 août 1923.

² De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, troisième série, tome VIII, page 61.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 807. — CONVENTION ² CONCERNING THE EXCHANGE OF GREEK AND TURKISH POPULATIONS, AND PROTOCOL, SIGNED AT LAUSANNE, JANUARY 30, 1923.

French official text communicated by the Greek Chargé d'Affaires at Berne. The registration of this Convention took place January 27, 1925.

The GOVERNMENT OF THE GRAND NATIONAL ASSEMBLY OF TURKEY and the GREEK GOVERNMENT have agreed upon the following provisions :

Article 1.

As from the 1st May, 1923, there shall take place a compulsory exchange of Turkish nationals of the Greek Orthodox religion established in Turkish territory, and of Greek nationals of the Moslem religion established in Greek territory.

These persons shall not return to live in Turkey or Greece respectively without the authorisation of the Turkish Government or of the Greek Government respectively.

Article 2.

The following persons shall not be included in the exchange provided for in Article 1 :

- (a) The Greek inhabitants of Constantinople.
- (b) The Moslem inhabitants of Western Thrace.

All Greeks who were already established before the October 30, 1918, within the areas under the Prefecture of the City of Constantinople, as defined by the law of 1912, shall be considered as Greek inhabitants of Constantinople.

All Moslems established in the region to the east of the frontier line laid down in 1913 by the Treaty ³ of Bucharest shall be considered as Moslem inhabitants of Western Thrace.

Article 3.

Those Greeks and Moslems who have already, and since the October 18, 1912, left the territories the Greek and Turkish inhabitants of which are to be respectively exchanged, shall be considered as included in the exchange provided for in Article 1.

¹ Communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique.

¹ Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office.

² Ratified by Turkey, August 23, 1923, by Greece, August 25, 1923.

³ British and Foreign State Papers, vol. 107, page 658.

L'expression « émigrant », dans la présente Convention, comprend toutes les personnes physiques et morales devant émigrer ou ayant émigré depuis le 18 octobre 1912.

Article 4.

Tous les hommes valides appartenant à la population grecque dont la famille a déjà quitté le territoire turc, et qui sont actuellement retenus en Turquie, constitueront le premier contingent de Grecs à envoyer en Grèce conformément à la présente Convention.

Article 5.

Sous réserve des stipulations des articles 9 et 10 de la présente Convention, aucune atteinte ne sera portée aux droits de propriété et créances des Grecs de la Turquie, ou des musulmans de la Grèce, par suite de l'échange à effectuer en vertu de la présente Convention.

Article 6.

Il ne pourra être apporté aucun obstacle, pour quelque cause que ce soit, au départ d'une personne appartenant aux populations à échanger. En cas de condamnation définitive à une peine afflictive et en cas de condamnation non encore définitive ou de poursuite pénale contre un émigrant, ce dernier sera livré, par les autorités du pays poursuivant, aux autorités du pays où il se rend, afin qu'il purge sa peine ou qu'il soit jugé.

Article 7.

Les émigrants perdront la nationalité du pays qu'ils abandonnent, et ils acquerront celle du pays de destination dès leur arrivée sur le territoire de ce pays.

Les émigrés qui auraient déjà quitté l'un ou l'autre des deux pays et qui n'auraient pas encore acquis leur nouvelle nationalité, acquerront cette nationalité à la date de la signature de la présente Convention.

Article 8.

Les émigrants seront libres d'emporter avec eux ou de faire transporter leurs biens meubles de toute nature sans qu'il leur soit imposé de ce chef aucun droit, soit de sortie, soit d'entrée, ni aucune autre taxe.

De même, les membres de toute communauté (y compris le personnel des mosquées, tekkés, medressés, églises, couvents, écoles, hôpitaux, sociétés, associations et personnes morales, ou autres fondations de quelque nature que ce soit), qui doit quitter le territoire d'un des Etats contractants en vertu de la présente Convention, auront le droit d'emporter librement ou de faire transporter les biens meubles appartenant à leurs communautés.

Les plus grandes facilités de transport seront fournies par les autorités des deux pays, sur la recommandation de la Commission mixte prévue dans l'article 11.

Les émigrants qui ne pourraient pas emporter tout ou une partie de leurs biens meubles pourront les laisser sur place. Dans ce cas, les autorités locales seront tenues d'établir contradictoirement avec l'émigrant l'inventaire et la valeur des biens meubles laissés par lui. Les procès-verbaux contenant l'inventaire et la valeur des biens meubles laissés par l'émigrant seront dressés en quatre exemplaires, dont l'un sera conservé par les autorités locales, le second sera remis à la Commission mixte prévue à l'article 11 pour servir de base à la liquidation prévue à l'article 9, le troisième exemplaire sera remis au Gouvernement du pays d'immigration et le quatrième à l'émigrant.

The expression "emigrant" in the present Convention includes all physical and juridical persons who have been obliged to emigrate or have emigrated since the October 18, 1912.

Article 4.

All able-bodied men belonging to the Greek population whose families have already left Turkish territory, and who are now detained in Turkey, shall constitute the first instalment of Greeks sent to Greece in accordance with the present Convention.

Article 5.

Subject to the provisions of Articles 9 and 10 of the present Convention, the rights of property and monetary assets of Greeks in Turkey or Moslems in Greece shall not be prejudiced in consequence of the exchange to be carried out under the present Convention.

Article 6.

No obstacle may be placed for any reason whatever in the way of the departure of a person belonging to the populations which are to be exchanged. In the event of an emigrant having received a definite sentence of imprisonment, or a sentence which is not yet definitive, or of his being the object of criminal proceedings, he shall be handed over by the authorities of the prosecuting country to the authorities of the country whither he is going, in order that he may serve his sentence or be brought to trial.

Article 7.

The emigrants will lose the nationality of the country which they are leaving, and will acquire the nationality of the country of their destination, upon their arrival in the territory of the latter country.

Such emigrants as have already left one or other of the two countries and have not yet acquired their new nationality shall acquire that nationality on the date of the signature of the present Convention.

Article 8.

Emigrants shall be free to take away with them or to arrange for the transport of their movable property of every kind, without being liable on this account to the payment of any export or import duty or any other tax.

Similarly, the members of each community (including the personnel of mosques, tekkes, medresses, churches, convents, schools, hospitals, societies, associations and juridical persons, or other foundations of any nature whatever) which is to leave the territory of one of the Contracting States under the present Convention, shall have the right to take away freely or to arrange for the transport of the movable property belonging to their communities.

The fullest facilities for transport shall be provided by the authorities of the two countries, upon the recommendation of the Mixed Commission provided for in Article 11.

Emigrants who may not be able to take away all or part of their movable property can leave it behind. In that event, the local authorities shall be required to draw up, the emigrant in question being given an opportunity to be heard, an inventory and valuation of the property left by him. *Procès-verbaux* containing the inventory and the valuation of the movable property left by the emigrant shall be drawn up in four copies, one of which shall be kept by the local authorities, the second transmitted to the Mixed Commission provided for in Article 11 to serve as the basis for the liquidation provided for by Article 9, the third shall be handed to the Government of the country to which the emigrant is going, and the fourth to the emigrant himself.

Article 9.

Les biens immobiliers, ruraux ou urbains, appartenant aux émigrants, aux communautés visées à l'article 8, ainsi que les biens meubles laissés par ces émigrants ou communautés, seront liquidés, conformément aux dispositions ci-après, par la Commission mixte prévue à l'article 11.

Les biens situés dans les régions soumises à l'échange obligatoire et appartenant aux institutions religieuses ou de bienfaisance des communautés établies dans une région non soumise à l'échange, devront également être liquidés dans les mêmes conditions.

Article 10.

La liquidation des biens mobiliers et immobiliers appartenant aux personnes ayant déjà quitté les territoires des Hautes Parties contractantes et considérées en vertu de l'article 3 de la présente Convention comme rentrant dans l'échange des populations, sera effectuée conformément à l'article 9 et indépendamment de toutes les mesures de quelque caractère que ce soit qui, conformément aux lois établies et aux règlements de toute nature édictés depuis le 18 octobre 1912 en Grèce et en Turquie ou de toute autre manière, ont eu pour résultat une restriction quelconque du droit de propriété sur ces biens, telles que confiscation, vente forcée et autres. Dans le cas où des biens visés au présent article ainsi qu'à l'article 9 auraient été frappés d'une mesure de cette nature, leur valeur sera fixée par la Commission prévue à l'article 11, comme si les mesures en question n'avaient pas été appliquées.

En ce qui concerne les biens expropriés, la Commission mixte procédera à une nouvelle évaluation de ces biens expropriés depuis le 18 octobre 1912, qui appartenaient aux personnes soumises à l'échange dans les deux pays et qui sont situés dans les territoires soumis à l'échange. La Commission fixera en faveur des propriétaires une compensation qui réparera le préjudice qu'elle constatera. Le montant de cette compensation sera porté au crédit de ces propriétaires et au débit du Gouvernement sur le territoire duquel se trouvent les immeubles expropriés.

Au cas où les personnes visées aux articles 8 et 9 n'auraient pas touché le revenu des biens de la jouissance desquels elles auraient été privées d'une manière ou d'une autre, la restitution de la valeur de ces revenus leur sera assurée sur la base du rendement moyen d'avant-guerre, suivant les modalités à fixer par la Commission mixte.

En procédant à la liquidation des biens Wakoufs en Grèce et des droits et intérêts en découlant ainsi que des fondations analogues appartenant aux Grecs en Turquie, la Commission mixte prévue à l'article 11 s'inspirera des principes consacrés dans les Traités antérieurs, dans le but de faire valoir pleinement les droits et intérêts de ces fondations et des particuliers qui y sont intéressés.

La Commission mixte prévue à l'article 11 sera chargée d'appliquer ces stipulations.

Article 11.

Dans un délai d'un mois à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention, il sera créé une Commission mixte résidant en Turquie ou en Grèce et composée de quatre membres pour chacune des Hautes Parties contractantes et de trois membres choisis par le Conseil de la Société des Nations parmi les ressortissants des Puissances n'ayant pas participé à la guerre de 1914-1918. La présidence de la Commission sera assumée à tour de rôle par chacun de ces trois membres neutres.

La Commission mixte aura le droit de constituer, dans les localités où il lui paraîtra nécessaire, des sous-commissions travaillant sous ses ordres, et composée chacune d'un membre turc, d'un membre grec et d'un président neutre qui sera désigné par la Commission mixte. La Commission mixte déterminera les pouvoirs à déléguer aux sous-commissions.

Article 9.

Immovable property, whether rural or urban, belonging to emigrants, or to the communities mentioned in Article 8, and the movable property left by these emigrants or communities, shall be liquidated in accordance with the following provisions by the Mixed Commission provided for in Article 11.

Property situated in the districts to which the compulsory exchange applies and belonging to religious or benevolent institutions of the communities established in a district to which the exchange does not apply, shall likewise be liquidated under the same conditions.

Article 10.

The movable and immovable property belonging to persons who have already left the territory of the High Contracting Parties and are considered, in accordance with Article 3 of the present Convention, as being included in the exchange of populations, shall be liquidated in accordance with Article 9. This liquidation shall take place independently of all measures of any kind whatever which, under the laws passed and the regulations of any kind made in Greece and in Turkey since the October 18, 1912, or in any other way, have resulted in any restriction on rights of ownership over the property in question, such as confiscation, forced sale, etc. In the event of the property mentioned in this article or in Article 9 having been submitted to a measure of this kind, its value shall be fixed by the Commission provided for in Article 11, as if the measures in question had not been applied.

As regards expropriated property, the Mixed Commission shall undertake a fresh valuation of such property, if it has been expropriated since the October 18, 1912, having previously belonged to persons liable to the exchange of populations in the two countries, and is situated in territories to which the exchange applies. The Commission shall fix for the benefit of the owners such compensation as will repair the injury which the Commission has ascertained. The total amount of this compensation shall be carried to the credit of these owners and to the debit of the Government on whose territory the expropriated property is situated.

In the event of any persons mentioned in Articles 8 and 9 not having received the income from property, the enjoyment of which they have lost in one way or another, the restoration of the amount of this income shall be guaranteed to them on the basis of the average yield of the property before the war, and in accordance with the methods to be laid down by the Mixed Commission.

The Mixed Commission provided for in Article 11, when proceeding to the liquidation of Wakouf property in Greece and of the rights and interests connected therewith, and to the liquidation of similar foundations belonging to Greeks in Turkey, shall follow the principles laid down in previous Treaties with a view to fully safeguarding the rights and interests of these foundations and of the individuals interested in them.

The Mixed Commission provided for in Article 11 shall be entrusted with the duty of executing these provisions.

Article 11.

Within one month from the coming into force of the present Convention a Mixed Commission shall be set up in Turkey or in Greece consisting of four members representing each of the High Contracting Parties, and of three members chosen by the Council of the League of Nations from among nationals of Powers which did not take part in the war of 1914-1918. The Presidency of the Commission shall be exercised in turn by each of these three neutral members.

The Mixed Commission shall have the right to set up, in such places as it may appear to them necessary, Sub-Commissions working under its order. Each such Sub-Commission shall consist of a Turkish member, a Greek member and a neutral President to be designated by the Mixed Commission. The Mixed Commission shall decide the powers to be delegated to the Sub-Commission.

Article 12.

La Commission mixte aura pour attributions de surveiller et faciliter l'émigration prévue par la présente Convention et de procéder à la liquidation des biens mobiliers et immobiliers prévue aux articles 9 et 10.

Elle fixera les modalités de l'émigration et celles de la liquidation ci-dessus visées.

D'une façon générale, la Commission mixte aura tous pouvoirs de prendre les mesures que nécessitera l'exécution de la présente Convention et de décider de toutes les questions auxquelles cette Convention pourrait donner lieu.

Les décisions de la Commission mixte seront prises à la majorité des voix.

Toutes les contestations relatives aux biens, droits et intérêts à liquider seront réglées définitivement par elle.

Article 13.

La Commission mixte aura tout pouvoir pour faire procéder à l'estimation des biens mobiliers et immobiliers qui doivent être liquidés en vertu de la présente Convention, les intéressés étant entendus ou ayant été dûment convoqués pour être entendus.

La base de l'estimation des biens qui doivent être liquidés sera la valeur de ces biens en monnaie d'or.

Article 14.

La Commission remettra au propriétaire intéressé une déclaration constatant la somme qui lui est due du chef des biens dont il a été dépossédé, biens qui resteront à la disposition du Gouvernement sur le territoire duquel ils sont situés.

Les montants dus sur la base de ces déclarations constitueront une dette du Gouvernement du pays où la liquidation aura eu lieu envers le Gouvernement dont relève l'émigrant. Celui-ci devra en principe recevoir, dans le pays où il émigre, en représentation des sommes qui lui sont dues, des biens d'égale valeur et de même nature que ceux qu'il aura abandonnés.

Tous les six mois, on établira un compte des sommes dues par les Gouvernements respectifs sur la base des déclarations émises comme ci-dessus.

A la liquidation finale, s'il y a équivalence entre les montants respectivement dus, les comptes y relatifs seront compensés. Si l'un des Gouvernements reste débiteur envers l'autre après compensation, le solde débiteur sera payé au comptant. Si le Gouvernement débiteur demande des délais pour ce paiement, la Commission pourra les lui accorder, pourvu que la somme due soit payée au maximum en trois annuités. La Commission fixera les intérêts à payer pendant ces délais.

Si la somme à payer est assez importante et nécessite des délais plus longs, le Gouvernement débiteur payera au comptant une somme à déterminer par la Commission mixte jusqu'à concurrence de 20 % du montant dû et émettra pour le solde des titres d'emprunt portant un intérêt à fixer par la Commission mixte, amortissable dans un délai maximum de 20 ans. Le Gouvernement débiteur affectera au service de cet emprunt des gages agréés par la Commission, gages qui seront gérés et dont les revenus seront encaissés par la Commission internationale en Grèce et par le Conseil de la Dette Publique à Constantinople. A défaut d'accord sur ces gages, il appartiendra au Conseil de la Société des Nations de fixer ceux-ci.

Article 15.

En vue de faciliter l'émigration, des fonds seront avancés à la Commission mixte par les Etats intéressés, dans les conditions fixées par ladite Commission.

Article 12.

The duties of the Mixed Commission shall be to supervise and facilitate the emigration provided for in the present Convention, and to carry out the liquidation of the movable and immovable property for which provision is made in Articles 9 and 10.

The Commission shall settle the methods to be followed as regards the emigration and liquidation mentioned above.

In a general way the Mixed Commission shall have full power to take the measures necessitated by the execution of the present Convention and to decide all questions to which this Convention may give rise.

The decisions of the Mixed Commission shall be taken by a majority.

All disputes relating to property, rights and interests which are to be liquidated shall be settled definitely by the Commission.

Article 13.

The Mixed Commission shall have full power to cause the valuation to be made of the movable and immovable property which is to be liquidated under the present Convention, the interested parties being given a hearing or being duly summoned so that they may be heard.

The basis for the valuation of the property to be liquidated shall be the value of the property in gold currency.

Article 14.

The Commission shall transmit to the owner concerned a declaration stating the sum due to him in respect of the property of which he has been dispossessed, and such property shall remain at the disposal of the Government on whose territory it is situated.

The total sums due on the basis of these declarations shall constitute a Government debt from the country where the liquidation takes place to the Government of the country to which the emigrant belongs. The emigrant shall in principle be entitled to receive in the country to which he emigrates, as representing the sums due to him, property of a value equal to and of the same nature as that which he has left behind.

Once every six months an account shall be drawn up of the sums due by the respective Governments on the basis of the declarations as above.

When the liquidation is completed, if the sums of money due to both sides correspond, the accounts relating thereto shall be balanced. If a sum remains due from one of the Governments to the other Government after a balance has been struck, the debit balance shall be paid in cash. If the debtor Government requests a postponement in making this payment, the Commission may grant such postponement, provided that the sum due be paid in three annuities at most. The Commission shall fix the interest to be paid during the period of postponement.

If the sum to be paid is fairly large and requires longer postponement, the debtor Government shall pay in cash a sum to be fixed by the Mixed Commission, up to a maximum of 20 per cent of the total due, and shall issue in respect of the balance loan certificates bearing such interest as the Mixed Commission may fix, to be paid off within 20 years at most. The debtor Government shall assign to the service of these loans pledges approved by the Commission, which shall be administered and of which the revenues shall be encashed by the International Commission in Greece and by the Council of the Public Debt at Constantinople. In the absence of agreement in regard to these pledges, they shall be selected by the Council of the League of Nations.

Article 15.

With a view to facilitating emigration, funds shall be advanced to the Mixed Commission by the States concerned, under conditions laid down by the said Commission.

Article 16.

Les Gouvernements de la Turquie et de la Grèce se mettront d'accord avec la Commission mixte prévue à l'article 11 sur toutes les questions relatives aux notifications à faire aux personnes devant quitter leurs territoires en vertu de la présente Convention et aux ports sur lesquels ces personnes doivent se diriger pour être transportées à leurs pays de destination.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent mutuellement à ce qu'aucune pression directe ou indirecte ne soit exercée sur les populations qui doivent être échangées pour leur faire quitter leurs foyers ou se dessaisir de leurs biens avant la date fixée pour leur départ. Elles s'engagent également à ne soumettre les émigrants, ayant quitté ou qui doivent quitter le pays, à aucun impôt ou taxe extraordinaire. Aucune entrave ne sera apportée au libre exercice par les habitants des régions exceptées de l'échange en vertu de l'article 2, de leur droit d'y rester ou d'y rentrer et de jouir librement de leurs libertés et de leurs droits de propriété en Turquie et en Grèce. Cette disposition ne sera pas invoquée comme motif pour empêcher la libre aliénation des biens appartenant aux habitants desdites régions exceptées de l'échange et le départ volontaire de ceux de ces habitants qui désirent quitter la Turquie ou la Grèce.

Article 17.

Les frais d'entretien et de fonctionnement de la Commission mixte et de ses organes seront supportés par les Gouvernements intéressés dans des proportions à déterminer par la Commission.

Article 18.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à apporter à leur législation respective les modifications qui seraient nécessaires pour assurer l'exécution de la présente Convention.

Article 19.

La présente Convention aura même force et valeur, au regard des Hautes Parties ici contractantes, que si elle figurait dans le Traité de Paix¹ qui sera conclu avec la Turquie. Elle entrera en vigueur immédiatement après la ratification dudit Traité par les deux Hautes Parties contractantes.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés, dont les pleins pouvoirs ont été respectivement reconnus en bonne et due forme, ont signé la présente Convention.

Fait à Lausanne, le trente janvier mil neuf cent vingt-trois, en triple exemplaire, dont un sera remis au Gouvernement hellénique et un au Gouvernement de la Grande Assemblée nationale de Turquie, et dont le troisième sera déposé aux archives du Gouvernement de la République française, qui en délivrera des copies authentiques aux autres Puissances signataires du Traité de Paix avec la Turquie.

(L. S.) E. K. VENISELOS.

(L. S.) D. CACLAMANOS.

(L. S.) ISMET.

(L. S.) D^r RIZA NOUR.

(L. S.) HASSAN.

¹ Vol. XXVIII, page 11, de ce Recueil.

Article 16.

The Turkish and Greek Governments shall come to an agreement with the Mixed Commission provided for in Article 11 in regard to all questions concerning the notification to be made to persons who are to leave the territory of Turkey and Greece under the present Convention, and concerning the ports to which these persons are to go for the purpose of being transported to the country of their destination.

The High Contracting Parties undertake mutually that no pressure direct or indirect shall be exercised on the populations which are to be exchanged with a view to making them leave their homes or abandon their property before the date fixed for their departure. They likewise undertake to impose on the emigrants who have left or who are to leave the country no special taxes or dues. No obstacle shall be placed in the way of the inhabitants of the districts excepted from the exchange under Article 2 exercising freely their right to remain in or return to those districts and to enjoy to the full their liberties and rights of property in Turkey and in Greece. This provision shall not be invoked as a motive for preventing the free alienation of property belonging to inhabitants of the said regions which are excepted from the exchange, or the voluntary departure of those among these inhabitants who wish to leave Turkey or Greece.

Article 17.

The expenses entailed by the maintenance and working of the Mixed Commission and of the organisations dependent on it shall be borne by the Governments concerned in proportions to be fixed by the Commission.

Article 18.

The High Contracting Parties undertake to introduce in their respective laws such modifications as may be necessary with a view to ensuring the execution of the present Convention.

Article 19.

The present Convention shall have the same force and effect as between the High Contracting Parties as if it formed part of the Treaty of Peace¹ to be concluded with Turkey. It shall come into force immediately after the ratification of the said Treaty by the two High Contracting Parties.

In faith whereof, the undersigned Plenipotentiaries, whose respective full powers have been found in good and due form, have signed the present Convention.

Done at Lausanne the January 30, 1923, in three copies, one of which shall be transmitted to the Greek Government, one to the Government of the Grand National Assembly of Turkey, and the third shall be deposited in the archives of the Government of the French Republic, which shall deliver certified copies to the other Powers signatory of the Treaty of Peace with Turkey.

(L. S.) E. K. VENISELOS.

(L. S.) D. CACLAMANOS.

(L. S.) ISMET.

(L. S.) DR. RIZA NOUR.

(L. S.) HASSAN.

¹ Vol. XXVIII, page 11, of this Series.

PROTOCOLE.

Les Plénipotentiaires turcs soussignés, dûment autorisés, déclarent que, sans attendre la mise en vigueur de la Convention conclue avec la Grèce, en date de ce jour, relativement à l'échange des populations grecques et turques, et par dérogation à l'article 1^{er} de cette Convention, le Gouvernement turc, dès la signature du Traité de Paix, libérera les hommes valides visés à l'article 4 de ladite Convention et assurera leur départ.

Fait en triple exemplaire, à Lausanne, le trente janvier mil neuf cent vingt-trois.

ISMET.
DR. RIZA NOUR.
HASSAN.

Pour copie certifiée conforme :

Le Ministre des Affaires étrangères de Grèce,
G. ROUSSOS.

PROTOCOL.

The undersigned Turkish Plenipotentiaries, duly authorised to that effect, declare that, without waiting for the coming into force of the Convention with Greece of even date, relating to the exchange of the Greek and Turkish populations, and by way of exception to Article 1 of that Convention, the Turkish Government, on the signature of the Treaty of Peace, will release the able-bodied men referred to in Article 4 of the said Convention, and will provide for their departure.

Done at Lausanne, the January 30, 1923.

ISMET.
DR. RIZA NOUR.
HASSAN.

N° 808.

**GRANDE-BRETAGNE
ET DANEMARK**

Accord concernant l'exemption réciproque de l'impôt sur le revenu dans certains cas de bénéfices réalisés dans les affaires d'armement maritime, signé à Londres, le 18 décembre 1924.

**GREAT BRITAIN
AND DENMARK**

Agreement for the Reciprocal Exemption from Income-Tax in certain Cases of Profits accruing from the Business of Shipping, signed at London, December 18, 1924.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

No. 808. — OVERENSKOMST¹ MEL-
LEM DEN BRITTSKE OG DEN
DANSKE REGERING ANGA-
AENDE GENSIDIG FRITAGELSE
I VISSE TILFÆLDE FOR BESK-
ATNING AF SKIBSFART, UN-
DERTEGNET I LONDON DEN
18. DECEMBER 1924.

No. 808. — AGREEMENT¹ BETWEEN
THE BRITISH AND DANISH
GOVERNMENTS FOR THE RECI-
PROCAL EXEMPTION FROM IN-
COME-TAX IN CERTAIN CASES
OF PROFITS ACCRUING FROM
THE BUSINESS OF SHIPPING,
SIGNED AT LONDON, DECEM-
BER 18, 1924.

*Textes officiels anglais et danois communiqués
par le Ministre de Danemark à Berne et par
le Ministère des Affaires étrangères de Sa
Majesté Britannique. L'enregistrement de cet
accord a eu lieu le 30 janvier 1925.*

*English and Danish official texts communicated
by the Danish Minister at Berne and by His
Britannic Majesty's Foreign Office. The
registration of this Agreement took place
January 30, 1925.*

DAD EN KONGELIGE DANSKE REGERING OG
DEN KONGELIGE BRITTSKE REGERING ønsker at
afslutte en Overenskomst angaaende gensidig
Fritagelse i visse Tilfælde for Indkomstskat af
Udbytte som hidrører fra Rederivirksomhed
er de blevet enige om følgende :

HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT and
THE ROYAL DANISH GOVERNMENT, being desirous
of concluding an Agreement for the reciprocal
exemption from income-tax in certain cases of
profits accruing from the business of shipping,
have agreed as follows :

Artikel 1.

Den kongelige britiske Regering indgaar, i
Henhold til Section 18 i den af det Forenede
Kongeriges Parlament vedtagne Lov, kaldet
« Finansloven af 1923 », paa at tage de fornødne
Skridt til at fritage for Indkomstskat (indbe-
fattet Tillægsskat), at erlægge i Storbritannien
og Nordirland for Skatteansættelsesaaet 1923-
1924, der begynder den 6' April 1923, og for
hvert følgende Skatteansættelsesaaet, ethvert
Udbytte, som hidrører fra Rederivirksom-
hed, der udøves af en i Danmark bosiddende
Person eller af et Selskab, der i Danmark leder
og kontrollerer saadan Virksomhed.

Article 1.

The Government of His Britannic Majesty
agree to take the necessary steps under Section
18 of the Act of Parliament of the United
Kingdom known as the Finance Act, 1923,
for exempting from income-tax (including
super-tax) chargeable in Great Britain and
Northern Ireland for the year of assessment
1923-24, commencing on the 6th day of April,
1923, and for every subsequent year of assess-
ment, any profits which accrue from the business
of shipping carried on by an individual resident
in Denmark or by a company managing and
controlling such business in Denmark.

¹ Cet accord ne comporte pas de ratification.

¹ This Agreement does not entail Ratification.

Artikel 2.

Den kongelige danske Regering indgaar paa at tage de fornødne Skridt i Henhold til § 50 i Kongeriget Danmarks Lov Nr. 149 af 10' April 1922 for at fritage for Indkomstskat, at erlægge i Danmark for Skatteaaret 1923-24, der begynder den 1' April 1923, og for hvert følgende Skatteaar, ethvert Udbytte, som hidrører fra Rederivirksomhed, der udøves af en i Storbritannien eller Nordirland bosiddende Person eller af et Selskab, der i Storbritannien eller Nordirland leder og kontrollerer saadan Virksomhed.

Artikel 3.

Udtrykket « Rederivirksomhed » betyder Forretningsvirksomhed, der udøves af en Skibsejer, og forsaavidt denne Definition angaar, omfatter Udtrykket « Skibsejer » enhver Befragter.

Artikel 4.

Denne Overenskomst skel ophøre at have Gyldighed, saafremt og saasnaart den Fritagelse, der i Henhold til Art. 1 tilstaas med Hensyn til Indkomstskat i Storbritannien og Nordirland, eller den Fritagelse, der i Henhold til Art. 2 tilstaas med Hensyn til Indkomstskat i Danmark, ophører at have Retsgyldighed.

Til Bekræftelse heraf har de undertegnede, dertil behørigt bemyndiget undertegnet denne Overenskomst og forsynet den med deres Segl.

Udfærdiget i dobbelt Eksemplar i London den 18. December 1924.

(L. S.) P. F. AHLEFELDT-LAURVIG.
(L. S.) AUSTEN CHAMBERLAIN.

Article 2.

The Royal Danish Government agree to take the necessary steps under Article 50 of the laws of the Kingdom of Denmark No. 149 of the 10th April, 1922, for exempting from income-tax chargeable in Denmark for the tax year 1923-24, commencing on the 1st day of April, 1923, and for every subsequent tax year, any profits which accrue from the business of shipping carried on by an individual resident in Great Britain or Northern Ireland or by a company managing and controlling such business in Great Britain or Northern Ireland.

Article 3.

The expression " the business of shipping " means the business carried on by an owner of ships, and for the purposes of this definition the expression " owner " includes any charterer.

Article 4.

This Agreement shall cease to have effect if and so soon as either the relief to be granted under Article 1 hereof in respect of income-tax in Great Britain and Northern Ireland or the relief to be granted under Article 2 hereof in respect of income-tax in Denmark, ceases to have legal operation.

In witness whereof, the undersigned, duly authorised to that effect, have signed this Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate, at London, the 18th December, 1924.

(L. S.) P. F. AHLEFELDT-LAURVIG.
(L. S.) AUSTEN CHAMBERLAIN.

Pour copie conforme :

Copenhagen, le 26 janvier 1925.

Georg COHN,
Chef du Service danois de la Société
des Nations.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 808. — ACCORD ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRITANNIQUE ET DANOIS CONCERNANT L'EXEMPTION RÉCIPROQUE DE L'IMPÔT SUR LE REVENU DANS CERTAINS CAS DE BÉNÉFICES RÉALISÉS DANS LES AFFAIRES D'ARMEMENT MARITIME, SIGNÉ A LONDRES, LE 18 DÉCEMBRE 1924.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE ET LE GOUVERNEMENT ROYAL DANOIS, désireux de conclure un accord en vue d'exempter réciproquement de l'impôt sur le revenu, en certains cas, les bénéfices réalisés par des industries de transports maritimes, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique convient de prendre toutes dispositions utiles, aux termes de la section 18 de l'Acte du Parlement du Royaume-Uni dit « Loi de finance de 1923 », en vue d'exempter de l'impôt sur le revenu (y compris la « supertax ») exigible en Grande-Bretagne et dans l'Irlande du Nord pour l'exercice fiscal 1923-1924, commençant le 6 avril 1923, et tout exercice fiscal ultérieur, les bénéfices réalisés par les industries de transports maritimes exercées soit par des particuliers résidant au Danemark, soit par des sociétés dont le centre effectif de direction et de contrôle desdites industries se trouve au Danemark.

Article 2.

Le Gouvernement royal du Danemark convient de prendre toutes dispositions utiles, aux termes de l'article 50 des lois N° 149 du Royaume de Danemark, en date du 10 avril 1922, en vue d'exempter de l'impôt sur le revenu exigible au Danemark pour l'exercice fiscal 1923-1924, commençant le 1^{er} avril 1923, et pour tout exercice fiscal ultérieur, les bénéfices réalisés par les industries de transports maritimes, exercées soit par des particuliers résidant en Grande-Bretagne ou dans l'Irlande du Nord, soit par des sociétés dont le centre effectif de direction et de contrôle desdites industries se trouve en Grande-Bretagne ou dans l'Irlande du Nord.

Article 3.

L'expression « affaire d'armement maritime » s'entend des entreprises exercées par des armateurs et, au sens de cette définition, l'expression « armateur » comprend les affrêteurs.

Article 4.

Le présent Accord cessera d'être en vigueur dès que l'exemption à accorder aux termes de l'article 1 du présent Accord, pour l'impôt sur le revenu perçu en Grande-Bretagne et dans l'Irlande du Nord ou l'exemption accordée aux termes de l'art. 2 du présent Accord pour l'impôt sur le revenu perçu au Danemark, cessera d'avoir force de loi.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double, à Londres, le 18 décembre 1924.

(L. S.) P. F. AHLEFELDT-LAURVIG.

(L. S.) AUSTEN CHAMBERLAIN.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

N° 809.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET CANADA**

Convention pour la préservation des
pêcheries de flétan dans l'Océan
Pacifique du Nord, signée à Wash-
ington, le 2 mars 1923.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND CANADA**

Convention for the preservation of
the Halibut Fisheries of the North-
ern Pacific Ocean, signed at
Washington, March 2, 1923.

No. 809. — CONVENTION¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND CANADA FOR THE PRESERVATION OF THE HALIBUT FISHERIES OF THE NORTHERN PACIFIC OCEAN, SIGNED AT WASHINGTON, MARCH 2, 1923.

Texte officiel anglais communiqué par le « Advisory Officer » du Canada auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 2 février 1925.

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND, AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, and THE UNITED STATES OF AMERICA, being equally desirous of securing the preservation of the halibut fishery of the Northern Pacific Ocean, have resolved to conclude a Convention for this purpose, and have named as their Plenipotentiaries :

HIS BRITANNIC MAJESTY :

The Honourable Ernest LAPOINTE, K.C., B.A., LL.B., Minister of Marine and Fisheries of Canada ; and

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Charles Evans HUGHES, Secretary of State of the United States :

who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following articles :

Article I.

The nationals and inhabitants and the fishing vessels and boats of the Dominion of Canada and of the United States, respectively, are hereby prohibited from fishing for halibut (*Hippoglossus*) both in the territorial waters and in the high seas of the western coasts of the Dominion of Canada and of the United States, including Behring Sea, from the 16th day of November next after the date of the exchange of ratifications of this Convention, to the 15th day of the following February, both days inclusive, and within the same period yearly thereafter, provided that upon the recommendation of the International Fisheries Commission hereinafter described, this close season may be modified or suspended at any time after the expiration of three such seasons, by a special agreement concluded and duly ratified by the High Contracting Parties.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 21 octobre 1924.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 809. — CONVENTION² ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE CANADA, POUR LA PRÉSERVATION DES PÊCHERIES DE FLÉTAN DANS L'OcéAN PACIFIQUE DU NORD, SIGNÉE A WASHINGTON, LE 2 MARS 1923.

*English official text communicated by the Dominion of Canada Advisory Officer to the League of Nations.
The registration of this Convention took place February 2, 1925.*

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES POSSESSIONS BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, et LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, étant également désireux d'assurer la conservation des pêcheries de flétan dans l'Océan Pacifique Nord, ont résolu de conclure une convention à cette fin, et ont nommé comme leurs Plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ BRITANNIQUE :

L'honorable ERNEST LAPOINTE, C.R., B.A., LL.B., Ministre de la Marine et des Pêcheries du Canada ; et

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Charles Evans HUGHES, Secrétaire d'Etat des Etats-Unis ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article I.

Il est interdit par les présentes aux ressortissants et habitants et aux vaisseaux et bateaux de pêche du Dominion du Canada et des Etats-Unis, respectivement, de faire la pêche au flétan (*Hippoglossus*) soit dans les eaux territoriales, soit au large des côtes occidentales du Dominion du Canada et des Etats-Unis, y compris la mer de Behring, à partir du seizième jour de novembre suivant la date de l'échange des ratifications sur cette Convention, jusqu'au quinzième jour de février suivant, les deux dates incluses, et durant la même période de chaque année subséquente, pourvu que sur la recommandation de la Commission internationale des pêcheries ci-après décrite, cette saison prohibée puisse être modifiée ou suspendue en tout temps après l'expiration de trois saisons semblables, par un accord spécial conclu et dûment ratifié par les Hautes Parties contractantes.

¹ Communiquée par le "Advisory Officer" du Canada auprès de la Société des Nations.

¹ Communicated by the Dominion of Canada Advisory Officer to the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Washington, October 21, 1924.

It is understood that nothing contained in this Article shall prohibit the nationals or inhabitants and the fishing vessels or boats of the Dominion of Canada and of the United States, from fishing in the waters hereinbefore specified for other species of fish during the season when fishing for halibut in such waters is prohibited by this Article. Any halibut that may be taken incidentally when fishing for other fish during the season when fishing for halibut is prohibited under the provisions of this Article may be retained and used for food for the crew of the vessel by which they are taken. Any portion thereof not so used shall be landed and immediately turned over to the duly authorized officers of the Department of Marine and Fisheries of the Dominion of Canada or of the Department of Commerce of the United States. Any fish turned over to such officers in pursuance of the provisions of this Article shall be sold by them to the highest bidder, and the proceeds of such sale, exclusive of the necessary expenses in connection therewith, shall be paid by them into the treasuries of their respective countries.

Article 2.

Every national or inhabitant, vessel or boat of the Dominion of Canada or of the United States engaged in halibut-fishing in violation of the preceding article may be seized except within the jurisdiction of the other Party by the duly authorized officers of either High Contracting Party and detained by the officers making such seizure and delivered as soon as practicable to an authorized official of the country to which such person, vessel or boat belongs, at the nearest point to the place of seizure, or elsewhere, as may be mutually agreed upon. The authorities of the nation to which such person, vessel or boat belongs alone shall have jurisdiction to conduct prosecutions for the violation of the provisions of the preceding article or of the laws or regulations which either High Contracting Party may make to carry those provisions into effect, and to impose penalties for such violations ; and the witnesses and proofs necessary for such prosecutions, so far as such witnesses or proofs are under the control of the other High Contracting Party, shall be furnished with all reasonable promptitude to the authorities having jurisdiction to conduct the prosecutions.

Article 3.

The High Contracting Parties agree to appoint within two months after the exchange of ratifications of this Convention, a Commission to be known as the International Fisheries Commission, consisting of four members, two to be appointed by each Party. This Commission shall continue to exist so long as this Convention shall remain in force. Each Party shall pay the salaries and expenses of its own members, and joint expenses incurred by the Commission shall be paid by the two High Contracting Parties in equal moieties.

The Commission shall make a thorough investigation into the life history of the Pacific halibut, and such investigation shall be undertaken as soon as practicable. The Commission shall report the results of its investigation to the two Governments and shall make recommendations as to the regulation of the halibut fishery of the North Pacific Ocean, including the Behring Sea, which may seem to be desirable for its preservation and development.

Article 4.

The High Contracting Parties agree to enact and enforce such legislation as may be necessary to make effective the provisions of this Convention with appropriate penalties for violations thereof.

Il est entendu que rien dans cet article ne pourra empêcher les ressortissants ou habitants et les vaisseaux ou bateaux de pêche du Dominion du Canada et des Etats-Unis, de pêcher dans les eaux ci-dessus mentionnées d'autres espèces de poissons durant la saison où la pêche au flétan dans ces mêmes eaux est prohibée par cet article. Tout flétan qui sera pris incidemment en pêchant d'autres poissons durant la saison où la pêche au flétan est prohibée en vertu des dispositions de cet article, pourra être gardé et employé pour la nourriture de l'équipage du vaisseau qui l'aura pris. Toute quantité de flétan qui ne sera pas ainsi employée devra être débarquée et immédiatement remise aux officiers dûment autorisés du Ministère de la Marine et des Pêcheries du Dominion du Canada ou du Ministère du Commerce des Etats-Unis. Tout poisson ainsi remis à ces officiers conformément aux dispositions de cet article devra être vendu par eux au plus haut enchérisseur et le produit de chaque vente, moins les dépenses nécessaires encourues à cette fin, devra être versé par eux au trésor de leur pays respectif.

Article 2.

Tout ressortissant ou habitant, tout vaisseau ou bateau du Dominion du Canada ou des Etats-Unis faisant la pêche au flétan en contravention de l'article précédent, peut être saisi excepté lorsqu'ils sont dans les limites de la juridiction de l'autre Partie, par les officiers dûment autorisés de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes et détenu par les officiers exécutant cette saisie et livré aussitôt que possible en pratique à un fonctionnaire autorisé du pays auquel cette personne, ce vaisseau ou bateau, appartient, à l'endroit le plus rapproché du lieu de la saisie, ou ailleurs, selon une entente mutuelle entre les Parties. Les autorités de la nation à laquelle appartient cette personne, ou ce vaisseau ou bateau, auront seules juridiction pour poursuivre les infractions aux dispositions de l'article précédent ou aux lois et règlements que chacune des Hautes Parties contractantes pourront faire pour mettre en vigueur ces dispositions, et pour imposer des pénalités relativement à ces infractions ; et les témoins et preuves nécessaires à ces poursuites, devront être fournis avec toute la promptitude raisonnable, en tant que ces témoins ou preuves se trouvent sous le contrôle de l'autre Haute Partie contractante, aux autorités ayant juridiction pour conduire les poursuites.

Article 3.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de nommer, dans les deux mois qui suivront l'échange des ratifications sur cette Convention, une commission qui sera connue sous le nom de Commission internationale des Pêcheries, et composée de quatre membres, deux étant nommés par chaque Partie. Cette commission devra continuer d'exister aussi longtemps que cette Convention sera en vigueur. Chaque Partie devra payer les appointements et les dépenses de ses propres commissaires, et les dépenses conjointes, encourues par la commission, devront être payées en parties égales par les deux Hautes Parties contractantes.

La commission devra faire une étude approfondie de l'histoire naturelle du flétan du Pacifique et cette étude devra être entreprise aussitôt que possible. La commission devra présenter un rapport sur le résultat de son étude aux deux Gouvernements et devra faire des recommandations sur la réglementation de la pêche au flétan dans l'Océan Pacifique Nord, y compris la mer de Behring, selon qu'elle les croira désirables pour la conservation et le développement de cette pêche.

Article 4.

Les Hautes Parties contractantes conviennent d'édicter et de mettre en vigueur toute législation qui pourra être nécessaire pour donner effet aux dispositions de cette Convention, comportant des pénalités appropriées aux contraventions à ces dispositions.

Article 5.

This Convention shall remain in force for a period of five years and thereafter until two years from the date when either of the High Contracting Parties shall give notice to the other of its desire to terminate it. It shall be ratified in accordance with the constitutional methods of the High Contracting Parties. The ratifications shall be exchanged in Washington as soon as practicable, and the Convention shall come into force on the day of the exchange of ratifications.

In faith whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention in duplicate, and have thereunto affixed their seals.

Done at the City of Washington, the second day of March in the year of our Lord one thousand nine hundred and twenty-three.

(Signed) ERNEST LAPOINTE. (L. S.)

(Signed) CHARLES EVANS HUGHES. (L. S.)

Certified a true copy of the original.

Joseph POPE,
Under-Secretary of State for External Affairs,
Canada.

Article 5.

La présente Convention restera en vigueur pour une période de cinq années et ensuite pendant deux années après la date de l'avis donné par l'une des deux Hautes Parties contractantes à l'autre Partie de son désir de l'abroger. Elle devra être ratifiée conformément aux méthodes constitutionnelles des Hautes Parties contractantes. Les ratifications seront échangées à Washington aussitôt que possible et la Convention deviendra en vigueur le jour de l'échange des ratifications.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention en double exemplaire, et y ont apposé leurs cachets.

Fait en la cité de Washington, le deuxième jour de mars en l'année de Notre Seigneur mil neuf cent vingt-trois.

(Signé) ERNEST LAPOINTE. (L. S.)

(Signé) CHARLES EVANS HUGHES. (L. S.)

Certifié une traduction fidèle de
l'original en anglais.

J. A. LEBLANC,

*Traducteur au Ministère des
Affaires extérieures du Canada.*

N° 810.

FINLANDE ET RUSSIE

Convention relative au maintien de l'ordre dans les parties du Golfe de Finlande situées en dehors des eaux territoriales, à l'entretien d'établissements maritimes et au service du pilotage dans ce Golfe, signée à Helsingfors, le 28 juillet 1923.

FINLAND AND RUSSIA

Convention regarding the Maintenance of Order in the Parts of the Gulf of Finland situated outside Territorial Waters, the Upkeep of Maritime Installations and the Pilotage Service in the Gulf, signed at Helsingfors, July 28, 1923.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

No. 810. — SOPIMUS¹ SUOMEN JA SOSIALISTISTEN NEUVOSTOTASAVALTAIN LIITON VÄLILLÄ JÄRJESTYKSEN YLLÄPITÄMISESTÄ ALUEVESIEN ULKOPUOLELLA OLEVASSA SUOMENLAHDEN OSASSA SEKÄ MERENKULKULAITOSTEN YLLÄPITÄMISESTÄ JA LUOTSIPALVELUKSESTA MAINITULLA LAHDELLA, ALLEKIRJOITETTU HELSINGISSÄ HEINÄKUUN 28 PÄIVÄNÄ 1923.

Textes officiels finnois, russe et suédois communiqués par le Ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 2 février 1925.

SUOMEN TASAVALLAN HALLITUS ja SOSIALISTISTEN NEUVOSTOTASAVALTAIN LIITON HALLITUS ovat, haluten merenkulun turvaamiseksi Suomenlahdella järjestää Tartossa lokakuun² 14 päivänä 1920 allekirjoitetun rauhansopimuksen 19 artiklassa mainitut kysymykset järjestyksen ylläpitämisestä aluevesien ulkopuolella olevassa Suomenlahden osassa sekä merenkulkulaitosten ylläpitämisestä ja luotsipalveluksesta sanotulla lahdella, päättäneet tehdä allaolevan sopimuksen ja sitä varten valtuuttaneet :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu le 19 décembre 1924.

² Vol. III, page 6, de ce Recueil.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

No. 810. — СОГЛАШЕНИЕ¹ МЕЖДУ СОЮЗОМ СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК И ФИНЛЯНДИЕЙ О ПОДДЕРЖАНИИ ПОРЯДКА В ЧАСТИ ФИНСКОГО ЗАЛИВА ВНЕ ЧЕРТЫ ТЕРРИТОРИАЛЬНЫХ ВОД И О СОДЕРЖАНИИ МОРЕХОДНЫХ СООРУЖЕНИЙ И ЛОЦМАНСКОЙ СЛУЖБЕ В ЭТОМ ЗАЛИВЕ, ПОДПИСАННОЕ В ГОРОДЕ ГЕЛЬСИНГФОРСЕ, 28-го ИЮЛЯ 1923 ГОДА.

Finnish, Russian and Swedish official texts communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place February 2, 1925.

ПРАВИТЕЛЬСТВО СОЮЗА СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК и ПРАВИТЕЛЬСТВО ФИНЛЯНДСКОЙ РЕСПУБЛИКИ, желая в интересах безопасности мореплавания в Финском Заливе урегулировать упоминаемые в статье 19 подписанного в г. Юрьеве 14 октября 1920 года Мирного Договора² вопросы поддержания порядка в части Финского Залива вне черты территориальных вод, содержания мореходных сооружений и лоцманской службы в этом Заливе, постановили заключить нижеследующее Соглашение, уполномочив для этого :

¹ The exchange of ratifications took place December 19, 1924.

² Vol. III, page 6, of this Series.

SUOMEN TASAVALLAN HALLITUS :

A. AHONEN ;

SOSIALISTISTEN NEUVOSTOTASAVALTAIN LIITON
HALLITUS :

A. S. TCHERNIKHIN,

jotka, esitettyään toisilleen oikeiksi ja asian-
mukaisiksi havaitut valtakirjansa, ovat sopineet
seuraavasti :

I artikla.

Suomen ja Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton aluevesien ulkopuolella, itäänpäin meridianista 27° Greenwichistä lukien olevassa Suomenlahden osassa uskotaan järjestyksen ylläpitäminen Suomen ja Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton sota- ja merenkulkulaitosten aluksille, joiden on pidettävä silmällä, että kaikki mainitulla vesialueella kulkevat sopimusvaltioiden alukset noudattavat niinhysin yleisiä merenkulkusääntöjä kuin myös sellaisia erikoismääräyksiä, jotka koskevat Suomenlahden tässä osassa olevien kulkuväylien käyttämistä, sekä huolehdittava siitä, ettei merenkulkulaitoksia eikä varoitusta ynnä muita merkkejä vahingoiteta ja että ne ovat kunnossa.

Muistutus : Sopimusvaltioiden luotsi-,tulli-, merenkulku- ja merentutkimusalukset sekä puolustuslaitosten alukset eivät ole tässä artiklassa mainitun silmälläpidon alaisia.

2 artikla.

Ensimmäisessä artiklassa mainittu Suomenlahden osa jaetaan sopimusvaltioiden kesken valvontapiireihin siten, että Suomen valtion valvottavana on se osa tätä vesialuetta, joka on Suuren laivaväylän pohjoisen sivun pohjoispuolella, ja Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton valtion valvottavana se osa, joka on saman pohjoisen sivun sekä Suursaaren ja Somerin aluevesien eteläpuolella.

Muistutus 1 : Yllämainitut piirit ovat merkityt tähän sopimukseen liitetyle venäläiselle

ПРАВИТЕЛЬСТВО СОЮЗА СОВЕТСКИХ
СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК :

A. С. ЧЕРНЫХ ;

ПРАВИТЕЛЬСТВО ФИНЛЯНДСКОЙ РЕС-
ПУБЛИКИ :

A. АХОНЕН.

Означенные Уполномоченные, по взаимном пред'явлении своих полномочий, признанных составленными в должной форме и законном порядке, согласились о нижеследующем :

Статья 1.

В части Финского Залива, находящейся вне черты территориальных вод Союза Советских Социалистических Республик и Финляндии к востоку от меридиана 27° по Гринвичу, поддержание порядка поручается военным и гидрографическим судам Союза Советских Социалистических Республик и Финляндии, на обязанности коих лежит наблюдение за выполнением всеми плавающими в упомянутой части Залива судами договаривающихся государств как общих навигационных правил, так и специальных постановлений, касающихся пользования находящимися в этой части Залива фарватерами, а равно наблюдение за неприкосновенностью и исправностью навигационных сооружений, предостерегательных знаков и прочих знаков.

Примечание. Принадлежащие договаривающимся государствам суда лотманские, таможенные, мореходного ведомства, промерных экспедиций и военные не подлежат упоминаемому в настоящей статье наблюдению.

Статья 2.

Указанная в статье 1 часть Финского Залива делится между договаривающимися государствами для осуществления надзора по участкам таким образом, что для наблюдения Финляндского государства предоставляется та часть упомянутого водного пространства, которая находится к северу от северной кромки Большого Корабельного Фарватера, а для наблюдения Союза Советских Социалистических Республик часть, находящаяся к югу от той же северной кромки и территориальных вод островов Гогланда и Коммерса.

Примечание 1. Указанные выше участки внесены на прилагаемую к сему Соглашению русскую

merikartalle N:o 1492 (vuoden 1923 painos). Suuren laivaväylän pohjoinen sivu kulkee 60° 6',5 leveydellä ja 28° 54' pituudella olevasta pisteestä 60° 11',5 leveydellä ja 27° 58',5 pituudella olevaan pisteeseen ja siitä edelleen 60° 3',5 leveydellä ja 27° 11' pituudella olevaan pisteeseen.

Jos tämän artiklan teksti ja kartta havaitaan ristiriitaisiksi, on kartalla ratkaiseva merkitys.

Muistutus 2: Tässä artiklassa mainittu järjestyksen ylläpitämistä tarkoittava valvonta ei saa estää tai vaikeuttaa Suomenlahdessa Suuren laivaväylän eteläpuolella olevien Suomelle kuuluvien saarten liikenneyhteyttä keskenään tai Suomen mantereen välillä.

3 artikla.

Kaikki tämän sopimuksen ensimmäisessä artiklassa mainituilla vesillä kulkevat molempien sopimusvaltioiden alukset ovat velvolliset noudattamaan sanotun artiklan nojalla toimivien erikoisalusten sellaisia ohjeita ja vaatimuksia, jotka perustuvat tämän sopimuksen määräyksiin. Sitä varten on kyseessä olevien alusten heti ensi vaatimuksesta pysähdyttävä.

4 artikla.

Jos merenkulkusääntöjä rikotaan tai merenkululaitoksia ja varoitus- ynnä muita merkkejä vahingoitetaan, laatii valvonnasta huoltavan aluksen päällikkö kulloinkin asiakirjan, johon rikoksen tehneen aluksen päällikön on merkittävä, että hän on ollut tilaisuudessa saapuvilla. Tämä asiakirja lähetetään diplomaattista tietä sen valtion hallitukselle, jonka lippua rikkomuksen tehnyt alus käyttää.

Jos rikoksen tehnyt alus ennättää poistua toisen sopimusvaltion aluevesille, laaditaan siitä erityinen asiakirja, jonka allekirjoittavat vartiolaivan päällikkö ja kaksi miehistön jäsentä, ja jätetään tämä asiakirja mainitun valtion asianomaisille viranomaisille diplomaattista tietä.

5 artikla.

Aluksilla, jotka huolehtivat valvonnasta tämän sopimuksen ensimmäisessä artiklassa mai-

морскую карту № 1492 (издание 1923 года). Северная кромка Большого Корабельного Фарватера проходит от пункта, лежащего в широте 60° 6',5 и долготы 28° 54', до пункта, лежащего в широте 60° 11',5 и долготы 27° 58',5 и отсюда далее до пункта, лежащего в широте 60° 3',5 и долготы 27° 11'.

В случае разногласия текста настоящей статьи с картой, преимущество отдается карте.

Примечание 2. Упомянуемое в настоящей статье наблюдение, имеющее целью поддержание порядка, не должно препятствовать или затруднять для расположенных в Финском Заливе к югу от Большого Корабельного Фарватера, принадлежащих Финляндии островов, взаимные между ними и материком Финляндии сообщения.

Статья 3.

Все плавающие в водах, указанных в статье 1-й настоящего Соглашения, суда обоих договаривающихся государств обязаны руководствоваться указаниями и требованиями специальных судов, несущих службу во исполнение упомянутой статьи, основывающимися на постановлениях настоящего Соглашения. В сих водах означенные суда обязаны немедленно по первому требованию останавливаться.

Статья 4.

В случае нарушения навигационных правил или порчи навигационных сооружений, предостерегательных или иных знаков, командиром судна, несущего наблюдение, составляется акт, в котором командир совершившего деликт судна обязан отметить, что он при этом присутствовал. Означенный акт препровождается в дипломатическом порядке Правительству того государства, под флагом которого плавает совершившее деликт судно.

Если совершившее деликт судно успело укрыться в территориальных водах другого договаривающегося государства, о том составляется особый акт за подписью командира охранного судна и двух членов экипажа, каковой акт передается соответствующим властям этого государства в дипломатическом порядке.

Статья 5.

Суда несущие наблюдение в водах, указанных в статье 1 настоящего Соглашения, обязаны

nitulla vesillä, tulee olla, paitsi säädettyjä laivakirjoja, erityinen asianomaisen valtion viranomaisen antama suomen-, venäjän- ja englanninkielinen todistus.

6 artikla.

Myrskyn, sumun, jäästeiden tai merionnettomuuksien sattua ovat tämän sopimuksen edellisessä artiklassa mainitut alukset oikeutetut kansainvälisen tavan mukaan etsimää suojaa toisen valtion aluevesillä ja menemään siellä hätäsatamaan (*relâche forcée*).

7 artikla.

Tämän sopimuksen toisessa artiklassa mainituissa valvontapiireissä sitoutuvat sopimusvaltiot, kumpikin piirissään, ylläpitämään ja hoitamaan tarpeellisia poijuja, reimareita ynnä muita merimerkkejä.

8 artikla.

Suomi sitoutuu ylläpitämään ja hoitamaan sen alueella olevat Seivästön, Seiskarin, Lavansaaren ylemmän, Lavansaaren alemman, Narvin, Somerin, Ison Tytärsaaren, Suursaaren eteläisen, Suursaaren ylemmän pohjoisen, Suursaaren alemman pohjoisen ja Rödskärin (Ruuskerin) majakat sekä Lavansaaren ja Virginin tunnusmajakat.

Mahdollisesti tarvittavien uusien laitosten perustamisesta ja niistä johtuvista kustannuksista on erittäin sovittava.

9 artikla.

Tämän sopimuksen kahdeksannen artiklan ensimmäisessä kappaleessa mainittujen merenkululaitosten ylläpidosta ja hoidosta aiheutuvat kustannukset tulee kummankin sopimusvaltion tasan korvata.

10 artikla.

Tämän sopimuksen seitsemännessä ja kahdeksännessä artikloissa mainittujen merenkululaitosten ja merimerkkien ylläpitämistä ja

иметь сверх обычных судовых документов особое, выданное соответствующими органами подлежащего государства; свидетельство на русском, финском и английском языках.

Статья 6.

В случае бури, тумана, ледяных препятствий или несчастий на море суда, поименованные в предшествующей статье настоящего Соглашения имеют право согласно международному обычаю искать убежища в территориальных водах другого договаривающегося государства и заходить там в гавани (*relâche forcée*).

Статья 7.

В упомянутых в статье 2 настоящего Соглашения участках наблюдения договаривающиеся государства обязуются содержать в исправности и в действии, каждое в своем участке, необходимые буи, вежи и прочие морские знаки.

Статья 8.

Финляндия обязуется поддерживать в исправности и действии находящиеся на ее территории маяки Стирсуден, Сескар, Лавенсарский верхний, Лавенсарский нижний, Нерва, Сомерс, Б. Тютерс, Гогландский южный, Гогландский верхний северный, Гогландский нижний северный и Редшер, а равно башню Лавенсари и знак Виргин.

Об устройстве могущих оказаться необходимыми новых сооружений и связанных с ними расходов должно состояться особое соглашение.

Статья 9.

Вызываемые содержанием в исправности и действии упоминаемых в абзаце 1 статьи 8 настоящего Соглашения мореходных сооружений расходы покрываются поровну обоими договаривающимися государствами.

Статья 10.

Вопросы, касающиеся содержания в исправности и действии упоминаемых в статьях 7 и 8 мореходных сооружений и морских знаков

hoitoa sekä kahdeksannen artiklan ensimmäisessä kappaleessa mainittujen laitosten aiheuttamien kustannusten suorittamista koskevia kysymyksiä käsitellään sopimusvaltioiden asianomaisten virastojen edustajain välisissä neuvotteluissa.

Näitä neuvottelukokouksia on pidettävä vuosittain ennen kesäpurjehduskauden ja ennen talvipurjehduskauden alkua vuorotellen jossain Suomen ja Sosialististen Neuvostotavaltain Liiton kaupungissa.

Sopimusvaltioilla on oikeus tarpeen vaatiessa ehdottaa ylimääräisten neuvottelukokouksien kokoonkutsumisista.

Kokouksissa tehdyt päätökset ovat alistettavat asianomaisten virastojen hyväksyttäväksi kummassakin sopimusvaltiossa tässä suhteessa voimassa olevien määräysten mukaisesti.

II artikla.

Sopimusvaltiot sitoutuvat mikäli mahdollista etukäteen ilmoittamaan toisilleen niin hyvin merenkulkulaitosten ja merimerkkien poistamisesta ja siirtämisestä kuin myös niiden asettamisesta uusiin paikkoihin sekä majakkain ynnä muiden sellaisten laitosten toiminnan muuttamisesta Suomenlahdella.

12 artikla.

Onnettomuuden sattuessa merellä ovat kummankin valtion alukset ja pelastusasemat kansainvälisen tavan mukaan velvolliset kaikin tavoin auttamaan hädänalaisia. Tätä määräystä sovelletaan myöskin onnettomuuden sattuessa toisen valtion aluevesillä, milloin sen puolelta apua ei saada tai saatu apu on riittämätön.

13 artikla.

Sopimusvaltiot sitoutuvat merenkulun turvaamisen tarkoituksessa antamaan toisilleen luettelon luotsiasemistaan sekä ilmoittamaan niiden sijoituksesta ynnä luotsipalvelussäännöistä.

Jos käy välttämättömäksi perustaa seka-luotsiasemia, on siitä erittäin sovittava tämän sopimuksen kymmenennessä artiklassa määrättyssä järjestyksessä.

ja покрытия вызываемых упоминаемыми в абзаце 1 статьи 8 сооружениями расходов рассматриваются на конференциях представителей подлежащих установлений договаривающихся государств.

Конференции эти должны быть созываемы ежегодно перед началом весенней навигации и перед зимней навигацией, поочередно в одном из городов Союза Советских Социалистических Республик и Финляндии.

Договаривающиеся государства имеют право в случае надобности возбуждать вопрос о внеочередном созыве таковой конференции.

Постановляемые на заседаниях конференции решения должны быть представляемы на одобрение соответствующих установлений, согласно действующим постановлениям каждого договаривающегося государства.

Статья 11.

Договаривающиеся государства принимают на себя обязательство взаимного и по мере возможности предварительного оповещения об удалении или перемещении мореходных сооружений и морских знаков, а равно об установлении их на новых местах и об изменении действия маяков и иных тому подобных сооружений в Финском Заливе.

Статья 12.

В случае несчастий на море как суда так и спасательные станции обоих государств обязаны согласно международному обычаю оказывать потерпевшим всяческую помощь. Правило это применяется и в случае несчастий в территориальных водах другого договаривающегося государства, когда помощь с его стороны отсутствует или является недостаточной.

Статья 13.

Договаривающиеся государства обязуются в видах обеспечения безопасности плавания сообщить друг другу списки своих лоцманских станций, место их расположений и правила лоцманской службы.

В случае необходимости устройства смешанных лоцманских станций, об этом должно состояться особое соглашение в порядке статьи 10-й настоящего Соглашения.

14 artikla.

Tämä sopimus on ratifioitava ja tulee ratifioimisasiakirjojen vaihdon tapahtua Helsingissä niin pian kuin mahdollista.

15 artikla.

Tämä sopimus astuu voimaan niin pian kuin ratifioimisasiakirjat ovat asianmukaisesti vaihdetut, ja pysyy voimassa siksi, kunnes yksi vuosi on kulunut siitä lukien, kun jompikumpi sopimusvaltio on sen irtisanonut.

16 artikla.

Tämä sopimus on laadittu kahtena suomen-, ruotsin- ja venäjänkielisenä kappaleena, ja ovat kaikki tekstit yhtä todistusvoimaisia.

Ylläolevan vakuudeksi ovat kummankin sopimusvaltion valtuutetut allekirjoittaneet ja sineteillään vahvistaneet tämän sopimuksen.

HELSINGISSA, heinäkuun 28 päivänä 1923.

(L. S.) A. AHONEN.

(L. S.) A. ЧЕРНЫХ.

Статья 14.

Настоящее Соглашение подлежит ратификации и обмен ратификационными грамотами должен состояться в Гельсингфорсе в кратчайший по возможности срок.

Статья 15.

Настоящее Соглашение вступает в силу немедленно по обмену ратификационными грамотами и остается в силе впредь до истечения одного года, считая со дня заявления одним из договаривающихся государств об отказе.

Статья 16.

Настоящее Соглашение составлено в двух экземплярах на русском, финском и шведском языках и все тексты одинаково аутентичны.

В удостоверение всего изложенного Уполномоченные обоих договаривающихся государств подписали настоящее Соглашение и скрепили его своими печатями.

Гельсингфорс, 28 июля 1923 года.

(L. S.) A. ЧЕРНЫХ.

(L. S.) A. AHONEN.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

No. 810. — KONVENTION¹ MELLAN FINLAND OCH SOCIALISTISKA RÅDSREPUBLICERNAS FÖRBUND ANGÅENDE ORDNINGENS UPPRÄTTHÅLLANDE I DEN UTANFÖR TERRITORIALVATTNEN LIGGANDE DELEN AV FINSKA VIKEN SAMT ANGÅENDE UPPRÄTTHÅLLANDE AV SJÖFARTSANLÄGGNINGAR OCH OM LOTSTJÄNST Å OMFÖRMÄLDA VIK, UNDERTECKNAD I HELSINGFORS DEN 28 JULI 1923.

REPUBLICEN FINLANDS REGERING OCH SOCIALISTISKA RÅDSREPUBLICERNAS FÖRBUNDS REGERING hava, besjälade av önskan att för säkerställande av sjöfarten å Finska viken ordna de i artikel 19 av det i Dorpat den 14 oktober 1920 undertecknade fredsfördraget² omförmälda frågorna rörande ordningens upprätthållande i den utanför territorialvattnen liggande delen av Finska viken samt om upprätthållande av sjöfartsanläggningar och om lotstjänst å sagda vik, beslutat avsluta nedanstående konvention och därtill befullmäktigat :

REPUBLICEN FINLANDS REGERING :

A. AHONEN ;

SOCIALISTISKA RÅDSREPUBLICERNAS FÖRBUNDS REGERING :

A. S. TCHERNIKH,

vilka, efter att hava för varandra uppvisat sina i god och behörig form befunna fullmakter, överenskommit som följer :

Artikel 1.

I den utanför Finlands och Socialistiska Rådsrepublikernas Förbunds territorialvattnen, österom meridianen 27^o räknat från Greenwich liggande delen av Finska viken anförtros ordningens upprätthållande åt finska och Socialistiska Rådsrepublikernas Förbunds krigs- och sjöfartsväsendens fartyg, vilka skola övervaka, att samtliga de fördragsslutande staternas fartyg, vilka trafikera omförmälda vattenområde, iakttaga såväl allmänna regler om sjöfart som ock sådana specialbestämmelser, vilka gälla användningen av farlederna i denna del av Finska viken, samt hava omsorg om, att varken sjöfartsanläggningar eller varnings- samt andra märken skadas och att de äro i skick.

Anmärkning. De fördragsslutande staternas lots-, tull-, sjöfarts- och havsforskningsfartyg ävensom försvarsväsendets fartyg äro icke underkastade i denna artikel omförmäld uppsikt,

Artikel 2.

Den i första artikeln angivna delen av Finska viken delas mellan de fördragsslutande staterna i bevakningsdistrikt sålunda, att finska staten äger bevaka den del av detta vattenområde, som

är belägen norrom norra gränslinjen av den Stora farleden, och Socialistiska Rådsrepublikens Förbund bevaka den del, som är belägen söderom sagda norra gränslinje samt Hoglands och Sommarö territorialvatten.

Anmärkning 1. Ovannämnda distrikt äro angivna å det denna konvention åtföljande ryska sjökortet N:o 1492 (1923 års upplaga). Stora farledens norra gränslinje löper från en punkt, som ligger på 60° 6',5 bredd och 28° 54' längd, till en punkt, liggande på 60° 11',5 bredd och 27° 58',5 längd, och därifrån vidare till en punkt på 60° 3',5 bredd och 27° 11' längd.

Om texten i denna artikel och sjökortet icke överensstämmer med varandra, tillägges sjökortet avgörande vitsord.

Anmärkning 2. Den i denna artikel omförmälda bevakning, som avser ordningens upprätthållande, må icke hindra eller försvåra trafikförbindelsen mellan de i Finska viken söderom Stora farleden belägna till Finland hörande öar sinsemellan eller med finska fastlandet.

Artikel 3.

Samtliga de fördragsslutande staternas fartyg, vilka trafikera de i första artikeln av denna konvention nämnda vatten, äro skyldiga att iakttaga sådana av de med stöd av sagda artikel tjänstgörande specialfartygen givna anvisningar och förhållningsorder, vilka grunda sig på bestämmelserna i denna konvention. För detta ändamål skola ifrågavarande fartyg genast vid första anfordran stanna.

Artikel 4.

Inträffar förseelse mot sjöfartsreglerna eller skadas sjöfartsanläggningar och varnings- jämte andra märken, upprättar befälhavaren å vakthavande fartyget varje gång en handling, å vilken befälhavaren på det fartyg, som begått förseelsen, äger anteckna, att han därvid närvarit. Denna handling översändes på diplomatisk väg till regeringen i den stat, vars flagga det fartyg, som begått förseelsen, för.

Hinner det fartyg, som begått förseelsen, avlägsna sig till den andra fördragsslutande statens territorialvatten, uppgöres däröver särskild handling, som undertecknas av befälhavaren på vaktfartyget och två medlemmar av besättningen, och överlämnas denna handling på diplomatisk väg till vederbörande myndighet i omförmälda stat.

Artikel 5.

De fartyg, vilka handhava bevakningen å de i första artikeln av denna konvention omförmälda vatten, skola, utom stadgade skeppshandlingar, medföra särskilt av behörig myndighet i vederbörande stat utfärdad, på finska, ryska och engelska språken avfattad intyg.

Artikel 6.

Vid storm, tjocka, ishinder eller sjöolyckor äro i föregående artikel av denna konvention omförmälda fartyg berättigade att enligt internationell sed söka skydd å den andra statens territorialvatten och där inlöpa i nödhamn (relâche forcée).

Artikel 7.

Inom de i andra artikeln av denna konvention omnämnda bevakningsdistrikt förbinda sig de fördragsslutande staterna att envar inom sitt distrikt upprätthålla och sköta nödiga bojer, remmare och andra sjömärken.

Artikel 8.

Finland förbinder sig att upprätthålla och sköta inom dess territorium belägna Styrskär, Seitskär, Lavansaari övre, Lavansaari nedre, Nervö, Sommarö, Stora Tytterskär, Hoglands södra, Hoglands övre norra, Hoglands nedre norra och Rödskärs (Ruuskeri) fyrar samt Lavansaari och Virgins båkar.

Om inrättande av möjligen erforderliga nya anläggningar och av dem påkallade kostnader skall särskilt överenskommas.

Artikel 9.

Kostnaderna för skötseln och upprätthållandet av de i första stycket av åttonde artikeln av denna konvention omförmälda sjöfartsanläggningar, skola ersättas till lika delar av vardera fördragsslutande staten.

Artikel 10.

Frågor rörande upprätthållande och skötsel av de i sjunde och åttonde artiklarna av denna konvention omförmälda sjöfartsanläggningar och sjömärken samt rörande bestridande av kostnaderna för de i första stycket av åttonde artikeln nämnda anläggningarna handläggas vid konferenser mellan representanter för vederbörande myndigheter i de fördragsslutande staterna.

Sådana konferenser skola äga rum årligen före sommarseglationens och före vinterseglationens början, turvis i någon stad i Finland och Socialistiska Rådsrepublikernas Förbund.

De fördragsslutande staterna äga rätt att vid behov föreslå sammankallande av extra konferenser.

Vid konferenserna fattade beslut skola underställas vederbörande myndigheters godkännande, i överensstämmelse med de i vardera fördragsslutande staten i detta avseende gällande bestämmelser.

Artikel 11.

De fördragsslutande staterna förbinda sig att för såvitt möjligt på förhand delgiva varandra såväl avlägsnande och förflyttning av sjöfartsanläggningar och sjömärken som jämväl om deras förläggning till nya platser samt om ändring i fyrars och andra sådana anläggningars verksamhet i Finska viken.

Artikel 12.

Vid olycka till sjöss äro vardera statens fartyg och räddningsstationer enligt internationell sed skyldiga att med alla medel bistå nödställda. Denna bestämmelse tillämpas jämväl vid olycka inom den andra statens territorialvatten, då från dess sida hjälp icke kan erhållas eller erhållen hjälp är otillräcklig.

Artikel 13.

De fördragsslutande staterna förbinda sig att för säkerställande av sjöfarten meddela varandra förteckning över sina lotsstationer och deras förläggning samt delgiva varandra sina lotstjänstgöringsstadgar.

Därest inrättande av blandade lotsstationer visar sig nödvändigt, skall därom särskilt överenskommas i den ordning, som bestämmes i tionde artikeln av denna konvention.

Artikel 14.

Denna konvention skall ratificeras och bör utväxlingen av ratifikationsurkunderna äga rum i Helsingfors snarast möjligt.

Artikel 15.

Denna konvention träder i kraft så snart ratifikationsurkunderna blivit vederbörligen utväxlade och är gällande intill dess ett år förflutit, räknat från den tidpunkt, då någondera fördragsslutande staten uppsagt densamma.

Artikel 16.

Denna konvention är upprättad i två exemplar på finska, svenska och ryska språken och äga samtliga texter samma giltighet.

Till bekräftande av ovanstående hava vardera fördragsslutande statens befullmäktigade ombud undertecknat denna konvention och försett densamma med sina sigill.

HELSINGFORS, den 28 juli 1923.

(L. S.) A. AHONEN.

(L. S.) А. ЧЕРНЫХ.

¹ TRADUCTION.

No. 810. — CONVENTION ENTRE LA FINLANDE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, RELATIVE AU MAINTIEN DE L'ORDRE DANS LES PARTIES DU GOLFE DE FINLANDE SITUÉES EN DEHORS DES EAUX TERRITORIALES, A L'ENTRETIEN D'ÉTABLISSEMENTS MARITIMES ET AU SERVICE DU PILOTAGE DANS CE GOLFE, SIGNÉE A HELSINGFORS, LE 28 JUILLET 1923.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE et LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, désireux de régler, dans l'intérêt de la sécurité de la navigation dans le Golfe de Finlande, les questions mentionnées à l'article 19 du Traité de Paix signé à Dorpat, le 14 octobre 1920, et relatives au maintien de l'ordre dans les parties du Golfe de Finlande situées en dehors des eaux territoriales, à l'entretien d'établissements maritimes et au service de pilotage dans ce Golfe, ont décidé de conclure la présente Convention et, à cet effet, se sont fait représenter, savoir :

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE, par :

M. A. AHONEN ;

LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, par :

M. A. S. TCHERNIKH,

qui, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 810. — CONVENTION BETWEEN FINLAND AND THE UNION OF SOCIALIST SOVIET REPUBLICS REGARDING THE MAINTENANCE OF ORDER IN THE PARTS OF THE GULF OF FINLAND SITUATED OUTSIDE TERRITORIAL WATERS, THE UPKEEP OF MARITIME INSTALLATIONS AND THE PILOTAGE SERVICE IN THE GULF, SIGNED AT HELSINGFORS, JULY 28, 1923.

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND and THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOCIALIST SOVIET REPUBLICS being desirous, in the interests of navigation in the Gulf of Finland, of effecting a settlement in regard to the questions mentioned in Article 19 of the Peace Treaty signed at Dorpat, on October 14, 1920, concerning the maintenance of order in the parts of the Gulf of Finland situated outside the territorial waters, the upkeep of maritime installations and the pilotage service in the Gulf, have decided to conclude the following Convention, and have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

M. A. AHONEN ;

THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOCIALIST SOVIET REPUBLICS :

M. A. S. TCHERNIKH,

who, having communicated their full powers, which were found to be in good and due form, have agreed as follows :

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 1.

Dans la partie du Golfe de Finlande située en dehors des eaux territoriales de la République de Finlande et de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes, et à l'est du méridien 27° de Greenwich, le maintien de l'ordre sera confié aux bâtiments de guerre et aux bâtiments du service hydrographique appartenant à la Finlande et à l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes. Ces bâtiments devront veiller à ce que tous les navires appartenant aux deux Etats contractants et navigant dans la partie du Golfe de Finlande ci-dessus mentionnée observent, tant les règlements généraux de navigation que les prescriptions spéciales concernant l'utilisation des eaux navigables dans cette partie du Golfe, et à ce que les constructions destinées à la navigation ; les signaux d'avertissement et autres signaux restent intacts et en bon état.

Remarque. — Les bateaux de pilotage, de douane, du service maritime, de sondage et les navires de guerre ne sont pas soumis à la surveillance dont il est question plus haut.

Article 2.

La partie du Golfe de Finlande indiquée à l'article premier sera partagée, aux fins du contrôle, entre les deux Etats contractants, de manière que la partie qui est située au nord de la limite nord de la passe de Bolchoï Korabel soit contrôlée par la Finlande, et la partie située au sud de cette limite et des eaux territoriales des îles Hogland et de Sommers, par l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes.

Remarque 1. — Les zones indiquées plus haut seront marquées sur la carte maritime russe N° 1492 (édition 1923), qui sera annexée à la présente Convention. La limite nord de la passe de Bolchoï Korabel s'étendra du point situé par 60°6'5" de latitude et 28°54' de longitude, à un point situé par 60°11'5" de latitude et 27°58'5" de longitude jusqu'au point situé par 60°3'5" de latitude et à 27°11' de longitude.

En cas de divergence entre le texte du présent article et la carte, la carte fera foi.

Remarque 2. — La surveillance dont il est question au présent article, surveillance établie

Article 1.

In the parts of the Gulf of Finland situated outside the territorial waters of Finland and of the Union of Socialist Soviet Republics, east of longitude 27° E. of Greenwich, the maintenance of order shall be entrusted to the warships and hydrographic vessels of Finland and of the Union of Socialist Soviet Republics, which shall ensure that all vessels of the Contracting States sailing in the above-mentioned waters observe the general rules for navigation and any special regulations applying to the navigable channels in this part of the Gulf of Finland, that neither maritime installations nor warning or other marks are damaged, and that they are kept in good condition.

Note. — The control referred to in the present article shall not apply to pilotage, Customs, navigation and marine research vessels belonging to the Contracting States, or to their warships.

Article 2.

The part of the Gulf of Finland mentioned in Article 1 shall be divided between the Contracting States into areas of control ; the Finnish State shall control the area situated north of the northern boundary line of the Main Channel (Stora Farled) and the Union of Socialist Soviet Republics shall control the area situated south of the said northern boundary line and the territorial waters of Hogland and Sommarö.

Note 1. — The above-mentioned districts are marked on the Russian Chart No. 1492 (1923 edition) attached to the present Convention. The northern boundary line of the Main Channel runs from a point situated 60°6'.5 N and 28°54' E to a point situated 60°11'.5 N and 27°58'.5 E and thence to a point 60°3'.5 N and 27°11' E.

Should there be any divergence between the text of the present article and the chart, the chart shall be regarded as authentic.

Note 2. — The control provided for in the present article, being instituted with a view to

en vue de maintenir l'ordre, ne devra ni empêcher ni entraver le trafic entre le continent finlandais et les îles finlandaises situées dans le Golfe de Finlande au sud de la passe de Bolchoï Korabel.

Article 3.

Tous les navires naviguant dans les eaux mentionnées à l'article premier de la présente Convention et appartenant aux deux Etats contractants, se conformeront aux ordres et aux demandes des bâtiments spéciaux chargés d'assurer le service dont il est question à l'article mentionné ci-dessus, conformément aux prescriptions de la présente Convention. A cet effet, les dits navires devront s'arrêter à la première sommation.

Article 4.

En cas d'infraction aux règlements de navigation ou de dégâts causés aux constructions destinées à la navigation, aux signaux d'avertissement ou autres signaux, le commandant du vaisseau chargé d'effectuer la surveillance dressera un procès-verbal dans lequel le commandant du navire auquel l'infraction est reprochée devra certifier qu'il était présent au moment où cet acte a été accompli. Le procès-verbal en question sera remis, par la voie diplomatique, au Gouvernement de l'Etat sous le pavillon duquel navigue le navire inculpé.

Si le navire inculpé a réussi à se cacher dans les eaux territoriales de l'autre Etat contractant, un procès-verbal spécial, portant la signature du commandant du bâtiment de surveillance et de deux membres de l'équipage, sera dressé à cet effet et sera transmis, par la voie diplomatique, aux autorités compétentes de cet Etat.

Article 5.

Les bâtiments chargés de la surveillance dans les eaux mentionnées à l'article premier de la présente Convention, devront être munis, outre les papiers réglementaires à l'usage des navires, d'un certificat spécial délivré par les autorités compétentes de leur Etat et établi en langues russe, finlandaise et anglaise.

the maintenance of order, shall not prevent or impede traffic between islands belonging to Finland, situated in the Gulf of Finland to the south of the Main Channel, whether from island to island or between an island and the Finnish mainland.

Article 3.

All vessels of the Contracting States sailing in the waters specified in Article 1 of the present Convention shall observe the directions and instructions which the special vessels on duty in virtue of the said article may give them under the terms of the present Convention; for this purpose such vessels shall immediately stop when first summoned to do so.

Article 4.

Should any infringement of the rules of navigation take place, or should the maritime installations or the warning or other marks be damaged, the Commander of the vessel on duty shall in all cases draw up a statement, in which the Commander of the vessel that has committed the infringement must certify that he was present. This document shall be sent through the diplomatic channel to the Government of the State whose flag was flown by the vessel committing the infringement.

If the vessel in question succeeds in withdrawing to the territorial waters of the other Contracting State, a special statement shall be drawn up, and signed by the Commander of the vessel on duty and by two members of the crew; this statement shall be transmitted through the diplomatic channel to the competent authority of the State in question.

Article 5.

Vessels which exercise the control in the waters mentioned in Article 1 of this Convention shall carry, in addition to the regular ship-papers, a special certificate, issued by the competent authority of the State in question, and drawn up in the Finnish, Russian and English languages.

Article 6.

En cas de tempête, de brouillard, de glaces ou d'accident, les bâtiments mentionnés à l'article précédent de la présente Convention, seront autorisés, conformément à l'usage international, à se réfugier dans les eaux territoriales et dans les ports de l'autre Etat contractant (relâche forcée).

Article 7.

Dans les zones mentionnées à l'article 2 de la présente Convention, les Etats contractants s'engagent à conserver en bon état et à entretenir, chacun dans sa zone, les bouées, balises et autres signaux maritimes.

Article 8.

La Finlande s'engage à conserver en bon état et à entretenir les phares suivants situés sur son territoire : Seiv-äst-ön, Seiskarin, Haut-Lavansaaren, Bas-Lavansaaren, Varvin, Somerin, Ison Tytärsaaren, Sud-Suursaaren, Haut-Suursaaren septentrional, Bas-Suursaaren septentrional et Röd-Skärin, ainsi que la tour de Lavansaaren et le signal de Virginin.

Dans le cas où il serait nécessaire de procéder à de nouvelles constructions, une Convention spéciale devra être conclue.

Article 9.

Les frais occasionnés par la conservation et l'entretien des installations maritimes dont il est question au premier alinéa de l'article 8 de la présente Convention, seront supportés de moitié par chacun des deux Etats contractants.

Article 10.

Les questions concernant la conservation et l'entretien des installations et signaux maritimes mentionnés aux articles 7 et 8 et la répartition des frais occasionnés par les constructions dont il est question au premier alinéa de l'article 8, seront réglées dans des conférences auxquelles prendront part les représentants des autorités compétentes des Etats contractants.

Article 6.

In case of stress of weather, fog, obstruction by ice, or accident, the vessels mentioned in the previous article of the present Convention shall be entitled, in accordance with international custom, to seek refuge in the territorial waters of the other State and to put into port there (relâche forcée).

Article 7.

The Contracting States undertake to maintain and keep in good order the necessary buoys, beacons and other navigation marks in their respective areas of control, as described in Article 2 of the present Convention.

Article 8.

Finland undertakes to maintain and keep in good order the lighthouses of Styrstudd, Seitskär, Upper Lavansaari, Lower Lavansaari, Nervö, Sommarö, Stora Tytterskär, Hogland South, Upper North Hogland, Lower North Hogland and Rödsjär (Ruuskeri) as well as the Lavansaari and Virgin, lights all of which are situated in its territory.

Special agreements shall be concluded with regard to the erection and the cost of any new installations which may be required.

Article 9.

The cost of the upkeep and maintenance of the maritime installations mentioned in the first part of Article 8 of the present Convention shall be borne by the Contracting States in equal parts.

Article 10.

Conferences between representatives of the competent authorities of the Contracting States shall be held for the purpose of dealing with questions regarding the maintenance and upkeep of the maritime installations and navigation marks mentioned in Articles 7 and 8 of the present Convention and regarding the defraying of the cost of the installations referred to in the first part of Article 8.

Ces conférences devront être convoquées chaque année avant le début de la navigation de printemps et avant la navigation d'hiver, dans une des villes de la Finlande et de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes, à tour de rôle. Les États contractants seront autorisés, en cas de nécessité, à proposer la convocation d'une conférence extraordinaire.

Les décisions prises au cours de ces conférences devront être soumises à l'approbation des autorités compétentes, conformément aux prescriptions en vigueur dans chacun des deux États contractants.

Article 11.

Les États contractants s'engagent à se communiquer réciproquement et, autant que possible, au préalable, des renseignements sur la destruction, le déplacement ou le nouvel emplacement des installations et des signaux maritimes, et sur les changements survenus dans le fonctionnement des phares et d'autres constructions semblables, situés dans le Golfe de Finlande.

Article 12.

En cas d'accident de mer, les navires et les stations de secours des deux États contractants devront, conformément aux usages internationaux, se porter au secours des sinistrés. La même règle sera applicable pour l'un des États contractants en cas d'accidents survenus dans les eaux territoriales de l'autre, en cas d'absence ou d'insuffisance de secours de la part de ce dernier.

Article 13.

Les États contractants s'engagent, en vue d'assurer la sécurité de la navigation, à se communiquer réciproquement les listes de leurs stations de pilotage, l'emplacement de ces dernières et les règlements concernant le service de pilotage.

Dans le cas où il serait nécessaire de procéder à l'établissement de stations de pilotage communes, une convention spéciale, dans l'esprit de l'article 10 de la présente Convention, devra être conclue à ce sujet.

These conferences shall take place annually before the beginning of the summer and winter navigation seasons, alternately at towns situated in Finland and in the Union of Socialist Soviet Republics.

The Contracting States may summon special conferences when required.

The decisions reached at these conferences shall be submitted for the approval of the competent authorities in accordance with the regulations in force in each Contracting State.

Article 11.

The Contracting States undertake to inform each other in advance, so far as possible, of the abolition or change of position of maritime installations and navigation marks, their removal to new sites, and changes in the operation of lighthouses and other similar installations in the Gulf of Finland.

Article 12.

In case of accidents at sea the vessels and life-saving stations of each State shall, in accordance with international custom, afford persons in distress every assistance in their power. This provision shall also apply in the case of accidents occurring in the territorial waters of the other State, if no help, or if insufficient help, is obtainable from that State.

Article 13.

The Contracting States bind themselves, in the interest of security of navigation, to transmit to each other a list of their pilotage stations, with their respective situations, and to communicate to each other their pilotage service regulations.

Should it prove necessary to set up joint pilotage stations a special convention shall be concluded in the manner laid down in Article 10 of the present Convention.

Article 14.

La présente Convention devra être ratifiée et les instruments de ratification seront échangés dans le plus bref délai possible, à Helsingfors.

Article 15.

La présente Convention entrera en vigueur sitôt que les instruments de ratification auront été échangés et sera applicable jusqu'à l'expiration d'un délai d'une année, à compter du jour de sa dénonciation par l'un des Etats contractants.

Article 16.

La présente Convention a été établie en double exemplaire, dans les langues russe, finnoise et suédoise, ces trois textes devant faire foi.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des deux Puissances contractantes ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

HELSINGFORS, le 28 juillet 1923.

Article 14.

The present Convention shall be ratified, and the exchange of ratifications shall take place as soon as possible at Helsingfors.

Article 15.

The present Convention shall be put into force as soon as the instruments of ratification have been duly exchanged, and shall remain valid until one year after the date on which it is denounced by either of the Contracting States.

Article 16.

The present Convention is drawn up in duplicate in Finnish, Swedish and Russian, and all texts are equally authentic.

In faith whereof, the Plenipotentiaries of the Contracting States have signed the present Convention and thereto affixed their seals.

HELSINGFORS, July 28, 1923.

(L. S.) A. AHONEN.

(L. S.) A. TCHERNIKH.

N° 811.

ESTHONIE ET FINLANDE

Déclaration concernant l'application réciproque de la Convention relative à l'établissement de règles communes concernant plusieurs matières de droit international privé, conclue à La Haye, le 17 juillet 1905. Tallinn (Reval), le 18 mars 1924.

ESTHONIA AND FINLAND

Declaration regarding the Reciprocal Application of the Convention relating to the Establishment of Common Rules concerning Various Matters of International Private Law concluded at The Hague, July 17, 1905. Tallinn (Reval), March 18, 1924.

NO. 811. — DÉCLARATION¹ CONCERNANT L'APPLICATION RÉCIPROQUE DE LA CONVENTION² RELATIVE A L'ÉTABLISSEMENT DE RÈGLES COMMUNES CONCERNANT PLUSIEURS MATIÈRES DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ, CONCLUE A LA HAYE, LE 17 JUILLET 1905. TALLINN (REVAL), LE 18 MARS 1924.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cette déclaration a eu lieu le 2 février 1925.

En vue de déterminer en diverses matières les rapports juridiques entre la RÉPUBLIQUE DE FINLANDE et la RÉPUBLIQUE D'ESTHONIE, les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, font d'un commun accord la Déclaration suivante :

Les dispositions des articles 1-24 de la Convention relative à la procédure civile conclue entre plusieurs Puissances à La Haye, le 17 juillet 1905 seront appliquées, tant en Finlande en faveur de l'Esthonie et des ressortissants esthoniens, qu'en Esthonie en faveur de la Finlande et des ressortissants finlandais.

La présente Déclaration sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que possible. L'arrangement sortira ses effets dès l'échange des ratifications ; il restera en vigueur jusqu'au 27 avril 1929. A partir de cette date, il sera renouvelé par tacite prolongation, de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation par l'une des Parties. Le dénonciation en devra être notifiée au moins six mois avant l'expiration des délais susvisés.

Fait en double, à Tallinn, le 18 mars 1924.

(L. S.) RUDOLF HOLSTI.

(L. S.) FR. AKEL.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu le 4 décembre 1924.

² De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, troisième série, tome II, page 243.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 811. — DECLARATION² REGARDING THE RECIPROCAL APPLICATION OF THE CONVENTION³ RELATING TO THE ESTABLISHMENT OF COMMON RULES CONCERNING VARIOUS MATTERS OF INTERNATIONAL PRIVATE LAW, CONCLUDED AT THE HAGUE, JULY 17, 1905. TALLINN (REVAL), MARCH 18, 1924.

French official text communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Declaration took place February 2, 1924.

With a view to determining the legal relations between the REPUBLIC OF FINLAND and the REPUBLIC OF ESTHONIA, in regard to certain matters, the undersigned, being duly authorised for the purpose by their respective Governments, do make by common agreement the following Declaration :

The provisions of Articles 1 to 24 of the Convention relating to civil procedure concluded between several Powers at the Hague on July 17, 1905, shall be applied in Finland in favour of Esthonia and Esthonian nationals, and in Esthonia in favour of Finland and Finnish nationals.

The present Declaration shall be ratified and the ratifications shall be exchanged as soon as possible. The arrangement shall take effect upon the exchange of ratifications ; it shall remain in force until April 27, 1929. After that date it shall be renewed by tacit agreement every five years, unless denounced by one of the Parties. Denunciation must be notified at least six months before the expiration of any such period [of five years].

Done in duplicate, at Tallinn (Reval), March 18, 1924.

(L. S.) RUDOLF HOLSTI.

(L. S.) FR. AKEL.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place December 4, 1924.

³ British and Foreign State Papers, Vol. 99, page 990.

N° 812.

FINLANDE ET NORVÈGE

Accord en vue d'amender divers articles de l'Accord postal des 19 et 23 mai 1922, entre la Finlande et la Norvège, signé à Helsingfors, le 1 octobre et à Christiania, le 11 octobre 1924.

FINLAND AND NORWAY

Agreement amending various Articles of the Postal Agreement of May 19 and 23, 1922, between Finland and Norway, signed at Helsingfors, October 1, and at Christiania, October 11, 1924.

TEXTE NORVÉGIEN.-NORWEGIAN TEXT.

No. 812. — OVERENSKOMST OM ENDRING AV ENKELTE ARTIKLER I OVERENSKOMSTEN¹ ANGÅENDE POSTUTVEKSLINGEN MELLEML NORGE OG FINNLAND, UNDERTEGNET I KRISTIANIA DEN 11. OKTOBER OCH I HELSINGFORS DEN 1. OKTOBER 1924.

Textes officiels finnois, norvégien et suédois, communiqués par le Ministre des Affaires étrangères de Finlande et par le Ministre des Affaires étrangères de Norvège. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 2 février 1925.

Poststyrelsene i Norge og Finnland har i henhold til bemyndigelse som er meddelt dem truffet avtale om at artiklene 2, 3, 4 og 5 i overenskomsten angående postutvekslingen mellem nevnte land, undertegnet i Kristiania den 23, og i Helsingfors den 19. mai 1922, skal erholde følgende endrede ordlyd :

Artikkel 2.

Porto for brev- og brevkort (postkort) rekommandasjonsgebyr.

1. Porto for brev som sendes fra det ene land til det andet utgjør :

	I Norge	I Finland
hvis brevets vekt ikke overstiger 20 gram.	20 Øre	1 Mk. 50 P.
hvis brevets vekt overstiger 20 men ikke 125 gram	40 —	3 — — —
hvis brevets vekt overstiger 125 men ikke 250 gram	60 —	4 — 50 —
hvis brevets vekt overstiger 250 men ikke 500 gram	80 —	6 — — —

¹ Vol. XIV, page 323 de ce Recueil.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

No. 812. — SOPIMUS SUOMEN JA TANSKAN VÄLISTÄ POSTINVAIHTOA KOSKEVAN SOPIMUKSEN¹ ERINÄISTEN ARTIKLAIN MUUTTAMISESTA, ALLEKIRJOITETTU KRISTIANIASSA 11 PÄIVÄNÄ LOKAKUUTA JA HELSINGISSÄ 1 PÄIVÄNÄ LOKAKUUTA 1924.

Finnish, Norwegian and Swedish official texts, communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs and by the Norwegian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place February 2, 1925.

Suomen ja Norjan postihallinnot ovat niille annettujen valtuutusten nojalla sopineet siitä että mainittujen maiden välistä postin vaihtoa koskevan Helsingissä 19 ja Kristianiassa 23 päivänä toukokuuta 1922 allekirjoitetun sopimuksen 2, 3, 4 ja 5 artiklat saavat seuraavan muutetun sanamuodon :

2 Artikla.

Kirjeiden ja postikorttien (brevkort) kuljetusmaksut; kirjaamismaksu.

1. Toisesta maasta toiseen lähetettävän kirjeen kuljetusmaksu on :

	Suomessa	Norjassa
jos kirjeen paino ei ole yli 20 gramman	1 mk. 50 p.	20 äyr.
jos paino on yli 20, mutta ei yli 125 gramman	3 mk. —	40 äyr.
jos paino on yli 125, mutta ei yli 250 gramman	4 mk. 50 p.	60 äyr.
jos paino on yli 250, mutta ei yli 500 gramman	6 mk. —	80 äyr.

¹ Vol. XIV, page 323 of this Series.

Brev hvis vekt overstiger 500 gram, men ikke 2 kilogram (den internasjonale maksimumsvekt) takseres i sin helhet efter verdenspostkonvensjonene. Postsaksforsendelser som utveksles mellom de to land, er ikke underkastet nogen begrensning med hensyn til vekt.

	I Norge	I Finland
2. Portoen for enkelt brev-kort (postkort) utgjør . . .	15 Øre	1 Mk.
og for brevkort med betalt svar	30 »	2 »

3. Minste porto for forretningspapirer er den i denne artikkel fastsatte porto for et almindelig brev, hvis vekt ikke overstiger 20 gram.

4. For ubetalt eller utilstrekkelig betalt brev eller brevkort (postkort) samt for andre utilstrekkelig betalte brevpostforsendelser opkreves det dobbelte av den manglende porto.

5. Rekommandasjonsgebyret utgjør :
I Norge 30 øre og
i Finland 1 mark 50 penni.

6. Skulde i ett av landene porto- eller vektsatsene for innenrikske brev eller portoen for brevkort (postkort) bli forandret eller skulde der skje nogen endring med hensyn til de internasjonale porto- eller vektsatser for brev eller portoen for brevkort (postkort) kan Poststyrelsen vedta de endringer som måtte foranlediges derav i de i denne artikkel fastsatte porto- eller vektsatser. Dog skal poststyrelsenes beslutning i så henseende undergis regjeringens godkjennelse.

Artikkel 3.

Brev med angitt verdi.

For brev med angitt verdi som sendes fra det ene landet til det annet, skal der, foruten porto og rekommandasjonsgebyr efter artikkel 2 § 1 og 5 erlegges et assurancegebyr, som utgjør :

i Norge 10 øre for hvert beløp av 300 kroner eller del derav,
i Finland 40 penni for hvert beløp av 1000 mark eller del derav.

Assurancegebyret beholdes uavkortet av det land som har opkrevd det.

Kirje, jonka paino on yli 500 gramman, mutta ei yli 2 kilogramman (kansainvälinen enimmäyspaino), taksoitetaan kokonaisuudessaan maailmanpostisopimuksen mukaan. Postiasialähetykset, joita vaihdetaan molempien maiden välillä, eivät ole minkään painorajoituksen alaiset.

	Suomessa	Norjassa
2. Yksinkertaisen postikortin (brevkort) kuljetusmaksu on	1 markka	15 äyriä.
sekä postikortin (brevkort) maksettuihin vastauksiin	2 markkaa	30 äyriä.

3. Alin maksu asiakirjoja sisältävästä ristisidelähetyksestä on yhtä suuri kuin tässä artiklassa määrätty kuljetusmaksu tavallisesta kirjeestä, joka ei paina yli 20 gramman.

4. Frankkeeraamattomasta tai vaillinaisesti frankkeeratusta kirjeestä tai postikortista (brevkort) sekä muusta vaillinaisesti frankkeeratusta kirjelähetyksestä otetaan puuttuvan kuljetusmaksun kaksinkertainen määrä.

5. Kirjaamismaksu on :
Suomessa 1 markka 50 penniä ja
Norjassa 30 äyriä.

6. Jos jommassakummassa maassa koti- maisten kirjeiden kuljetusmaksu tai painoerät tai postikorttien (brevkort) kuljetusmaksu muuttuisivat tahi muutoksia tapahtuisi kirjeiden kansainvälisiin kuljetusmaksuihin tai painoeriin taikka postikorttien (brevkort) kuljetusmaksuihin nähden, tulee postihallintojen tehdä siitä aiheutuvat muutokset tässä artiklassa vahvistettuihin maksuihin tai painoeriin; kuitenkin ovat postihallintojen päätökset tässä suhteessa alistettavat hallitusten hyväksyttäviksi.

3 Artikla.

Määräarvoiset kirjeet.

Määräarvoisesta kirjeestä, joka lähetetään toisesta maasta toiseen, on, paitsi kuljetus- ja kirjaamismaksuja 2 artiklan 1 ja 5 §§ : n mukaan, suoritettava vakuutusmaksu, joka on :

Suomessa 40 penniä kultakin 1,000 markan määrältä tai sen osalta,
Norjassa 10 äyriä kultakin 300 kruunulta tai sen osalta.

Vakuutusmaksun pitää kokonaisuudessaan se maa, joka sen on kantanut.

Artikkel 4.

Abonnerte blad og tidsskrifter.

1. Blad eller tidsskrift som utgis i det ene land, skal leveres abonnent i det annet land mot samme betaling som erlegges av postabonnet i utgivelseslandet, dog må portoen i intet tilfelle utgjøre mindre enn 20 øre i Norge og 1 mark 50 penni i Finnland pr. abonnementstermin med tillegg i tilfelle av svensk transittavgift. Portoen deles likt mellom utgivelseslandet og bestemmelseslandet.

2. Bortsett fra den in den internasjonale overenskomst omhandlede fremgangsmåte ved overflytning av bladabonnement kan abonnement som er tegnet gjennom postvesenet i ett av landene på blad eller tidsskrift som utkommer i Norge eller Finnland overflyttes fra et sted i det ene land til et sted i det annet land mot en forutbetaling av 50 øre i Norge og 3 mark 75 penni i Finnland. Avgiften tilfaller det postvesenet som har opkrevd dem. Samme bestemmelse gjelder for overflytning fra et sted i det ene land til et sted i det annet land av dansk eller svensk blad. Med hensyn til overflytning av ett blad fra et sted til et annet innen samme lands postområde, gjelder dette jands innenrikske bestemmelser.

Artikkel 5.

Transitterende post.

1. For brev og brevkort (postkort) som utveksles mellom Norge og Finnland i transitt gjennom Sverige, betales der i henhold til en mellom Finnland og Sverige gjeldende saerskilt avtale en transittgodtgjørelse lik halvdel av det beløp som skulde erlegges i henhold til de almindelige internasjonale regler. For forsendelser med verdiangivelse tilkommer der i henhold til den omhandlede avtale ikke Sverige nogen andel i assurancegebyret.

For brevfor­sendelser som utveksles mellom poststeder i det ene land og som befordres over det annet lands område eller med dette lands sjøpostlinjer, beregnes ikke nogen transittavgift og heller ikke sjøtransittgodtgjørelse.

4 Artikla.

Tilatut sanomalehdet ja aikakauskirjat.

1. Sanomalehti tai aikakauskirja, jota julkaistaan toisessa maassa, on pidettävä tilaajan saatavana toisessa maassa samasta maksusta kuin postitilaaja julkaisumaassa suorittaa, kuitenkin huomioon otaen, ettei postimaksu missään tapauksessa saa olla pienempi kuin 1 marka 50 penniä Suomessa ja 20 äyriä Norjassa tilauskaudelta, lisäämällä tähän satuvissa tapauksissa Ruotsille tulevan kauttakulkumaksun.

Postimaksu jaetaan tasan julkaisu- ja osoite­maan kesken.

2. Riippumatta kansainvälisessä sanomalehtisopimuksessa mainitusta menettelystä sanomalehtitilausta siirrettäessä, voidaan postin kautta toisessa maassa tilatun, Suomessa tai Norjassa ilmestyvän sanomalehden tai aikakauskirjan jakelu etukäteen suoritetusta maksusta, joka Suomessa on 3 markkaa 75 penniä ja Norjassa 50 äyriä, siirtää toisessa maassa sijaitsevasta paikasta paikkaan toisessa maassa. Maksu lankeaa sille postilaitokselle, joka sen on kantanut. Samat määräykset ovat voimassa ruotsalaisen tai tanskalaisen lehden siir­rosta toisessa maassa sijaitsevasta paikasta paikkaan toisessa maassa. Siirrettäessä sanomalehteä toisesta paikasta toiseen saman maan postialueella ovat tämän maan kotimaiset määräykset voimassa.

5 Artikla.

Kauttakulkuposti.

1. Kirjeistä ja postikorteista (brevkort), jotka vaihdetaan Suomen ja Norjan välillä Ruotsin kautta, maksetaan Suomen ja Ruotsin välillä voimassa olevan erityisen sopimuksen mukaan korvausta kauttakuljetuksesta puolet siitä määrästä, mikä olisi suoritettava yleisten kansainvälisten perusteiden mukaan. Määräarvoisista kirjelahetyksistä ei Ruotsille mainitun sopimuksen mukaan tule mitään osaa vakuutusmaksusta.

Kirjelähetyksistä, jotka vaihdetaan toisen maan postitoimistojen välillä ja jotka kuljetaan toisen maan alueen kautta tai tämän maan meripostilinjoilla, ei lasketa mitään kauttakulkumaksua eikä myöskään korvausta merikuljetuksesta.

2. For blad og tidsskrifter som utgis i Norge eller i Finland og som regelmessig sendes i transitt gjennom Sverige skal i henhold til ovennevnte mellom Finland og Sverige gjelde særskilte avtale betales til det svenske postvesen en transittgodtgjørelse av 12 ½ øre pr. kvartal eller del av kvartal for blad eller tidsskrift som utkommer oftere enn en gang i uken og ellers 6 ¼ øre pr. kvartal eller del av kvartal. De nærmere regler for denne godtgjørelses beregning fastsettes av Poststyrelsen.

De foran omforente endringer av artiklene 2, 3, 4 og 5 i ovennevnte overenskomst trer i kraft den 15. oktober 1924 og gjelder så lenge selve overenskomsten gjelder.

Utferdiget i to eksemplarer, begge med norsk, finsk og svensk tekst, og hvorav det ene eksemplar beholdes av den norske Poststyrelse og det annet av Poststyrelsen i Finland.

KRISTIANIA den 11. oktober 1924.

HELSINGFORS den 1. oktober 1924.

(Signé) SOMMERSCHILD.
HASLE.

Pour copie conforme :
Sten HAUG.

Vu pour légalisation,
Ministère des Affaires étrangères.
Oslo, le 27 janvier 1925.

Pour le Secrétaire général,
Le Chef du Protocole,
W. Foss.

OVERENSKOMST

OM ENDRING AV ENKELTE PARAGRAFER I EKSPEDISJONSREGLEMENTET TIL OVERENSKOMSTEN ANGÅENDE POSTUTVEKSLINGEN MELLOM NORGE OG FINNLAND.

Den norske og den finske poststyrelse er kommet overens om, at paragrafene 1 og 2 i ekspedisjonsreglementet til overenskomsten angående postutvekslingen mellom de to land,

2. Sanomalehdistä ja aikakauskirjoista, joita julkaistaan Suomessa tai Norjassa ja joita säännöllisesti lähetetään Ruotsin kautta, on yllämainitun Suomen ja Ruotsin välillä voimassa olevan erityisen sopimuksen mukaan Ruotsin postilaitokselle suoritettava korvausta kauttakuljetuksesta 12 ½ äyriä vuosineljännekseltä tai neljänneksen osalta sanomalehdestä tai aikakauskirjasta, joka ilmestyy useammin kuin kerran viikossa, muussa tapauksessa 6 ¼ äyriä neljännekseltä tai neljänneksen osalta. Tarkemmat määräykset tämän korvauksen laskemisesta vahvistavat postihallinnot.

Edellämainitun sopimuksen 2, 3, 4 ja 5 artiklan yllä sovitut muutokset tulevat voimaan 15 päivänä lokakuuta 1924 ja ovat voimassa niin kauan kuin itse sopimuskin on voimassa.

Tehty kahtena kappaleena, kumpikin suomen, ruotsin ja Norjan kielellä, joista toisen kappaleen pitää Suomen Postihallitus ja toisen Norjan Postihallitus.

HELSINGISSÄ, lokakuun 1 päivänä 1924.

KRISTIANIASSA, lokakuun 11 päivänä 1924.

(Signé) G. E. F. ALBRECHT.

SOPIMUS SUOMEN

JA NORJAN VÄLISTÄ POSTINVAIHTOA KOSKEVAAN SOPIMUKSEN KUULUVAN TOIMITUSOHJESÄÄNNÖN ERINÄISTEN PYKÄLIEN MUUTTAMISESTA

Suomen ja Norjan postihallinnot ovat keskenään sopineet, että mainittujen maiden välistä postinvaihtoa koskevaan Helsingissä 19 ja Kristianiassa 23 päivänä toukokuuta

undertegnet i Kristiania den 23. mai og i Helsingfors den 19. mai 1922 skal erholde følgende endrede ordlyd :

§ 1.

Velgjørenhetsmerker.

Såkalte velgjørenhetsmerker kan anbringes på brevpostforsendelser overensstemmende med avsendelseslandets innenrikske bestemmelser.

§ 2.

Gebyr for mottagelsesbevis og efterspørslor.

Gebyret for et mottagelsesbevis for en rekommandert brevpostforsendelse, et verdibrev, en pakke eller en postanvisning er lik den porto som er fastsatt i overenskomsten for brev i den laveste vektsats, dersom beviset forlanges samtidig med forsendelsens innlevering. Det dobbelte gebyr opkreves for mottagelsesbevis som begjæres efter forsendelsens innlevering, samt for efterspørsel efter omhandlede forsendelser eller en almindelig brevpostforsendelse.

De foran omforente endringer av paragrafene 1 og 2 i ovennevnte ekspedisjonsreglement skal tre i kraft fra og med den 15. oktober 1925.

Utfærdiget i to eksemplarer, begge med norsk, finnsk og svensk tekst og hvorav det ene eksemplar beholdes av den Norske Poststyrelse og det annet av Poststyrelsen i Finland.

KRISTIANIA, den 11. oktober 1924.

HELSINGFORS, den 1. oktober 1924.

(Signé) SOMMERSCHILD.

HASLE.

Pour copie conforme.

STEN HAUG.

Vu pour légalisation,
Ministère des Affaires étrangères.

Oslo, le 27 janvier 1925.

Pour le Secrétaire général,

Le Chef du Protocole,

W. Foss.

1922 allekirjoitettuun sopimukseen kuuluvan toimitusohjesäännön 1 ja 2 pykälä saavat seuraavan muutetun sanamuodon :

1 para.

Hyväntekeväisyysmerkit.

N. s. hyväntekeväisyysmerkkejä voidaan lähettämään kotimaisten määräysten mukaisesti kiinnittää kirjelähetysiin.

2 para.

Vastaanottotodistus- ja tiedustelumaksu.

Maksu kirjattua kirjelähetystä, määräärhoista kirjettä, pakettia taikka postiosoitusta koskevasta vastaanottotodistuksesta on yhtä suuri kuin se maksu, joka sopimuksen mukaan suoritetaan alimman painoerän kirjeestä, jos todistus pyydetään samalla kuin lähetys jätetään postiin.

Kyseenalainen maksu suoritetaan kaksinkertaisena vastaanottotodistuksesta, joka pyydetään lähetysten postinnettämisen jälkeen sekä myös tällaisten lähetysten taikka tavallisten kirjelähetysten tiedustelusta.

Edellämainitun toimitusohjesäännön 1 ja 2 pykälien yllä sovitut muutokset sovelletaan 15 päivästä lokakuuta 1924.

Tehty kahtena kappaleena, kumpikin suomen-, ruotsin- ja norjankielellä, joista toisen kappaleen pitää Suomen Postihallitus ja toisen Norjan Postihallitus, Helsingissä 1 päivänä ja Kristianiassa 11 päivänä lokakuuta 1924.

(Signé) G. E. F. ALBRECHT.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

No. 812. — AVTAL OM ÄNDRING AV SÄRSKILDA ARTIKLAR I AVTALET ANGAENDE POSTUTVÄXLINGEN MELLAN FINLAND OCH NORGE, UNDERTECKNAT I HELSINGFORS DEN 1. OCTOBER OCH I KRISTIANIA DEN 11. OCTOBER 1924.

Postförvaltningarna i Finland och Norge hava i kraft av dem meddelade bemyndiganden överenskommit att artiklarna 2, 3, 4 och 5 i avtalet angående postutväxlingen mellan nämnda länder, undertecknat i Helsingfors den 19 och i Kristiania den 23 maj 1922 skola erhålla följande ändrade lydelse :

Artikel 2.

Befordringsavgifter för brev och postkort (brevkort) ; rekommendationsavgift.

1. Befordringsavgiften för brev, som sändes från det ena landet till det andra, utgör :

	i Finland	i Norge
om brevets vikt icke överstiger 20 gram	1 mk. 50 p.	20 öre
om vikten överstiger 20, men icke 125 gram . . .	3 mk. —	40 öre
om vikten överstiger 125, men icke 250 gram . . .	4 mk. 50 p.	60 öre
om vikten överstiger 250, men icke 500 gram . . .	6 mk. —	80 öre

Brev, i vikt överstiganda 500 gram, men icke 2 kilogram (den internationella maximivikten), taxeras i sin helhet enligt världspostkonventionen. Postsaksförsändelser, som utväxlas mellan de bägge länderna, äro icke underkastade någon begränsning med avseende å vikten.

	i Finland	i Norge
2. Befordringsavgiften för enkelt postkort (brevkort) utgör	1 mark	15 öre
samt för postkort (brevkort) med betalt svar . . .	2 mark	30 öre

3. Lägsta avgiften för en korsbandsförsändelse, innehållande affärshandlingar är lika med den i denna artikel bestämda befordringsavgiften för ett vanligt brev, som i vikt icke överstiger 20 gram.

4. För ofrankerat eller ofullständigt frankerat brev eller postkort (brevkort) samt för annan ofullständigt frankerad brevörsändelse upptages dubbla beloppet av den felande befordringsavgiften.

5. Rekommendationsavgiften utgör :

i Finland 1 mark 50 penni och
i Norge 30 öre.

6. Skulle i någotdera landet befordringsavgiften eller viktsatserne för inrikes brev eller befordringsavgiften för postkort (brevkort) ändras, eller ändring ske beträffande de internationella befordringsavgifterna eller viktsatserna för brev eller befordringsavgiften för postkort (brevkort), äga postförvaltningarna vidtagna därav föranledda ändringar uti de i denna artikel fastställda avgifterna eller viktsatserna ; dock böra postförvaltningarnas beslut i sådant hänseende underställas regeringarnas godkännande.

*Artikel 3.**Brev med angivet värde.*

För brev med angivet värde, som sändes från det ena landet till det andra, skall, förutom befodrings- och rekommendationsavgifter enligt artikel 2 §§ 1 och 5, erläggas en assurancesavgift, som utgör :

- i Finland 40 penni för varje belopp av 1,000 mark eller del därav,
 - i Norge 10 öre för varje belopp av 300 kroner eller del därav.
- Assurancesavgiften behålles oavkortad av det land, som uppburit densamma.

*Artikel 4.**Abonnerade tidningar och tidskrifter.*

1. Tidning eller tidskrift, som utgives i det ena landet, skall tillhandahållas abonnent i det andra landet mot samma betalning som erlägges av postabonnet i utgivningslandet, dock med iakttagande av att postavgiften i intet fall må utgå med mindre belopp än 1 mark 50 penni i Finland och 20 öre i Norge för abonnemangstermin, med tillägg, i förekommande fall, av svensk transitavgift.

Postavgiften delas lika mellan utgivnings- och adressländerna.

2. Oavsett det i det internationella tidningsavtalet omförmälda tillvägagångendet vid överflyttning av tidningsabonnemang, kan utdelning av i Finland eller i Norge utkommande tidning eller tidskrift, på vilken postabonnerats i ettdera av länderna, mot en avgift i förskott av 3 mark 75 penni i Finland och 50 öre i Norge överflyttas från ort i det ena landet till ort i det andra landet. Avgiften tillfaller det postverk, som uppburit densamma. Samma bestämmelser gälla för överflyttning från ort i det ena landet till ort i det andra landet av dansk eller svensk tidning. I fråga om överflyttning av tidning från en ort till en annan inom samma lands postområde gälla detta lands inrikes bestämmelser.

*Artikel 5.**Transiterande post.*

1. För brev och postkort (brevkort), som utväxlas mellan Finland och Norge i transit genom Sverige, erlägges på grund av mellan Finland och Sverige gällande särskilt avtal ersättning för transitbefordringen med hälften av det belopp, som skulle utgå enligt allmänt internationella grunder: För brev försändelser med angivet värde tillkommer icke Sverige enligt sagda avtal någon andel i assurancesavgiften.

För brev försändelser, som utväxlas mellan postanstalter i det ena landet och som befordras över det andra landets område eller med detta lands sjöpostlinjer, beräknas icke någon transitavgift och icke heller sjötransitersättning.

2. För tidningar och tidskrifter, som utgivas i Finland eller i Norge och som regelbundet försändes i transit genom Sverige, skall enligt ovannämnda mellan Finland och Sverige gällande särskilda avtal till svenska postverket erläggas en transiterersättning av 12½ öre per kvartal eller del av kvartal för tidning eller tidskrift, som utkommer oftare än en gång i veckan, i annat fall av 6½ öre per kvartal eller del av kvartal. De närmare reglerna för denna ersättnings beräkning fastställas av postförvaltningarna.

Ovan överenskomna ändringar av artiklarna 2, 3, 4 och 5 i förenämnda avtal träda i kraft den 15 oktober 1924 och gälla så länge själva avtalet gäller.

Upprättat i två exemplar, vardera i finsk, svensk och norsk text att behållas, det ena exemplaret av Finlands Poststyrelse och det andra av Poststyrelsen i Norge.

I HELSINGFORS, den 1 oktober 1924.

I KRISTIANIA, den 11 oktober 1924.

(Signé) G. E. F. ALBRECHT.

(Signé) SOMMERSCHILD.

HASLE.

ÖVERENSKOMMELSE

OM ÄNDRING AV SÄRSKILDA PARAGRAFER I EXPEDITIONSREGLEMENTET TILL AVTALET ANGÅENDE
POSTUTVÄXLINGEN MELLAN FINLAND OCH NORGE.

Finska och norska postförvaltningarna hava överenskommit, att paragraferna 1 och 2 i expeditionreglementet till avtalet angående postutväxlingen mellan nämnda länder, undertecknat i Helsingfors den 19 och i Kristiania den 23 maj 1922, skola erhålla följande ändrade lydelse :

Para. 1.

Välgörenhetsmärken.

S. k. välgörenhetsmärken kunna i enlighet med avsändningslandets inrikes bestämmelser anbringas å brevförsändelser.

Para. 2.

Avgift för mottagningsbevis och reklamation.

Avgiften för mottagningsbevis rörande en rekommenderad brevförsändelse, ett brev med angivet värde, ett paket eller en postanvisning är lika med den avgift, som enligt avtalet utgår för brev i den lägsta viktsatsen, därest beviset begäres samtidigt med försändelsens inlämnande.

Dubbla beloppet av ifrågavarande avgift utgår för mottagningsbevis, som begäres efter försändelsens inlämnande ävensom för reklamation av dylika försändelser eller av vanlig brevförsändelse.

Ovan överenskomna ändringar av paragraferna 1 och 2 i förenämnda expeditionreglemente skola tillämpas från och med den 15 oktober 1924.

Upprättat i två exemplar, vardera i finsk, svensk och norsk text, att behållas, det ena exemplaret av Finlands Poststyrelse och det andra av Poststyrelsen i Norge. Helsingfors den 1 och Kristiania den 11 oktober 1924.

(Signé) G. E. F. ALBRECHT.

(Signé) SOMMERSCHILD.

HASLE.

¹ TRADUCTION.

No. 812. — ACCORD EN VUE D'AMENDER DIVERS ARTICLES DE L'ACCORD POSTAL DES 19 ET 23 MAI 1922 ENTRE LA FINLANDE ET LA NORVÈGE, SIGNÉ A HELSINGFORS, LE 1^{er} OCTOBRE ET A CHRISTIANIA, LE 11 OCTOBRE 1924.

Les Administrations postales de la Finlande et de la Norvège ont convenu, en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés à cet effet, de modifier comme il est dit ci-dessous les articles 2, 3, 4 et 5 de l'Accord concernant les relations postales entre les pays susmentionnés, signé à Helsingfors, le 19 mai et à Christiania le 23 mai 1922.

Article 2.

Taxes applicables aux lettres et aux cartes postales ; envois recommandés.

1. Les taxes applicables aux lettres envoyées d'un pays à destination de l'autre, sont fixées comme suit :

	Finlande	Norvège
ne dépassant pas 20 gr.	1 mk. 50 p.	20 øre
au-dessus de 20 gr. mais ne dépassant pas 125 gr.	3 mk. — p.	40 øre
au-dessus de 125 gr. mais ne dépassant pas 250 gr.	4 mk. 50 p.	60 øre
au-dessus de 250 gr. mais ne dépassant pas 500 gr.	6 mk. — p.	80 øre

Pour les lettres d'un poids supérieur à 500 gr. mais ne dépassant pas 2 kilogrammes (poids maximum international) la taxe sera calculée d'après le poids total, conformément aux dispositions de la Convention postale universelle. Aucune limite de poids n'est prévue

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 812. — AGREEMENT AMENDING VARIOUS ARTICLES OF THE POSTAL AGREEMENT OF MAY 19 AND 23, 1922, BETWEEN FINLAND AND NORWAY, SIGNED AT HELSINGFORS OCTOBER 1, AND AT CHRISTIANIA, OCTOBER 11, 1924.

The Post Office Authorities of Finland and Norway have, in virtue of the authority conferred on them for that purpose, agreed that Articles 2, 3, 4 and 5 of the Agreement regarding postal communications between the above-mentioned countries, which was signed at Helsingfors on May 19, and at Christiania on May 23, 1922, shall be modified as follows :

Article 2.

Rates for Letters and Postcards : Registration.

(1) The rates for letters sent from one country to the other shall be as follows :

	Finland	Norway
Weight not exceeding 20 grs.	1 Mk. 50 P.	20 øre
Weight exceeding 20 grs. but not exceeding 125 grs.	3 Mk. 00 P.	40 øre
Weight exceeding 125 grs. but not exceeding 250 grs.	4 Mk. 50 P.	60 øre
Weight exceeding 250 grs. but not exceeding 500 grs.	6 Mk. 00 P.	80 øre

As regards letters weighing more than 500 grs. but not more than 2 kg. (the international maximum weight) the whole weight shall be charged for in accordance with the regulations laid down in the International Postal Convention. Mail-bags passing between the two

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

pour les sacs postaux employés dans les échanges postaux entre les deux pays.

	Finlande	Norvège
2. La taxe applicable aux cartes postales simples sera de :	1 mk. — p.	15 øre
aux cartes postales avec réponse payée	2 mk. — p.	30 øre

3. La taxe minimum pour les papiers d'affaires sera celle qui est fixée dans le présent article pour une lettre ordinaire dont le poids ne dépasse pas 20 grammes.

4. Pour les lettres ou cartes postales non affranchies ou insuffisamment affranchies, et pour tous autres envois postaux insuffisamment affranchis, la somme perçue sera égale au double de la taxe non payée ou de l'insuffisance.

5. Pour les envois recommandés la taxe sera de :

Finlande	1 mk. 50 p.
Norvège	30 øre.

6. Au cas où les taxes ou poids prévus pour les envois par lettre-poste à l'intérieur ou les taxes applicables aux cartes postales, seraient modifiés dans l'un ou l'autre des deux pays, ou au cas où les taxes ou poids des lettres, ou les taxes des cartes postales, prévus pour la correspondance internationale, seraient modifiés, les administrations postales pourront apporter les changements nécessaires aux taxes et poids prévus dans le présent article, mais les décisions prises en la matière par les dites administrations devront être ratifiées par les Gouvernements de leurs pays respectifs.

Article 3.

Lettres avec valeur déclarée.

Pour les lettres avec valeur déclarée, expédiées d'un pays à destination de l'autre, il sera perçu, en sus des taxes d'affranchissement ordinaire ou de recommandation prévues à l'article 2, §§ 1 et 5, une taxe d'assurance fixée comme suit :

Finlande : 40 penni par 1.000 mk. ou fraction de 1.000 mk.
Norvège : 10 øre par 300 kroner ou fraction de 300 kroner.

La totalité des sommes perçues à titre d'assurance sera acquise à l'administration des postes qui les aura touchées.

No. 812

countries shall not be subject to any restriction as regards weight.

	Finland	Norway
(2) The rate for single postcards shall be :	1 Mk.	15 øre

For postcards (with reply prepaid)	2 Mk.	30 øre
--	-------	--------

(3) The minimum charge for commercial printed matter is that laid down in the present article for an ordinary letter not exceeding 20 grs. in weight.

(4) For unstamped or insufficiently stamped letters or postcards and other insufficiently stamped postal packages the charge levied shall be twice the amount of the charge or the amount which is underpaid.

(5) The registration fee shall be :

Finland	1 Mk. 50 Penni.
Norway	30 øre.

(6) Should the rates or weights for the inland letter post be altered in either country or should the rate for postcards be altered, or should the international rates or weights for letters or the international rate for postcards be altered, the Postal Administrations may make such changes as may be required in the rates and weights prescribed in this article, but decisions taken in this matter by the Postal Administrations must be ratified by their respective Governments.

Article 3.

Letters of Declared Value.

For letters of declared value sent from one country to the other the following insurance fees shall be charged in addition to the ordinary postage rates and registration fees as laid down in Article 2 paragraphs 1 and 5 :

Finland : 40 Penni for every 1,000 Marks or part thereof.
Norway : 10 øre for every 300 Kr. or part thereof.

The whole of the amount charged for insurance shall be retained by the country which has collected it.

Article 4.

Journaux et périodiques fournis par abonnement postal :

1. Les journaux et périodiques publiés dans l'un des deux pays seront distribués, aux abonnés de l'autre pays, moyennant une somme égale à celle qui est payée par les titulaires d'abonnements postaux dans le pays où sont publiés les dits journaux et périodiques ; toutefois, la taxe postale ne sera en aucun cas inférieure à 1 mark 50 penni en Finlande, et à 20 øre en Norvège par trimestre d'abonnement. En outre, il pourra être perçu une taxe supplémentaire destinée à couvrir les frais de transit en Suède.

La somme touchée sera répartie également entre le pays où sont publiés les journaux et périodiques et le pays destinataire.

2. En dehors de la procédure de transfert des abonnements, prévue par la Convention internationale relative aux journaux et périodiques, les abonnements à des journaux et périodiques publiés en Finlande ou en Norvège qui ont été pris par l'intermédiaire de l'administration postale de l'un des pays, pourront être transférés d'une localité de l'un des pays à une localité de l'autre, moyennant paiement à l'avance d'une taxe de 3 marks 75 penni en Finlande, et de 50 øre en Norvège, pour chaque abonnement transféré. Le montant des taxes sera acquis à l'administration postale qui l'aura perçu. Ces dispositions s'appliqueront également au transfert d'abonnements à des journaux et périodiques danois ou suédois, d'une localité à une autre, dans l'autre pays. En ce qui concerne les transferts d'abonnements d'un endroit à un autre, à l'intérieur des limites postales de chacun des deux pays, les règlements intérieurs de l'Etat intéressé seront applicables.

Article 5.

Transit postal.

1. Les lettres et cartes postales échangées entre la Finlande et la Norvège, qui traversent la Suède en transit, seront soumises, conformément à une Convention spéciale en vigueur entre la Suède et la Finlande, à des droits de transit s'élevant à la moitié de la somme qui aurait dû être payée en vertu des règlements internationaux de caractère

Article 4.

Newspapers and Periodicals for which Post Office Subscriptions are paid.

(1) Newspapers and periodicals published in one country shall be delivered to subscribers in the other country for the same sum as is charged to post office subscribers in the publishing country, but the postal charge shall in no case be less than 1 Mk. 50 P. in Finland and 20 øre in Norway per term of subscription, with an increase when necessary to cover Swedish transit dues.

The sum charged shall be divided equally between the publishing country and the country of destination.

(2) Apart from the procedure regarding the transfer of newspaper subscriptions laid down in the International Convention regarding newspapers, subscriptions for newspapers and periodicals published in Finland or in Norway, which have been taken out through the Postal Administration of one of the countries, may be transferred from a place in one country to a place in the other on prepayment of a charge of 3 Mk. 75 Penni in Finland and of 50 øre in Norway for each subscription transferred. The amount charged shall be retained by the Postal Administration which has collected it. The same regulations shall apply to the transfer of Danish or Swedish newspapers from one place to another in the other country. As regards transfers of subscriptions from one place to another within the postal area of either country, the internal regulations of the State concerned shall be applicable.

Article 5.

Postal Transit.

(1) For letters and postcards between Finland and Norway sent in transit through Sweden there shall be charged, in accordance with a special Convention in force between Sweden and Finland, a transit due amounting to one-half of the sum which should have been paid under the general international regulations. For letters of declared value

général. Pour les lettres avec valeur déclarée, il ne sera versé à la Suède aucune fraction du montant des taxes d'assurance.

Les communications officielles échangées entre deux bureaux de poste de l'un des pays, et qui sont expédiées à travers le territoire, ou par les itinéraires postaux maritimes de l'autre pays, ne seront soumises à aucune taxe pour le transit par terre ou par mer.

2. Pour les journaux et périodiques publiés en Finlande ou en Norvège, et qui traversent la Suède en transit, l'Administration postale de la Suède touchera, conformément à l'accord spécial susmentionné entre la Finlande et la Suède, un droit de transit de 12 ½ øre par trimestre, ou partie de trimestre, pour tous les journaux ou périodiques paraissant plus d'une fois par semaine, et pour les autres, de 6 ¼ øre par trimestre ou partie de trimestre. Les administrations postales respectives fixeront tous autres détails complémentaires touchant les sommes à percevoir en vue du paiement de ce droit de transit.

Les amendements sus-indiqués aux articles 2, 3, 4 et 5 de l'Accord précité entreront en vigueur le 15 octobre 1924, et seront valables tant que l'Accord restera applicable.

Fait en double expédition, rédigées chacune en langues finlandaise, suédoise et norvégienne. L'une des deux expéditions est conservée par l'Administration postale de la Finlande, et l'autre par l'Administration postale de la Norvège.

HELSINGFORS, le 1^{er} octobre 1924.

CHRISTIANIA, le 11 octobre 1924.

(Signé) G. E. F. ALBRECHT. (Signed).

(Signé) SOMMERSCHILD. (Signed).

HASLE.

no part of the amount charged for insurance shall be paid to Sweden.

For official communications which are despatched from one post office to another in the same country and which are sent through the territory of the other country, or by the other country's sea mail routes, no charge shall be made for transit by land or sea.

(2) For newspapers and periodicals which are published in Finland or in Norway in transit through Sweden, the Postal Administration of the latter country shall, in conformity with the above-mentioned special Agreement between Finland and Sweden, be paid a transit due of 12½ øre per quarter, or part thereof, for each newspaper or periodical which is published more often than once weekly, and for others 6¼ øre per quarter or part thereof. Further details regarding the amounts to be charged for these dues shall be laid down by the respective Postal Administrations.

The above amendments to Articles 2, 3, 4 and 5 of the aforesaid Agreement shall come into force on October 15, 1924, and shall remain valid so long as the Agreement continues in force.

Done in duplicate, in Finnish, Swedish and Norwegian, one copy being retained in the Finnish Postal Administration and the other in the Norwegian Postal Administration.

HELSINGFORS, October 1, 1924.

CHRISTIANIA, October 11, 1924.

ACCORD

SUR L'AMENDEMENT DE CERTAINS PARAGRAPHERS
DU RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ACCORD
POSTAL ENTRE LA FINLANDE ET LA NORVÈGE.

Les Administrations postales finlandaise et norvégienne sont convenues d'amender comme suit les §§ 1 et 2 du Règlement d'exécution de l'Accord postal entre les deux pays, signé à Christiania le 23 mai, et à Helsingfors le 19 mai 1922.

1. *Timbres de bienfaisance.*

Les timbres dits « timbres de bienfaisance » pourront être apposés sur la correspondance postale, conformément aux règlements intérieurs du pays d'origine.

2. *Droits payables pour les avis de livraison et pour les recherches.*

Il sera perçu pour l'avis de livraison d'un article recommandé expédié par lettre-poste d'une lettre avec valeur déclarée, d'un colis postal ou d'un mandat postal, si l'avis est exigé au moment de la livraison, un droit égal au montant de l'affranchissement prévu par le présent Accord pour les lettres de poids minimum.

Il sera perçu le double de ce montant pour un avis exigé après la livraison ou pour des recherches relatives aux dits articles ou à la correspondance ordinaire expédiée par lettre-poste.

Les amendements ci-dessus aux §§ 1 et 2 du Règlement d'exécution en question entreront en vigueur le 15 octobre 1924.

Fait en deux exemplaires rédigés en langues finnoise, suédoise et norvégienne, un exemplaire devant être conservé dans les bureaux de l'Administration postale finlandaise et l'autre dans les bureaux de l'Administration postale norvégienne.

CHRISTIANIA, le 11 octobre 1924.

HELSINGFORS, le 1^{er} octobre 1924.

(Signé) G. E. F. ALBRECHT. (Signed).

(Signé) SOMMERSCHILD. (Signed).

HASLE.

AGREEMENT

REGARDING THE AMENDMENT OF CERTAIN PARAGRAPHS IN THE DETAILED REGULATIONS OF THE POSTAL AGREEMENT BETWEEN FINLAND AND NORWAY.

The Finnish and Norwegian Postal Authorities have agreed to amend as follows paragraphs 1 and 2 of the Detailed Regulations for the Execution of the Postal Agreement between these countries, signed at Christiania on May 23, and at Helsingfors on May 19, 1922 :

1. "Charity" stamps.

The so-called "Charity" stamps may be affixed to postal correspondence in conformity with the internal regulations of the country of origin.

2. *Charges for advices of delivery and for enquiries.*

The fee for an advice of delivery of a registered article sent by letter post, letter of declared value, parcel or post office money order, shall, if the advice of delivery is required at the time when the article is delivered, be the same as the postage chargeable under the present Agreement for letters of the minimum weight.

Double that amount shall be charged for an advice required after the delivery of the article or for enquiries in regard to such articles, or in regard to ordinary correspondence sent by letter post.

The above amendments to paragraphs 1 and 2 of the Detailed Regulations in question shall come into force on October 15, 1924.

Done in duplicate, both copies being in Finnish, Swedish and Norwegian, one copy to be kept in the offices of the Finnish Postal Administration and the other in the offices of the Norwegian Postal Administration.

CHRISTIANIA, October 11, 1924.

HELSINGFORS, October 1, 1924.

N° 813.

ALLEMAGNE ET FINLANDE

Accord concernant l'échange des colis
postaux, signé à Helsingfors, le 20
octobre, et à Berlin, le 14 novembre
1924.

GERMANY AND FINLAND

Agreement regarding the Exchange
of Postal Parcels, signed at Hel-
singfors, October 20, and at Berlin,
November 14, 1924.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 813. — SOPIMUS TARIFFIPAKETTIEN VAHDOSTA SUOMEN JA SAKSAN VÄLILLÄ, ALLEKIRJOITETTU HELSINGISSÄ 20 PÄIVÄNÄ LOKAKUUTA JA BERLINISSÄ 14 PÄIVÄNÄ MARRASKUUTA 1924.

No. 813. — ABKOMMEN ÜBER DEN AUSTAUSCH VON POSTFRACHTSTÜCKEN ZWISCHEN FINNLAND UND DEUTSCHLAND, GEZEICHNET ZU HELSINGFORS DEN 20. OKTOBER, ZU BERLIN DEN 14. NOVEMBER 1924.

Textes officiels allemand, finnois et suédois communiqués par le Ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 2 février 1925.

German, Finnish and Swedish official texts communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place February 2, 1925.

SUOMEN TASAVALLAN POSTIHALLINTO ja SAKSAN VALTAKUNNANPOSTIHALLINTO ovat tariffipakettien vaihdosta tehneet seuraavan sopimuksen.

DIE POSTVERWALTUNG DER REPUBLIK FINNLAND und DIE DEUTSCHE REICHSPOSTVERWALTUNG haben bezüglich des Austausches von Postfrachtstücken folgendes Abkommen geschlossen.

Artikla I.

Artikel I.

Tariffipakettien nimellä voidaan sanottujen maiden välillä lähettää paketteja, joiden arvo on ilmoitettu tai ilmoittamatta kuin myös tilaaottamattomia kiireisiä paketteja, joiden arvoa ei ole ilmoitettu,

Unter der Benennung Postfrachtstücke können zwischen den genannten Ländern Pakete mit oder ohne Wertangabe sowie dringende nichtsperrige Pakete ohne Wertangabe versandt werden.

- a) joiden paino nousee yli postipaketeille (colis postaux) jommassakumassa maassa säädetyn ylimmän rajan, mutta ei ylitä kotimaisessa liikenteessä postipaketeille säädettyä korkeinta painoa siinä näistä molemmista maista, jolla on alempi enimmäispaino ;
- b) joiden paino tosin ei nouse a) kohdan määräyksen mukaan sallitun enimmäispainon yli, mutta jotka eivät kaikissa suhteissa täytä postipaketeista voimassa olevia lähettämisehtoja.

- a) deren Gewicht die für Postpakete (colis postaux) in einem der Länder festgestellte Höchstgrenze übersteigt, nicht aber das für Pakete des inneren Verkehrs festgesetzte Meistgewicht in demjenigen der beiden Länder überschreitet, das das niedrigere Meistgewicht hat ;
- b) deren Gewicht zwar das nach der Bestimmung unter a) zulässige Meistgewicht nicht überschreitet, die aber den sonstigen Versendungsbedingungen für Postpakete nicht in jeder Beziehung genügen.

Tariffipakettien vastaanoton edellytyksenä on, että laivayhtiöt suostuvat kuljettamaan sellaisia paketteja ja että muiden maiden kautta kuljetettaessa osaaottavat välittävät hallinnot ottavat edelleen kuljetettavaksi tämänlaatuisia lähetyksiä.

2 Artikla.

Molemmat hallinnot takaavat kauttakulkuoikeuden kumpikin alueensa kautta ja ottavat edelleen kuljetettavaksi tällaisia tariffipaketteja kolmanteen maahan ja maasta, jonka kanssa välittävä postilaitos vaihtaa sellaisia tariffipaketteja.

3 Artikla.

Vaihto tapahtuu joko meritse niiden Suomen ja Saksan vaihtopostitoimistojen välillä, jotka hallinnot siihen määräävät, tai Ruotsin postilaitoksen välityksellä.

4 Artikla.

Lähettäjältä tariffipaketista kannettavat maksut ovat kokoonpannut niistä maksusuuksista, jotka postiinjättömaa, osoitemaa ja, sattuvissa tapauksissa, muut vaihtoon osaaottavat maat vaativat; tähän lisäksi tulee merikuljetuksesta mahdollisesti suoritettavat maksut. Osoitemaalle ja sattuvissa tapauksissa välittävälle maalle sekä mahdollisesti muille välillä oleville maille kuuluva osa kannetuista maksuista otetaan pakettikartalle hyvityksenä sille maalle, johon paketti ensikädessä lähetetään.

5 Artikla.

Merikuljetusmaksun määrä suoraan meritse kuljetettaessa (4 artikla) riippuu höyrylaivayhtiöiden kanssa tehdyistä sopimuksista. Sopimuksen tehneet hallinnot koettavat höyrylaivayhtiöiden kanssa tehtävien välipuheiden perusteeksi panna mikäli mahdollista kulloinkin voimassa olevassa yleisessä kansainvälisessä postipakettisopimuksessa ennaltamäärätyt kuljetus- ja vakuutusmaksut merikulje-

Voraussetzung für die Zulassung von Postfrachtstücken ist, dass die Schiffsgesellschaften zur Beförderung solcher Pakete bereit sind und dass beim Durchgang durch andere Länder die beteiligten Zwischenverwaltungen die Weiterleitung derartiger Sendungen übernehmen.

Artikel 2.

Die beiden Verwaltungen erkennen einander Durchgangsrecht zu, eine jede auf ihrem Gebiet, und übernehmen die Weiterbeförderung solcher Postfrachtstücke von und nach einem dritten Lande, mit dem die vermittelnde Postverwaltung solche Postfrachtstücke austauscht.

Artikel 3.

Der Austausch erfolgt entweder zur See zwischen den finnischen und deutschen Auswechslungspostanstalten, die zu diesem Zwecke von den Verwaltungen ausersehen werden, oder durch Vermittlung der schwedischen Postverwaltung.

Artikel 4.

Die Gebühren, die vom Absender für jedes Postfrachtstück erhoben werden, bestehen aus den Gebührenanteilen, die das Aufgabeland, das Bestimmungsland und gegebenenfalls die sonstigen an der Beförderung beteiligten Länder beanspruchen; dazu kommen die etwaigen Gebühren für die Beförderung auf dem Seewege, der dem Bestimmungsland und vorkommendenfalls dem vermittelnden Land und etwaigen weiteren Zwischenländern zukommende Teil der erhobenen Gebühren wird in der Frachtkarte zugunsten der Postverwaltung vermerkt, der das Postfrachtstück zunächst übergeben wird.

Artikel 5.

Die Höhe der Seegebühren (Artikel 4) bei unmittelbarer Beförderung auf dem Seeweg hängt von den Abmachungen mit den Schiffsgesellschaften ab. Die Vertragsverwaltungen werden bemüht sein, den mit den Schiffsgesellschaften zu treffenden Verabredungen nach Möglichkeit die in dem jeweiligen Vereinspostpaketvertrag für Postpakete vorgesehenen Gewichts- und Versicherungsgebühren für die

tuksesta, jolloin pidätetään oikeus kuljetusmaksun kohtuulliseen koroittamiseen tariffipaketeista, joiden paino nousee postiinjätömaassa postipaketeille (colis postaux) säädetyn enimmuyspainon yli. Meikuljetusmaksu lankeaa sen maan postilaitokselle, jonka hallinto tekee tilityksen kuljetusta toimittavan höyrylaivayhtiön kanssa.

6 Artikla.

Maksut tariffipaketeista suoritetaan kultafrangeissa, samoin on arvopaketin arvo ilmoitettava kultafrangeissa. Tariffipaketin korkeimman arvon tulee vastata paketin määrättyä korkeinta arvoa kotimaisessa liikenteessä siinä näistä maista, jolla kotimaisessa liikenteessä on vahvistettu alempi ylinraja. Sopimuksen tehneet hallinnot pidättävät itselleen oikeuden eri kuljetusteihin nähden vielä alentaa korkeinta sallittua arvoa, jollei edellämäinittua määräystä voida noudattaa sen johdosta, että alempi ylinraja on vahvistettu höyrylaivayhtiöiden kanssa tehdyissä sopimuksissa tai kun osaottavat välittävät hallinnot mahdollisesti sallivat ainoastaan alemman arvon.

7 Artikla.

Tariffipakettien pikajakelu (express) on toimitettava kummassakin maassa postipaketeille säädettyssä laajuudessa. Tariffipaketista, johon on merkitty «express», kannetaan lähettäjältä tavallisten postimaksujen lisäksi vielä 50 kultasentiimiä, mikä maksu lankeaa osoitmaalle.

8 Artikla.

Tullimaksut sellaisista tariffipaketeista, jotka ovat palautettavat postiinjätömaahan tai jälkeenlähettävät kolmanteen maahan, peruutetaan kokonaan, mikäli osoitetaan tulliasetukset sen myöntävät.

Jos tariffipaketti tullauksen jälkeen on kadonnut, sen sisältö on kokonaan tai osaksi anastettu tai muulla tavalla vahingoittunut, peruutetaan tullimaksut siinä määrin kuin osoitetaan tulliasetukset sen myöntävät.

Seebeförderung zugrunde zu legen, wobei vorbehalten bleibt, die Gewichtsgebühren bei Postfrachtstücken, deren Gewicht das im Aufgabeland für Postpakete (colis postaux) festgesetzte Meistgewicht überschreitet, angemessen zu erhöhen. Die Seegebühren kommen der Postverwaltung des Landes zu, dessen Verwaltung mit der die Beförderung ausführenden Schiffsgesellschaft abrechnet.

Artikel 6.

Die Gebühren für Postfrachtstücke werden in Goldfranken berechnet, ebenso ist bei Paketen mit Wertangabe der Wert in Goldfranken anzugeben. Der Meistbetrag der Wertangabe bei Postfrachtstücken soll dem für Pakete des inneren Verkehrs festgesetzten Höchstbetrag der Wertangabe in demjenigen der beiden Länder entsprechen, das im inneren Verkehr die niedrigere Höchstgrenze festgesetzt hat. Die Vertragsschliessenden behalten sich vor, für einzelne Leitwege den Höchstbetrag der Wertangabe weiter herabzusetzen, wenn die vorerwähnte Bestimmung um deswillen nicht durchgeführt werden kann, weil in Abkommen mit Dampfergesellschaften niedrigere Höchstgrenzen vereinbart sind oder weil die etwa beteiligten Zwischenverwaltungen nur eine niedrigere Wertangabe zulassen.

Artikel 7.

Eilbestellung von Postfrachtstücken soll in jedem der Länder in derselben Ausdehnung erfolgen wie dies für Postpakete gilt. Für ein Postfrachtstück mit Vermerk über Eilbestellung wird vom Absender, ausser den gewöhnlichen Postgebühren, noch eine Gebühr von 50 Centimen in Gold erhoben, die dem Bestimmungsland zufällt.

Artikel 8.

Die Zollgebühren für solche Postfrachtstücke, die in das Aufgabeland zurückbefördert oder in ein drittes Land nachgesandt werden sollen, werden ganz niedergeschlagen, sofern die Zollvorschriften des Bestimmungslandes es gestatten.

Bei Verlust, gänzlicher oder teilweiser Beraubung des Inhalts oder sonstiger Beschädigung eines Postfrachtstücks nach seiner Verzollung werden die Zollgebühren in dem Masse niedergeschlagen, wie die Zollverordnungen des Bestimmungslandes dies gestatten.

9 Artikla.

Tariffipaketista, joka on hukkaantunut, sen sisältö kokonaan tai osaksi anastettu tai muulla tavalla vahingoittunut, maksetaan vahingonkorvausta kulloinkin voimassa olevan yleisen kansainvälisen postipakettisopimuksen määräysten mukaan kuitenkin sillä poikkeuksella, että korkein vahingonkorvaus tavallisesta tariffipaketista on Suomessa 5 kultafrangia joka kilolta ja Saksassa 2 kultafrangia joka puolelta kilolta paketin koko painosta. Jos katoaminen, anastus tai vahinko on tapahtunut kuljetuksen kestäessä vaihtopostitoimistojen välillä eikä voida todeta, kumman maan alueella tai postitoimissa tämä on tapahtunut, jaetaan vahingonkorvaus tasan hallintojen kesken. Tässä tapauksessa määrätään vahingonkorvaus postiinjäätömaassa voimassa olevien määräysten mukaan.

Ylivoimaisen tapahtuman aiheuttamasta hukkaantumisesta tai vahingosta ei makseta korvausta.

10 Artikla.

Niihin tapauksiin, joista tässä sopimuksessa ei ole määräyksiä tai joihin nähden kirjevaihdon kautta ei ole toisin sovittu, on sovellettava kulloinkin voimassa olevan yleisen kansainvälisen postipakettisopimuksen ja siihen kuuluvan toimitusohjesäännön määräyksiä.

11 Artikla.

Tämä sopimus astuu voimaan tammikuun 1 päivänä 1925 ja pysyy voimassa kunnes sen jompikumpi sopimuspuoli kirjallisesti irtisanoo. Irtisanomisen tulee tapahtua vuotta ennen sitä päivää, josta sopimus lakkaa ole-masta voimassa.

Tehty kaksin kappalein, kumpikin suomen-, ruotsin- ja saksankielillä, joista toisen kappaleen pitää Suomen Postihallitus ja toisen Saksan Valtakunnanpostihallinto.

HELSINGISSÄ, lokakuun 20 päivänä 1924 ja
BERLIINISSÄ, marraskuun 14 päivänä 1924.

G. E. F. ALBRECHT.

Artikel 9.

Für Postfrachtstücke, die verloren gegangen, gänzlich oder teilweise ihres Inhalts beraubt oder auf andere Weise beschädigt worden sind, wird nach den Bestimmungen des jeweils geltenden Vereins-Postpaketvertrags Ersatz geleistet, mit der Abweichung jedoch, dass der Höchstbetrag der Ersatzleistung für ein gewöhnliches Postfrachtstück in Finnland 5 Goldfranken für jedes Kilogramm und in Deutschland 2 Goldfranken für jedes halbe Kilogramm des Gesamtgewichtes des Postfrachtstücks zu betragen hat. Hat der Verlust oder die Beraubung oder der Schaden während der Beförderung zwischen den Auswechslungspostanstalten stattgefunden, ohne dass festgestellt werden kann, auf dem Gebiet oder im Postdienst welches Landes dieses geschehen ist, so wird die Ersatzleistung zwischen den Verwaltungen gleichmässig verteilt. In diesem Falle wird die Entschädigung nach den im Aufgabeland getenden Bestimmungen festgesetzt.

Für Verluste oder Schaden infolge von höherer Gewalt wird nicht Ersatz geleistet.

Artikel 10.

Hinsichtlich aller Angelegenheiten, die durch dieses Abkommen nicht geregelt und wegen derer auch Abmachungen im Wege des Schriftwechsels nicht getroffen worden sind, gelten die Vorschriften des jeweils gültigen Vereins-Postpaketvertrags nebst Vollzugsordnung.

Artikel 11.

Dieses Abkommen tritt in Kraft den 1. Januar 1925 und gilt, bis es von einer der Parteien schriftlich gekündigt wird. Die Kündigung hat ein Jahr vor dem Tage, an dem das Abkommen aufhören soll, zu erfolgen.

Ausgefertigt in zwei Exemplaren, ein jedes in finnischer, schwedischer und deutscher Sprache, von denen das eine Exemplar der Finnischen Postverwaltung und das andere der deutschen Reichspostverwaltung verbleibt.

HELSINGFORS, den 20. Oktober 1924 und
BERLIN, den 14. November 1924.

DR. HÖFLE.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

No. 813. — AVTAL ANGÅENDE UTVÄXLING AV TARIFFPAKET MEL-
LAN FINLAND OCH TYSKLAND, UNDERTECKNAT I HELSING-
FORS DEN 20. OKTOBER, I BERLIN DEN 14. NOVEMBER 1924.

REPUBLIKEN FINLANDS POSTFÖRVALTNING och TYSKA RIKSPOSTFÖRVALTNINGEN hava träffat följande avtal angående utväxling av tariffpaket.

Artikel 1.

Under benämning tariffpaket kunna mellan sagda länder försändas paket med eller angivet värde, ävensom icke-skrymmande ilpaket utan angivet värde,

- a) vilka i vikt överstiga den för postpaket (colis postaux) i någotdera landet fastställda maximogränsen, men icke överstiga den för paket i inrikes trafik fastställda högsta vikten i det av de båda länderna, som har lägre maximivikt ;
- b) vilkas vikt visserligen icke överstiger den enligt bestämmelsen i punkten a) tillåtna maximivikten, men vilka icke i alla avseenden uppfylla för postpaket gällande försändningsvillkor.

För emottagande av tariffpaket förutsattes, att ångfartygsbolagen äro villiga att befördra sådana paket och att vid transit över andra länder de deltagande förmedlingsförvaltningarna övertaga vidarebefordran av försändelser av dylikt slag.

Artikel 2.

De båda förvaltningarna tillförsäkra varandra transiträtt, var över sitt område, och övertaga vidarebefordran av dylika tariffpaket från och till ett tredje land, med vilket det *förmedlande* postverket utväxlar dylika tariffpaket.

Artikel 3.

Utväxlingen försiggår antingen sjöledes mellan de finska och tyska utväxlingspostanstalter, vilka av förvaltningarna därtill utses, eller genom förmedling av svenska postverket.

Artikel 4.

De avgifter, vilka av avsändaren uppbäras för ett tariffpaket, utgöras av de avgiftsandelar, vilka inlämningslandet, adresslandet och, i förekommande fall, övriga i utväxlingen deltagande länder göra anspråk på ; därtill komma möjligen för befordran sjöledes utgående avgifter. Den adresslandet och, i förekommande fall, det förmedlande landet samt möjligen andra mellanliggande länder tillkommande delen av de uppburna avgifterna upptages på paketkartan det postverk till godo, till vilket tariffpaket i första hand överlämnas.

Artikel 5.

Beloppet av sjöportot vid direkt befordran sjöledes (artikel 4), beror på överenskommelserna med ångfartygsbolagen. De fördragsslutande förvaltningarna skola bemöda sig om att till grund för ingående av avtal med ångfartygsbolagen så vitt möjligt lägga de i den för tiden gällande allmänna internationella postpaketkonventionen förutsedda porto- och assurancesavgifterna för befordran sjöledes, varvid förbehålles rätt att skäligen höja viktporto för tariffpaket, vilkas vikt överskrider den i inlämningslandet fastställda maximivikten för postpaket (colis postaux). Sjöportot tillfaller postverket i det land, vars förvaltning verkställer avräkningen med det ångfartygsbolag, som utför befordran.

Artikel 6.

Avgifterna för tariffpaket utgå i guldfrancs, likaså skall värdet för värdepaket angivas i guldfrancs. Det högsta värdet för tariffpaket skall motsvara det högsta fastställda värdet för paket i inrikes trafik i det av de båda länderna, som i sin inrikes trafik har en lägre maximigräns fastställd. De fördragsslutande förvaltningarna förbehålla sig rätt att för särskilda befodringsvägar ytterligare nedsätta det högsta tillåtna värdet, om den förenämnda bestämmelsen icke kan genomföras till följd av att lägre maximigränser fastställts i överenskommelser med ångfartygsbolag eller emedan de eventuellt deltagande förmedlingsförvaltningarna tillåta endast ett lägre värde.

Artikel 7.

Expressutdelning av tariffpaket skall äga rum i vartdera landet i samma utsträckning som beträffande postpaket. För ett tariffpaket med anteckning «*express*» uppbäres av avsändaren, utöver vanliga postavgifter, ytterligare 50 centimes, i guld, vilken avgift tillfaller adresslandet.

Artikel 8.

Tullavgifterna för sådana tariffpaket, som skola återsändas till inlämningslandet eller efter-sändas till ett tredje land, annulleras helt och hållet, såvida tullförfattningarna i adresslandet sådant medgiva.

Har ett tariffpaket efter dess förtullning förkommit, helt eller delvis berövats sitt innehåll eller på annat sätt skadats, annulleras tullavgifterna i den mån adresslandets tullförfattningar sådant medgiva.

Artikel 9.

För tariffpaket, vilka gått förlorade, helt eller delvis berövats sitt innehåll eller på annat sätt skadats, utbetalas skadestånd enligt bestämmelserna i den för tiden gällande allmänna internationella postpaketkonventionen, likväl med den avvikelse, att det högsta skadeståndet för ett vanligt tariffpaket utgår i Finland med 5 guldfrancs för varje kilogram och i Tyskland med 2 guldfrancs per varje halvt kilogram av paketets hela vikt. Har förlusten, tillgreppet eller skadan ägt rum under befodrningen mellan utväxlingspostanstalterna, utan att det kan konstateras, inom vilketdera landets område eller posttjänst detta skett, fördelas skadeståndet lika mellan förvaltningarna. I detta fall fastställles skadeståndet enligt de i inlämningslandet gällande bestämmelserna.

För förlust eller skada, som härrört av force majeure, utbetalas icke skadestånd.

Artikel 10.

Å de fall, för vilka detta avtal icke innehåller bestämmelser eller beträffande vilka annan överenskommelse icke blivit träffad genom skriftväxling, skola föreskrifterna uti den för tiden

gällande allmänna internationella postpaketkonventionen med därtill hörande expeditonsreglemente äga tillämpning.

Artikel II.

Detta avtal träder i kraft den 1 januari 1925 och gäller tills detsamma av någondera parten skriftligen uppsäges. Uppsägningen bör ske ett år före den dag, från vilken avtalet upphör att gälla.

Upprättat i två exemplar, vartdera på finska, svenska och tyska språken, av vilka det ena exemplaret behålles av Finlands Poststyrelse och det andra av tyska Rikspostförvaltningen.

HELSINGFORS, den 20 oktober 1924 och

BERLIN, den 14 november 1924.

D^r HÖFLE.

G. E. F. ALBRECHT.

¹ TRADUCTION.

No. 813. — ACCORD CONCERNANT L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA FINLANDE, SIGNÉ A HELSINGFORS, LE 20 OCTOBRE ET A BERLIN, LE 14 NOVEMBRE 1924.

L'ADMINISTRATION POSTALE DE LA RÉPUBLIQUE FINLANDAISE et l'ADMINISTRATION POSTALE DU REICH ALLEMAND ont conclu l'Accord suivant, concernant l'échange des colis de messageries postales.

Article I.

Il peut être expédié, sous la dénomination de colis de messageries postales, de l'un des pays mentionnés ci-dessus à destination de

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 813. — AGREEMENT REGARDING THE EXCHANGE OF POSTAL PARCELS BETWEEN GERMANY AND FINLAND, SIGNED AT HELSINGFORS, OCTOBER 20 AND AT BERLIN NOVEMBER, 14, 1924.

THE POSTAL ADMINISTRATION OF THE REPUBLIC OF FINLAND and the GERMAN REICH POSTAL ADMINISTRATION have concluded the following Agreement regarding the exchange of freight parcels.

Article I.

The following parcels, whether or not of declared value, and urgent parcels, not of a bulky character nor of declared value, may

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

l'autre, des colis, avec ou sans valeur déclarée, ainsi que des colis urgents non encombrants, sans valeur déclarée :

- a) dont le poids dépasse la limite de poids fixée pour les « colis postaux » dans l'un des deux pays, mais non la limite fixée pour les colis à destination de l'intérieur dans celui des deux pays où cette limite est plus basse ;
- b) dont le poids ne dépasse pas la limite spécifiée à l'alinéa a), mais qui ne satisfont pas, à tous égards, aux conditions prévues pour l'expédition des « colis postaux ».

Les colis de messageries postales ne pourront être acceptés que si les compagnies de navigation sont disposées à les transporter, et si les administrations intéressées des pays transités consentent à assurer le transport intermédiaire de ces envois.

Article 2.

Les deux administrations se garantissent l'une à l'autre la liberté de transit sur leur territoires respectifs et s'engagent à assurer le transport en transit des colis de messageries postales en provenance et à destination d'un tiers pays avec lequel l'administration postale intermédiaire échange des colis de messageries postales.

Article 3.

L'échange aura lieu, soit par voie de mer entre les bureaux postaux d'échange finlandais et allemands désignés à cet effet par les administrations intéressées, soit par l'intermédiaire de l'Administration postale suédoise.

Article 4.

La taxe que l'expéditeur de chaque colis de messageries postales sera tenu d'acquitter, se composera des fractions de taxe réclamées par le pays d'origine, le pays de destination et, éventuellement, par les autres pays participant au transport ; il y aura lieu d'y ajouter, en cas de transport maritime, les taxes affé-

be sent between the abovementioned countries under the designation "freight parcels" :

- (a) Those of which the weight exceeds the maximum fixed for postal parcels (*colis postaux*) in either country but does not exceed the maximum fixed for inland parcels in the country which has the lower maximum weight.
- (b) Those of which the weight does not exceed the maximum permitted under paragraph (a), but which do not in all respects fulfil the conditions in force for the despatch of postal parcels.

Freight parcels may be accepted for transmission, provided that the steamship companies are willing to carry them, and, in case of transit through other countries, that the intermediate Administrations agree to transmit parcels of this kind.

Article 2.

The two Administrations undertake to grant each other freedom of transit through their respective territories and agree to transmit freight parcels, as described above, coming from or proceeding to any third country with which the Postal Administration of the country of transit exchanges such parcels.

Article 3.

The exchange shall take place, either by sea between the Finnish and German Post Offices, which are designated as exchange offices by the respective Administrations, or through the intermediary of the Swedish postal authorities.

Article 4.

The amount payable by the sender of a freight parcel shall consist of the fractional charges claimed by the country of origin, the country of destination and any other countries concerned in the transmission of the parcel, and, in addition, of any charge incurred for carriage by sea. The share of

rentes à ce transport. La fraction de la taxe perçue revenant au pays de destination et, le cas échéant, au pays intermédiaire et autres pays de transit, sera inscrite sur le bulletin d'expédition au crédit de l'administration postale à laquelle le colis de messageries postales sera remis en premier lieu.

Article 5.

En cas d'expédition directe par voie de mer, le montant de la taxe afférente au transport maritime (article 4) dépend des accords conclus avec les compagnies de navigation. Les administrations contractantes, dans les accords qu'elles concluront à ce sujet avec les compagnies de navigation, s'efforceront, autant que possible, de faire admettre comme base du calcul de la taxe afférente aux transports maritimes les taxes au poids et droits d'assurance prévus pour l'expédition des colis postaux dans la Convention internationale concernant les colis postaux en vigueur à ce moment ; toutefois, les administrations contractantes se réservent le droit d'augmenter dans de justes proportions les taxes au poids pour les colis de messageries postales dont le poids dépasse la limite supérieure prévue pour les « colis postaux » dans le pays d'origine. La taxe de transport maritime revient à l'administration postale du pays dont l'administration procède au règlement de comptes avec les compagnies de navigation qui effectuent le transport maritime.

Article 6.

Les taxes afférentes aux colis de messageries postales seront calculées en francs-or ; de même pour les colis avec valeur déclarée, la valeur devra être également indiquée en francs-or.

La limite supérieure de la déclaration de valeur pour les colis de messageries postales sera égale à la limite supérieure de la déclaration de valeur pour les colis à destination de l'intérieur dans celui des deux pays où cette limite est la plus basse. Les Parties contractantes se réservent le droit de réduire, pour certains itinéraires, la limite supérieure de la valeur déclarée lorsque la disposition ci-dessus ne pourrait être appliquée parce que

the charges collected which accrues to the country of destination and, it may be, to the country of transit, or to any other intermediate country, shall be placed on the parcel bill to the credit of the postal department to which the freight parcel is first delivered.

Article 5.

The amount payable in respect of carriage by sea, in case of direct transport by sea (Article 4), shall depend on the agreements concluded with the steamship companies. The contracting Administrations shall endeavour to ensure that, in any agreements concluded with the steamship companies, the freight and insurance charges or sea transport laid down in the Universal Parcel Post Convention in force at the time shall, as far as possible, be adopted as a basis, without prejudice, however, to the right to make reasonable additions to the charges in respect of weight in the case of freight parcels of which the weight exceeds the maximum laid down for postal parcels (*colis postaux*) in the country of origin. The sea freight shall accrue to the postal department of the country whose Administration settles the accounts with the steamship company transporting the parcels.

Article 6.

The rates on freight parcels shall be calculated in gold francs and the declared value of parcels shall likewise be stated in gold francs. The maximum value for freight parcels shall correspond to the highest value laid down for inland parcels in whichever of the two countries has established the lower maximum limit for its internal traffic. The Contracting Parties shall retain the right to reduce still further the maximum value for parcels despatched by special routes, if the foregoing provisions cannot be applied either on account of a lower maximum limit having been fixed in agreement with a steamship company, or because the

des limites plus basses ont été fixées dans les accords conclus avec les compagnies de navigation ou que les administrations intermédiaires participant au transport n'admettent que la déclaration d'une valeur plus basse.

Administration of an intermediate country imposes a lower limit of value.

Article 7.

Dans chacun des deux pays, la remise par exprès des colis de messageries postales s'effectuera dans les mêmes conditions que pour les colis postaux. Les colis de messageries postales portant la mention « à livrer par exprès », outre les taxes postales ordinaires, seront soumis à une taxe spéciale de 50 centimes-or, dévolus au pays de destination.

Article 7.

Freight parcels shall be accepted for express delivery in each country in the same way as postal parcels. The sender of a freight parcel marked "express" shall pay, in addition to the ordinary postal charges, a further charge of 50 gold centimes, which shall accrue to the country of destination.

Article 8.

Les droits de douane afférents aux colis de messageries postales qu'il y aura lieu de réexpédier dans le pays d'origine ou de faire suivre dans un tiers pays, seront annulés si les règlements douaniers du pays de destination le permettent.

En cas de perte, de spoliation totale ou partielle du contenu, ou de toute autre avarie d'un colis de messageries postales, survenue après dédouanement, les droits de douane seront annulés dans la mesure où les règlements douaniers du pays de destination le permettent.

Article 8.

Customs duties on freight parcels which are to be returned to the country of origin, or which are to be sent to a third country, shall be entirely remitted, provided that the Customs regulations of the country of destination admit of this being done.

If a freight parcel has been lost, or if its contents have been entirely or partially stolen, or if it has been damaged in any other manner, after the parcel has been cleared through the Customs, the Customs duties shall be remitted to the extent admissible under the Customs regulations of the country of destination.

Article 9.

La perte, la spoliation totale ou partielle du contenu, ou toute autre avarie d'un colis de messageries postales, donne droit au paiement d'une indemnité conformément aux dispositions de la Convention internationale concernant les colis postaux en vigueur à ce moment; toutefois, le maximum de l'indemnité due pour un colis de messageries postales ordinaire sera, en Finlande de 5 francs-or par kilo, et en Allemagne, de deux francs-or par demi-kilo du poids total du colis de messageries postales. Si la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu au cours du transport entre les bureaux d'échange, sans qu'il soit possible d'établir sur le territoire ou dans le service postal de quel pays le fait s'est produit, les administrations en cause supporteront le

Article 9.

If a freight parcel has been lost, or if its contents have been entirely or partially stolen, or if it has been damaged in any other way, compensation shall be paid in accordance with the regulations of the Universal Parcel Post Convention in force at the time, provided, however, that the maximum compensation for an ordinary freight parcel shall amount in Finland to 5 gold francs per kilogramme and in Germany to 2 gold francs per half kilogramme of the total weight of the parcel. If the loss, theft or damage has taken place during transport between the exchange post offices, without it being possible to ascertain in which country or postal service this has taken place, the compensation shall be divided equally between the Administrations. In such

dommage par parts égales. Dans ce cas, l'indemnité sera fixée conformément aux règlements en vigueur dans le pays expéditeur.

Aucune indemnité ne sera accordée si la perte ou l'avarie est due à un cas de force majeure.

Article 10.

Tous les cas non prévus par le présent Accord et au sujet desquels aucun arrangement n'aura été conclu par voie d'échange de notes seront réglés conformément aux dispositions de la Convention internationale concernant les colis postaux en vigueur et à son règlement d'exécution.

Article 11.

Le présent Accord entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1925 et restera valable aussi longtemps qu'elle n'aura pas été dénoncée par écrit par l'une ou l'autre des Parties. La dénonciation devra être faite un an avant la date à laquelle l'Accord devra cesser ses effets.

Fait en double expédition, chacune en langues finnoise, suédoise et allemande ; l'une de ces expéditions sera conservée par l'Administration postale finlandaise et l'autre par l'Administration postale du Reich allemand.

HELSINGFORS, le 20 octobre 1924, et

BERLIN, le 14 novembre 1924.

cases the compensation shall be fixed in accordance with the regulations in force in the country of origin.

No compensation shall be paid for loss or damage arising from *force majeure*.

Article 10.

Cases which are not provided for in the present Agreement, or in respect of which no other agreement has been concluded by an exchange of notes, shall be dealt with under the provisions of the Universal Parcel Post Convention, and of its executive regulations, in force at the time.

Article 11.

The present Agreement shall come into force on January 1, 1925, and shall be valid until it is denounced in writing by either Party. Notice of denunciation must be given one year before the date on which the Agreement ceases to be valid.

Done in two copies, each in the Finnish, Swedish and German languages, one copy being retained by the Finnish Postal Administration and the other by the German Reich Postal Administration.

HELSINGFORS, October 20, 1924.

BERLIN, November 14, 1924.

G. E. F. ALBRECHT.
DR. HÖFLE.

N° 814.

FINLANDE ET ITALIE

Traité de commerce et de navigation,
signé à Rome, le 22 octobre 1924.

FINLAND AND ITALY

Treaty of Commerce and Navigation,
signed at Rome, October 22, 1924.

No. 814. — TRAITÉ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE
LA FINLANDE ET L'ITALIE, SIGNÉ A ROME, LE 22 OCTOBRE 1924.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 2 février 1925.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE et SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, animés du désir de resserrer de plus en plus les relations commerciales entre les deux Etats, ont résolu de conclure un Traité de commerce et de navigation, et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

Son Excellence le professeur Juho HEIKKI VENNOLA, ancien Président du Conseil et ancien Ministre des Affaires étrangères ;
Monsieur le docteur Herman GUMMERUS, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Finlande à Rome ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence Benito MUSSOLINI, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères ;

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article 1^{er}.

Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les ressortissants des deux Hautes Parties contractantes.

Les ressortissants de chacune des deux Hautes Parties contractantes pourront, en se conformant aux lois et règlements du pays, librement entrer, voyager, séjourner ou s'établir dans toute l'étendue du territoire de l'autre Partie, et y exercer leur commerce, leur industrie et leurs professions, sans être soumis, soit en ce qui concerne leurs personnes ou leurs biens, soit en matière de commerce, industrie ou professions, à des droits, taxes, impôts ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres ni plus élevés que ceux qui seront perçus sur les nationaux ou sur les ressortissants de la navigation la plus favorisée.

Les droits, privilèges, exemptions, immunités ou autres faveurs quelconques, dont jouiraient en matière de commerce, de navigation ou d'industrie, les ressortissants de l'une des deux Hautes Parties contractantes, seront communs aux ressortissants de l'autre.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 19 janvier 1925.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 814. — TREATY² OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN
FINLAND AND ITALY, SIGNED AT ROME, OCTOBER 22, 1924.

French official text communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place February 2, 1925.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND and HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, being desirous of establishing closer commercial relations between the two States, have decided to conclude a Treaty of Commerce and Navigation, and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

His Excellency Professor JUHO HEIKKI VENNOLA, formerly President of the Council and Minister for Foreign Affairs ;

Dr. Herman GUMMERUS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Finland in Rome ;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency Benito MUSSOLINI, President of the Council, Minister for Foreign Affairs ;

who, having communicated their full powers, which were found in good and due form, have agreed upon the following articles :

Article I.

There shall be full and complete freedom of commerce and navigation between the nationals of the two High Contracting Parties.

The nationals of the two High Contracting Parties shall, provided they conform to the laws and regulations of the country, be able to enter, travel, stay or establish themselves anywhere within the territory of the other Party, and exercise their trade, industry and professions in that country without being subject, either as regards their persons or property, or in respect of commerce, industry or professions, to duties, taxes, rates or licence fees, under any denomination whatsoever, other or higher than those which shall be levied on the subjects or nationals of the most-favoured nation.

The rights, privileges, exemptions, immunities or any other favours whatsoever which may be enjoyed in respect of commerce, navigation or industry by the nationals of one of the two High Contracting Parties shall be equally extended to the nationals of the other.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Rome, January 19, 1925.

Les stipulations de cet article ne dérogent point aux lois, décrets et règlements spéciaux, en matière de commerce, d'industrie, de professions et de police, en vigueur dans les deux pays et également applicables aux ressortissants de toute autre Puissance.

Article 2.

Les ressortissants de chacune des deux Hautes Parties contractantes auront le droit d'acquérir et de posséder, dans le territoire de l'autre Haute Partie, des biens de toute sorte et de toute nature, meubles et immeubles, et d'en disposer librement par achat, vente, donation, permutation, contrat de mariage, testament, succession *ab intestato* ou par tout autre moyen, aux mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée et sans payer des droits, contributions, taxes, impôts, autres ou plus élevés que ceux auxquels sont assujettis, en vertu des lois, les ressortissants du pays même.

Ils pourront de même exporter leurs biens, en se conformant toutefois aux lois du pays, sans être assujettis à payer, à raison de l'exportation, un droit quelconque en qualité d'étrangers, ou des droits autres ou plus élevés que ceux que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée auraient à payer en pareille circonstance.

Article 3.

Les ressortissants de chacune des deux Hautes Parties contractantes seront exempts, dans le territoire de l'autre, de tout service militaire obligatoire, soit dans les armées de terre, de l'air ou dans la marine, soit dans la garde ou la milice nationale. Ils seront également dispensés de toute fonction officielle obligatoire, judiciaire, administrative ou municipale, du logement des soldats, de toute contribution soit pécuniaire, soit en nature, établie à titre d'équivalent d'un des services personnels ci-dessus, de toute réquisition et prestation militaire, ainsi que des emprunts forcés. Seront toutefois exceptées les charges, qui sont connexes à la possession ou à la location des immeubles, aussi bien que les prestations et les réquisitions militaires, auxquelles les nationaux peuvent également être appelés à se soumettre en qualité de propriétaires fonciers ou locataires d'immeubles.

Dans ce cas, les intérêts des ressortissants de chacune des deux Hautes Parties jouiront d'une complète protection en ce qui concerne les compensations et indemnités et la fixation des prix de réquisition. Il est entendu, en outre, qu'ils ne seront jamais traités à cet égard d'une manière moins favorable que les ressortissants d'une tierce Puissance quelconque.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des deux Hautes Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Haute Partie, en se conformant aux lois du pays, d'une protection pleine et entière pour la sûreté de leurs personnes, de leurs propriétés et de leurs intérêts. Ils jouiront, à cet égard, des mêmes droits et privilèges qui sont ou seront accordés aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Ils auront également libre et facile accès auprès des tribunaux de toute instance et de toute juridiction pour faire valoir leurs droits et pour pourvoir à leur défense, en se conformant aux lois du pays.

Ils pourront se servir, à cet effet, d'avocats, de notaires et d'agents de toute sorte, qu'ils jugeront aptes à défendre leurs intérêts et qui seront autorisés par les lois du pays, et ils jouiront, quant aux rapports judiciaires, des mêmes droits et des mêmes privilèges qui sont ou seront accordés à l'avenir aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

The stipulations of this article do not invalidate the special laws, decrees and regulations with regard to commerce, industry, professions and police which are in force in the two countries and are also applicable to the nationals of any other Power.

Article 2.

The nationals of each of the two High Contracting Parties shall have the right to acquire and possess, in the territory of the other High Contracting Party, movable and immovable property of any sort or kind, and to dispose of it freely by purchase, sale, donation, exchange, marriage contract, bequest, succession *ab intestato* or by any other means, on the same conditions as the nationals of the most-favoured nation and without paying other or higher duties, contributions, taxes, or rates than those to which the nationals of the country itself are subject by virtue of the laws.

They shall be able likewise to export their property provided they comply with the laws of the country, without being required to pay any duty as foreigners on account of such export, or duties other or higher than those which the nationals or subjects of the most-favoured nation would have to pay in similar circumstances.

Article 3.

The nationals of each of the two High Contracting Parties shall be exempt, in the territory of the other, from any compulsory military service either in the land or air forces, or in the navy, or in the national guard or militia. They shall be likewise exempt from any compulsory official, judicial, administrative or municipal function, from the billeting of soldiers, from any contribution either in money or in kind established in lieu of any of the personal services mentioned, from any military requisition and contribution and from forced loans. Exceptions shall, however, be made in respect of obligations connected with the ownership or renting of real estate, and also in respect of military contributions and requisitions to which the country's own nationals may be likewise called upon to submit in their capacity as landed proprietors or occupiers of real estate.

In this case the interests of the nationals of each of the two High Parties shall enjoy complete protection as regards compensations and indemnities and the determination of the prices of requisition. It is further agreed that they shall never be treated in this respect in a manner less favourable than the nationals of any other Power whatsoever.

Article 4.

The nationals of each of the two High Contracting Parties shall, in the territory of the other High Contracting Party, provided they conform to the laws of the country, enjoy full and complete protection for their persons, property and interests. In this respect they shall enjoy the same rights and privileges as are or shall be accorded to the nationals or citizens of the most-favoured nation.

They shall likewise have freedom and facility of access to the law courts of any instance and jurisdiction in order to substantiate their rights and provide for their defence, if they conform to the laws of the country.

They shall be able for this purpose to employ advocates, notaries and agents of any kind whom they shall judge fit to defend their interests and who shall be authorised by the laws of the country, and they shall enjoy as regards legal matters the same rights and privileges as are or shall be in future accorded to the nationals or citizens of the most-favoured nation.

Article 5.

Les sociétés civiles, commerciales, industrielles, financières et d'assurance (y compris les instituts publics d'assurance sur la vie humaine) domiciliées dans les territoires de l'une des deux Hautes Parties contractantes et y ayant été valablement constituées conformément aux lois respectives, seront reconnues comme ayant l'existence légale dans les territoires de l'autre et pourront y exercer leur activité et tous leurs droits, sauf les limitations fixées par les lois en vigueur et sous réserve de l'accomplissement de toutes les formalités prévues par les lois. Elles auront libre et facile accès auprès des tribunaux soit pour intenter une action, soit pour y défendre.

En tout cas, les dites sociétés jouiront, dans les territoires de l'autre Haute Partie contractante, des mêmes droits qui sont ou seront accordés aux sociétés similaires d'un autre pays quelconque.

Les dites sociétés et instituts n'auront à payer pour l'exercice d'affaires commerciales ou industrielles, dans le territoire de l'autre Partie, des impôts, droits ou taxes ni autres ni plus élevés que ceux qui sont ou seront perçus à charge des sociétés et instituts du pays.

Article 6.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord de n'entraver en aucune manière le commerce réciproque des deux pays par des prohibitions d'importation ou d'exportation. En conséquence, elles ne maintiendront et n'institueront des prohibitions ou restrictions d'importation ou d'exportation, à moins que cela ne soit absolument nécessaire et pour aussi longtemps que les circonstances exceptionnelles qui en sont la raison subsisteront.

Des exceptions à cette règle, en tant qu'elles soient applicables à tous les pays ou aux pays se trouvant en conditions identiques, ne pourront avoir lieu que dans les cas suivants :

1. dans des circonstances exceptionnelles, par rapport aux provisions de guerre ;
2. pour des raisons de sûreté publique ;
3. pour les monopoles d'Etat actuellement en vigueur ou qui pourraient être établis à l'avenir ;
4. afin d'appliquer à des marchandises étrangères des prohibitions ou restrictions, qui ont été ou qui pourraient être établies par la législation intérieure, pour la production, la vente, le transport ou la consommation à l'intérieur des marchandises indigènes similaires ;
5. par égard à la police sanitaire, et en vue de la protection des animaux et des plantes utiles, contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles, et surtout dans l'intérêt de la santé publique et conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet.

Article 7.

Les produits naturels ou fabriqués, d'origine et en provenance de l'Italie, énumérés à la liste Annexe A, jointe au présent Traité, bénéficieront, à leur importation en Finlande, pendant toute la durée du Traité, des pourcentages de réduction, indiqués dans la dite Annexe A, lesquels pourcentages porteront sur toutes surtaxes ou coefficients de majoration actuellement existants ou qui pourraient exister à l'avenir.

Les produits naturels ou fabriqués, d'origine et en provenance de la Finlande, énumérés à la liste Annexe B, jointe au présent Traité, ne seront pas soumis, à leur importation en Italie, pendant toute la durée du Traité, à des droits, y compris les coefficients, autres ou plus élevés, que ceux fixés dans la dite Annexe B.

Article 5.

The civil, commercial, industrial, financial and insurance associations (including public life insurance institutions) domiciled in the territories of one of the two High Contracting Parties and having been validly constituted in that country in accordance with its laws, shall be recognised as having legal existence in the territories of the other and shall be able to exercise their activities and all their rights in that country within the limits fixed by the laws in force and providing that they fulfil all the formalities laid down in the laws. They shall have liberty and facility of access to the law courts either as plaintiffs or defendants.

In any case the said associations shall enjoy in the territories of the other High Contracting Party the same rights as are or shall be accorded to similar companies of any other country whatsoever.

The said associations and institutions shall not be required to pay, in respect of the exercise of commercial or industrial activities in the territory of the other Party, other or higher rates, duties or taxes than those which are or shall be levied on companies and institutions of the country.

Article 6.

The High Contracting Parties agree not to impede the trade between the two countries in any manner whatever by import or export prohibitions. Consequently they shall not maintain or introduce import or export prohibitions or restrictions unless this is absolutely necessary, and only so long as the exceptional circumstances which rendered them necessary continue to exist.

Exceptions to this rule, in so far as they are applicable to all countries or to countries in identical circumstances, may only be made in the following cases :

- (1) In exceptional circumstances, in connection with supplies ;
- (2) For reasons of public security ;
- (3) For State monopolies at present in force or which may be established in the future ;
- (4) In order to apply to foreign goods prohibitions or restrictions which have been or may hereafter be established by internal legislation regarding the production, sale, transport or consumption within the country of similar national goods ;
- (5) On account of sanitary police considerations and with a view to the protection of useful animals and plants against diseases, harmful insects and parasites, and, above all, in the interest of public health and in conformity with international principles adopted on this subject.

Article 7.

Natural or manufactured products originating in and coming from Italy, enumerated in the list in Annex A attached to the present Treaty, shall, on importation into Finland, throughout the period of validity of this Treaty, benefit by the percentages of reduction indicated in the said Annex A, which shall apply to all supplementary dues or co-efficients of increase which exist at present or may exist in the future.

The natural or manufactured products originating in and coming from Finland, enumerated in the list in Annex B attached to the present Treaty, shall not be subject on importation into Italy, during the whole period of validity of this Treaty, to other or higher duties, including the co-efficients, than those fixed in the said Annex B.

Article 8.

Les produits, naturels ou fabriqués, d'origine et en provenance de l'Italie, énumérés aux listes Annexes *A* et *C*, ne pourraient dans aucun cas être soumis, à leur importation en Finlande, en ce qui concerne les droits de douane et les coefficients ou surtaxes, ou sous un autre rapport quelconque, à un traitement moins favorable que celui qui est accordé ou pourrait être accordé à l'avenir aux produits similaires d'un tiers pays quelconque.

Les produits, naturels ou fabriqués, d'origine et en provenance de la Finlande, énumérés aux listes Annexes *B* et *D*, ne pourront dans aucun cas être soumis, à leur importation en Italie, en ce qui concerne les droits de douane et les coefficients ou surtaxes, ou sous un autre rapport quelconque, à un traitement moins favorable que celui qui est accordé ou pourrait être accordé à l'avenir aux produits similaires d'un tiers pays quelconque.

Article 9.

La Finlande s'engage à acheter en Italie tous les vins et boissons alcooliques, spécialités italiennes, qui lui sont nécessaires pour la consommation légale.

Pour l'application du paragraphe précédent, la Finlande admettra les dits produits italiens, soit dans la pharmacopée, soit comme médicaments pour le traitement des animaux, soit pour des usages techniques ou scientifiques.

Les dits produits seront accompagnés de certificats, délivrés par les laboratoires officiels italiens, dont la liste est jointe au présent Traité (Annexe *E*) établissant que les vins et boissons alcooliques sont de bonne qualité et possèdent tous les caractères de la spécialité dont il s'agit.

Article 10.

La Finlande s'engage, dans le cas où les privilèges accordés à la France pour les vins communs seraient modifiés ou viendraient à cesser, à entrer immédiatement en pourparlers avec l'Italie en vue de lui concéder, aussi pour les vins communs d'origine italienne, le même traitement accordé par l'article précédent aux vins et boissons alcooliques spécialités italiennes.

En tout cas, il est entendu que si la Finlande, pour n'importe quelle raison, accordait aux vins communs d'un pays tiers, autre que la France, des faveurs quelconques, les mêmes faveurs seraient immédiatement accordées aux vins communs italiens.

La Finlande s'engage, en outre, à réserver aux vins italiens un équitable pourcentage d'importation, dans le cas où, modifiant ses principes actuels, elle s'obligerait, vis-à-vis d'un tiers pays quelconque, à acheter une quantité fixe de vins et boissons alcooliques.

Article 11.

A l'exportation vers l'Italie il ne sera perçu en Finlande et à l'exportation vers la Finlande il ne sera perçu en Italie d'autres ni de plus hauts droits de sortie ou taxes d'autre nature qu'à l'exportation des mêmes produits vers le pays le plus favorisé à cet égard.

De même toute autre faveur, accordée par l'une des Hautes Parties contractantes à une tierce Puissance à l'égard de l'exportation sera, immédiatement et sans conditions, étendue à l'autre.

Article 12.

Les deux Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en tout ce qui concerne la garantie, la perception des droits et les autres formalités douanières ayant rapport à l'importation, à l'exportation, à l'entreposage, à la réexportation, au transbordement et au transit des marchandises.

Article 8.

Natural or manufactured products originating in and coming from Italy, enumerated in the lists in Annexes A and C may not in any case, on being imported into Finland, be subject, as regards the Customs duties and co-efficients or supplementary dues, or in any other respect whatsoever, to less favourable treatment than that which is, or may in future be, extended to similar products from any third country whatsoever.

Natural or manufactured products originating in and coming from Finland, enumerated in the lists in Annexes B and D, may not in any case be subject, on importation into Italy, as regards the Customs duties and co-efficients or supplementary dues, or in any other respect whatsoever, to less favourable treatment than that which is, or may in future be, accorded to similar products from any third country whatsoever.

Article 9.

Finland undertakes to purchase in Italy all the wines and alcoholic beverages (Italian specialities) which are required for legal consumption.

In application of the preceding paragraph Finland shall insert the said Italian products in the pharmacopœia, admit them as medicaments for the treatment of animals, or recognise them for technical or scientific uses.

The said products shall be accompanied by certificates issued by the Italian official laboratories, the list of which is attached to the present Treaty (Annex E), establishing the fact that the wines and alcoholic beverages are of good quality and possess all the characteristics of the speciality in question.

Article 10.

Finland undertakes, in case the privileges accorded to France in respect of ordinary wines should be modified or cease, immediately to enter into negotiations with Italy, with a view to extending also to the ordinary wines of Italian origin the same treatment as is accorded by the preceding article to the wines and alcoholic beverages which are Italian specialities.

In any case it is agreed that if Finland for any reason whatsoever accorded any privileged treatment to the ordinary wines of a third country other than France, the same privileges would immediately be accorded to the ordinary Italian wines.

Finland further undertakes to reserve an equitable percentage of imports for Italian wines if she should modify her present principles and assume the obligation to purchase a fixed quantity of wines and alcoholic beverages from any third country whatsoever.

Article 11.

On exportation to Italy no higher export duties or taxes of any other kind shall be levied in Finland, and on exportation to Finland no higher export duties or taxes of any other kind shall be levied in Italy, than are levied on the export of the same products to the most-favoured country in this respect.

In the same manner any other privilege accorded by one of the High Contracting Parties to a third Power in respect of export shall immediately and unconditionally be extended to the other.

Article 12.

The two High Contracting Parties shall grant each other most-favoured-nation treatment in all matters that concern the guarantee, the levying of the duties and other Customs formalities connected with import, export, warehousing, re-export, transhipment and transit of goods.

Chacune des deux Parties s'engage, en conséquence, à faire profiter l'autre, immédiatement et sans autres conditions, de toute faveur, de tout privilège et de toute réduction de droits, de surtaxes, de coefficients de majoration, de taxes et de droits accessoires et locaux, qu'elle a déjà accordés ou pourrait accorder à l'avenir, sous les rapports mentionnés à l'alinéa premier du présent article, à titre permanent ou temporaire, à une tierce Puissance.

Dans tous les cas où l'une des Hautes Parties contractantes soumettrait l'importation ou l'exportation de certains produits ou marchandises à un monopole ou à des conditions de prix contrôlées par le Gouvernement ou par tout organisme habilité par lui, les conditions applicables à l'autre Partie seront les plus favorables qui sont ou pourront être appliquées à toute autre Puissance tierce et aux ressortissants de toute Puissance tierce.

Article 13.

Les dispositions des articles 7, 8, 11 et 12 ne dérogent point :

- a) aux faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à des Etats limitrophes, pour faciliter le trafic de frontière ;
- b) aux obligations imposées à l'une des Hautes Parties par les engagements d'une union douanière déjà contractée ou qui pourraient être contractée à l'avenir.

En outre, l'Italie s'engage à ne pas réclamer le bénéfice de toute préférence douanière ou facilité, de quelque nature que ce soit, que la Finlande pourrait accorder à l'Esthonie, en vue de conserver ses échanges traditionnels avec ce pays.

De même la Finlande s'engage à ne pas réclamer le bénéfice de toute préférence douanière ou facilité, de quelque nature que ce soit, que l'Italie ait accordé ou pourrait accorder à l'avenir à ses Colonies, ses Protectorats ou Possessions.

Toutefois, il est entendu que chacune des deux Parties contractantes pourra réclamer immédiatement les mêmes avantages dans le cas où ils auraient été ou seraient accordés à l'avenir par l'une ou par l'autre à un tiers Etat quelconque.

Article 14.

Si l'une des deux Hautes Parties contractantes frappe les produits d'un tiers pays de droits plus élevés que ceux applicables aux mêmes produits originaires et en provenance de l'autre Haute Partie, ou si elle soumet les marchandises d'un tiers pays à des prohibitions ou restrictions d'importation non applicables aux mêmes marchandises de l'autre Partie contractante, elle est autorisée, au cas où les circonstances l'exigeraient, à faire dépendre l'application des droits les plus réduits aux produits provenant de l'autre Partie, ou leur admission à l'entrée, de la présentation de certificats d'origine.

Les dits certificats pourront émaner du bureau de douane d'expédition, soit à l'intérieur, soit à la frontière, ou de la Chambre de commerce et d'industrie compétente ou d'autres autorités ou organes, que les deux Gouvernements auront désignés d'un commun accord. Ils pourront même être remplacés par la facture, si les Gouvernements respectifs le croient convenable.

Les Hautes Parties contractantes veilleront à ce que le commerce ne soit entravé ni par la hauteur des taxes perçues pour ces certificats, ni par des formalités inutiles lors de leur délivrance.

Article 15.

Les droits et taxes intérieurs, perçus pour le compte de l'Etat, des provinces, des communes, ou des corporations, qui grèvent ou grèveront la production, la fabrication et la consommation des marchandises dans le territoire de l'une des deux Hautes Parties contractantes, ne pourront frapper les produits de l'autre Haute Partie ni d'un taux plus élevé, ni d'une manière plus onéreuse que les produits indigènes de la même espèce.

Each of the two Parties consequently undertakes immediately and without other conditions to extend to the other the benefit of any favour, privilege and reduction of duties, supplementary taxes, co-efficients of increase, accessory and local taxes and duties that it has already accorded or may in the future accord in respect of all matters referred to in the first paragraph of the present article, permanently or temporarily, to a third Power.

In all cases where one of the High Contracting Parties subjects the import or export of certain products or goods to a monopoly or to price conditions involving control by the Government or by any organisation it may appoint, the conditions applicable to the other Party shall be the most favourable which are or may be applied to any third Power and to the nationals of any third Power.

Article 13.

The provisions of Articles 7, 8, 11 and 12 do not invalidate :

- (a) Privileges which are at present or may subsequently be accorded to neighbouring States in order to facilitate frontier traffic ;
- (b) Obligations imposed on one of the High Contracting Parties by adherence to a Customs union which has already been concluded or may be concluded in the future.

Italy further undertakes not to claim the advantage of any Customs preference or facility of any kind whatever that Finland may accord to Esthonia with a view to maintaining its traditional trade relations with that country.

In the same manner Finland undertakes not to claim the advantage of any Customs preference or facility of any kind whatsoever that Italy may have accorded or may in future accord to its Colonies, Protectorates or Possessions.

It is nevertheless agreed that each of the two Contracting Parties shall have the right immediately to claim the same advantages should they have been or in the future be accorded by one or the other to any third State whatsoever.

Article 14.

If either of the High Contracting Parties imposes on the products of a third country higher duties than those which are applicable to the same products originating in and coming from the other High Contracting Party, or if it subjects the goods of a third country to import prohibitions or restrictions which are not applicable to the same goods from the other Contracting Party, it shall be authorised, should circumstances require it, to make the application of the lowest rates to products coming from the other Party, or the admission of such products on importation, dependent on the presentation of certificates of origin.

The said certificates may be issued by the Customs office of the place of despatch, either inland or on the frontier, or by the competent Chamber of Commerce and Industry, or by other authorities or organs that the two Governments shall have agreed to designate. They may even be replaced by the invoices if the respective Governments think fit.

The High Contracting Parties shall see that trade is not impeded by the amount of the fees levied on these certificates or by useless formalities when they are issued.

Article 15.

The internal duties and taxes which are or shall be levied on account of the State, provinces, communes or corporations on the production, manufacture and consumption of goods in the territory of either of the High Contracting Parties shall not be imposed on the products of the other High Contracting Party at a higher rate or in a more onerous manner than on national products of the same kind.

Article 16.

Les deux Hautes Parties contractantes se concèdent réciproquement la liberté de transit, conformément aux lois et règlements en vigueur dans leurs pays respectifs, à travers leurs territoires, par chemin de fer aussi bien que par cours d'eaux navigables et par canaux ; et ceci pour les personnes, les bagages, les marchandises, les wagons de chemin de fer, les navires et le service postal.

Les marchandises de toute nature, venant du territoire de l'une des Parties contractantes ou y allant, seront réciproquement affranchies, dans le territoire de l'autre, de tout droit de transit, soit qu'elles transitent directement, soit que, pendant le transit, elles doivent être déchargées, déposées et rechargées.

Aucune des deux Hautes Parties contractantes ne sera tenue d'assurer le transit des voyageurs, dont l'entrée dans son territoire est interdite, ou des marchandises, dont l'importation est prohibée, soit pour raison de santé ou de sécurité publique ou d'Etat, soit comme précaution contre les maladies des animaux ou des végétaux.

Chacune des deux Hautes Parties contractantes aura en outre le droit de soumettre le transit des marchandises, qui forment l'objet d'un monopole, aux précautions prévues par les lois et règlements en vigueur.

Article 17.

Le régime des monopoles d'Etat, ainsi que des armes et munitions de guerre, reste soumis aux lois et règlements de chacune des deux Hautes Parties contractantes.

Article 18.

Tout en étant admis au bénéfice des avantages plus grands pouvant découler du traitement de la nation la plus favorisée, les négociants, les fabricants et autres producteurs de l'un des deux pays, ainsi que leurs commis-voyageurs, auront le droit, sur la production d'une carte de légitimation et en observant les formalités prescrites dans le territoire de l'autre pays, de faire dans ce pays les achats pour leur commerce, fabrication ou autre entreprise et d'y rechercher des commandes chez les producteurs et commerçants.

Si l'une des deux Hautes Parties contractantes venait à appliquer de ce fait des taxes ou paientes spéciales, l'autre Partie pourra adapter son régime de manière à rétablir la réciprocité.

Les dits négociants, fabricants, producteurs et commis-voyageurs pourront avoir avec eux des échantillons ou modèles, mais non des marchandises, sauf dans les cas où cela est permis par les lois et règlements en vigueur aux voyageurs de commerce nationaux.

La carte de légitimation mentionnée ci-dessus devra être établie conformément au modèle contenu à l'annexe *F* de ce Traité et sera délivrée par les Chambres de commerce de chaque pays.

Ce document est valable pour le cours de l'année solaire pour laquelle il a été délivré.

En ce qui concerne les industries ambulantes, le colportage et la recherche de commandes chez les personnes n'exerçant ni industrie, ni commerce, les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables et les Hautes Parties contractantes se réservent à cet égard l'entière liberté de leur législation.

Les articles importés comme échantillons dans les buts susmentionnés seront, dans chacun des deux pays, admis temporairement en franchise de droits, en conformité des règlements et formalités de douane établis pour assurer leur réexportation ou le paiement des droits de douane prescrits en cas de non-réexportation dans le délai prévu par la loi. Toutefois, le dit privilège ne s'étendra pas aux articles qui, à cause de leur quantité ou valeur, ne peuvent pas être considérés comme échantillons, ou qui, à cause de leur nature, ne sauraient être identifiés lors de leur réexportation.

Article 19.

Les marchandises envoyées par les producteurs ou commerçants d'un des deux pays aux expositions, foires et concours, ayant lieu sur le territoire de l'autre, seront admises sous le régime

Article 16.

The two High Contracting Parties grant reciprocal freedom of transit, in conformity with the laws and regulations in force in their respective countries, through their territories, by rail and by navigable waterways and canals, for persons, luggage, goods, railway wagons, vessels and the postal service.

Goods of any kind coming from or going to the territory of one of the Contracting Parties shall be reciprocally exempt in the territory of the other from any transit duty, whether they are despatched in direct transit or must be unloaded, warehoused and re-loaded during transit.

Neither of the two High Contracting Parties shall be obliged to effect the transit of travellers whose entry into its territory has been forbidden, or of goods of which the import is prohibited either for reasons of public health or security or for State reasons or as a protection against the diseases of animals or plants.

Each of the two High Contracting Parties shall further have the right to subject the transit of goods forming a monopoly to precautions provided by the laws and regulations in force.

Article 17.

The rules governing State monopolies and also arms and munitions of war remain subject to the laws and regulations of each of the two High Contracting Parties.

Article 18.

While enjoying the greatest advantages that may be derived from most-favoured-nation treatment, the merchants, manufacturers and other producers of one of the two countries, as well as their commercial travellers, shall have the right, on producing an identity card and on observing the formalities prescribed in the territory of the other country, to make purchases in that country for their trade, manufacture or other business and to solicit orders from the producers and merchants.

If one of the two High Contracting Parties levies special taxes or licence fees in this respect the other Party may modify its rules in such a manner as to re-establish reciprocity.

The said merchants, manufacturers, producers and commercial travellers may have with them samples or models but not goods unless that is permitted by the laws and regulations in force for national commercial travellers.

The identity card mentioned above shall be established in conformity with the specimen contained in Annex F of this Treaty and shall be obtainable from the Chambers of Commerce of each country.

This document is valid during the calendar year for which it has been issued.

As regards itinerant industries, hawking and soliciting orders from persons who are not engaged in either industry or commerce, the above provisions shall not be applicable and the High Contracting Parties reserve to themselves complete liberty for their legislation in this respect.

Articles imported as samples for the purposes above mentioned shall, in each of the two countries, be admitted temporarily free of duty in conformity with the Customs regulations and formalities which have been established for ensuring their re-exportation or the payment of Customs duties prescribed in case of non re-exportation within the time-limit provided by law. The said privilege, however, shall not extend to articles which by reason of their quantity or value cannot be considered as samples or which by their nature cannot be identified on re-exportation.

Article 19.

Goods sent by the producers or merchants of either of the countries to exhibitions, fairs and shows taking place in the territory of the other shall be admitted temporarily and shall enjoy freedom

de l'admission temporaire et jouiront de la franchise des droits de douane et des autres taxes d'importation dans le cas où, étant demeurées invendues, elles soient réexportées dans le délai de deux mois à partir de la date de la clôture de l'exposition, de la foire ou du concours.

La réexportation de ces marchandises devra être garantie, soit par un dépôt en espèce, soit par une caution valable, soit par d'autres mesures de nature à rendre moins onéreuses les garanties requises pour l'admission temporaire.

Article 20.

Les deux Hautes Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée sur leurs territoires, en ce qui concerne les prix et les modalités de transport, conditions de livraison, taxes et charges publiques sur les chemins de fer respectifs.

Article 21.

Il y aura, entre les territoires des deux Hautes Parties contractantes, liberté réciproque de navigation. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront, sur le même pied que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée, pleine liberté de se rendre avec leurs navires et leurs cargaisons dans les lieux et ports des territoires de l'autre ; ils seront toutefois tenus de se conformer toujours aux lois du pays où ils arrivent.

Les navires de commerce appartenant aux ressortissants ou aux sociétés de chacun des pays contractants, leurs équipages, passagers et cargaisons jouiront, à leur arrivée aux territoires de l'autre pays, soit directement du pays d'origine, soit d'un autre pays, et quel que soit le lieu de provenance ou la destination de leurs passagers et cargaisons, sous tous les rapports, d'un traitement au moins aussi favorable que celui accordé aux navires, équipages, passagers et cargaisons nationaux ou de la nation la plus favorisée.

Article 22.

Chacune des deux Hautes Parties contractantes permettra qu'il soit effectué sur les navires de l'autre l'importation ou l'exportation de toutes les marchandises, qui peuvent être légalement importées ou exportées, et le transport même des passagers qui viennent ou partent des territoires respectifs.

Article 23.

En tout ce qui concerne le séjour, le placement des navires, leur chargement et leur déchargement dans les ports, docks, baies, bassins et rades des territoires des deux Hautes Parties contractantes, tous les privilèges et toutes les facilités qui soient accordés par l'une des Parties aux navires nationaux ou aux navires d'une tierce Puissance quelconque, seront étendus aux navires de l'autre Partie.

Article 24.

Les navires italiens et finlandais pourront passer d'un port de l'un des deux pays contractants à un ou plusieurs ports du même pays, soit pour y composer ou compléter leur chargement pour destination étrangère, soit pour y déposer toute ou partie de leur cargaison apportée de l'étranger.

Les dits navires pourront, en ce conformant toutefois aux lois et règlements des Etats respectifs, conserver à leur bord la partie de leur cargaison provenant de l'étranger qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter, sans être astreints à payer, pour cette dernière partie de leur cargaison, aucun droit de douane, sauf ceux de surveillance, lesquels, d'ailleurs, ne pourront être perçus qu'aux taux les plus bas fixés pour les navires appartenant aux ressortissants et sociétés nationaux ou de la nation la plus favorisée.

from Customs duty and other import taxes if they remain unsold and are re-exported within two months from the date of the closing of the exhibition, fair or show.

The re-export of these goods shall be guaranteed either by a cash deposit or by a valid security or by such other measures as may be taken to make the guarantees required for temporary admission less onerous.

Article 20.

The two High Contracting Powers guarantee each other most-favoured-nation treatment in their territories as regards the cost and means of transport, conditions of delivery and public taxes and charges on the respective railways.

Article 21.

There shall be reciprocal freedom of navigation between the territories of the two High Contracting Parties. The nationals of each of the High Contracting Parties shall have full freedom to proceed with their vessels and cargoes to localities and ports within the territories of the other under the same conditions as the nationals or citizens of the most-favoured nation ; they shall, however, always be obliged to comply with the laws of the country to which they come.

The merchant ships belonging to nationals or to companies of each of the contracting countries, together with their crews, passengers and cargoes, on arrival in the territory of the other country either directly from the country of origin or from another country, and whatsoever may be the place of origin or destination of their passengers and cargoes, shall enjoy in all respects treatment at least as favourable as that granted to national vessels, crews, passengers and cargoes or to those of the most-favoured nation.

Article 22.

Each of the two High Contracting Parties shall permit the import or export on vessels of the other Party of all goods which may be legally imported or exported, and also the transport of passengers who arrive in or leave the respective territories.

Article 23.

In all matters concerning the stay and mooring of vessels, and their loading and unloading in the ports, docks, berths, wharves and roadsteads of the territories of the two High Contracting Parties, all the privileges and facilities which may be accorded by one of the two Parties to national vessels or to vessels of any third Power whatsoever shall be extended to the vessels of the other Party.

Article 24.

Italian and Finnish vessels shall be able to proceed from a port of one of the two contracting countries to one or more ports of the same country either to make up or complete their cargo for a foreign destination or to unload all or a part of their cargo brought from abroad.

The said vessels shall, however, while conforming to the laws and regulations of the respective States, be able to retain on board such part of their cargo coming from abroad as is intended for another port either of the same or of another country, and to re-export it without being required to pay on this part of their cargo any Customs duty except supervision charges, which, moreover, may only be levied at the lowest rates fixed for vessels belonging to nationals or national companies or to the most-favoured nation.

Article 25.

Aucun droit de tonnage, de transit, de canal, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine ou autre droit ou charge similaire ou analogue, de quelque dénomination que ce soit, levé au nom ou au profit du Gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers et de corporations ou d'établissements quelconques, habilités par le Gouvernement, ne sera imposé dans les eaux territoriales de l'un des deux pays, sur les navires de l'autre, sans qu'il soit également imposé, sous les mêmes conditions, sur les navires nationaux ou de la nation la plus favorisée.

Cette égalité de traitement sera appliquée réciproquement aux navires respectifs, de quelque endroit qu'ils arrivent et quel que soit leur lieu de destination.

Article 26.

En ce qui concerne la navigation sur les voies navigables intérieures, naturelles ou artificielles, les navires finlandais et leurs cargaisons en Italie et réciproquement les navires italiens et leurs cargaisons en Finlande, seront soumis aux mêmes conditions que les navires de la nation la plus favorisée et leurs cargaisons, étant entendu que les droits à prélever sur les navires et sur leurs cargaisons, autres que les droits de douane, ne devront pas excéder le taux applicable aux navires nationaux et à leurs cargaisons.

Article 27.

Le traitement des navires nationaux ou de la nation la plus favorisée ne s'étend pas :

1. au cabotage, lequel continue à être régi par les lois qui sont ou seront en vigueur dans chacun des deux Pays ;
2. aux encouragements accordés ou qui pourraient être accordés à la marine marchande nationale ;
3. aux concessions spéciales accordées aux sociétés de sport nautique et aux navires de plaisance ;
4. à l'exercice de la pêche — y compris la chasse aux phoques — dans les eaux territoriales des deux Hautes Parties contractantes, et à l'exercice du service maritime des ports, des radés et des plages. Le service maritime comprend l'exercice du remorquage, l'assistance et le sauvetage maritime.

Article 28.

En cas de naufrage, échouement, avarie en mer ou relâche forcée d'un navire de l'une des deux Hautes Parties contractantes dans les eaux de l'autre, le navire et sa cargaison jouiront des mêmes faveurs et immunités que les lois et règlements du pays respectif accordent, dans des circonstances analogues, aux navires nationaux ou à ceux de la nation la plus favorisée. Aide et assistance seront données, dans la même mesure qu'aux nationaux, au capitaine, à l'équipage et aux passagers, tant pour eux-mêmes que pour le navire et sa cargaison.

Les marchandises sauvées d'un navire échoué ou naufragé ne seront assujetties à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient introduites dans le pays pour la consommation intérieure.

Article 29.

Les navires marchands, naviguant sous pavillon finlandais ou italien et ayant à bord les documents requis par leurs lois et règlements nationaux pour établir leur nationalité, seront respectivement considérés, en Italie et en Finlande, comme navires finlandais ou italiens.

Les certificats de jauge et autres documents relatifs à la jauge, délivrés par l'une des deux Hautes Parties contractantes, seront reconnus par l'autre conformément aux arrangements spéciaux qui pourront être conclus entre les deux Parties contractantes.

Article 25.

No tonnage, transit, canal, port, pilotage, lighthouse, quarantine or other similar or analogous duty or charge of any denomination whatsoever, levied in the name of and for the benefit of the Government, public officials, private persons and any corporations or establishments whatsoever appointed by the Government, shall be imposed in territorial waters by either of the two countries on the vessels of the other without such charges being likewise imposed under the same conditions on national vessels or vessels of the most-favoured nation.

This equality of treatment shall be applied reciprocally to the respective vessels from whatever place they may come and whatever may be their place of destination.

Article 26.

As regards navigation on internal navigable waterways, either natural or artificial, Finnish vessels and their cargoes in Italy, and reciprocally Italian vessels and their cargoes in Finland, shall be subject to the same conditions as the vessels and cargoes of the most-favoured nation, it being agreed that the dues payable on the vessels and their cargoes, other than Customs duties, shall not exceed the rate applicable to national vessels and their cargoes.

Article 27.

The treatment of national vessels or vessels of the most-favoured nation does not extend :

- (1) To coasting traffic, which continues to be governed by the laws which are or shall be in force in each of the two countries ;
- (2) To facilities which are or may be granted to the national mercantile marine ;
- (3) To special concessions granted to nautical sporting societies and to pleasure yachts ;
- (4) To the exercise of fishing — including seal-fishing — in the territorial waters of the two High Contracting Parties and to the exercise of the maritime service of the ports, roadsteads and shores. The maritime service includes towage and maritime assistance and salvage.

Article 28.

In the case of the shipwreck, stranding, damage at sea or forced putting-in of a vessel of one of the two High Contracting Parties in the waters of the other, the vessel and its cargo shall enjoy the same privileges and immunities as the laws and regulations of the respective countries grant in similar circumstances to national vessels or to those of the most-favoured nation. Help and support shall be given to the captain, crew and passengers, both for themselves and for the vessel and its cargo, to the same extent as to nationals.

Goods salvaged from a stranded or wrecked vessel shall not be subject to any Customs duty unless they are introduced into the country for domestic consumption.

Article 29.

Merchant vessels sailing under the Finnish or Italian flag and having on board the documents required by their national laws and regulations to establish their nationality shall be considered in Italy and in Finland as Finnish or Italian vessels respectively.

The tonnage certificates and other documents relating to tonnage, issued by either of the two High Contracting Parties, shall be recognised by the other in conformity with any special arrangements which may be concluded between the two Contracting Parties.

Article 30.

S'il s'élève entre les deux Hautes Parties contractantes un différend sur l'interprétation ou l'application du présent Traité et si l'une des deux Hautes Parties contractantes demande que le litige soit soumis à la décision d'un tribunal arbitral, l'autre Partie devra y consentir, même quant à la question préjudicielle de savoir si la contestation est de nature à être déférée au tribunal arbitral.

Le tribunal arbitral sera constitué pour chaque contestation de manière que chacune des Hautes Parties contractantes ait à nommer en qualité d'arbitre un de ses ressortissants, et que les deux Parties choisissent pour troisième arbitre un ressortissant d'une tierce Puissance amie.

Les Hautes Parties contractantes se réservent de s'accorder à l'avance et pour une période de temps déterminée sur la personne qui remplirait, en cas de litige, les fonctions de troisième arbitre. La décision des arbitres aura force obligatoire.

Article 31.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Rome, une fois accomplies, de part et d'autre, les formalités établies par les législations respectives.

Il entrera en vigueur quinze jours après la date de l'échange des ratifications et restera exécutoire pour la durée d'une année à partir de cette date.

Si aucune des deux Hautes Parties contractantes ne notifie, six mois avant cette date, son intention d'en faire cesser les effets, le Traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'un an, à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires l'ont signé et revêtu de leur cachet.

Fait à Rome, en double expédition, le 22 octobre mil neuf cent vingt-quatre.

(L. S.) J. H. VENNOLA.

(L. S.) BENITO MUSSOLINI.

(L. S.) H. GUMMERUS.

LISTE A.

DÉGRÈVEMENTS DE DOUANE A L'ENTRÉE EN FINLANDE.

Numéros du tarif finlandais	Désignation des marchandises.	Pourcentage de réduction.
72	Citrons	100%
73	Oranges et mandarines, oranges amères	75%
Ex. 78	Noix ordinaires et noisettes	75%
Ex. 79	Amandes	75%
Ex. 147	Conserves de tomates	75%
232	Soie filée, même unie à d'autres matières textiles, en petits emballages destinés à la vente au détail, tels que : écheveaux, bobines et analogues	75%
233	Soie filée, même unie à d'autres matières textiles, autre	75%
279	Tissus non dénommés en soie pure	80%
280	Tissus non dénommés en soie mélangée	80%
Ex. 708	Voitures et véhicules, non spécialement désignés et le train s'y rapportant, roues caoutchoutées destinées à ces véhicules et voitures, à l'exception des véhicules pour transporter les grumes de sciage et les camions, ainsi que les roues caoutchoutées destinées à ces derniers véhicules	75%
747	Marbre en tables, dalles et plaques non polies	75%
748	Marbre en tables, dalles et plaques, polies	75%
Ex. 814	Huile d'olive en récipients du poids brut en dessous de 15 kg.	100%
Ex. 868	Huiles essentielles de fruits du genre citrus (d'orange, de citron, de bergamote, de mandarine, etc.)	80%

Article 30.

Should a dispute arise between the two High Contracting Parties as to the interpretation or application of the present Treaty, and should either of the High Contracting Parties demand that the question be submitted to the decision of a Court of Arbitration, the other Party shall be obliged to consent, even in the case of the preliminary question as to whether the dispute is of a nature to be referred to a Court of Arbitration.

The Court of Arbitration shall be instituted for each dispute in such a manner that each of the High Contracting Parties shall appoint one of its nationals as an arbitrator and that the two Parties choose as a third arbitrator a national of a third friendly Power.

The High Contracting Parties reserve the right to agree in advance and for a fixed period on the person who may, in case of dispute, fulfil the duties of third arbitrator. The decision of the arbitrators shall have binding force.

Article 31.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications exchanged at Rome as soon as the formalities established by the respective legislations shall have been accomplished on both sides.

It shall come into force fifteen days after the date of the exchange of ratifications and shall remain in operation for one year as from that date.

Should neither of the Contracting Parties notify the other six months before that date of its intention to terminate the Treaty, it shall remain binding until the expiration of one year from the date on which either of the Contracting Parties shall have denounced it.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed it and attached thereto their seals.

Done in duplicate, at Rome, on October 22, 1924.

(L. S.) J. H. VENNOLA.

(L. S.) BENITO MUSSOLINI.

(L. S.) H. GUMMERUS.

LIST A.

CUSTOMS REDUCTIONS ON IMPORT INTO FINLAND.

No. of Finnish tariff.	Description of goods.	Reduction percentage.
72	Lemons	100%
73	Oranges and tangerines, bitter oranges	75%
Ex. 78	Ordinary walnuts and hazel nuts	75%
Ex. 79	Almonds	75%
Ex. 147	Preserved tomatoes	75%
232	Spun silk, also combined with other textile materials, in small packages intended for retail sale, such as: skeins, reels and the like	75%
233	Spun silk, also combined with other textile materials, other kinds	75%
279	Fabrics not specially named, of pure silk	80%
280	Fabrics, not specially named, of mixed silk	80%
Ex. 708	Carriages and vehicles, not specially mentioned, and their parts, rubber-tyred wheels for such carriages or vehicles, except carts for conveying uncut timber, motor lorries, and rubber-tyred wheels for such vehicles	75%
747	Marble in sheets, slabs and tiles, not polished.	75%
748	Marble in sheets, slabs and tiles, polished	75%
Ex. 814	Olive oil in receptacles of a gross weight of less than 15 kg.	100%
Ex. 868	Essential oils of citrus fruits (orange, lemon, bergamot, tangerine, etc.)	80%

LISTE B.

TARIF DES DROITS A L'ENTRÉE EN ITALIE.

Numéros du tarif italien.	Désignation des marchandises.	Droits d'entrée Lires-or par quintal.	Coefficient de majoration
Ex. 26	Lait :		
	<i>b</i>) condensé :		
	ex. 1. sans sucre :		
	<i>β</i>) autre	10 : —	—
	2. avec sucre :		
	<i>a</i>) : en quantité non supérieure à 40%	30 : —	—
	Ad. 26 <i>b</i>) 2 <i>a</i>). La surtaxe de fabrication, égale aux taxes intérieures de fabrication sur le sucre de première classe, sera perçue sur le lait condensé contenant du sucre en quantité non supérieure à 40%, à raison de 40 Kg. par quintal de produit.		
	<i>β</i>) : en quantité supérieure à 40%	55 : —	—
	Ad 26 <i>b</i>) 2 <i>β</i>). La surtaxe de fabrication, égale aux taxes intérieures de fabrication sur le sucre de première classe, sera perçue sur le lait condensé contenant du sucre en quantité supérieure à 40%, à raison de 50 Kg. par quintal de produit.		
Ex. 422	Machines à manipuler le lait :		
	<i>a</i>) écremeuses	50 : —	—
622	Tubes « spole », fuseaux et bobine en bois, pour la filature et le tissage :		
	<i>a</i>) avec accessoires en métal	20 : —	—
	<i>b</i>) autres	16 : —	—
Ex. 623	<i>b</i>) Planches en bois de tremble et de bouleau, à compensation, de 3 feuilles ou moins, avec la surface polie, peinte ; même perforées	15 : —	—
Ex. 846	Pâte pour la fabrication du papier :		
Ex.	<i>a</i>) mécanique :		
	2. à l'état sec	1 : 50	—
	<i>b</i>) chimique (cellulose)	exempte	—

LISTE C.

LISTE DES POSITIONS DU TARIF FINLANDAIS INDIQUANT LES PRODUITS ORIGINAIRES ET EN PROVENANCE DE L'ITALIE ADMIS A L'IMPORTATION EN FINLANDE SUR LE PIED DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE.

CATÉGORIES ET NUMÉROS DU TARIF FINLANDAIS.

- Catégorie I.* — 9 à 13, 17 à 19, 22, 25, 26, 28, 29, 33, 35 à 39, 43 à 49, 51 à 55, 58, 60, 61, 64 à 69, 71, 74 à 76, 78 à 89, 91, 93 à 100, 102 à 108, 110, 111, 118 à 120, 122, 123, 129, 132, 136 à 139, 141 à 143, 146 à 160, 165, 166.
- Catégorie II.* — 169 à 172, 175 à 227, 229 à 231, 234 à 248, 251 à 264, 266 à 278, 281 à 338, 340 à 345, 347, 349.
- Catégorie III.* — 370 à 381, 386, 387, 389 à 399.
- Catégorie IV.* — 402, 415, 422, 427, 432, 436, 439, 441, 442.
- Catégorie V.* — 443, 445 à 448, 454 à 456, 459, 462, 463.
- Catégorie VI.* — 464 à 468, 470 à 475, 477 à 481.
- Catégorie VII.* — 487 à 496.
- Catégorie VIII.* — 499, 502, 503, 505, 512, 513, 518 à 523, 548 à 561, 568, 578 à 580, 588 à 593, 597 à 599, 614 à 617, 633 à 635, 637, 639 à 646, 648, 649, 652.
- Catégorie IX.* — 653 à 655, 658 à 673, 675 à 677, 681 à 691, 700, 704, 705, 707, 709 à 726, 733.
- Catégorie X.* — 735, 738, 741, 744, 749, 750, 752, 753, 755, 756, 758 à 760, 765 à 768, 770 à 784, 786 à 788, 790 à 794, 799 à 801, 806.
- Catégorie XI.* — 814, 816, 820, 821, 823 à 829, 831, 832, 834 à 836, 839, 842 à 846, 848 à 856, 858, 859, 862, 863, 864, 865, 868, 874, 875, 885, 887, 889 à 893, 895 à 901, 903, 904, 907, 910 à 914, 916, 920, 923, 924, 928, 929, 931, 933 à 936, 940, 941.
- Catégorie XII.* — 942, 944, 945, 947 à 952, 954 à 961.

LIST B.

TARIFF OF IMPORT DUTIES IN ITALY.

No. of Italian tariff.	Description of goods.	Import duty, gold lire per 100 kilos.	Co-efficient of increase.
Ex. 26	Milk :		
	(b) Condensed :		
	(ex. 1) without sugar :		
	(β) other kinds	10 : —	—
	(2) with sugar :		
	(a) containing not more than 40%	30 : —	—
	Note on 26 (b) 2 (a). The manufacturing surtax, equivalent to the internal manufacturing taxes on sugar of the first class, shall be levied on condensed milk containing not more than 40% of sugar, at the rate of 40 kilos per 100 kilos.		
	(β) Containing more than 40%	55 : —	—
	Note on 26 (b) 2 (β). The manufacturing surtax equivalent to the internal manufacturing taxes on sugar of the first class shall be levied on condensed milk containing more than 40% of sugar, at the rate of 50 kilos per 100 kilos		
Ex. 422	Machines for the treatment of milk :		
	(a) Cream separators	50 : —	—
622	Spindles and bobbins of wood for spinning mills and weaving looms :		
	(a) with accessories in metal	20 : —	—
	(b) other kinds	16 : —	—
Ex. 623	(b) Aspen and birch ply wood, 3 ply or less, with polished or painted surface : also perforated	15 : —	—
Ex. 846	Pulp for the manufacture of paper :		
	Ex. (a) Mechanical :		
	2. Dry	1 : 50	—
	(b) Chemical (cellulose)	Exempt	—

LIST C.

LIST OF ITEMS OF THE FINNISH TARIFF INDICATING THE PRODUCTS ORIGINATING IN AND COMING FROM ITALY WHICH RECEIVE MOST-FAVOURLED-NATION TREATMENT ON IMPORT INTO FINLAND.

CATEGORIES AND NUMBERS OF THE FINNISH TARIFF.

- Category I.* — 9 to 13, 17 to 19, 22, 25, 26, 28, 29, 33, 35 to 39, 43 to 49, 51 to 55, 58, 60, 61, 64 to 69, 71, 74 to 76, 78 to 89, 91, 93 to 100, 102 to 108, 110, 111, 118 to 120, 122, 123, 129, 132, 136 to 139, 141 to 143, 146 to 160, 165, 166.
- Category II.* — 169 to 172, 175 to 227, 229 to 231, 234 to 248, 251 to 264, 266 to 278, 281 to 338, 340 to 345, 347, 349.
- Category III.* — 370 to 381, 386, 387, 389 to 399.
- Category IV.* — 402, 415, 422, 427, 432, 436, 439, 441, 442.
- Category V.* — 443, 445 to 448, 454 to 456, 459, 462, 463.
- Category VI.* — 464 to 468, 470 to 475, 477 to 481.
- Category VII.* — 487 to 496.
- Category VIII.* — 499, 502, 503, 505, 512, 513, 518 to 523, 548 to 561, 568, 578 to 580, 588 to 593, 597 to 599, 614 to 617, 633 to 635, 637, 639 to 646, 648, 649, 652.
- Category IX.* — 653 to 655, 658 to 673, 675 to 677, 681 to 691, 700, 704, 705, 707, 709 to 726, 733.
- Category X.* — 735, 738, 741, 744, 749, 750, 752, 753, 755, 756, 758 to 760, 765 to 768, 770 to 784, 786 to 788, 790 to 794, 799 to 801, 806.
- Category XI.* — 814, 816, 820, 821, 823 to 829, 831, 832, 834 to 836, 839, 842 to 846, 848 to 856, 858, 859, 862, 863, 864, 865, 868, 874, 875, 885, 887, 889 to 893, 895 to 901, 903, 904, 907, 910 to 914, 916, 920, 923, 924, 928, 929, 931, 933 to 936, 940, 941.
- Category XII.* — 942, 944, 945, 947 to 952, 954 to 961.

LISTE D.

LISTE DES POSITIONS DU TARIF ITALIEN INDIQUANT LES PRODUITS ORIGINAIRES ET EN PROVENANCE DE LA FINLANDE ADMIS A L'IMPORTATION EN ITALIE SUR LE PIED DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE.

CATÉGORIES ET NUMÉROS DU TARIF ITALIEN.

- Catégorie II.* — 18 à 25.
Catégorie III. — 26 à 32.
Catégorie IV. — 34-*a* I, 4 et 7.
Catégorie V. — 43 à 51.
Catégorie VI. — 65, 66, 69, 76.
Catégorie IX. — 115-*b* I et 3.
Catégorie XI. — 124 à 133, 136 à 139.
Catégorie XII. — 140 à 163, 167 à 171, 175, 180.
Catégorie XIII. — 181-*d*, 183 à 192, 196 à 200, 204 à 206, 210.
Catégorie XIV. — 211 à 220, 224 à 229, 237 à 245.
Catégorie XVII. — 274 à 277.
Catégorie XVIII. — 278, 279, 281, 288, 289, 297, 316, 325, 330, 331, 333, 340, 342, 343.
Catégorie XIX. — 349 à 354, 358, 359, 362, 363, 366, 367.
Catégorie XX. — 371, 372, 378, 382, 385, 387, 388.
Catégorie XXI. — 389, 390, 392, 393-*a*, 394, 395-*bis*.
Catégorie XXII. — 396, 397, 403-*a*, 404, 407, 409, 410, 421, 422, 430, 431, 437, 439, 441, 450, 451, 457, 460, 466.
Catégorie XXIII. — 469 à 474, 476.
Catégorie XXVII. — 546, 556, 565.
Catégorie XXVIII. — 568 à 571.
Catégorie XXIX. — 577, 578, 580.
Catégorie XXX. — 581, 582, 584, 590 à 592.
Catégorie XXXI. — 593 à 600.
Catégorie XXXII. — 604 à 626.
Catégorie XXXIV. — 639.
Catégorie XXXV. — 645, 646, 650 à 657.
Catégorie XXXVI. — 658-*a* 5, 659, 663, 665, 667.
Catégorie XXXVII. — 714.
Catégorie XXXVIII. — 715.
Catégorie XXXIX. — 717-*a*, 720 à 723, 726, 727, 730 à 732, 735, 742, 744, 749, 750, 764, 769.
Catégorie XL. — 777, 781.
Catégorie XLI. — 784, 798, 804.
Catégorie XLII. — 805 à 816, 818, 821 à 825.
Catégorie XLIII. — 829 à 831, 833, 835, 837, 839 à 843.
Catégorie XLIV. — 846 à 865.
Catégorie XLVII. — 888 à 890, 892, 894-*b* et *c*, 895 à 897, 901 à 906.
Catégorie XLVIII. — 911, 912-*a*, *d* et *i*, 914.
Catégorie XLIX. — 918, 920 à 926, 932.
Catégorie LI. — 941, 944 à 946, 949 à 951.

LIST D.

LIST OF ITEMS OF THE ITALIAN TARIFF INDICATING THE PRODUCTS ORIGINATING IN AND COMING FROM FINLAND WHICH RECEIVE MOST-FAVOURLED-NATION TREATMENT ON IMPORT INTO ITALY.

CATEGORIES AND NUMBERS OF THE ITALIAN TARIFF.

- Category II.* — 18 to 25.
Category III. — 26 to 32.
Category IV. — 34-*a* 1, 4 and 7.
Category V. — 43 to 51.
Category VI. — 65, 66, 69, 76.
Category IX. — 115-*b* 1 and 3.
Category XI. — 124 to 133, 136 to 139.
Category XII. — 140 to 163, 167 to 171, 175, 180.
Category XIII. — 181-*d*, 183 to 192, 196 to 200, 204 to 206, 210.
Category XIV. — 211 to 220, 224 to 229, 237 to 245.
Category XVII. — 274 to 277.
Category XVIII. — 278, 279, 281, 288, 289, 297, 316, 325, 330, 331, 333, 340, 342, 343.
Category XIX. — 349 to 354, 358, 359, 362, 363, 366, 367.
Category XX. — 371, 372, 378, 382, 385, 387, 388.
Category XXI. — 389, 390, 392, 393-*a*, 394, 395-*b*.
Category XXII. — 396, 397, 403-*a*, 404, 407, 409, 410, 421, 422, 430, 431, 437, 439, 441, 450, 451, 457, 460, 466.
Category XXIII. — 469 to 474, 476.
Category XXVII. — 546, 556, 565.
Category XXVIII. — 568 to 571.
Category XXIX. — 577, 578, 580.
Category XXX. — 581, 582, 584, 590 to 592.
Category XXXI. — 593 to 600.
Category XXXII. — 604 to 626.
Category XXXIV. — 639.
Category XXXV. — 645, 646, 650 to 657.
Category XXXVI. — 658-*a* 5, 659, 663, 665, 667.
Category XXXVII. — 714.
Category XXXVIII. — 715.
Category XXXIX. — 717-*a*, 720 to 723, 726, 727, 730 to 732, 735, 742, 744, 749, 750, 764, 769.
Category XL. — 777, 781.
Category XLI. — 784, 798, 804.
Category XLII. — 805 to 816, 818, 821 to 825.
Category XLIII. — 829 to 831, 833, 835, 837, 839 to 843.
Category XLIV. — 846 to 865.
Category XLVII. — 888 to 890, 892, 894-*b* and *c*, 895 to 897, 901 to 906.
Category XLVIII. — 911, 912-*a*, *d* and *i*, 914.
Category XLIX. — 918, 920 to 926, 932.
Category LI. — 941, 944 to 946, 949 to 951.

LISTE E.

INSTITUTS ITALIENS CHARGÉS DU SERVICE D'ANALYSE DES VINS DESTINÉS A L'EXPORTATION.

1. *Laboratorio Chimico Centrale delle Dogane e Imposte Indirette.*
2. *Laboratorio Chimico della Direzione Generale delle Dogane e Imposte Indirette, di Bologna, Genova, Livorno, Milano, Napoli, Torino, Venezia, Verona.*
3. *Museo commerciale di Trieste, Laboratorio merceologico.*
4. *R. Scuola Agraria Media di Alba.*
5. *Cantina Sperimentale di Arezzo.*
6. *R. Stazione Enologica Sperimentale di Asti.*
7. *R. Scuola Agraria Media de Avellino.*
8. *Museo Merceologico e Gabinetto Chimico del R. Istituto Superiore di Scienze Economiche e Commerciali in Bari.*
9. *Stazione Sperimentale Agraria di Bari.*
10. *Cantina Sperimentale di Barletta.*
11. *R. Scuola Agraria Media di Cagliari.*
12. *R. Ufficio Enologico di Castellamare Adriatico.*
13. *R. Scuola Agraria Media di Catania.*
14. *R. Scuola Agraria di Conegliano.*
15. *Laboratorio di Chimica Agraria di Forlì.*
16. *R. Ufficio Enologico di Genova.*
17. *Laboratorio di Chimica Agraria presso il R. Istituto Superiore Agrario di Milano.*
18. *Cantina Sperimentale di Milazzo.*
19. *Cantina Sperimentale di Noto.*
20. *Laboratorio di Chimica Agraria annesso al R. Vivaio di viti americane in Palermo.*
21. *Laboratorio di Chimica Agraria presso la R. Università di Pisa.*
22. *Laboratorio di Chimica Agraria presso il R. Istituto Superiore Agrario di Portici.*
23. *Scuola Agraria Media di Reggio Emilia.*
24. *R. Ufficio Enologico di Riposto.*
25. *R. Stazione Sperimentale Agraria di Roma.*
26. *Laboratorio di Chimica Agraria di Siena.*
27. *R. Stazione Sperimentale Agraria di Torino.*
28. *Istituto Agrario Provinciale di S. Michele all'Adige (Trento).*
29. *Stazione Chimica Agraria Sperimentale di Udine.*
30. *Cantina Sperimentale di Velletri.*
31. *R. Stazione Agraria Sperimentale di Modena.*
32. *R. Istituto Superiore Agrario di Perugia.*
33. *R. Istituto Superiore Agrario di Firenze.*
34. *Laboratorio di Chimica Agraria presso il R. Istituto Tecnico di Bologna.*
35. *Istituto Agrario Provinciale di Palermo.*

LIST E.

ITALIAN INSTITUTES FOR THE ANALYSIS SERVICE OF WINES INTENDED FOR EXPORTATION.

(See preceding page)

ANNEXE F.

NOM DE L'ETAT.

(Autorité de délivrance)

CARTE DE LÉGITIMATION POUR VOYAGEURS DE COMMERCE.

(Valable pendant douze mois à compter de la date de délivrance)

Bon pour N° de la carte.....
 Il est certifié par la présente que le porteur de cette carte.....
 M..... né à
 demeurant à rue N°.....
 possède ¹
 à
 sous la raison de commerce

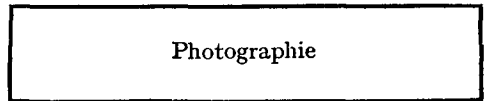
(ou) est commis-voyageur au service { de la maison
 des maisons
 à
 qui { possède ¹
 possèdent.....
 sous la raison de commerce

Le porteur de cette carte se proposant de recueillir des commandes dans les pays susvisés et de faire des achats pour la (les) maison(s) dont il s'agit, il est certifié que ladite (lesdites) maison (s) est (sont) autorisée (s) à pratiquer son (leurs) industrie (s) et son (leurs) commerce (s) à (.....) et y paie (nt) les contributions légales à cet effet.

(.....) ; le 19.....

*Signalement du porteur**Signature du chef de la (des) maisons (s)*

Age
 Taille
 Cheveux
 Signes particuliers

*Signature du porteur*

L. S.

Signature de l'autorité de délivrance

¹ Indication de la fabrique ou du commerce.

N. B. — On ne doit remplir que la rubrique I du formulaire, lorsqu'il s'agit du chef d'un établissement commercial ou industriel.

ANNEX F.

NAME OF STATE
(Issuing Authority)

IDENTITY CARD FOR COMMERCIAL TRAVELLERS
(valid for 12 months from the date of issue)

Good for..... No. of card.....
 It is hereby certified that the holder of this card
 M..... born at
 residing at
 owns ¹
 at
 under the style

 (or) is a commercial} traveller employed by the { firm
 at firms.....
 which { possesses ¹
 possess.....
 under the style

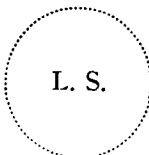
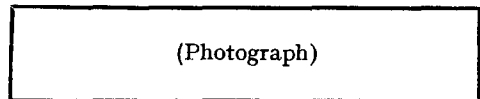
The holder of this card, desiring to solicit orders in the above-mentioned countries and to make purchases for the firm(s) in question, it is certified hereby that the said firm(s) is (are) authorised to carry on its (their) industry and trade at (.....) and pays (pay) the legal taxes for this purpose.

(.....) 19.....

Description of holder :

Signature of head of the business(es)

Age
Height
Hair
Distinctive marks



Signature of holder

[Signature of issuing authority

¹ Name of the factory or business.

N. B. — Only the first part of the form is to be filled in if the holder is the head of a commercial or industrial establishment.

PROTOCOLE FINAL.

Au moment de procéder à la signature du Traité de commerce et de navigation conclu à la date de ce jour entre la Finlande et l'Italie, les Plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations suivantes, qui auront à former partie intégrante du même Traité.

Ad art. 5.

Il est entendu que les dispositions de l'article 5, concernant les sociétés civiles, commerciales, industrielles, financières et d'assurance, s'appliqueront aussi aux associations finlandaises, qui, valablement constituées d'après les lois de la Finlande, ont un but d'ordre exclusivement économique.

Ad art. 6.

Toute levée de prohibition d'entrée accordée, même à titre temporaire ou dans la mesure de contingents définis, par une des Hautes Parties contractantes aux produits d'une tierce Puissance, s'appliquera immédiatement et inconditionnellement aux produits identiques ou similaires originaires et en provenance de l'autre ; et toute levée de prohibition de sortie accordée, même à titre temporaire ou dans la mesure de contingents définis, par une des Hautes Parties contractantes, pour des marchandises destinées à un tiers pays, s'appliquera immédiatement et inconditionnellement aux mêmes marchandises destinées à l'autre Partie.

De même, dans le cas où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes établirait de nouvelles prohibitions ou restrictions, soit à l'entrée, soit à la sortie, l'octroi des dérogations ou la fixation des contingents sera étudié sur la demande de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes, de façon à ne préjudicier que le moins possible aux relations commerciales entre les deux pays.

Il est convenu, en outre, que l'éventualité de devoir empêcher l'importation des semences, qui, à cause de leur origine, ne sont pas retenues susceptibles de se développer en Finlande, en vue du climat, pourra être considérée comme une des circonstances exceptionnelles de nature économique prévues à l'article 6 du Traité.

Ad art. 7 et art. 8.

Si l'une ou l'autre des deux Hautes Parties contractantes augmente les droits afférents aux marchandises d'un intérêt spécial pour l'autre Haute Partie, cette Partie aura le droit de dénoncer le Traité, pour en faire cesser les effets trois mois après la dénonciation.

Toutefois des négociations seront entamées quinze jours au plus tard après la notification de la dénonciation, en telle sorte que toutes les mesures de conciliation aient été épuisées avant que la dénonciation devienne effective.

Ad art. 13.

Il est entendu que le traitement de la nation la plus favorisée ne pourra pas être réclamé en ce qui concerne les facilités accordées aux habitants de zones frontalières en matière de passeports.

Ad art. 14.

Les colis postaux seront dispensés du certificat d'origine, quand il s'agit d'importations ne revêtant pas le caractère commercial.

FINAL PROTOCOL.

Before signing the Treaty of Commerce and Navigation concluded this day between Finland and Italy, the undersigned Plenipotentiaries have made the following declarations which shall form an integral part of the same Treaty.

With reference to Article 5.

It is agreed that the provisions of Article 5 with regard to civil, commercial, industrial, financial and insurance associations shall also apply to Finnish associations which are legally constituted in accordance with the laws of Finland and have an exclusively economic object.

With reference to Article 6.

Any removal of import prohibitions granted even temporarily or for definite quotas by one of the High Contracting Parties in respect of the products of a third Power shall apply immediately and unconditionally to the same or similar products originating in and coming from the other Party ; and any removal of export prohibitions granted even temporarily or for definite quotas by one of the High Contracting Parties in respect of goods intended for a third country shall apply immediately and unconditionally to the same goods intended for the other Party.

In the same manner, should either of the High Contracting Parties establish new prohibitions or restrictions either on import or export, the grant of concessions or the fixing of quotas shall be considered at the request of either of the High Contracting Parties in such a manner as to prejudice as little as possible the commercial relations between the two countries.

It is further agreed that the possibility of being compelled to prevent the import of seed which by its origin may not be considered suitable for growing in Finland on account of the climate, shall be regarded as one of the exceptional economic circumstances provided for in Article 6 of the Treaty.

With reference to Article 7 and Article 8.

Should either of the High Contracting Parties increase the duties applying to goods which are of special interest to the other High Contracting Party, the latter shall have the right to denounce the Treaty in order that its effect may cease three months after denunciation.

Negotiations shall, however, be started at the latest fifteen days after the denunciation has been notified so that all conciliatory measures may have been exhausted before denunciation becomes effective.

With reference to Article 13.

It is understood that most-favoured-nation treatment may not be claimed in respect of facilities granted to inhabitants of frontier zones with regard to passports.

With reference to Article 14.

Postal parcels shall be exempt from certificates of origin if they represent imports without any commercial character.

Ad art. 18.

Chacune des Hautes Parties contractantes désignera, sur ses territoires, les bureaux ouverts à l'importation et à l'exportation des échantillons importés par les voyageurs de commerce.

La réexportation pourra avoir lieu par un bureau autre que celui d'importation.

A l'importation, on devra constater le montant des droits afférents à ces échantillons, montant qui devra, ou être déposé en espèces à la douane d'expédition, ou être dûment cautionné. Les timbres, plombs ou cachets apposés aux échantillons par les autorités douanières de l'une des Hautes Parties contractantes seront reconnus comme suffisants par celles de l'autre Partie. Seulement, dans le cas où ces échantillons seraient arrivés sans porter les marques d'identité susdites ou bien les marques ne présenteraient pas de garanties suffisantes aux yeux de l'administration intéressée, celle-ci pourra faire marquer lesdits échantillons, si cela est possible sans les endommager, de façon à les reconnaître. Pour cette opération il ne sera perçu aucun droit ou taxe pour le compte de l'Etat.

Le bordereau qui sera dressé de ces échantillons et dont les Hautes Parties contractantes auront à déterminer la forme, devra contenir :

- a) l'énumération des échantillons importés, leur espèce et les indications propres à faire reconnaître leur identité ;
- b) l'indication du droit afférent aux échantillons, ainsi que la mention que le montant des droits a été déposé en espèces ou cautionné ;
- c) l'indication de la manière dont les échantillons ont été marqués ;
- d) la fixation du délai à l'expiration duquel le montant du droit payé d'avance sera définitivement acquis à la douane, ou, s'il a été cautionné, réalisé au moyen de la caution déposée, à moins que la preuve de la réexportation des échantillons ou de leur mise en entrepôt ne soit fournie.

Ce délai ne devra pas dépasser une année.

Lorsque, avant l'expiration du délai fixé *d)* les échantillons seront présentés à un bureau compétent pour être réexportés ou mis en entrepôt, ce bureau devra s'assurer que les objets, dont la réexportation doit avoir lieu, sont identiquement les mêmes que ceux présentés à l'importation. Lorsqu'il n'y aura aucun doute à cet égard, le bureau constatera la réexportation ou la mise en entrepôt, et restituera le montant des droits déposés en espèces à l'entrée ou prendra les mesures nécessaires pour décharger la caution.

Il est entendu que les dispositions ci-dessus ne dérogent pas, en principe, aux restrictions d'importation et d'exportation en vigueur dans les deux pays.

Ad art. 27.

Le traitement de la nation la plus favorisée ne pourra pas être invoqué par les navires italiens en ce qui concerne les avantages, résultant de l'obligation d'employer des pilotes, que la Finlande a accordés ou pourrait accorder à la Suède quant à la navigation au nord du 59 degré de latitude nord, jusqu'à ce que les mêmes avantages ne soient pas étendus aux navires d'un tiers pays et pourvu qu'ils soient limités :

- a) aux navires jaugeant au maximum 750 tonnes nettes, adhibés au trafic régulier de passagers ;
- b) aux navires à voile et à propulsion mécanique pour la navigation sur les lacs, jaugeant au maximum 100 tonnes nettes, adhibés au transport de bois, combustibles, poissons ou produits agricoles appartenant aux propriétaires ou aux armateurs des navires.

With reference to Article 18.

Each of the High Contracting Parties shall designate the offices in its territory open for the import and export of samples imported by commercial travellers.

Re-export may take place through an office other than that through which the samples were imported.

On import the amount of the duty applicable to these samples shall be established and shall be either deposited in cash at the Customs House in the place of despatch, or security shall be duly given. The stamps, leads, or seals affixed to the samples by the Customs authorities of one of the High Contracting Parties shall be recognised as adequate by those of the other Party. Should these samples, however, arrive without bearing the above-mentioned marks of identity, or should the marks not provide adequate guarantees in the opinion of the administration in question, the latter may cause the said samples to be marked, if that is possible without damaging them, in such a manner as to make them recognisable. No duty or tax shall be levied in respect of this operation on behalf of the State.

A list of these samples shall be prepared in a form to be determined by the High Contracting Parties and shall contain :

- (a) A numbered list of the imported samples with descriptions and details by which they can be recognised ;
- (b) Statement of the duty applicable to the samples and of the amount of duty deposited in cash or for which security has been given ;
- (c) Information as to the manner in which the samples have been marked ;
- (d) The fixed period on the expiry of which the amount of duty paid in advance shall definitely come into the possession of the Customs or, if a security has been deposited, when the duty shall be paid by means of the security, unless proof is furnished that the samples have been re-exported or placed in bond.

This period may not exceed one year

If before the expiry of the time-limit fixed under (d) the samples are submitted to one of the competent offices with a view to re-exportation or to placing them in bond, this office shall satisfy itself that the articles intended for re-export are identical with those imported. If there is no doubt on this point the office shall verify the re-export or the placing in bond, and shall refund the amount of the duty deposited in cash on importation or shall take the necessary measures to discharge the security.

It is agreed that the above provisions do not invalidate in principle the import and export restrictions in force in the two countries.

With reference to Article 27.

Most-favoured-nation treatment may not be claimed by Italian vessels in respect of advantages with regard to the compulsory employment of pilots which Finland has granted or may grant to Sweden in respect of navigation north of 59° Northern Latitude, so long as the same advantages have not been extended to the vessels of a third country and provided they are limited :

- (a) To vessels with a maximum net tonnage of 750 tons, intended for regular passenger traffic ;
- (b) To sailing vessels and vessels driven by mechanical power for navigation on the lakes, with a maximum net tonnage of 100 tons, intended for the transport of wood, fuel, fish or agricultural produce belonging to the owners or managers of the vessels.

Ad art. 29.

Sauf le cas de vente judiciaire, les navires de l'une des Parties contractantes ne pourront acquérir la nationalité de l'autre, sans une déclaration de retrait de pavillon, délivrée par l'autorité de l'Etat dont ils relèvent.

Le présent Protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Hautes Parties contractantes, sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications du Traité auquel il se rapporte, a été dressé en double expédition à Rome, le 22 octobre mil neuf cent vingt-quatre.

J. H. VENNOLA.

BENITO MUSSOLINI.

H. GUMMERUS.

Pour copie conforme :

à Helsingfors, au Ministère des Affaires étrangères,
le 22 janvier 1925 :

Niilo IDMAN.

With reference to Article 29.

Except in the case of sale by order of the Court, the vessels of either of the Contracting Parties may not acquire the nationality of the other without a declaration of the withdrawal of the flag issued by the authority of the State to which the vessel belongs.

The present Protocol, which shall be considered as approved and sanctioned by the High Contracting Parties without any other special ratification but only by the exchange of ratifications of the Treaty to which it refers, has been drawn up in duplicate at Rome on October 22, 1924.

J. H. VENNOLA.
H. GUMMERUS.

BENITO MUSSOLINI.

N° 815.

**ITALIE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Traité de commerce et de navigation,
signé à Rome, le 23 mars 1921.

**ITALY
AND CZECHOSLOVAKIA**

Treaty of Commerce and Navigation,
signed at Rome, March 23, 1921.

TEXTE TCHÈQUE. — CZECH TEXT.

No. 815. — OBCHODNÍ¹ A PLAVEBNÍ SMLOUVA MEZI REPUBLIKOU
 ČESKOSLOVENSKOU A KRÁLOVSTVÍM ITALSKÝM, PODEPSANÁ
 V ŘÍMĚ, DNE 23. BRÉZNA 1921.

*Textes officiels italien et tchèque communiqués par le Ministre de la République tchécoslovaque à Berne.
 L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 4 février 1925.*

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ a JEHO VELIČENSTVO KRÁL ITALSKÝ prodchnuti
 přáním, aby utužovali vždy více obchodní styky mezi oběma státy, rozhodli se uzavřítí obchodní
 a plavební smlouvu a jmenovali k tomu cíli svými plnomocníky :

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ

pány Zdeňka FIERLINGERA, přednostu obchodního oddělení ministerstva zahraničních
 věcí ;

Zdeňka FAFLA, přednostu oddělení pro románské země úřadu pro zahraniční obchod ;

JEHO VELIČENSTVO KRÁL ITALSKÝ

pány Lodovico LUCIOLLI, generálního ředitele cel a nepřímých daní ;

Angelo DI NOLA, generálního ředitele obchodu ;

kteríž, vyměňivše si své plné moci, jež shledali v dobré a náležité formě, shodli se na těchto
 člancích :

Článek I.

Mezi příslušníky obou Vysokých Smluvních Stran bude úplná a naprostá svoboda obchodu
 a plavby a budou se moci usazovati svobodně na území druhé Vysoké Smluvní Strany.

Příslušníci italští v Československu a příslušníci českoslovenští v Itálii, usadí-li se v přístavech,
 městech nebo v jakémkoliv místě jmenovaných území trvale neb dočasně nebudou podrobeni
 z důvodu svého obchodu nebo své živnosti jiným neb vyšším daním, poplatkům, taxám neb dávkám
 ať jakkoli pojmenovaným, než jsou podrobeni příslušníci vlastní, a práv, výsad, osvobození,
 immunit, jakož i jakýchkoli jiných výhod, jichž budou požívatí příslušníci jedné z Vysokých Smluvních
 Stran v obchodu a živnosti, budou stejně požívatí i příslušníci druhé Vysoké Smluvní Strany.

Ustanoveními tohoto článku neruší se nikterak zákony, nařízení a zvláštní opatření, týkající se
 obchodu, živnosti a policie, která platí na území každé z obou Vysokých Smluvních Stran
 a jimž jsou podřízeni i příslušníci kteréhokoliv jiného státu.

Zásady, že příslušníci druhé Strany, kteří provozují živnost neb obchod, budou, pokud jde
 o placení daní, postaveni úplně na roveň s příslušníky vlastními, bude užito stejně, pokud jde

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rome le 1^{er} mars 1924.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

No. 815. — TRATTATO¹ DI COMMERCIO E DI NAVIGAZIONE FRA
IL REGNO D'ITALIA E LA REPUBBLICA CECOSLOVACCA, FIRMATO
A ROMA, IL 23. MARZO 1921.

*Italian and Czech official texts communicated by the Minister of the Czechoslovak Republic at Berne.
The registration of this Treaty took place February 4, 1925.*

SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA e il PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA CECOSLOVACCA, animati dal desiderio di stringere sempre più le relazioni commerciali fra i loro Stati, hanno risoluto di concludere un trattato di commercio e di navigazione e hanno nominati a questo effetto loro Plenipotenziari :

SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA,

i Signori : Lodovico LUCIOLLI, Direttore Generale delle Dogane e Imposte indirette ;
Angelo DI NOLA, Direttore Generale del Commercio ;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA CECOSLOVACCA,

I Signori Zdeněk FIERLINGER, Direttore Generale della Sezione economica del Ministero degli Affari Esteri ;
Zdeněk FAFL, Direttore Generale della Sezione dei Paesi a lingua romanza dell'Ufficio del Commercio estero ;

i quali, dopo aver scambiato i loro pieni poteri, trovati in buona e debita forma, si sono accordati sugli articoli seguenti :

Art. 1.

Vi sarà piena e intera libertà di commercio e di navigazione fra i sudditi delle Alte Parti contraenti, che potranno, gli uni e gli altri, stabilirsi liberamente nei territori dell'altra Alta Parte contraente.

I sudditi cecoslovacchi in Italia ed i sudditi italiani in Cecoslovacchia, sia che si stabiliscano nei porti, nelle città o in un luogo qualsiasi dei territori rispettivi, sia che vi risiedano temporaneamente, non saranno sottoposti, a motivo del loro commercio e della loro industria, a diritti, imposte, tasse o patenti, qualunque ne sia la denominazione, diversi o più elevati di quelli che saranno riscossi sui nazionali, e i diritti, privilegi, esenzioni, immunità ed altri favori quali si siano di cui godessero, in materia di commercio o di industria, i sudditi di una delle Alte Parti contraenti saranno comuni ai sudditi dell'altra.

Le stipulazioni di quest'articolo non derogano in nulla alle leggi, alle ordinanze e ai regolamenti speciali in materia di commercio, di industria e di polizia in vigore nei territori di ciascuna delle Alte Parti contraenti e applicabili ai sudditi di ogni altra Potenza.

Il principio di trattare i sudditi dell'altra Parte che esercitano un mestiere o il commercio, assolutamente sullo stesso piede dei nazionali, in quanto al pagamento delle imposte, si applicherà

¹ The exchange of ratifications took place at Rome, March 1, 1924.

o stanovy korporací nebo jiné místní předpisy, v místech, kde snad ještě platí. Této zásady však bude moci býti použito jen tehdy, budou-li splněny veškeré podmínky, vyžadované zákony každé z Vysokých Smluvních Stran k oprávnění provozovati živnost.

Článek 2.

Italové v Československu a Čechoslováci v Itálii budou míti vzájemně právo nabývatí a držeti statky všeho druhu i povahy, movité i nemovité, a budou jimi moci svobodně nakládati koupí, prodejem, darováním, směnou, satebními smlouvami, posledním pořízením, posloupností ab intestato nebo jakýmkoliv jiným způsobem za týchž podmínek jako vlastní příslušníci, aniž budou platiti daně, dávky a poplatky jiné neb vyšší, než kterým budou podle zákona podrobeni příslušníci vlastního státu.

Zůstávají však v platnosti, pokud jde o nabývání, držení a užívání nemovitostí, výjimky a omezení, stanovená pro cizí občany zákonodárstvím obou Vysokých Smluvních Stran z důvodu bezpečnosti státní.

Článek 3.

Obchodníci, továrníci a jiní živnostníci jedné z obou Vysokých Smluvních Stran, kteří prokáží předložením živnostenské legitimace, vydané úřadem své země, že ve státu svého bydliště jsou oprávněni provozovati svůj obchod neb svou živnost a že tam platí zákonné daně a poplatky, budou míti právo bud osobně neb cestujícími ve svých službách uzavírati koupě zboží na území druhé Vysoké Smluvní Strany u obchodníků neb ve veřejných prodejnách neb u výrobců tohoto zboží. Budou také moci přijímati zakázky i podle vzorků u obchodníků neb jiných osob, které ve své živnosti používají zboží nabízeného druhu. Ani v jednom ani v druhém případě nebudou povinni z toho důvodu platiti zvláštních vyšších poplatků, než jaké jsou povinni platiti vlastní příslušníci neb příslušníci státu, požívajícího nejvyšších výhod v tomto směru. Při provozování své činnosti na území druhé Vysoké Smluvní Strany budou požívati se strany veřejné správy a veřejných úřadů stejného nakládání jako vlastní příslušníci.

Živnostníci (obchodní cestující), opatření živnostenskou legitimací, jsou oprávněni míti s sebou vzorky, nikoliv však zboží.

Předcházející ustanovení neplatí pro podomní živnost, ani pro podomní obchod, ani pro vyhledávání zakázek u osob neprovozujících ani obchodu ani živnosti.

Článek 4.

S příslušníky obou Vysokých Smluvních Stran bude zacházeno jako s vlastními příslušníky, když se ubírají z území jedné Vysoké Smluvní Strany na území druhé k návštěvě veletrhů a trhů, aby tam provozovali svůj obchod a odbývali své výrobky a nebudou podrobeni vyšším dávkám, než se vybírají Vysokými Smluvními Stranami od vlastních příslušníků.

Článek 5.

Italové v Československu a Čechoslováci v Itálii budou míti úplnou svobodu spravovati své záležitosti jako vlastní příslušníci buď osobně nebo skrze prostředníky jimi zvolené, aniž budou povinni platiti odměny nebo náhrady agentům, komisionářům atd., jichž nehodlají použiti, a aniž budou v tomto směru podrobeni jiným omezením, než jsou stanovena všeobecnými zákony dotyčného státu.

egualmente riguardo agli statuti di corporazioni o altri statuti locali, nei luoghi ove essi esistessero ancora. L'applicazione non potrà tuttavia aver luogo che quando saranno state adempiute tutte le condizioni che le leggi di ciascuna delle Alte Parti contraenti richiedono per il diritto all'esercizio dell'industria.

Art. 2.

I cecoslovacchi in Italia e gli italiani in Cecoslovacchia avranno, reciprocamente, il diritto di acquistare e di possedere beni di ogni sorta e d'ogni natura, mobili o immobili, e ne potranno liberamente disporre per compera, vendita, donazione, permuta, contratti di matrimonio, testamento, successione ab intestato, o con qualsiasi altro atto, alle stesse condizioni dei nazionali, senza pagare diritti, tributi e tasse altre o più alte di quelle a cui sono sottoposti, a norma delle leggi, i sudditi del paese stesso.

Sono tuttavia riservate, in quanto all'acquisto, al possesso e all'uso di beni immobili, le eccezioni e le restrizioni che fossero stabilite per i sudditi stranieri dalla legislazione delle due Alte Parti contraenti, per riguardo alla sicurezza dello Stato.

Art. 3.

I negozianti, i fabbricanti ed altri industriali di una delle Alte Parti contraenti che provino, mediante l'esibizione di una carta di legittimazione industriale, rilasciata dalle Autorità del loro Paese, che nello Stato ove hanno il loro domicilio, essi sono autorizzati ad esercitare il loro commercio o la loro industria e che vi assolvono le tasse e imposte legali, avranno il diritto, personalmente o col mezzo di viaggiatori al loro servizio, di fare acquisti di merci nel territorio dell'Altra Alta Parte contraente, presso negozianti o nei pubblici locali di vendita o presso le persone che producano queste merci. Essi potranno pure prendere commissioni anche su campioni, presso i negozianti o le altre persone nel cui genere d'industria trovino impiego le merci del genere offerto. Nè nell'uno nè nell'altro caso essi saranno obbligati a pagare perciò una tassa speciale più alta di quella che siano tenuti a pagare i nazionali o i sudditi della nazione più favorita a questo riguardo. Nell'esercizio della loro attività nel territorio dell'altra Alta Parte contraente godranno, dalle amministrazioni pubbliche e dai servizi pubblici, parità di trattamento coi nazionali.

Gli industriali (viaggiatori di commercio) muniti di carta di legittimazione industriale, hanno il diritto di portare campioni ma non merci.

Le disposizioni che precedono non sono applicabili alle industrie ambulanti e neppure al commercio ambulante e alla ricerca di commissioni presso persone che non esercitano nè commercio nè industria.

Art. 4.

I sudditi delle Alte Parti contraenti saranno reciprocamente trattati come i nazionali quando si recheranno dai territori di una delle Alte Parti contraenti ai territori dell'altra per visitare le fiere e i mercati, allo scopo di esercitarvi il loro commercio e di smerciare i loro prodotti, e non saranno sottoposti a tasse più alte di quelle percepite dalle Alte Parti contraenti sui nazionali.

Art. 5.

I cecoslovacchi in Italia e gli italiani in Cecoslovacchia saranno interamente liberi di regolare i loro affari come i nazionali, sia in persona, sia col mezzo di intermediari da essi stessi scelti, senza essere obbligati a pagare remunerazioni o indennità agli agenti, commissionari ecc., di cui non vorranno servirsi e senza essere, in tal rispetto, sottoposti a restrizioni diverse da quelle stabilite dalle leggi generali del Paese.

Budou moci naprosto svobodně si počínati, jako vlastní příslušníci při svých nákupech a při svých prodejkách, při stanovení cen kteréhokoli předmětu obchodu a ve svém obchodním jednání vůbec, šetříce však státních celních zákonů a podrobuje se státním monopolům.

Rovněž budou míti volný a snadný přístup k soudům všech stolic a vši jurisdikce k uplatnění svých práv a k své obhajobě. K tomu cíli budou moci užívati advokátů, notářů a zástupců, jež budou pokládati za vhodné k hájení svých zájmů a budou požívati vůbec ve věcech soudních téžže práv a výsad, jež jsou nebo budou příště přiznány vlastním občanům.

Článek 6.

Společnostem podle obchodního a občanského práva včetně veřejných a soukromých pojišťoven, usídleným na území jedné z Vysokých Smluvních Stran a právoplatně ustanoveným podle příslušných zákonů, bude přiznána za podmínek a s výhradou omezení stanovených předpisy, platícími v území Vysokých Smluvních Stran, s podmínkou vzájemnosti, právní existence na území druhé strany a budou moci vykonávati tam veškerá práva včetně práva domáhati se svých práv před soudy podle platných zákonů a nařízení buď za účelem zahájení procesu neb za účelem obhajoby.

Společnosti tyto budou požívati ve všech případech na území druhé Vysoké Smluvní Strany týčž práv, která jsou neb budou přiznána podobným společnostem kteréhokoliv jiného státu.

Článek 7.

Příslušníci obou Vysokých Smluvních Stran budou osvobozeni na území druhé Vysoké Smluvní Strany od jakékoli vojenské služby pozemní neb námořní v řadovém vojsku neb v milici. Rovněž budou osvobozeni od každé závazné veřejné funkce ať soudní, ať správní neb samosprávné, od ubytování vojska, od každé dávky válečné, od každé rekvisice neb vojenského plnění jakéhokoli druhu, s výjimkou břemen vyplývajících z držby neb nájmu nemovitostí a s výjimkou plnění a rekvisic vojenských, stíhajících stejně všechny příslušníky státu jakožto nájemce neb vlastníky nemovitostí.

Nebudou moci býti podrobni ani osobně ani z důvodů svého majetku movitého neb nemovitého jiným povinnostem, náhradám; dávkám neb daním, než jakým budou podrobni vlastní příslušníci.

Článek 8.

Pokud jde o výši záruky a vybírání dovozních a vývozních cel, včetně přírážek, přírážkových koeficientů neb zvýšení, jichž tato cla jsou neb budou předmětem, jakož i pokud jde o průvoz, zpětný vývoz, uložení ve skladišti a o formality celní, o překládání zboží a vůbec ve všem, co se týče provozování obchodu a živnosti, obě Vysoké Smluvní Strany se zavazují, že poskytnou druhé straně veškeré výhody a svobody, jež jedna z nich poskytla neb poskytne některé třetí mocnosti.

Podle této zásady zemské plodiny a průmyslové výrobky italské, které budou dováženy do Československé republiky, a zemské plodiny a průmyslové výrobky československé, dovážené do Itálie, určené buď k spotřebě nebo k uložení ve skladišti, zpětnému vývozu nebo průvozu, budou podrobny téměř nakládání a nebudou podléhati ani vyšším ani jiným clům, než jakým jsou podrobny výrobky státu, požívajícího v tomto směru nejvyšších výhod.

Strany se shodují v tom, že tato ustanovení nevztahují se na zvláštní výhody, jež jsou nebo budou později přiznány státům sousedním k úlevě pohraničního styku.

Rovněž jest shoda o tom, že pokud jde o výši dovozních cel, bude přiznané nakládání podle zásady nejvyšších výhod ve smyslu tohoto článku vzájemně závazné mezi oběma Vysokými Smluv-

Essi saranno assolutamente liberi di regolarsi come i nazionali nei loro acquisti e nelle loro vendite, nella determinazione del prezzo di qualunque oggetto di commercio e nelle loro disposizioni commerciali in generale, conformandosi però alle leggi di dogana dello Stato e sottomettendosi ai suoi monopoli.

Essi avranno egualmente libero e facile accesso presso i tribunali di ogni grado e di ogni giurisdizione per far valere i loro diritti e per difendersi. Essi potranno servirsi, a tale effetto, di avvocati, di notai e di agenti che giudicheranno atti a difendere i loro interessi e godranno in generale, rispetto ai rapporti giudiziari, degli stessi diritti e degli stessi privilegi che sono o saranno accordati in avvenire ai nazionali.

Art. 6.

Le società commerciali e civili (compresi gli Istituti pubblici e privati di assicurazione), domiciliati nei territori di una delle Alte Parti contraenti e validamente costituitesi conformemente alle rispettive leggi, saranno riconosciute, con le modalità e salve le limitazioni stabilite dalle disposizioni in vigore nei territori delle Alte Parti contraenti, a condizione di reciprocità, come aventi l'esistenza legale nei territori dell'altra e potranno esercitarvi tutti i diritti, compreso quello di stare in giudizio davanti ai tribunali, secondo le leggi e le prescrizioni in vigore, sia per intentare un'azione, sia per difendersi.

Le dette società godranno in ogni caso, nei territori dell'altra Alta Parte contraenti, gli stessi diritti che sono o saranno accordati alle società similari di un altro paese qualsiasi.

Art. 7.

I sudditi di ciascuna delle Alte Parti contraenti saranno esenti, sui territori dell'altra, da ogni servizio militare, sia di terra, sia di mare, nelle truppe regolari o nella milizia. Essi saranno dispensati ugualmente da ogni funzione ufficiale obbligatoria, sia giudiziaria, sia amministrativa o municipale, dall'alloggiamento dei soldati, da ogni contribuzione di guerra, da ogni requisizione o prestazione militare di qualsiasi specie, ad eccezione degli oneri provenienti dal possesso o dalla locazione degli immobili e delle prestazioni e requisizioni militari che saranno sopportate, egualmente, da tutti i sudditi del paese, a titolo di proprietari o di conduttori di beni immobili.

Essi non potranno, nè personalmente, nè rispetto alle loro proprietà mobiliari o immobiliari, essere assoggettati a doveri, retribuzioni, tasse o imposte diverse da quelle a cui saranno sottoposti i nazionali.

Art. 8.

In quanto all'ammontare, alla garanzia e alla riscossione dei dazi di importazione e di esportazione, compresi le soprattasse, i coefficienti o le maggiorazioni di cui questi diritti sono o potrebbero essere oggetti, come pure rispetto al transito, alla riesportazione, al deposito, e alle formalità doganali, al trasbordo delle merci e in generale per tutto ciò che si riferisce all'esercizio del commercio e dell'industria, ciascuna delle Alte Parti contraenti s'impegna di far profittare l'altra di ogni favore o immunità che una di esse avesse accordati o potesse accordare ad una terza Potenza.

In applicazione di questo principio i prodotti del suolo e dell'industria della Repubblica Cecoslovacca che saranno importati in Italia e i prodotti del suolo e dell'industria dell'Italia che saranno importati nella Repubblica Cecoslovacca, destinati sia al consumo, sia al deposito, alla riesportazione o al transito, saranno sottoposti allo stesso trattamento e non saranno passibili di diritti nè più elevati nè altri che quelli cui siano sottoposti i prodotti della nazione più favorita a questo riguardo.

E' inteso che queste disposizioni non si applicano ai favori speciali attualmente accordati o che potranno essere accordati ulteriormente a Stati limitrofi per favorire il traffico di frontiera.

Resta parimente convenuto che, per quanto riguarda l'ammontare dei dazi d'importazione la concessione del trattamento della nazione più favorita, nei termini stabiliti dal presente articolo,

ními Stranami pouze potud, pokud poskytnou takovéto nakládání kterékoli třetí mocnosti. Ona z obou Vysokých Smluvních Stran, jež by nepřiznala v dovozních clech nakládání podle nejvyšších výhod bez podmínek neb náhrady žádnému jinému státu, může upustiti od užívání této zásady i vůči druhé straně, oznámí-li to dva měsíce předem. V tomto případě závazek používati zásady nejvyšších výhod pomine také pro druhou Vysokou Smluvní Stranu.

Článek 9.

Dovozci zboží italského původu do Československé republiky a dovozci zboží československého původu do Itálie budou zpravidla vzájemně osvobozeni od závazku předkládati osvědčení o původu. Nicméně předkládání osvědčení o původu bude moci býti výjimečně požadováno jednou z Vysokých Smluvních Stran, jestliže by zavedla diferencní cla podle původu zboží a jestliže by dle všeobecné situace, jak co do cel, tak co do podmínek dopravních, bylo pravděpodobno, že by bylo dováženo z území druhé Vysoké Smluvní Strany zboží pocházející z třetího státu, jenž v daném případě byl by vyloučen z výhodnějšího nakládání.

Článek 10.

Majíce na zřeteli mimořádné poměry mezinárodního obchodního styku, vyhrazují si vlády Vysokých Smluvních Stran pro dobu trvání těchto poměrů možnost upravovati dovoz a vývoz zboží zákazy neb omezení, úměrnými zvláštním potřebám ochrany hospodářských a finančních zájmů států.

Přes to je shoda v tom, že těchto zákazů, pokud se z nich výslovně nečiní výjimka zvláštní úmluvou, má býti používáno od každé Vysoké Smluvní Strany vůči druhé za podmínek a způsobem nejvýhodnějším.

Jestliže by jedna z obou Vysokých Smluvních Stran zavedla nové zákazy dovozní neb vývozní, bude zkoumána možnost povolití výjimky na žádost druhé Vysoké Smluvní Strany takovým způsobem, aby co možná nejméně byly dotčeny obchodní vztahy mezi oběma zeměmi.

Článek 11.

Ode dne, kdy vlády obou Vysokých Smluvních Stran ve společné dohodě vzájemně prohlásí, že se vzdávají možnosti v předcházejícím článku uvedené, Vysoké Smluvní Strany zůstávají zavázány nečiniti překážek žádným způsobem vzájemnému obchodu obou zemí zákazy dovozními, vývozními a průvozními.

Výjimky z tohoto pravidla, pokud jich může býti použito na veškeré země neb na země, nalézající se ve stejných poměrech, mohou býti stanoveny pouze v těchto případech :

1. Ve výjimečných poměrech se zřetelem na válečná opatření ;
2. z důvodů veřejné bezpečnosti ;
3. pokud jde o státní monopoly již platné, nebo které budou teprve zavedeny ;
4. pokud jde o použití na cizí zboží zákazů a omezení, stanovených vnitřními předpisy vzhledem k vnitřní výrobě podobného zboží nebo vzhledem k prodeji nebo dopravě v tuzemsku podobného zboží tuzemské výroby ;
5. z ohledů zdravotní policie a se zřetelem na ochranu užitkových zvířat a rostlin proti ne mocem, škodlivému hmyzu a škodlivým příživníkům a především v zájmu veřejného zdravotnictví a v souhlase s mezinárodními zásadami přijatými v tomto směru.

sarà reciprocamente obbligatoria tra le due Alte Parti contraenti solo in quanto esse accordino un tale trattamento a una terza Potenza qualsiasi. Quella delle due Alte Parti contraenti che, in materia di dazi d'importazione, non accordasse il trattamento della nazione più favorita, senza condizioni o compensi, a nessun altro Stato, sarà in facoltà di farne cessare l'applicazione anche verso l'altro mediante preavviso da dare due mesi prima. In questo caso l'obbligo di applicare il trattamento della nazione più favorita verrà a cessare anche per l'altra Alta Parte contraente.

Art. 9.

Gli importatori in Italia di merci di produzione della Repubblica Cecoslovacca e gli importatori nella Repubblica Cecoslovacca di merci di produzione italiana saranno, per regola generale, reciprocamente dispensati dall'obbligo di presentare certificati di origine. Tuttavia la presentazione di certificati di origine potrà, in via eccezionale, essere richiesta da una delle Alte Parti contraenti nel caso che essa avesse stabilito dazi differenziali secondo l'origine delle merci e che, secondo la situazione generale, tanto rispetto ai dazi doganali, quanto per ciò che concerne le condizioni di trasporto, fosse probabile che venissero introdotte, dai territori dell'altra Alta Parte contraente, merci provenienti da una terza Potenza, la quale, nel caso di cui si tratta, fosse esclusa dal regime di favore.

Art. 10.

In considerazione delle attuali condizioni anormali dei traffici internazionali e fino a quando tali condizioni perdurino, i Governi delle Alte Parti contraenti si riservano la facoltà di regolare le importazioni e le esportazioni di prodotti mediante divieti o restrizioni rispondenti alle particolari esigenze della tutela degli interessi economici e finanziari del Paese.

Resta però convenuto che tali divieti, in quanto non vi si faccia espressa deroga con una particolare convenzione, dovranno da ciascuna delle Alte Parti contraenti essere applicati verso l'altra con le modalità e nella misura più favorevole.

Nel caso in cui una delle due Alte Parti contraenti stabilisse nuovi divieti, così all'entrata come all'uscita, sarà esaminata la possibilità di consentire deroghe, su domanda dell'altra Alta Parte contraente, in guisa da recare il minor pregiudizio possibile alle relazioni commerciali fra i due Paesi.

Art. 11.

A partire dal giorno in cui i Governi delle Alte Parti contraenti avranno di comune accordo reciprocamente dichiarato di rinunciare alla facoltà da cui al precedente articolo, le Alte Parti contraenti resteranno impegnate a non ostacolare in nessuna guisa il commercio reciproco dei due Paesi con proibizioni alla importazione, alla esportazione e al transito.

Eccezioni a questa regola, in quanto siano applicabili a tutti i paesi o ai paesi che si trovino in identiche condizioni, non potranno aver luogo che nei casi seguenti :

- 1° In circostanze eccezionali per riguardo alle provviste di guerra ;
- 2° Per ragioni di sicurezza pubblica ;
- 3° Per i monopoli di Stato attualmente in vigore o che potranno essere stabiliti in avvenire ;
- 4° In vista dell'applicazione alle merci estere, di proibizioni o restrizioni stabilite da disposizioni interne nei riguardi della produzione interna delle merci similari o della vendita produzione o del trasporto all'interno delle merci similari di produzione nazionale ;
- 5° Nei riguardi della polizia sanitaria, e in vista della protezione degli animali e delle piante utili, contro le malattie, gli insetti e i parassiti novici e soprattutto nell'interesse della sanità pubblica e conformemente ai principii internazionali adottati a tale riguardo.

Pokud běží o podrobná ustanovení, jakož i o živočišné suroviny a o předměty, jimiž se nákaza může přenášeti, vyhrazují si vlády obou Vysokých Smluvních Stran uzavřítí zvláštní úmluvu.

Článek 12.

Režim státních monopolů, jakož i obchod válečnými zbraněmi a střelivem a rovněž horní mncese podléhají dále zákonům a příslušným ustanovením Vysokých Smluvních Stran.

Článek 13.

Zboží všeho druhu, jež přichází z území nebo do území jedné z obou Vysokých Smluvních Stran, bude vzájemně osvobozeno na území druhé Vysoké Smluvní Strany od veškerých průvozních cel, ať je provázeno přímo nebo ať za průvozu má býti vyloženo, uloženo do skladiště a opět naloženo. Toto zboží bude v každém případě požívati nejpríznivějšího nakládání, poskytnutého kterékoli třetí mocnosti.

Toto ustanovení nečiní újmy větším výhodám a větším zárukám, stanoveným článkem 19. smlouvy, uzavřené mezi Československem a Čelnými Mocnostmi Spojenými a Sdruženými dne 10. září 1919.

Článek 14.

Aby byl usnadněn zvláštní obchodní styk, jenž se rozvinul mezi územími obou Vysokých Smluvních Stran, budou připuštěny k dovozu i vyvázeny od obou Vysokých Smluvních Stran se závazkem, že budou vráceny, s dočasným osvobozením od dovozních a vývozních cel a v souhlase s úpravou, stanovenou ve společné dohodě od Vysokých Smluvních Stran, tyto předměty :

- a) Veškeré zboží, s výjimkou potravin, které z volného obchodu na území jedné z Vysokých Smluvních Stran bude zasláno na veletrhy a trhy na území druhé Vysoké Smluvní Strany, aby tam bylo uloženo ve skladech neb skladištích celních, jakož i vzorky dovážené vzájemně od obchodních cestujících firem československých a italských s podmínkou, že veškeré toto zboží i tyto vzorky, nebudou-li prodány, budou zpět vyvezeny do země původu ve lhůtě předem stanovené.
- b) Pytle všeho druhu prázdné, označené a již upotřebené, jakož i prázdné a označené sudy, jež jsou dováženy z území druhé Vysoké Smluvní Strany, aby byly opět naplněné vyvezeny, nebo které se zpět dovážejí, když byly před tím plně vyvezeny.
- c) Předměty určené ke správce.

Totožnost zboží vyváženého a zpět dováženého musí býti dokázána a příslušné úřady budou míti k tomu cíli právo tyto předměty opatřiti na náklad interesované strany zvláštními známkami.

Článek 15.

Vnitřní dávky z výroby, zhotovení neb spotřeby, které postihují nebo budou postihovati výrobky tuzemské buď na účet státu neb na prospěch správ obecních a korporací, nebudou moci postihnouti pod žádnou záminkou ani ve vyšší výměře ani obtížnějším způsobem podobné výrobky, pocházející z území druhé Vysoké Smluvní Strany.

Jestliže jedna z Vysokých Smluvních Stran by považovala za nutné zavést novou dávku akcizovou neb spotřební, nebo přírážku k dani na některý předmět tuzemské výroby neb zhotovení, podobný předmět cizí bude moci býti ihned zatížen při dovozu stejnou dávkou.

Per quanto concerne le disposizioni di dettaglio, come pure i prodotti greggi d'animali e gli oggetti che potranno servire di veicolo al contagio, i Governi delle due Alte Parti contraenti si riservano la stipulazione di una convenzione speciale.

Art. 12.

Il regime dei monopoli di Stato, come pure il regime delle armi e munizioni di guerra, nonché le concessioni minerarie, restano sottoposti alle leggi e regolamenti rispettivi delle Alte Parti contraenti.

Art. 13.

Le merci di ogni natura che vengono dai territori di una delle Alte Parti contraenti o che ci vanno, saranno reciprocamente affrancate, nei territori dell'altra, da ogni diritto di transito, sia che transitino direttamente, sia che, durante il transito, debbano essere scaricate, depositate e ricaricate.

In ogni caso esse godranno il trattamento più favorevole concesso ad una terza Potenza.

Tale disposizione non pregiudica i maggiori vantaggi e garanzie stabiliti dall'art. 19 del trattato concluso tra la Cecoslovacchia e le principali Potenze alleate ed associate il 10 settembre 1919.

Art. 14.

Per favorire il traffico speciale che si è sviluppato tra i territori delle Alte Parti contraenti, i seguenti oggetti saranno ammessi ed esportati da una Parte e dall'altra, con l'obbligo di farli ritornare, in franchigia temporanea dei dazi all'entrata ed all'uscita, e conformemente ai regolamenti emanati di commune accordo dalle Alte Parti contraenti :

- a) tutte le merci, ad eccezione dei generi di consumo, che, uscendo dal libero traffico sui territori d'una delle Alte Parti contraenti, saranno spedite alle fiere e ai mercati sui territori dell'altra Alta Parte contraente, per esservi deposte nei depositi o magazzini di dogana, come pure i campioni importati reciprocamente dai commessi viaggiatori delle case italiane e cecoslovacche, a condizione che tutte queste merci e questi campioni, quando non siano stati venduti, siano ricondotti nel paese d'onde provengono in un termine stabilito prima ;
- b) i sacchi di ogni specie, vuoti, marcati e che abbiano già servito, come pure le botti vuote e marcate, che sono importati dai territori dell'altra Alta Parte contraente per essere riesportati pieni o che sono reimportati dopo essere stati esportati pieni ;
- c) gli oggetti destinati ad essere riparati.

L'indentità degli oggetti esportati e reimportati dovrà essere provata e le autorità competenti avranno a tal fine il diritto di munire questi oggetti, a spese della parte interessata, di segni caratteristici.

Art. 15.

I diritti interni di produzione, di fabbricazione o di consumo, che gravano o graveranno i prodotti del paese sia per conto dello Stato sia per conto delle amministrazioni municipali e corporazioni, non potranno colpire, sotto alcun pretesto, nè con una quota più elevata, nè in una maniera più onerosa, i prodotti simili provenienti dai territori dell'altra Alta Parte contraente.

Se una delle Alte Parti contraenti giudichi necessario di stabilire un diritto di accisa o di consumo nuovo o un supplemento di diritto su un oggetto di produzione o di fabbricazione nazionale, l'oggetto simile estero potrà essere immediatamente gravato all'importazione con un diritto uguale.

Článek 16.

Se zbožím, vyrobeným v zušlechťovacím řízení na území jedné z Vysokých Smluvních Stran, bude od druhé Vysoké Smluvní Strany nakládáno jako se zbožím, pocházejícím z volného obchodu téže Vysoké Smluvní Strany.

Článek 17.

Zlatnické a klenotnické zboží ze zlata, stříbra, platiny neb z jiných drahých kovů, dovážené z území jedné z Vysokých Smluvních Stran, může býti podrobeno na území strany druhé závaznému neb fakultativnímu kontrolnímu režimu, jak je stanoven zákonem dotyčného státu pro podobné zboží tuzemské výroby.

Článek 18.

Každá z Vysokých Smluvních Stran se zavazuje spolupůsobiti k tomu, aby přestupky celních a monopolních zákonů státních druhé strany byly zamezovány, odhalovány a udávány druhé Smluvní Straně.

Článek 19.

Vyjímaje případ soudního prodeje nebudou moci lodi jedné z Vysokých Smluvních Stran býti nacionalisovány v druhé z Vysokých Smluvních Stran, bez prohlášení o pozbytí vlajky, vydaného úřadem státu, jemuž podléhají.

Článek 20.

Vůdcové lodí a člunů, náležejících jedné z Vysokých Smluvních Stran, budou moci volně se plaviti po všech vodních cestách, ať přirozených, ať umělých, které se nalézají na území druhé Vysoké Smluvní Strany, za týchž podmínek a platíce tytéž poplatky z lodí a nákladu, které platí vůdcové lodí a člunů domácích.

Článek 21.

V přístavech Království Italského a jeho kolonií nebude vybírán od lodí československých, které tam přistanou následkem nehody nebo nouze, nebo za účelem zastávky vzhledem k prohlášení přístavu základním přístavem, žádný poplatek plavební nebo přístavní, pokud tam loď ovšem nebude provozovati žádnou činnost obchodní.

V případě ztroskotání nebo poškození (havarie) lodí, náležející vládě nebo příslušníkům československým, na pobřeží Italie a jejích kolonií, bude nejen trosečníkům poskytnuta veškerá pomoc a ulehčení, nýbrž i mimo to lodí, jejich části a zbytky, jich nářadí a všechny předměty k nim náležející, listiny lodní nalezené na palubě, jakož i věci a zboží, které byly shozeny do moře a zachráněny, nebo cena za ně stržená, budou plně vráceny majitelům k jejich žádosti nebo k žádosti jejich, k tomu řádně zmocněných zástupců; to vše bez jiného placení kromě výloh záchrany a zachování a vůbec těchž poplatků, které by v podobných případech byly nuceny zaplatiti lodí domácí.

Není-li tu majitele nebo jeho zvláštního zmocněnce, budou věci vydány úřadům konsulárním. Předpokládá se však, že, hlásí-li se kdo v případě ztroskotání dle zákona k lodi, k jejím předmětům a zboží, bude věc předložena k rozhodnutí příslušným soudům místa ztroskotání.

Art. 16.

Le merci fabbricate sotto il regime dell'importazione temporanea nei territori di una delle Alte Parti contraenti saranno trattate dall'altra come le merci che provengono dal libero traffico della medesima Alta Parte contraente.

Art. 17.

Gli oggetti di oreficeria e di gioielleria d'oro, d'argento, di platino o di altri metalli preziosi, importati dai territori di una delle Alte Parti contraenti, potranno essere sottoposti, nei territori dell'altra, a un regime di controllo, obbligatorio o facoltativo, come è stabilito dalla legge del paese per gli oggetti simili di fabbricazione nazionale.

Art. 18.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti si obbliga di cooperare a che le contravvenzioni alle leggi doganali o a quelle di monopolio dello Stato dell'altra Parte siano prevenute, scoperte e denunziate all'altra Parte contraente.

Art. 19.

Salvo il caso di vendita giudiziaria, le navi di una delle Alte Parti contraenti non potranno essere nazionalizzate nell'altra senza una dichiarazione di dismissione di bandiera, rilasciata dall'Autorità dello Stato da cui dipendono.

Art. 20.

I conduttori delle navi e delle barche appartenenti ad una delle Alte Parti contraenti saranno liberi di navigare lungo tutte le vie di comunicazione per acqua, sia naturali che artificiali, che si trovano nei territori dell'altra Alta Parte contraente, alle stesse condizioni e pagando gli stessi diritti sulle navi o sul carico, che sono pagati dai conduttori di navi e di barche nazionali.

Art. 21.

Nessun diritto di navigazione o di porto sarà riscosso, nei porti del Regno d'Italia e delle sue Colonie, sulle navi della Cecoslovacchia che vi approdassero a causa di qualche accidente o di forza maggiore, o per *soste dovute alla dichiarazione di porto di armamento*, purchè però la nave non compia nessun atto di commercio.

In caso di naufragio o di avaria di una nave appartenente al Governo o ai sudditi della Cecoslovacchia, sulle coste dell'Italia e delle sue Colonie, non solamente sarà dato ai naufraghi ogni specie di assistenza e di agevolezza, ma inoltre le navi, le loro parti e i loro avanzi, i loro utensili e tutti gli oggetti ad esse appartenenti, i documenti della nave trovati a bordo, come pure gli effetti e le merci che, gettati in mare, saranno stati recuperati, oppure il prezzo della loro vendita, saranno integralmente rimessi ai proprietari, a loro domanda o a quella dei loro agenti a ciò debitamente autorizzati; il tutto senza altro pagamento che quello delle spese di salvamento, di conservazione, e in generale dei medesimi diritti che le navi nazionali sarebbero tenute a pagare in simili casi.

In mancanza del proprietario o di un agente speciale la consegna sarà fatta alle autorità consolari. Si intende tuttavia che se la nave, i suoi effetti e le merci divenissero, in occasione del naufragio, l'oggetto di un reclamo legale, la decisione sarà deferita ai tribunali competenti del luogo del naufragio.

Článek 22.

Veškeré zboží jakéhokoliv druhu nebo původu, jež smí býti v Itálii dováženo, vyváženo, provázeno nebo ukládáno do skladišť loďmi domácími, bude moci stejně býti tam dováženo, vyváženo, provázeno nebo ukládáno do skladišť loďmi československými, při čemž bude požívati týčž výsad, úlev, výhod a restitucí a nebude podrobena jiným nebo vyšším poplatkům celním neb dávkám, aniž jiným nebo těžším omezením než těm, jež platí pro zboží dovážené, vyvážené, provážené nebo ukládané loďmi domácími.

Článek 23.

S loďmi československými bude nakládáno v přístavech italských jak při jejich příjezdu, tak během jich pobytu a při odjezdu stejně jako s loďmi domácími, a to, jak pokud se týče poplatků a dávek jakéhokoliv druhu a pojmenování, vybíraných ve prospěch státu, obcí, korporací, veřejných funkcionářů nebo jakýchkoliv institucí, tak i pokud se týče příkázání místa k rakotvení těchto lodí, místa k nakládání a vykládání a vůbec ohledně všech formalit a jakýchkoliv opatření, jakým mohou býti podrobena lodí, jejich posádky a jich náklad.

Článek 24.

Rovnost lodí československých a jich nákladů s loďmi italskými nevztahuje se

- a) na zvláštní zákony o ochraně domácího loďstva obchodního, pokud se týkají stavby nových lodí nebo vykonávání loďní plavby se zvláštními přemii nebo úlevami ;
- b) na výsady poskytnuté společností pro zábavné plavby mořské ;
- c) na provozování služby přístavní a pobřežní plavby, kteréž jsou vyhrazeny loďstvu domácímu ;
- d) na provozování rybářství.

Článek 25.

Články 21, 22, 23 a 24, pokud jich lze použít, platí vzájemně pro italské lodí a plavidla v přístavech a vodách vnitrozemských v Československu.

Článek 26.

Národnost lodí každé z Vysokých Smluvních Stran bude zjišťována podle zákonů a ustanovení toho státu, jemuž lodí náležejí.

K průkazu nosnosti lodí budou Vysoké Smluvní Strany uznávati měrné listiny, vydané v souhlasu se zákony onoho z obou států, jemuž lodí náležejí.

Článek 27.

Vláda italská souhlasí s tím, aby vláda československá po předběžné dohodě s ní užívala přístavu terstského jako základního přístavu obchodních lodí, náležejících československým příslušníkům.

Příznání vlastnosti základního přístavu neosvobozuje dotyčné lodí od zachování všeobecných a zvláštních předpisů, které upravují zdržování se lodí v přístavě, ať v pásmech určených k obchodní činnosti, ať v pásmech určených k pobytu lodí při jich opravování, vyzbrojování neb odzbrojování.

Art. 22.

Tutte le merci, qualunque ne sia la natura o la provenienza, di cui l'importazione, l'esportazione, il transito e l'introduzione in deposito possono farsi in Italia da parte delle navi nazionali, potranno egualmente esservi importate, esportate, passare in transito o essere messe in deposito da navi cecoslovacche, godendo dei medesimi privilegi, riduzioni, benefici e restituzioni e senza essere sottoposte ad altri o più forti diritti di dogana o tasse, nè ad altre o più forti restrizioni di quelle che sono in vigore per le merci alla loro importazione, esportazione, transito o alla loro introduzione in deposito, da parte di navi nazionali.

Art. 23.

Le navi della Cecoslovacchia saranno, nei porti italiani, trattate, sia all'entrata, sia durante il loro soggiorno, sia all'uscita, sullo stesso piede delle navi nazionali, tanto rispetto ai diritti ed alle tasse, qualunque ne sia la natura o la denominazione riscossi, a profitto dello Stato, dei comuni, delle corporazioni, di funzionari pubblici o di stabilimenti quali si siano, quanto rispetto al collocamento di queste navi, al loro posto di caricamento e di scaricamento e, generalmente, per tutte le formalità e disposizioni qualsiasi, alle quali possono essere sottoposte le navi, i loro equipaggio ed i loro carichi.

Art. 24.

L'assimilazione delle navi cecoslovacche e del loro carico alle navi italiane non si estende :

- a) alle speciali leggi di protezione della Marina mercantile nazionale, in quanto riguardano le nuove costruzioni o l'esercizio delle navi con speciali premi o facilitazioni ;
- b) ai privilegi concessi a società per il diporto nautico ;
- c) all'esercizio dei servizi di porto e di cabotaggio, i quali sono riservati alla marina nazionale ;
- d) all'esercizio della pesca.

Art. 25.

Gli articoli 21, 22, 23 e 24, in quanto siano applicabili, s'intendono estesi, in via di reciprocità, alle navi e imbarcazioni italiane nei porti e nelle acque interne della Cecoslovacchia.

Art. 26.

La nazionalità delle navi di ciascuna delle Alte Parti contraenti sarà accertata secondo le leggi e i regolamenti dello Stato al quale le navi appartengono.

Le Alte Parti contraenti accetteranno, per la prova del tonnellaggio delle rispettive navi, i certificati di stazza rilasciati in conformità alle leggi di quello dei due Stati al quale le navi appartengono.

Art. 27.

Il Governo italiano consente che il Governo cecoslovacco, previ accordi con esso, usi del porto di Trieste quale porto di armamento delle navi mercantili appartenenti ai sudditi cecoslovacchi.

La concessione di porto di armamento non esonera le navi predette dalla osservanza delle disposizioni generali e speciali che regolano la permanenza delle navi nel porto, sia nelle zone di operazione commerciale, sia nelle zone destinate al soggiorno delle navi in riparazione, in allestimento o in disarmi.

Lodi československé, pokud se zdržují v přístavě, budou mimo to povinny zachovati všechny předpisy přístavní policie, jež spadají do příslušnosti úřadů námořních.

Používání přístavních staveb a a zařízení v Terstu se strany Československa zůstává upraveno zvláštní úmluvou.

Článek 28.

Příslušníkům každé z Vysokých Smluvních Stran bude volno za týchž podmínek a za tytéž poplatky jako vlastním příslušníkům užívatí hlavních silnic a jiných cest, průplavů, splavů, přívozů, mostů a otáčivých mostů, přístavů a přístavišť, označení a osvětlení vody splavné, lodivodů, jeřábů a vah veřejných, skladišť a zařízení na záchranu a uložení lodního nákladu a jiných předmětů, pokud taková zařízení a opatření jsou určena k veřejnému užívání, necht' je spravuje stát nebo soukromé osoby.

Kromě zvláštních předpisů o výstražných světlech a majácích neb o lodivodství nebude vybírán žádný poplatek, nepoužije-li se skutečně těchto zařízení a opatření.

Článek 29.

S obyvateli území obou Vysokých Smluvních Stran, s jich zavazadly a jejich zbožím bude na železnicích nakládáno stejným způsobem, jak pokud se tkne cen a způsobu dopravy, tak i pokud se tkne lhůt výpravy, daní a poplatků veřejných.

Článek 30.

Vysoké Smluvní Strany budou dbáti toho, aby vzájemná doprava na železnicích, nalézajících se na jejich území, byla pokud možno usnadněna, a zavazují se, že budou působiti k tomu, aby příslušné správy železniční hleděly uzavřítí dohody mezi sebou a se železničními správami států mezi nimi ležících o vytvoření přímých tarifů pro dopravu osob, zavazadel a zboží a o vlakových spojeních tak, aby vyhověno bylo požadavkům dopravním.

Článek 31.

Kdykoliv jedna z Vysokých Smluvních Stran by měla uzavřítí s třetím státem dohody o svazových tarifech pro železniční dopravy mezi vlastním územím a územím téhož třetího státu přes území druhé Vysoké Smluvní Strany, tato poslední bude povinna spolupůsobiti k vytvoření řečených tarifů svazových.

Obě Vysoké Smluvní Strany se zavazují, že si vzájemně poskytnou dopravní sazby, jež by na tratích železničních anebo na cestách splavných platily pro dopravy třetího státu; v každém případě, že použijí na dopravu jedné z obou Vysokých Smluvních Stran v transitu po vlastním území sazeb rozumných. Československo usnadní nicméně transit potravin italského původu poskytujíc pro ně nejnižší sazby, jež jsou stanoveny na téže linii a tomtéž směru vnitřními tarify.

Článek 32.

Vysoké Smluvní Strany se zavazují, aby zabránily šíření se phyloxery, používati při vzájemných dovozech opatření, stanovených mezinárodní úmluvou¹ Bernskou ze dne 3. listopadu 1881 a dodatečným prohlášením² ze dne 15. dubna 1889.

¹ De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome VIII, page 435.

² De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome XV, page 570.

Le navi cecoslovacche, durante la permanenza in porto, saranno, inoltre, tenute alla osservanza di tutte le norme di polizia portuale che sono affidate alle autorità marittime.

L'uso degli impianti ed arredamenti portuali di Trieste da parte della Cecoslovacchia resta regolato da speciale convenzione.

Art. 28.

I sudditi di ciascuna delle Alte Parti contraenti saranno liberi di fare uso nei territori dell'altra, alle stesse condizioni e pagando le stesse tasse dei nazionali, delle strade maestre e altre vie, dei canali, delle chiuse, delle barche da passo, dei ponti, dei ponti girevoli, dei porti e punti di sbarco, dei segnali e fuochi che servono a indicare le acque navigabili, dei piloti, delle gru e dei pesi pubblici, dei magazzini e degli stabilimenti per il salvataggio e il deposito del carico di navi ed altri oggetti, in quanto tali stabilimenti o istituzioni siano destinati ad uso del pubblico siano essi amministrati dallo Stato o da privati.

Salvo i regolamenti particolari sui fari e fanali o sul pilotaggio, non sarà riscossa nessuna tassa quando non sia stato fatto realmente uso di questi stabilimenti o istituzioni.

Art. 29.

Gli abitanti dei territori delle due Alte Parti contraenti, i loro bagagli e le loro mercanzie, saranno trattati sulle strade ferrate alla stessa stregua, tanto nei riguardi del prezzo e del modo di trasporto, quanto in quelli dei termini di resa e delle imposte e tasse pubbliche.

Art. 30.

Le Alte Parti contraenti avranno cura che il traffico reciproco delle strade ferrate situate nel loro territorio sia agevolato per quanto possibile e s'impegnano a provvedere perchè le rispettive amministrazioni ferroviarie curino la stipulazione di accordi fra di loro e con le amministrazioni ferroviarie di Stati intermedi per la formazione di tariffe dirette per i trasporti di persone, bagagli e merci, e per la corrispondenza dei treni, in modo da soddisfare alle esigenze di tali trasporti.

Art. 31.

Qualora una delle Alte Parti contraenti avesse a stipulare con un terzo Stato accordi di tariffe cumulative per trasporti ferroviari fra il proprio territorio e quello dello stesso terzo Stato, attraverso il territorio dell'altra Alta Parte contraente, quest'ultima sarà tenuta a concorrere alla formazione di dette tariffe cumulative.

Le due Alte Parti contraenti s'impegnano ad accordarsi reciprocamente i prezzi di trasporto che, sulle strade ferrate e sulle vie navigabili, fossero in vigore per trasporti d'un terzo Stato; in ogni caso di applicare ai trasporti di una delle due Alte Parti contraenti, in transito sul proprio territorio, dei *prezzi ragionevoli*. Tuttavia la Cecoslovacchia faciliterà il transito delle *derrate alimentari* di produzione italiana accordando loro i prezzi più ridotti che sulla stessa linea e nella stessa direzione sono dati dalle tariffe interne.

Art. 32.

Le Alte Parti contraenti s'impegnano, allo scopo d'impedire la propagazione della fillossera, di applicare, rispetto alle importazioni reciproche, i provvedimenti fissati dalla convenzione internazionale¹ di Berna del 3 novembre 1881 e dalla dichiarazione addizionale² del 15 aprile 1889.

¹ British and Foreign State Papers, vol. 73, page 323.

² British and Foreign State Papers, vol. 81, page 1311.

Článek 33.

Vysoké Smluvní Strany si vzájemně sdělí veškerá omezení obchodu, stanovená z důvodu zdravotní policie.

Článek 34.

Vysoké Smluvní Strany se zavazují, že budou prováděti mezinárodní úmluvu¹ Pařížskou ze dne 20. března 1883 o ochraně průmyslového vlastnictví, revidovanou ve Washingtonu² dne 2. června 1911, jakož i každou mezinárodní úmluvu, týkající se jmenovitě patentů na vynálezy, k níž by obě Smluvní Strany přistoupily.

Vysoké Smluvní Strany se dále zavazují, že budou prováděti mezinárodní úmluvu³ Bernskou ze dne 9. září 1886 o ochraně literárních a uměleckých děl, revidovanou⁴ v Berlíně 13. listopadu 1908 a doplněnou dodatečným protokolem⁴ podepsaným v Bernu 20. března 1914.

Článek 35.

Obě Vysoké Smluvní Strany se zavazují, že zahájí co možná nejdříve jednání, aby byla uzavřena jedna nebo více zvláštních úmluv, jež by zaručovaly dělníkům a jich právním zástupcům jednoho z obou států na území druhého rovné nakládání s vlastními příslušníky ve všem, co se týče provádění zákonů o ochraně práce, pomoci lékařské a nemocniční, sociálním pojištění proti různým nebezpečím, vyučování a svobodě spolčovací i svobodě organisace odborové.

Článek 36.

Vysoké Smluvní Strany poskytují si vzájemně právo jmenovati konsuly ve všech přístavech a ve všech obchodních místech území druhé Vysoké Smluvní Strany, v nichž jsou připuštěni konsulové třetího státu.

Tito konsulové jedné z Vysokých Smluvních Stran budou požívatí pod podmínkou vzájemnosti v území druhé veškerých výsad, práv a svobod, jichž požívají a v budoucnosti budou požívatí konsulové kterékoli jiné mocnosti.

Pokud se tkne však osvobození od daní přímých, je shoda v tom, že toliko konsulové z povolání budou moci požívatí tohoto osvobození, pokud ovšem nejsou poddanými Vysoké Smluvní Strany, v jejímž území mají vykonávatí své funkce, a v žádném případě u větší míře než diplomatictí zástupci Vysokých Smluvních Stran.

Řečeným funkcionářům se dostane od místních úřadů veškeré podpory a přispění, jež se poskytuje anebo jež bude poskytnuto v budoucnostikonulárním funkcionářům státu, požívajícího nejvyšších výhod, při vydávání námořníků a vojáků, tvořících posádku na lodích jedné ze Smluvních Stran, kteří by sběhli na území druhé.

Článek 37.

Kdykoliv vzniknou mezi Vysokými Smluvními Stranami rozpory o výkladu a provádění ustanovení této smlouvy, rozpory tyto budou urovnány rozhodčím nálezem, požádá-li o to jedna z Vysokých Smluvních Stran.

¹ De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome X, page 133.

² De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, troisième série, tome VIII, page 760.

³ De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome XII, page 173.

⁴ Vol. I, pages 217 et 243 ; vol. III, page 259 ; vol. XI, page 358 et vol. XXIV, page 138 de ce Recueil.

Art. 33.

Le Alte Parti contraenti si comunicheranno reciprocamente tutte le restrizioni del traffico stabilite per causa di polizia sanitaria.

Art. 34.

Le Alte Parti contraenti si impegnano a dare applicazione alla Convenzione internazionale¹ di Parigi del 20 marzo 1883 per la tutela della proprietà industriale, riveduta a Washington² il 2 giugno 1911, come a qualsiasi Convenzione internazionale che particolarmente riguardi i brevetti d'invenzione, a cui esse aderissero.

Le Alte Parti contraenti si impegnano, inoltre, a dare applicazione alla Convenzione³ internazionale di Berna del 9 settembre 1886 per la tutela delle opere ed artistiche, riveduta⁴ a Berlino il 13 novembre 1908 e completata dal Protocollo⁴ aggiuntivo, firmato a Berna il 20 marzo 1914.

Art. 35.

Le due Alte Parti contraenti si impegnano ad aprire, al più presto possibile, le negoziazioni per concludere uno o più accordi speciali allo scopo di assicurare ai lavoratori di uno dei due Paesi nel territorio dell'altro ed ai loro aventi diritto, l'eguaglianza di trattamento coi nazionali per tutto ciò che concerne l'applicazione delle leggi relative alla protezione del lavoro, alla assistenza medica ed ospedaliera, alle assicurazioni sociali contro i diversi rischi, all'istruzione e alla libertà di associazione e di organizzazione professionale.

Art. 36.

Le Alte Parti contraenti s'accordano reciprocamente il diritto di nominare dei consoli in tutti i porti e in tutte le piazze commerciali dei territori dell'altra Alta Parte contraente nei quali sono ammessi i consoli di un terzo Stato.

Questi consoli di una delle Alte Parti contraenti godranno, sotto condizione di reciprocità nei territori dell'altra, di tutte le prerogative, facoltà ed esenzioni di cui godono e godranno in avvenire i consoli di un'altra Potenza qualunque.

Per quanto concerne però l'esenzione dalle imposte dirette si è d'accordo che solo i consoli di carriera potranno godere di questa esenzione, purchè, tuttavia, non siano sudditi dell'Alta Parte contraente nei territori della quale dovranno esercitare le loro funzioni e in nessun caso con maggiore estensione dei rappresentanti diplomatici delle Alte Parti contraenti.

I detti agenti riceveranno dalle autorità locali ogni aiuto ed assistenza che è o sarà concessa in seguito agli agenti della nazione più favorita, per l'estradizione dei marinai e dei soldati facenti parte dell'equipaggio delle navi di una delle Alte Parti contraenti, che avessero disertato nei territori dell'altra.

Art. 37.

Qualora sorgessero fra le Alte Parti contraenti controversie intorno all'interpretazione ed all'applicazione delle clausole del presente trattato, tali controversie saranno regolate, se una delle Alte Parti contraenti ne fa domanda, mediante arbitrato.

¹ British and Foreign State Papers, vol. 74, page 44.

² British and Foreign State Papers, vol. 104, page 116.

³ British and Foreign State Papers, vol. 77, page 22.

⁴ Vol. I, pages 217 and 243; Vol. III, page 259; vol. XI, page 358 and vol. XXIV, page 138 of this Series.

Pro každou rozepři bude rozhodčí soud složen takto : Obě Vysoké Smluvní Strany budou každá jmenovati jako rozhodčího ze svých státních příslušníků jednu způsobilou osobu a dohodnou se o volbě třetího rozhodčího, příslušníka třetího státu přátelského. Vysoké Smluvní Strany si vyhrazují označiti předem pro období, které se stanoví, osobu, jež bude vykonávati v případě sporu funkce třetího rozhodčího.

Článek 38.

Tato smlouva vstoupí v platnost po výměně ratifikačních listin a zůstane platnou do 31. prosince 1925.

V případě, že žádná z Vysokých Smluvních Stran neoznámí 12 měsíců před vypršením svůj úmysl odvolati její účinnost, smlouva zůstane závaznou až do vypršení jednoho roku ode dne, kdy ji jedna nebo druhá z Vysokých Smluvních Stran vypoví.

Článek 39.

Tato smlouva, sepsaná ve dvou exemplářích, jeden v jazyku českém, druhý v jazyku italském, bude ratifikována a ratifikační listiny budou vyměněny v Římě co možno nejdříve.

V případě rozporu bude směřodatným text v jazyku italském, jakožto jazyku známém všem plnomocníkům.

Čemuž na vědomí uvedení plnomocníci podepsali tuto smlouvu a přitiskli na ni své pečeti.

V Římě, dne 23. března 1921.

(L. S.) ZDENĚK FIERLINGER.

(L. S.) ZDENĚK FAFL.

(L. S.) LODOVICO LUCIOLLI.

(L. S.) ANGELO DI NOLA.

ZÁVĚREČNÝ PROTOKOL PŘIPOJENÝ K OBCHODNÍ A PLAVEBNÍ SMLOUVĚ MEZI ČESKOSLOVENSKEM A ITALIÍ.

Při podpisování obchodní a plavební smlouvy, uzavřené dnešního dne mezi Československem a Itálií, učinili podepsaní plnomocníci následující výhrady a prohlášení, která mají tvořiti nerozdílnou část smlouvy samé :

K článku 3.

Živnostenské legitimace budou stanoveny dle vzorce připojeného v příloze A a vystaveny v jazyku československém neb italském s překladem francouzským.

Vysoké Smluvní Strany oznámí si vzájemně úřady pověřené vydáváním legitimací, jakož i předpisy, kterým se musí cestující podříditi při provozování svého obchodu.

Předměty, podléhající celním poplatkům, které budou dovezeny obchodními cestujícími jako vzorky, budou jednou i druhou stranou připuštěny bez cel dovozních a vývozních s podmínkou, že tyto předměty, aniž by byly prodány, budou opět vyvezeny ve lhůtě 12 měsíců a že totožnost předmětů dovezených a opět vyvezených nebude pochybna, ať procházejí ostatně kterým-koli celním úřadem při svém vývozu.

Per ogni controversia il tribunale arbitrale sarà composto nel modo seguente : le due Alte Parti contraenti nomineranno ciascuna, come arbitro, fra i loro sudditi, una persona competente e s'intenderanno sulla scelta di un terzo arbitro, suddito di un terzo Stato amico. Le Alte Parti contraenti si riservano di designare anticipatamente e per un periodo da determinarsi la persona che eserciterà in caso di litigio le funzioni di terzo arbitro.

Art. 38.

Il presente trattato entrerà in vigore alla data dello scambio delle ratifiche e rimarrà esecutivo fino al 31 dicembre 1925.

Nel caso in cui nessuna delle Alte Parti contraenti notificasse 12 mesi prima della scadenza, la sua intenzione di farne cessare gli effetti, il trattato resterà obbligatorio fino allo spirare di un anno a partire dal giorno in cui o l'una o l'altra delle Alte Parti contraenti l'avrà denunciato.

Art. 39.

Il presente trattato, redatto in due esemplari, uno in lingua italiana, l'altro in lingua ceca, sarà ratificato e le ratificazioni saranno scambiate a Roma più presto che sarà possibile.

In caso di divergenza farà fede il testo in italiano come lingua nota a tutti i Plenipotenziari.

In fede di che i Plenipotenziari predetti hanno sottoscritto il presente trattato e vi hanno apposti i loro sigilli.

Fatto a Roma, il 23 marzo 1921.

(L. S.) ZDENĚK FIERLINGER.

(L. S.) ZDENĚK FAFL.

(L. S.) LODOVICO LUCIOLLI.

(L. S.) ANGELO DI NOLA.

PROTOCOLLO FINALE ANNESSO AL TRATTATO DI COMMERCIO E DI NAVIGAZIONE
FRA L'ITALIA E LA CECOSLOVACCHIA.

Al momento di procedere alla sottoscrizione del Trattato di commercio e di navigazione concluso in data d'oggi fra l'Italia e la Cecoslovacchia, i Plenipotenziari sottoscritti hanno fatto le riserve e dichiarazioni seguenti, che dovranno formare parte integrante del Trattato stesso :

Ad articolo 3.

Le carte di legittimazione industriale dovranno essere stabilite conformemente al modello qui unito in allegato A e redatte in italiano o in cecoslovacco con traduzione in francese.

Le Alte Parti contraenti si daranno reciprocamente conoscenza delle autorità incaricate di rilasciare la carta di legittimazione, come pure delle disposizioni alle quali i viaggiatori devono conformarsi nell'esercizio del loro commercio.

Gli oggetti passibili di diritti doganali che saranno importati come campioni dai viaggiatori di commercio, saranno, dall'una e dall'altra parte, ammessi in esenzione dai dazi di entrata e di uscita, a condizione che questi oggetti, senza essere stati venduti, siano riesportati nel termine di dodici mesi e che l'identità degli oggetti importati e riesportati non sia dubbia, qualunque sia del resto l'ufficio doganale dal quale essi passino alla loro uscita.

Zpětný vývoz vzorků musí býti zaručen při vstupu do obou zemí buď složením obnosu celních poplatků neb jistotou.

Po uplynutí předepsaných lhůt obnos cla, podle toho byl-li složen nebo zajištěn, bude ve prospěch státní pokladny sčítován neb z dané jistoty zapraven, nebude-li prokázáno, že v této lhůtě byly vzorky nebo modely opět vyvezeny.

Jestliže před uplynutím předepsané lhůty vzorky nebo modely budou předloženy příslušnému úřadu celnímu za účelem opětného vývozu, celní úřad bude povinen se přesvědčiti, že předměty jemu předložené jsou totožné s těmi, pro něž bylo dáno povolení dovozu.

Není-li v tomto směru pochyby, potvrdí celní úřad opětný vývoz a vrátí obnos cla, při dovozu složeného, nebo učiní opatření, potřebná pro uvolnění jistoty.

Od dovozce nebude vyžadováno žádných jiných nákladů, kromě kolkových poplatků za vydání osvědčení neb dovolovacího listu a rovněž za připojení značek, určených k zajištění totožnosti vzorků neb modelů.

K článku 9.

Osvědčení o původu budou moci býti vydávána vlastními úřady místa vývozního, neb od bavujícím úřadem celním buď ve vnitrozemí neb na hranicích, neb příslušnou obchodní a živnostenskou komorou, neb konsulárním agentem, a budou moci býti nahrazeny také fakturami, jestliže to příslušné vlády uznají vhodným.

V pochybných případech vláda dovozní země bude moci žádati, aby průkazy tyto byly ověřovány jejím vlastním agentem konsulárním, pověřeným pravomocí v místě, z něhož zboží bylo odesláno.

K článku 11.

Rozumí se, že svoboda provozování obchodu dovozního, vývozního a průvozního nebude moci býti podrobena jiným omezením než těm, která budou způsobena okamžitými nesnázemi technickými.

K článku 15.

Přirážka, která se platí z piva v sudech neb v láhvích při dovozu do Itálie, jakožto ekvivalent vnitřní dávky, bude vybírána podle volby dovozce, buď na základě maximálního sacharometrického obsahu 16 stupňů, neb na základě obsahu cukerního a alkoholového, zjištěného dle vzorce, stanoveného společnou dohodou, který má zaručiti vyrovnání mezi přirážkou na piva dovážená a dávkou uvalenou na piva v zemi vyráběná.

V případě, že by se měla přirážka podle žádosti dovozce vybírat na základě zjištěného obsahu cukru a alkoholu, budou certifikáty o analýse, vydané v Československu ústavy k tomu zmocněnými, uznány úřady italskými.

Zásilky piva, provázené takovými certifikáty, nebudou podrobovány nové analýse, vyplývá-li z řečených certifikátů, že sacharometrický stupeň mladinky byl zjištěn dle uvedeného vzorce a že bylo šetřeno pravidel o analýse, která budou stanovena společnou dohodou mezi dotýčnými vládami také s ohledem k zájmům zdravotním.

Certifikáty budou vyhotoveny v jazyku italském neb francouzském dle vzoru připojeného v příloze B.

V případě odůvodněné pochybnosti vyhrazuje se italská celní správa právo přezkoumati analýsu pív připuštěných k dovozu na základě certifikátů.

Ústavy zmocněné k vydávání certifikátů, o nichž se mluví v předchozích ustanoveních, budou určeny společnou dohodou mezi příslušnými vládami.

La riesportazione dei campioni dovrà essere garantita all'entrata nei due paesi, o col deposito dell'ammontare dei diritti di dogana rispettivi o con cauzione.

Spirati i termini regolamentari, l'ammontare dei diritti, secondo che sia stato depositato o garantito, sarà acquisito al Tesoro o recuperato per suo conto, *eccetto che non sia data la prova che in tale termine i campioni o modelli furono riesportati.*

Se, prima della scadenza del termine regolamentare, i campioni o modelli sono presentati a una dogana competente per essere riesportati, la dogana dovrà accertarsi che gli oggetti che le sono presentati sono identicamente quelli per i quali fu rilasciato il permesso di entrata. Se non v'è dubbio al riguardo, la dogana accerterà la riesportazione e restituirà la somma dei diritti depositati all'atto dell'importazione o prenderà i provvedimenti necessari per lo scarico della cauzione.

Non si esigeranno dall'importatore spese di sorta, ad eccezione delle tasse di bollo per il rilascio del certificato o permesso, nonchè per l'apposizione delle marche destinate ad assicurare l'identità dei campioni o modelli.

Ad articolo 9.

I certificati di origine potranno emanare dall'Autorità governativa del luogo di esportazione o dall'Ufficio di dogana di spedizione sia all'interno, sia alla frontiera, o dalla Camera di commercio e industria competente o da un agente consolare e potranno essere anche sostituiti dalla fattura se i Governi rispettivi lo credessero conveniente.

In casi dubbi il Governo del paese importatore potrà esigere che i certificati stessi siano vidimati dal proprio agente consolare avente giurisdizione sul luogo dal quale le merci sono state spedite.

Ad articolo II.

Resta inteso che la libertà di esercitare il commercio d'importazione, di esportazione e di transito non potrà essere sottoposta ad altre restrizioni che quelle che saranno causate da difficoltà tecniche del momento.

Ad articolo 15.

La sopratassa che le birre in botti o in bottiglie pagano, all'entrata in Italia, a titolo di equivalente dell'imposta interna, sarà riscossa, a scelta dell'importatore, sia in base a una ricchezza saccarometrica di sedici gradi al massimo, sia in base alla ricchezza zuccherina e alcoolica accertata secondo una formola stabilita di comune accordo e che deve garantire la perequazione fra la sopratassa sulle birre importate e la tassa riscossa sulle birre fabbricate in paese.

Nel caso che, in seguito a domanda dell'importatore, la sopratassa dovesse riscuotersi in base alla ricchezza zuccherina e alcoolica accertata, i certificati di analisi rilasciati in Cecoslovacchia dagli istituti a ciò autorizzati, saranno riconosciuti dalle autorità italiane.

Le birre accompagnate da tali certificati non saranno sottoposte a nuove analisi, purchè risulti dai detti certificati che il grado saccarometrico del mosto originale sia stato accertato secondo la detta formola e che si siano osservate le regole di analisi che saranno fissate di comune accordo fra i Governi rispettivi, anche in considerazione degli interessi sanitari.

I certificati saranno compilati in lingua italiana o francese secondo il modello qui annesso in allegato B.

In caso di dubbio fondato, è riservato all'Amministrazione italiana delle dogane il diritto di verificare l'analisi delle birre ammesse a fruire dell'importazione in base ai certificati.

Gli istituti autorizzati al rilascio dei certificati previsti dalle disposizioni precedenti saranno designati di comune accordo fra i Governi rispettivi.

K článku 24.

V každém případě československé lodi budou moci plouti z jednoho do druhého neb více přístavů italských buď aby tam složily zcela neb z části svůj náklad z ciziny pocházející buď aby naložily neb doplnily svůj náklad do ciziny určený.

K článku 31.

§ 1. Vzhledem k dopravám o nichž se jedná v článku tomto a v článku 30., zůstávají v platnosti závazky stanovené článkem 3. Sèvreské smlouvy ze dne 10. srpna 1920 mezi Itálií, Polskem Rumunskem, Státem S. H. S. a Československem.

§ 2. Slovy «cený rozumné» míní se ceny takové, aby nepřekážely transitu, t. j. ceny, stanovené na tarifním kilometrovém podkladu, nepřevyšujícím normální podklad, platný pro dopravu téhož zboží v tuzemsku.

Pod «potraviny» rozumějí se položky, obsažené v speciálních tarifech č. 55 až 56 mezinárodní italské dopravní služby s připojením těchto položek : «sekané zboží uzenářské, med a víno». Mimo to byla učiněna dohoda, aby i «čerstvé květiny» pokud se nakládání při transitu týče, byly na roveň postaveny s «potraviny».

Tento protokol, který bude považován za schválený a potvrzený Vysokými Smluvními Stranami bez další zvláštní ratifikace, pouhou výměnou ratifikačních listin o smlouvě, k níž se vztahují byl sepsán ve dvou exemplářích, jeden v jazyku českém, druhý v italském.

V případě rozporu bude směřodatným text v jazyku italském, jakožto jazyku známém všem plnomocníkům.

V Římě, dne 23. března 1921.

(L. S.) ZDENĚK FIERLINGER.

(L. S.) ZDENĚK FAFL.

(L. S.) LODOVICO LUCIOLLI.

(L. S.) ANGELO DI NOLA.

Ad articolo 24.

In ogni caso, le navi cecoslovacche potranno passare da uno ad altro o a più porti italiani, sia per scaricavi in tutto o in parte il loro carico proveniente dall'estero, sia per comporre o completare il loro carico destinato all'estero.

Ad articolo 31.

§ 1. — Restano fermi, nei riguardi dei trasporti considerati in questo articolo e nell'articolo 30, gl'impegni stabiliti nell'art. 3 del Trattato di Sèvres del 10 agosto 1920 tra l'Italia, la Polonia, la Romania, lo Stato S. H. S. e la Cecoslovacchia.

§ 2. — Con le parole « prezzi ragionevoli » si vuol dire prezzi tali da non ostacolare il transito, ossia prezzi stabiliti su basi tariffarie chilometriche non superiori a quelle normali valevoli per il trasporto all'interno delle stesse merci.

Per « derrate alimentari » si intendono le voci comprese nelle tariffe speciali nn. 55 e 56 dei servizi internazionali italiani, con l'aggiunta delle voci seguenti: « *carni insaccate*, miele e vino ». Si è convenuto inoltre che i « fiori freschi » siano da considerare, in quanto al trattamento in transito, alla stessa stregua delle « derrate alimentari ».

Il presente protocollo, che sarà considerato come approvato e sancito dalle Alte Parti contraenti, senz'altra ratificazione speciale, per il solo fatto dello scambio delle ratificazioni del trattato al quale si riferisce, è stato steso in doppio esemplare, uno in lingua italiana, l'altro in lingua ceca.

Nel caso di divergenza farà fede il testo in italiano come lingua nota a tutti i Plenipotenziari.

Fatto a Roma, il 23 marzo 1921.

(L. S.) ZDENĚK FIERLINGER.

(L. S.) ZDENĚK FAFL.

(L. S.) LODOVICO LUCIOLLI.

(L. S.) ANGELO DI NOLA.

PŘILOHA A.

ŽIVNOSTENSKÁ LEGITIMACE PRO OBCHODNÍ CESTUJÍCÍ.

Na rok..... (Razítko) Číslo legit.....

MAJITEL :
(příjmení a jméno)

(Místo) dne..... 19.....
(pečet) (podpis úřadu)

Tímto listem se osvědčuje, že jeho majitel
má (druh továrny nebo obchodního domu) v..... pod firmou
(aneb) :

jest obchodním cestujícím ve službě firmy..... v
která tam má (označiti továrnu nebo obchodní dům).

Poněvadž majitel tohoto listu zamýšlí vyhledávati zakázky a kupovati zboží na účet výše uvedené
firmy, jakož i na účet této firmy
(těchto firem)
osvědčuje se mimo to, že se mají zapravovati předepsané dávky za provozování živnosti svrchu
zmíněných firem ve zdejším státě.
zmíněné firmy

Popis majitele listu :

Věk :
Postava :
Vlasy :
Zvláštní znamení :

Podpis majitele :
.....

Poznámka : Dle jednotlivých případů napíše se do formuláře obsahujícího potřebné místo jeden nebo druhý z alternativních odstavců.

K povšimnutí :

Dle platných zákonných ustanovení v území smluvních stran má majitel tohoto listu právo zakázky sbírat a zboží kupovati výhradně jen jako cestující a jen na účet výše uvedené firmy. Může s sbou mít jen vzorky, nikoliv však zboží. uvedených firem.

ALLEGATO A.

CARTA DI LEGITTIMAZIONE INDUSTRIALE PER VIAGGIATORI DI COMMERCIO.

Per l'anno..... (Stemma) N. della carta

IL PORTATORE.

(Cognome e nome).

(Luogo) il19.....
(Sigillo)

(Firma dell'autorità)

Con la presente si certifica che il portatore di questa carta :
— possiede (qualità della fabbrica o della casa di commercio) a
sotto il nome di

(oppure) :

— è in qualità di viaggiatore di commercio al servizio della casa a
che ivi possiede una (indicare la fabbrica o la casa di commercio).

Il portatore desiderando raccogliere commissioni e fare acquisti di merci per conto della suddetta ragione sociale come pure per conto dell^a/_e ragion^e/_i social^e/_i seguent^e/_i si certifica inoltre che per l'esercizio del commercio dell^a/_e suddett^a/_e ragion^e/_i social^e/_i le imposte regolamentari in vigore si devono pagare in questo paese.

Connotati della persona del portatore :

Età :
Statura :
Capelli :
Segni speciali :

Firma del portatore :

.....

Nota. Secondo le esigenze di ciascun caso l'uno o l'altro dei capoversi alternativi sarà inserito nel formulario contenente lo spazio necessario.

Avviso.

Secondo i regolamenti in vigore nei territori di ciascuna delle Parti contraenti il portatore di questa carta di legittimazione è autorizzato a raccogliere commissioni e a fare acquisti di merci esclusivamente viaggiando e solamente per conto dell^a/_e ragion^e/_i social^e/_i sopraindicat^a/_e. Egli non potrà portare con sè che campioni, ma non merci.

PŘILOHA B.

CERTIFIKÁT O ANALYSE.

zásilky čsl. piva, určené k dovozu do Itálie, vydaný na základě vzorku, vzatého z.....
 dne (datum) a zasláno
 na (jméno ústavu).....

I. ÚDAJE PRO ZJIŠTĚNÍ TOTOŽNOSTI ¹.

1. Jméno odesílatelovo
2. Místo odeslání
3. Jméno a bydliště příjemcovy (toto označení může zůstatí též nevyplněno).
4. Pojmenování druhu piva
5. Patrná znamení pečeti, přitisknutých na láhvi-vzorku a osvědčení, že tyto pečeti byly nalezeny v dobrém stavu
6. Číslo a jiné značky sklepních sudů, z nichž pivo bylo stočeno
7. Zaslá-li se pivo v sudech :
 a) prostorný obsah dopravních sudů
- Zaslá-li se pivo v plombovaných vagonech :
 a) číslo a značky vagonů
- b) počet sudů
- c) prostorný obsah sudů
- d) úřední závěra vozů
- b) počet sudů
- c) značky a pečeti sudů.....

II. VÝSLEDKY ANALYSE.

Alkohol v procentech (%) váhy

Výtažek v procentech (%) váhy

Sacharometrické stupně mladinky, z níž bylo pivo vyrobeno, vypočteny dle vzorce :

$$e = \frac{100 (E + 2.0665 A)}{100 + 1.0665 A}, \text{ v němž značí :}$$

e : výtažkový obsah mladinky,
 E : výtažkový obsah } piva v procentech váhy.
 A : alkoholový obsah }

Přepočteno dle objemu, má mladinka sacharometrických stupňů ².
 Obsah kyseliny siřičité jest normální.

III. DŮSLEDEK.

Šetření svrchu uvedené, jakož i celková jakost piva vůbec, nedávají příčiny k pochybnostem, že by pivo nebylo vyrobeno výhradně ze sladu, chmele, kvasnic a vody a že by nebylo jeho složení slčením normálního piva.

Mimo to se prohlašuje, že pivo neobsahuje glycerinu, kyseliny salicylové, kyseliny borové, kyseliny šťavelové, ani hořkých látek pivu cizích.

(Datum)

(Pečet)

(Podpis)

Copie certifiée conforme.

Praha, le 21 janvier 1925.

Dr. Jan OPOČENSKÝ,

Chef des Archives du Ministère des Affaires étrangères.

¹ Tyto údaje, kromě údajů pod. č. 5., musí býti vzaty z etikety láhve-vzorku neb z průvodního papíru.

² Redukováno dle Brixových tabulek.

ALLEGATO B.

CERTIFICATO DI ANALISI.

di una spedizione di birra cecoslovacca destinata a essere importata in Italia, redatto in base al campione prelevato da..... il (data) e spedito a (nome dell'Istituto)

I. INDICAZIONI PER L'ACCERTAMENTO DELLA IDENTITÀ¹.

1. Nome del mittente
2. Luogo di spedizione
3. Nome e domicilio del destinatario (questa indicazione può essere lasciata in bianco)
4. Denominazione della specie della birra
5. Segni distintivi dei suggelli apposti alla bottiglia-campione ed attestazione che questi suggelli sono stati trovati in buono stato
6. Numero e altri contrassegni della botte di cantina, dalla quale fu spillata la birra
7. Alla spedizione in fusti :

a) capacità dei fusti da trasporto	Alla spedizione in vagoni piombati : a) numero e contrassegni dei vagoni
b) numero dei fusti	b) numero dei fusti
.....	c) capacità dei fusti
c) contrassegni e suggelli dei fusti	d) piombatura ufficiale dei vagoni

II. RISULTATO DELL'ANALISI.

Alcool in percentuale (%) del peso.....
 Estratto secco in percentuale (%) del peso.....
 Gradi saccarometrici del mosto che ha servito a fabbricare la birra, calcolato secondo la formola :

$$e = \frac{100 (E + 2,0665 A)}{100 + 1,0665 A}$$
, in cui significano :
 e : l'estratto contenuto nel mosto originario ;
 E : l'estratto contenuto } nella birra in percentuale del peso.
 A : l'alcool contenuto }
 Calcolata in volume, la ricchezza saccarometrica del mosto è di (2).....
 Il contenuto in acido solforoso è normale.

III. DICHIARAZIONE CONCLUSIVA.

Le ricerche sopra specificate, come pure il carattere generale della birra, non permettono di dubitare che questa non sia stata preparata esclusivamente con malto, luppolo, lievito ed acqua, a che la sua composizione non sia quella di una birra normale.

Si dichiara inoltre che la birra non contiene glicerina, acido salicilico, acido borico, acido ossalico, nè sostanze amare estranee alle birre.

(Data)

(Bollo)

(Firma)

Copie certifiée conforme.

Praha, le 21 janvier 1925.

Dr. Jan OPOČENSKÝ,

Chef des Archives du Ministère des Affaires étrangères.

¹ Queste indicazioni, eccetto quelle sotto il n. 5, devono essere dedotte dall'etichetta della bottiglia-campione o dalla lettera che l'accompagna.

² Riduzione fatta secondo le tavole di Brix.

¹ TRADUCTION.

No. 815. — TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LE ROYAUME D'ITALIE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, SIGNÉ A ROME, LE 23 MARS 1921.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, animés du désir d'améliorer et d'étendre les rapports commerciaux existant entre les deux États, ont résolu de conclure un Traité de commerce et de navigation, et ont désigné, à cet effet, comme Plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

M. Lodovico LUCIOLLI, directeur général des douanes et des contributions indirectes, et
M. Angelo DI NOLA, directeur général du commerce ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Zdeněk FIERLINGER, directeur général de la Section économique au Ministère des Affaires étrangères ; et
M. Zdeněk FAFL, directeur général de la Section des pays de langue romane à l'Office du commerce extérieur,

qui, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les ressortissants des Hautes Parties contractantes, qui pourront, les uns et les autres, s'établir librement dans les territoires de l'autre Partie contractante.

Les ressortissants tchécoslovaques en Italie, et les ressortissants italiens en Tchécoslovaquie, qui établissent leur domicile dans les ports, dans les villes ou en un lieu quelconque des territoires respectifs des deux Hautes Parties contractantes, ou qui y résident temporairement, ne seront pas soumis, en raison de leur commerce ou de leur industrie, à des droits, impôts, taxes ou patentes, de quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux auxquels sont assujettis les ressortissants nationaux ; de même les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront des droits, privilèges, exemptions, immunités et autres faveurs de toute nature, dont jouissent en matière de commerce ou d'industrie les ressortissants de l'autre Partie contractante.

Les stipulations du présent article n'apportent aucune dérogation aux dispositions des lois, ordonnances et règlements spéciaux, relatifs au commerce, à l'industrie et à la police, en vigueur dans les territoires de chacune des Hautes Parties contractantes et applicables aux ressortissants de toute autre Puissance.

Le principe suivant lequel les ressortissants de l'autre Partie qui exercent un métier ou un commerce doivent être traités exactement sur le même pied que les ressortissants nationaux au point de vue du paiement des impôts, s'appliquera également à l'égard des statuts corporatifs ou autres statuts locaux dans les lieux où il existe encore une réglementation de ce genre. Toutefois,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 815. — TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE KINGDOM OF ITALY AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, SIGNED AT ROME, MARCH 23, 1921.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY and THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, being desirous of further developing the commercial relations between their respective States, have determined to conclude a Treaty of Commerce and Navigation and have appointed as their Plenipotentiaries for this purpose :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

M. Lodovico LUCIOLLI, Director-General of Customs and Indirect Taxes, and
M. Angelo DI NOLA, Director-General of Commerce ;

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Zdeněk FIERLINGER, Director-General of the Economic Department of the Ministry of Foreign Affairs, and
M. Zdeněk FAFL, Director-General of the Section for Countries speaking Romance Languages at the Foreign Trade Department,

who, after having exchanged their full powers found in good and due form, have agreed to the following articles :

Article 1.

The two High Contracting Parties shall accord to each other's nationals full and entire freedom of trade and navigation, as well as the right to establish themselves within their territory.

Czechoslovak nationals in Italy and Italian nationals in Czechoslovakia, whether domiciled in ports, towns or other localities in the respective territories, or whether residing temporarily therein, shall not be subjected as regards their commerce or industry to any duties, taxes, rates or licence fees of any description other or higher than those to which nationals are subject ; and the rights, privileges, exemptions, immunities and other advantages of whatever kind in respect of commerce or industry enjoyed by the nationals of one of the High Contracting Parties shall be similarly enjoyed by the nationals of the other Contracting Party.

The provisions of this article shall not in any way derogate from the special laws, ordinances and regulations affecting commerce, industry and public security in force in the territory of either of the Contracting Parties which are applicable to nationals of any other Power.

The principle that one Contracting Party shall, in respect of the payment of taxes, treat the nationals of the other Party engaged in any trade or business on the same footing in every way as its own nationals, shall also apply to statutes of corporate bodies or other local statutes where such are already in existence. It shall only apply, however, subject to the fulfilment of all the

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

cette application ne pourra avoir lieu que lorsque toutes les conditions auxquelles les lois de chacune des Hautes Parties contractantes subordonnent le droit à l'exercice de ladite industrie, auront été remplies.

Article 2.

Les Tchécoslovaques en Italie, et les Italiens en Tchécoslovaquie auront réciproquement le droit d'acquérir et de posséder des biens de toute espèce et de toute nature, meubles et immeubles, et pourront en disposer librement par voie d'achat, de vente, de donation, d'échange, de contrat de mariage, de testament, de succession ab intestat, ou de toute autre manière, aux mêmes conditions que les ressortissants nationaux et sans avoir à payer de droits, redevances ou taxes autres ou plus élevés que ceux auxquels sont soumis, aux termes des lois, les ressortissants du pays en question.

Toutefois, en ce qui concerne l'acquisition, la propriété et l'usage des biens immeubles, la disposition qui précède ne s'applique pas aux exceptions et restrictions visant les ressortissants étrangers, promulguées par la législation des deux Hautes Parties contractantes, dans l'intérêt de la sûreté de l'Etat.

Article 3.

Les négociants, fabricants et autres industriels de l'une des Hautes Parties contractantes, en mesure d'établir par la production d'une carte de légitimation industrielle, délivrée par les autorités de leur pays, qu'ils sont autorisés, dans l'Etat où ils ont leur domicile, à exercer leur commerce ou leur industrie et qu'ils y acquittent les taxes et impôts fixés par les lois, auront le droit, en personne ou par l'intermédiaire de voyageurs à leur service, de procéder à des achats de marchandises dans le territoire de l'autre Partie contractante, auprès des négociants ou dans les locaux publics de vente, ou auprès des personnes qui produisent ces marchandises. Ils pourront également prendre des commandes, même sur échantillons, auprès des négociants ou autres personnes pratiquant une industrie dans laquelle les marchandises de l'espèce offerte trouvent leur emploi. Ils ne seront de ce fait, ni dans un cas ni dans l'autre, obligés de payer une redevance spéciale plus élevée que celle à laquelle sont assujettis, à cet égard, les ressortissants nationaux ou ceux de la nation la plus favorisée.

Ils auront droit, dans l'exercice de leur activité sur le territoire de l'autre Partie contractante, au même traitement que les ressortissants nationaux, de la part des administrations et des services publics.

Les industriels (voyageurs de commerce) pourvus d'une carte de légitimation industrielle auront le droit de porter avec eux des échantillons, mais non des marchandises.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux industries ambulantes, non plus qu'au commerce ambulante, ou à la recherche de commandes auprès de personnes n'exerçant ni commerce ni industrie.

Article 4.

Les ressortissants des Hautes Parties contractantes seront traités réciproquement comme les ressortissants nationaux lorsqu'ils se rendront des territoires de l'une des Hautes Parties contractantes dans les territoires de l'autre Partie pour visiter les foires et les marchés en vue d'y exercer leur commerce et d'y écouler leurs produits ; de même, ils ne seront pas soumis à des taxes plus élevées que celles perçues par les Hautes Parties contractantes sur leurs propres ressortissants.

Article 5.

Les Tchécoslovaques en Italie et les Italiens en Tchécoslovaquie auront pleine liberté de régler leurs affaires comme les ressortissants nationaux, soit en personne, soit par des intermédiaires

conditions laid down by the laws of each of the Contracting Parties regarding the right to carry on industry.

Article 2.

Czechoslovaks in Italy and Italians in Czechoslovakia shall reciprocally be entitled to acquire or possess property of any kind, whether movable or immovable. They may freely dispose of the same by purchase, sale, gift, exchange, marriage contract, will, succession *ab intestato* or by any other act, under the same conditions as nationals, without the payment of any duties, taxes or charges other or higher than those to which, in accordance with the laws in force, nationals themselves are subject.

Nevertheless, as regards the acquisition, possession and use of immovable property, special rules and restrictions may, under the laws of either Contracting Party, be imposed upon foreigners for considerations of national security.

Article 3.

Traders, manufacturers and other industrialists of one of the High Contracting Parties who prove, by producing a commercial identity card issued by the authorities of their country, that they are authorised to carry on their trade or industry in the State in which they are domiciled, and duly pay all duties and taxes levied therein, shall be entitled, either personally or through commercial travellers employed by them, to purchase goods in the territory of the other Contracting Party from traders, or in places where goods are sold to the public, or from persons producing these goods. They may also solicit orders, even on samples, from traders and other persons engaged in an industry in which goods of the kind offered are used. In neither case shall they have to pay special fees higher than those demanded of nationals or subjects of the most favoured nation. In carrying on their activities in the territory of the other High Contracting Party, they shall, as regards the public administration and public services, enjoy treatment similar to that accorded to nationals.

Persons engaged in industrial enterprises (commercial travellers) provided with a commercial identity card may take samples with them, but not goods.

The foregoing provisions shall not apply to itinerant traders or to hawking, or the soliciting of orders from persons not engaged in trade or industry.

Article 4.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall be treated on the same footing as nationals of the other Contracting Party when proceeding from the territory of one Contracting Party to that of the other to visit fairs or markets, for the purpose of carrying on their trade, or selling their wares, and they shall not be subjected to taxes higher than those which the High Contracting Parties levy on their own nationals.

Article 5.

Czechoslovaks in Italy and Italians in Czechoslovakia shall be entirely free to conduct their affairs in the same way as nationals, either personally or through intermediaries of their own choice,

choisis par eux, sans avoir à verser de rémunération ou d'indemnité aux agents, commissionnaires etc., aux services desquels ils ne voudraient pas recourir, et sans être, à cet égard, soumis à des restrictions différentes de celles établies par la législation générale du pays en question.

Ils seront entièrement libres de se comporter comme les ressortissants nationaux dans leurs achats et dans leurs ventes, dans l'établissement du prix de tout objet de commerce, ainsi que dans leurs dispositions commerciales en général, à condition toutefois de se conformer aux lois douanières de l'Etat et de se soumettre à ses monopoles.

Ils auront également un libre et facile accès auprès des tribunaux de tout ordre et de toute juridiction, tant pour réclamer que défendre leurs droits. Ils pourront, à cet effet, employer les avocats, avoués et agents, jugés par eux aptes à défendre leurs intérêts, et jouiront d'une façon générale, en matière judiciaire des droits et des avantages déjà accordés ou qui seront accordés aux ressortissants nationaux.

Article 6.

Les sociétés commerciales et civiles (y compris les établissements publics et privés d'assurance) domiciliées dans les territoires de l'une des Hautes Parties contractantes et valablement constituées selon les lois de leur pays respectif, seront reconnues aux conditions et dans les limites fixées par les dispositions en vigueur dans les territoires de l'autre Partie contractante et sous condition de réciprocité, comme ayant une existence légale dans les territoires de l'autre Partie : elles pourront y exercer tous droits, y compris celui d'ester en justice auprès des tribunaux conformément aux lois et prescriptions en vigueur, soit pour intenter une action soit pour se défendre.

Les dites sociétés jouiront, dans tous les cas, sur les territoires de l'autre Partie contractante, de tous les droits qui sont ou seront accordés aux sociétés similaires d'un autre pays quelconque.

Article 7.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront, dans les territoires de l'autre, exempts de tout service militaire, sur terre ou sur mer, dans l'armée régulière ou dans la milice. Ils seront également exempts de toute fonction officielle obligatoire, judiciaire, administrative ou municipale, du logement des soldats, de toute contribution de guerre, de toute réquisition ou prestation militaire quelconque à l'exception des charges découlant de la propriété ou de la location d'immeubles, et des prestations ou réquisitions militaires qui seront également supportées par tous les ressortissants du pays, en leur qualité de propriétaires ou de gestionnaires de biens immeubles.

Ils ne pourront, ni personnellement, ni en raison de leurs propriétés mobilières ou immobilières, être assujettis à des obligations, rétributions, taxes ou impôts différents de ceux auxquels seront soumis les ressortissants nationaux.

Article 8.

En ce qui concerne le montant, la garantie et la perception des droits d'importation et d'exportation, y compris les surtaxes, les coefficients ou majorations dont ces droits sont ou pourraient être l'objet, ainsi qu'en ce qui concerne le transit, la réexportation, l'entreposage et les formalités douanières, le transbordement des marchandises et, d'une façon générale, pour tout ce qui a trait à l'exercice du commerce et de l'industrie, chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à faire bénéficier l'autre de toutes les faveurs ou immunités que l'une d'elles aurait accordé ou pourrait accorder à une tierce Puissance.

Par application de ce principe, les produits du sol ou de l'industrie de la République tchécoslovaque, qui seront importés en Italie, et les produits du sol ou de l'industrie de l'Italie qui seront importés dans la République tchécoslovaque et qui seront destinés soit à la consommation intérieure, soit à l'entreposage, soit à la réexportation ou au transit, seront soumis au même traitement et ne seront pas passibles de droits autres ou plus élevés que ceux qui sont perçus sur les produits de la nation la plus favorisée à cet égard.

without obligation to pay any fees or compensation to representatives, agents, etc., whom they do not choose to employ, and in this respect they shall be subject to no restrictions other than those laid down by the ordinary laws of the country.

They shall have the same liberty as nationals, in matters of purchase and sale, in fixing the price of any article of trade and in their business transactions in general, provided they conform to the Customs and monopoly laws of the country.

They shall also have full and free access to all Courts of whatever instance or jurisdiction, either as plaintiffs or defendants. They shall be entitled to employ for this purpose such advocates, notaries and agents as they may judge best qualified to defend their interests, and shall in general enjoy in judicial matters all rights and privileges which are or may be accorded to nationals.

Article 6.

Commercial and civil companies (including public and private insurance companies) domiciled in the territory of one of the High Contracting Parties, and validly constituted in conformity with its laws, shall, subject to reciprocity and to the conditions and restrictions prescribed by the regulations in force in the territories of the High Contracting Parties be recognised as possessing legal status in the territory of the other Contracting Party. They shall be allowed to exercise all rights, including that of appearing before the Courts in conformity with existing laws and regulations either as plaintiffs or defendants. Such companies shall in any case enjoy in the territory of either High Contracting Party all rights which are or may be accorded to similar companies of any other country.

Article 7.

Nationals of either of the High Contracting Parties shall, in the territory of the other Party, be exempt from all military or naval service, either in the regular forces or in the militia. They shall also be exempt from all compulsory official duties, whether judicial, administrative or municipal, from the billeting of soldiers, from war-levees or military requisitions or demands of every kind except such obligations as may be incumbent upon them as owners or lessees of immovable property, and such military services and requisitions as are imposed on all nationals of the country who are owners or agents of immovable property.

They may neither personally, nor as regards their movable or immovable property, be subjected to duties, payments, taxes or charges other than those to which nationals are subjected.

Article 8.

As regards the amount, the guarantee for, and levying of import or export duties, including the super-taxes, coefficients or increases to which these duties are or may be subject, and as regards transit, re-exportation, warehousing and Customs formalities, the transshipment of goods and, in general, all matters connected with the exercise of commerce and industry, each of the High Contracting Parties undertakes to accord to the other all benefits or exemptions which are or may be accorded by one of the Parties to a third Power.

In application of this principle, such Czechoslovak products of the soil or manufactured articles as may be imported into Italy and such Italian products of the soil or manufactured articles as may be imported into the Czechoslovak Republic, whether intended for consumption, warehousing, re-exportation or transit, shall be subject to the same treatment as that accorded to the most favoured nation in this respect, and shall not be subject to duties other or higher than those levied on the products of the most favoured nation.

Il est entendu que ces dispositions ne s'appliquent pas aux faveurs spéciales qui sont actuellement accordées ou qui pourraient être ultérieurement accordées à des États limitrophes en vue de favoriser les échanges frontaliers.

Il reste également convenu qu'en ce qui concerne le montant des droits d'importation, l'octroi du traitement de la nation la plus favorisée, aux conditions établies par le présent article, ne sera réciproquement obligatoire entre les deux Hautes Parties contractantes que dans la mesure où elles accordent ce traitement à une tierce Puissance quelconque. Celle des deux Hautes Parties contractantes qui en matière de droits d'importation, n'accorderait le traitement de la nation la plus favorisée, sans conditions ni compensations à aucun autre État, aura la faculté d'en faire aussi cesser l'application à l'autre Partie moyennant préavis de deux mois. Dans ce cas, l'autre Partie contractante cessera également d'être tenue de lui appliquer le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 9.

Les importateurs en Italie de marchandises de production tchécoslovaque, et les importateurs en Tchécoslovaquie de marchandises de production italienne, seront, en règle générale, dispensés réciproquement de l'obligation de présenter des certificats d'origine. Toutefois, la présentation de certificats d'origine pourra exceptionnellement être exigée par l'une des Hautes Parties contractantes, au cas où cette Partie aurait établi des droits différentiels suivant l'origine de la marchandise, et qu'étant donné la situation générale, tant en ce qui concerne les droits de douane que les conditions de transport, il y eût lieu de craindre que des marchandises en provenance d'une tierce Puissance qui, dans le cas envisagé, ne bénéficierait pas du régime de faveur, pussent être importées des territoires de l'autre Partie contractante.

Article 10.

Etant donné les conditions anormales qui régissent actuellement les échanges internationaux, et aussi longtemps que ces conditions anormales dureront, les Gouvernements des Hautes Parties contractantes se réservent la faculté de régler les importations et exportations des produits au moyen d'interdictions ou de restrictions répondant aux exigences particulières de la protection des intérêts économiques et financiers du pays.

Il est toutefois convenu que ces interdictions, à supposer qu'il n'y soit pas fait dérogation expressé en vertu d'une convention particulière, devront être appliquées par chacune des Hautes Parties contractantes à l'autre, suivant les modalités et dans la mesure les plus favorables.

Au cas où l'une des deux Hautes Parties contractantes promulguerait de nouvelles interdictions d'importation ou d'exportation, elle examinera, à la demande de l'autre Partie contractante, la possibilité d'accorder des dérogations, de façon à causer le moindre préjudice possible aux rapports commerciaux entre les deux pays.

Article 11.

A partir du jour où les Gouvernements des Hautes Parties contractantes auront, d'un commun accord, déclaré renoncer réciproquement à la faculté visée à l'article précédent, les Hautes Parties contractantes seront tenues de n'entraver en aucune manière le commerce réciproque des deux pays par des prohibitions d'importation, d'exportation et de transit.

Des exceptions à cette règle — exceptions qui devront être applicables à tous les pays ou aux pays qui se trouvent dans des conditions identiques — ne pourront avoir lieu que dans les cas suivants :

1. Dans des circonstances exceptionnelles, pour les approvisionnements de guerre ;
2. Pour des raisons de sécurité publique ;

It is understood that these provisions shall not apply to the special benefits at present granted or which may subsequently be granted to neighbouring States with a view to facilitating frontier traffic.

It is also agreed, as regards the amount of import duties, that both States shall, in accordance with the terms of the present article, be bound to accord each other most-favoured-nation treatment only in so far as they accord such treatment to a third Power. Should either of the two Contracting Parties, in the matter of import duties, not grant the most-favoured-nation treatment unconditionally and without compensation to any other State, it shall be entitled to cease to extend such treatment to the other Contracting Party also on two months notice being given. In such case, the other Contracting Party will also cease to be under any obligation to apply most-favoured-nation treatment.

Article 9.

Persons importing into Italy goods produced in the Czechoslovak Republic and persons importing into the Czechoslovak Republic goods of Italian production shall not as a general rule and subject to reciprocity be required to submit certificates of origin. The submission of certificates of origin may, however, be required by one of the High Contracting Parties as an exceptional measure if the latter has established differential duties according to the origin of the goods and if, in conformity the general situation both as regards Customs duties and conditions of transport, there seems to be any likelihood of the introduction from the territory of the other High Contracting Party of goods coming from a third country excluded, in this instance, from special treatment.

Article 10.

In view of the present abnormal conditions of international trade, and as long as such conditions continue, the Governments of the High Contracting Parties reserve the right to regulate the importation and exportation of products by prohibitions or restrictions in accordance with special requirements for the protection of the economic and financial interests of the country.

It is, however, agreed that such prohibitions, in so far as they are not directly contrary to any special Convention, must be applied by each of the Contracting Parties to the other in the least onerous manner possible and to the least possible extent.

Should one of the two Contracting Parties introduce fresh prohibitions either on goods entering or leaving the country, the possibility shall be examined, at the request of the other High Contracting Party, of accord special treatment with a view to causing the least possible prejudice to commercial relations between the two countries.

Article 11.

As from the day on which the Governments of the High Contracting Parties shall, by common consent, reciprocally declare that they renounce the option accorded to them in the preceding article, the High Contracting Parties shall be bound not to place any obstacle in the way of commerce between the two countries in the form of prohibitions of imports, exports or transit.

Exceptions to this rule, in so far as they are applicable to all countries or to countries where similar conditions obtain, may only be made in the following cases :

- (1) In special circumstances in connection with war supplies ;
- (2) For reasons of public safety ;

3. En faveur des monopoles d'Etat actuellement en vigueur ou qui pourraient être créés à l'avenir ;

4. En vue de l'application aux marchandises étrangères des prohibitions ou des restrictions promulguées par des règlements intérieurs et visant la production nationale de marchandises similaires, ou la vente ou la circulation intérieure de marchandises similaires de production nationale ;

5. Pour des raisons de police sanitaire, en vue de protéger les animaux et les plantes utiles contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles, et tout particulièrement dans l'intérêt de la santé publique, et par application des principes internationaux adoptés en la matière.

Les Gouvernements des deux Hautes Parties contractantes se réservent de conclure une Convention spéciale pour régler les dispositions de détail ainsi que les questions touchant aux produits bruts d'animaux et aux objets susceptibles de servir de véhicule à la contagion.

Article 12.

Le régime des monopoles d'Etat, celui des armes et munitions de guerre, ainsi que les concessions minières restent soumis aux lois et règlements respectifs des Hautes Parties contractantes.

Article 13.

Les marchandises de toute nature, en provenance ou à destination des territoires de l'une des Hautes Parties contractantes, seront réciproquement exemptes, dans les territoires de l'autre Partie, de tout droit de transit, que ces marchandises ne fassent que passer en transit, ou qu'elles doivent être déchargées, entreposées et rechargées en cours de transit.

Elles jouiront, dans tous les cas, du traitement le plus favorable accordé à une tierce Puissance.

La présente disposition ne porte pas atteinte aux avantages et garanties supérieurs accordés par l'article 19 du Traité conclu le 10 septembre 1919 entre la Tchécoslovaquie et les principales Puissances alliées et associées.

Article 14.

En vue de favoriser les échanges particuliers qui se sont développés entre les territoires des Hautes Parties contractantes, les objets suivants seront admis et exportés par l'une et l'autre Partie contractante, avec obligation de retour, en franchise temporaire de droits à l'entrée et à la sortie et conformément aux règlements établis d'un commun accord par les deux Hautes Parties contractantes :

- a) Toutes les marchandises (à l'exception des produits alimentaires) provenant du commerce libre des territoires de l'une des Hautes Parties contractantes, qui seront expédiées aux foires et aux marchés des territoires de l'autre Haute Partie contractante, pour y être déposées dans les entrepôts ou magasins de douane, ainsi que les échantillons importés réciproquement par les commis-voyageurs des maisons italiennes et tchécoslovaques, à condition que toutes ces marchandises et ces échantillons, lorsqu'ils n'auront pas été vendus, soient réimportés dans le pays d'où ils proviennent dans un délai fixé d'avance ;
- b) Les sacs de toute nature, vides, marqués et ayant déjà servi, ainsi que les tonneaux vides et marqués, qui sont importés des territoires de l'autre Partie contractante pour y être réexportés pleins, ou qui y sont réimportés après avoir été exportés pleins ;
- c) les objets destinés à être réparés.

(3) For State monopolies which are now in existence or which may be established in the future ;

(4) In view of the application to foreign goods of prohibitions or restrictions instituted by internal regulations concerning the domestic production of similar goods or the sale or transport within the country of similar goods produced within the country itself ;

(5) For reasons of sanitary policy, and for the protection of animals and useful plants against disease, insects and harmful parasites, and particularly in the interests of public health in conformity with the international principles adopted in this respect.

The Governments of the two High Contracting Parties reserve the right to conclude a special Convention concerning questions of detail and in particular concerning raw animal products, and objects capable of carrying infection.

Article 12.

State Monopolies, arms and munitions of war and mining concessions shall continue to be subject to the respective laws and regulations of the High Contracting Parties.

Article 13.

Goods of every kind coming from the territory of one of the High Contracting Parties, or consigned thereto, shall be exempted in the territory of the other Party from all transit taxes, whether they are passing in direct transit or whether during transit they have to be unloaded, warehoused and reloaded. In any case, they shall enjoy the most favourable treatment accorded to a third Power.

This provision shall not prejudice the more important advantages and guarantees provided for by Article 19 of the Treaty concluded between Czechoslovakia and the Principal Allied and Associated Powers on September 10, 1919.

Article 14.

In order to facilitate the development of the special trade between the territories of the High Contracting Parties, the following articles shall, subject to their return to the country of origin, be admitted and exported from one country into the other, Customs free on entry and on exit, in conformity with the regulations drawn up jointly by the High Contracting Powers :

- (a) All goods, except foodstuffs, which, coming from unrestricted trade in the territories of one of the High Contracting Parties, are sent to fairs and markets in the territory of the other Contracting Party to be warehoused there or placed in bond, as well as samples imported into either country by the commercial travellers of Italian and Czechoslovak firms, provided that all these goods and samples, if they remain unsold, are returned to the country of origin within a definite period fixed beforehand ;
- (b) Sacks of every kind, empty, marked and used, as well as empty marked barrels which are imported from the territory of one of the High Contracting Parties to be re-exported full, or which are re-imported after having been exported full ;
- (c) Objects to be repaired.

L'identité des objets exportés et importés devra être prouvée, et les autorités compétentes auront, à cet effet, le droit d'y apposer, aux frais de la partie intéressée, des marques de reconnaissance.

Article 15.

Les droits intérieurs de production, de fabrication ou de consommation, qui grèvent ou grèveront les produits du pays, au profit de l'Etat, des administrations municipales et des sociétés, ne pourront, sous aucun prétexte, frapper d'un taux plus élevé ou de façon plus onéreuse les produits similaires en provenance des territoires de l'autre Partie contractante.

Si l'une des Hautes Parties contractantes juge nécessaire de mettre un droit d'accise ou de consommation intérieure, ou un supplément de droit sur un objet de production ou de fabrication nationale, l'objet étranger similaire pourra être immédiatement frappé, à l'importation d'un droit égal.

Article 16.

Les marchandises fabriquées sous le régime de l'admission temporaire dans les territoires de l'une des Hautes Parties contractantes seront traitées par l'autre Partie de la même façon que les marchandises provenant du commerce libre de la même Haute Partie contractante.

Article 17.

Les objets d'orfèvrerie ou de bijouterie d'or, d'argent, de platine ou autres métaux précieux, importés des territoires de l'une des Hautes Parties contractantes, pourront être soumis, dans les territoires de l'autre Partie, au régime du contrôle obligatoire ou facultatif auquel les lois du pays soumettent les objets similaires de fabrication nationale.

Article 18.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à coopérer avec l'autre pour prévenir, découvrir et dénoncer à l'autre Partie contractante les contraventions aux lois douanières et aux lois relatives aux monopoles d'Etat de cette autre Partie.

Article 19.

Sauf en cas de vente judiciaire, les navires de l'une des Hautes Parties contractantes ne pourront être nationalisés dans l'autre pays, sans une déclaration de transfert de pavillon délivrée par les autorités de l'Etat dont ils dépendent.

Article 20.

Les conducteurs de navires et de barques appartenant à l'une des Hautes Parties contractantes auront le droit de naviguer sur toutes les voies de communication par eau, naturelles ou artificielles, qui se trouvent dans les territoires de l'autre Partie contractante, aux mêmes conditions et en payant les mêmes droits pour les navires et les cargaisons que les conducteurs de navires et de barques nationaux.

The identity of the objects exported and re-imported must be proved and the competent authorities shall for this purpose have the right to place easily recognisable marks on these articles at the expense of the parties concerned.

Article 15.

Internal duties on production, manufacture or consumption, which are or may in future be levied on the products of the country, either by the State or municipal administrations and corporations, shall not, on any pretext whatever, be levied at a higher rate or in a more onerous manner on similar products coming from the territory of the other High Contracting Party.

Should one of the High Contracting Parties deem it necessary to place a new excise or consumption duty or supplementary duty on an article produced or manufactured in the country, the same article of foreign origin may immediately be subjected to a similar duty on importation.

Article 16.

Articles, manufactured under the system of temporary importation in the territory of one of the High Contracting Parties shall be treated by the other Party as goods coming from the unrestricted trade of that High Contracting Party.

Article 17.

Goldsmiths' work and jewellery in gold, silver, platinum or other precious metals imported from the territory of one of the High Contracting Parties may be subjected in the territory of the other to compulsory or optional control, according to the legal provisions in force in the country concerning similar objects manufactured within the country.

Article 18.

Each of the High Contracting Parties undertakes to co-operate with the other to ensure that offences against the Customs laws or the State Monopoly Laws of the other Party shall be prevented, discovered and notified to the other Contracting Party.

Article 19.

Except in the case of compulsory sale by judicial decision, vessels of one of the High Contracting Parties may not acquire the nationality of the other, without a declaration of transfer of flag issued by the authorities of the State to which such vessels belong.

Article 20.

Persons navigating vessels and craft belonging to one of the High Contracting Parties shall be free to do so on all waterways, both natural and artificial, situated within the territory of the other High Contracting Party, subject to the same conditions and on the payment of the same duties on the vessels or their cargoes as are paid by that Party's own vessels and craft.

Article 21.

Aucun droit de navigation ou de port ne sera perçu dans les ports du Royaume d'Italie et de ses colonies sur les navires de Tchécoslovaquie qui y aborderaient pour cause d'avarie ou de force majeure, ou pour relâches effectuées par suite de la déclaration du port d'armement, à condition toutefois que le navire n'accomplisse aucun acte de commerce.

En cas de naufrage ou d'avarie d'un bâtiment appartenant au Gouvernement ou aux ressortissants tchécoslovaques sur les côtes d'Italie ou de ses colonies, non seulement les naufragés recevront aide et assistance de toute nature, mais en outre les navires, leurs parties et leurs restes, leurs ustensiles et tous les objets leur appartenant, les documents trouvés à bord, ainsi que les effets et marchandises jetés à la mer qui auront été sauvés, ou le produit de leur vente, seront remis intégralement aux propriétaires, sur leur demande ou sur celle de leurs agents dûment autorisés à cet effet ; le tout sans autre paiement que celui des frais de sauvetage, de garde et, d'une façon générale, des droits que les navires nationaux seraient tenus de payer dans des cas semblables.

En l'absence du propriétaire ou d'un agent spécial, la remise sera faite aux autorités consulaires. Il est, toutefois, entendu que si le navire, ses biens et sa cargaison faisaient, à la suite du naufrage, l'objet d'une réclamation judiciaire, la décision sera déferée aux tribunaux compétents du lieu du naufrage.

Article 22.

Toutes les marchandises quelle qu'en soit la nature ou la provenance dont l'importation, l'exportation, le transit et l'entreposage sont autorisés en Italie lorsqu'elles sont transportées par des navires nationaux, pourront être également importées, exportées, voyager en transit ou être entreposées, lorsqu'elles seront transportées par des navires tchécoslovaques ; ces marchandises jouiront des mêmes privilèges, réductions, primes et ristournes et ne seront pas soumises à des droits de douane ou à des taxes autres ou plus élevées, ni à des restrictions autres ou plus sévères que celles qui sont applicables aux marchandises transportées par des navires nationaux, à leur importation, exportation, transit ou entreposage.

Article 23.

Les navires tchécoslovaques seront traités, dans les ports italiens, à leur entrée, pendant leur séjour et à leur sortie, sur le même pied que les navires nationaux, tant en ce qui concerne les droits et les taxes de toute nature ou perçus sous quelque dénomination que ce soit au profit de l'Etat, des communes, des sociétés, des fonctionnaires publics ou d'établissements quelconques, qu'en ce qui concerne le placement de ces navires, leur poste de chargement et de déchargement et, d'une façon générale, toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires, leurs équipages et leurs cargaisons.

Article 24.

L'assimilation entre les navires tchécoslovaques et leur cargaison et les navires italiens ne s'étend pas :

- a) aux dispositions des lois spéciales pour la protection de la marine nationale concernant les constructions neuves et les primes d'exercice et facilités spéciales accordées aux navires nationaux ;
- b) aux privilèges accordés aux sociétés organisatrices de voyages de plaisance ;
- c) à la gestion des services de port et à l'exercice du cabotage, qui sont réservés à la marine nationale ;
- d) à l'exercice de la pêche.

Article 21.

No navigation or port duty shall be levied in the ports of the Kingdom of Italy or the Italian Colonies on Czechoslovak vessels which are forced to put into such ports by reason of an accident or other circumstances beyond their control, or have to call at such ports under the terms of the itinerary issued by the home port, provided the vessel does not engage in any act of commerce.

In the case of shipwreck of, or damage to, a vessel belonging to the Government or nationals of Czechoslovakia on the coast of Italy or the Italian Colonies, not only shall the shipwrecked persons be afforded all assistance and consideration, but, in addition, the vessels themselves, their parts and fittings, utensils and all objects belonging to them, all ship's papers found on board as well as any property or goods cast into the sea and recovered, or alternatively the price obtained from their sale, shall be entirely made over to the owners at their request or at the request of their agents duly authorised for that purpose, without any payment other than the expenses of salvage, preservation and, in general, the same charges as national ships would have to pay in similar circumstances.

In the absence of the owner or a special agent, the above shall be handed over to the consular authorities. If, however, the vessel, its equipment or goods become the subject of a legal claim owing to the shipwreck, the decision shall be left to the competent Courts of the place in which the shipwreck occurred.

Article 22.

All goods of whatever nature or origin which may legally be imported, exported, passed through in transit, or warehoused in Italy if carried on Italian vessels, may also be imported, exported, passed, through in transit or warehoused if carried by Czechoslovak vessels; such goods shall enjoy the same privileges, reductions, benefits and repayments without being subject to other or higher Customs duties or charges, or to other or more severe restrictions, than those in force in respect of goods carried by national vessels on their importation, exportation, passing through in transit or warehousing.

Article 23.

In Italian ports Czechoslovak vessels shall be treated on entering, during their call, and on leaving, on a footing of equality with national vessels, both as regards the duties and charges of any kind levied for the profit of the State, communes, corporations, public officials, or establishments of any kind and as regards the berthing of the vessels, their wharfing for loading and unloading and, in general all formalities and measures to which the vessels, their crews and cargoes may be subjected.

Article 24.

Czechoslovak vessels and their cargoes shall not enjoy the same facilities as Italian vessels as regards :

- (a) Special laws passed for the protection of the national mercantile marine in so far as they concern the construction of new vessels or the running of vessels with special grants or subsidies ;
- (b) privileges granted to yacht clubs ;
- (c) The services of the port and the coasting trade, which are reserved for national vessels ;
- (d) fisheries.

Article 25.

Par voie de réciprocité, les dispositions des articles 21, 22, 23 et 24 sont applicables, dans les mêmes conditions, aux navires et embarcations italiennes dans les ports et les eaux intérieures de la Tchécoslovaquie.

Article 26.

La nationalité des navires de chacune des Hautes Parties contractantes sera établie conformément aux lois et règlements de l'Etat auquel les navires appartiennent.

Les Hautes Parties contractantes accepteront comme preuve du tonnage des navires respectifs, les certificats de jauge délivrés conformément aux lois de celui des deux Etats auquel les navires appartiennent.

Article 27.

Le Gouvernement italien accepte que le Gouvernement tchécoslovaque, après accord préalable avec lui, se serve du port de Trieste comme port d'armement des navires marchands appartenant à des ressortissants tchécoslovaques.

L'attribution du port d'armement ne dispensera pas les navires susdits d'avoir à observer les dispositions générales et spéciales qui régissent le séjour des navires dans le port, tant dans les zones réservées aux opérations commerciales que dans les zones réservées au séjour des navires en réparation, en cours d'armement ou de désarmement.

Les navires tchécoslovaques pendant leur séjour dans le port seront, en outre, tenus d'observer tous les règlements de police du port promulgués par les autorités maritimes.

L'utilisation des installations et de l'outillage du port de Trieste par la Tchécoslovaquie sera réglée par une Convention spéciale.

Article 28.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront le droit de faire usage, dans les territoires de l'autre Partie, aux mêmes conditions et en payant les mêmes taxes que les ressortissants nationaux, des grand'routes et autres voies de communication, des canaux, écluses, bacs ponts, ponts-tournants, ports et points de débarquement, des signaux et feux qui servent à indiquer les eaux navigables, des pilotes, des grues et des poids publics, des magasins et des installations servant au sauvetage et à l'entreposage de la cargaison des navires et autres objets, à condition que ces installations ou ces institutions soient destinées à l'usage public, qu'elles soient administrées par l'Etat ou par des particuliers.

Sous réserve des règlements particuliers concernant les phares et les fanaux ainsi que le pilotage, aucune taxe ne sera perçue lorsqu'il n'aura pas été fait effectivement usage de ces installations ou de ces institutions.

Article 29.

Les habitants des territoires des deux Hautes Parties contractantes, leurs bagages et leurs marchandises jouiront sur les voies ferrées du même traitement, tant en ce qui concerne le prix et le mode de transport que les délais de remise, les impôts et les taxes publiques.

Article 30.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter dans toute la mesure du possible les transports entre les deux pays sur les voies ferrées situées dans leur propre territoire ; elles s'engagent également à veiller que leurs administrations ferroviaires respectives concluent des accords entre

Article 25.

Articles 21, 22, 23 and 24 shall, as far as circumstances permit, apply equally to Italian vessels and small craft in the inland ports and waters of Czechoslovakia.

Article 26.

The nationality of the vessels of each of the High Contracting Parties shall be determined in accordance with the laws and regulations of the State to which the vessels belong.

The High Contracting Parties shall accept as proof of the tonnage of vessels the tonnage certificates issued in conformity with the laws of the State to which the vessels belong.

Article 27.

The Italian Government agrees that the Czechoslovak Government shall, subject to previous agreement, be entitled to use the port of Trieste as the home port of merchant vessels belonging to Czechoslovak nationals.

The concession of this home port shall not exempt Czechoslovak vessels from observing the general and special provisions regulating the permanent use of such port, either as regards the stay of such vessels in the commercial basins or in the area set apart for vessels undergoing repairs, in process of being fitted out, or out of commission.

So long as they are staying in the port, Czechoslovak vessels shall moreover be bound to observe all port-police regulations, the enforcement of which is entrusted to the maritime authorities.

The use by Czechoslovakia of the port installations and appliances at Triest shall be regulated by a special Convention.

Article 28.

Nationals of each of the High Contracting Parties shall be free in the territory of the other, on the same conditions and subject to paying the same taxes as nationals, to use main and secondary roads, canals, locks, ferries, bridges, revolving bridges, ports and landing stages, signals and lights indicating navigable channels, pilots, cranes and weighing machines, warehouses and establishments for the salvaging and warehousing of ships' cargoes and other objects in so far as such establishments or installations are destined for public use, whether they are administered by the State or by private individuals.

Subject to special regulations concerning lighthouses, lights and pilotage, no tax shall be levied unless actual use is made of these establishments or installations.

Article 29.

Inhabitants of the territories of the two High Contracting Parties, their luggage and goods, shall receive the same treatment on the railways both as regards cost and method of transport, promptness of delivery and public imposts and taxes.

Article 30.

The High Contracting Parties shall ensure that the reciprocal traffic over the railways situated in their territory shall be facilitated as far as possible, and undertake that for this purpose the respective railway administrations shall conclude agreements as between themselves and the

elles, ainsi qu'avec les administrations ferroviaires des Etats intermédiaires, en vue de l'établissement de tarifs directs pour le transport des personnes, des bagages et des marchandises, ainsi que pour la correspondance des trains, de façon à satisfaire aux exigences de ces transports.

Article 31.

Au cas où l'une des Hautes Parties contractantes aurait à conclure avec un tiers Etat des accords de tarifs cumulatifs pour les transports ferroviaires entre son propre territoire et celui de ce tiers Etat, à travers le territoire de l'autre Partie contractante, cette dernière sera tenue de concourir à l'établissement des dits tarifs cumulatifs.

Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à s'accorder réciproquement le bénéfice des barèmes qui seraient accordés, sur les voies ferrées et sur les voies navigables, aux transports d'un tiers Etat ; et d'appliquer, dans tous les cas, aux transports de l'une des Hautes Parties contractantes transitant sur leurs propres territoires, *des prix raisonnables*. Toutefois la Tchécoslovaquie facilitera le transit *des denrées alimentaires* de production italienne, en leur accordant les taux les plus bas prévus par les tarifs intérieurs sur la même ligne et dans la même direction.

Article 32.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, afin d'empêcher la propagation du phylloxéra, à appliquer, en ce qui concerne leurs importations réciproques, les dispositions de la Convention internationale de Berne du 3 novembre 1881 et de la Déclaration additionnelle du 15 avril 1889.

Article 33.

Les Hautes Parties contractantes se donneront réciproquement avis de toutes les restrictions apportées aux échanges pour des raisons de police sanitaire.

Article 34.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à donner effet à la Convention internationale de Paris du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle, révisée à Washington, le 2 juin 1911, ainsi qu'à toute Convention internationale, concernant particulièrement les brevets d'invention, à laquelle elles accèderaient.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent en outre à donner effet à la Convention internationale de Berne, du 9 septembre 1886 pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, révisée à Berlin, le 13 novembre 1908 et complétée par le Protocole additionnel, signé à Berne, le 20 mars 1914.

Article 35.

Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à ouvrir le plus tôt possible des négociations en vue de conclure un ou plusieurs accords spéciaux, destinés à assurer aux travailleurs de l'un des deux pays sur le territoire de l'autre, et à leurs ayants-droit, égalité de traitement avec les ressortissants nationaux, en ce qui concerne l'application des lois relatives à la protection du travail à l'assistance médicale et hospitalière, aux assurances sociales contre les divers risques, à l'instruction et à la liberté d'association et d'organisation professionnelle.

railway administrations of intermediate States, with a view to establishing direct rates for the transport of persons, luggage and goods, and to arranging for the connection of trains so as to fulfil such transport requirements.

Article 31.

Should one of the High Contracting Parties have occasion to conclude agreements with a third State for combined through rates for railway transport between its territory and that of the third State across the territory of the other High Contracting Party, the latter shall assist in the establishment of such combined through rates.

The two High Contracting Parties undertake to accord each other the transport rates in force on their railways or navigable waterways for transporting the goods, etc., of a third State ; in any case each Party agrees to apply *reasonable rates* to the other Contracting Party's goods in transit over its territory. Czechoslovakia, however, shall facilitate the transit of *foodstuffs* of Italian production, granting this category of goods the lowest rates in its own tariff for goods passing in the same direction.

Article 32.

The High Contracting Parties undertake, with a view to preventing the spread of phylloxera, to apply reciprocally as regards imports the provisions laid down in the Berne International Convention of November 3, 1881, and the Additional Declaration of April 15, 1889.

Article 33.

The High Contracting Parties shall keep each other informed of all restrictions imposed on traffic for reasons of public health.

Article 34.

The High Contracting Parties undertake to apply the Paris International Convention of March 20, 1883, for the Protection of Industrial Property, revised at Washington on June 2, 1911, and any other international convention concerning inventors' patents to which they may adhere.

The High Contracting Parties undertake, moreover, to apply the Berne International Convention of September 9, 1886, for the Protection of Literary and Artistic Works, revised at Berlin on November 13, 1908, and completed by the Additional Protocol signed at Berne on March 20, 1914.

Article 35.

The two High Contracting Parties undertake to open negotiations at the earliest possible moment with a view to the conclusion of one or more special agreements with the object of obtaining for workers of one of the two countries in the territory of the other and for their legal dependants equality of treatment with that Party's own nationals in all matters connected with the application of laws for the protection of labour, medical and hospital assistance, social insurance against various risks, education and freedom of vocational association and organisation.

Article 36.

Les Hautes Parties contractantes se reconnaissent réciproquement le droit de désigner des consuls dans tous les ports et dans toutes les places commerciales des territoires de l'autre Partie contractante dans lesquels un tiers Etat a été autorisé à avoir des consuls.

Ces consuls de l'une des Hautes Parties contractantes jouiront, sous condition de réciprocité, dans les territoires de l'autre Partie, de toutes les prérogatives, facultés et immunités dont jouissent et jouiront à l'avenir les consuls d'une autre Puissance quelconque.

Toutefois, en ce qui concerne l'exemption des impôts directs, il est entendu que seuls les consuls de carrière pourront jouir de cette exemption, à condition, toutefois, qu'ils ne soient pas ressortissants de la Haute Partie contractante dans les territoires de laquelle ils doivent exercer leurs fonctions ; en aucun cas, cette exemption ne pourra être plus étendue que celle dont jouissent les représentants diplomatiques des Hautes Parties contractantes.

Les dits agents recevront des autorités locales toute aide et assistance qui est ou sera accordée par la suite aux agents de la nation la plus favorisée, en vue de l'extradition des marins et des soldats, appartenant à l'équipage des navires de l'une des Hautes Parties contractantes, qui auraient déserté sur le territoire de l'autre Partie.

Article 37.

Au cas où il surgirait entre les Hautes Parties contractantes des différends au sujet de l'interprétation ou l'application des clauses du présent Traité, ces différends seront réglés, à la demande de l'une des Hautes Parties contractantes, par voie d'arbitrage.

Pour tous les différends, le Tribunal arbitral sera composé de la façon suivante : Les deux Hautes Parties contractantes désigneront chacune comme arbitre une personne compétente, choisie parmi leurs ressortissants, et s'entendront sur le choix d'un tiers arbitre, appartenant à un tiers Etat ami. Les Hautes Parties contractantes se réservent de désigner à l'avance et pour une période déterminée la personne qui, en cas de litige, exercera les fonctions de tiers arbitre.

Article 38.

Le présent Traité entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications et restera exécutoire jusqu'au 31 décembre 1925.

Au cas où ni l'un ni l'autre des Hautes Parties contractantes ne notifierait, 12 mois avant l'expiration du présent Traité, son intention d'en faire cesser les effets, le Traité restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an à partir du jour auquel il aura été dénoncé par l'une ou par l'autre des Hautes Parties contractantes.

Article 39.

Le présent Traité, établi en double expédition, l'une en langue italienne, l'autre en langue tchèque, sera ratifié, et les instruments de ratification seront échangés à Rome dans le plus bref délai possible.

En cas de divergence, le texte italien fera foi comme étant rédigé dans une langue connue de tous les Plénipotentiaires.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires sus-désignés ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Rome, le 23 mars 1921.

(L. S.) ZDENĚK FIERLINGER.

(L. S.) ZDENĚK FAFL.

(L. S.) LODOVICO LUCIOLLI.

(L. S.) ANGELO DI NOLA.

Article 36.

Each High Contracting Party shall accord to the other the right to appoint consuls in all ports and commercial centres in its territory in which a third State has been allowed to appoint consuls.

Consuls of one of the High Contracting Parties shall, subject to reciprocity, enjoy in the territory of the other, all privileges, rights and immunities which are at present or may in the future be accorded to the consuls of any other Power.

It is understood, however, that exemption from direct taxation shall be limited to consuls *de carrière*, provided they are not nationals of the High Contracting Party in whose territory they have been appointed to act, and in no case shall they enjoy privileges greater than those accorded to the diplomatic representatives of the High Contracting Parties.

The agents in question shall receive from the local authorities all aid and assistance which is or may in future be accorded to the agents of the most favoured nation for the extradition of sailors and soldiers belonging to the crews of vessels of one of the High Contracting Parties who may have deserted on the territory of the other High Contracting Party.

Article 37.

Should any dispute arise between the Contracting Parties with regard to the interpretation or the application of the provisions of this Treaty, the question at issue shall, at the request of one of the High Contracting Parties, be settled by arbitration. In every case at issue, the arbitration tribunal shall be constituted as follows: Each of the High Contracting Parties shall appoint as arbitrator a competent person from among its nationals, and the High Contracting Parties shall agree as to the choice of an umpire, who shall be a national of a third State. The High Contracting Parties reserve the right to name beforehand and for a period to be determined the person who, should a dispute arise, will act as umpire.

Article 38.

The present Treaty shall come into force on the date of the exchange of ratifications and shall remain in force until December 31, 1925. Should neither of the High Contracting Parties notify, twelve months before this date, its intention of denouncing the Treaty, the Treaty shall continue to be binding for one year from the date on which one or other of the High Contracting Parties may have denounced it.

Article 39.

The present Treaty, drawn up in duplicate in Italian and in Czech, shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Rome as soon as possible.

In case of dispute, the Italian text shall be authentic, Italian being the language known to all the Plenipotentiaries.

In faith whereof, the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed thereto their seals.

Done in Rome, March 23, 1921.

(L. S.) ZDENĚK FIERLINGER

(L. S.) ZDENĚK FAFL.

(L. S.) LODOVICO LUCIOLLI.

(L. S.) ANGELO DI NOLA.

PROTOCOLE FINAL ANNEXÉ AU TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION
ENTRE L'ITALIE ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE.

Au moment de procéder à la signature du Traité de Commerce et de Navigation, conclu ce jour entre l'Italie et la Tchécoslovaquie, les Plénipotentiaires soussignés ont fait les réserves et déclarations suivantes, qui feront partie intégrante du Traité lui-même :

Ad article 3.

Les cartes de légitimation industrielle devront être établies conformément au modèle ci-joint, à l'annexe A, et être rédigées en italien ou en tchécoslovaque, avec une traduction française.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront réciproquement le nom des autorités chargées de délivrer les cartes de légitimation ainsi que les dispositions auxquelles les voyageurs devront se conformer dans l'exercice de leur commerce.

Les objets passibles de droits de douane, importés comme échantillons par des voyageurs de commerce, seront admis par l'une et l'autre Partie en franchise de droits d'entrée et de sortie, à condition que ces objets soient réexportés, sans avoir été vendus, dans un délai de 12 mois, et que l'identité des objets importés et réexportés ne soit pas douteuse, quel que soit au reste le bureau de douane par lequel ils passeraient à la sortie.

La réexportation des échantillons devra être garantie à l'entrée dans les deux pays, soit par le dépôt du montant des droits de douane afférents à ces échantillons, soit par une caution.

À l'expiration des délais réglementaires, le montant des droits, suivant qu'il aura été déposé ou garanti, sera acquis au Trésor ou recouvré pour son compte, sauf s'il est prouvé que les échantillons ou modèles ont été réexportés dans les délais.

Si, avant l'expiration des délais réglementaires, les échantillons ou modèles sont présentés à une douane compétente pour être réexportés, la douane devra s'assurer que les objets qui lui sont présentés sont identiquement ceux pour lesquels le permis d'entrée avait été délivré. Si aucun doute n'existe à cet égard, la douane constatera la réexportation et restituera le montant des droits déposé au moment de l'importation ou prendra les mesures nécessaires en vue de la décharge de la caution.

L'importation n'aura à supporter aucune espèce de frais à l'exception des droits de timbre pour la délivrance du certificat ou permis, ainsi que pour l'apposition des marques destinées à assurer l'identité des échantillons ou modèles.

Ad article 9.

Les certificats d'origine pourront émaner de l'autorité administrative du lieu d'exportation, ou du bureau de douane d'expédition à l'intérieur ou à la frontière, ou de la Chambre de commerce et d'industrie compétente, ou d'un agent consulaire ; ils pourront même être remplacés par la facture, si les Gouvernements respectifs l'estiment convenable.

En cas de doute, le Gouvernement du pays importateur pourra exiger que les certificats soient légalisés par celui de ses agents consulaires qui a juridiction sur le lieu d'où les marchandises ont été expédiées.

Ad article 11.

Il reste entendu que la liberté d'exercer le commerce d'importation, d'exportation et de transit, ne pourra être soumise à des restrictions autres que celles provoquées par les difficultés techniques momentanées.

Ad article 15.

La surtaxe frappant les bières en tonneaux ou en bouteilles, à leur entrée en Italie, à titre d'équivalent de la taxe intérieure, sera perçue, au choix de l'importateur, soit sur la base d'une

FINAL PROTOCOL ANNEXED TO THE TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION
BETWEEN ITALY AND CZECHOSLOVAKIA.

On proceeding to sign the Treaty of Commerce and Navigation concluded this day between Italy and Czechoslovakia, the undersigned Plenipotentiaries have made the following reservations and declarations, which are to be regarded as forming an integral part of the Treaty itself.

Ad Article 3.

Commercial identity cards must be drawn up in accordance with the form set out in Annex A, and must be drawn up in Italian or in Czechoslovak, with a French translation.

The High Contracting Parties shall communicate to each other the names of the authorities entitled to issue such identity cards and the regulations to which travellers must conform in carrying on their business.

Articles subject to Customs duties imported as samples by commercial travellers shall in both countries be admitted free of import and export duties, provided these articles are not sold and are re-exported within twelve months, and provided there is no doubt concerning the identity of the articles imported and re-exported, no matter through what Customs office they may pass on leaving the country.

The re-exportation of samples must be guaranteed on their entering either country, by depositing the amount of the respective Customs duties or by providing surety.

When the regulation period has elapsed, the amount of the duties, whether they have been deposited or guaranteed, shall accrue to the Treasury or be collected on its behalf unless it be proved that the samples or models were re-exported within the regulation period.

If before the expiration of the regulation period, the samples or models are submitted to a duly authorised Customs office for re-exportation, the Customs office must make sure that the articles submitted to it are actually those for which the import permit was issued. Provided there is no doubt in the matter, the Customs authorities shall attest that the articles have been re-exported, and shall refund the amount of the duties deposited when the articles were imported, or shall take the necessary steps to release the surety.

The importer shall not be required to pay any charges, other than stamp tax on the certificate or permit, or charges for the affixing of marks intended to ensure the identity of the samples or models.

Ad Article 9.

Certificates of origin may be issued by the State authorities of the place of exportation or by the consigning Customs office, either in the interior of the country or on the frontier, or by the appropriate Chamber of Commerce or Industry, or by a consular agent. They may even be replaced by the invoice if the respective Governments so desire.

In doubtful cases the Government of the importing country may insist that the certificates themselves be visaed by its own consular agent in the locality in which the goods are consigned.

Ad Article 11.

It is understood that freedom to engage in the import, export and transit trade may not be subordinated to any restrictions other than those necessitated by technical difficulties existing at the time.

Ad Article 15.

The supertax which is levied on beers in barrels or bottles on entering Italy as an equivalent to the internal tax, shall be charged at the importer's choice, either on the basis of maximum

teneur saccharimétrique, de 16° au maximum, soit sur la base de la teneur en sucre et en alcool, déterminée d'après une formule établie d'un commun accord et destinée à assurer la peréquation entre la surtaxe qui frappe les bières importées et la taxe perçue sur les bières fabriquées dans le pays.

Au cas où, à la demande de l'importateur, la surtaxe devrait être perçue sur la base de la teneur en sucre et en alcool constatée, les certificats d'analyse délivrés en Tchécoslovaquie par les établissements autorisés à ce faire seront reconnus par les autorités italiennes.

Les bières accompagnées de ces certificats ne seront pas soumises à de nouvelles analyses, à condition qu'il résulte desdits certificats que le degré saccharimétrique du moût original a été déterminé d'après ladite formule, et que les règles d'analyse qui seront fixées d'un commun accord par les deux Gouvernements (y compris celles qui ont été établies dans un intérêt sanitaire) ont été dûment observées.

Les certificats seront établis en langue italienne ou française, conformément au modèle qui figure à l'annexe B.

En cas de doute fondé, l'Administration italienne des douanes se réserve le droit de vérifier l'analyse des bières admises à l'importation, sous le régime des certificats.

Les établissements autorisés à délivrer les certificats prévus par les dispositions précédentes seront désignés d'un commun accord entre les deux Gouvernements.

Ad article 24.

Dans tous les cas, les navires tchécoslovaques pourront passer d'un port italien dans un autre ou dans plusieurs autres ports italiens, soit pour y décharger tout ou partie de leur cargaison en provenance de l'étranger, soit pour y prendre ou compléter leur cargaison destinée à l'étranger.

Ad article 31.

§ 1. A l'égard des transports visés à cet article et à l'article 30, les engagements stipulés par l'article 3 du Traité de Sèvres, du 10 août 1920, entre l'Italie, la Pologne, la Roumanie, l'État S. H. S. et la Tchécoslovaquie, restent en vigueur.

§ 2. Par « prix raisonnables », il convient d'entendre des prix qui ne soient pas de nature à faire obstacle au transit, c'est-à-dire des prix établis d'après un barème kilométrique non supérieur au barème normal applicable aux transports des mêmes marchandises à l'intérieur.

Par « denrées alimentaires », il convient d'entendre les marchandises visées par les tarifs spéciaux n° 55 et 56 des services internationaux italiens, plus les marchandises suivantes : « saucissons de viande, miel et vins ».

Il est, en outre, convenu que les « fleurs fraîches » devront être considérées, au point de vue du transit, comme bénéficiant du régime des « denrées alimentaires ».

Le présent Protocole qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Parties contractantes, sans autre ratification spéciale, du seul fait de l'échange des instruments de ratification du Traité auquel il se rapporte, a été établi en double expédition, l'une en langue italienne, l'autre en langue tchèque.

En cas de divergence, le texte italien fera foi comme rédigé en une langue connue de tous les Plénipotentiaires.

Fait à Rome, le 23 mars 1921.

(L. S.) ZDENĚK FIERLINGER.

(L. S.) ZDENĚK FAFL.

(L. S.) LODOVICO LUCIOLLI.

(L. S.) ANGELO DI NOLA.

saccharometric content of 16° or on the basis of the sugar and alcohol content ascertained in a manner jointly agreed upon. The procedure adopted must, however, ensure equivalence between the supertax on the imported beers and the tax levied on beers manufactured in the country.

If at the importer's request the tax is to be paid on the basis of the ascertained sugar and alcohol content, the certificates of analysis delivered in Czechoslovakia by duly authorised institutions shall be recognised by the Italian authorities.

Beers accompanied by such certificates shall not be subject to fresh analysis if these certificates prove that the saccharometric degree of the original wort has been ascertained according to the accepted formula and that the rules of analysis — including rules for the safeguarding of public health — to be drawn up by common agreement between the two Governments, have been observed.

These certificates shall be drawn up in Italian or French in accordance with the form set out in Annex B.

In case of any well-founded doubt the Italian Customs administration reserves the right to verify the analysis of beers admitted to the benefits of importation on the basis of these certificates. The institutions authorised to deliver the certificates referred to in the preceding provisions shall be designated by common agreement between the two Governments.

Ad Article 24.

In any case Czechoslovak vessels may pass from one Italian port to another, or may call at several Italian ports, either to unload, in whole or in part, their cargo coming from abroad, or to take in or complete their cargo destined for foreign countries.

Ad Article 31.

Paragraph 1. As regards the transport arrangements referred to in this article and in Article 30, the obligations laid down in Article 3 of the Treaty of Sèvres of August 10, 1920, between Italy, Poland, Roumania, the Serb-Croat-Slovene State and Czechoslovakia, shall remain unaltered.

Paragraph 2. The expression « reasonable rates » shall be taken to mean rates established on a kilometric tariff basis not higher than the normal tariffs in force for transporting these goods in the interior.

« Foodstuffs » shall be taken to mean the items included in the special tariffs Nos 55 and 56 of the Italian International Services with the addition of the following items : « meat in skins, honey and wine » ; it is also understood that « fresh flowers » shall for the purposes of transit be treated on the same footing as « foodstuffs ».

The present Protocol, which shall be regarded as approved and adopted by the High Contracting Parties by the sole fact of the exchange of ratifications of the Treaty to which it refers and without other special ratification, has been drawn up in duplicate in Italian and Czech.

In case of dispute the Italian text shall be authentic as being the language known to all the Plenipotentiaries.

Done in Rome, March 23, 1921.

(L. S.) ZDENĚK FIERLINGER.

(L. S.) ZDENĚK FAFL.

(L. S.) LODOVICO LUCIOLLI.

(L. S.) ANGELO DI NOLA.

ANNEXE A.

CARTE DE LÉGITIMATION INDUSTRIELLE POUR LES VOYAGEURS DE COMMERCE.

Valable pour l'année.....

N° de la carte.....

(armes)

Nom et prénoms du porteur

(Lieu) le..... 19.....

Sceau :

Signature de l'autorité :

Il est certifié par la présente que le porteur de cette carte.....
 — possède (désignation de la fabrique ou de la maison de commerce) à.....
 sous la raison.....

ou :

— est, en qualité de voyageur de commerce, au service de la maison..... à.....
 qui y possède une (indiquer la fabrique ou la maison de commerce).

Le porteur désirant recueillir des commandes et effectuer des achats de marchandises pour le compte de la raison sociale susdite, ainsi que pour le compte de la (des) raison (s) sociale (s) suivante (s) :.....
 Il est en outre certifié que
 ladite (lesdites) raison(s) sociale(s) est (sont) assujettie(s) au paiement des impôts et contributions réglementaires afférant à l'exercice de son (leur) commerce dans ce pays.

Signalement du porteur :

Age :.....

Taille :.....

Cheveux :.....

Signes particuliers :.....

Signature du porteur :

.....

N.-B. — Suivant le cas, insérer l'une ou l'autre formule à la place réservée à cet effet.

AVIS.

Aux termes des règlements en vigueur dans les territoires de chacune des Parties contractantes, le porteur de la présente carte de légitimation est autorisé à recueillir des commandes et à effectuer les achats de marchandises, uniquement en voyageant et seulement pour le compte de la (des) raison(s) sociale(s) susindiquée(s) ; il ne pourra porter avec lui que des échantillons, mais non des marchandises.

ANNEX A.

COMMERCIAL IDENTITY CARD FOR COMMERCIAL TRAVELLERS.

For the year.....

N° of Card

(coat of arms)

Christian name and surname of the holder.

(Place)

(Seal)

(Competent authority)

It is hereby certified that the holder of this card has a (description of factory or business) at.....
 under the style of

(or)

is employed as a commercial traveller by the firm of at
 which has a (description of factory or business) there.

The holder desires to solicit orders and make purchases for the above-mentioned firm and for the
 following firm(s)

It is moreover certified that for the exercise of its (the), the said firm(s) must pay the legal taxes
 in this country.

Description of Holder :

Age :

Height :

Hair :

Distinctive marks :

Signature of holder

.....

Note : According to circumstances, one or other of the alternative texts must be filled in and
 completed.

NOTICE.

According to the regulations in force in the territories of each of the Contracting Parties, the holder
 of this card is authorised to solicit orders, or make purchases only when travelling, and solely on behalf
 of the aforesaid firm(s). He may take with him samples, but not goods.

ANNEXE B.

CERTIFICAT D'ANALYSE

d'une expédition de bière tchécoslovaque destinée à être importée en Italie, établi d'après l'échantillon prélevé par..... le (date) et expédié à (nom de l'établissement)

I. INDICATIONS DESTINÉES A ÉTABLIR L'IDENTITÉ DE LA MARCHANDISE ¹.

1. Nom de l'expéditeur
2. Lieu d'expédition
3. Nom et domicile du destinataire (cette indication peut être laissée en blanc)
4. Dénomination de l'espèce de bière en question
5. Signes distinctifs des sceaux apposés à la bouteille-échantillon et attestation que lesdits sceaux ont été trouvés en bon état
6. N° et autres marques du tonneau de cave dont la bière a été tirée
7. Expéditions en fûts :

<ol style="list-style-type: none"> a) Capacité des fûts servant au transport..... b) Nombre des fûts c) Marques et sceaux des fûts..... 	Expéditions en wagons plombés : <ol style="list-style-type: none"> a) N° et marques des wagons b) Nombre des fûts c) Capacité des fûts..... d) Plombage officiel des wagons
--	---

II. RÉSULTAT DE L'ANALYSE.

Teneur alcoolique (en pourcentage du poids).....
 Extrait sec (en pourcentage du poids)

Degré saccharimétrique du moût qui a servi à fabriquer la bière, calculé d'après la formule :

$$e = \frac{100 (E + 2,0665 A)}{100 + 1,0665 A}, \text{ dans laquelle}$$

e : signifie l'extrait contenu dans le moût primitif ;

E : l'extrait contenu } dans la bière en pourcentage du poids.

A : l'alcool contenu }

Calculée en volume, la teneur en sucre du moût est de ²

La teneur en acide sulfureux est normale.

III. CONCLUSION.

Les résultats de l'examen ci-dessus spécifié, ainsi que le caractère général de la bière, ne permettent pas de douter que cette bière n'ait été exclusivement préparée avec du malt, du houblon, de la levure et de l'eau, et que sa composition ne soit celle d'une bière normale.

Nous déclarons, en outre, que la bière ne contient ni glycérine, ni acide salicylique, ni acide borique, ni acide oxalique, ni substances amères étrangères aux bières.

(Date)

(Timbre)

(Signature)

¹ Ces indications, à l'exception de celles figurant sous le N° 5, doivent résulter de l'étiquette de la bouteille-échantillon ou de la lettre qui l'accompagne.

² Réduction faite d'après les tables de Brix.

ANNEX B.

CERTIFICATE OF ANALYSIS

of a consignment of Czechoslovak beer for importation into Italy, delivered on the basis of the sample taken by on (date) and sent to (name of institution)

I. INDICATIONS FOR VERIFYING THE IDENTITY OF GOODS¹.

1. Name of sender
2. Place from which sent
3. Name and address of consignee (This need not be filled in)
4. Description of beer.....
5. Distinctive marks of the seals affixed to the sample bottle and attestation to the effect that these seals have been found intact
6. No and other control marks of the vat from which the beer was drawn.....
7. If sent in casks :

<p>(a) Capacity of the casks in which transported</p> <p>(b) No. of the casks</p> <p>(c) Control marks and seals on the casks ...</p>	<p style="text-align: center;">If sent in sealed trucks :</p> <p>(a) No. of control marks on the trucks</p> <p>(b) No. of casks</p> <p>(c) Capacity of casks</p> <p>(d) Official lead seal on the trucks</p>
---	--

II. RESULT OF ANALYSIS.

Percentage of alcohol to weight

Percentage of dry extract to weight

Saccharometric degree of the wort used in manufacturing the beer calculated according to the formula:

$$e = \frac{100 (E + 2,0665 A)}{100 + 1,0665 A}, \text{ in which :}$$

e : extract contained in the original wort ;

E : Percentage of extract contained } in the beer, in relation to the weight.

A : Percentage of alcohol contained }

Calculated by volume the saccharometric content of the wort is²

The sulphuric dioxide content is normal.

III. FINAL DECLARATION.

The above-mentioned examination, as well as the general character of the beer, prove conclusively that it has been prepared solely from malt, hops, yeast and water, and that its composition is that of normal beer.

We declare, moreover, that the beer does not contain any glycerine, salicylic acid, boric acid, oxalic acid or bitter substances extraneous to beer.

(Date)

(Stamp)

(Signature)

¹ These indications, except No. 5, must be detached from the label on the sample bottle and the letter accompanying the same.

² Calculated according to the Brix tables.

N° 816.

**ITALIE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention accordant des concessions et des facilités en faveur des transports tchécoslovaques dans le port de Trieste, signée à Rome, le 23 mars 1921.

**ITALY
AND CZECHOSLOVAKIA**

Convention regarding Concessions and Facilities to be granted to Czechoslovak Traffic in the Port of Triest, signed at Rome, March 23, 1921.

TEXTE TCHÈQUE. — CZECH TEXT.

No. 816. — ÚMLUVA¹ O VÝSADÁCH A ULEHČENÍCH VE PROSPĚCH
ČESKOSLOVENSKÉHO PROVOZU V TERSTSKÉM PŘÍSTAVU;
PODEPSANÁ V RÍMĚ, DNE 23. BŘEZNA 1921.

*Textes officiels italien et tchèque communiqués par le Ministre de la République tchécoslovaque à Berne.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 4 février 1925.*

Aby se usnadnil provoz Československé republiky v terstském přístavě, podepsaní :

Zdeněk FIERLINGER, přednosta obchodního oddělení ministerstva zahraničních věcí republiky Československé ;
Zdeněk FAFL, přednosta oddělení pro románské země Úřadu pro zahraniční obchod republiky Československé ;
Lodovico LUCIOLI, generální ředitel cel a nepřímých daní v ministerstvu financí království italského ;
Angelo DI NOLA, generální ředitel obchodu v ministerstvu pro průmysl a obchod království italského,

na základě plných mocí, jimiž byli opatřeni svými vládami, shodli se na následujících dispozicích :

Článek 1.

Vláda italská prostřednictvím Regi Magazzini Generali v Terstu postupuje vládě československé neb jejímu zmocněnci k dočasnému používání hangar č. 55 v přístavě Emanuele Filiberto Duca d'Aosta a volný prostor v sousedství hangaru v ploše asi 2.174 m², označený v připojené příloze písmenami A, B, C, D, a to za podmínek a modalit obsažených v následujících člancích.

Článek 2.

Hangar 55 bude sloužiti s výhradou zvláštních úmluv v náležitém poměru, jak pro účely nakládání zboží, určeného k blízkému vývozu po moři, tak i pro účely skládání zboží došlého po moři a určeného k blízké další dopravě drahou, takže skladní prostor má sloužiti jen k dočasnému uložení a ne za skladiště, což jest ve všeobecném zájmu plavby a obchodu.

Československá vláda použije všech prostředků, které jí budou k dispozici, aby bylo zabráněno zatarasení přístavu následkem stálé nepravidelnosti v železniční dopravě.

Vyhražuje si právo prováděti uvnitř hangaru obvyklé manipulace a vzorkovací práce.

Volný prostor, uvedený v článku 1, bude sloužiti, s výhradou zvláštních úmluv, jako uhelné skladiště.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rome le 1^{er} mars 1924.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

No. 816. — CONVENZIONE¹ PER CONCESSIONI E FACILITAZIONI A FAVORE DEL TRAFFICO CECOSLOVACCO NEL PORTO DI TRIESTE, FIRMATA A ROMA IL 23 MARZO 1921.

*Italian and Czech official texts communicated by the Minister of the Czechoslovak Republic at Berne.
The registration of this Convention took place February 4, 1925.*

Col fine di agevolare il traffico della Repubblica Cecoslovacca nel porto di Trieste, i sottoscritti :

Lodovico LUCIOLLI, Direttore Generale delle Dogane e Imposte indirette nel Ministero delle Finanze del Regno d'Italia ;
Angelo DI NOLA, Direttore Generale del Commercio, nel Ministero per l'Industria e il Commercio del Regno d'Italia ;
Zdeněk FIERLINGER, Direttore Generale della Sezione economica del Ministero degli Affari Esteri della Repubblica Cecoslovacca ;
Zdeněk FAFL, Direttore Generale della Sezione dei Paesi a lingua romanza dell'Ufficio del Commercio estero della Repubblica Cecoslovacca :

in virtù dei pieni poteri di cui sono stati muniti dai rispettivi loro Governi, si sono accordati sulle seguenti disposizioni :

Art. 1.

Il Governo italiano per mezzo dei Regi Magazzini Generali in Trieste cede al Governo cecoslovacco o a chi per esso in uso temporaneo l'Hangar 55 nel porto Emanuele Filiberto Duca d'Aosta e lo spazio scoperto vicino all'Hangar, della superficie di circa m² 2174, segnato colle lettere A, B, C, D, nell'allegato qui unito, e ciò alle condizioni e sotto le modalità contenute negli articoli seguenti.

Art. 2.

L'Hangar 55 dovrà servire, salvo accordi speciali, in proporzioni giuste tanto per scopi d'imbarco di merce destinata a prossima esportazione via mare, che per scopi di sbarco di merce in arrivo via mare o destinata a prossima rispedizione con ferrovia, di modo che le aree di deposito dovranno servire soltanto da deposito temporaneo e non da magazzino. Ciò nell'interesse generale della navigazione e del commercio.

Il Governo cecoslovacco metterà in opera ogni mezzo a sua disposizione affinché sia evitato un ingombro nel porto in conseguenza di una continuata irregolarità dei trasporti ferroviari.

Vien fatto salvo il diritto di procedere nell'interno dell'Hangar alla manipolazione e campionatura, come in uso.

Lo spazio scoperto di cui all'art. 1 servirà, salvo accordi speciali, a scopo di deposito carbone.

¹ The exchange of ratifications took place at Rome, March 1, 1924.

Článek 3.

Pro operace námořně-obchodní, vztahující se na zboží, které bude procházeti hangarem anebo bude uloženo ve volném prostoru, mimo to také pro operace, jež se vztahují na ostatní provoz československý, na který by nestačila zařízení postoupená v užívání, zajišťují Magazzini Generali všechna usnadnění, jež budou poskytnuta ostatnímu všeobecnému provozu pro obdobné operace, jakož i neméně příznivé jednání — i pokud se týče sazeb — platné pro jiný provoz vůbec a italský zvláště.

Zejména prostředky sloužící k vykládání a zvedání (jeřáby), pitná a užitková voda, energie osvětlovací a pro ostatní službu, prováděné správou Magazzini Generali, budou poskytnuty v nejširší míře dle okolností a za podmínek obvyklých pro všeobecný provoz a jmenovitě pro provoz italský. Ku provádění různých služeb správou Magazzini Generali zahrnutých ve zmíněném provozu, bude dán k dispozici personál Magazzini Generali v řádných pracovních hodinách, neb mimo tyto ve stejných mezích, jaké platí pro ostatní provoz, v to čítaje i provoz italský.

Hašení případných požárů bude prováděno orgány k tomu povolányi nejlepším způsobem, odpovídajícím okolnostem se snahou omeziti škodu na míru nejmenší.

Článek 4.

V případě, že by pravidelný chod hangaru č. 55 byl znemožněn poruchou budovy nebo příslušného zařízení a že by v důsledku toho bylo nutno zboží určené k vývozu převážeti do jiného hangaru nebo jinam, správa Magazzini Generali usnadní všemožně československému obchodu tento úkol a povolí mu poměrné snížení, eventuelně vrácení celého nájemného.

V tomto případě železniční vozy, potřebné pro tyto transporty, budou dány k dispozici a pošinovány za režijní cenu.

Článek 5.

Hangar 55 se postupuje vládě československé do vlastní správy za následujících modalit :

Československá vláda anebo někdo jí zmocněný bude otevírati i uzavíratí hangar svými vlastními orgány a uschovávatí klíče a běže na sebe celou a výlučnou zodpovědnost za zboží tam uložené.

Vláda československá anebo někdo jí zmocněný bude šetřiti nařízení a předpisů pro hangary vůbec platných.

K operacím se zbožím, které jsou uvedeny v předchozích člancích, zejména k operacím vyloďování, naloďování, předávání, nakládání neb skládání, vyrovnávání a přeskupování atd. použije vláda československá výlučně přístavních dělníků ve službách Magazzini Generali neb těmito určených na základě předpisů a sazeb platných v tom kterém období.

Orgány Magazzini Generali, jakož i jiné orgány italské vlády k tomu povolane, mají kdykoliv volný přístup do hangaru.

Československá vláda se zavazuje, ať k statistickým, ať jiným účelům, které jsou zákony a platnými nařízeními stanoveny, v každé době sdělovati statistická data o zboží do hangaru převzatém aneb o zboží, s nímž se zde manipuluje s výhradou zachování obchodního tajemství.

Správa Magazzini Generali jest oprávněna za poměrnou náhradu předem zaplaceného nájemného žádati dočasné vrácení nevyužitkováného prostoru hangaru č. 55, resp. plochy, určené pro uložení uhlí v případě, že by tento prostor po jistou souvislou dobu nebyl patřičně využitkovan. Za tím účelem budou vyjednávány potřebné dohody podrobné s místním představitelem Československé republiky. Samozřejmě nebude v tomto případě přípustno zboží, které by mohlo poškoditi jakýmkoliv způsobem československé zboží, jež by tam zůstalo uloženo.

O zodpovědnosti za hlídání zboží bude od případu k případu učiněna dohoda.

Art. 3.

Per le operazioni marittimo-commerciali che riflettono la merce che transiterà l'Hangar o verrà depositata sullo spazio scoperto, inoltre anche per le operazioni che riflettono il rimanente traffico cecoslovacco che non potesse essere capito dagli impianti ceduti in uso, i Magazzini Generali assicurano tutte le agevolazioni che saranno concesse all'altro traffico comune per operazioni analoghe e un trattamento — anche in materia di tariffe — non meno favorevole di quello fatto ad altri traffici in generale e al traffico italiano in specie.

In particolare i mezzi di sbarco e di sollevamento (grù), l'acqua potabile e di consumo, l'energia per l'illuminazione o per gli altri servizi gestiti dai Magazzini Generali saranno concessi colla massima larghezza consentita dalle circostanze e alle condizioni in uso per il traffico generale e in specie per il traffico italiano. Per lo svolgimento dei vari servizi dei Magazzini Generali, inerenti al traffico predetto, il personale dei Magazzini Generali sarà a disposizione, in orario o fuori orario, entro gli stessi limiti che avranno vigore per gli altri traffici, compreso il traffico italiano.

L'opera d'estinzione di eventuali incendi verrà curata dagli organi a ciò chiamati, nel miglior modo consentito dalle circostanze, coll'intento di ridurre il danno al minimo possibile.

Art. 4.

Qualora il regolare funzionamento dell'Hangar 55 fosse reso impossibile per guasti dell'edificio o degli impianti ad esso pertinenti, e in conseguenza di ciò, risultasse necessario di trasportare le merci destinate all'esportazione in un altro Hangar o altrove, l'Amministrazione dei Magazzini Generali faciliterà in ogni modo al commercio cecoslovacco questo compito e concederà una riduzione proporzionale e, se del caso, la restituzione totale del canone d'affitto.

In questo caso i carri ferroviari saranno messi a disposizione e trainati a prezzo di costo.

Art. 5.

L'Hangar 55 viene ceduto al Governo cecoslovacco in propria gestione alle modalità che seguono.

Il Governo cecoslovacco o chi per esso aprirà e chiuderà l'Hangar a mezzo dei suoi propri organi e ne custodirà le chiavi assumendo l'intera ed esclusiva responsabilità per le merci ivi depositate.

Il Governo cecoslovacco o chi per esso dovrà osservare i regolamenti e le prescrizioni vigenti per gli hangars in generale.

Per le operazioni relative alle merci di cui agli articoli precedenti, in particolare per le operazioni di sbarco, imbarco, consegna, caricazione o scaricazione, stivaggio e tramutamento, ecc. il Governo cecoslovacco ricorgerà esclusivamente ai lavoratori del porto dipendenti dai Magazzini Generali o da questi designati a norma dei regolamenti e delle tariffe valevoli in quella data epoca.

Gli organi dei Magazzini Generali o gli altri organi del Governo italiano a ciò competenti avranno in qualunque momento libero accesso nell'Hangar.

Il Governo cecoslovacco dovrà notificare, sia per scopi statistici, sia per altri scopi previsti dalle leggi e dai regolamenti vigenti, in ogni momento i dati sulle merci accolte nell'Hangar o ivi manipolate, salvo quanto costituisca segreto d'affari.

Resta riservato ai Magazzini Generali il diritto di chiedere la restituzione temporanea, verso rimborso pro rata dell'affitto anticipato; degli spazi non sfruttati dell'Hangar 55 o delle aree per deposito carbone, qualora tali spazi, per un periodo continuato, non fossero convenientemente sfruttati. All'uopo verranno presi necessari accordi di dettaglio col rappresentante locale della Repubblica cecoslovacca, restando inteso che in questo caso si eviterà la comunanza di merce che possa comunque danneggiare le merci cecoslovacche che restassero in deposito.

Circa la responsabilità per la sorveglianza s'andrà d'accordo di volta in volta.

Článek 6.

Při uložení a manipulaci s látkami výbušnými, zápalnými, žiravými a škodlivými bude šetřeno zásad a nařízení v té které době platných.

Článek 7.

Udržování hangaru č. 55 a provozovacích zařízení patří Magazzini Generali v mezích platných pro skladiště pronajatá jimi soukromníkům.

Pojištění budovy přináležejí Magazzini Generali, které dle vlastního rozhodnutí je mohou provést či nikoliv.

Udržování nábřeží, rampy a otevřeného prostoru náleží správě italské, která o ně bude pečovat dle vlastního volného uvážení.

Článek 8.

Za používání hangaru zaplatí vláda československá nebo její zmocněnec Magazzini Generali nájemné, odpovídající dle sazeb v té které době platných sazbám předepsaným pro roční nájem přízemních staveb, pronajímaných soukromým firmám (nyní 20 lir za 1 m² užitkové plochy ročně). Nájemné se bude platit čtvrtletně předem.

Případné zvýšení nájemné sazby nabude platnosti v důsledku této smlouvy teprve tři měsíce po vyrozumění, podaném československému konsulátu.

Za volný prostor se bude platit poplatek stanovený právoplatnými sazbami v té které době za pronájem volného prostoru (nyní 30 centesimů za 1 m² měsíčně).

Článek 9.

Nájemní smlouva uzavírá se na 2 roky počínaje 1. lednem 1921 a sama sebou se prodlužuje na další rok, nebyla-li dána řádná výpověď doručená správně Magazzini Generali s jedné strany a československému generálnímu konsulátu s druhé strany 6 měsíců před vypršením ročního období.

Článek 10.

V případě, že by hangar 55 a volný prostor uvedený v čl. 1. nevystačovaly, aby pojaly veškeré zboží československého provozu, aneb kdyby tato zařízení nebyla upotřebitelná, bude postaráno o přidělení jiného hangaru, resp. jiného volného prostoru s největší ochotou, pokud dovoří okolnosti, a to za modalit a sazeb obvyklých za provoz vůbec.

Dle možnosti dá se při přidělení přednost hangaru č. 58.

Článek 11.

Pro užívání všelikého zařízení aneb vystrojení, jakož i pro všelikou službu přístavní, pokud tato jest vykonávána státem aneb orgány od státu odvislými a pokud je upravena dle norem a sazeb podléhajících schválení státnímu, vláda italská zaručuje vládě československé, aneb tomu, kdo jí jest zmocněn, nejpriznivější podmínky udělené jiným a každým způsobem stejné zacházení jako s občany italskými.

Při povolování přistávání k nábřeží přiléhajícímu k hangaru č. 55 budou námořní úřady dávat přednost lodím s vlajkou československou aneb lodím, jež provádějí obchodní operace v zájmu Československa.

Článek 12.

Pro dodávání železničních vozů, potřebných k nakládání zboží určeného pro Československo, jakož i pro urychlenou jeho přepravu, odvolává se italská vláda na platná ustanovení o výměně

Art. 6.

Per l'immagazzinamento e la manipolazione di materiale esplosivo, infiammabile, corrosivo o nocivo, si osserveranno le norme e prescrizioni in vigore in ogni dato momento.

Art. 7.

La manutenzione dell'Hangar 55 e degli impianti d'esercizio spetta ai Magazzini Generali entro i limiti vigenti per i magazzini da essi affittati a privati.

L'assicurazione dell'edificio va a carico dei Magazzini Generali, che potranno effettuarla o meno secondo il proprio discernimento.

La manutenzione delle *rive*, banchine e degli spazi scoperti spetta all'Amministrazione italiana, che la curerà secondo il proprio libero discernimento.

Art. 8.

Per l'uso dell'Hangar il Governo cecoslovacco o chi per esso corrisponderà ai Magazzini Generali il canone d'affitto corrispondente, secondo le tariffe vigenti in ogni dato momento, a quelle prescritte per l'affittanza ad anno dei piani terreni dei magazzini affittati a ditte private (presentemente venti lire par metro quadrato della superficie utile ad anno). L'affitto sarà corrisposto in rate trimestrali anticipate.

Eventuali aumenti d'affitto a pari tariffa avranno vigore, agli effetti del presente contratto, soltanto tre mesi dopo effettuata la notifica al Consolato cecoslovacco.

Per lo spazio scoperto si pagherà il tasso previsto dalle tariffe vigenti in ogni dato momento per l'affittanza di spazi scoperti (presentemente centesimi trenta per metro quadrato e mese).

Art. 9.

L'affittanza si intende conclusa per anni due a partire dal 1° gennaio 1921 e si considera prolungata automaticamente di anno in anno qualora non seguisse regolare disdetta da intimare ai Magazzini Generali da un lato e al Consolato Generale cecoslovacco di Trieste dall'altro, sei mesi prima della scadenza dell'anno.

Art. 10.

Qualora l'Hangar 55 e lo spazio scoperto di cui all'art. 1 non fossero sufficienti ad accogliere tutta la merce del traffico cecoslovacco o qualora questi impianti non fossero utilizzabili, si provvederà per l'assegnazione d'un altro hangar o rispettivamente altro spazio scoperto, con la massima correttezza consentita dalle circostanze e alle modalità e tariffe in uso per il traffico in generale.

Se possibile si preferirà l'assegnazione dell'Hangar 58.

Art. 11.

Per l'uso di ogni impianto o meccanismo, come pure per ogni servizio portuale, in quanto sia esercitato dallo Stato o da organi posti alla sua dipendenza o regolato da norme e tariffe soggette all'approvazione dello Stato, il Governo italiano garantisce al Governo cecoslovacco o a chi per esso le più favorevoli condizioni consentite ad altri e, ad ogni modo, parità di trattamento coi cittadini italiani.

L'Autorità marittima consentirà di preferenza l'ormeggio alla banchina prospiciente l'Hangar 55 alle navi battenti bandiera cecoslovacca o che devono eseguire operazioni commerciali nell'interesse della Cecoslovacchia.

Art. 12.

Il Governo italiano, per la fornitura dei carri ferroviari necessari per il carico delle merci dirette in Cecoslovacchia, come per l'inoltro sollecito di essi, si rimette alle norme in vigore per lo scam-

vozového materiálu v mezinárodní službě dopravní a na úmluvy již obsažene v protokolu konference, konané v Št. Hradci dne 14. května 1920 mezi zástupci československými, italskými, království S. H. S. a rakouskými:

Článek 13.

V hangaru č. 55 bude zřízen československý celní úřad s dostatečným prostorem, jenž bude moci vlastními orgány vykonávati všechny úkony celní služby v dosahu naznačeném v separátním protokolu.

Případné nutné adaptace místností, jež jsou v hangaru dány k dispozici pro tento úřad, budou provedeny ve shodě se správou Magazzini Generali.

Italská celní správa dovoluje, aby bylo zavedeno používání československé celní uzávěry transiti.

Právo italských úřadů na výkon celní služby, celní kontroly a přístavní policie není tímto nikterak dotčeno.

Československý celní úřad může k svému označení použítí nápisu v české i italské řeči a československých národních barev.

Článek 14.

Ve všech otázkách, týkajících se československého provozu zboží a cestujících, jest československý generální konsulát v Terstu příslušným k jednání za Československo k provedení této úmluvy.

Jmenovaný konsulát sjedná patričné dohody se zúčastněnými správami.

Článek 15.

Kdyby vznikly ohledně výkladu a provádění předchozích článků rozpory, jež by nemohly býti urovnány bezprostřední dohodou příslušných činitelů, budou předloženy k rozhodnutí Jeho Excellenci generálnímu civilnímu komisaři v Terstu.

Článek 16.

Smlouva tato nabude platnosti dnem své ratifikace a zůstává prozatím v platnosti úmluva ze dne 23. srpna 1919 se změnami, ujednanými na československo-italské konferenci v lednu 1920.

Článek 17.

Tato úmluva, sepsaná ve dvou exemplářích, jednom v jazyku českém, druhém v jazyku italském, bude ratifikována a ratifikační listiny budou vyměněny v Římě co možná nejdříve.

V případě rozporu bude směrodatným tekst v jazyku italském, jakožto jazyku známém všem plnomocníkům.

Čemuž na svědomí uvedení plnomocníci podepsali tuto úmluvu a přitiskli na ni své pečeti.

V Římě, dne 23. března 1921.

(L. S.) ZDENĚK FIERLINGER.

(L. S.) ZDENĚK FAFL.

(L. S.) LODOVICO LUCIOLLI.

(L. S.) ANGELO DI NOIA.

Copie certifiée conforme.

Praha, le 21 janvier 1925.

Dr. Jan. OPOČENSKÝ,

Chef des Archives du Ministère des Affaires étrangères.

bio del materiale rotabile in servizio internazionale e agli accordi già fissati nel Protocollo della Conferenza tenutasi a Graz il 14 maggio 1920, fra i rappresentanti italiani, cecoslovacchi, del Regno S. H. S. ed austriaci.

Art. 13.

Nell'Hangar 55 verrà istituito un ufficio doganale cecoslovacco con sufficiente spazio, il quale, con propri funzionari, potrà eseguire le operazioni riflettenti il servizio doganale nei limiti fissati in separato protocollo.

I lavori di adattamento eventualmente necessari nei locali messi a disposizione di questo ufficio nell'Hangar suddetto verranno eseguiti d'accordo con l'Amministrazione dei Magazzini Generali.

L'Amministrazione doganale italiana permette che venga introdotto l'uso di una chiusura doganale di transito cecoslovacco.

Il diritto delle autorità italiane di eseguire il servizio ed il controllo doganale, nonchè la polizia portuale, resta con ciò impregiudicato.

Per la indicazione dell'ufficio doganale cecoslovacco potrà il medesimo ufficio servirsi di una leggenda in lingua ceca ed italiana e dei propri colori nazionali.

Art. 14.

In tutte le questione riguardanti il traffico cecoslovacco di merci e viaggiatori, il Consolato Generale cecoslovacco a Trieste è competente a trattare per la Cecoslovacchia agli effetti della presente Convenzione.

Il Consolato suddetto stipulerà gli opportuni accordi con le amministrazioni interessate.

Art. 15.

Qualora nell'interpretazione e nell'applicazione degli articoli precedenti sorgessero delle differenze di vedute che non potessero essere appianate a mezzo di una intesa immediata fra i fattori competenti, queste saranno sottoposte a S. E. il Commissario Generale civile in Trieste per la decisione.

Art. 16.

La presente Convenzione entrerà in vigore alla data della sua ratifica e rimarrà frattanto in vigore la Convenzione 23 agosto 1919, con le modificazioni apportatevi nella Conferenza italo-cecoslovacca del gennaio 1920.

Art. 17.

La presente Convenzione, redatta in due esemplari, uno in lingua italiana, l'altro in lingua ceca, sarà ratificata e le ratificazioni saranno scambiate a Roma più presto che sarà possibile.

Nel caso di divergenza farà fede il testo in italiano come lingua nota a tutti i Plenipotenziari.

In fede di che i Plenipotenziari predetti hanno sottoscritto la presente Convenzione e vi hanno apposto i loro sigilli.

Fatto a Roma, il 23 marzo 1921.

(L. S.) ZDENĚK FIERLINGER.

(L. S.) ZDENĚK FAFL.

(L. S.) LODOVICO LUCIOLLI.

(L. S.) ANGELO DI NOLA.

Copie certifiée conforme.

Praha, le 21 janvier 1925.

Dr. Jan. OPOČENSKÝ.

Chef des Archives du Ministère des Affaires étrangères.

¹ TRADUCTION.

No. 816. — CONVENTION ENTRE LE ROYAUME D'ITALIE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, ACCORDANT DES CONCESSIONS ET DES FACILITÉS EN FAVEUR DES TRANSPORTS TCHÉCOSLOVAQUES DANS LE PORT DE TRIESTE, SIGNÉE A ROME, LE 23 MARS 1921.

Aux fins de faciliter les transports commerciaux de la République tchécoslovaque dans le port de Trieste, les soussignés :

- M. Lodovico LUCIOLLI, directeur général des douanes et des contributions indirectes au Ministère des Finances du Royaume d'Italie ;
- M. Angelo DI NOLA, directeur général du commerce au Ministère de l'Industrie et du Commerce du Royaume d'Italie ;
- M. Zdeněk FIERLINGER, directeur général de la Section économique au Ministère des Affaires étrangères de la République tchécoslovaque ;
- M. Zdeněk FAFL, directeur général de la Section des pays de langue romane à l'Office du Commerce extérieur de la République tchécoslovaque ;

En vertu des pleins pouvoirs qui leur ont été conférés par leurs Gouvernements respectifs, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

Le Gouvernement italien, par l'intermédiaire des Magasins Généraux Royaux de Trieste, cède au Gouvernement tchécoslovaque ou à ses ayants droit l'usage temporaire du hangar 55, dans le port Emmanuel Philibert Duc d'Aoste, ainsi que l'espace découvert adjacent au hangar, d'une superficie d'environ 2174 mètres carrés et désigné par les lettres A. B. C. D. dans l'annexe ci-jointe, aux conditions et conformément aux modalités stipulées dans les articles suivants.

Article 2.

Le hangar 55 devra servir, sauf accords spéciaux, dans de justes proportions, tant pour le chargement des marchandises destinées à être exportées par mer à bref délai, que pour le déchargement des marchandises arrivant par mer ou destinées à être réexpédiées par chemin de fer à bref délai; les emplacements destinés à recevoir les marchandises ne devront donc servir que de dépôt temporaire et non de magasin, dans l'intérêt général de la navigation et du commerce.

Le Gouvernement tchécoslovaque mettra en œuvre tous les moyens dont il dispose pour éviter l'encombrement qui pourrait se produire dans le port à la suite d'irrégularités persistantes dans les transports ferroviaires.

Il sera toutefois permis de procéder, à l'intérieur du hangar, aux opérations habituelles de manutention et d'échantillonnage.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 816. — CONVENTION BETWEEN THE KINGDOM OF ITALY AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, REGARDING CONCESSIONS AND FACILITIES TO BE GRANTED TO CZECHOSLOVAK TRAFFIC IN THE PORT OF TRIEST, SIGNED AT ROME, MARCH 23, 1921.

For the purpose of facilitating the traffic of the Czechoslovak Republic in the Port of Trieste, the undersigned :

M. Lodovico LUCIOLLI, Director-General of Customs and Indirect Taxes, Royal Italian Ministry of Finance ;
M. Angelo DI NOLA, Director-General of Commerce, Royal Italian Ministry of Trade and Industry ;
Zdeněk FIERLINGER, Director-General of the Economic Department, Czechoslovak Ministry for Foreign Affairs ;
Zdeněk FAFL, Director-General of the Section for Countries speaking Romance Languages, Czechoslovak Foreign Trade Department,

in virtue of the full powers conferred upon them by their Governments, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The Italian Government, through the Regi Magazzini Generali at Trieste, grants to the Czechoslovak Government or its authorised representatives, the temporary use of Shed No. 55 in the Emanuele Filiberto Duca d'Aosta Port and the uncovered area of about 2,174 square metres near the shed as indicated by letters A, B, C and D in the annex attached hereto, subject to the conditions set out in the following articles.

Article 2.

Failing any special agreement, Shed No. 55 shall be used in suitable proportions for the loading of goods destined for immediate export by sea and for the unloading of goods arriving by sea or destined for immediate forwarding by rail, so that the dépôt areas shall only be used for the temporary deposit of goods and shall not be used for warehousing. The above is laid down in the general interests of navigation and commerce.

The Czechoslovak Government will do all in its power to avoid causing congestion in the port through continuous irregularities in railway transport.

The ordinary operations of handling and sampling goods may, however, be carried out in the shed.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

L'espace découvert dont il est question à l'article 1 servira, sauf accords spéciaux, de dépôt de charbon.

Article 3.

Pour les opérations d'ordre maritime et commercial concernant les marchandises transitées par le hangar ou déposées dans l'espace découvert, ainsi que pour les opérations concernant les autres transports tchécoslovaques qui ne pourraient trouver place dans les installations dont l'usage a été concédé, les Magasins Généraux s'engagent à fournir toutes les facilités qui seront accordées aux autres transports sans distinction pour des opérations analogues, et un traitement (même en matière de tarif) au moins aussi favorable que le traitement accordé aux autres transports en général et aux transports italiens en particulier.

Les appareils de déchargement et de transbordement (grues), l'eau potable et de consommation, l'énergie électrique nécessaire à l'éclairage et aux autres services assurés par les Magasins Généraux, notamment, seront fournis dans toute la mesure permise par les circonstances et aux conditions habituelles pour les transports en général et pour les transports italiens en particulier. Le personnel des Magasins Généraux sera tenu d'assurer les différents services des Magasins Généraux réclamés par lesdits transports, pendant les heures de service et en dehors de ces heures, dans les limites qui seront fixées pour les autres transports, y compris les transports italiens.

En cas d'incendie, les opérations d'extinction du feu seront effectuées par les organes qui en sont chargés, au mieux des circonstances, en vue de réduire les dommages au strict minimum.

Article 4.

Au cas où l'utilisation régulière du hangar 55 serait rendue impossible en raison des dégradations subies par l'édifice ou par les installations dont il est pourvu, et qu'il devint, par suite, nécessaire de transporter les marchandises destinées à l'exportation dans un autre hangar ou autre part, l'administration des Magasins Généraux facilitera cette opération de toute manière et accordera une réduction proportionnelle, voire, le cas échéant, la restitution totale du montant du loyer.

Dans le cas envisagé, les wagons nécessaires seront fournis et remorqués au prix coûtant.

Article 5.

Le hangar 55 est cédé au Gouvernement tchécoslovaque, en gestion propre, aux conditions suivantes :

Le Gouvernement tchécoslovaque ou ses ayants droit ouvriront et fermeront le hangar par leurs propres organes et en conserveront les clefs ; ils assumeront de ce fait la responsabilité pleine et entière des marchandises qui y auront été déposées.

Le Gouvernement tchécoslovaque ou ses ayants droit devront observer les règlements et les prescriptions en vigueur concernant les hangars en général.

Pour effectuer les opérations relatives aux marchandises, dont il est question aux articles précédents, et notamment les opérations de débarquement et d'embarquement, de consignation, de chargement ou de déchargement, d'arrimage et de manutention, le Gouvernement tchécoslovaque recourra exclusivement aux services des ouvriers du port dépendant des Magasins Généraux ou des organes désignés par les règlements et les tarifs en vigueur à l'époque donnée.

Les organes des Magasins Généraux ou les autres organes du Gouvernement italien compétents auront, à tout moment, libre accès dans le hangar.

Le Gouvernement tchécoslovaque devra communiquer, à tout moment, soit aux fins de statistique soit à d'autres fins prévues par la loi et les règlements en vigueur, tous renseignements sur les marchandises reçues ou manutentionnées dans le hangar, à l'exception des renseignements qui constituent un secret d'affaires.

Les Magasins Généraux conservent le droit de réclamer, contre remboursement proportionnel du loyer payé d'avance, la restitution temporaire des portions non utilisées du hangar 55 ou de

In the absence of any special agreement to the contrary, the uncovered area referred to in Article 1 shall be used as a coal dépôt.

Article 3.

As regards maritime trade, operations in connection with goods passing through the Shed in transit or deposited in the uncovered area, as well as other operations connected with Czechoslovak trade which cannot be dealt with by the installations assigned to it for this purpose, the Regi Magazzini Generali shall grant all facilities which may be conceded for similar operations in the case of other ordinary traffic, and treatment not less favourable (also as regards the rates charged) than that accorded to other traffic in general and Italian traffic in particular.

In particular, the use of installations for unloading and raising goods (cranes) drinkable and other water, electric power for lighting or for the other services maintained by the Magazzini Generali will be conceded on the most liberal basis possible and on the conditions obtaining for traffic in general, and Italian traffic in particular. For the maintenance of the various services of the Magazzini Generali essential to such traffic, the staff of the Magazzini Generali shall be available during working hours and outside working hours within the limits laid down for other traffic, including Italian traffic.

Fires, if they occur, shall be dealt with by the special organisations existing for the purpose in as adequate a manner as circumstances permit with a view to reducing damage to a minimum.

Article 4.

Should the regular working of Shed 55 become impossible as a result of damage to the building or its installations, and should it consequently become necessary to transport the goods intended for exportation to another shed or elsewhere, the administration of the Magazzini Generali will do all in its power to facilitate Czechoslovak trade in this respect, will grant a proportional reduction in the rental, or, if necessary, will refund it in full.

In such case railway trucks shall be made available and hauled at cost price.

Article 5.

Shed 55 is ceded to the Czechoslovak Government to be administered by it under the following conditions :

The Czechoslovak Government or its authorised representative shall cause the shed to be opened and closed by its own officials, and shall keep the keys thereof, assuming entire and sole responsibility for the goods therein deposited.

The Czechoslovak Government or its authorised representative must observe the regulations and rules in force as regards sheds in general.

In operations connected with goods as referred to in the preceding articles and in particular as regards the operations of disembarkation, embarkation, temporary storage, loading, unloading, stowing, shipping, etc., the Czechoslovak Government shall only employ dock labourers in the service of the Magazzini Generali, or appointed by the latter in accordance with the regulations and at the rates obtaining at the time.

Officials of the Magazzini Generali and other duly authorised officials of the Italian Government shall have the right freely to enter the Shed at any time.

The Czechoslovak Government must, whenever necessary, either for statistical purposes or for other reasons prescribed by the laws and regulations in force, communicate all information concerning the goods received in the Shed or dealt with therein with the exception of information constituting a trade secret.

The Magazzini Generali shall be entitled to the temporary restitution, against a pro rata refund of the rental paid in advance, of unused spaces in Shed 55 or in the areas set aside

l'emplacement du dépôt de charbon, au cas où ces locaux ne seraient pas convenablement utilisés pendant une période de temps continue. A cet effet, les arrangements de détail nécessaires seront pris avec le représentant local de la République tchécoslovaque, étant entendu que l'on évitera, dans ce cas, une juxtaposition de marchandises qui puisse nuire d'une façon quelconque aux marchandises tchécoslovaques restant en dépôt.

Les parties s'entendront, dans chaque cas particulier, au sujet de la responsabilité de la surveillance.

Article 6.

Pour l'emmagasinage et la manutention des matériaux explosifs, inflammables, corrosifs ou nuisibles, on observera les règles et prescriptions en vigueur à tout moment donné.

Article 7.

L'entretien du hangar 55 et des installations d'exploitation incombe aux Magasins Généraux, dans les limites fixées pour les magasins loués par eux à des particuliers.

L'assurance de l'édifice est à la charge des Magasins Généraux, qui pourront y procéder ou s'en dispenser, comme il leur semblera convenable.

L'entretien des rives, quais et espaces découverts incombe à l'administration italienne, qui y procédera comme elle le jugera opportun.

Article 8.

Le Gouvernement tchécoslovaque ou ses ayants droit verseront aux Magasins Généraux pour l'utilisation du hangar une redevance correspondant, d'après les tarifs en vigueur à tout moment donné, aux loyers fixés pour la location à l'année des rez-de-chaussée de magasins loués à des entreprises privées (actuellement 20 lires par m² de surface utile et par an). Le montant du loyer sera versé par trimestre et d'avance.

Les augmentations éventuelles de loyer correspondant à un relèvement du tarif, ne seront applicables, aux effets du présent contrat, que trois mois après leur notification au Consulat tchécoslovaque.

Pour l'espace découvert, la redevance à payer sera égale à la taxe prévue par les tarifs en vigueur à tout moment donné pour la location d'espaces découverts (actuellement 0,30 lire par m² et par mois).

Article 9.

La location est conclue pour une période de deux ans, à partir du 1^{er} janvier 1921 ; elle sera prolongée automatiquement d'année en année, si elle n'est pas dénoncée régulièrement aux Magasins Généraux d'une part, et au Consulat général tchécoslovaque de l'autre, six mois avant l'expiration de l'année.

Article 10.

Au cas où le hangar 55 et l'espace découvert dont il est question à l'article 1, ne seraient pas suffisants pour recevoir toutes les marchandises comprises dans les transports tchécoslovaques, ou si ces installations n'étaient pas utilisables, il sera pourvu à l'attribution d'un autre hangar ou, respectivement, d'un autre espace découvert, dans le plus bref délai compatible avec les circonstances, et suivant les modalités et au tarif en usage pour les transports en général.

Le hangar 58 sera attribué de préférence.

for coal dépôts, if such spaces have not been put to adequate use for a protracted period. The necessary detailed agreements in this connection shall be concluded subsequently with the local representative of the Czechoslovak Republic, it being understood that in such circumstances goods which might by their proximity in any way damage Czechoslovak goods in dépôt will not be placed near the latter.

Agreements concerning the responsibility for supervision shall be drawn up from time to time as necessary.

Article 6.

In warehousing and dealing with explosive, inflammable, corrosive or dangerous materials, the rules and regulations in force at the time must be observed.

Article 7.

The Magazzini Generali shall be responsible for the upkeep of Shed 55 and its regular installations to the same extent as it is responsible for sheds leased to private individuals.

The cost of insuring the building shall be borne by the Magazzini Generali; the decision as to whether it shall be insured or not shall, however, be left to the discretion of the latter.

The Italian administration shall be responsible for the upkeep of quays, wharves and uncovered areas, and shall take such steps to ensure their upkeep as it may deem necessary.

Article 8.

For the use of the Shed the Czechoslovak Government or its authorised representative shall pay to the Magazzini Generali a rental similar, according to the rates in force at any given time, to those charged for the annual leasing of the sites of sheds leased to private individuals (the present rate being 20 lire per square metre of suitable ground per annum). The rental shall be paid in advance in quarterly instalments.

For the purposes of this contract no increase in the above rates shall be made until three months after the Czechoslovak Consulate has been notified of the fact.

For the uncovered area, rental shall be paid at the rate provided for in the tariffs in force at any given time for the leasing of uncovered areas (at present 30 centesimi per square metre per month).

Article 9.

The contract of lease shall be concluded for two years as from January 1, 1921, and shall be regarded as automatically prolonged from year to year unless due notice be given by the Magazzini Generali to the Czechoslovak Consulate-General in Triest six months before the end of the year.

Article 10.

Should Shed 55 and the uncovered area referred to in Article 1 be found insufficient to accommodate all the merchandise carried by Czechoslovak traffic, or should these installations not prove fit for use, provision shall be made for the assignment of another shed and uncovered space as soon as possible subject to the conditions and the rates in force for traffic in general.

If possible, Shed No. 58 shall be assigned for this purpose.

Article 11.

Le Gouvernement italien garantit au Gouvernement tchécoslovaque, ou à ses ayants droit, les conditions les plus favorables accordées à des tierces personnes, et, de toute façon, égalité de traitement avec les citoyens italiens, pour l'utilisation de toutes les installations ou appareils mécaniques, ainsi que pour tous les services du port assurés par l'Etat ou par les organes dépendant de l'Etat, ou régis par des règlements et des tarifs soumis à l'approbation de l'Etat.

Les autorités maritimes accorderont de préférence l'amarrage au quai situé en face du hangar 55, aux navires battant pavillon tchécoslovaque ou qui doivent effectuer des opérations commerciales dans l'intérêt de la Tchécoslovaquie.

Article 12.

En ce qui concerne la fourniture des wagons nécessaires pour le chargement des marchandises à destination de Tchécoslovaquie ainsi que pour leur expédition rapide, le Gouvernement italien s'en remet aux règles en vigueur concernant l'échange de matériel roulant en service international et aux accords déjà établis dans le Protocole de la Conférence tenue à Gratz, le 14 mai 1920, entre les représentants de l'Italie, de la Tchécoslovaquie, du Royaume S. H. S. et de l'Autriche.

Article 13.

Un bureau de douane tchécoslovaque, suffisamment spacieux, sera établi dans le hangar 55 ; ce bureau pourra vaquer, par le moyen de ses propres fonctionnaires, aux opérations douanières habituelles, dans les limites fixées par un protocole séparé.

Les travaux d'aménagement que pourraient éventuellement réclamer les locaux mis à la disposition de ce bureau dans le hangar en question, seront effectués après accord avec l'administration des Magasins Généraux.

L'administration douanière italienne permettra l'emploi d'une fermeture douanière de transit tchécoslovaque.

Les dispositions qui précèdent ne porteront pas atteinte aux droits des autorités italiennes en matière de service et de contrôle douanier, ainsi que de police du port.

Le bureau douanier tchécoslovaque pourra porter une plaque indicatrice avec inscription en langues tchèque et italienne, et arborer les couleurs nationales.

Article 14.

Aux effets de la présente Convention, le Consulat général tchécoslovaque à Trieste est compétent pour traiter, au nom de la Tchécoslovaquie, dans toutes les questions concernant les transports tchécoslovaques de marchandises et de voyageurs.

Le Consulat en question conclura les accords nécessaires avec les administrations intéressées.

Article 15.

Au cas où il surgirait, dans l'interprétation ou l'application des articles qui précèdent, des divergences de vues qui ne pourraient être aplanies par une entente directe entre les organes compétents, ces divergences seront soumises, pour décision, à Son Excellence le Commissaire général civil de Trieste.

Article 11.

As regards the use of any installation or machinery or other port service, in so far as these are administered by the State or by organisations subject to its control and are bound by rules and tariffs which are subject to State approval, the Italian Government shall guarantee to the Czechoslovak Government or its authorised representative, the most favourable conditions accorded to others, and in any case equality of treatment with Italian citizens.

The maritime authorities shall arrange that vessels flying the Czechoslovak flag or engaged in commercial transactions in the interests of Czechoslovakia shall, as far as possible, be moored alongside the wharf in front of Shed 55.

Article 12.

As regards the provision of railway trucks required for loading goods consigned to Czechoslovakia and their punctual despatch, the Italian Government shall be bound by the rules in force for the exchange of rolling-stock in international use and the agreement contained in the Protocol of the Conference held at Graz on May 14, 1920, between the Italian, Czechoslovak, Serb-Croat-Slovene and Austrian representatives.

Article 13:

A Czechoslovak Customs Office of adequate size shall be established in Shed 55 and this Office, through its own officials, shall be entitled to carry out all the transactions connected with the Customs service, as limited and defined in a separate protocol.

Such changes as it may be necessary to make in the premises placed at the disposal of this Office in the above-mentioned Shed shall be carried out in agreement with the Administration of the Magazzini Generali.

The Italian Customs Administration shall permit the use of a special Czechoslovak transit Customs seal.

The above shall not in any way prejudice the right of the Italian authorities to maintain their Customs service and exercise Customs control and police in the Port.

In order to indicate the Czechoslovak Customs Office, the Office may set up a notice in Czech and Italian, and may fly the Czechoslovak colours.

Article 14.

In all questions regarding the Czechoslovak goods and passenger traffic, the Czechoslovak Consulate-General at Triest shall have authority to act on behalf of Czechoslovakia for the purposes of the present Convention.

The above-mentioned Consulate shall conclude all necessary agreements with the Administrations concerned.

Article 15.

If, in the interpretation and application of the preceding articles, differences of opinion should arise which cannot be settled by direct agreement between the competent agents, such questions shall be submitted for decision to His Excellency the Civil Commissioner-General at Triest.

Article 16.

La présente Convention entrera en vigueur à la date de sa ratification ; jusque là, la Convention du 23 août 1919 restera en vigueur avec les modifications qui lui ont été apportées par la Conférence italo-tchécoslovaque de janvier 1920.

Article 17.

La présente Convention, établie en deux expéditions, l'une en langue italienne, l'autre en langue tchèque, sera ratifiée, et les instruments de ratification seront échangés à Rome dans le plus bref délai possible.

En cas de divergence, le texte italien fera foi, comme étant rédigé en une langue connue de tous les Plénipotentiaires.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires sus-nommés ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Rome, le 23 mars 1921.

(L. S.) ZDENĚK FIERLINGER.

(L. S.) ZDENĚK FAFL.

(L. S.) LODOVOCI LUCIOLLI.

(L. S.) ANGELO DI NOLA.

Article 16.

The present Convention shall come into force on the date of its ratification and in the meantime the Convention of August 23, 1919, with the modifications adopted by the Italian-Czechoslovak Conference of January 1920 shall remain in force.

Article 17.

The present Convention, drawn up in duplicate in Italian and Czech, shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Rome as soon as possible.

In case of dispute, the Italian text shall be authentic, Italian being the language known to all the Plenipotentiaries.

In faith whereof, the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed their seals thereto.

Done in Rome, March 23, 1921.

(L. S.) ZDENĚK FIERLINGER.

(L. S.) ZDENĚK FAFL.

(L. S.) LODOVICO LUCIOLLI.

(L. S.) ANGELO DI NOLA.

N° 817.

**ITALIE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

**Convention juridico-financière, signée
à Rome, le 23 mars 1921.**

**ITALY
AND CZECHOSLOVAKIA**

**Juridical - Financial Convention,
signed at Rome, March 23, 1921.**

TEXTE TCHÈQUE. — CZECH TEXT.

No. 817. — ÚMLUVA¹ PRÁVNĚ-FINANČNÍ, PODEPSANÁ V ŘÍMĚ,
DNE 23. BŘEZNA 1921.

Textes officiels italien et tchèque communiqués par le Ministre de la République tchécoslovaque à Berne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 4 février 1925.

Za účelem úpravy některých vztahů povahy právně-finanční mezi ČESKOSLOVENSKEM a ITALIÍ podepsaní :

Zdeněk FIERLINGER, přednosta obchodně-politického oddělení ministerstva zahraničních věcí republiky Československé,
Zdeněk FAFL, přednosta románské skupiny Úřadu pro zahraniční obchod republiky Československé,
Lodovico LUCIOLI, generální ředitel cel a nepřímých daní ministerstva financí království italského,
Arturo Ricci BUSATTI, hlavní tajemník rady pro sporné věci diplomatické při ministerstvu věcí zahraničních království italského,

na základě plné moci, kterou byli opatřeni od svých vlád, shodli se na těchto ustanoveních :

Článek I.

§ 1. — Dluhy vyjádřené rakousko-uherskými korunami, vzniklé z jakéhokoli důvodu před 3. listopadem 1918 mezi osobami fyzickými, právníckými, obchodními společnostmi nebo ústavy práva veřejného, sídlícími v okamžiku podpisu této úmluvy na území připojeném Itálii podle ustanovení smlouvy Saint-Germainské a Rapalské se strany jedné a na území československém se strany druhé, budou placeny nezávisle ode dne splatnosti podle těchto ustanovení :

- a) Dlužníci, sídlící na území připojeném Itálii, zaplatí za každou korunu rakousko-uherskou 0,568 (pět set šedesát osm tisícín) liry italské.
- b) Dlužníci, sídlící na území československém, zaplatí za každou korunu rakousko-uherskou v měně československé částku v hodnotě 0,568 (pět set šedesát osm tisícín) liry italské podle směnečného kursu ženevského italské liry a československé koruny v den placení.

§ 2. — Dluhy vyjádřené korunami rakousko-uherskými, vzniklé z jakéhokoli důvodu mezi stranami výše uvedenými po 3. listopadu 1918, budou placeny nezávisle ode dne splatnosti, vyjma zvláštních úmluv, buď od dlužníků sídlících na území připojeném Itálii anebo od dlužníků sídlících na území československém ve měně československé „al pari“ čili v poměru jedné koruny československé na každou korunu rakousko-uherskou.

§ 3. — Dluhy jakéhokoli druhu, vyjádřené korunami rakousko-uherskými mezi osobami fyzickými, právníckými, obchodními společnostmi aneb ústavy práva veřejného, které v okamžiku podpisu této úmluvy sídlí na území starých provincií italských se strany jedné a na území českoslo-

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rome le 1^{er} mars 1924.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

No. 817. — CONVENZIONE¹ GIURIDICO-FINANZIARIA, FIRMATA A ROMA, IL 23 MARZO 1921.

*Italian and Czech official texts communicated by the Minister of the Czechoslovak Republic at Berne.
The registration of this Convention took place February 4, 1925.*

Col fine di regolare alcuni rapporti di carattere giuridico-finanziario fra l'Italia e la Cecoslovacchia, i sottoscritti :

- Lodovico LUCIOLLI, Direttore Generale delle Dogane e Imposte indirette nel Ministero delle Finanze del Regno D'Italia ;
 Arturo Ricci BUSATTI, Segretario Generale del Consiglio del Contenzioso Diplomatico presso il Ministero degli Affari Esteri del Regno d'Italia ;
 Zdeněk FIERLINGER, Direttore Generale della Sezione economica del Ministero degli Affari Esteri della Repubblica Cecoslovacca ;
 Zdeněk FAFL, Direttore Generale della Sezione dei Paesi a lingua romanza dell'Ufficio del Commercio estero della Repubblica Cecoslovacca ;

in virtù dei pieni poteri di cui sono stati muniti dai loro Governi, si sono accordati sulle seguenti disposizioni :

Art. I.

§ 1. — I debiti espressi in corone austro-ungariche, sorti per qualsiasi titolo prima dei 3 novembre 1918, fra persone fisiche, giuridiche, società commerciali od enti di diritto pubblico, residenti, al momento della firma della presente convenzione, da un lato, nei territori annessi all'Italia a norma dei trattati di S. Germano e di Rapallo ; dall'altro, nel territorio cecoslovacco, saranno pagati, indipendentemente dal giorno della scadenza, secondo le disposizioni seguenti :

- a) I debitori residenti nei territori annessi all'Italia pagheranno, per ogni corona austro-ungarica, lire italiane 0,568 (cinquecentosessantotto millesimi).
- b) I debitori residenti nel territorio cecoslovacco pagheranno, per ogni corona austro-ungarica in valuta cecoslovacca, l'equivalente di lire italiane 0,568 (cinquecentosessantotto millesimi) al saggio del cambio di Ginevra, fra la lira italiana e la corona cecoslovacca, del giorno del pagamento.

§ 2. — I debiti espressi in corone austro-ungariche, sorti per qualsiasi titolo fra le parti predette dopo il 3 novembre 1918, saranno pagati, indipendentemente dal giorno della scadenza, salvo patti speciali, sia dai debitori residenti nei territori annessi all'Italia, sia dai debitori residenti nel territorio cecoslovacco, in valuta cecoslovacca alla pari, ossia in ragione di una corona cecoslovacca per ogni corona austro-ungarica.

§ 3. — I debiti di qualunque genere espressi in corone austro-ungariche, esistenti fra persone fisiche, giuridiche, società commerciali od enti di diritto pubblico che al momento della firma della presente convenzione risiedono, da un lato, nel territorio delle antiche provincie d'Italia, dall'altro

¹ The exchange of ratifications took place at Rome, March 1st 1924.

venském se strany druhé, budou placeny nezávisle ode dne splatnosti v měně československé « al pari » čili v poměru jedné koruny československé za každou korunu rakousko-uherskou.

§ 4. — Po rozumu ustanovení tohoto článku osoby, podniky, společnosti a ústavy československé, které mají nyní anebo měly 3. listopadu 1918 odbočky u soudu zapsané v nových provinciích, připojených Itálii, a pokud se týče osoby, podniky, společnosti a ústavy nových provincií italských, které mají nyní nebo měly 3. listopadu 1918 odbočky u soudu zapsané na území československém, budou pokládány pro závazky sjednané uvedenými odbočkami jako by sídlily v místě, kde odbočka jest nebo byla zapsána.

§ 5. — Ustanovení tohoto článku platí také se zpětnou působností pro případy, ve kterých dlužník uložil dluhovanou částku do soudního uschování.

§ 6. — Ustanovení tohoto článku neplatí :

- a) Pro pojistky znějící na koruny rakousko-uherské mezi osobami sídlícími v nových provinciích království italského a osobami sídlícími na území československém ;
- b) pro vztahy dluhů a pohledávek, které jsou upraveny úřady verifikačními a kompenzačními podle ustanovení mírových smluv.

Článek 2.

Placení dotčené předcházejícím článkem bude možno odložit ve prospěch dlužníka, který jest obětí přímých škod válečných, o lhůtu, nepřesahující šest měsíců od nabytí působnosti této úmluvy.

Článek 3.

Italie bere na vědomí, že Československo od samého začátku svého osvobození odstranilo nařízením ze dne 9. listopadu 1918 válečná opatření výjimečná, vydaná bývalou vládou Rakouska a Uher proti příslušníkům italským.

Československo se své strany bere na vědomí opatření, učiněná v Itálii ve prospěch československých příslušníků vydáním nařízení předsedy ministerské rady ze dne 23. února 1918.

Vysoké Smluvní Strany se zavazují učiniti opatření potřebná ku vzájemnému navrácení, uvedenému ve článku 238 a v odstavci a) a f) článku 297 mírové smlouvy Versailleské, v článku 184 a v odstavci a) a f) článku 249 mírové smlouvy Saint-Germainské a v příslušných člancích ostatních smluv mírových, pokud majetek, práva a zájmová účastenství, která mají býti navržena podle řečených článků příslušníkům jedné z obou Vysokých Smluvních Stran, se nalézají na území strany druhé. Pokud jde o práva zájmového účastenství na majetku, společnostech a podnicích dříve nepřátelských, pro něž platí dotčené podmínky, bude s příslušníky každé z obou Vysokých Smluvních Stran zacházeno vzájemně tak, jako s vlastními občany.

Náhrady, uvedené ve člancích nahore označených, zůstanou k tíži toho státu, kterému přísluší podle ustanovení mírových smluv.

Majetek bude navrácen ve stavu, ve kterém se nalézá s výhradou veškerého odškodnění k tíži státu nebo osob, které měly onen majetek u sebe ; náklady spojené s případným zlepšením budou zaplacený.

Mimo to se zavazují Vysoké Smluvní Strany vrátiti majetek, práva a zájmová účastenství osob, které dříve náležely bývalému mocnářství rakousko-uherskému a které nabyly nebo nabudou podle následujících ustanovení občanství jednoho z obou států, s výhradou práv nabytých třetími osobami v dobré víře, byl-li z důvodů politických bývalou vládou rakouskou nebo maďarskou tento majetek, práva a zájmová účastenství odvěčen anebo bez zaplacení zabrán, sekvestrován, konfiskován a podobně.

Článek tento netýká se železničního materiálu, o němž budou učiněny zvláštní dohody.

nel territorio cecoslovacco, saranno pagati, da ambo le parti, indipendentemente dal giorno della scadenza, in valuta cecoslovacca alla pari, ossia in ragione di una corona cecoslovacca per ogni corona austro-ungarica.

§ 4. — Agli effetti delle disposizioni del presente articolo, le persone, le imprese, le società e gli istituti cecoslovacchi, i quali abbiano attualmente o abbiano avuto al 3 novembre 1918, succursali registrate giudizialmente nelle nuove provincie annesse all'Italia, e, rispettivamente, le persone, le imprese, le società e gli istituti delle nuove provincie italiane, i quali abbiano attualmente o abbiano avuto al 3 novembre 1918, succursali registrate giudizialmente nel territorio cecoslovacco, saranno considerati, per le obbligazioni contratte da dette succursali, come residenti nel territorio ove la succursale è od era registrata.

§ 5. — Le disposizioni del presente articolo si applicano anche, con effetto retroattivo, nei casi in cui sia stato eseguito dal debitore il deposito giudiziale delle somme dovute.

§ 6. — Le disposizioni del presente articolo non si applicano :

- a) alle polizze di assicurazione stilate in corone austro-ungariche, fra residenti nelle nuove provincie del Regno d'Italia e residenti nel territorio cecoslovacco ;
- b) ai rapporti di debito e credito che sono regolati dagli uffici di verifica e di compensazione, a norma dei trattati di pace.

Art. 2.

I pagamenti di cui all'articolo precedente potranno essere prorogati a favore del debitore, che sia vittima di danni diretti di guerra, per un termine non maggiore di mesi sei dall'entrata in vigore della presente convenzione.

Art. 3.

L'Italia prende atto che la Cecoslovacchia, fin dall'inizio della sua liberazione, ha abrogato con decreto 9 novembre 1918, i provvedimenti eccezionali di guerra emanati dai cessati governi dell'Austria e dell'Ungheria contro i sudditi italiani.

La Cecoslovacchia, a sua volta, prende atto dei provvedimenti adottati in Italia, a favore dei sudditi cecoslovacchi, fino dall'emanazione del decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri in data 23 febbraio 1919.

Le Alte Parti contraenti s'impegnano a prendere le disposizioni necessarie per la reciproca restituzione prevista dall'art. 238 e dai comma a) ed f) dell'art. 297 del Trattato di pace di Versailles, dall'art. 184 e dai comma a) ed f) dell'art. 249 del Trattato di pace di S. Germano e dagli articoli corrispondenti degli altri trattati di pace in quanto i beni, diritti ed interessi da restituire, secondo i detti articoli, ai sudditi di una delle due Alte Parti contraenti, si trovino sul territorio dell'altra. Per i *diritti d'interessenza* in patrimoni, società ed imprese già nemiche, per i quali sussistano le condizioni predette, i sudditi di ciascuna delle due Alte Parti contraenti godranno, reciprocamente, del trattamento concesso ai nazionali.

Le indennità previste negli articoli sopra indicati rimangono a carico dello Stato al quale esse incombono a norma dei trattati di pace.

I beni saranno restituiti nello stato in cui si trovano, escluso ogni risarcimento a carico dello Stato o delle persone che ebbero i beni stessi in consegna ; saranno rimborsate le spese sostenute per eventuali migliorie.

Le Alte Parti contraenti assicurano inoltre la reciproca restituzione, salvo i diritti acquisiti dai terzi in buona fede, dei beni, diritti ed interessi di persone già appartenenti alla cessata monarchia austro-ungarica le quali abbiano acquistato o siano per acquistare, a norma delle disposizioni seguenti la nazionalità di uno dei due Stati, in quanto questi beni, diritti ed interessi sieno stati oggetto, da parte dei cessati governi austriaco od ungherese, di asportazione o di requisizioni non pagate, di provvedimenti di sequestro, confisca e simili, per ragioni politiche.

Il presente articolo non riguarda il materiale ferroviario, che sarà oggetto di accordi separati.

Vysoké Strany Smluvní zavazují se poskytnouti si vzájemnou podporu při uplatňování svých práv proti státům dříve nepřátelským, pokud jde o náhradu škody za všechny předměty, navrácené státům spojeneckým podle ustanovení článku 238 smlouvy Versailleské, 184 smlouvy Saint-Germainské a příslušných článků ostatních smluv mírových.

Článek 4.

Při použití článku 3. budou pokládány za příslušníky československé osoby fysické, které v době tří měsíců od nabytí působnosti této úmluvy prokáží, že nabyly československého státního občanství buď ipso iure anebo opci po rozumu ustanovení mírových smluv.

Osoby, které budou moci nabýti československého státního občanství podle ustanovení mírové smlouvy Trianonské, budou museti prokázati toto nabytí nejpozději do šesti měsíců od nabytí působnosti této úmluvy.

Aby mohli použítí výhody ustanovení článku 3., účastníci budou museti se vzdáti možnosti, vyhražené jim smlouvami mírovými, optovati pro národnost dříve nepřátelskou.

Uznání československé příslušnosti akciových společností stane se od případu k případu po vzájemné dohodě.

Článek 5.

Pro použití článku 3. a 4. účastníci podají žádost doklady opatřenou ministerstvu zahraničních věcí vlastního státu, které jí předá ministerstvu státu druhého. Ministerstvo, obdrževši ji, postará se o to, aby žádost byla vyřízena co nejdříve.

Náležitosti průkazu podle prvního a druhého odstavce článku 4. potvrdí československé ministerstvo zahraničních věcí vysvědčením, jež předá cestou diplomatickou.

Článek 6.

Československo prohlašuje, že uznává beze všeho za italské ty osoby fysické nebo právnické a společnosti obchodní, které od úřadů království italského podle mírové smlouvy St.-Germainské, Trianonské a smlouvy Rapalské budou uznány za osoby italské národnosti.

Článek 7.

Obchodní a občanské společnosti starých provincií italských, kterým již povolila bývalá vláda rakouská, uherská nebo německá provozovati obchod a průmysl na území bývalého mocnářství rakousko-uherského nebo bývalého království pruského, budou museti podati do šesti měsíců od nabytí působnosti této úmluvy žádost za povolení u příslušných úřadů československých, které rozhodnou ve smyslu článku 6. obchodní¹ úmluvy italsko-československé, dnešního dne uzavřené.

Až do konečného rozhodnutí o žádosti za povolení mohou tyto společnosti provozovati dále obchod a průmysl na území Československa.

Společnostem starých a nových provincií italských, které měly již 24. května 1915 odbočku na území, tvořícím nyní část republiky Československé, bude povolení uděleno obligatorně od vlády republiky, Itálie nebude zacházeti se společnostmi československými za obdobných podmínek méně příznivě.

Rozumí se, že ustanovení čl. 6. smlouvy uzavřené v Sèvres dne 1. srpna 1920 mezi Itálií a státy cessionářskými na území dříve příslušejícím bývalému mocnářství rakousko-uherskému, pokud jsou výhodnějšími, nejsou dotčeny tímto článkem.

¹ Page 183 de ce volume.

Le Alte Parti contraenti si obbligano a prestarsi reciproco appoggio per far valere, verso gli Stati già nemici, i loro diritti al risarcimento dei danni per tutti oggetti restituiti agli Stati alleati, in applicazione delle disposizioni degli articoli 238 del trattato di Versailles, 184 del trattato di S. Germano e degli articoli corrispondenti degli altri trattati di pace.

Art. 4.

Per l'applicazione dell'art. 3 saranno considerate sudditi cecoslovacchi le persone fisiche che, entro tre mesi dall'entrata in vigore della presente convenzione, avranno dimostrato di avere acquistato la cittadinanza cecoslovacca, sia di pieno diritto, sia mediante opzione, in conformità delle disposizioni dei trattati di pace.

Le persone che potranno acquistare la cittadinanza cecoslovacca in applicazione del trattato di pace di Trianon, dovranno provarne l'acquisto, al più tardi entro sei mesi dall'entrata in vigore del trattato medesimo.

Per profittare delle disposizioni dell'art. 3 gli interessati dovranno rinunciare alla facoltà che i trattati di pace possano riservare loro di optare per la nazionalità già nemica.

Il riconoscimento della nazionalità cecoslovacca alle società per azioni sarà fatto caso per caso, di comune accordo.

Art. 5.

Per l'applicazione degli articoli 3 e 4 precedenti gli interessati presenteranno domanda documentata al Ministero degli affari esteri del rispettivo Stato, il quale ne farà trasmissione a quello dell'altro Stato. Il ministero ricevente avrà cura che la domanda abbia corso nel più breve termine.

Le condizioni da provare a termini del primo e del secondo comma dell'art. 4 saranno dimostrate con certificati del Ministero degli affari esteri cecoslovacco trasmessi per via diplomatica.

Art. 6.

La Cecoslovacchia dichiara di riconoscere senz'altro come italiane le persone fisiche o giuridiche e le società commerciali, che dalle autorità del Regno d'Italia, in relazione ai trattati di pace di S. Germano e di Trianon e al trattato di Rapallo, siano riconosciute come di nazionalità italiana.

Art. 7.

Le società commerciali e civili delle antiche provincie italiane, già ammesse dai cessati governi austriaco, ungherese o germanico, all'esercizio del commercio e dell'industria nei territori dell'antica monarchia austro-ungarica o dell'antico Regno di Prussia, dovranno presentare, entro sei mesi dall'entrata in vigore della presente convenzione, domanda di ammissione alle autorità cecoslovacche competenti, le quali decideranno secondo i criteri stabiliti nell'art. 6 del Trattato¹ di commercio italo-cecoslovacco concluso in data d'oggi.

Fino alla decisione definitiva in merito alla domanda d'ammissione, le società predette potranno continuare l'esercizio del commercio e dell'industria nel territorio della Cecoslovacchia.

Per le società delle antiche e delle nuove provincie italiane, che avevano già il 24 maggio 1915 una succursale nel territorio facente parte attualmente della Repubblica cecoslovacca, l'ammissione sarà concessa obbligatoriamente dal Governo della Repubblica. Non sarà fatto dall'Italia un trattamento meno favorevole alle società cecoslovacche in condizioni analoghe.

Resta inteso che le disposizioni dell'art. 6 del trattato concluso a Sèvres il 1° agosto 1920 fra l'Italia e gli Stati cessionari di territori già appartenenti all'antica monarchia austro-ungarica in quanto siano più favorevoli, non sono pregiudicate dalle disposizioni del presente articolo.

¹ Page 183 of this volume.

Článek 8.

S příslušníky Vysokých Smluvních Stran bude se zacházeti stejným způsobem, který jest stanoven v každém z obou států ve prospěch vlastních občanů, pokud jde o zrušení opatření, vydaných nebo vykonaných nepřitelem na území od něho obsazeném.

Článek 9.

Vysoké Smluvní Strany se shodují v tom, že budou pokládati rozhodnutí smíšeného soudu rozhodčího podle X. části VI. oddílu mírové smlouvy St.-Germainské a souhlasných oddílů ostatních smluv mírových za konečná a že je učiní závaznými na vlastním území podle ustanovení, platných v každém z obou států ohledně výkonu cizích rozsudků.

[Článek 10.

Vysoké Strany Smluvní se zavazují, že uzavrou co nejdříve zvláštní úmluvu, aby bylo zabráněno dvojitmu zdanění a vyhýbání se daním.

V době nejméně tři měsíců od nabytí působnosti této úmluvy, jestliže do té doby nebude uzavřena výše zmíněná zvláštní úmluva, neučiní vláda československá žádného konečného opatření proti příslušníkům italským ohledně uložení dávky z majetku.

Státu československému však zůstává na vůli učiniti opatření, která zajišťují vybírání dávky pro částky, nepřevyšující výši této dávky, která zůstane odložena.

Článek 11.

Dokud budou zachována svěřenství zákonodárstvím Vysokých Stran Smluvních, nebudou moci příslušníci jedné z obou býti vyloučeni zákonem druhé strany z oprávnění přijímati z nich důchody, vyjma zvláštních ustanovení řádů, platných pro jednotlivá svěřenství.

Bude-li jednou Vysokou Stranou Smluvní učiněno zákonné opatření o zrušení svěřenství a rozvázání svazku svěřenského, anebo jiným způsobem bude takový svazek odstraněn, nebude se s příslušníky druhé strany smluvní zacházeti hůře než s vlastními občany.

Článek 12.

Různosti mínění, týkající se výkladů a použití ustanovení této úmluvy, budou předloženy rozhodčímu, který bude ustanoven dohodou mezi Vysokými Stranami Smluvními.

Článek 13.

Úmluva tato, sepsaná ve dvou stejnopisech, jeden v jazyku českém, druhý v jazyku italském, bude ratifikována a nabude působnosti dnem výměny listin ratifikačních, jez se stane co nejdříve v Římě.

Je-li neshoda, rozhoduje text italský, jakožto jazyk známý všem zmocněncům.

Tomu na doklad podepsali shora jmenovaní plnomocníci tuto úmluvu a opatřili ji svými pečeti.

V Římě, dne 23. března 1921.

(L. S.) ZDENĚK FIERLINGER.

(L. S.) ZDENĚK FAFL.

(L. S.) LODOVICO LUCIOLLI.

(L. S.) ARTURO RICCI BUSATTI.

Copie certifiée conforme :
Praha le 21 janvier 1925.

D^r JAN OPOČENSKÝ,
Chef des archives du Ministère
des Affaires étrangères.

Art. 8.

I sudditi delle Alte Parti contraenti godranno dello stesso trattamento stabilito, in ciascuno dei due Stati, in favore dei propri nazionali, per tutto quanto concerne l'annullamento degli atti emanati o compiuti dal nemico nei territori da esso occupati.

Art. 9.

Le Alte Parti contraenti convengono di considerare le decisioni del Tribunale arbitrale misto, previsto nella parte X sezione VI, del trattato di pace di S. Germano e nelle sezioni corrispondenti degli altri trattati di pace, come definitive e di renderle obbligatorie nel proprio territorio, in conformità delle disposizioni in vigore in ciascuno dei due Stati, rispettivamente, circa l'esecuzione delle sentenze straniere.

Art. 10.

Le Alte Parti contraenti si impegnano di concludere al più presto una convenzione speciale diretta ad evitare le doppie imposizioni e la evasione dalle imposte.

Per un periodo di almeno tre mesi dalla entrata in vigore della presente convenzione, qualora quella speciale di cui sopra non fosse conclusa prima di questo termine, nessun provvedimento definitivo sarà preso dal Governo cecoslovacco a carico di cittadini italiani, circa l'applicazione dell'imposta sul patrimonio.

Lo Stato cecoslovacco resta libero di adottare provvedimenti di cautela per la esazione dell'imposta che rimarrà sospesa, per somme non eccedenti l'ammontare dell'imposta medesima.

Art. 11.

Fino a che i fedecommessi saranno conservati dalla legislazione delle Alte Parti contraenti, i sudditi di una di esse non potranno essere esclusi, dalle leggi dell'altra, dal diritto di percepirne le rendite, salvo le disposizioni particolari degli statuti vigenti per i singoli fedecommessi.

Quando da una delle due Alte Parti fosse provveduto per legge alla soppressione dei fedecommessi e allo scioglimento del vincolo fedecommissario, o in altro modo fosse tolto tale vincolo, i sudditi dell'altra Parte non saranno trattati meno favorevolmente dei nazionali.

Art. 12.

Le controversie relative all'interpretazione e all'applicazione della presente convenzione saranno sottoposte ad un arbitro che sarà designato d'accordo fra le Alte Parti contraenti.

Art. 13.

La presente convenzione, redatta in due esemplari, uno in lingua italiana l'altro in lingua ceca, sarà ratificata e entrerà in vigore il giorno stesso dello scambio delle ratifiche che avrà luogo a Roma il più presto possibile.

In caso di divergenza farà fede il testo italiano come lingua nota a tutti i Plenipotenziari.

In fede di che i Plenipotenziari predetti hanno sottoscritta la presente Convenzione e vi hanno apposto i loro sigilli.

Fatto a Roma, il 23 marzo 1921.

(L. S.) ZDENĚK FIERLINGER.

(L. S.) ZDENĚK FAFL.

(L. S.) LODOVICO LUCIOLLI.

(L. S.) ARTURO RICCI BUSATTI.

Copie certifiée conforme :
Praha, le 21 janvier 1925.

D^r Jan OPOČENSKÝ,
*Chef des archives du Ministère
des Affaires étrangères.*

¹ TRADUCTION.

No. 817. — CONVENTION JURIDICO-FINANCIÈRE ENTRE LE ROYAUME D'ITALIE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, SIGNÉE A ROME, LE 23 MARS 1921.

Aux fins de régler certains rapports de caractère juridico-financier entre l'Italie et la Tchécoslovaquie, les soussignés :

- M. Lodovico LUCIOLLI, Directeur général des douanes et des contributions indirectes au Ministère des Finances du Royaume d'Italie ;
- M. Arturo Ricci BUSATTI, Secrétaire général du Conseil du contentieux diplomatique auprès du Ministère des Affaires Etrangères du Royaume d'Italie ;
- M. Zdeněk FIERLINGER, Directeur général de la Section économique au Ministère des Affaires étrangères de la République tchécoslovaque ; et
- M. Zdeněk FAFL, Directeur général de la Section des pays de langue romane à l'Office du Commerce extérieur de la République tchécoslovaque,

en vertu des pleins-pouvoirs qui leur ont été conférés par leurs Gouvernements respectifs, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

§ 1. Les dettes exprimées en couronnes austro-hongroises, contractées à quelque titre que ce soit avant le 3 novembre 1918, entre des personnes physiques, juridiques, sociétés commerciales ou personnes de droit public, résidant au moment de la signature de la présente Convention dans les territoires annexés à l'Italie en vertu des Traités de St. Germain et de Rapallo, d'un côté, et dans le territoire tchécoslovaque de l'autre, seront payées, quel que soit le jour de leur échéance, conformément aux dispositions suivantes :

- a) Les débiteurs résidant dans les territoires annexés à l'Italie paieront pour chaque couronne austro-hongroise 0.568 liras italiennes (cinq cent soixante-huit millièmes).
- b) Les débiteurs résidant en territoire tchécoslovaque paieront pour chaque couronne austro-hongroise, en monnaie tchécoslovaque, l'équivalent de 0.568 liras italiennes (cinq cent soixante-huit millièmes), au taux du change de Genève entre la lire italienne et la couronne tchécoslovaque le jour du paiement.

§ 2. Les dettes exprimées en couronnes austro-hongroises, contractées à quelque titre que ce soit entre les parties susdites postérieurement au 3 novembre 1918, seront remboursées, quel que soit le jour de leur échéance, sauf convention spéciale, tant par les débiteurs résidant dans les territoires annexés à l'Italie que par les débiteurs résidant en territoire tchécoslovaque, en monnaie tchécoslovaque, au pair, c'est-à-dire à raison de une couronne tchécoslovaque pour une couronne austro-hongroise.

§ 3. Les dettes de toute nature exprimées en couronnes austro-hongroises, existant entre des personnes physiques, juridiques, sociétés commerciales ou personnes de droit public, résidant au moment de la signature de la présente Convention sur le territoire des anciennes provinces italiennes,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 817. — JURIDICAL-FINANCIAL CONVENTION BETWEEN THE KINGDOM OF ITALY AND CZECHOSLOVAK REPUBLIC, SIGNED AT ROME, MARCH 23, 1921.

For the purpose of regulating certain details of juridical-financial relations between Italy and Czechoslovakia, the undersigned :

- Mr. Lodovico LUCIOLLI, Director-General of Customs and Indirect Taxes Royal Italian, Ministry of Finance ;
- Mr. Arturo Ricci BUSATTI, Secretary-General of the Diplomatic Administration Council, Royal Italian Ministry for Foreign Affairs ;
- Mr. Zdeněk FIERLINGER, Director-General of the Economic Department, Czechoslovak Ministry for Foreign Affairs ;
- Mr. Zdeněk FAFL, Director-General of the Section for Countries speaking Romance Languages, Czechoslovak Foreign Trade Department,

in virtue of the full powers conferred upon them by their Governments, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Paragraph 1. Debts expressed in Austro-Hungarian crowns, contracted in any manner whatever prior to November 3, 1918, as between natural or legal persons, commercial companies or entities in public law resident at the time of the signing of the present Convention in the territories annexed to Italy in virtue of the Treaties of St. Germain and Rapallo of the one part, and similar entities resident, at that same time in Czechoslovak territory of the other part, shall be paid, irrespective of the date of maturity, in accordance with the following provisions :

- (a) Debtors resident in the territories annexed to Italy shall pay for each Hungarian crown 0.568 Italian lire (five hundred and sixty-eight millesimi) ;
- (b) Debtors resident in Czechoslovak territory, shall pay in Czechoslovak currency for every Austro-Hungarian crown the equivalent of 0.568 Italian lire (five hundred and sixty eight millesimi), at the Geneva rate of exchange as between the Italian lira and the Czechoslovak crown on the date of payment.

Paragraph 2. Debts expressed in Austro-Hungarian crowns contracted in any manner whatever between the above-mentioned parties subsequent to November 3, 1918 shall, failing any special agreement to the contrary, be paid, irrespective of the date of maturity, in Czechoslovak currency at parity, that is to say, one Czechoslovak crown for every Austro-Hungarian crown ; the above to apply both to debtors resident in the territories annexed to Italy and to debtors resident in Czechoslovak territory.

Paragraph 3. Debts of any kind expressed in Austro-Hungarian crowns and contracted between natural or legal persons, commercial companies or entities in public law resident at the time of signing the present Convention in the territory of the old Italian provinces of the one part

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

d'un côté, et en territoire tchécoslovaque de l'autre, seront payées par les deux parties, quel que soit le jour de l'échéance, en monnaie tchécoslovaque, au pair, c'est-à-dire à raison d'une couronne tchécoslovaque pour une couronne austro-hongroise.

§ 4. Aux effets des dispositions du présent article, les personnes, entreprises, sociétés et établissements tchécoslovaques, qui auraient actuellement ou qui auraient eu le 3 novembre 1918 des succursales enregistrées légalement dans les nouvelles provinces annexées à l'Italie et, respectivement, les personnes, entreprises, sociétés et établissements des nouvelles provinces italiennes qui auraient actuellement ou qui auraient eu le 3 novembre 1918 des succursales enregistrées légalement dans le territoire tchécoslovaque, seront considérés, au point de vue des obligations contractées par les dites succursales, comme résidant dans le territoire où la succursale est ou était enregistrée.

§ 5. Les dispositions du présent article sont également applicables, avec effet rétroactif, aux cas où le débiteur a effectué le dépôt judiciaire des sommes dues.

§ 6. Les dispositions du présent article ne sont pas applicables :

- a) aux polices d'assurance convenues en couronnes austro-hongroises entre personnes résidant dans les nouvelles provinces du Royaume d'Italie et personnes résidant en territoire tchécoslovaque ;
- b) aux rapports débiteurs et créditeurs établis par les offices de vérification et de compensation en vertu des Traités de Paix.

Article 2.

Les paiements visés à l'article précédent pourront être prorogés en faveur du débiteur qui serait victime de dommages de guerre directs, pour une période de six mois au plus, à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Article 3.

L'Italie prend acte que la Tchécoslovaquie, dès le début de son indépendance, a abrogé par le Décret du 9 novembre 1918 les mesures exceptionnelles de guerre promulguées par les anciens Gouvernements de l'Autriche et de la Hongrie contre les ressortissants italiens.

La Tchécoslovaquie, de son côté, prend acte des mesures prises en Italie, en faveur des ressortissants tchécoslovaques, depuis la promulgation du Décret du Président du Conseil des Ministres, en date du 23 février 1919.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre les dispositions nécessaires en vue de la restitution réciproque prévue à l'article 238 et aux alinéas a) et f) de l'art. 297 du Traité de Paix de Versailles, à l'art. 184 et aux alinéas a) et f) de l'art. 249 du Traité de Paix de St-Germain et aux articles correspondants des autres Traités de Paix, pour autant que les biens, droits et intérêts à restituer, en vertu des dits articles, aux ressortissants de l'une des deux Hautes Parties contractantes, se trouvent sur le territoire de l'autre Partie. En ce qui concerne les droits de participation à des fortunes, des sociétés et des entreprises ex-ennemies, dans les conditions susdites, les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront réciproquement du traitement accordé aux ressortissants nationaux.

Les indemnités prévues dans les articles indiqués ci-dessus sont à la charge de l'Etat auquel elles incombent en vertu des Traités de Paix.

Les biens seront restitués dans l'état où ils se trouvent, et aucune réparation ne pourra être mise à la charge de l'Etat ou des personnes auxquelles les biens eux-mêmes auraient été consignés ; les dépenses effectuées pour des améliorations éventuelles seront remboursées.

Les Hautes Parties contractantes garantissent en outre la restitution réciproque, sous réserve des droits acquis de bonne foi par des tiers, des biens, droits et intérêts de personnes appartenant autrefois à l'ancienne Monarchie austro-hongroise, qui auraient acquis ou acquerraient, conformément aux dispositions suivantes, la nationalité de l'un des deux Etats, pour autant que ces biens,

and similar entities resident, at that same time, in Czechoslovak territory, of the other part, shall be paid, irrespective of the date of maturity, in Czechoslovak currency at parity, that is to say, one Czechoslovak crown for every Austro-Hungarian crown.

Paragraph 4. For the purposes of the present article, Czechoslovak individuals, firms, companies and institutions which possess, or possessed on November 3, 1918, legally registered branches in the new provinces annexed to Italy, and individuals, firms, companies and institutions belonging to the new Italian provinces which possess, or possessed on November 3, 1918, legally registered branches in Czechoslovak territory, shall be regarded for the purposes of obligations contracted by such branches as resident in the territory in which the branch is or was registered.

Paragraph 5. The provisions of this article shall also apply, retrospectively, to cases in which the debtor has paid the sums owing into Court.

Paragraph 6. The provisions of the present article shall not apply :

- (a) to insurance policies drawn up in Austrian crowns as between persons resident in the new provinces of the Kingdom of Italy, and persons resident in Czechoslovak territory ;
- (b) to the relations of debtor and creditor established by clearing houses in conformity with the Treaties of Peace.

Article 2.

In the case of debtor who have suffered material loss directly due to the war, the payments referred to in the preceding article may be postponed for a period not exceeding six months from the coming into force of the present Convention.

Article 3.

Italy notes that Czechoslovakia has by Decree dated November 9, 1918, abrogated, as from the date of the establishment of her independence, the exceptional war measures promulgated by the former Austrian and Hungarian Governments against Italian subjects.

Czechoslovakia, for her part, notes the provisions adopted in Italy in favour of Czechoslovak subjects, as from the promulgation of the Decree of the President of the Council of Ministers dated February 23, 1919.

The High Contracting Parties undertake to adopt the necessary measures for the reciprocal restitution provided for in Article 238 and sub-sections *a*) and *f*) of Article 207 of the Treaty of Peace of Versailles, in Article 184, and sub-sections *a*) and *f*) of Article 249 of the Treaty of Peace of St. Germain and the corresponding Articles of the other Treaties of Peace in so far as the property, rights and interests to be restored in accordance with the above-mentioned articles to nationals of one of the High Contracting Parties are situated in the territory of the other. Each Party agrees that, as regards rights to a share in ex-enemy capital, companies and undertakings to which the above conditions apply, the nationals of the other High Contracting Party shall receive the same treatment as its own nationals.

The compensation provided for in the articles referred to above shall be payable by the State which is liable according to the provisions of the Treaties of Peace.

The property shall be restored in the condition in which it is at the time and no compensation may be claimed from the State or individuals who have had charge of such property ; expenditure on improvements shall be refunded.

The High Contracting Parties shall also ensure the reciprocal restitution with the exception of rights acquired by third parties acting in good faith ; of property, rights and interests of persons hitherto nationals of the former Austro-Hungarian Monarchy who may have acquired, or are about to acquire in conformity with the following provisions, the nationality of one of the two

droits et intérêts auraient fait l'objet, de la part des anciens Gouvernements autrichien et hongrois, de saisies ou de réquisitions non-payées, de mesures de séquestre, de confiscation ou autres mesures analogues, pour des raisons politiques.

Le présent article ne concerne pas le matériel ferroviaire, qui fera l'objet d'accords séparés.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se prêter mutuellement appui pour faire valoir, à l'égard des anciens Etats ennemis, leurs droits à la réparation des dommages pour tous les objets restitués aux Etats alliés par application des dispositions des articles 238 du Traité de Versailles, 184 du Traité de St-Germain et des articles correspondants des autres Traités de Paix.

Article 4.

Aux fins de l'article 3, seront considérées comme ressortissants tchécoslovaques, les personnes physiques qui, dans un délai de trois mois à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention, auront prouvé avoir acquis la nationalité tchécoslovaque, soit de plein-droit, soit par option, conformément aux dispositions des Traités de Paix.

Les personnes qui pourront acquérir la nationalité tchécoslovaque en vertu des dispositions du Traité de Paix de Trianon, devront faire la preuve de cette acquisition, au plus tard dans un délai de six mois à partir de l'entrée en vigueur du Traité lui-même.

Pour bénéficier des dispositions de l'article 3, les intéressés devront renoncer à la faculté que les Traités de Paix pourraient leur réserver, d'opter en faveur de la nationalité ex-ennemie.

Pour la reconnaissance de la nationalité aux sociétés tchécoslovaques par actions, les deux Hautes Parties contractantes procéderont, cas par cas, d'un commun accord.

Article 5.

En vue de l'application des articles 3 et 4 ci-dessus, les intéressés adresseront une demande, avec pièces à l'appui, au Ministère des Affaires étrangères de leur pays respectif, qui transmettra cette demande, à celui de l'autre pays. Le Ministère ainsi saisi prendra soin que la demande suive son cours dans le plus bref délai possible.

La preuve des conditions requises aux termes du premier et du second paragraphe de l'article 4 sera établie au moyen de certificats du Ministère des Affaires étrangères tchécoslovaque, transmis par la voie diplomatique.

Article 6.

La Tchécoslovaquie déclare reconnaître *ipso facto* comme italiennes, les personnes physiques ou juridiques et les sociétés commerciales reconnues par les autorités du Royaume d'Italie comme possédant la nationalité italienne, en vertu des Traités de Paix de St-Germain et de Trianon et du Traité de Rapallo.

Article 7.

Les sociétés commerciales et civiles des anciennes provinces italiennes, jadis autorisées par les anciens Gouvernements austro-hongrois et allemand à exercer leur commerce ou leur industrie dans les territoires de l'ancienne Monarchie austro-hongroise et de l'ancien Royaume de Prusse, devront présenter, dans un délai de six mois à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention, une demande d'autorisation aux autorités tchécoslovaques compétentes, qui décideront d'après les principes établis à l'Article 6 du Traité de Commerce Italo-Tchécoslovaque, conclu à la date de ce jour.

States, in so far as such property, rights or interests have been subjected by the former Austrian or Hungarian Governments to expropriation or requisition without payment, or to sequestration, confiscation or similar procedure for political reasons.

The provisions of the present article shall not apply to railway material which shall form the subject of special agreements.

The High Contracting Parties undertake to afford each other assistance in enforcing as against ex-enemy States their claims to compensation for damage in respect of all objects restored to the Allied States in application of the provisions of Articles 238 of the Treaty of Versailles, 184 of the Treaty of St. Germain and the corresponding articles of the other Treaties of Peace.

Article 4.

For the purposes of Article 3, natural persons who, within three months of the coming into force of the present Convention have proved that they have acquired Czechoslovak nationality, either as of right or by opting in conformity with the provisions of the Treaties of Peace, shall be regarded as Czechoslovak nationals.

Persons entitled to acquire Czechoslovak nationality under the terms of the Treaty of Peace of Trianon must prove that they did so not later than six months after the coming into force of that Treaty.

In order to be able to claim the benefits provided for by Article 3, the persons concerned must renounce any right reserved to them under the Treaties of Peace to opt for ex-enemy nationality.

The Czechoslovak nationality of share companies shall be recognized in each separate instance by special agreement between the High Contracting Parties.

Article 5.

For the purposes of the foregoing Articles 3 and 4, the persons concerned shall submit a request together with all necessary evidence, to their own Ministry of Foreign Affairs, which shall transmit this request to the Ministry of Foreign Affairs of the other State. The latter shall take steps to give effect to such applications at the earliest possible date.

The facts which must be proved under the terms of the first and second paragraphs of Article 4 shall be so proved by means of certificates from the Czechoslovak Ministry of Foreign Affairs transmitted through the diplomatic channel.

Article 6.

Czechoslovakia declares that it recognises unconditionally as of Italian nationality, natural or legal persons and commercial companies recognised by the authorities of the Kingdom of Italy as being of Italian nationality under the terms of the Treaties of Peace of St. Germain and Trianon and the Treaty of Rapallo.

Article 7.

Commercial and civil companies of the old Italian provinces which had been recognised by the former Austro-Hungarian and German Governments as entitled to exercise trade and industry in the territories of the former Austro-Hungarian Monarchy or former Kingdom of Prussia must, not later than six months after the coming into force of this Convention, submit a request for recognition to the competent Czechoslovak authorities, who shall decide the matter in accordance with the principles laid down in Article 6 of the Italian-Czechoslovak Treaty of Commerce concluded this day.

Jusqu'à ce qu'une décision définitive ait été prise au sujet de la demande d'autorisation, les sociétés en question pourront continuer à exercer leur commerce ou leur industrie sur le territoire de la Tchécoslovaquie.

En ce qui concerne les sociétés des anciennes et des nouvelles provinces italiennes, qui, à la date du 24 mai 1915, possédaient déjà une succursale sur le territoire qui fait actuellement partie de la République tchécoslovaque, l'autorisation sera obligatoirement accordée par le Gouvernement de cette République. Le Gouvernement italien n'accordera pas un traitement moins favorable aux sociétés tchécoslovaques placées dans des conditions analogues.

Il est entendu que les dispositions de l'article 6 du Traité conclu le 1^{er} août 1920 à Sèvres, entre les Etats cessionnaires de territoires appartenant auparavant à l'ancienne Monarchie austro-hongroise, au cas où ces dispositions seraient plus favorables, ne seront pas affectées par les dispositions du présent article.

Article 8.

Les ressortissants des Hautes Parties contractantes jouiront du traitement accordé, dans chacun des deux Etats, aux ressortissants nationaux, pour tout ce qui a trait à l'annulation des mesures prises ou exécutées par l'ennemi dans les territoires occupés par lui.

Article 9.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de considérer les décisions du Tribunal arbitral mixte prévu à la Partie X, Section VI du Traité de Paix de St-Germain et dans les Sections correspondantes des autres Traités de Paix, comme définitives et de leur donner effet sur leur propre territoire, conformément aux dispositions en vigueur dans chacun des deux pays au sujet de l'exécution des sentences étrangères.

Article 10.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à conclure, dans le plus bref délai possible, une Convention spéciale, destinée à éviter les doubles impositions et l'évasion fiscale.

Au cas où la Convention spéciale, visée ci-dessus, n'aurait pas été conclue auparavant, le Gouvernement tchécoslovaque ne prendra, pendant une période de trois mois au moins à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention, aucune mesure définitive à l'égard de ressortissants italiens, au sujet de l'application de l'impôt sur la fortune.

L'Etat tchécoslovaque conserve le droit de prendre des mesures destinées à garantir le paiement suspendu de cet impôt, jusqu'à concurrence d'une somme égale au montant de l'impôt.

Article 11.

Aussi longtemps que la législation des Hautes Parties contractantes reconnaîtra les fidéicomis, les ressortissants de l'une de ces Parties ne pourront être privés, par les lois de l'autre Partie, du droit d'en percevoir les revenus, sous réserve des dispositions particulières des statuts régissant les différents fidéicomis.

Si la législation de l'une des deux Hautes Parties contractantes venait à stipuler la suppression des fidéicomis et la dissolution du lien fidéicommissaire ou si ce lien se trouvait supprimé de toute autre manière, les ressortissants de l'autre Partie ne seront pas traités moins défavorablement que les ressortissants nationaux.

Article 12.

Les différends relatifs à l'interprétation et à l'application de la présente Convention seront soumis à un arbitre, désigné d'un commun accord par les Hautes Parties contractantes.

Until the final decision has been taken regarding the request for recognition, the above-mentioned companies may continue to exercise trade or industry in Czechoslovakia.

The Government of the Czechoslovak Republic shall be bound to recognise companies of the old or new Italian provinces which, on May 24, 1915, already possessed a branch in the territory at present forming part of the Czechoslovak Republic. Italy shall grant equally favourable treatment to Czechoslovak companies under similar circumstances.

It is understood that the provisions of Article 6 of the Treaty concluded at Sèvres on August 1, 1920, between Italy and the Succession States of the former Austro-Hungarian Monarchy shall, if they are more favourable than the above, in no wise be prejudiced by the provisions of this article.

Article 8.

Nationals of the High Contracting Parties shall enjoy in each State the treatment accorded to that State's own nationals as regards the annulment of acts decreed or executed in territories formerly in enemy occupation.

Article 9.

The High Contracting Parties agree to regard the decisions of the Mixed Arbitral Tribunal, as provided for in Part X, Section VI of the Treaty of Peace of St. Germain and in the corresponding sections of the other Treaties of Peace as final and to render them binding within their own territory in conformity with the provisions in force in each State concerning the execution of the judgments of foreign tribunals.

Article 10.

The High Contracting Parties undertake to conclude as soon as possible a special Convention for the prevention of double taxation and fiscal evasion. During a period of not less than three months from the coming into force of the present Convention, even if the special convention referred to above has not yet been concluded, the Czechoslovak Government shall take no final decision concerning the application to Italian citizens of the tax on capital.

Czechoslovakia shall be free to adopt measures for guaranteeing the payment of the tax thus left in abeyance ; the amount of the surety shall not, however, exceed the amount of the tax itself.

Article 11.

So long as trusts are recognised by the legislation of the High Contracting Parties, nationals of one High Contracting Party shall not be prohibited under the laws of the other Contracting Party from receiving revenue accruing from such trusts, unless otherwise provided for under the Statutes governing various forms of trusts.

Should the laws of one of the High Contracting Parties provide for the suppression of trusts and the dissolution of the trusts obligations, or should such obligations be discontinued in any other manner, the nationals of the other Party shall not receive treatment less favourable than that accorded to the first Party's own nationals.

Article 12.

Any disputes concerning the interpretation or application of the present Convention shall be submitted to an arbitrator designated by agreement between the High Contracting Parties.

Article 13.

La présente Convention, établie en deux expéditions, l'une en langue italienne et l'autre en langue tchèque, sera ratifiée, et entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Rome, dans le plus bref délai possible.

En cas de divergence, le texte italien fera foi, comme étant rédigé dans une langue connue de tous les Plénipotentiaires.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires désignés ci-dessus ont signé la présente Convention et y ont apposé leur sceau.

Fait à Rome, le vingt-trois mars Mil neuf cent vingt et un.

(L. S.) ZDENĚK FIERLINGER.
(L. S.) ZDENĚK FAFL.
(L. S.) LODOVICO LUCIOLLI.
(L. S.) ARTURO RICCI BUSATTI.

Article 13.

The present Convention, drawn up in duplicate in Italian and Czech, shall be ratified and shall come into force on the date on which ratifications are exchanged. Ratifications shall be exchanged in Rome as soon as possible.

In case of dispute, the Italian text shall be authentic, Italian being the language known to all the Plenipotentiaries.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed their seals thereto.

Done in Rome, on March 23, 1921.

(L. S.) ZDENĚK FIERLINGER.

(L. S.) ZDENĚK FAFL.

(L. S.) LODOVICO LUCIOLLI.

(L. S.) ARTURO RICCI BUSATTI.

N° 818.

**GRANDE-BRETAGNE
ET CHINE**

Echange de notes dénonçant, à partir du 16 janvier 1925, la Convention anglo-chinoise signée à Pékin le 23 mai 1905, concernant le raccordement des lignes télégraphiques chinoises et birmanes. Pékin, les 16 janvier et 26 novembre 1924.

**GREAT BRITAIN
AND CHINA**

Exchange of Notes denouncing as from January 16, 1925, the Anglo-Chinese Convention signed at Peking, May 23, 1905, respecting the Junction of the Chinese and Burmese Telegraph Lines. Peking, January 16 and November 26, 1924.

No. 818. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE BRITISH AND CHINESE GOVERNMENTS, DENOUNCING AS FROM JANUARY 16, 1925, THE ANGLO-CHINESE CONVENTION¹ SIGNED AT PEKING, MAY 23, 1905, RESPECTING THE JUNCTION OF THE CHINESE AND BURMESE TELEGRAPH LINES, PEKING, JANUARY 16 AND NOVEMBER 26, 1924.

*Texte officiel anglais communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 9 février 1925.*

BRITISH LEGATION.

PEKING, *January 16, 1924.*

SIR,

In view of China's accession to the International Telegraph Convention², I have the honour, under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to give notice, on behalf of His Britannic Majesty's Government, of their intention to terminate the Convention between Great Britain and China respecting the junction of the Chinese and Burmese Telegraph Lines signed at Peking, on May 23rd, 1905, as required under Article IX of the said Convention, which will thus terminate in twelve months' time. I am instructed to add that it is proposed in future to settle details relating to rates and to the working of the connection of the Indian and Chinese Telegraph Lines by direct correspondence between the Telegraph Administrations concerned.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) R. MACLEAY.

His Excellency
Doctor V. K. WELLINGTON KOO,
etc., etc., etc.
Minister for Foreign Affairs,
Peking,

¹ British and Foreign State Papers, Vol. 98, page 41.

² British and Foreign State Papers, vol. 102, page 214 and vol. XV, page 340 of this Series.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 818. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRITANNIQUE ET CHINOIS, DÉNONÇANT, À PARTIR DU 16 JANVIER 1925, LA CONVENTION² ANGLO-CHINOISE, SIGNÉE À PÉKIN, LE 23 MAI 1905, CONCERNANT LE RACCORDEMENT DES LIGNES TÉLÉGRAPHIQUES CHINOISES ET BIRMANES. PÉKIN, LES 16 JANVIER ET 26 NOVEMBRE 1924.

English official text communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Exchange of Notes took place February 9, 1925.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

PÉKIN, le 16 janvier 1924.

MONSIEUR LE MINISTRE,

La Chine, ayant adhéré à la Convention³ internationale des télégraphes, j'ai l'honneur, d'ordre du principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de vous faire connaître, au nom du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, que ce Gouvernement a l'intention de dénoncer, conformément aux dispositions de l'article IX, la Convention conclue entre la Grande-Bretagne et la Chine au sujet du raccordement des lignes télégraphiques chinoises et birmanes et signée à Pékin, le 23 mai 1905. Cette Convention prendra donc fin dans un délai de douze mois à courir de la présente date. Je suis chargé de vous faire savoir, en outre, qu'il est proposé de régler désormais les détails relatifs aux tarifs et à l'exploitation du raccordement des lignes télégraphiques indiennes et chinoises par échange direct de lettres entre les administrations des télégraphes intéressées.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) R. MACLEAY.

Son Excellence

Le Docteur V. K. WELLINGTON KOO.

etc., etc., etc.,

Ministre des Affaires étrangères,
Pékin.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome XXXV, page 382.

³ De Martens, Nouveau Recueil Général, troisième série, tome V, page 208, et Vol. XV, page 340 de ce Recueil.

TRANSLATION¹ OF WAI CHIAO PU NOTE OF NOVEMBER 26th, 1924.

SIR,

I have the honour to refer to the Note received from Your Excellency on January 16th last on the subject of the denunciation of the Convention respecting the junction of the Chinese and Burmese Telegraph Lines, the contents of which Note have been referred by this Ministry to the Ministry of Communications, and the following reply received from that Ministry :

“ This Ministry finds itself in agreement with the proposal that the Convention concluded on May 23rd, 1905, between China and Great Britain respecting the working of the junction of the Chinese and Burmese telegraph lines be terminated, and that a separate arrangement be negotiated between the Chinese Directorate-General of Telegraphs and the British Postal and Telegraph Administration in India. The Ministry is accordingly placing itself in communication on the subject with the Postal and Telegraph Administration, and requests that the British Minister may be informed. ”

I have the honour to communicate the above for Your Excellency's information.

(Seal of the Wai Chiao Pu.)

¹ Communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique.

¹ Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office.

¹ TRADUCTION.

NOTE DU OUAI TCHIAO POU, EN DATE DU 26 NOVEMBRE 1924.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de me référer à la note de Votre Excellence, en date du 16 janvier dernier, au sujet de la dénonciation de la Convention relative au raccordement des lignes télégraphiques chinoises et birmanes. La teneur de ladite note a été communiquée par mon Ministère au Ministère des Communications qui nous a fait parvenir la réponse suivante :

« Le Ministère des Communications accepte la proposition tendant à dénoncer la Convention conclue le 23 mai 1905 entre la Chine et la Grande-Bretagne au sujet de l'exploitation du raccordement des lignes télégraphiques chinoises et birmanes, et à négocier un accord distinct entre la Direction générale chinoise des télégraphes et l'Administration britannique des postes et télégraphes de l'Inde. Le Ministère des Communications se met en rapport à cet effet avec l'Administration des postes et télégraphes et désire que cette démarche soit portée à la connaissance du Ministre britannique. »

J'ai donc l'honneur de porter ce qui précède à la connaissance de Votre Excellence.

(Sceau du Ouai Tchiao Pou.)

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

N° 819.

**GRANDE-BRETAGNE
ET DANEMARK**

Accord en vue de la reconnaissance
réciproque des certificats de ligne
de flottaison en charge, signé à
Londres, le 18 décembre 1924.

**GREAT BRITAIN
AND DENMARK**

Agreement for the Mutual Recogni-
tion of Load-Line Certificates,
signed at London, December 18,
1924.

No. 819. — AGREEMENT¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND DENMARK
FOR THE MUTUAL RECOGNITION OF LOAD-LINE CERTIFICATES,
SIGNED AT LONDON, DECEMBER 18, 1924.

*Texte officiel anglais communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique
et par le Ministre de Danemark à Berne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 9 février 1925.*

THE ROYAL DANISH GOVERNMENT and HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT, being desirous of concluding an agreement for the mutual recognition of load-line certificates, have agreed as follows :

The Royal Danish Government, being satisfied that the existing laws and regulations of Great Britain and Northern Ireland relating to the assignment of load-lines to ships agree in substance with those of Denmark, agree that no British ship possessing a load-line certificate issued in accordance with the laws and regulations in force in Great Britain and Northern Ireland and observing those regulations within Danish ports shall be liable to detention or penalty under the Danish law and regulations.

His Britannic Majesty's Government similarly agree that no Danish ship possessing a load-line certificate issued in accordance with the laws and regulations in force in Denmark and observing those regulations within ports of Great Britain and Northern Ireland shall be liable to detention or penalty under the law and regulations of Great Britain and Northern Ireland.

This recognition does not extend to the special timber load-line provided for in the Danish regulations.

The present Agreement shall come into effect on the date of signature, and shall remain in force for an indefinite period, subject to the right of either of the Contracting Parties to terminate it on giving six months' notice to that effect.

In witness whereof, the undersigned, duly authorised to this effect, have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate, at London, the 18th December, 1924.

(L. S.) P. F. AHLEFELDT-LAURVIG.

(L. S.) AUSTEN CHAMBERLAIN.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 4 février 1925.

Georg COHN,
Chef du Service danois de la Société des Nations.

¹ Cet accord ne comporte pas de ratification.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 819. — ACCORD² ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LE DANEMARK
EN VUE DE LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES CERTIFI-
CATS DE LIGNE DE FLOTTAISON EN CHARGE, SIGNÉ A LONDRES,
LE 18 DÉCEMBRE 1924.

English official text communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office and by the Danish Minister at Berne. The registration of this Agreement took place February, 9, 1925.

LE GOUVERNEMENT ROYAL DU DANEMARK et LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE, désireux de conclure un accord en vue de la reconnaissance réciproque des certificats de flottaion en charge, sont convenus des dispositions suivantes :

Le Gouvernement royal du Danemark, reconnaissant que les lois et règlements actuels de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord relatifs à la ligne de flottaion en charge prescrits pour les navires, correspondent en principe aux lois et règlements du Danemark, convient que les navires britanniques détenant un certificat de ligne de flottaion en charge délivré conformément aux lois et règlements en vigueur dans la Grande-Bretagne et dans l'Irlande du Nord, et observant lesdits règlements dans les limites des ports danois, ne seront pas susceptibles d'être détenus ou soumis à des pénalités en vertu des lois ou règlements du Danemark.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique convient de même que les navires danois détenant un certificat de ligne de flottaion en charge délivré conformément aux lois et règlements en vigueur au Danemark et observant lesdits règlements dans les limites des ports de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, ne seront pas susceptibles d'être détenus ou soumis à des pénalités en vertu des lois et règlements de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord.

Cette reconnaissance ne s'applique pas à la ligne de flottaion spécialement prévue pour les charges de bois en grume par les règlements danois.

Le présent Accord entrera en vigueur à partir de la date de sa signature et restera en vigueur pendant une période indéfinie, sous réserve du droit pour chacune des Parties contractantes de le dénoncer moyennant préavis de six mois.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double, à Londres, le 18 décembre 1924.

(L. S.) P. F. AHLEFELDT-LAURVIG.

(L. S.) AUSTEN CHAMBERLAIN.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² This Agreement does not entail ratification.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

N° 820.

**GRANDE-BRETAGNE
ET SUÈDE**

Accord concernant l'exemption réciproque de l'impôt sur le revenu, dans certains cas de bénéfices réalisés dans les affaires d'armement maritime, signé à Londres, le 19 décembre 1924.

**GREAT BRITAIN
AND SWEDEN**

Agreement for the Reciprocal Exemption from Income Tax in certain Cases of Profits accruing from the Business of Shipping, signed at London, December 19, 1924.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

No. 820. — AGREEMENT BETWEEN THE BRITISH AND SWEDISH GOVERNMENTS FOR THE RECIPROCAL EXEMPTION FROM INCOME-TAX IN CERTAIN CASES OF PROFITS ACCRUING FROM THE BUSINESS OF SHIPPING, SIGNED AT LONDON, DECEMBER 19, 1924.

No. 820. — ÖVERENSKOMMELSE MELLAN DE BRITTISKA OCH SVENSKA REGERINGARNA OM ÖMSESIDIGT FRITAGANDE FRÅN INKOMSTSKATT I VISSA FALL AV INKOMSTER HÄRRÖRANDE FRÅN REDERIRÖRELSE, UNDERTECKNAD I LONDON, DEN 19 DECEMBER 1924.

Textes officiels anglais et suédois communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique et par le Ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 9 février 1925.

English and Swedish official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office and by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place February 9, 1925.

HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT and THE ROYAL SWEDISH GOVERNMENT, being desirous of concluding an Agreement for the reciprocal exemption from income-tax in certain cases of profits accruing from the business of shipping, have agreed as follows :

HANS MAJESTÄT KONUNGENS AV SVERIGE REGERING och HANS BRITTISKA MAJESTÄTS REGERING, som önska avsluta en överenskommelse om ömsesidigt fritagande från inkomstskatt i vissa fall av inkomster härrörande från rederi-rörelse, hava överenskommit om följande :

Article 1.

In consideration of the declaration contained in Article 2 hereof, His Britannic Majesty's Government undertake to take the necessary steps under Section 18 of the Act of Parliament of the United Kingdom known as the Finance Act, 1923, for exempting from income-tax (including super-tax) chargeable in Great Britain and Northern Ireland for the year of assessment 1923-24, commencing on the 6th day of April, 1923, and every subsequent year of assessment, any profits which accrue from the business of shipping carried on by an individual resident in Sweden or by a company managing and controlling such business in Sweden.

Artikel 1.

I betraktande av den förklaring, som finnes upptagen i artikel 2 här nedan, förbinder sig Hans Brittiska Majestäts regering att vidtaga nödiga åtgärder, jämlikt paragraf 18 av den parlamentsakt i Det Förenade Konungariket, som är känd som 1923 års finansakt, för att från inkomstskatt (inbegripet mer-inkomstskatt) som skall gäldas i Storbritannien och Norra Irland för beskattningsåret 1923-24, med början den 6 april 1923, och för varje följande beskattningsår, fritaga all inkomst, som härrör från rederi-rörelse, vilken drives av en i Sverige bosatt enskild person eller av ett bolag, som från Sverige leder och kontrollerar sådan rörelse.

Article 2.

The Government of His Majesty the King of Sweden hereby declare that, under the laws of Sweden relating to income and property tax ("inkomst- och förmögenhetsskatt") and to tax on immovable property and on income ("bevillning av fast egendom samt av inkomst"), tax is not chargeable on profits which accrue from the business of shipping carried on by an individual resident in Great Britain or Northern Ireland or by a company managing and controlling such business in Great Britain or Northern Ireland.

Article 3.

The expression "the business of shipping" means the business carried on by an owner of ships, and for the purposes of this definition the expression "owner" includes any charterer.

Article 4.

The arrangements made in accordance with Article 1 shall cease to have effect if and so soon as the laws of Sweden cease to give the relief indicated in the declaration contained in Article 2.

In witness whereof, the undersigned, duly authorised to that effect, have signed this Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate, at London, the 19th of December, 1924.

(L. S.) AUSTEN CHAMBERLAIN.

(L. S.) PALMSTIERNA.

Artikel 2.

Hans Majestät Konungens av Sverige regering förklarar härmed att, jämlikt bestämmelserna i Kungl. Förordningen om inkomst- och förmögenhetsskatt och i Kungl. Förordningen angående bevillning av fast egendom samt av inkomst, skatt icke kan påläggas inkomst härrörande från rederirörelse, vilken drives av en i Storbritannien eller Norra Irland bosatt enskild person eller av ett bolag, som från Storbritannien eller Norra Irland leder och kontrollerar sådan rörelse.

Artikel 3.

Uttrycket "rederirörelse" betyder den rörelse, som bedrives av ägare till fartyg, och i detta sammanhang innefattar uttrycket "ägare" varje bortfraktare.

Artikel 4.

De i överensstämmelse med artikel 1 vidtagna anordningar skola upphöra att äga tillämpning, om och så snart svensk lag icke längre medger de i förklaringen i artikel 2 angivna lättnader.

Till yttermera visso hava undertecknade, därtill vederbörligen bemyndigade, underskrivit denna överenskommelse och försettt den med sina sigill.

Som skedde i två exemplar i London den 19 december 1924.

THE SWEDISH MINISTER AT LONDON TO HIS BRITANNIC MAJESTY'S SECRETARY OF STATE
FOR FOREIGN AFFAIRS¹.

LONDON, 19th December, 1924.

SIR,

I have been authorised by my Government to bring the following to your notice in connection with my signing of the Agreement between His Britannic Majesty's Government and my Government regarding mutual exemption from taxation on profits accruing from the business of shipping.

(1) The competence to render an authoritative interpretation of the taxation laws and statutes in force in Sweden does not lie with the Government but with the taxation authorities and with the latter exclusively in connection with a taxation case having been submitted to them for their decision.

(2) With regard to the liability for foreigners not resident in Sweden to pay taxes on profits accruing from business, the Swedish taxation laws contain regulations to the effect that only business carried on *in* Sweden can be subject to taxation. In accordance with this principle no foreigner — not resident in Sweden — has, as far as is ascertained, been taxed on profits arising from business of shipping. Should, however, such a case in the future come before a Swedish taxation authority and should this authority decide the non-resident foreigner involved in the matter to be liable to this kind of taxation, I am directed to declare herewith that in the opinion of the Swedish Government the above-mentioned Agreement, in view of its Article 4, would thereby at once cease to have effect.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, your most obedient humble servant,

PALMSTIERNA.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm, au Ministère Royal des Affaires étrangères,
le 3 février 1925.

Le Secrétaire général,
Erik SJÖBORG.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 820. — ACCORD ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRITANNIQUE
ET SUÉDOIS CONCERNANT L'EXEMPTION RÉCIPROQUE DE
L'IMPOT SUR LE REVENU, DANS CERTAINS CAS DE BÉNÉFI-
CES RÉALISÉS DANS LES AFFAIRES D'ARMEMENT MARITIME,
SIGNÉ A LONDRES, LE 19 DÉCEMBRE 1924.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE et LE GOUVERNEMENT ROYAL SUÉDOIS,
désireux de conclure un Accord en vue d'exempter réciproquement de l'impôt sur le revenu, en cer-
tains cas, les bénéfices réalisés dans les affaires d'armement maritime, sont convenus des dispo-
sitions suivantes :

¹ Communiquée par le Ministre des Affaires étrangères de Suède.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 1.

En raison de la déclaration figurant à l'article 2 du présent Accord, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique convient de prendre toutes les dispositions utiles, aux termes de la section 18 de l'Acte du Parlement du Royaume-Uni, dit Loi de Finance de 1923, en vue d'exempter de l'impôt sur le revenu (y compris la supertax) exigible en Grande-Bretagne et dans l'Irlande du Nord pour l'exercice fiscal 1923-1924, commençant le 6 avril 1923, et tout exercice ultérieur, les bénéfices réalisés dans les affaires d'armement maritime, soit par des particuliers résidant en Suède, soit par des sociétés dont le centre effectif de direction et de contrôle desdites industries se trouve en Suède.

Article 2.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Suède déclare, par la présente, qu'en vertu des lois suédoises relatives à l'impôt sur le revenu et sur la propriété (« inkomst-och förmögenhetsskatt ») et à l'impôt sur les biens immobiliers ainsi que sur le revenu (« bevilling av fast egendom samt av inkomst ») aucun impôt n'est dû sur les bénéfices réalisés dans les affaires d'armement maritime, soit par des particuliers résidant en Grande-Bretagne ou dans l'Irlande du Nord, soit par des sociétés dont le siège effectif de direction et de contrôle se trouve en Grande-Bretagne ou dans l'Irlande du Nord.

Article 3.

L'expression « affaires d'armement maritime » s'entend des entreprises exercées par des armateurs, et au sens de cette définition, l'expression « armateurs » comprend les affrèteurs.

Article 4.

Les dispositions prises en vertu de l'article 1, cesseront immédiatement d'être en vigueur si, le cas échéant, la législation suédoise cessait d'accorder l'exemption mentionnée dans la déclaration qui figure à l'article 2.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double, à Londres, le 19 décembre 1924.

(L. S.) AUSTEN CHAMBERLAIN.

(L. S.) PALMSTIERNA.

LE MINISTRE DE SUÈDE A LONDRES AU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE.

LONDRES, le 19 décembre 1924.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Je suis autorisé par mon Gouvernement à présenter à V. E. les considérations suivantes, au sujet de la signature, par moi, de l'Accord entre le Gouvernement britannique et mon Gouvernement, concernant l'exemption réciproque de l'impôt sur le revenu, dans certains cas de bénéfices réalisés dans les affaires d'armement maritime :

1. Le pouvoir de formuler une interprétation faisant autorité des lois et règlements d'imposition actuellement en vigueur en Suède n'est pas dévolu au Gouvernement, mais à l'administration fiscale et, ce, exclusivement à l'occasion de cas particuliers d'imposition qui lui ont été soumis pour décision à prendre.

2. Quant à l'obligation, pour les étrangers ne résidant pas en Suède, d'acquitter des impôts sur les bénéfices réalisés dans les affaires, les lois d'imposition suédoises comportent des dispositions en vertu desquelles, seules les affaires effectuées *en Suède* peuvent être assujetties à l'imposition. Conformément à ce principe, aucun étranger — ne résidant pas en Suède — n'a été, pour autant qu'on le sache, imposé jusqu'ici, sur des bénéfices réalisés dans des affaires d'armement maritime. Toutefois, si un pareil cas était, à l'avenir, porté devant une autorité fiscale suédoise et si ladite autorité décidait que l'étranger non résidant, intéressé en l'espèce, est assujetti à cette catégorie d'imposition, je suis chargé de déclarer, par la présente, que, de l'avis du Gouvernement suédois, l'Accord susmentionné, étant donné l'article 4 qu'il comporte, cesserait immédiatement d'avoir effet.

Veuillez agréer, etc....

PALMSTIERNA.

N° 821.

AUTRICHE ET TURQUIE

Traité d'amitié, signé à Constanti-
nople, le 28 janvier 1924.

AUSTRIA AND TURKEY

Treaty of Friendship, signed at Con-
stantinople, January 28, 1924.

No. 821. — TRAITÉ¹ D'AMITIÉ ENTRE L'AUTRICHE ET LA TURQUIE, SIGNÉ A CONSTANTINOPLE, LE 28 JANVIER 1924.

Texte officiel français communiqué par le Représentant du Gouvernement fédéral d'Autriche auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 9 février 1925.

L'AUTRICHE, d'une part, et la TURQUIE, d'autre part, également et sincèrement désireuses d'établir et de consolider des liens de sincère amitié entre la République d'Autriche et la République Turque, et pénétrées de la même conviction que les relations entre les deux Etats, une fois établies, serviront à la prospérité et au bien-être de leurs nations respectives, ont résolu de conclure un Traité d'amitié et ont, à cet effet, nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. Auguste KRAL, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Sofia ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

le Docteur ADNAN BEY, Délégué du Ministère des Affaires étrangères à Constantinople et Député de Constantinople à la Grande Assemblée Nationale de Turquie ;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

Article 1.

Il y aura paix inviolable et amitié sincère et perpétuelle entre la République d'Autriche et la République Turque, ainsi qu'entre les citoyens des deux Parties.

Article 2.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour établir les relations diplomatiques entre les deux Etats conformément aux principes du droit des gens ; elles conviennent que les Représentants diplomatiques de chacune d'elles recevront, à charge de réciprocité, dans le territoire de l'autre, le traitement consacré par les principes généraux du droit international public général.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Angora, le 23 octobre 1924.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 821. — TREATY² OF FRIENDSHIP BETWEEN AUSTRIA AND TURKEY, SIGNED AT CONSTANTINOPLE, JANUARY 28, 1924.

French official text communicated by the Representative of the Austrian Federal Government accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place February 9, 1925.

AUSTRIA, of the one part, and TURKEY, of the other part, being equally and sincerely desirous of establishing and strengthening ties of sincere friendship between the Republic of Austria and the Turkish Republic, and equally convinced that such relations between the two States, when once established, will further the prosperity and well-being of their respective peoples, have resolved to conclude a Treaty of Friendship, and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries,

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

Herr August KRAL, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Sofia ;

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

Dr. ADNAN BEY, Delegate of the Ministry of Foreign Affairs at Constantinople and Deputy for Constantinople in the Grand National Assembly of Turkey ;

who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

There shall be established inviolable peace and sincere and perpetual friendship between the Republic of Austria and the Turkish Republic as also between the citizens of the two Parties.

Article 2.

The High Contracting Parties agree to establish diplomatic relations between the two States in conformity with the principles of international law. They are agreed that the diplomatic representatives of each of them shall, subject to reciprocity, receive in the territory of the other the treatment recognised by the principles of general international law.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Angora, October 23, 1924.

Article 3.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour conclure, à la date de ce jour, une Convention de Commerce et une Convention d'Établissement.

Article 4.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Angora le plus tôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des ratifications.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double, à Constantinople, le 28 janvier 1924.

(L. S.) KRAL m. p.

(L. S.) Dr. ADNAN m. p.

Article 3.

The High Contracting Parties agree to conclude on this date a Commercial Convention and a Convention regarding Conditions of Residence (Etablissement).

Article 4.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications exchanged at Angora as soon as possible. It shall enter into force on the fifteenth day following the exchange of ratifications.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate, at Constantinople, on January 28, 1924.

(L. S.) (Signed) KRAL.

(L. S.) (Signed) Dr. ADNAN.

N° 822.

AUTRICHE ET TURQUIE

Convention concernant les conditions d'établissement des ressortissants autrichiens en Turquie et des ressortissants turcs en Autriche, avec Procès-verbal annexé, signée à Constantinople, le 28 janvier 1924.

AUSTRIA AND TURKEY

Convention respecting Conditions of Residence of Austrian Nationals in Turkey and of Turkish Nationals in Austria, with Procès-Verbal annexed thereto, signed at Constantinople, January 28, 1924.

No. 822. — CONVENTION¹ ENTRE L'AUTRICHE ET LA TURQUIE
CONCERNANT LES CONDITIONS D'ÉTABLISSEMENT DES RES-
SORTISSANTS AUTRICHIENS EN TURQUIE ET DES RESSOR-
TISSANTS TURCS EN AUTRICHE, SIGNÉE A CONSTANTINOPE,
LE 28 JANVIER 1924.

*Texte officiel français communiqué par le Représentant du Gouvernement fédéral d'Autriche auprès
de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 9 février 1925.*

L'AUTRICHE, d'une part, et la TURQUIE, d'autre part, animées du désir de fixer les conditions
d'établissement des ressortissants autrichiens en Turquie et des ressortissants turcs en Autriche,

ont résolu de conclure une convention et à cet effet ont nommé pour leurs Plénipotentiaires,
savoir :

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

Monsieur Auguste KRAL, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Sofia ;
et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

le Docteur ADNAN BEY, Délégué du Ministère des Affaires étrangères à Constantinople
et Député de Constantinople à la Grande Assemblée Nationale de Turquie ;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont
convenu des dispositions suivantes :

Article 1.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront le droit de s'établir et de sé-
journer sur le territoire de l'autre et pourront, en conséquence, aller, venir et circuler librement,
en se conformant aux lois et règlements en vigueur dans le pays.

Article 2.

Il est entendu que les dispositions de la présente Convention n'ayant pas pour objet la question
d'immigration, ne portent pas atteinte au droit de chacune des Parties contractantes d'autoriser
ou d'interdire librement l'immigration dans son pays.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Angora, le 23 octobre 1924.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 822. — CONVENTION² BETWEEN AUSTRIA AND TURKEY RESPECTING CONDITIONS OF RESIDENCE OF AUSTRIAN NATIONALS IN TURKEY AND OF TURKISH NATIONALS IN AUSTRIA, SIGNED AT CONSTANTINOPLE, JANUARY 28, 1924.

French official text communicated by the Representative of the Austrian Federal Government accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place February 9, 1925.

AUSTRIA, of the one part, and TURKEY, of the other part, being desirous of determining the conditions under which Austrian nationals may establish themselves in Turkey and Turkish nationals in Austria,

Have decided to conclude a Convention and have appointed for this purpose as their Plenipotentiaries :

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

Herr August KRAL, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Sofia ;

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

Dr. ADNAN BEY, Delegate of the Ministry of Foreign Affairs at Constantinople and Deputy for Constantinople in the Grand National Assembly of Turkey,

who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The nationals of each of the Contracting Parties shall have the right to establish themselves and to stay in the territory of the other and may accordingly come, go and move about freely, subject to compliance with the laws and regulations in force in the country.

Article 2.

It is agreed that the provisions of the present Convention, which do not deal with immigration, do not affect the right of each of the Contracting Parties to authorise or prohibit at will immigration into its country.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Angora, October 23, 1924.

Article 3.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront, sur le territoire de l'autre, à l'égal des nationaux, le droit d'exercer toute espèce d'industrie et de commerce et de se vouer à tous métiers et professions quelconques, excepté ceux réservés aux seuls nationaux en vertu des lois et règlements respectifs et, en Turquie, en outre, en vertu d'un long usage (débardeurs, mahoniers, etc.).

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes n'auront à payer pour séjourner et s'établir sur le territoire de l'autre, ainsi que pour l'exercice, sur ce territoire, de tous genres de commerce, industrie, métier ou profession, aucun impôt, taxe ou charge, de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux perçus des nationaux.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes ne seront soumis, sur le territoire de l'autre, quant à leur personne, leurs biens, droits et intérêts et quant à l'acquisition, possession et jouissance desdits biens, ainsi qu'à leur transfert par cession, mutation ou héritage, à aucune charge, taxe ou impôt direct ou indirect, autres ou plus élevés que ceux qui pourront être imposés aux nationaux.

Article 4:

Dans le cas où l'une des Parties contractantes, soit à la suite d'une sentence légale, soit d'après les lois ou règlements sur la police des mœurs, sur la police sanitaire ou sur la mendicité, soit pour des motifs de sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat, expulserait par mesures individuelles les ressortissants de l'autre Partie contractante, celle-ci s'engage à les recevoir. Le transport, jusqu'à la frontière, des personnes expulsées sera à la charge de la Partie qui expulse.

Article 5.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront, sous condition de réciprocité, sur le territoire de l'autre, le droit d'acquérir, de posséder et d'aliéner toute espèce de biens mobiliers ou immobiliers, à l'exception des biens ruraux, en se conformant aux lois et règlements du pays. Ils pourront en disposer par acte de vente, échange, donation, testament ou autre acte quelconque, ainsi qu'entrer en possession par voie de succession en vertu de la loi ou par suite des dispositions entre vifs ou testamentaires.

Ils ne seront assujettis, dans aucun des cas susmentionnés, à des charges, taxes ou impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront établis pour les nationaux.

Article 6.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes ne seront astreints, sur le territoire de l'autre, à aucun service militaire, ni à aucune obligation ou charge qui le remplace.

Ils seront exempts de tout emprunt forcé. Ils seront également exempts de toute autre prestation pécuniaire levée pour des buts de guerre et qui ne serait pas imposée légalement aux nationaux.

Article 7.

Les sociétés anonymes ou autres, commerciales et industrielles, qui ont leur siège sur le territoire de l'une des Parties contractantes et qui y sont constituées en vertu des lois respectives, pourront, en se soumettant aux lois et ordonnances de l'autre pays, ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour s'y défendre.

Article 3.

The nationals of each of the Contracting Parties shall have the same right as nationals of the country to engage in any kind of industry and trade and to follow any trade or profession whatsoever in the territory of the other Party, with the exception of those reserved for nationals alone in virtue of the respective laws and regulations, and, in the case of Turkey, also in virtue of long-established custom (lightermen, coasters, etc).

The nationals of each of the Contracting Parties shall not be required to pay any charge, tax or impost of any kind whatsoever other or higher than those imposed upon the nationals of the country, in respect of their stay or residence in the territory of the other Party, or in respect of the exercise in that territory of any form of commerce, industry, trade or profession.

The nationals of each of the Contracting Parties shall not be subject in the territory of the other to any charge, tax or impost, direct or indirect, other or higher than those which may be imposed on nationals of the country, in respect of their persons, property, rights and interests, or the acquisition, possession and enjoyment of such property, nor in respect of the transfer of such property by grant, exchange or succession.

Article 4.

Should one of the Contracting Parties expel, in individual cases, nationals of the other Contracting Party, either under the order of a court or in accordance with the laws and regulations relating to public morality, public health or mendicancy or for other reasons affecting the internal or external safety of the State, the other Contracting Party undertakes to receive persons thus expelled, who shall be transported as far as the frontier at the cost of the Party which expels them.

Article 5.

Subject to reciprocity, the nationals of each of the Contracting Parties shall have the right to acquire, possess and dispose of all kinds of property, both movable and immovable, in the territory of the other Party, with the exception of rural property, provided they comply with the national laws and regulations. They shall be able to dispose thereof by sale, exchange, gift, testament or by any other disposition, and to take possession by inheritance in accordance with the law or under disposition *inter vivos* or by will.

In all the above-mentioned cases they shall be subject to no charges, taxes or imposts of any description whatever other or higher than those which are or shall be established in the case of nationals.

Article 6.

The nationals of one of the Contracting Parties shall not be subject to any military service in the territory of the other Party nor to any obligation or payment which replaces such service.

They shall be exempt from all forced loans. They shall also be exempt from any other pecuniary contribution raised for purposes of war and not imposed by law on nationals of the country.

Article 7.

Commercial and industrial joint stock or other companies, which have their headquarters in the territory of one of the Contracting Parties and which are there incorporated in virtue of the laws of that country, may bring or defend actions in court, subject to compliance with the laws and regulations of that country.

L'admission desdites sociétés à l'exercice de leur commerce ou de leur industrie sur le territoire de l'autre Partie contractante reste réservée aux lois et prescriptions, qui sont ou seront en vigueur sur ce territoire.

Lesdites sociétés, établies conformément à l'alinéa 2 ci-dessus, n'auront à payer pour l'exercice d'affaires commerciales ou industrielles dans le territoire de l'autre Partie, des impôts, droits ou taxes, ni autres ni plus élevés que ceux perçus des sociétés nationales.

Ces dernières sociétés pourront, à condition de réciprocité et en se soumettant aux lois du pays, acquérir toute sorte de biens mobiliers ainsi que les biens immeubles nécessaires au fonctionnement de la société, étant entendu dans ce cas que l'acquisition n'est pas l'objet même de la société.

Article 8.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes ne pourront, sur le territoire de l'autre, être expropriés de leurs biens, ni privés, même temporairement, de la jouissance de leurs biens que pour cause légalement reconnue d'utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnité. Aucune expropriation ne pourra avoir lieu sans publicité préalable.

Article 9.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre en tout ce qui concerne la protection légale et judiciaire de leur personne et de leurs biens, du même traitement que les nationaux.

En conséquence, ils auront libre et facile accès auprès des tribunaux et pourront ester en justice aux mêmes conditions que les nationaux, sous réserve des dispositions relatives à la caution *judicatum solvi* et à l'assistance judiciaire gratuite qui seront régies par la législation locale jusqu'au règlement de ces questions par une convention spéciale à conclure entre les deux Parties.

Article 10.

En matière de statut personnel, c'est-à-dire pour toutes les questions concernant le mariage, la communauté conjugale, le divorce, la séparation de corps, la dot, la paternité, la filiation, l'adoption, la capacité des personnes, la majorité, la tutelle, la curatelle, l'interdiction ; en matières mobilières, le droit de succession testamentaire ou *ab intestat*, partages et liquidations ; et, en général, pour le droit de famille des ressortissants des Parties contractantes, seront seuls compétents les tribunaux nationaux ou autres autorités nationales siégeant dans le pays dont relèvent lesdits ressortissants.

La présente disposition ne porte pas atteinte aux attributions spéciales des consuls en matière d'état-civil d'après le droit international ou les accords particuliers qui pourront intervenir, non plus qu'au droit des tribunaux des pays respectifs de requérir et recevoir les preuves relatives aux questions reconnues ci-dessus comme étant de la compétence des tribunaux nationaux ou autres autorités nationales des Parties en cause.

Article 11.

Les deux Parties contractantes s'accordent réciproquement le droit de nommer des fonctionnaires consulaires de carrière (consuls généraux, consuls et vice-consuls) dans les places de commerce de leurs pays où sont admis les fonctionnaires similaires d'un autre Etat.

Sur les territoires respectifs, les fonctionnaires consulaires énumérés ci-dessus recevront, à charge d'une parfaite réciprocité, le traitement consacré par les règles du droit international public général.

The admission of such companies to commerce or industry in the territory of the other Contracting Party is subject to the laws and regulations which are or shall be in force in that territory.

The said companies established in conformity with paragraph 2 above shall not be required to pay in respect of their commercial or industrial business in the territory of the other Party any imposts, taxes or charges other or higher than those imposed upon national companies.

Subject to reciprocity and to compliance with the laws of the country, the latter companies may acquire all kinds of movable and immovable property which is necessary for the operations of the company, provided in this case that the acquisition of such property does not constitute the object of the company's existence.

Article 8.

The nationals of each of the Contracting Parties may not have their property in the territory of the other Party expropriated, nor the use of it denied to them even temporarily, except for reasons of public interest recognised by law as such and in return for fair compensation to be paid in advance. No expropriation may take place without public notice being previously given.

Article 9.

Nationals of each of the Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other Party the same treatment as nationals of the country, as regards legal and judicial protection of their persons and property.

Accordingly, they shall have free and unhindered access to the courts and may sue or be sued on the same conditions as nationals of the country, subject to the regulations relating to security for costs and to free judicial assistance, which shall be governed by local legislation until these questions are settled by a special convention to be concluded between the two Parties.

Article 10.

In matters of personal status, *i. e.* all questions relating to marriage, community of goods between married persons, divorce, judicial separation, dower, paternity, affiliation, adoption, capacity, majority, guardianship, trusteeship and interdiction; in matters of succession of personality whether by will or on intestacy, and the distribution and winding up of societies, and family law in general, as regards the nationals of the Contracting Parties, the national tribunals or other national authorities established in the country to which the said nationals belong shall alone have jurisdiction.

The present stipulation does not affect the special attributions of Consuls in matters of status in accordance with international law or special agreements which may be concluded, nor the right of the courts of the respective countries to request and receive evidence respecting matters acknowledged above as being within the competence of the national tribunals or other national authorities of the persons concerned.

Article 11.

The two Contracting Parties grant each other reciprocally the right to appoint regular consular officials (Consuls-General, Consuls and Vice-Consuls) in commercial centres of their country where similar officials of another State are admitted.

Subject to complete reciprocity, such consular officials shall receive, in the territories of both Parties, the treatment recognised by the principles of general international law.

Article 12.

La présente Convention entrera en vigueur un mois après la date de l'échange des ratifications et aura la durée d'une année. Si la Convention n'est pas dénoncée par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes au moins six mois avant l'expiration de ladite période d'une année, elle restera en vigueur jusqu'à ce qu'elle soit dénoncée, cette dénonciation ne devant produire ses effets qu'après l'expiration d'un délai de six mois.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Angora, aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double, à Constantinople, le 28 janvier 1924.

(L. S.) KRAL m. p.

(L. S.) D^r ADNAN m. p.

PROCÈS-VERBAL.

Au moment de procéder à la signature de la Convention d'Etablissement entre l'Autriche et la Turquie, les Plénipotentiaires soussignés sont tombés d'accord pour faire les précisions suivantes :

1. Il est entendu par le terme « emprunt forcé », mentionné à l'Article 6, toute imposition pécuniaire exigée à condition d'être remboursée ultérieurement.
2. Les termes de « sociétés anonymes ou autres », mentionnés à l'Article 7, comprennent aussi les sociétés financières et d'assurance.
3. Les biens immeubles que les sociétés de chacune des Parties contractantes pourront, conformément à l'Article 7, alinéa 4, acquérir sur les territoires de l'autre Partie, ne devront pas appartenir à la catégorie exceptée en vertu de l'Article 5, alinéa 1.
4. L'exception prévue au dit Article 5, alinéa 1, ne porte pas atteinte au droit de propriété légalement acquis par les ressortissants des Parties contractantes avant la conclusion de la Convention ci-dessus visée.

Fait en double, à Constantinople, le 28 janvier 1924.

(L. S.) KRAL m. p.

(L. S.) D^r ADNAN m. p.

Article 12.

The present Convention shall enter into force one month after the date of the exchange of ratifications, and shall remain in force for one year. Unless the Convention is denounced by one or other of the High Contracting Parties at least six months before the expiration of this period of one year, it shall remain in force until it is denounced, such denunciation not taking effect until after the expiration of six months.

It shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Angora as soon as possible.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate, at Constantinople, on January 28, 1924.

(L.S.) (Signed) KRAL.

(L.S.) (Signed) DR. ADNAN.

PROCÈS-VERBAL.

On proceeding to sign the Convention regarding conditions of residence and business between Austria and Turkey, the undersigned Plenipotentiaries have agreed upon the following explanations :

(1) By the term " forced loan " in Article 6 is understood any pecuniary imposition exacted on condition of subsequent repayment.

(2) The expression " joint stock or other companies " in Article 7 also includes financial and insurance companies.

(3) Immovable property which the companies of either of the Contracting Parties may acquire in the territory of the other Party in conformity with Article 7, paragraph 4, shall not belong to the class of property excepted in virtue of Article 5, paragraph 1.

(4) The exception laid down in Article 5, paragraph 1, does not affect the right to property legally acquired by nationals of the Contracting Parties before the conclusion of the above-mentioned Convention.

Done in duplicate, at Constantinople, on January 28, 1924.

(L.S.) (Signed) KRAL.

(L.S.) (Signed) DR. ADNAN.

N° 823.

AUTRICHE ET TURQUIE

Convention réglant les relations commerciales entre ces deux pays, avec annexes A, B, et C et Procès-verbaux I et II, signés à Constantinople, le 28 janvier 1924.

AUSTRIA AND TURKEY

Convention regulating the Commercial Relations between the two Countries, with Annexes A, B and C, and Procès-verbaux I and II, signed at Constantinople, January 28, 1924.

No. 823. — CONVENTION¹ ENTRE L'AUTRICHE ET LA TURQUIE
RÉGLANT LEURS RELATIONS COMMERCIALES, SIGNÉE A
CONSTANTINOPLE, LE 28 JANVIER 1924.

Texte officiel français communiqué par le Représentant du Gouvernement fédéral d'Autriche auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 9 février 1925.

L'AUTRICHE, d'une part, et la TURQUIE, d'autre part, animées du désir de régler leurs relations commerciales réciproques,
ont résolu de conclure une convention et à cet effet ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. Auguste KRAL, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Sofia ; et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

le Docteur ADNAN BEY, Délégué du Ministère des Affaires étrangères à Constantinople et Député de Constantinople à la Grande Assemblée Nationale de Turquie ;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

Article I.

Il y aura, entre les territoires des Parties contractantes, liberté réciproque de commerce et de navigation. En conséquence, les Parties contractantes s'engagent à n'entraver leurs relations commerciales réciproques par aucune prohibition et restriction d'importation, d'exportation ni de transit.

Toutefois, les Parties contractantes se réservent le droit d'établir des prohibitions et restrictions pour les importations et exportations :

1. pour réserver les ressources indispensables à la vie alimentaire et à sauvegarder l'activité économique de la nation ;
2. pour des raisons de sécurité de l'Etat ;
3. pour des motifs de police sanitaire ou en vue de la protection des animaux et des plantes utiles contre les maladies, les insectes et parasites nuisibles, et particulièrement dans l'intérêt de la santé publique, conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Angora, le 23 octobre 1924.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 823. — CONVENTION ² BETWEEN AUSTRIA AND TURKEY
REGULATING THEIR COMMERCIAL RELATIONS, SIGNED AT
CONSTANTINOPLE, JANUARY 28, 1924.

French official text communicated by the Representative of the Austrian Federal Government accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place February 9, 1925.

AUSTRIA, of the one part, and TURKEY, of the other, being desirous of regulating their mutual commercial relations :

Have resolved to conclude a Convention and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

Herr August KRAL, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Sofia ;

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

Dr. ADNAN BEY, Delegate of the Ministry for Foreign Affairs at Constantinople and Deputy for Constantinople in the Grand National Assembly of Turkey ;

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed as follows :

Article I.

There shall be reciprocal freedom of commerce and navigation between the territories of the Contracting Parties. Accordingly, the latter undertake not to impede their mutual trade relations by any import, export or transit prohibitions or restrictions.

Nevertheless, they reserve the right to establish import and export prohibitions and restrictions in the following cases :

(1) In order to maintain the supplies of indispensable foodstuffs and to safeguard the economic life of the nation,

(2) To ensure the security of the State ;

(3) From considerations of health or for the protection of useful animals and plants against diseases or noxious insects and parasites, and, particularly, in the interests of public health, in accordance with the international principles adopted in this matter ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Angora, October 23, 1924.

4. pour les marchandises faisant l'objet des monopoles d'Etat ;
5. en vue d'application aux marchandises étrangères des prohibitions ou restrictions qui ont été ou seront établies par la législation intérieure en ce qui concerne la production, la vente, le transport ou la consommation à l'intérieur des marchandises indigènes similaires ;
6. pour empêcher l'exportation de la monnaie or ou du métal or.

Les Parties contractantes n'établiront ni ne maintiendront des prohibitions ou restrictions relativement à l'importation ou à l'exportation réciproque qui ne s'appliqueront de la même manière à l'importation ou à l'exportation des mêmes marchandises dans le commerce avec tout autre pays.

Article 2.

Les Parties contractantes s'engagent à accorder réciproquement le transit sur les voies les plus appropriées au transit international aux personnes, bagages, marchandises et objets de toute sorte, envois, navires, bateaux, voitures et wagons ou autres instruments de transport, en se garantissant, sous ce rapport, le traitement de la nation la plus favorisée.

Les marchandises de toute nature, traversant le territoire douanier de l'une des Parties contractantes, seront réciproquement exemptes de tout droit de douane, à l'exception des droits de statistique et de surveillance.

Aucune des Parties contractantes ne sera pourtant tenue d'assurer le transit des voyageurs dont l'entrée sur son territoire serait interdite.

Le transit des marchandises pourra être prohibé :

- a) pour raisons de sûreté publique et de sécurité de l'Etat ;
- b) pour raison de santé ou comme précaution contre les maladies des animaux et des végétaux ;
- c) pour les contrefaçons et les marchandises qui, sur le territoire de l'une des Parties contractantes, font l'objet d'un monopole d'Etat.

Article 3.

Les négociants, fabricants et autres industriels de l'une des Parties contractantes qui prouveront par la présentation d'une carte de légitimation industrielle, délivrée par les autorités compétentes de leur pays, qu'ils y sont autorisés à exercer leur commerce et leur industrie et qu'ils y acquittent les taxes et impôts prévus par les lois, auront le droit, soit personnellement, soit par des voyageurs à leur service, de faire des achats dans le territoire de l'autre Partie contractante chez les négociants ou producteurs ou dans les locaux de vente publique. Ils pourront également prendre des commandes même sur les échantillons chez les négociants ou autres personnes qui, dans leur commerce et leur industrie, utilisent des marchandises correspondant à ces échantillons.

Les voyageurs de commerce des Parties contractantes munis d'une carte de légitimation délivrée par les autorités de leurs pays respectifs, auront réciproquement le droit d'avoir avec eux des échantillons ou modèles, mais point de marchandises. Cette carte devra être établie conformément au modèle de l'Annexe A.

Les Parties contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités chargées de délivrer les cartes de légitimation, ainsi que des dispositions auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce.

A l'exception des marchandises prohibées à l'importation, les objets passibles d'un droit de douane ou de toute autre taxe assimilée, qui seront importés comme échantillons ou modèles par les voyageurs de commerce, jouiront, de part et d'autre, de la franchise du droit d'entrée ou de sortie, à la condition que ces objets soient réexportés dans le délai prévu à l'article 5 et que l'identité des objets importés et réexportés soit bien établie, quel que soit le bureau de douane par lequel ils passent à leur sortie.

(4) In the case of goods which are Government monopolies.

(5) With a view to applying to goods of foreign origin prohibitions or restrictions which have been or may be imposed by domestic legislation in regard to the production, sale, transport or consumption within the country of the same home-produced goods.

(6) In order to prevent the export of gold coins or bullion.

The Contracting Parties shall not establish or maintain any prohibitions or restrictions with regard to reciprocal import or export which shall not apply in the same way to the import or export of the same goods in trade with any other country.

Article 2.

The Contracting Parties undertake reciprocally to grant transit facilities over the routes most convenient to international traffic to passengers, baggage, goods and articles of every kind, consignments, vessels, boats, carriages, wagons or other means of transport, guaranteeing to such transit most-favoured-nation treatment.

Goods of every kind in transit through the Customs territory of either of the Contracting Parties shall be reciprocally exempt from all Customs duties, with the exception of the statistical duties and the charges for supervision.

Neither Contracting Party, however, shall be required to ensure the transit of passengers who are forbidden to enter the territory.

The transit of goods may be prohibited :

(a) for reasons of public safety and the security of the State ;

(b) for reasons of health or as a precaution against diseases of animals or plants ;

(c) in the case of colourable imitations and goods which are a Government monopoly in the territory of one of the Contracting Parties.

Article 3.

Traders, manufacturers and persons engaged in other industrial business who belong to one of the Contracting Parties and who prove by producing a trading licence issued by the competent authorities in their own country that they are entitled to carry on their trade or industry in the said country and that they pay therein the legal taxes and imposts shall have the right to purchase goods from traders or producers or in the open market in the territory of the other Contracting Party, either personally or through commercial travellers in their employ. They may also accept orders, even by means of samples, from merchants or other persons who make use in their trade or business of goods of the same nature as these samples.

Commercial travellers of the Contracting Parties, if provided with a trading licence issued by the authorities of their respective countries, shall be reciprocally entitled to carry with them samples or patterns, but not goods. This licence must be made out in accordance with the specimen reproduced as Annex A.

The Contracting Parties shall inform each other as to the authorities who are competent to issue trading licences and as to the regulations to which travellers must conform in the pursuit of their business.

Articles which are subject to a Customs duty or any other similar charge, with the exception of goods the import of which is prohibited, shall, when imported by commercial travellers as samples or patterns, be exempt in both countries from import and export duties on condition that such articles are re-exported within the time-limit prescribed in Article 5, and that the identity of the imported and re-exported articles is beyond question, irrespective of the office through which these goods are re-exported.

La réexportation des échantillons ou modèles devra être garantie au bureau de douane d'entrée, soit par un dépôt en espèces, soit par une caution valable.

En ce qui concerne les formalités auxquelles les négociants et les industriels (voyageurs de commerce) sont soumis dans les territoires des Parties contractantes, les deux pays se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 4.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes se rendant aux foires et marchés à l'effet d'y exercer leur commerce, ne seront pas, sur le territoire de l'autre, traités d'une manière moins favorable que les nationaux, en tant qu'ils pourront présenter une carte d'identité d'après le modèle annexé à la présente Convention (Annexe B), délivrée par les autorités du pays dont ils sont ressortissants.

Les Parties contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités chargées de délivrer les cartes d'identité prévues à l'alinéa précédent.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux industriels ambulants, non plus qu'aux colporteurs ni à ceux qui recherchent des commandes chez des personnes n'exerçant ni industrie ni commerce, chacune des Parties contractantes se réservant à cet égard l'entière liberté de sa législation.

Article 5.

Sous l'obligation de réexpédition et de réimportation dans le délai d'un an et de la preuve d'identité et, éventuellement, sous réserve de dépôt, de cautionnement ou de consignation des droits de douane, et, d'une manière générale, à charge d'observer les règlements en vigueur dans la matière, la franchise de tous droits d'entrée et de sortie est stipulée réciproquement :

1. pour les échantillons passibles d'un droit de douane, y compris ceux des voyageurs de commerce ;
2. pour les objets destinés aux expositions et aux concours.

Article 6.

Les navires et bateaux portant le pavillon de l'une des Parties contractantes qui entreront sur lest ou chargés dans les eaux et ports dépendant de l'autre Partie, ou qui en sortiront, quel que soit le lieu de leur départ ou celui de leur destination, ne seront assujettis, tant à l'entrée qu'à la sortie et au passage, à aucun droit ou taxe, sous quelque dénomination que ce soit, perçus au nom et au profit de l'Etat, des provinces, des communes ou d'un organisme quelconque, autres ou plus élevés que ceux qui sont actuellement ou pourront par la suite être imposés aux bâtiments nationaux. Leurs cargaisons, quelle qu'en soit la provenance, n'acquitteront d'autres ni de plus forts droits d'entrée et ne seront assujetties à d'autres charges que si elles étaient importées sous pavillon national. Leurs passagers et les bagages de ceux-ci seront pareillement traités comme s'ils voyageaient sous pavillon national.

En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement dans les ports, rades, havres et bassins, il ne sera accordé par l'une des Parties contractantes aux navires nationaux aucun privilège ni aucune facilité qui ne soient également accordés en pareil cas aux navires de l'autre Partie.

Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à ce que chacune des Parties contractantes réserve au seul pavillon national la pêche, le cabotage maritime, ainsi que les services de ports, c'est-à-dire le remorquage, le pilotage et tous services intérieurs de quelque nature que ce soit.

Les navires et bateaux naviguant sous le pavillon de l'une des Parties contractantes et porteurs de papiers de bord et documents exigés par les lois du pays de ce pavillon, seront reconnus de

Security for the re-export of samples or patterns shall be furnished at the Customs office of entry, either by a cash deposit or by providing adequate security.

As regards the formalities to which traders and persons engaged in industry (commercial travellers) are subject in the territories of the Contracting Parties, both countries guarantee to grant each other most-favoured-nation treatment.

Article 4.

The nationals of one of the Contracting Parties, when attending fairs and markets in the country of the other Party for the purpose of practising their trade, shall not be treated less favourably than the nationals of the country, provided they can produce a trading certificate in accordance with the specimen annexed to the present Convention (Annex B) issued by the authorities of the country to which they belong.

The Contracting Parties shall inform each other as to the authorities responsible for issuing the trading certificates referred to in the foregoing paragraph.

The above provisions shall not apply to itinerant traders, hawkers or those who solicit orders from persons not engaged in industry or trade, each Contracting Party reserving full freedom of legislation in this matter.

Article 5.

Subject to re-export and re-import within one year and to proof of identity, and, if necessary, to the deposit of cash or security for the payment of Customs duties and, in general, upon the fulfilment of the regulations in force in the matter, exemption from all import and export duties shall be reciprocally granted :

- (1) to samples liable to Customs duty, including commercial travellers' samples.
- (2) to articles intended for exhibitions or competitions.

Article 6.

Vessels and boats flying the flag of one of the two Contracting Parties entering in ballast or in freight the waters and ports of the other Party, or leaving the same, whatever may be their place of departure or destination, shall not be subjected, as regards their entry, exit, or passage, to any duty or charge of any nature whatsoever levied in the name and on behalf of the Government, provincial administrations, the communes, or any other organisation, other or higher than those which are at present or may in the future be levied on the vessels of the country concerned. Their cargoes, whatever may be their place of origin, shall not pay other or higher import duties and shall not be subjected to other charges than those which would be levied if they had been imported in a ship flying the flag of the country concerned. Their passengers and their baggage shall receive the same treatment as if they had been travelling in a vessel flying the flag of the country concerned.

As regards the berthing of vessels and boats, their loading and unloading in ports, roadsteads, harbours and docks, no privilege or facility shall be granted by either of the Contracting Parties to their own vessels which is not also granted in the same circumstances to the vessels of the other Party.

The foregoing provisions shall not prevent either of the two Contracting Parties from reserving to vessels flying the national flag, fishing, coasting trade and port services, that is to say, towage, pilotage and all internal services of any kind.

Vessels and boats sailing under the flag of one of the Contracting Parties and carrying the ship's papers and documents required by the laws of that country shall be recognised *ipso facto* as pos-

plein droit comme ayant la nationalité dudit pays dans les eaux territoriales, eaux intérieures et ports de l'autre Partie contractante, sans qu'ils aient à fournir d'autres justifications.

Les certificats de jaugeage des navires de l'une des deux Parties contractantes seront acceptés dans les ports de l'autre et assimilés aux certificats de l'autre Partie, notamment pour le paiement des droits et taxes, à condition que les règles et procédés de jaugeage du pays où le certificat a été délivré, soient reconnus identiques ou équivalents aux règles et procédés de jaugeage servant à l'établissement des certificats dans l'autre pays.

Il est toutefois entendu que si, par suite de la diversité des procédés et règles en vigueur dans les deux pays, une différence apparaissait entre la jauge turque et la jauge autrichienne, les autorités des deux Parties seront libres d'accepter ou non l'évaluation du jaugeage d'un navire et auront la faculté de la rectifier en se basant sur les procédés et règles en vigueur chez les principales Puissances maritimes.

Article 7.

Tous les produits du sol ou de l'industrie originaires et en provenance du territoire douanier de l'une des Parties contractantes, qui sont importés sur le territoire douanier de l'autre, et qui sont destinés soit à la consommation, soit à la réexpédition, soit au transit, seront soumis, pendant la durée de la présente Convention, au traitement accordé à la nation la plus favorisée. Notamment, ils ne pourront, en aucun cas, être soumis à des droits autres ni plus élevés que ceux qui frappent les produits ou les marchandises de la nation la plus favorisée.

Les exportateurs à destination d'une des Parties contractantes ne seront pas grevés, par l'autre, de droits ou taxes autres ni plus élevés que ceux perçus à l'exportation des mêmes objets dans le pays le plus favorisé à cet égard.

Article 8.

Chacune des Parties contractantes pourra exiger, pour établir le pays d'origine des produits importés, la présentation par l'importateur d'un certificat d'origine constatant que l'article importé est de production et de fabrication nationale dudit pays, ou qu'il doit être considéré comme tel, étant donné la transformation qu'il y a subie.

Les certificats d'origine, établis d'après le modèle que les Parties contractantes se communiqueront ultérieurement, seront délivrés soit par les Ministères compétents en cette matière, soit par la Chambre de Commerce dont relève l'expéditeur, soit par tout autre organe ou groupement que le pays destinataire aura agréé. Le Gouvernement du pays destinataire aura le droit d'exiger la légalisation des certificats d'origine par son représentant diplomatique ou consulaire.

Les colis postaux seront dispensés du certificat d'origine quand le pays destinataire reconnaîtra qu'il ne s'agit pas d'envoi revêtant un caractère commercial.

Article 9.

Les dispositions de l'article 7 ne s'appliquent pas :

1. aux privilèges accordés ou qui pourraient être accordés ultérieurement par une des Parties contractantes dans le trafic frontière avec les pays limitrophes ;
2. aux avantages et faveurs spéciaux existants ou à établir dans l'avenir, en matière de tarifs douaniers et généralement en toute autre matière commerciale, entre la Turquie et les pays qui se sont détachés de l'Empire Ottoman en 1923 ;
3. aux faveurs spéciales que l'Autriche accorderait à la Hongrie ou à la République Tchécoslovaque en application de l'article 222 du Traité de Saint-Germain, à condition que cette disposition soit appliquée dans le délai prévu audit article à toute autre Puissance.

sessing that country's nationality in the territorial waters, inland waters and ports of the other Contracting Party, without being required to furnish any further proof.

The tonnage certificates of the vessels of either Contracting Party shall be accepted in the ports of the other Party and placed on the same footing as the certificates of the other Party, in particular as regards the payment of duties and taxes, provided that the tonnage rules and regulations of the country where the certificate was issued are recognised as being identical with or equivalent to the tonnage rules and regulations governing the issue of certificates in the other country.

Nevertheless, it is agreed that if, owing to the diversity of the regulations and rules in force in the two countries, there is a difference between the Turkish tonnage and the Austrian tonnage, the authorities of the two Parties shall be free to accept or not to accept the tonnage estimate of a vessel and shall have the right to correct it in accordance with the rules and regulations in force among the principal maritime Powers.

Article 7.

All products of the soil or industrial products originating in and coming from the Customs territory of one of the Contracting Parties, which are imported into the Customs territory of the other Party and intended either for consumption or re-export or transit, shall be subject to most-favoured-nation treatment for the duration of the present Convention. In particular, they shall in no case be subject to duties other or higher than those imposed upon the products or goods of the most-favoured nation.

No duties or charges shall be imposed upon exports from one to the other Contracting country other or higher than are levied upon the export of the same articles to the country most favoured in this respect.

Article 8.

In order to determine the country of origin of imported products, each of the Contracting Parties may require the importer to produce a certificate of origin stating that the imported article was produced or manufactured in the country of the importer, or that it should be so considered, having regard to the transformation it has undergone in that country.

Certificates of origin, according to a specimen which the Contracting Parties will communicate to one another later, shall be issued either by the competent Ministries or by the consignor's Chamber of Commerce or by any other organ or group approved by the country of destination. The Government of the latter shall have the right to require endorsement of the certificates of origin by its diplomatic or consular representative.

Parcel-post packages shall be exempt from the requirement of a certificate of origin when the country of destination recognises that the consignment is not of a commercial nature.

Article 9.

The provisions of Article 7 shall not apply :

(1) to privileges granted or which may later be granted by one of the Contracting Parties in frontier trade with neighbouring countries ;

(2) to the special advantages and favours which exist or which may be established in the future as regards Customs tariffs and generally in regard to any other commercial question, between Turkey and the countries detached from the Ottoman Empire in 1923.

(3) to the special favours which Austria may grant to Hungary or the Czechoslovak Republic in application of Article 222 of the Treaty of Saint-Germain, provided that this clause is extended to all other Powers within the period prescribed in the said article.

Article 10.

Les Parties contractantes se garantissent réciproquement sur leurs territoires, en tout ce qui concerne les diverses formalités administratives ou autres, rendues nécessaires par l'application des dispositions contenues dans la présente Convention, le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 11.

Les droits et les taxes intérieurs perçus pour le compte de l'Etat, des provinces, des communes ou d'un organisme quelconque, qui grèvent ou qui grèveront la production, la fabrication des marchandises ou la consommation d'un article sur le territoire de l'une des Parties contractantes, ne pourront pas frapper les produits, marchandises ou articles de l'autre, d'une manière plus forte ou plus gênante que les produits, marchandises ou articles indigènes de même espèce.

La présente disposition n'empêchera pas la Turquie de continuer à percevoir dans les mêmes conditions d'égalité entre ses ressortissants et les ressortissants de l'Autriche, les droits de consommation indiqués dans le tableau annexé à la présente Convention (Annexe C), pour les produits et marchandises qui y sont énumérés.

Article 12.

Le trafic des marchandises par chemin de fer entre les Parties contractantes s'effectuera sous le régime de la Convention¹ internationale sur le trafic par chemin de fer, du 14 octobre 1890, avec toutes les conditions et suppléments introduits d'un commun accord par tous les Etats faisant partie de cette Convention.

Les Parties contractantes auront soin, en tant que le change le permettra, d'établir le plus tôt possible des taxes directes, tout au moins pour le trafic des voyageurs et pour celui des marchandises les plus importantes dans les relations les plus usitées.

Les administrations de chemins de fer des Parties contractantes devront prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir l'exécution rapide et sûre du trafic des chemins de fer entre les deux pays.

Les wagons, voitures et les autres moyens servant pour le transport des marchandises, utilisés dans la communication entre les Parties contractantes et dans le transit, sont soumis aux dispositions de la Convention internationale sur l'utilisation réciproque des wagons et à ses prescriptions et conventions supplémentaires ; cependant, les voitures sont soumises aux prescriptions techniques de la Convention sur l'utilisation réciproque des voitures et wagons dans la communication internationale et à ses prescriptions et conventions supplémentaires.

Il est entendu que toutes les dispositions prévues à l'alinéa précédent ne seront appliquées au trafic avec un Etat tiers qu'au cas où un accord concernant la communication directe par chemins de fer aurait été conclu avec cet Etat.

Les personnes, bagages et marchandises, remis au transport sur le territoire de l'une des Parties contractantes et devant être expédiés pour ou à travers le territoire de l'autre à destination du territoire d'une tierce Puissance, ne seront pas traités sur les chemins de fer de l'autre Partie contractante moins favorablement, ni sous le rapport de l'expédition, ni sous celui des prix de transport et des impôts publics grevant les envois par chemins de fer, que les personnes, bagages et marchandises du pays, ou d'un autre pays quelconque, transportés dans les mêmes conditions, sur le même parcours et pour la même direction.

Article 13.

La présente Convention entrera en vigueur un mois après la date de l'échange des ratifications et aura la durée d'une année. Si la Convention n'est pas dénoncée par l'une ou l'autre des Hautes

¹ De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome XIX, p. 289, tome XXII, page 517, tome XXIV, page 562, tome XXX, page 184, et troisième série, tome III, 920.

Article 10.

The Contracting Parties guarantee to each other most-favoured-nation treatment in their territories as regards the various administrative or other formalities rendered necessary by the application of the provisions of the present Convention.

Article 11.

The internal duties and taxes levied on behalf of the Government, of provincial administrations, the communes or any other organisation, and which are or may be imposed upon the production and manufacture of goods or upon the consumption of an article in the territory of one of the Contracting Parties, shall not weigh more heavily upon the products, goods or articles of the other Party than upon native products, goods or articles of the same kind.

The present provision shall not prevent Turkey from continuing to exact in equal degree from her own nationals and Austrian nationals the consumption taxes specified in the table annexed to the present Convention (Annex C) and imposed upon the products and goods therein enumerated.

Article 12.

Railway goods traffic between the Contracting Parties shall come under the regime of the International Convention¹ regarding the Transport of Goods by Rail, dated October 14, 1890, together with all the conditions and supplementary clauses introduced by joint agreement between all the States taking part in this Convention.

The Contracting Parties shall take steps, as far as the rate of exchange will allow, to establish as soon as possible through tariffs, at least for passenger traffic and for traffic in the most important goods along the main routes.

The railway administrations of the Contracting Parties shall take all the necessary steps to ensure rapid and safe railway communication between the two countries.

The trucks, carriages and other rolling-stock employed in traffic between the countries of the Contracting Parties and in transit shall be subject to the provisions of the International Convention with regard to the reciprocal use of rolling-stock and to the provisions and agreements supplementing that Convention; the carriages, however, shall be subject to the technical provisions of the Convention with regard to the reciprocal use of carriages and trucks in international traffic and to the provisions and agreements supplementing that Convention.

It is agreed that all the provisions referred to in the foregoing paragraph shall only be applied to traffic with a third State in the event of an agreement regarding through communication by rail having been concluded with that State.

Passengers, baggage and goods accepted for conveyance in the territory of one of the Contracting Parties and having to be conveyed to or through the territory of the other Party in transit to the territory of a third Power shall receive from the railways of the other Contracting Party treatment, whether as regards conveyance of the price of conveyance or the public imposts levied upon consignments by rail, not less favourable than that accorded to the passengers, baggage and goods of the country concerned or of any other country which are conveyed under the same conditions over the same distance and in the same direction.

Article 13.

The present Convention shall enter into force one month after the date of the exchange of ratifications and shall remain in force for one year. Unless denounced by one or other of the

¹ British and Foreign State Papers, vol. 82, page 771, vol. 87, page 806, and vol. 92, page 433.

Parties contractantes au moins six mois avant l'expiration de ladite période d'une année, elle restera en vigueur jusqu'à ce qu'elle soit dénoncée, cette dénonciation ne devant produire ses effets qu'après l'expiration d'un délai de six mois.

Article 14.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Angora aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y'ont apposé leurs sceaux.

Fait en double, à Constantinople, le 28 janvier 1924.

(L.S.) KRAL m. p.

(L.S.) Dr ADNAN m. p.

ANNEXE A.

CARTE DE LÉGITIMATION
pour voyageurs de commerce.

Pour l'année

N° de la carte

(Armoiries.)

Valable pour des voyages à l'étranger.

Porteur (prénom et nom de famille)

Fait à le (jour, mois, année)

(Sceau.)

(Autorité compétente.)

(Signature.)

Il est certifié que le porteur de la présente carte possède un (désignation de la fabrique ou du commerce)
à sous la raison
est employé, comme voyageur de commerce, dans la maison à
qui y possède un (désignation de la fabrique ou du commerce)

Le porteur de la présente carte désirant rechercher des commandes et faire des achats pour le compte de sa maison, ainsi que de la maison suivante (désignation de la fabrique ou du commerce) à des maisons suivantes
. il est certifié, en outre, que ladite maison est tenue d'acquitter dans ce pays-ci les impôts légaux pour l'exercice de leur commerce (industrie).

Signalement du porteur :

Age :

Taille :

Cheveux :

Signes particuliers :

(Signature) :

High Contracting Parties at least six months before the expiration of the said year, it shall remain in force until it is so denounced, such denunciation not taking effect until after the expiration of six months.

Article 14.

The present Convention shall be ratified and the ratifications exchanged at Angora as soon as possible.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate, at Constantinople, on January 28, 1924.

(L.S.) (Signed) KRAL.

(L.S.) (Signed) DR. ADNAN.

ANNEX A.

TRADING LICENCE FOR COMMERCIAL TRAVELLERS.

Year No

(Arms)

Valid for foreign travel.

Bearer (Christian name and surname)

Issued at on (day, month, year)

(Seal)

(Competent authority)

(Signature)

It is hereby certified that the bearer possesses a (designation of factory or business) at trading in the name of is a commercial traveller in the service of the firm of at which possesses there a (name of factory or business)

It is further declared, since the bearer proposes to solicit custom and to make purchases on behalf of his firm and likewise of the following firm(s) (description of factory or business) at that the legally established taxes have to be paid in respect of the commercial activities of the aforementioned firm(s) in this country.

Description of Bearer :

Age :
Height
Hair :
Special characteristics :

(Signature)

Avis.

Le porteur de la présente carte ne pourra rechercher des commandes ou faire des achats autrement qu'en voyageant et pour le compte de la maison susmentionnée. Il pourra avoir avec lui des échantillons, mais point de marchandises. Il se conformera, d'ailleurs, aux dispositions en vigueur dans chaque Etat.

ANNEXE B.

Il est certifié que M porteur de la présente carte, désirant se rendre avec ses marchandises aux foires et marchés en (pour les ressortissants autrichiens : en Turquie, pour les ressortissants turcs : en Autriche) est domicilié à et qu'il est tenu d'acquitter les taxes et impôts légaux pour l'exercice de son commerce ou industrie.

Le présent certificat est valable pour un délai de mois.

(Lieu, date, signature, sceau de l'autorité qui a établi le certificat.)

ANNEXE C.

TAXES DE CONSOMMATIONS.

Thé	40	Piastres par kilo
Café	20	» » »
Pétrole	6	» » »
Riz	10	» » »
Margarine, oléomargarine et autres graisses animales	80	» » »
Bougies de stéarine	30	» » »
Savon ordinaire	5	» » »
Sacs neufs et usagés	5	» » »
Epices	30	» » »
Allumettes	1/2	» la boîte de 60 allumettes
Allumettes bougies	1	» la boîte de 60 allumettes
Papiers à cigarettes	1	» 50 feuilles
Briquets	25	» par briquet
Sucre	15	» par kilo
Chocolats	}	soumis à une taxe de consommation d'après le pourcentage du sucre contenu.
Biscuits		
Lait condensé		
Confiserie et glucose		
Boissons non alcooliques, gazeuses et limonades	}	
Tous autres produits sucrés		
Tombac	40	Piastres par kilo.

PROCÈS-VERBAL I.

Au moment de procéder à la signature de la Convention de Commerce entre l'Autriche et la Turquie, les Plénipotentiaires soussignés sont tombés d'accord pour faire les précisions suivantes :

Il est entendu que les dispositions de l'Article 1, point 4, et de l'Article 2-c sont applicables aussi bien aux monopoles existant actuellement qu'à ceux à créer dans l'avenir.

Vu que l'Article 7 de ladite Convention de Commerce accorde aux produits du sol et de l'industrie des Parties contractantes le traitement de la nation la plus favorisée, les Parties contractantes

The bearer is only entitled to solicit custom and to make purchases as a commercial traveller and on behalf of the aforementioned firm(s). He may take with him samples, but not goods. Further, he must comply with the regulations in force in each State.

ANNEX B.

It is hereby certified that M, the bearer, who desires to travel with his goods to fairs and markets in (in the case of Austrian nationals, in Turkey; in the case of Turkish nationals, in Austria) resides at and that he has to pay the legally established taxes and imposts in respect of his commercial or industrial activities.

This certificate is valid for a period of months.

(Place, date, signature and seal of authority issuing the certificate.)

ANNEX C.

CONSUMPTION TAXES.

Tea	40	piastres	per kilo.
Coffee	20	»	»
Petroleum	6	»	»
Rice	10	»	»
Margarine, oleomargarine and other animal fats	80	»	»
Candles, stearin	30	»	»
Ordinary soap	5	»	»
Sacks, old and new	5	»	»
Spices	30	»	»
Matches	1/2	»	» box of 60 matches
Wax matches	1	»	» box of 60 matches
Cigarette paper	1	»	per 50 sheets
Lighters	25	»	per lighter
Sugar	15	»	per kilo.
Chocolate	}	Subject to a consumption tax according to percentage of sugar they contain.	
Biscuits			
Condensed milk			
Sweet stuffs and glucose.			
Non-alcoholic beverages (gaseous and lemonades)			
Other products containing sugar.	}		
Tombac . . . . .				40	piastres	per kilo.

PROCÈS-VERBAL I.

At the moment of signing the Commercial Convention between Austria and Turkey, the undersigned Plenipotentiaries have agreed upon the following statements :

It is agreed that the provisions of Article 1 (4) and of Article 2 (c) shall apply both to existing monopolies and to those that may hereafter be created.

Whereas Article 7 of the present Commercial Convention grants most-favoured-nation treatment to the products of the soil and industrial products of the Contracting Parties, the latter hereby

constatent que l'établissement, pour cause de dépréciation du change, des surtaxes ou des coefficients de majoration des droits d'entrée, frappant les produits du sol et de l'industrie de l'autre Partie et qui ne s'appliqueraient pas à tous les autres pays, seraient contraires à l'esprit de la présente Convention.

Fait en double, à Constantinople, le 28 janvier 1924.

KRAL m. p.

Dr ADNAN m. p.

PROCÈS-VERBAL II.

Au cours de la discussion de l'Article 7, la Délégation turque ayant demandé des faveurs spéciales pour certains articles d'exportation turcs, le Plénipotentiaire d'Autriche a confirmé que l'écume de mer et la vallonée figurant parmi ces articles sont actuellement exempts du droit d'entrée en Autriche et que, d'après toute probabilité, il n'y aura pas de changement dans cet état de choses.

Fait en double, à Constantinople, le 28 janvier 1924.

KRAL m. p.

Dr ADNAN m. p.

declare that it would be contrary to the spirit of the present Convention for one Party to establish, by reason of a depreciation in the exchange, any surcharges or coefficients of increase on the import duties levied upon the products of the soil and industrial products of the other Party, unless such charges are applied also to all other countries.

Done in duplicate, at Constantinople, on January 28, 1924.

(Signed) KRAL.

(Signed) DR. ADNAN.

PROCÈS-VERBAL II.

Whereas during the discussion of Article 7 the Turkish Delegation demanded special privileges in regard to certain Turkish articles of export, the Austrian Plenipotentiary has confirmed the fact that meerschaum and vallonina, which figure among these articles, are at present exempt from import duty in Austria and that there is no likelihood of any change being made in this respect.

Done in duplicate, at Constantinople, on January 28, 1924.

(Signed) KRAL.

(Signed) DR. ADNAN.

N° 824.

ALLEMAGNE ET POLOGNE

Convention relative aux questions
d'option et de nationalité, signée
à Vienne, le 30 août 1924.

GERMANY AND POLAND

Convention concerning Questions of
Option and Nationality, signed at
Vienna, August 30, 1924.

No. 824. — CONVENTION¹ GERMANO-POLONAISE RELATIVE AUX
QUESTIONS D'OPTION ET DE NATIONALITÉ, SIGNÉE A VIENNE,
LE 30 AOUT 1924.

*Texte officiel français communiqué par la Délégation polonaise auprès de la Société des Nations.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 10 février 1925.*

LA POLOGNE, d'une part et L'ALLEMAGNE, d'autre part, animées du désir de régler les questions relatives au changement de nationalité des anciens ressortissants allemands résultant des art. 3, 4 et 5 du Traité, signé à Versailles, le 28 juin 1919, entre les Principales Puissances alliées et associées et la Pologne, ainsi que de certaines dispositions de l'art. 91 du Traité, signé à Versailles, le 28 juin 1919, entre les Puissances alliées et associées et l'Allemagne, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires :

LA POLOGNE :

M. Witold PRĄDZYŃSKI, docteur en droit, Président de l'Office de la Prokuratorja Generalna,

L'ALLEMAGNE :

M. Theodor LEWALD, docteur en droit, Conseiller intime actuel, Secrétaire d'Etat en disponibilité,

lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont, sous la présidence de M. Georges KAECKENBEECK, D.C.L. Président du Tribunal arbitral de Haute Silésie, et en se basant sur la sentence arbitrale rendue par lui le 10 juillet 1924, convenu des stipulations suivantes :

Article 1.

Le Traité signé à Versailles, le 28 Juin 1919 entre les principales Puissances alliées et associées et la Pologne est désigné dans la présente Convention comme « Traité du 28 juin 1919 » ; le Traité signé à Versailles, le 28 juin 1919, entre les Puissances alliées et associées et l'Allemagne y est désigné comme « Traité de Versailles ».

CHAPITRE PREMIER

Article 2.

Pour la présente Convention, on entend par ressortissants allemands, au sens des art. 3 et 4 du Traité du 28 juin 1919 et de l'art. 91 du Traité de Versailles, les personnes qui possédaient cette qualité à la date du 10 janvier 1920.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 31 janvier 1925.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 824. — GERMAN-POLISH CONVENTION ² CONCERNING QUESTIONS OF OPTION AND NATIONALITY, SIGNED AT VIENNA, AUGUST 30, 1924.

French official text communicated by the Polish Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place February 10, 1925.

POLAND, of the one part, and GERMANY, of the other, being desirous of settling questions concerning the change of nationality for former German nationals arising out of Articles 3, 4 and 5 of the Treaty signed at Versailles on June 28, 1919; between the Principal Allied and Associated Powers and Poland, as well as of certain provisions of Article 91 of the Treaty signed at Versailles on June 28, 1919, between the Allied and Associated Powers and Germany, have appointed as their Plenipotentiaries :

POLAND :

M. Witold PRĄDZYŃSKI, Doctor of Law, President of the Office of the Prokuratorja Generalna.

GERMANY :

M. Theodor LEWALD, Doctor of Law, Geheimrat, former Secretary of State,

who, having communicated their full powers, found in good and due form, under the presidency of M. Georges KAECKENBEECK, D.C.L., President of the Arbitral Tribunal for Upper Silesia, and on the basis of his arbitral decision of July 10, 1924, have agreed as follows :

Article 1.

The Treaty signed at Versailles on June 28, 1919, between the Principal Allied and Associated Powers and Poland shall be referred to in the present Convention as the " Treaty of June 28, 1919 " ; the Treaty signed at Versailles on June 28, 1919, between the Allied and Associated Powers and Germany shall be herein referred to as the " Treaty of Versailles " .

PART I.

Article 2.

For the purposes of the present Convention, " German nationals ", within the meaning of Articles 3 and 4 of the Treaty of June 28, 1919, and of Article 91 of the Treaty of Versailles, shall be understood to mean persons who were in possession of this status on January 10, 1920.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Warsaw, January 31, 1925.

Article 3.

1. Les mots « le territoire qui est ou sera reconnu comme faisant partie de la Pologne » (art. 3 et 4 du Traité du 28 juin 1919) se rapportent au territoire entier de la Pologne.

2. Les Parties contractantes sont d'accord que les dispositions de l'art. 91 du Traité de Versailles se rapportent également au territoire entier de la Pologne, sans préjudice du point de savoir si cette interprétation découle ou non des termes de cet article : « territoire reconnu comme faisant définitivement partie de la Pologne », « l'un des territoires reconnus comme faisant partie de la Pologne ».

Article 4.

Les ressortissants allemands sont domiciliés, au sens des aliénas 1, 2 et 3 de l'art. 91 du Traité de Versailles et de l'art. 3 du Traité du 28 juin 1919, dans le territoire déterminé à l'art. 3 de la présente Convention, lorsque, conformément aux dispositions qui suivent, ils y ont créé leur domicile et ne l'ont pas abandonné.

§ 1.

1. Le domicile est créé lorsqu'un ressortissant allemand s'est établi dans le territoire susmentionné de manière à y poursuivre la réalisation des buts qu'il s'est proposé pour l'existence et qu'il y réside habituellement et de façon régulière sans intention de quitter.

2. Une résidence habituelle et régulière implique une résidence pendant une partie substantielle du temps.

§ 2.

1. Le domicile est abandonné lorsque l'établissement à pris fin et que le ressortissant allemand en question a quitté le territoire susmentionné sans esprit de retour.

2. Du fait que l'établissement a pris fin résulte la présomption de l'absence d'esprit de retour. Toutefois l'esprit de retour est présumé lorsque l'intéressé s'était réétabli au plus tard le 10 janvier 1920 dans la localité qu'il habitait avant d'avoir abandonné son établissement. La même présomption a lieu lorsque l'intéressé s'était réétabli au plus tard le 10 janvier 1920 dans le territoire cédé par l'Allemagne et que

- a) pendant la période d'abandon de l'établissement, ses parents, ou en cas de dissolution du mariage, l'un d'entre eux, étaient domiciliés dans ledit territoire ; ou que
- b) depuis son premier établissement avant le 1^{er} janvier 1908 dans ledit territoire jusqu'au 10 janvier 1920, il y avait été établi au moins pendant dix ans après l'accomplissement de sa dix-huitième année.

§ 3.

1. Des résidences d'un caractère passager ou pour des buts d'agrément, tels que villégiature, inscension d'une exploitation, chasse, ne créent pas de domicile.

2. Il en est de même de résidences pour des buts accessoires ; seront considérés comme tels notamment le fréquentation d'écoles de tous les degrés, la préparation ou l'instruction professionnelle, le stage comme assistant ou candidat, le service militaire obligatoire ou la participation à la guerre.

Article 3.

(1) The words " the territory which is or may be recognised as forming part of Poland " (Articles 3 and 4 of the Treaty of June 28, 1919) shall refer to the whole territory of Poland.

(2) The Contracting Parties are agreed that the provisions of Article 91 of the Treaty of Versailles shall also refer to the whole territory of Poland, without prejudice to the question whether or not this interpretation follows from the wording in this article " territories recognised as forming part of Poland " and " any of the territories recognised as forming part of Poland ".

Article 4.

German nationals shall be considered as habitually resident within the meaning of paragraphs 1, 2 and 3 of Article 91 of the Treaty of Versailles and Article 3 of the Treaty of June 28, 1919, in the territory defined in Article 3 of the present Convention, when, in conformity with the provisions hereinafter contained, they shall have established their habitual residence there and shall not have abandoned it.

Paragraph 1.

(1) Habitual residence shall have been established when a German national shall have settled in the aforementioned territory in order to carry on there the pursuit of his chosen objects in life, and shall be residing there habitually and regularly without any intention of leaving.

(2) Habitual and regular residence implies residence for a substantial proportion of the time.

Paragraph 2.

(1) Habitual residence shall be considered to be abandoned when the establishment has been brought to an end and the German national in question has left the above-mentioned territory without the intention of returning.

(2) The fact that the establishment has been brought to an end gives rise to a presumption of absence of the intention to return. On the other hand, an intention to return shall be presumed when the person concerned shall have re-established himself not later than January 10, 1920, in the centre where he shall have been living before he gave up his establishment. A like presumption arises where the person concerned has re-established himself not later than January 10, 1920, in the territory surrendered by Germany, and where :

- (a) during the period of establishment his parents, or, in case the marriage has been dissolved, one of his parents, had been habitually resident in the said territory ; or where
- (b) between his first settling in the said territory prior to January 1, 1908, and January 10, 1920, he had been established there for at least 10 years after reaching his eighteenth year.

Paragraph 3.

(1) Residence of a temporary nature, or for purposes of pleasure, such as country visiting, inspection of an undertaking, pursuit of game, shall not be regarded as constituting habitual residence within the meaning of the present Convention.

(2) The same applies to residence for secondary purposes ; as such will be considered, in particular, attendance at schools of all kinds, professional training or preparation, probation as " assistant " or " candidate ", compulsory military service or participation in the war.

3. Lorsque l'établissement a été abandonné pour la poursuite de buts accessoires, tels que ceux visés à l'alinéa 2 du présent paragraphe, la conservation du domicile est présumée, si l'intéressé s'était réétabli au plus tard le 10 janvier 1920 dans le territoire déterminé à l'art. 3 de la présente Convention.

§ 4.

Pour la présente Convention, les dispositions des paragraphes qui précèdent s'appliquent également au domicile des parents visés à l'art. 4 du Traité du 28 juin 1919.

Article 5.

1. Dans la mesure où, d'après les stipulations de la présente Convention, un domicile est requis pour acquérir la nationalité polonaise, il faut et il suffit que les conditions prévues à l'art. 4 de la présente Convention soient ou aient été remplies dans le territoire déterminé à l'art. 3 de la présente Convention, même si elles le sont également dans un autre territoire.

2. Si, à la date du 10 janvier 1920, une personne a acquis la nationalité polonaise, cette acquisition s'est faite à l'exclusion de la nationalité allemande, même si, outre son domicile en Pologne, elle possédait un domicile en Allemagne.

Article 6.

1. Les ressortissants allemands ont acquis de plein droit, à l'exclusion de la nationalité allemande, la nationalité polonaise en vertu de l'art. 91 du Traité de Versailles et de l'art. 3 du Traité du 28 juin 1919, s'ils ont été domiciliés dans le territoire déterminé à l'art. 3 de la présente Convention, depuis au moins le 1^{er} janvier 1908 jusqu'au 10 janvier 1920.

2. Les autres ressortissants allemands domiciliés à la date du 10 janvier 1920 dans le territoire susmentionné ne pourront acquérir la nationalité polonaise qu'avec une autorisation spéciale de l'Etat polonais.

Article 7.

§ 1.

1. Les ressortissants allemands nés sur le territoire déterminé à l'art. 3 de la présente Convention, de parents qui, au moment de la naissance, étaient domiciliés dans ce territoire, ont acquis la nationalité polonaise de plein droit, qu'ils fussent ou non domiciliés eux-mêmes dans ce territoire le 10 janvier 1920.

2. Toutefois, si les deux parents ont établi leur domicile dans ce territoire postérieurement au 1^{er} janvier 1908, ces ressortissants allemands n'ont pas acquis la nationalité polonaise.

§ 2.

Les ressortissants allemands qui ont acquis la nationalité polonaise conformément au § 1 du présent article, ont perdu cette nationalité et conservé la nationalité allemande, lorsque :

- a) ils ont fait régulièrement la renonciation prévue à l'alinéa 2 de l'art. 4 du Traité du 28 juin 1919 ; ou que
- b) ils ont fait, auprès des autorités prévues dans ce même alinéa, une déclaration formelle de renonciation entre le 11 janvier 1922 et le 10 juillet 1924, ou que

(3) Where the establishment shall have been given up in the pursuit of secondary objects, such as those referred to under (2) of the present paragraph, maintenance of habitual residence shall be presumed, if the person concerned shall have re-established himself in the territory defined in Article 3 of the present Convention not later than January 10, 1920.

Paragraph 4.

For the purposes of the present Convention the provisions of the preceding paragraphs apply also to the habitual residence of parents referred to in Article 4 of the Treaty of June 28, 1919.

Article 5.

(1) To the extent to which, according to the stipulations of the present Convention, habitual residence is required for the acquisition of Polish nationality, it is necessary and sufficient that the conditions laid down in Article 4 of the present Convention shall be or shall have been fulfilled in the territory defined in Article 3 of the present Convention, even if these conditions have also been complied with in another territory.

(2) If by January 10, 1920, a person shall have acquired Polish nationality, he shall have thereby lost his German nationality, even if, in addition to his habitual residence in Poland, he shall have possessed an habitual residence in Germany.

Article 6.

(1) German nationals have acquired Polish nationality *ipso facto*, and lost their German nationality, in virtue of Article 91 of the Treaty of Versailles and Article 3 of the Treaty of June 28, 1919, if they were habitually resident in the territory defined in Article 3 of the present Convention at least from January 1, 1908, to January 10, 1920.

(2) Other German nationals habitually resident in the above-mentioned territory on January 10, 1920, shall not be able to acquire Polish nationality without a special authorisation from the Polish State.

Article 7.

Paragraph 1.

(1) German nationals born in the territory defined in Article 3 of the present Convention, of parents who, at the time of the birth, were habitually resident in that territory, shall have acquired Polish nationality *ipso facto*, whether or not they were themselves habitually resident in that territory on January 10, 1920.

(2) Nevertheless, if both parents shall have established their habitual residence in this territory subsequent to January 1, 1908, these German nationals shall not have acquired Polish nationality.

Paragraph 2.

German nationals who shall have acquired Polish nationality in accordance with paragraph 1 of the present article shall have lost this nationality and retained German nationality, if :

- (a) they shall have made the declaration of abandonment provided in paragraph 2 of article 4 of the Treaty of June 28, 1919; or if
- (b) they shall have made to the authorities provided for in that same paragraph a formal declaration of abandonment at some time between January 11, 1922, and July 10, 1924; or if

- c) habitant le territoire polonais le 10 janvier 1920, ils ont quitté ce territoire entre cette date et le 10 juillet 1924 dans des conditions indiquant l'intention d'émigrer ; ou que
- d) s'ils n'avaient pas déjà possédé la nationalité allemande, ils l'auraient acquise après le 10 janvier 1920 en vertu de la législation allemande ou que
- e) ils sont restés au service du Reich, d'un Etat allemand ou d'une commune allemande après le 10 janvier 1922.

§ 3.

1. Seront considérés comme ayant, à la date du 10 janvier 1922, renoncé à la nationalité polonaise, les ressortissants allemands qui, ayant acquis la nationalité polonaise conformément au § 1, et ne tombant pas sous le § 2 du présent article ne sont pas rentrés en Pologne avant le 10 juillet 1924, à moins qu'ils ne réclament, avant le 28 février 1925, auprès des autorités polonaises prévues à l'alinéa 2 de l'art. 4 du Traité du 28 juin 1919, la nationalité polonaise et qu'ils ne prouvent que

- a) ils ont fait, avant le 10 juillet 1924, des démarches auprès des autorités polonaises compétentes, y compris les consulats, pour se voir reconnaître la nationalité polonaise, à condition qu'ils aient fait leur demande par écrit ou qu'ils aient reçu soit un refus écrit, soit une réponse écrite équivalant à un refus ; ou que
- b) leur père ou leur mère sont, à la date de la réclamation, domiciliés dans le territoire déterminé à l'art. 3 de la présente Convention ; ou que
- c) à la date de la réclamation, ils possèdent dans ledit territoire soit un bien-fonds rural, soit un autre bien-fonds habité par eux ou par leurs parents depuis au moins dix ans.

2. Le Gouvernement polonais fera connaître au Gouvernement allemand, par la voie diplomatique, les personnes qui auront conservé la nationalité polonaise en conséquence de la réclamation.

§ 4.

Les ressortissants allemands qui conservent la nationalité polonaise conformément au présent article, perdent la nationalité allemande.

§ 5.

Les ressortissants allemands qui remplissent en même temps les conditions requises par l'art. 3 du Traité du 28 juin 1919 (Art. 91 du Traité de Versailles) et celles de l'art. 4 du Traité du 28 juin 1919 ont acquis, à la date du 10 janvier 1920, la nationalité polonaise de plein droit à l'exclusion de la nationalité allemande.

Article 8.

§ 1.

1. La femme mariée à la date du 10 janvier 1920 a acquis la nationalité polonaise lorsqu'elle remplit en son propre chef les conditions requises pour cette acquisition, encore que son époux ne les remplisse pas. Toutefois, la nationalité polonaise ainsi acquise est considérée comme perdue au profit de nationalité de l'époux le 31 janvier 1920, si le mariage subsiste encore à cette date.

2. La femme mariée à la date du 10 janvier 1920 n'a pas acquis la nationalité polonaise lorsqu'elle ne remplit pas en son propre chef les conditions requises pour cette acquisition, encore que son époux les remplisse. Toutefois, la nationalité polonaise acquise par l'époux est considérée comme s'étendant à sa femme le 31 janvier 1920, si le mariage subsiste encore à cette date.

- (c) although inhabiting Polish territory on January 10, 1920, they have left this territory between that date and July 10, 1924, in circumstances indicating the intention to emigrate ; or if
- (d) they would have acquired German nationality after January 10, 1920, in virtue of German legislation if they had not had it already ; or if
- (e) they shall have remained in the service of the Reich or of a German State or Commune after January 10, 1922.

Paragraph 3.

(1) German nationals who, having acquired Polish nationality in accordance with paragraph 1 and not coming under paragraph 2 of this article, shall not have returned to Poland before July 10, 1924, shall be considered as having, on January 10, 1922, abandoned their Polish nationality, unless before February 28, 1925, they shall have claimed Polish nationality before the Polish authorities referred to in paragraph 2 of Article 4 of the Treaty of June 28, 1919, and shall have proved that :

- (a) prior to July 10, 1924, they had made application to the competent Polish authorities, including consulates, for recognition of their Polish nationality, provided always that they shall have made such application in writing or that they shall have received either a written refusal or a written answer equivalent to a refusal ; or
- (b) that one of their parents is, at the date of application, habitually resident in the territory specified in Article 3 of the present Convention ; or
- (c) that at the date of such application they possess in the aforesaid territory either rural property or other property which has been occupied by them or their parents for at least ten years.

(2) The Polish Government shall communicate to the German Government, through diplomatic channels, the names of persons retaining Polish nationality as a result of such application.

Paragraph 4.

German nationals who retain their Polish nationality under the present Article shall lose their German nationality.

Paragraph 5.

German nationals who satisfy both the requirements of Article 3 of the Treaty of June 28, 1919 (Article 91 of the Treaty of Versailles), and those of Article 4 of the Treaty of June 28, 1919, shall be deemed to have, on January 10, 1920, *ipso facto*, acquired Polish nationality and lost their German nationality.

Article 8.

Paragraph 1.

(1) Any woman who was of married status on January 10, 1920, shall be deemed to have acquired Polish nationality if she satisfies in her own person the conditions necessary for the acquisition thereof, even if her husband does not satisfy them. Nevertheless, Polish nationality so acquired shall be deemed to have been lost and the nationality of the husband acquired, on January 31, 1920, if the marriage shall still have subsisted at that date.

(2) Any woman who was of married status on January 10, 1920, shall not be deemed to have acquired Polish nationality if she does not satisfy in her own person the conditions necessary for the acquisition thereof, even if her husband satisfies them. Nevertheless, the Polish nationality acquired by the husband shall be considered as extending to the wife as from January 31, 1920, if the marriage shall still have subsisted at that date.

§ 2.

Les ressortissants allemands âgés de moins de dix-huit ans à la date du 10 janvier 1920 suivent la condition de leur père s'ils sont enfants légitimes et celle de leur mère s'ils sont enfants illégitimes. Toutefois, s'ils remplissent en leur propre chef les conditions requises par l'art. 4 du Traité du 28 juin 1919, ils ont acquis la nationalité polonaise sous réserve de l'art. 7, § 1, alinéa 2 de la présente Convention, même si leur père ou leur mère ne remplissent pas les conditions requises pour l'acquisition de la nationalité polonaise.

CHAPITRE II.

Article 9.

1. Pour opter valablement, il fallait :

1. être âgé d'au moins dix-huit ans ;
2. avoir acquis de plein droit la nationalité polonaise en vertu de l'art. 3 du Traité du 28 juin 1919 (art. 91, alinéa 1 du Traité de Versailles) ;
3. avoir fait, avant le 11 janvier 1922, une déclaration d'option soit devant les autorités polonaises, soit devant les autorités allemandes, désignées comme compétentes à cet effet.

2. Lorsqu'un intéressé qui a déclaré sa volonté de perdre la nationalité polonaise remplit à la fois les conditions prévues à l'art. 3 du Traité du 28 juin 1919 (art. 91 du Traité de Versailles) et celles prévues à l'art. 4 du Traité du 28 juin 1919, il est optant et non renonçant. Une désignation erronée de la déclaration ne porte pas atteinte à son caractère juridique.

Article 10.

1. Les déclarations d'option ne peuvent être révoquées.

2. En ce qui concerne leur annulabilité sur demande de leurs auteurs pour raison de maladie mentale, d'ivresse, de menaces, de contrainte, d'erreur essentielle ou autres défauts de volonté, elles doivent être considérées du même point de vue et traitées de la même manière que les autres déclarations de volonté relatives au droit public interne. Les demandes en annulation ressortissent des autorités administratives ou judiciaires du pays dont les autorités ont reçu la déclaration.

3. L'annulation d'une déclaration faite devant les autorités d'une des deux Parties ne préjudicie en rien la validité d'une déclaration de la même personne auprès des autorités de l'autre Partie.

Article 11.

§ 1.

1. Les Parties contractantes s'engagent à se communiquer mutuellement par la voie diplomatique avant le 1^{er} décembre 1924 les listes des personnes restées en territoire polonais et qui ont fait une déclaration d'option que les autorités compétentes considèrent comme valable à la lumière de la présente Convention. Les listes indiqueront aussi les personnes auxquelles l'option étend ses effets. Les personnes dont la déclaration d'option aurait, conformément aux dispositions de l'art. 10 de la présente Convention, été annulée avant la communication des listes, n'y seront pas mentionnées.

Paragraph 2.

German nationals who were under 18 years of age on January 10, 1920, shall follow the nationality of their father if they are legitimate children and that of their mother if they are illegitimate children. If, however, they satisfy in their own persons the requirements of Article 4 of the Treaty of June 28, 1919, they shall be deemed to have acquired Polish nationality, subject to Article 7, paragraph 1, clause 2, of the present Convention, even if their father or mother does not satisfy the conditions necessary for the acquisition thereof.

CHAPTER II.

Article 9.

(1) To have opted validly, it is necessary :

- (1) to have been at least 18 years of age ;
- (2) to have acquired Polish nationality *ipso facto* under Article 3 of the Treaty of June 28, 1919 (Article 91, paragraph 1, of the Treaty of Versailles) ;
- (3) to have made before January 11, 1922, a declaration of option, either before the Polish authorities or before the German authorities designated as competent for this purpose.

(2) Where any person who has signified his will to lose Polish nationality satisfies both the requirements of Article 3 of the Treaty of June 28, 1919 (Article 91 of the Treaty of Versailles), and those of Article 4 of the Treaty of June 28, 1919, he shall be regarded as having opted and not as having abandoned his nationality. Any error of designation made in the declaration shall not affect its juristic nature.

Article 10.

(1) Declarations of option cannot be revoked.

(2) In regard to their liability to annulment at the request of their authors on the ground of mental disorder, drunkenness, threats or compulsion, mistake or other circumstances negating freedom of choice, these declarations must be considered on the same footing and treated in the same manner as other declarations of will appertaining to internal public law. Applications for annulment shall be made to the administrative or legal authorities of the country whose authorities received the declaration.

(3) The annulment of a declaration made before the authorities of one of the two Parties shall in no way affect the validity of a declaration made by the same person before the authorities of the other Party.

Article 11.

Paragraph 1.

(1) The Contracting Parties undertake to communicate to one another through the diplomatic channel, before December 1, 1924, lists of all persons who have remained in Polish territory and who have made a declaration of option which the competent authorities consider to be valid under the terms of the present Convention. Such lists shall further specify the persons covered by the option. Any person whose declaration of option shall, in conformity with the provisions of Article 10 of the present Convention, have been annulled before these lists have been communicated shall not be included therein.

2. Pour l'identification des optants, les listes contiendront les noms, prénoms, professions et adresses.

3. Le cas échéant, les voïvodes polonais et les consuls allemands se prêteront assistance mutuelle pour l'échange des informations nécessaires, notamment en ce qui concerne les déclarations d'option.

§ 2.

1. Si, à la suite de la communication des listes, l'une des Parties contractantes relève des cas constituant à son avis des infractions aux stipulations des Traités, elle pourra transmettre ses observations à l'autre Partie par la voie diplomatique.

2. Chaque Partie s'engage à examiner ces observations aussitôt que possible et, si elles sont fondées, à les reconnaître, et, éventuellement, à rétablir l'intéressé dans son statut légitime.

3. La présentation d'observations par une des Parties contractantes n'a pas d'effet suspensif.

Article 12.

§ 1.

1. Les personnes figurant sur une des listes prévues à l'art. 11 de la présente Convention seront obligées de transférer leur domicile de Pologne en Allemagne, à moins que leur déclaration d'option ne soit annulée pour défaut de volonté conformément à l'art. 10 de la présente Convention, ou que ces personnes ne soient rétablies dans leur statut légitime conformément à l'art. 11, § 2, alinéa 2 de la présente Convention ; ce transfert aura lieu au plus tard :

1. le 1^{er} août 1925 pour les personnes qui ne possèdent pas en territoire polonais de biens immobiliers ;

2. le 1^{er} novembre 1925 pour les personnes dont les biens immobiliers se trouvent situés dans le rayon d'une place fortifiée, tel qu'il est déterminé à la date du 10 juillet 1924, ou dans une zone frontière de 10 km. de largeur ;

3. le 1^{er} juillet 1926 pour les personnes qui ont des biens immobiliers en territoire polonais en dehors du rayon d'une place fortifiée ou de la zone frontière de 10 km.

2. Les détails accordés par le présent article ne portent pas préjudice au droit du Gouvernement polonais de procéder à l'expulsion d'optants qui se comporteraient en étrangers indésirables.

§ 2.

1. Pour informer personnellement les optants de leur obligation de quitter le territoire polonais dans les délais fixés ci-dessus, les autorités polonaises feront parvenir, entre le 1^{er} janvier et le 28 février 1925, aux personnes qui ont fait une déclaration d'option un rappel qui désignera également les personnes auxquelles l'option étend ses effets. Le fait que des observations, prévues à l'art. 11 de la présente Convention, sont en discussion, n'empêche pas le rappel d'être fait dans le délai susindiqué.

2. Les rappels notifiés par les autorités polonaises après le 28 février 1925 à des optants qui ne figureraient pas sur les listes, seront portés par la voie diplomatique à la connaissance du Gouvernement allemand. La communication de ces rappels sera traitée de la même manière que la communication des listes.

3. Les optants qui, le 1^{er} mars 1925, n'auront pas reçu de rappel des autorités polonaises, jouiront pour leur départ, à dater du rappel tardif, d'un délai égal à celui qu'ils auraient eu si le rappel leur avait été communiqué le 28 février 1925.

(2) In order that optants may be capable of identification, the lists shall give surnames, Christian names, professions and addresses.

(3) If necessary, the Polish Voivodes and German Consuls shall assist each other by exchanging all necessary information, especially in regard to declarations of option.

Paragraph 2.

(1) If, as a result of the communication of such lists, one of the Contracting Parties shall notice any case which, in its opinion, constitutes an infringement of the provisions of the Treaties, it may transmit its observations to the other Party through diplomatic channels.

(2) Both Parties undertake to examine such observations as soon as possible, to recognise them, if justified, and, if need be, restore his legitimate status to the person concerned.

(3) Observations thus made by one of the Contracting Parties shall have no suspensive force.

Article 12.

Paragraph 1.

(1) Persons included in the lists referred to in Article 11 of the present Convention shall be obliged to transfer their place of residence from Poland to Germany unless their declaration or option be annulled on the ground of absence of freedom of choice, under Article 10 of the present Convention, or such persons have recovered their legitimate status under Article 11, paragraph 2, clause 2, of the present Convention. Such transfer shall take place not later than :

(1) August 1, 1925, in the case of persons who do not possess immovable property in Polish territory ;

(2) November 1, 1925, in the case of persons whose immovable property is situated within the area of a fortified place, as defined on July 10, 1924, or within a frontier zone ten kilometres in depth ;

(3) July 1, 1926, in the case of persons who have immovable property in Polish territory outside the area of a fortified place or the frontier zone of ten kilometres.

(2) The time-limits granted in the present Article shall in no way prejudice the right of the Polish Government to proceed to the expulsion of optants who prove to be undesirable aliens.

Paragraph 2.

(1) In order to inform each of the optants in person of the obligation to leave Polish territory within the time-limits fixed above, the Polish authorities shall transmit, between January 1, and February 28, 1925, to the persons who have made a declaration of option, a notice which will also specify the other persons covered by the option. The fact that observations submitted in conformity with Article 11 of the present Convention are under discussion shall not preclude notices from being sent between the dates given above.

(2) The German Government shall be informed through diplomatic channels of all notices sent out by the Polish authorities after February 28, 1925, to optants whose names did not figure on the list. The communication of these notices shall be treated in the same way as the communication of the lists.

(3) Optants who on March 1, 1925, shall not have received a notice from the Polish authorities shall be entitled to a period of grace, reckoned as from the date on which they shall have received the delayed notice, equal to the period which they would have had if the notice had reached them on February 28, 1925.

§ 3.

1. Les personnes qui ont introduit, avant le 10 juillet 1924, devant les autorités polonaises compétentes la demande en annulation de leur déclaration d'option, visée à l'art. 10 de la présente Convention, ne seront soumises à l'obligation de transférer leur domicile qu'à partir du moment où leur demande aura été rejetée par une décision définitive.

2. Si ces demandes ont été introduites après le 10 juillet 1924, les autorités polonaises compétentes, administratives ou judiciaires, décideront elles-mêmes, conformément au droit polonais en vigueur, si la demande doit avoir un caractère suspensif. Cette disposition s'applique également aux personnes qui avaient introduit avant le 10 juillet 1924 une telle demande, sans avoir poursuivi leur cause jusqu'en dernière instance, à condition qu'elles renouvellent leur demande avant le 1^{er} mars 1925.

3. Dans le cas de rejet d'une demande en annulation douée d'un effet suspensif conformément à l'alinéa 1 du présent paragraphe ou à laquelle un tel effet aurait été accordé conformément à l'alinéa 2 de ce paragraphe, les délais pour le départ commenceront à courir à la date du rejet de la demande en annulation ; ils seront égaux à la moitié de ceux que les intéressés auraient eus si ces délais avaient commencé à courir le 1^{er} mars 1925, à moins que les délais prévus au § 1 du présent article ne leur soient plus favorables.

§ 4.

Les Parties contractantes sont d'accord que les optants qui ne se seraient pas conformés à l'obligation de quitter la Pologne dans les délais prévus au présent article, pourront être conduits à la frontière et livrés aux autorités allemandes. L'accès du territoire polonais pourra leur être définitivement refusé.

§ 5.

Après le 31 décembre 1926 aucun rappel ne sera plus fait. Les personnes qui n'auront pas reçu de rappel à cette date perdront tant les obligations que les privilèges particuliers aux optants. Les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent pas aux personnes visées au § 3 du présent article auxquelles une décision définitive n'aurait pas encore été notifiée à cette date.

Article 13.

Les deux Gouvernements donneront les instructions appropriées aux autorités compétentes, afin que celles-ci facilitent autant que possible tant les voyages nécessaires aux optants pour se préparer une nouvelle existence en Allemagne que l'émigration même.

Article 14.

§ 1.

1. Les optants peuvent lors de leur émigration emporter en Allemagne leurs biens meubles de toute nature en franchise de douane, et sont exemptés à cet égard de tous droits de sortie ou taxes, s'ils y en a.

2. Aucune interdiction d'exportation ou aucune autre mesure législative ou administrative ne peut limiter en quoi que ce soit pour les optants qui transfèrent leur domicile en Allemagne le droit d'exporter à l'occasion de ce transfert leurs biens meubles soit en les emportant avec eux, soit en les expédiant de la manière qui leur paraît la plus appropriée.

3. Aucune redevance ne sera perçue pour les services rendus à l'occasion de ce transfert par les autorités dont l'intervention est requise par des lois, ordonnances ou autres prescriptions officielles.

Paragraph 3.

(1) Persons who shall have applied to the competent Polish authorities before July 10, 1924, for the annulment of their declaration of option as provided in Article 10 of the present Convention shall only be obliged to transfer their habitual residence from the date on which their application has been finally refused.

(2) If these applications shall have been made after July 10, 1924, the competent Polish administrative or judicial authorities shall decide themselves, on the basis of the Polish legislation in force, whether the application is to have suspensive force. The same shall apply to persons who shall have made such application before July 10, 1924, but who shall not have appealed to the highest court, provided they renew the application before March 1, 1925.

(3) In the event of the refusal of an application for annulment which, according to Section 1 of the present paragraph, has suspensive force, or to which suspensive force shall have been granted in accordance with Section 2 of the preceding paragraph, the period of grace for departure shall begin to run as from the date of the refusal of the application for annulment ; its duration shall be half the period which the persons concerned would have had if it had begun to run as from March 1, 1925, unless the period to which they would be entitled under paragraph 1 of the present article is longer.

Paragraph 4.

The Contracting Parties agree that the optants who do not carry out their obligation to leave Poland within the time-limits prescribed in the present article may be conducted to the frontier and handed over to the German authorities. Such persons may be refused all further access to Polish territory.

Paragraph 5.

After December 31, 1926, no further notices will be sent. Persons who shall have received no notice by that date will cease to have either the obligations or the privileges of optants. The provisions of the present paragraph shall not apply to the persons specified in paragraph 3 of the present article in respect of whom a final decision shall not yet have been pronounced by that date.

Article 13.

The two Governments shall give the necessary instructions to the competent authorities to facilitate as far as possible both the journeys the optants may require to make to prepare for their settlement in Germany and the actual journey of emigration.

Article 14.

Paragraph 1.

(1) The optants may carry with them to Germany their movable property of every description. No export or import duties or charges may be imposed upon them in connection with the removal of such property.

(2) The right of optants transferring their domicile to Germany to export their movable property, either by carrying it with them or by despatching it by any method they choose, shall not be restricted in any way by export prohibitions or by any other administrative or legislative measures.

(3) No charges shall be made for the services rendered in connection with such transfer by authorities whose intervention is prescribed by laws, ordinances or other official regulations.

§ 2.

Les autorités peuvent exiger que l'optant prouve son droit de propriété sur les objets qu'il désire emporter, en faisant une déclaration solennelle tenant lieu de serment. D'autres moyens de preuves peuvent être exigés si la nature ou la quantité des objets à emporter fait légitimement soupçonner qu'ils n'appartiennent pas à la personne qui a opté.

§ 3.

1. Les optants qui quittent le territoire polonais pour transférer leur domicile en Allemagne seront exempts de toutes taxes courantes ou impôts courants sur le revenu ou sur la fortune, ainsi que de tous suppléments auxdits taxes ou impôts, à prélever par l'Etat polonais ou ses communes pour la période commençant après la fin du mois au cours duquel l'émigration a lieu.

2. Ces personnes seront exemptes de toutes cautions garantissant le paiement de taxes futures, d'impôts futurs ou de suppléments auxdites taxes ou impôts. Les impositions sont futures quand les conditions requises par la loi pour la naissance du droit à ces impositions ne se réalisent qu'après la fin du mois au cours duquel l'émigration a eu lieu.

3. En ce qui concerne l'impôt extraordinaire (podatek jednorazowy) sur la fortune, réglé par la loi polonaise du 11 août 1923, les optants ne devront payer que les termes réguliers ou les fractions de ces termes dont le paiement est exigible au jour de leur émigration. Ils seront exempts, dès la signature de la Convention, de tous paiements anticipatifs, ainsi que des cautions garantissant le paiement de l'impôt. Des paiements anticipatifs effectués conformément aux lois et règlements en vigueur ne pourront être recouvrés par l'optant. Toutefois, lesdits paiements anticipatifs, valorisés d'après les règles générales du droit polonais, seront déduits des termes réguliers que l'optant est encore obligé de payer.

4. Les dispositions des alinéas 1 à 3 du présent paragraphe ne sont pas applicables dans la mesure où les impositions sont indépendantes de la nationalité, du domicile ou de la résidence des contribuables.

Article 15.

Le droit des optants de conserver des biens immobiliers en Pologne ne peut être préjudicié d'une manière quelconque par des lois, ordonnances ou autres prescriptions qui ne seraient pas applicables aux ressortissants polonais, à moins que ces biens ne se trouvent dans le rayon d'une place fortifiée ou dans la zone frontrière de 10 km. auquel cas ces biens seront traités comme des biens appartenant à des étrangers.

Article 16.

Sans préjudice du droit général concernant les étrangers, les optants qui auront transféré leur domicile avant l'expiration des délais fixés à l'art. 12 de la présente Convention ne pourront, jusqu'au 31 décembre 1930, séjourner en Pologne plus de vingt et un jours par an sans permission spéciale des autorités polonaises. A dater du 1^{er} janvier 1931, ils ne seront plus soumis qu'aux règles générales.

Article 17.

Les personnes qui ayant eu la faculté d'option ont quitté le territoire polonais dans des circonstances indiquant l'intention d'émigrer, seront considérées comme ayant opté (option tacite) lorsque

- a) elles ont quitté la Pologne avant le 11 janvier 1922 ; ou que
- b) elles ont quitté la Pologne entre le 11 janvier 1922 et le 10 juillet 1924, à moins qu'elles n'aient fait auprès des autorités polonaises compétentes une demande de prolon-

Paragraph 2.

The authorities may require the optant to prove his ownership of the property he wishes to carry away by making a solemn declaration in lieu of an oath. Further evidence may be demanded if the nature or quantity of the property the optant wishes to carry away is such as to give reasonable ground for suspicion that it does not belong to him.

Paragraph 3.

(1) Optants leaving Polish territory to transfer their domicile to Germany shall be exempted from all ordinary taxes or duties on income or capital and from all additions to such taxes or duties due to the Polish State or Communes, in respect of the period beginning after the end of the month during which they emigrate.

(2) Such persons shall be exempted from all deposits guaranteeing the payment of future taxes, duties or additions thereto. Future taxes shall be taken to mean taxes to which the State only becomes entitled by law after the end of the month during which emigration takes place.

(3) As regards the extraordinary tax (*podatek jednorazowy*) on capital imposed by the Polish law of August 11, 1923, optants shall only pay the regular instalments or fractions of instalments which are due on the day of their emigration. As soon as the Convention is signed, they shall be exempt from all payments in advance and from all deposits guaranteeing payments of this tax. Advance payments already made in conformity with the laws and regulations in force cannot be recovered by the optant. The said advance payments, however, whose value shall be estimated according to the general principles of Polish law, shall be deducted from the regular instalments which the optant still has to pay.

(4) The provisions of Sections 1 to 3 of the present paragraph shall not apply to taxes which are independent of the nationality, domicile or residence of the tax-payer.

Article 15.

The right of optants to retain immovable property in Poland shall not be affected in any way by laws, ordinances or other measures which are not also applicable to Polish nationals, unless such property is situated in the area of a fortified place or in the frontier zone 10 kilometres in depth, in which case such property shall be treated as property belonging to aliens.

Article 16.

Without prejudice to the ordinary legislation regarding aliens, optants who shall have transferred their habitual residence before the expiration of the time-limits fixed in Art. 12 of the present Convention shall not be allowed to spend more than 21 days in Poland per year until December 31, 1930, without special permission from the Polish authorities. As from January 1, 1931, they shall only be subject to the ordinary regulations.

Article 17.

Persons possessing the right of option who shall have left Polish territory in circumstances indicating their intention to emigrate shall be regarded as having opted (tacit option) if :

- (a) they shall have left Poland before January 11, 1922; or
- (b) they shall have left Poland between January 11, 1922, and July 10, 1924, unless they shall have made an application to the competent Polish authorities for the

gation de leur passeport polonais qui leur a été refusée ; toutefois, si ces personnes ont recouvré la nationalité allemande, il y a option tacite.

Article 18.

Les privilèges et obligations particuliers aux optants ne se rapportent qu'aux personnes qui ont opté elles-mêmes ou auxquelles l'option étend ses effets.

Article 19.

1. Les ressortissants allemands qui, sans remplir les conditions requises par l'art. 3 du Traité du 28 juin 1919 (art. 91 du Traité de Versailles), remplissent uniquement celles de l'art. 4 du Traité du 28 juin 1919 et qui ont renoncé ou qui sont considérés, conformément à la présente Convention, comme ayant renoncé à la nationalité polonaise, n'ont ni les privilèges ni les obligations particuliers aux optants.

2. Le seul fait de la renonciation ne donne nullement au renonçant le caractère d'un étranger indésirable.

Article 20.

L'art. 5 du Traité du 28 juin 1919 n'est pas applicable aux options prévues à l'art. 3 dudit Traité (art. 91 alinéa 3 du Traité de Versailles) ; il s'applique aux options prévues à l'art. 91 alinéas 4 et 9 du Traité de Versailles.

La présente Convention, y compris le Protocole final de même date, sera ratifiée aussitôt que possible. L'échange des instruments de ratification aura lieu à Varsovie.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé leur cachet.

Fait à Vienne, à la Hofburg, en double exemplaire, le trente août mil neuf cent vingt-quatre.

(Signé) Dr. WITOLD PRĄDZYŃSKI.

(Signé) Dr. THEODOR LEWALD.

ROTOCOLE FINAL.

Au moment de signer la Convention, les Parties contractantes sont tombées d'accord sur ce qui suit :

I.

Ad art. 4.

1. Si une personne vit régulièrement sur son bien avec toute sa famille pendant plusieurs mois de l'année, le domicile peut exister.

2. Des absences passagères causées par les événements politiques ou militaires après le 9 novembre 1918 ne constituent pas un abandon de domicile, si la personne en question est retournée dans le territoire avant le 10 juillet 1921.

renewal of their Polish passport which was refused ; nevertheless, if such persons shall have recovered German nationality, they shall be considered to have tacitly opted.

Article 18.

The special privileges and obligations of optants shall only belong to persons who shall have opted themselves or who are covered by the option.

Article 19.

(1) German nationals who do not fulfil the conditions laid down in Art. 3 of the Treaty of June 28, 1919 (Article 91 of the Treaty of Versailles), but only fulfil those laid down in Art. 4 of the Treaty of June 28, 1919, and who have renounced, or are deemed in virtue of the present Convention to have renounced Polish nationality, shall neither enjoy the special privileges nor be subject to the special obligations of optants.

(2) The mere fact of renunciation does not render the person renouncing an undesirable alien.

Article 20.

Article 5 of the Treaty of June 28, 1919, shall not apply to the options specified in Article 3 of the said Treaty (Art. 91, paragraph 3, of the Treaty of Versailles); it shall be taken to apply to the options specified in Art. 91, paragraphs 4 and 9, of the Treaty of Versailles.

The present Convention including the Final Protocol of the same date, shall be ratified as soon as possible. The instruments of ratification shall be exchanged at Warsaw.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and affixed thereto their seal.

Done at Vienna, at the Hofburg, in duplicate, this thirtieth day of August one thousand nine hundred and twenty-four.

(Signed) Dr. WITOLD PRĄDZYŃSKI.

(Signed) Dr. THEODOR LEWALD.

FINAL PROTOCOL.

At the moment of signing the Convention the Contracting Parties have agreed as follows :

I.

Ad Article 4.

(1) If a person lives continually on his property with all his family during several months of the year, he may be deemed to have acquired habitual residence.

(2) Temporary absence due to political or military events supervening after November 9, 1918, shall not be regarded as constituting abandonment of habitual residence if the person concerned returned to the territory before July 10, 1921.

3. Les ci-devant fonctionnaires directs allemands (unmittelbare Staatsbeamte), y compris les officiers en service actif, établis à la date du 10 janvier 1920 dans le territoire cédé par l'Allemagne, ne seront pas considérés comme ressortissants polonais, à moins qu'ils n'aient, avant le 1^{er} avril 1920, obtenu ou demandé leur démission.

En ce qui concerne les ressortissants allemands qui, avant le 10 janvier 1920, étaient fonctionnaires directs allemands ou officiers en service actif, ainsi que les fonctionnaires indirects (mittelbare Staatsbeamte), les maîtres d'école et les ministres des cultes, les dispositions générales relatives à la notion du domicile sont applicables.

II.

Ad art. 10.

L'appel au service militaire ou bien la proclamation d'un appel futur au cas où l'option ne serait pas déclarée, ne peut servir, comme tel, de base pour annuler une déclaration d'option.

Les mots « comme tel » indiquent que l'application des règles générales concernant l'annulabilité des déclarations d'option pour défaut de volonté n'est pas exclue.

III.

Ad art. 11.

Les Parties contractantes considèrent comme désirable la communication de listes partielles dès que celles-ci sont prêtes.

IV.

Ad art. 12, § 2.

Dans le cas où la notification personnelle du rappel aurait été tentée en vain, le rappel sera fait par voie de notification officielle (publiczne doręczenie — öffentliche Zustellung).

V.

Ad art. 12, § 3.

Une décision est définitive lorsqu'elle n'est plus soumise à un recours administratif ou judiciaire, soit par l'expiration des délais de recours, soit par l'absence d'une instance supérieure.

VI.

Chaque Gouvernement communiquera à l'autre les listes des personnes ayant eu la faculté d'opter auxquelles il a accordé la naturalisation avant le 10 juillet 1924.

VII.

1. Les Parties contractantes sont d'accord que les dispositions de la présente Convention concernant l'option (art. 9 à 18, et les dispositions du Protocole final y relatives) seront appli-

(3) Former German officials in the direct service of the State (*unmittelbare Staatsbeamte*), including officers on the active list, who were established on January 10, 1920, in the territory ceded by Germany, shall not be regarded as Polish nationals unless they obtained or asked for their discharge before April 1, 1920,

The general provisions regarding the definition of habitual residence shall be applicable to German nationals who before January 10, 1920, were officials in the direct service of the German State or officers on the active list and to officials in the indirect service of the German State (*mittelbare Staatsbeamte*), school-masters and ministers of religion.

II.

Ad Article 10.

The fact that a man shall have been called up for military service or notified that he will be called up at a future date, if he shall not have made a declaration of option, shall not in itself be considered as sufficient ground for the annulment of the declaration of option.

The words "in itself" shall be taken to mean that the application of the general regulations regarding the annulment of declarations of option for absence of freedom of choice is not precluded.

III.

Ad Article 11.

The Contracting Parties consider it desirable that preliminary lists should be communicated as soon as they can be drawn up.

IV.

Ad Article 12, par. 2.

Should the attempts to serve the notice on the optant in person have been unsuccessful, the notice shall be served by public announcement (*publiczne doręczenie — öffentliche Zustellung*).

V.

Ad Article 12, par. 3.

A decision shall be regarded as final when it is no longer liable to be brought before a higher administrative or judicial court, either owing to the expiration of the time-limit allowed for an appeal or owing to the absence of a higher court.

VI.

Each Government shall communicate to the other a list of the persons possessing the right of option to whom it has granted naturalisation before July 10, 1924.

VII.

(1) The Contracting Parties agree that the provisions of the present Convention regarding option (Articles 9-18 and the provisions of the Final Protocol relating thereto) shall be applicable

cables *mutatis mutandis* aux Polonais, ressortissants allemands, qui ont opté pour la nationalité polonaise conformément à l'art. 91, alinéa 4 du Traité de Versailles.

2. Sur le vœu des intéressés, les Parties contractantes s'engagent à ordonner que les optants qui veulent transférer leur domicile dans un pays autre que celui en faveur duquel ils ont opté, jouiront des facilités et privilèges prévus dans la présente Convention pour le transfert du domicile.

3. Dans le cas où l'Allemagne établirait un impôt extraordinaire sur la fortune (einmalige Vermögensabgabe), le Gouvernement allemand s'engage à appliquer aux personnes qui ont opté pour la nationalité polonaise un traitement analogue à celui prévu à l'art. 14, § 3, alinéa 3, de la Convention.

Les règles établies à l'art. 14, § 3, alinéa 3, resteront en vigueur même dans le cas où la Pologne établirait un autre impôt extraordinaire sur la fortune.

VIII.

En raison des doutes auxquels a donné lieu l'interprétation des clauses des Traités relatives à la notion du domicile, leur application par les autorités polonaises sera considérée comme effectuée de bonne foi, même si elle reposait sur une interprétation différente de celle stipulée par la présente Convention.

Cette constatation ne touche nullement la question du sursis déclaré à Genève.

IX.

Au cours des négociations le problème du mécanisme des art. 91 et 93 du Traité de Versailles et des art. 3, 4 et 12 du Traité du 28 juin 1919 s'est présenté. Ce problème ne rentrant pas dans le cadre de la compétence de l'Arbitre, est resté ouvert. Les Parties contractantes expriment le vœu de le trancher en temps utile.

X.

Les dispositions de la présente Convention ne portent en rien préjudice aux dispositions de la Convention¹ germano-polonaise relative à la Haute Silésie, faite à Genève, le 15 mai 1922.

Fait à Vienne, à la Hofburg, le trente août mil neuf cent vingt-quatre.

(Signé) Dr. WITOLD PRĄDZYŃSKI.

(Signé) Dr. THEODOR LEWALD.

¹ Vol. IX, page 465 de ce Recueil.

mutatis mutandis to German nationals of Polish origin who have opted for Polish nationality in conformity with Article 91, paragraph 4, of the Treaty of Versailles.

(2) At the request of the persons concerned, the Contracting Parties undertake to lay down that optants wishing to transfer their habitual residence to a country other than that in favour of which they have opted shall enjoy the facilities and privileges provided in the present Convention in respect of the transfer of habitual residence.

(3) In the event of Germany's imposing an extraordinary tax on capital (*einmalige Vermögensabgabe*) the German Government undertakes to grant to persons having opted for Polish nationality treatment similar to that laid down in Article 14, paragraph 3, Section 3, of the present Convention.

The provisions laid down in Article 14, paragraph 3, Section 3, shall remain in force even if Poland should impose a further extraordinary tax on capital.

VIII.

In view of the doubts which have arisen in regard to the interpretation of the clauses in the treaties concerning the definition of habitual residence, their application by the Polish authorities shall be considered as carried out in good faith even if it shall have been based on an interpretation differing from that stipulated in the present Convention.

The above does not in any way affect the question of the declaration of "postponement" made at Geneva.

IX.

The problem of the mechanism of Articles 91 and 93 of the Treaty of Versailles and Articles 3, 4 and 12 of the Treaty of June 28, 1919, arose in the course of negotiations. As this problem was not within the competence of the Arbitrator, it remained unsettled. The Contracting Parties place on record their wish to settle this problem in due course.

X.

The provisions of the present Convention shall in no way affect the provisions of the German-Polish Convention¹ relating to Upper Silesia signed at Geneva on May 15, 1922.

Done at Vienna, at the Hofburg, on the thirtieth day of August one thousand nine hundred and twenty-four.

(Signed) Dr. WITOLD PRĄDZYŃSKI.

(Signed) Dr. THEODOR LEWALD.

¹ Volume IX, page 465 of this Series.

N° 825.

DANEMARK ET ISLANDE

Accord au sujet de l'inspection de navires islandais et de l'établissement, pour ces navires, de certificats de bon état de navigabilité, signé à Copenhague, le 30 septembre 1924.

DENMARK AND ICELAND

Treaty regarding the Inspection of Icelandic Ships and the Issue of Certificates of Seaworthiness of such Ships, signed at Copenhagen, September 30, 1924.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

No. 825. — OVERENSKOMST¹ MELLEM DANMARK OG ISLAND ANGAAENDE SYN AF ISLANDSKE SKIBE OG UDSTEDELSE AF CERTIFIKATER FOR DISSES SØDYGTIGHED, UNDERTEGNET I KØBENHAVN DEN 30. SEPTEMBER 1924.

Textes officiels danois et islandais communiqués par le Ministre de Danemark à Berne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 21 février 1925.

I Medfør af Bestemmelserne i Paragraf 12 i Dansk-Islandsk Forbundslov af 30. November 1918 indgaar den danske og den islandske Regering herved følgende Overenskomst.

§ 1.

Det danske Skibtilsyn overtager Udøvelsen af Tilsynet med islandske Skibe i udenlandsk Fart som omhandlet i den islandske Lov af 19. Juni 1922 om Tilsyn med og Sikkerhedsforanstaltninger for Skibe og Baade. Det omhandlede Tilsyn udøves dog kun under de paagældende Skibes Ophold i danske Havne eller saadanne Havne udenfor Danmark, i hvilke der i Medfør af § 17 i den danske Lov Nr. 145 af 29. Marts 1920 om Tilsyn med Skibe maatte være aabnet Adgang til Udøvelse af Tilsyn med danske Skibe.

Den islandske Regering meddeler det danske Ministerium for Industri, Handel og Søfart Fortegnelse over de Skibe, der omfattes af Bestemmelserne i denne Paragraf med de Oplysninger, der maatte være fornødne for den forsvarlige Udøvelse af Tilsynet. Fortegnelsen suppleres efter Ministeriet for Industri, Handel og Søfarts nærmere Aftale med de paagældende islandske Myndigheder.

§ 2.

Det i § 1 omhandlede Tilsynsarbejde udføres af vedkommende danske Myndigheder i Overensstemmelse med Reglerne i den fornævnte danske Lov om Tilsyn med Skibe og de til denne knyttede administrative Forskrifter. Saalænge den nærværende Overenskomst er i Kraft skal de paagældende Lovregler og Forskrifter til enhver Tid anses som indeholdende de i den internationale Skibsfart gængse Fordringer med Hensyn til Skibes Sikkerhed og saaledes i alle Henseender være bestemmende for de Krav, som af de her omdandlede islandske skibe skal fyldestgøres forsaavidt angaa. Skibets Bygning og Udstyr, Forsyning med Last linier, Lastning, Tjenesten om Bord, etc.

Efter behørigt stedfundne Synsforretninger udfærdiges der i Overensstemmelse med Reglerne i den oftnævnte danske Lov om Tilsyn med Skibe for de i § 1 omhandlede islandske Skibe Farts-certifikater og Fribordscertifikater, efter Omstændighederne tillige Afgangstest til Bevidnelse af, at Skibet i enhver Henseende fyldestgør de lovlige Forskrifter. Overgaar der saadant islandsk Skib Skade, der maa befrygtes at berøre dets Sødygtighed eller det undergives Forandringer, der forrykker Grundlaget for de Skibet tildelte Certifikater vil den islandske Regering drage Om-sorg for, at alle fornødne Oplysninger om det saaledes passerede uopholdelig tilstilles det danske Ministerium for Industri Handel og Søfart.

¹ Cet accord est entré en vigueur le 30 septembre 1924.

TEXTE ISLANDAIS. — ICELANDIC TEXT.

No. 825. — SAMNINGUR¹ MILLI ÍSLANDS OG DANMERKUR UM SKOÐUN ÍSLENSKRA SKIPA OG ÚTGÁFU HAFFÆRISSKÍRTEINA HANDA ÞEIM, GEFIÐ ÚT Í KAUPMANNAHÖFN, 30. SEPTEMBER 1924.

Danish and Icelandic official texts communicated by the Danish Minister at Berne. The registration of this Treaty took place February 21, 1925.

Samkvæmt ákvæðum 12. gr. dansk-íslenskra sambandslaga 30. nóv. 1918 gerir íslenska og danska stjórnin hjermeð eftirfarandi samning.

1. gr.

Skipaskoðunarmenn í Danmörku taka að sjer að annast eftirlit það með íslenskum skipum ísiglingum milli landa sem um er að ræða í Íslenskum lögum 10. júní 1922 um efterlit með skipum og bátum og öryggi þeirra. Eftirlit þetta fer þó eingöngu fram þegar skipin eru í danskri höfn, eða í þeim höfnum utan Danmerkur, þar sem veitt kann að vera heimild til eftirlits með dönskum skipum samkvæmt 17. gr. danskra laga nr. 145, 29 mars 1920 um eftirlit með skipum.

Íslenska stjórnin fær iðnaðarverslunar og siglingararáðuneytinu danska í hendur skrá yfir þau, sem ákvæði greinar þessarar ná til með skýringum þeim, er nauðsynlegar kunna að vera til þess að eftirlitið verði framkvæmt tilhlýðilega. Við skrána verður síðan bætt eftir því sem iðnaðar-, verslunar- og siglingaráðuneytið kemur sjer nánar saman um við hlutaðeigandi íslensk stjórnarvöld.

2. gr.

Eftirlit það, sem ræðir um í 1. gr., framkvæma hlutaðeigandi dönsk stjórnarvöld samkvæmt ákvæðum fyrnefndra danskra laga, um eftiriit með skipum, og tilskipunum þeim, er það að lúta. Á meðan samningur þessi er í gildi, skal lúta svo á, hvenær sem er, að lög þau og fyrirskipanir, er hjer að lútu, feli í jer kröfur þær, sem almennar eru í alþjóða siglingum með tilliti til öryggis skipa, og gera þannig í öllum atriðum út um þær kröfur, er íslensk skip, þau er hjer ræðir um, eiga að uppfylla að því er snertir byggingu skipsins og útbúnað, hleðslumerki á því, hleðslu, starfrækslu á skipinu o. a.

Að lokinni tilhlýðilegri skoðunargerð skal, samkvæmt fyrri mælum oftenfndra danskra laga um eftirlit með skipum, íslenskum skipum þeim, som um er getið í 1. gr. fengið haffærisskírteini og hleðslumerki skírteini og, eftir ástæðum, einnig burtfararvottorð til sfaðfestu því, að skipið í öllum atriðum uppfylli lögskipuð fyrri meli. Verði íslensk skip, sem þannig hefir verið skoðað og fengið hefir umgetin skírteini, fyrir skom um, sem óttast megi að snerti sæþol þess, eða ef gerðar eru á því brevtingar, er raski þeim grundvelli er bygd voru á skírteini þau, sem fengin voru skipuni, þa sjer íslenska stjórnin um að tilkynna iðnaðar-, verslunar- og siglingar-áðuneytinu danska tafarlaust allar nauðsynlegar upplýsingar um það, sem gerst hefir í þessu efni.

¹ This Treaty came into force on September 30, 1924.

§ 3.

For Udstedelsen af de i den foregaaende Paragraf omhandlede Certifikater og Attester betales Afgifter efter Reglerne i 8. Afsnit af den oftnævnte danske Lov om Tilsyn med Skibe, dog saaledes at enhver efter disse Regler udregnet Afgift forhøjes med 50 Procent, hvilket Tillæg skal anses som ækvivalerende den Del af Omkostningerne ved det danske Skibstilsyn, der bæres af den danske Statskasse.

Den islandske Regering indestaar for Afgifternes Betaling.

§ 4.

Den islandske Regering vil forsaauidt angaar de in denne Overenskomst omhandlede islandske Skibe give det danske Ministerium for Industri, Handel og Søfart Underretning om de Overtrædelser med Hensyn til Forsk ifterne om Skibes Sikkerhed, hvorom den maatte komme til Kundskab, og forpligter sig til at forfølge saadanne Overtrædelser saa og Undlødelse af at efterkomme Paabud givet af dertil berettiget Tilsynsmyndighed, naar Begæring om saadan Paatale fremsættes af Ministeriet for Industri, Handel og Søfart.

§ 5.

Den danske Regering vil paa Grundlag af Bestemmelserne i denne Overenskomst bestræbe sig for at sikre de her omhandlede islandske Skibe i enhver Henseende, der angaar Skibes Sødygtighed og Udrustning, den samme Retsstilling i fremmede Nationers Havne son den, der er eller maatte blive tilsikret danske Skibe.

Forsaauidt Island tiltræder Londoner-Konventionen ¹ af 20. Januar 1914 om Forholdsregler til Sikring af Menneskeliv paa Søen medens nærværende Overenskomst er i Kraft, vil der til Tiltrædelsen af samme være et knytte de Forbehold, som Overenskomsten medfører.

§ 6.

Denne Overenskomst, der træder i Kræft straks, kan med 6 Maaneders Varsel opsiges fra enhver af Siderne til Ophør ved Udløbet af det løbende Kalenderaar.

Til Bekræftelse heraf har Undertegnede, efter dertil meddelt kongelig Bemyndigelse, underskrevet nærværende Overenskønst og forsynet den med deres Segl.

Udfærdiget in duplo i København den 30. September 1924.

Statsministeriet.

(L. S.) TH. STAUNING.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 16 février 1925.

Georg COHN,
*Chef du Service danois
de la Société des Nations.*

3. gr.

Gjöld fyrir útgáfu skirteina þeirra og vottorða, er ræðir um í 2. gr., greiðist samkvæmt reglum í 8. kafla oftnefndra danskra laga um eftirlit með skipum, þó þannig, að sjerhvert gjald, er ákveðst samkvæmt þeim reglum, hækki um 50 af hundraði, en þetta aukagjald skal álitast samsvara þeim hluta kostnaðarins við eftirlit danskra skipa, sem danski rikissjóðurinn greiðir.

Íslenska stjórnin ábyrgist greiðslu gjaldanna.

4. gr.

Nú fær íslenska stjórnin vitneskju um, að brotnar hafa verið reglur um öryggi skipa, að því er snertir íslensk skip þáusem samningur þessi nær til, og tilkynnir hún þá danska iðnaðar-, verslunar- og siglingaráðuneytinu það og skuldbindur sig til að hefja sókn í telefni af þesskonar lagabrotum og vanhýðni við skipanir rjettra eftirlitsvalda í því efni, þegar iðnaðar-, verslunar- og siglingaráðuneytið óskar þess að kært verði.

5. gr.

Danska stjórnin mun, á grunvelli samningsákvæða þessara, gjöra sjer far um að tryggja hjer umræddum íslenskum skipum sömu rieltavstöðu, sem trygð er eða kann að verða dönskum skipum í höfnum annara þjóða, í öllum þeim atriðum er snærta sæþol og útbúnaþ skipa.

Ef Ísland, meðan samningur þessi er í gildi, skyldi undi skrifa Lundúnasamþykktina dags. 20. jan. 1914, um varúparreglur til öryggis lífi manna á sjónum, skal gjörður fyrirvari um það, er af samaingi þessum leiðir.

6. gr.

Samningur þessi gengur þegar í gildi, en báðum aðilum er heimilt að segja honum upp, með 6 mánaða fyrirvara, og feilur hann þá úr gildi næstu áramót á eftir.

Þessu til staðfestingar hafa undirritaðir, að þar til fengnu konunglegu umboði, ritað undir samning þenna og sett á hann innsigli sín.

Gefið út í Kaupmannahöfn í tvennu lagi þ. 30. September 1924.

(L. S.) JÓN KRABBE.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 16 février 1925.

Georg COHN,

*Chef du Service danois
de la Société des Nations.*

¹ TRADUCTION.

No. 825. — ACCORD ENTRE LE DANEMARK ET L'ISLANDE AU SUJET DE L'INSPECTION DE NAVIRES ISLANDAIS ET DE L'ÉTABLISSEMENT POUR CES NAVIRES DE CERTIFICATS DE BON ÉTAT DE NAVIGABILITÉ, SIGNÉ A COPENHAGUE, LE 30 SEPTEMBRE 1924.

Vu les dispositions établies à l'article 12 du Pacte d'Union dano-islandais du 30 novembre 1918, les Gouvernements danois et islandais ont signé l'accord suivant :

Article 1.

L'Administration danoise de l'inspection des navires prend à sa charge l'inspection des navires islandais affectés à la navigation au long cours, mentionnés dans la Loi islandaise du 19 juin 1922 sur l'inspection des navires et embarcations, ainsi que sur les mesures de sécurité les concernant. Cependant, l'inspection dont il s'agit n'est exercée pour ces navires que pendant leur séjour dans un port danois, ou en dehors du Danemark, dans les ports où l'inspection des navires danois peut avoir lieu en conformité de l'article 17 de la Loi danoise N° 145, du 29 mars 1920 sur l'inspection des navires.

Le Gouvernement islandais communiquera au Ministère danois de l'Industrie, du Commerce et de la Marine marchande, un bordereau indiquant les navires visés par les dispositions du présent article et contenant les renseignements qui seraient nécessaires pour la bonne exécution de l'inspection dont il s'agit.

Ce bordereau sera complété après entente à cet effet entre le Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Marine marchande, et les autorités islandaises compétentes.

Article 2.

Le travail afférent à l'inspection prévue à l'article 1 ci-dessus est exécuté par les autorités danoises compétentes en conformité des prescriptions de la loi danoise précitée sur l'inspection des navires et des règlements administratifs qui s'y rattachent.

Pendant toute la durée du maintien en vigueur du présent Accord, les dispositions législatives et les prescriptions y afférentes doivent être considérées comme étant en conformité avec les exigences habituelles de la navigation maritime internationale par rapport à la sécurité des navires ; cet Accord devra donc faire autorité à tous égards en ce qui concerne les conditions que devront remplir les navires islandais dont il s'agit, en ce qui concerne la construction, l'armement et l'aménagement du navire, les lignes de charge, le chargement, le service du bord, etc.

Lorsque des navires islandais, visés à l'article 1 ci-dessus, ont été soumis à une inspection dans les conditions prescrites, il leur sera délivré des certificats de navigation, des certificats de franc bord et, selon les circonstances, un certificat de départ, faisant foi de ce que le navire remplit à tous égards les conditions établies par la loi. S'il se produit pour un navire islandais de ce genre une avarie entraînant des doutes sur son état de navigabilité, ou si le navire subit des modifications

¹ Communiquée par le Ministre de Danemark à Berne.

¹ TRANSLATION.

No. 825. — TREATY CONCLUDED BETWEEN DENMARK AND ICELAND REGARDING THE INSPECTION OF ICELANDIC SHIPS AND THE ISSUE OF CERTIFICATES OF THE SEAWORTHINESS OF SUCH SHIPS, SIGNED AT COPENHAGEN, SEPTEMBER 30, 1924.

In pursuance of the provisions contained in Section 12 of the Danish-Icelandic Confederation Act of November 30, 1918, the following Treaty has been concluded between the Danish and Icelandic Governments.

Section 1.

The Danish Inspection staff takes over the inspection of Icelandic ships trading in foreign waters, as provided for in Icelandic Act of June 19th, 1922, about the supervision of, and safety arrangements for, ships and boats. The inspection concerned, however, shall only be exercised when such ships are lying in Danish ports or in ports outside Denmark in which, by virtue of Section 17 of the Danish Merchant Shipping (Inspection of Ships) Act No. 145 of March 29th, 1920, the Danish Government may have made arrangements for the surveying and inspection of Danish ships.

The Icelandic Government will furnish the Danish Ministry for Trade and Shipping with a list of the ships which come within the provisions of this section, together with such information as might be necessary for the proper carrying out of the inspection. The said list shall be kept up to date, in respect of which further arrangements will be made between the Ministry for Trade and Shipping and the Icelandic authorities concerned.

Section 2.

The inspection dealt with in Section 1 of this Treaty shall be carried out by the Danish authorities concerned in accordance with the rules contained in the above-named Danish Merchant Shipping (Inspection of Ships) Act and the Ordinances issued in pursuance thereof. During the existence of this present Treaty the said statutory provisions and ordinances in force for the time being shall be regarded as containing the requirements made in the international shipping trade in respect of the safety of ships, and they shall thus in every respect be decisive for the requirements with which the Icelandic ships concerned must comply in respect to the equipment and mode of construction, the load line, loading, and service on board, etc.

When the survey has been held in due manner the Trading Certificates and Freeboard Certificates, and, according to the circumstances, likewise Certificate for Clearance, shall be issued in conformity with the rules contained in the above-mentioned Danish Act, to the Icelandic ships dealt with in Section 1 hereof, in order to prove that the ship concerned in every respect complies with the statutory provisions in force. In case that a ship thus inspected might suffer average so that

¹ Communicated by the Danish Minister at Berne.

par lesquelles un changement est apporté aux données sur lesquelles il lui avait été délivré des certificats, le Gouvernement islandais prendra soin que le Ministère danois de l'Industrie, du Commerce et de la Marine marchande soit informé sans délai des changements survenus.

Article 3.

Par application des règles fixées au chapitre 8 de la loi danoise précitée sur l'inspection des navires, il est perçu à l'établissement des certificats désignés dans le précédent article des droits évalués suivant ces règles ; cependant, les droits ainsi évalués seront majorés d'un supplément de 50^o/_o, lequel supplément doit être considéré comme l'équivalence de la participation du Trésor public danois aux frais de l'Administration danoise de l'inspection des navires.

Le Gouvernement islandais se porte garant du payement des droits en question.

Article 4.

En ce qui concerne les navires islandais faisant l'objet du présent Accord, le Gouvernement islandais informera le Ministère danois de l'Industrie, du Commerce et de la Marine marchande, des contraventions aux prescriptions sur la sécurité des navires dont il aurait eu connaissance et, à la demande qui lui en serait faite par le susdit Ministère danois, le Gouvernement islandais s'engage à poursuivre les contraventions de ce genre, ainsi que le fait de ne pas se conformer aux instructions qui auraient été données par les autorités compétentes chargées du service d'inspection dont il s'agit.

Article 5.

En ce qui concerne la navigabilité et l'armement des navires, le Gouvernement danois s'efforcera en se basant sur les dispositions du présent Accord d'assurer à tous égards, dans les ports de nations étrangères, aux navires islandais faisant l'objet du présent Accord, la même situation juridique que celle qui est assurée à présent ou qui le serait à l'avenir aux navires danois.

Dans le cas où l'Islande adhérerait, pendant que le présent Accord est en vigueur, à la Convention de Londres du 20 janvier 1914 sur les mesures de sécurité de la vie humaine en mer, il faudrait prendre dans l'acte d'adhésion les réserves que comporte le présent Accord.

Article 6.

Le présent Accord qui entre immédiatement en vigueur peut être résilié de part et d'autre avec six mois de préavis pour cessation à la fin de l'année civile en cours.

Pour confirmation de ce qui précède et suivant autorisation royale, les soussignés ont apposé, au bas du présent Accord, leur signature et leur sceau officiel.

Fait en double à Copenhague, le 30 septembre 1924.

Le Président du Conseil des Ministres :

(L. S.) TH. STAUNING.

(L.S.) JÓN KRABBE.

N° 826.

**AUTRICHE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention concernant la levée du séquestre des dépôts et la reconnaissance mutuelle des estampilles de contrôle apposées sur les valeurs mobilières, signée à Prague, le 2 août 1920.

**AUSTRIA
AND CZECHOSLOVAKIA**

Convention concerning the Release of Deposits on which an Embargo had been placed and the Mutual Recognition of the Marks affixed to Securities for Purposes of Control, signed at Prague, August 2, 1920.

TEXTE TCHÈQUE. — CZECH TEXT.

No. 826. — ÚMLUVA ¹ MEZI VLÁDAMI ČESKOSLOVENSKE A RAKOUSKÉ REPUBLIKY O UVOLNĚNÍ ZADRŽENÝCH DEPOSITŮ A VZÁJEMNÉM UZNÁNÍ KONTROLNÍHO OZNACENÍ CENNÝCH PAPIRŮ, PODEPSANÁ V PRAZE, DNE 2. SRPNA 1920.

Textes officiels allemand et tchèque communiqués par le Ministre de la République tchécoslovaque à Berne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 25 février 1925.

Podle vyjednávání mezi zástupci Československého finančního ministerstva a Rakouského státního úřadu pro finance umluveno bylo toto :

A.

Čl. I.

1. Rakouská vláda, nepředstihujíc obsáhlejších snad opatření domácích zákonů a nařízení, zavazuje se otevřená, uzavřená a safeová deposita, která jsou na jejím státním území v úřední, bankovní neb podobné závěrou postíženě úschově, pokud obsahují cenné papíry (včetně vkladních knížek), cizí valuty, mincované i nemincované (zpracované i nezpracované) drahé kovy, perly a drahokamy, zbaviti po srážce výloh na nich váznoucích, mezi něž náležejí i poplatky za kontrolní značení cenných papírů, závěr je postihujících, jde-li o osoby, jež :

- a) mají československé státní občanství, při čemž nerozhoduje, náleží-li jim státní občanství podle ustanovení mírové smlouvy Saint. Germaňské neb státních smluv s ní souvisejících ipso facto či nabudou-li ho podle těchto ustanovení opcí ;
- b) na státním území rakouském nemají bydliště ;
- c) o uvolnění zažádají nejpozději ve lhůtě do tří měsíců plynoucích od účinnosti mírové smlouvy St. Germaňské. Kdyby tato úmluva nenabyla účinnosti nejpozději 15. srpna 1920, plyne tato tříměsíční lhůta ode dne účinnosti této úmluvy. Osobám, které nabudou československého státního občanství opcí, běží lhůta jednoho měsíce, počítajíc teprve ode dne řádného opčního prohlášení.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 10 août 1920.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 826. — ÜBEREINKOMMEN¹ ZWISCHEN DEN REGIERUNGEN DER ÖSTERREICHISCHEN UND TSCHECHOSLOWAKISCHEN REPUBLIK, BETREFFEND DIE FREIGABE VON GESPERRTEN DEPOTS UND DIE GEGENSEITIGE ANERKENNUNG DER KONTROLLBEZEICHNUNG VON WERTPAPIEREN, GEZEICHNET ZU PRAG DEN 2. AUGUST 1920.

German and Czech official texts communicated by the Minister of the Czechoslovak Republic at Berne. The registration of this Convention took place February 25, 1925.

Auf Grund der zwischen den Vertretern des Österreichischen Staatsamtes für Finanzen und des Tschechoslovakischen Finanzministeriums geführten Verhandlungen wird Folgendes vereinbart :

A.

Artikel I.

1. Unvorgreiflich etwaiger weitergehender Verfügungen inländischer Gesetze und Verordnungen, verpflichtet sich die österreichische Regierung, die auf ihrem Staatsgebiete in amtlicher, bankmässiger oder in einer ähnlichen der Sperre unterliegenden Verwahrung befindlichen offenen, geschlossenen und Safe-Depots, soweit sie Wertpapiere (einschliesslich von Einlagebüchern) fremde Valuten, gemünztes oder ungemünztes (verarbeitetes oder unverarbeitetes) Edelmetall, Perlen und Edelsteine enthalten, nach Abzug der darauf haftenden Spesen, zu denen auch die Gebühren für die Kontrollbezeichnung der Wertpapiere gehören, von den darüber verhängten Sperren freizugeben, wenn es sich um Eigentum von Personen handelt, die :

- a) das tschechoslowakische Staatsbürgerrecht besitzen, wobei es keinen Unterschied macht, ob ihnen das Staatsbürgerrecht gemäss den Bestimmungen des Friedensvertrags von St. Germain bezw. der damit zusammenhängenden Staatsverträge *ipso facto* zukommt, oder ob es auf Grund dieser Bestimmungen im Wege der Option erworben wird ;
- b) in österreichischen Staatsgebieten keinen Wohnsitz haben ;
- c) das Ansuchen um Freigabe längstens innerhalb einer Frist bis zum Ablaufe von drei Monaten nach Inkrafttreten des Friedensvertrages von St. Germain stellen. Für den Fall, als dieses Übereinkommen nicht spätestens am 15. August 1920 in Kraft tritt, läuft diese dreimonatliche Frist vom Tage des Inkrafttretens dieses Übereinkommens. Personen, welche das tschechoslowakische Staatsbürgerrecht im Wege der Option erwerben, kommt eine einmonatliche Frist zustatten, welche erst mit dem Tage der rechtmässigen Optionserklärung zu laufen beginnt.

¹ The exchange of ratifications took place at Prague, August 10, 1920.

2. Ustanovení odstavce 1. užití jest přiměřeně také při právnických osobách a obdobných samostatných subjektech hospodářských, jejichž sídlo jest v republice československé neb jimž příště vlastnost československých subjektů právních přiznána bude. Rakouská vláda není však povinna deposita takových subjektů uvolnit, pokud jim má příště podle mírové smlouvy St. Germainské neb podle jiných úmluv, které by mezi oběma státy byly uzavřeny, přiřknuta býti vlastnost rakouských subjektů.

3. Kdyby uvolňované hodnoty nebyly ve hmotné úschově rakouských míst scho-vacích, nýbrž toliko v jejich úschově právní, kdežto hodnoty samy byly by uloženy mimo rakouské státní území, jest rakouská vláda povinna dovoliti a, jdeli o státní úschovu, způsobiti, aby potřebné listiny dispošicní byly pořizeny neb vydány.

4. Hodnoty, jež podle tohoto článku mají býti uvolněny, nelze postihnouti ani dávkou z ma-jetku, ani jinou dávkou, která by uvolnění ztížila nebo znemožnila. Také jinaká opatření státní správy, jež by měla stejný účinek, jsou vyloučena. Všechna tomu odporující zajištění a jinaká opatření budou rakouskou vládou zrušena.

5. Aby zvláště československé osoby vojenské nabyly volné držby jakýchkoli cenných papírů věnovaných na vojenské kauce svatební, povinna jest rakouská vláda přípravné řízení k uvolnění snad nutné (devinkulace, atd.) co možno zjednodušiti a urychlit.

Čl. 2.

1. Československá vláda se zavazuje, otevřená, uzavřená a safeová deposita, která jsou na jejím státním území v úřední, bankovní neb podobné, závěrou postížené úschově, pokud obsahují cenné papíry (včetně vkladních knížek), cizí valuty, mincované i nemincované (zpracované i ne-zpracované) drahé kovy, perly a drahokamy, zbavití, po srážce výloh na nich váznoucích, mezi něž náležejí i poplatky za kontrolní značení cenných papírů, závěr je postihujících, jde-li o osoby jež :

- a) mají rakouské státní občanství při čemž nerozhoduje, náleží-li jim státní občanství podle ustanovení mírové smlouvy St. Germainské neb státních smluv s ní souvisejících ipso facto či nabudou-li ho podle těchto ustanovení opcí ;
- b) na státním území československém nemají bydliště ;
- c) o uvolnění zažádají nejpozději ve lhůtě do tří měsíců plynoucích od účinnosti mírové smlouvy St. Germainské. Kdyby tato úmluva nenabyla účinnosti nejpozději 15. srpna 1920, plyne tato tříměsíční lhůta ode dne účinnosti této úmluvy. Osobám které nabudou rakouského státního občanství opcí, běží lhůta jednoho měsíce, počítajíc teprve ode dne řádného prohlášení.

2. Ustanovení odstavce 1. užití jest přiměřeně také při právnických osobách a obdobných samostatných subjektech hospodářských, jejichž sídlo jest v republice rakouské neb jimž příště vlastnost rakouských subjektů právních přiznána bude. Československá vláda není však povinna deposita takových subjektů uvolnit, pokud jim má příště podle mírové smlouvy St. Germainské neb podle jiných úmluv, které by mezi oběma státy byly uzavřeny, přiřknuta býti vlastnost česko-slovenských subjektů.

2. Die Bestimmung des Absatzes 1 ist auch auf die juristischen Personen und auf analoge selbständige Wirtschaftssubjekte, deren Sitz sich im Gebiete der tschechoslowakischen Republik befindet oder welchen in der Folge die Eigenschaft von tschechoslowakischen Rechtssubjekten zugebilligt werden wird, sinngemäss anzuwenden. Die österreichische Regierung ist jedoch nicht verpflichtet, die Depots derartiger Subjekte freizugeben, insoweit ihnen in der Folge auf Grund des Friedensvertrages von St. Germain oder auf Grund anderer zwischen den beiden Staaten abzuschliessender Vereinbarungen die Eigenschaft von österreichischen Subjekten zugebilligt werden soll.

3. Sollten sich die freizugebenden Werte nicht in effektiver Verwahrung der österreichischen Verwahrungsstellen, sondern lediglich in ihrer rechtlichen Verwahrung befinden, während die Effekten selbst ausserhalb des österreichischen Staatsgebietes erliegen, verpflichtet sich die österreichische Regierung, die Ausstellung bezw. Ausfolgung der notwendigen Dispositionsurkunden zuzulassen bezw. bei staatlicher Verwahrung zu veranlassen.

4. Die im Sinne dieses Artikels freizugebenden Werte sind weder einer Vermögenssteuer noch einer sonstigen Abgabe, welche die Freigabe erschweren oder unmöglich machen würde, zu unterziehen. Auch andere Verfügungen der Staatsverwaltung, die die gleiche Wirkung hätten, sind ausgeschlossen. Alle dagegen verstossenden Sicherungen und sonstigen Massnahmen werden seitens der österreichischen Regierung aufgehoben werden.

5. Um insbesondere die tschechoslowakischen Militärpersonen in den freien Besitz der als Militärheiratskautionen gewidmeten Wertpapiere aller Art zu versetzen, verpflichtet sich die österreichische Regierung, das zur Freigabe etwa notwendige Vorverfahren (Devinkulierungen etc.) tunlichst zu vereinfachen und zu beschleunigen.

Artikel 2.

1. Die tschechoslowakische Regierung verpflichtet sich, die auf ihrem Staatsgebiete in amtlicher, bankmässiger oder in einer ähnlichen der Sperre unterliegenden Verwahrung befindlichen offenen, geschlossenen und Safedepots, soweit sie Wertpapiere (einschliesslich von Einlagebüchern) fremde Valuten, gemünztes oder ungemünztes, verarbeitetes oder unverarbeitetes) Edelmetall, Perlen und Edelsteine enthalten, nach Abzug der darauf haftenden Spesen, zu denen auch die Gebühren für die Kontrollbezeichnung der Wertpapiere gehören, von den darüber verhängten Sperrern freizugeben, wenn es sich um Eigentum von Personen handelt, die :

- a) das österreichische Staatsbürgerrecht besitzen, wobei es keinen Unterschied macht, ob ihnen das Staatsbürgerrecht gemäss den Bestimmungen des Friedensvertrages von St. Germain bezw. der damit zusammenhängenden Staatsverträge *ipso facto* zukommt, oder ob es auf Grund dieser Bestimmungen im Wege der Option erworben wird ;
- b) im tschechoslowakischen Gebiete keinen Wohnsitz haben ;
- c) das Ansuchen um Freigabe längstens innerhalb einer Frist bis zum Ablauf von drei Monaten nach Inkrafttreten des Friedensvertrages von St. Germain stellen. Für den Fall, als dieses Übereinkommen nicht spätestens am 15. August 1920 in Kraft tritt, läuft diese dreimonatliche Frist vom Tage des Inkrafttretens dieses Übereinkommens. Personen, welche das österreichische Staatsbürgerrecht im Wege der Option erwerben, kommt eine einmonatliche Frist zustatten, welche erst mit dem Tage der rechtmässigen Optionserklärung zu laufen beginnt.

2. Die Bestimmung des Absatzes 1. ist auch auf die juristischen Personen und auf analoge selbständige Wirtschaftssubjekte, deren Sitz sich im Gebiete des österreichischen Staates befindet, oder welchen in der Folge die Eigenschaft von österreichischen Rechtssubjekten zugebilligt werden wird, sinngemäss anzuwenden. Die tschechoslowakische Regierung ist jedoch nicht verpflichtet, die Depots derartiger Subjekte freizugeben, insoweit ihnen in der Folge auf Grund des Friedensvertrages von St. Germain oder auf Grund anderer zwischen den beiden Staaten abzuschliessender Vereinbarungen die Eigenschaft von tschechoslowakischen Subjekten zugebilligt werden soll.

3. Kdyby uvolňované hodnoty nebyly ve hmotné úschově československých míst schovacích, nýbrž toliko v jejich úschově právní, kdežto hodnoty samy byly by uloženy mimo československé státní území, jest československá vláda povinna dovoliti a, jde-li o státní úschovu, způsobiti, aby potřebné listiny disposiční byly pořízeny nebo vydány.

4. Hodnoty, jež podle tohoto článku mají býti uvolněny, nelze postihnouti ani dávkou z majetku, ani jinou dávkou, která by uvolnění ztížila nebo znemožnila. Také jinaká opatření státní správy, jež by měla stejný účinek, jsou vyloučena. Všechna tomu odporující zajištění a jinaká opatření budou československou vládou zrušena.

5. Aby zvláště rakouské osoby vojenské nabyly volné držby jakýchkoli cenných papírů věnovaných na vojenské kauce svatební, povinna jest československá vláda přípravné řízení k uvolnění snad nutné (devinkulace, atd.) co možno zjednodušiti a urychlit.

Čl. 3.

1. Uvolnění deposit, která uložena jsou na území jednoho ze smluvních států na jméno bankovního ústavu (úvěrního ústavu, osob provozujících po živnostensku obchody bankovní) nalézajícího se na území druhého státu, provede se, pokud jde o takovou část, která jest vlastnictvím bankovního ústavu jako majitele deposita neb takových komitentů tohoto bankovního ústavu, kteří vyhovují podmínkám I. a II. článku, podle konsignace deponujícím bankovním ústavem vydané, na níž vláda státu, v němž se deponující bankovní ústav nalézá, splnění podmínek výslovně potvrdí. Uvolnění zbytku deposit uložených na jméno bankovního ústavu jest vyhrazeno zvláštnímu opatření berní správy státu, v němž depot jest. Než obě vlády prohlašují, že majetek příslušníků jiných než smluvních států uvolní aspoň tehdy, když vlastníci na území státu, v němž se depot nalézá, déle než 5 let nebydlí, ani se nezdržují a po tu dobu tam výdělečně se nezaměstnávali.

2. Uvolnění jiného, než odstavcem 1. zahrnutého majetku provede se na žádost strany, kterou s dokladem o splnění podmínek uvolňovacích podati jest buď přímo u berní správy druhého státu, příslušné podle pobytu vlastníka nebo sídla depositního místa, anebo na místě určeném finanční správou státu dovážejícího; v tomto případě potvrdí vláda dovážejícího státu splnění podmínek podle I. a II. článku a zašle žádosti finanční správě druhého státu.

Čl. 4.

Ustanovení platná v obou státech o kontrolním označení cenných papírů a placení poplatků za ně nejsou touto úmluvou dotčena. Obě vlády nad to výslovně si vyhražují, že dají opatřiti titry rakouských válečných půjček na svém území uložené před uvolněním zvláštní značkou, která vyznačí státní příslušnost držitelovu a místo schovací.

Čl. 5.

Zástavní práva za pohledávky na dávkách a zákonná zajištění poplatků z neúplatných převodů majetkových nejsou uvolnění na překážku, souhlasili strana, aby depot vydáno bylo vládě státu, jehož žadatel jest příslušníkem. Stát přejímající jest však povinnen dbáti zástavních a zajišťovacích práv, pokud vznikla před 1. srpnem 1920, a poskytnouti právní pomoc k dobytí zajištěných pohledávek druhého státu.

3. Sollten sich die freizugebenden Werte nicht in effektiver Verwahrung der tschechoslowakischen Verwahrungsstellen, sondern lediglich in ihrer rechtlichen Verwahrung befinden, während die Effekten selbst ausserhalb des tschechoslowakischen Staatsgebietes erliegen, verpflichtet sich die tschechoslowakische Regierung, die Ausstellung bzw. Ausfolgung der notwendigen Dispositionsurkunden zuzulassen bzw. bei staatlicher Verwahrung zu veranlassen.

4. Die im Sinne dieses Artikels freizugebenden Werte sind weder einer Vermögenssteuer noch einer sonstigen Abgabe, welche die Freigabe erschweren oder unmöglich machen würde, zu unterziehen. Auch andere Verfügungen der Staatsverwaltung, die die gleiche Wirkung hätten, sind ausgeschlossen. Alle dagegen verstossenden Sicherungen und sonstigen Massnahmen werden seitens der tschechoslowakischen Regierung aufgehoben werden.

5. Um insbesondere die österreichischen Militärpersonen in den freien Besitz der als Militärheiratskaution gewidmeten Wertpapiere aller Art zu versetzen, verpflichtet sich die tschechoslowakische Regierung, das zur Freigabe etwa notwendige Verfahren (Devinkulierungen etc.) tunlichst zu vereinfachen und zu beschleunigen.

Artikel 3.

1. Die Freigabe der im Gebiete eines der vertragschliessenden Staaten auf den Namen einer im Gebiete des anderen Staates befindlichen Bankstelle (Kreditinstitute, gewerbmässig Bankgeschäfte betreibende Personen) erliegenden Depots (folgt hinsichtlich jenes Teiles, welcher im Eigentum der als Inhaberin des Depots erscheinenden Bankstelle oder solcher Kommittenten dieser Bankstelle steht, bei denen die Voraussetzungen der Art. 1 und 2 vorliegen, auf Grund einer von der deponierenden Bankstelle ausgestellten Consignation, auf welcher seitens der Regierung des Staates, in dem sich die deponierende Bankstelle befindet, das Zutreffen der Voraussetzungen ausdrücklich bestätigt wird. Bezüglich des übrigen Teiles der auf den Namen einer Bankstelle erliegenden Depots bleibt die Freigabe einer besonderen Verfügung der Steuerbehörde des Staates, in dem das Depot liegt, vorbehalten. Doch erklären beide Regierungen, dass die Vermögensschaften der Angehörigen anderer als der vertragschliessenden Staaten zumindest dann freigegeben werden, wenn die Eigentümer im Gebiete des Staates, in dem sich das Depot befindet, nicht länger als 5 Jahre Wohnsitz oder Aufenthalt haben und in dieser Zeit daselbst keine Erwerbstätigkeit ausübten.

2. Die Freigabe anderer als unter Absatz 1 fallender Vermögensschaften erfolgt über Parteiensuchen, welches unter Nachweis des Zutreffens der Voraussetzungen für die Freigabe entweder direkt bei der nach dem Aufenthaltsort des Eigentümers oder dem Sitze der Depotstelle zuständigen Steuerbehörde des anderen Staates oder bei einer von der Finanzverwaltung des einführenden Staates dazu bestimmten Stelle einzubringen ist. Im letzteren Falle wird die Regierung des einführenden Staates das Vorhandensein der nach Artikel 1 und 2 aufgestellten Voraussetzungen bestätigen und die Gesuche an die Finanzverwaltung des anderen Staates leiten.

Artikel 4.

Die in den beiden Staaten geltenden Bestimmungen über die Kontrollbezeichnung von Wertpapieren und die Entrichtung von Gebühren hiefür werden durch dieses Übereinkommen nicht berührt. Beide Regierungen behalten sich überdies ausdrücklich vor, die in ihrem Gebiete verwahrten Titres der österreichischen Kriegsanziehungen vor der Freigabe mit einer besonderen Bezeichnung versehen zu lassen, die die Staatsangehörigkeit des Besitzers und den Ort der Aufbewahrung zum Ausdrucke bringt.

Artikel 5.

Pfandrechte für Abgabenforderungen und gesetzliche Sicherungsmittel für Gebühren von unentgeltlichen Vermögensübertragungen verhindern die Freigabe nicht, wenn die Partei damit einverstanden ist, dass das Depot der Regierung des Staates, dem der Ansuchende angehört, ausgefolgt werde. Der übernehmende Staat verpflichtet sich jedoch, die Pfand- und Sicherungsrechte, sofern sie vor dem 1. August 1920 entstanden sind, zu wahren und zur Hereinbringung der gesicherten Forderungen des anderen Staates Rechtshilfe zu leisten.

U optantů, kterým běží prodloužená lhůta článku 1, odst. 1. lit. c. neb čl. 2, odst. 1. lit. c., poskytuje se právní pomoc při všech zástavních a zajišťovacích právech, která vznikla až do konce této lhůty.

B.

1. Na cenné papíry splatné v jednom z obou států (domácí cenné papíry), jsou-li v druhém státě kontrolně označeny, budou se konati platby bez dalšího průkazu.

2. K výplatě kontrolně neoznačených kuponů z titrů kontrolně označených jest potřebí buď předložiti kontrolně označený plášť aneb potvrzení banky jako schovacího místa, že strana svým povinnostem předepsaným k dosažení kontrolního označení dostála.

3. Výplata se bude díti ve měně onoho státu, v němž dlužník má své sídlo, a to i tehdy, měla-li by se skutečně výplata státi v cizině, na př. při československém papíru ve Vídni, aneb při rakouském papíru v Praze.

Obě vlády se zavazují u papírů, které v druhém státě byly opatřeny kontrolní značkou, uznati za prokázáno, že se tyto papíry v den rozhodný pro kontrolní označení nalézaly v cizině, a připustiti je přímo neb po zvláštním označení k domácímu obchodu.

5. Souhlasně se stanoví, že úmluvy v prvním až čtvrtém odstavci učiněné o výplatě kuponů a připuštění k domácímu obchodu se netýkají dlužních úpisů bývalého rakouského státu.

C.

Obě vlády zavážou na svém státním území úvěrní ústavy a osoby, které tam po živnostensku provozují bankovní obchody, aby deposita u nich uložená a příslušníkům druhého státu náležející, k jejichž uvolnění podle této úmluvy přípustnému nedošlo z nedostatku žádosti, svou vlastní správou finanční sdělovaly s finanční správou druhého státu, pokud známy jsou jim podmínky potřebné k posouzení věci.

D.

Kde se v této úmluvě vyskytuje pojem státního území, rozumí se jím státní území v onom rozsahu, ve kterém jest určeno mírovou smlouvou Saint. Germainskou neb bude určeno podle ní neb podle státních a všelikých doplňovacích smluv a prováděcích opatření s ní souvisejících.

E.

Tato úmluva stane se účinnou dnem výměny not o tom, že schválena byla oběma vládami

V PRAZE, dne 2. srpna 1920.

Copie certifiée conforme.
Praha, le 24 janvier 1925.

Dr. Jan OPOČENSKÝ,
Chef des Archives du Ministère
des Affaires étrangères.

Za československou vládu:
DR. BOHUMIL VLASÁK,
Odborový přednosta ministerstva financí.

Bei Optanten, denen die erweiterte Frist des Art. 1. Abs. 1, lit. c) bzw. Art. 2. Abs. 1, lit. c) zustatten kommt, wird die Rechtshilfe hinsichtlich aller jener Pfand- und Sicherungsrechte gewährt, die bis zum Ende dieser Frist entstanden sind

B.

1. Auf die in einem der beiden Staaten zahlbaren Wertpapiere (inländische Wertpapiere) wird, wenn sie in dem anderen Staate kontrollbezeichnet sind, ohne weitere Nachweisung Zahlung geleistet.

2. Zur Auszahlung der nicht kontrollbezeichneten Kupons von kontrollbezeichneten Titres ist entweder die Vorlage des kontrollbezeichneten Mantels oder die Bestätigung einer Bank als Depostelle notwendig, dass die Partei inre für die Erwirkung der Kontrollbezeichnung vorgeschriebenen Verpflichtungen erfüllt hat.

3. Die Einlösung wird in der Währung jenes Staates erfolgen, in dem der Schuldner seinen Sitz hat, und zwar auch dann, wenn die tatsächliche Auszahlung im Auslande erfolgen sollte, zum Beispiel bezüglich eines tschechoslowakischen Papieres in Wien oder bezüglich eines österreichischen Papieres in Prag.

4. Beide Regierungen verpflichten sich, bei Wertpapieren, die in dem anderen Staate mit einer Kontrollbezeichnung versehen worden sind, den Nachweis, dass sich diese Papiere an dem für die Kontrollbezeichnung massgebenden Stichtag im Auslande befunden haben, als erbracht anzuerkennen und sie demgemäss unmittelbar oder nach einer besonderen Bezeichnung im inländischen Verkehre zuzulassen.

5. Es wird einvernehmlich festgestellt, dass sich die in den Absätzen 1 bis 4. getroffenen Vereinbarungen bezüglich der Kuponseinlösung und der Zulassung zum inländischen Verkehr nicht auf die Schuldverschreibungen des ehemaligen österreichischen Staates beziehen.

C.

Beide Regierungen werden die in ihrem Staatsgebiete befindlichen Kreditinstitute und die Personen, die daselbst gewerbmässig Bankgeschäfte betreiben, dazu verpflichten, jene bei ihnen erliegenden und den Angehörigen des anderen Staates gehörigen Depots, deren im Sinne dieses Übereinkommens zulässige Freigabe infolge Mangels eines Ansuchens unterblieben ist, im Wege der eigenen Finanzverwaltung jener des anderen Staates mitzuteilen, sofern ihnen die zur Beurteilung der Sache notwendigen Voraussetzungen bekannt sind.

D.

Wo in dem vorliegenden Übereinkommen der Begriff des Staatsgebietes vorkommt, ist darunter das betreffende Staatsgebiet in jenem Umfange zu verstehen, in dem es in dem Friedensvertrage von St. Germain bestimmt ist, bzw. auf Grund desselben oder auf Grund der damit zusammenhängenden Staats- und etwaigen Ergänzungsverträge und Durchführungsmassnahmen bestimmt werden wird.

E.

Dieses Übereinkommen tritt mit dem Tage des Austausches der Noten über die Genehmigung durch die beiderseitigen Regierungen in Kraft.

PRAG, am 2. August 1920.

Für die österreichische Regierung:

DR. RUDOLPH EGGER,

Oberfinanzrat im öst. Staatsamt für Finanzen.

Copie certifiée conforme.
Praha, le 24 janvier 1925.

Dr. Jan OPOČENSKÝ,
Chef des Archives du Ministère
des Affaires étrangères.

¹ TRADUCTION.

No. 826. — CONVENTION ENTRE L'AUTRICHE ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE, CONCERNANT LA LEVÉE DU SÉQUESTRE DES DÉPÔTS ET LA RECONNAISSANCE MUTUELLE DES ESTAMPILLES DE CONTRÔLE APPOSÉES SUR LES VALEURS MOBILIÈRES, SIGNÉE A PRAGUE, LE 2 AOÛT 1920.

A la suite des négociations qui ont eu lieu entre les représentants du Ministère des Finances autrichien et du Ministère des Finances tchécoslovaque, il a été convenu ce qui suit :

A.

Article I.

1^o Sous réserve de dispositions plus étendues qui pourraient figurer dans les lois et règlements en vigueur sur son territoire, le Gouvernement autrichien s'engage à lever le séquestre sous lequel sont placés les dépôts en comptes courants, les dépôts fixes et les dépôts en coffres-forts renfermant des valeurs mobilières, y compris des livrets de versements, des devises étrangères, des métaux précieux, monnayés ou non, ouvrés ou non, des perles et des pierres précieuses, pour autant que la garde de ces dépôts est confiée, sur le territoire de l'Etat autrichien, à des administrations publiques, des banques ou d'autres établissements tenus de placer les dépôts sous séquestre ; la restitution du dépôt aura lieu sous déduction des frais afférents au dépôt, auxquels il y a lieu aussi d'ajouter les frais d'estampillage des valeurs mobilières, et à la condition que les valeurs déposées soient la propriété de personnes :

- a) de nationalité tchécoslovaque, acquise soit *ipso facto*, en vertu des dispositions du Traité de Paix de Saint-Germain ou des traités qui s'y rattachent, soit par voie d'option, en vertu des dispositions susmentionnées ;
- b) qui n'ont pas de domicile sur le territoire de l'Etat autrichien ;
- c) qui formuleront la demande en vue de la levée du séquestre, au plus tard avant l'expiration d'un délai de trois mois à dater de l'entrée en vigueur du Traité de Paix de Saint-Germain. Dans le cas où ledit Traité ne serait pas entré en vigueur au plus tard le 15 août 1920, ce délai de trois mois sera calculé à dater du jour de l'entrée en vigueur dudit Traité. Les personnes qui acquerront la nationalité tchécoslovaque par voie d'option bénéficieront d'un délai d'un mois, qui ne commencera à courir que le jour où la déclaration d'option régulière sera formulée.

2^o La disposition de l'alinéa 1^{er} sera également applicable, par analogie, aux personnes morales et aux organisations économiques autonomes analogues, jouissant de la personnalité juridique, dont le siège se trouve sur le territoire de la République tchécoslovaque ou auxquelles la nationalité tchécoslovaque sera accordée ultérieurement. Le Gouvernement autrichien n'est cependant pas obligé de lever le séquestre sous lequel sont placés les dépôts desdites personnes juridiques si la

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

N^o 826. — CONVENTION BETWEEN AUSTRIA AND CZECHOSLOVAKIA CONCERNING THE RELEASE OF DEPOSITS ON WHICH AN EMBARGO HAD BEEN PLACED AND THE MUTUAL RECOGNITION OF THE MARKS AFFIXED TO SECURITIES FOR PURPOSES OF CONTROL, SIGNED AT PRAGUE, AUGUST 2, 1920.

Following upon the negotiations conducted by Representatives of the Austrian Federal Department of Finance and of the Czechoslovak Ministry of Finance, the following articles have been agreed upon :

A.

Article I.

(1) Without prejudice to more extensive provisions which may subsequently be made in domestic laws and decrees, the Austrian Government undertakes to raise the embargo on book deposits (offene Dépôts), specific deposits (geschlossene Dépôts) or safe deposits within its territory which are in the keeping of banks or in Government or any similar form of custody covered by the embargo in so far as these deposits comprise securities (including deposit books), foreign currencies, precious metals, whether coined or uncoined (worked or not), pearls and precious stones, after deducting any charges due thereon, such charges including fees payable for the affixing of marks for control purposes, provided that such deposits are the property of persons who :

- (a) possess Czechoslovak nationality, no distinction being made between those who have acquired such nationality *ipso facto* under the provisions of the Treaty of St. Germain or the inter-State treaties in connection therewith, and those who have obtained it by exercising the right of option under the aforesaid provisions ;
- (b) are not domiciled in the territory of the Austrian State ;
- (c) file an application for release from the embargo not later than three months after the coming into force of the Treaty of St. Germain. Should this treaty not have come into force on August 15, 1920, at latest, the three months shall run as from the date upon which it comes into force. Persons acquiring Czechoslovak nationality by option shall be allowed a period of one month, to be reckoned as from the date of the legal declaration of option.

(2) The provisions of paragraph 1 are equally applicable, *mutatis mutandis*, to juridical persons, and also to such independent business organisations of similar legal status as are situate within the territory of the Czechoslovak Republic, or may hereafter be granted the status of legal persons in Czechoslovakia. The Austrian Government is, however, not bound to release the deposits of such legal persons in the event of their being subsequently granted the status of legal persons under

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

nationalité autrichienne doit leur être accordée ultérieurement, en vertu du Traité de Paix de Saint-Germain ou d'autres conventions à conclure entre les deux États.

3° Pour le cas où les dépositaires autrichiens de valeurs, pour lesquelles le séquestre doit être levé, ne se trouveraient pas en la possession effective desdites valeurs, mais seraient simplement liés par un contrat de dépôt, les valeurs elles-mêmes étant déposées en dehors du territoire de l'État autrichien, le Gouvernement autrichien s'engage à autoriser l'établissement et la délivrance des pièces nécessaires pour que le dépôt puisse être mis à la disposition du propriétaire et, s'il s'agit d'un dépôt dont la garde est confiée à une administration publique, le Gouvernement autrichien prendra lui-même l'initiative pour que lesdites pièces soient établies et délivrées.

4° Les valeurs, pour lesquelles le séquestre doit être levé, aux termes du présent article, ne seront soumises ni à un impôt sur le capital, ni à une autre taxe quelconque qui entraverait la levée du séquestre ou rendrait cette dernière impossible. L'Administration d'État ne prendra aucune autre mesure qui aurait un effet similaire. Le Gouvernement autrichien annulera toutes les mesures de garantie et autres mesures contraires à la disposition précédente.

5° Afin de permettre particulièrement aux militaires tchécoslovaques de rentrer en possession des valeurs mobilières de toute nature, formant le cautionnement qu'ils étaient obligés de constituer lors de leur mariage, le Gouvernement autrichien s'engage à simplifier et à accélérer, autant que possible, la procédure préliminaire (main-levées, etc.), qui pourrait être nécessaire pour obtenir la levée du séquestre.

Article II.

Le Gouvernement tchécoslovaque s'engage à lever le séquestre sous lequel sont placés les dépôts en comptes courants, les dépôts fixes et les dépôts en coffres-forts renfermant des valeurs mobilières, y compris des livrets de versements, des devises étrangères, des métaux précieux monnayés ou non, ouvrés ou non, des perles et des pierres précieuses, pour autant que la garde de ces dépôts est confiée, sur le territoire de l'État tchécoslovaque, à des administrations publiques, des banques ou d'autres établissements tenus de placer les dépôts sous séquestre ; la restitution du dépôt aura lieu sous déduction des frais afférents au dépôt, auxquels il y a lieu aussi d'ajouter les frais d'estampillage des valeurs mobilières, et à la condition que les valeurs déposées soient la propriété de personnes .

a) de nationalité autrichienne, acquise soit *ipso facto*, en vertu des dispositions du Traité de Paix de Saint-Germain ou des traités qui s'y rattachent, soit par voie d'option, en vertu des dispositions susmentionnées ;

b) qui n'ont pas de domicile sur le territoire tchécoslovaque ;

c) qui formuleront la demande en vue de la levée du séquestre, au plus tard avant l'expiration d'un délai de trois mois à dater de l'entrée en vigueur du Traité de Paix de Saint-Germain. Dans le cas où ledit Traité ne serait pas entré en vigueur au plus tard le 15 août 1920, ce délai de trois mois sera calculé à dater du jour de l'entrée en vigueur dudit Traité. Les personnes qui acquerront la nationalité tchécoslovaque par voie d'option, bénéficieront d'un délai d'un mois, qui ne commencera à courir que le jour où la déclaration d'option régulière sera formulée.

2° La disposition de l'alinéa 1^{er} sera également applicable, par analogie, aux personnes morales et aux organisations économiques autonomes analogues jouissant de la personnalité juridique, dont le siège se trouve sur le territoire de l'État autrichien ou auxquelles la nationalité autrichienne sera accordée ultérieurement. Le Gouvernement tchécoslovaque n'est cependant pas obligé de lever le séquestre sous lequel sont placés les dépôts desdites personnes juridiques, si la nationalité tchécoslovaque doit leur être accordée ultérieurement, en vertu du Traité de Paix de Saint-Germain ou d'autres conventions à conclure entre les deux États.

3° Pour le cas où les dépositaires tchécoslovaques de valeurs, pour lesquelles le séquestre doit être levé, ne se trouveraient pas en la possession effective desdites valeurs, mais seraient simplement liés par un contrat de dépôt, les valeurs elles-mêmes étant déposées en dehors du territoire de l'État

Austrian Law, in pursuance of the Treaty of St. Germain or of any other conventions which may hereafter be concluded between the two States.

(3) If the deposits to be released are not actually in the custody of Austrian deposit offices, but are only formally lodged with them, while the documents of title or the valuables are held outside the territory of the Austrian State, the Austrian Government undertakes to authorise the drawing up and issuing of the documents requisite for disposal, or to draw up and issue such documents itself in respect of deposits in State custody.

(4) Neither a tax on fortune nor any other tax likely to hinder or prevent release shall be levied on the securities or valuables defined in this article, nor shall any other Government regulations having a like effect be applied to them. Any measures intended as a safeguard, or other measures incompatible with the above provisions, shall be annulled by the Austrian Government.

(5) To enable military persons of Czechoslovak nationality to obtain free possession of the securities pledged as military marriage security (*Militärheiratskaution*), the Austrian Government undertakes to simplify and expedite to the utmost any preliminary procedure (*conversion of securities to "bearer"*) required for release.

Article II.

(1) The Czechoslovak Government undertakes to raise the embargo on book deposits (*offene Dépôts*), specific deposits (*geschlossene Dépôts*) or safe deposits within its territory which are in the keeping of banks or in Government or any similar form of custody covered by the embargo, so far as these deposits comprise securities (including deposit books), foreign currencies, precious metals, whether coined or uncoined (worked or not) pearls and precious stones, after deducting any charges due thereon, such charges including fees payable for the affixing of marks for control purposes when such deposits are the property of persons who :

- (a) possess Austrian nationality, no distinction being made between those who have acquired such nationality *ipso facto* under the provisions of the Treaty of St. Germain or the inter-State treaties in connection therewith, and those who have obtained it by exercising the right of option under the aforesaid provisions ;
- (b) are not domiciled in the territory of the Czechoslovak State ;
- (c) file an application for release not later than three months after the coming into force of the Treaty of St. Germain. Should this treaty not have come into force on August 15, 1920, at latest, the three months shall run as from the date upon which it comes into force. Persons acquiring Austrian nationality by option are allowed a period of one month, to be reckoned as from the date of the legal declaration of option.

(2) The provisions of paragraph 1 are equally applicable, *mutatis mutandis*, to juridical persons, and also to such independent business organisations of similar legal status as are situate within the territory of the Austrian State, or may hereafter be granted the status of legal persons in Austria. The Czechoslovak Government is, however, not bound to release the deposits of such legal persons in the event of their being subsequently granted the status of legal persons under Czechoslovak law, in pursuance of the Treaty of St. Germain, or of any other conventions which may hereafter be concluded between the two States.

(3) If the deposits to be released are not actually in the custody of Czechoslovak deposit offices (places of custody) but are only formally lodged with them, while the documents of title or the valuables are held outside the territory of the Czechoslovak State, the Czechoslovak Government

tchécoslovaque, le Gouvernement tchécoslovaque s'engage à autoriser l'établissement et la délivrance des pièces nécessaires pour que le dépôt puisse être mis à la disposition du propriétaire et, s'il s'agit d'un dépôt dont la garde est confiée à une administration publique, le Gouvernement tchécoslovaque prendra lui-même l'initiative pour que lesdites pièces soient établies et délivrées.

4° Les valeurs, pour lesquelles le séquestre doit être levé aux termes du présent article, ne seront soumises ni à un impôt sur le capital, ni à une autre taxe quelconque, qui entraverait la levée du séquestre ou rendrait cette dernière impossible. L'administration d'Etat ne prendra aucune autre mesure qui aurait un effet similaire. Le Gouvernement tchécoslovaque annulera toutes les mesures de garantie et autres mesures contraires à la disposition précédente.

5° Afin de permettre particulièrement aux militaires autrichiens de rentrer en possession des valeurs mobilières de toute nature, formant le cautionnement qu'ils étaient obligés de constituer lors de leur mariage, le Gouvernement tchécoslovaque s'engage à simplifier et à accélérer, autant que possible, la procédure préliminaire (main-levées, etc.), qui pourrait être nécessaire pour obtenir la levée du séquestre.

Article III.

1° Lorsqu'il s'agit de valeurs déposées sur le territoire de l'un des Etats contractants, au nom d'une banque, d'un établissement de crédit, ou d'une personne se livrant habituellement à des opérations de banque, domiciliée sur le territoire de l'autre Etat, la levée du séquestre, pour la partie des valeurs qui sont la propriété de la banque au nom de laquelle le dépôt est établi ou de clients de cette banque qui remplissent les conditions prévues aux articles I et II, aura lieu en vertu d'un certificat délivré par l'établissement de banque déposant et portant une attestation par laquelle le Gouvernement de l'Etat sur le territoire duquel se trouve l'établissement de banque déposant, confirme expressément que toutes les conditions requises sont réunies. En ce qui concerne l'autre partie des dépôts établis au nom d'une banque, la levée du séquestre est subordonnée à une autorisation spéciale de l'Administration des contributions de l'Etat sur le territoire duquel se trouve le dépôt. Les deux Gouvernements déclarent, cependant, que la levée du séquestre sera toujours accordée, pour les biens appartenant à des ressortissants d'Etats autres que les Etats contractants, si les propriétaires desdits biens ne sont pas domiciliés ou ne résident pas depuis plus de cinq ans sur le territoire de l'Etat où se trouve le dépôt, et s'ils n'ont exercé pendant cette période aucune profession sur le territoire dudit Etat.

2° Pour tous les biens autres que ceux visés à l'alinéa 1^{er}, la levée du séquestre aura lieu à la demande des intéressés ; cette demande, à laquelle devront être jointes les pièces prouvant que les conditions requises pour la levée du séquestre se trouvent réunies, devra être adressée soit directement à l'Administration des contributions de l'autre Etat compétent, en raison de la résidence du propriétaire ou du siège du dépositaire, soit à un service administratif qui sera désigné à cet effet par l'Administration des Finances de l'Etat sur le territoire duquel le dépôt doit être transféré. Dans ce dernier cas, le Gouvernement de l'Etat, sur le territoire duquel le dépôt doit être transféré, certifiera que les conditions prévues aux articles I et II se trouvent réunies, et transmettra les demandes à l'Administration des finances de l'autre Etat.

Article IV.

Les dispositions en vigueur dans les deux Etats concernant l'apposition d'estampilles de contrôle sur les valeurs mobilières et la perception de droits pour cette opération ne seront pas modifiées par la présente Convention. En outre, les deux Gouvernements se réservent expressément le droit d'apposer, avant la levée du séquestre, sur les titres des emprunts de guerre autrichiens qui sont en dépôt sur leur territoire, une estampille spéciale indiquant la nationalité du propriétaire et le lieu de dépôt.

Article V.

Les droits de gage servant de garantie à une créance du fisc et les privilèges légaux destinés à garantir le paiement des taxes dues pour la transmission de biens à titre gratuit ne constitueront

undertakes to authorise the drawing up and issuing of the documents requisite for disposal, or to draw up and issue such documents itself in respect of deposits in State custody.

(4) Neither a tax on fortune nor any other tax likely to hinder or prevent release shall be levied on the securities or valuables defined in this article, nor shall any other Government regulations having a like effect be applied to them. Any measures intended as a safeguard, or other measures incompatible with the above provisions, shall be annulled by the Czechoslovak Government.

(5) To enable military persons of Austrian nationality to obtain free possession of the securities pledged as military marriage security (*Militärheiratskaution*) the Czechoslovak Government undertakes to simplify and expedite to the utmost any preliminary procedure (conversion of securities to "bearer") required for release.

Article III.

(1) Release of deposits held within the territory of one of the Contracting States in the name of a bank (credit establishments, persons lawfully engaged in banking business) established in the territory of the other State shall be granted in respect of such portion thereof as is the property of the bank in whose name the deposit is lodged, or that of any person fulfilling the conditions laid down in Articles I and II for whom that bank has acted, on receipt of a schedule drawn up by the depositing bank and bearing a certificate by the Government of the State in which the depositing bank is situate expressly stating that these conditions are fulfilled. As regards the balance of deposits lodged in the name of a bank, release is conditional upon a special order by the fiscal authorities of the State in which the deposit is lodged. Both Governments declare, however, that the property of nationals of States other than the Contracting States shall at all events be released if the owner have not been domiciled or resident for more than five years in the territory of the State in which the deposit is held, and have not followed a remunerative occupation there during that time.

(2) The release of property other than that specified in paragraph 1 shall be obtainable on application by the party concerned, such application to be forwarded, accompanied by proof that the conditions governing release have been fulfilled, either directly to the fiscal authorities of the other State within whose jurisdiction either the owner's residence or the place of deposit is situated or to an office to be designated by the financial authorities of the recovering State. In the latter case the Government of the recovering State shall certify that the conditions laid down in Articles I and II have been fulfilled and shall transmit the application to the financial authorities of the other State.

Article IV.

The regulations in force in both States respecting the marking of securities for the purpose of control and the payment of the relative fees shall not be affected by this Convention. Furthermore, both Governments expressly reserve the right, before releasing Austrian War Loan Bonds deposited within its territory, to affix thereto a special mark indicating the nationality of the owner and the place of deposit.

Article V.

Liens in respect of taxes, and legal security for dues on transfers of property effected without valuable consideration in return, shall not be an obstacle to release, provided the party concerned

pas un obstacle à la levée du séquestre, si la partie intéressée consent à ce que le dépôt soit délivré au Gouvernement de l'Etat auquel le réquerant est ressortissant. L'Etat auquel est délivré le dépôt s'engage, cependant, à sauvegarder les droits de gage et les privilèges pour autant qu'ils ont pris naissance avant le 1^{er} août 1920, et à accorder l'assistance judiciaire à l'autre Etat, en vue du recouvrement des créances garanties.

En ce qui concerne les optants qui bénéficient de la prolongation du délai prévu à l'article I, alinéa 1, lit. c (ou à l'article II, alinéa 1, lit. c), l'assistance judiciaire sera accordée pour tout acte de procédure relatif aux droits de gage et aux privilèges qui ont pris naissance avant l'expiration dudit délai.

B.

1^o Les paiements seront effectués, sans qu'aucune preuve ne soit exigée, pour toutes les valeurs mobilières (valeurs mobilières nationales) payables dans l'un des deux Etats, lorsqu'elles portent l'estampille de contrôle de l'autre Etat.

2^o Pour obtenir le paiement des coupons non estampillés de titres portant l'estampille de contrôle, l'intéressé devra produire, soit le corps du titre estampillé, soit le certificat de la banque dépositaire, attestant que l'intéressé a rempli toutes les formalités prescrites pour obtenir l'apposition de l'estampillage de contrôle.

3^o Le paiement sera effectué dans la monnaie de l'Etat sur le territoire duquel le débiteur a son domicile ; il en sera ainsi même dans le cas où le paiement effectif aurait lieu à l'étranger, par exemple, pour un titre tchécoslovaque à Vienne ou pour un titre autrichien à Prague.

4^o En ce qui concerne les valeurs mobilières sur lesquelles une estampille de contrôle a été apposée dans l'autre Etat, les deux Gouvernements s'engagent à considérer comme un fait établi que lesdites valeurs mobilières se trouvaient dans un pays étranger à la date fixée par les règlements concernant l'estampillage des titres ; les deux Gouvernements s'engagent, par conséquent, à autoriser la négociation desdites valeurs mobilières sur leur territoire, soit immédiatement, soit après l'apposition d'une mention spéciale. !

5^o Les deux Parties constatent, d'un commun accord, que les dispositions des alinéas 1 à 4, relatives au paiement des coupons et à la négociation des titres sur le territoire de chaque Etat, ne s'appliquent pas aux obligations de l'ancien Etat autrichien.

C.

Les deux Gouvernements prescriront aux établissements de crédit établis sur leur territoire et aux personnes qui se livrent habituellement sur leur territoire à des opérations de banque, de signaler, par l'intermédiaire de l'Administration des finances de leur Etat, à l'Administration des finances de l'autre Etat, les dépôts dont ils ont la garde et qui sont la propriété de ressortissants de l'autre Etat, mais pour lesquels la levée de séquestre, autorisée aux termes de la présente Convention, n'a pas eu lieu par le fait qu'aucune demande n'en a été formulée : cette notification devra avoir lieu dans tous les cas où les établissements de crédit et les personnes susmentionnées qui se livrent habituellement à des opérations de banque posséderont les éléments d'appréciation nécessaires.

D.

Toutes les fois que figure dans la présente Convention le terme « territoire de l'Etat », ce terme vise le territoire de l'Etat en question tel qu'il a été délimité par le Traité de Paix de Saint-Germain, ou qu'il sera délimité en vertu dudit Traité ou des traités, conventions additionnelles et mesures d'exécution qui pourraient être adoptées en vertu du Traité de Saint-Germain.

agrees to the deposit being handed over to the State to which the applicant belongs. The recipient State undertakes, however, to safeguard such rights of lien and security, provided they accrued before August 1, 1920, and to give legal assistance for the collection of the amounts relating to such secured claims of the other State.

In case of persons opting for nationality who are entitled to the extended period under Article I, paragraph 1, sub-paragraph (c) (or Article II, paragraph 1, sub-paragraph (c) as the case may be), legal assistance shall be granted in respect of rights of lien and security which may have accrued up to the expiration of this period.

B.

(1) Payment shall be made, without further proof being required, on securities payable in one of the two States (home securities) if they bear the control mark of the other State.

(2) Either the marked document of title or a certificate in which a bank declares, as depositary, that the person concerned has taken the necessary steps to obtain the control mark shall be required for the payment of coupons not bearing the control mark but belonging to documents of title which do bear such mark.

(3) Payment shall be made in the currency of the State in which the debtor is domiciled, even if actual payment should be made abroad, as, for instance, in the case of a Czechoslovak security in Vienna or in the case of an Austrian security in Prague.

(4) Where securities are marked for purposes of control in the other State, both Governments agree to take this as proof that such securities were abroad on the decisive date governing the affixing of such marks and therefore to admit them into internal circulation with or without a special mark affixed.

(5) Both parties declare that the provisions agreed to in paragraphs 1-4 regarding the cashing of coupons and admittance to internal circulation do not apply to the Loan Bonds of the former Austrian State.

C.

Both Governments shall require credit establishments situate within their territory and persons who are lawfully engaged in banking business to report, through their own financial administrative authorities, to those of the other State, any deposits held by them and belonging to nationals of the other State which are liable to release under this Convention but have not been so released in the absence of any application, provided they possess the data necessary to determine the fact.

D.

Where the term "territory" of any State is used in the present Convention, it shall be taken to mean the territory of that State as defined by the Treaty of St. Germain or by the inter-State treaties, supplementary treaties and measures of execution connected therewith.

E.

La présente Convention entrera en vigueur le jour de l'échange des notes indiquant que les deux Gouvernements ont approuvé la Convention.

PRAGUE, le 2 août 1920.

Pour le Gouvernement tchécoslovaque :

Dr. BOHUMIL VLASÁK
*Chef de Section
au Ministère des Finances.*

Pour le Gouvernement autrichien :

Dr. RUDOLPH EGGER
*Conseiller au Ministère fédéral
des Finances d'Autriche.*

E.

This Convention shall come into force on the date of the exchange of notes recording the approval of the two Governments concerned.

PRAGUE, *August 2, 1920.*

For the Austrian Government :

(Signed) Dr. RUDOLPH EGGER,
*Financial Counsellor in the Austrian Federal
Department of Finance.*

For the Czechoslovak Government :

Dr. BOHUMIL VLASÁK,
*Head of Section
at the Department of Finance.*

N° 827.

ALLEMAGNE ET PORTUGAL

Echange de notes comportant un accord provisoire des relations commerciales. Berlin, le 28 avril 1923.

GERMANY AND PORTUGAL

Exchange of Notes establishing a Provisional Agreement for the Regulation of Commercial Relations. Berlin, April 28, 1923.

No. 827. — ÉCHANGE¹ DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET PORTUGAIS COMPORTANT UN ACCORD PROVISOIRE DES RELATIONS COMMERCIALES. BERLIN, LE 28 AVRIL 1923.

No. 827. — EXCHANGE¹ OF NOTES BETWEEN THE GERMAN AND PORTUGUESE GOVERNMENTS ESTABLISHING A PROVISIONAL AGREEMENT FOR THE REGULATION OF COMMERCIAL RELATIONS. BERLIN, APRIL 28, 1923.

Textes officiels allemand et portugais communiqués par le Consul General d'Allemagne² à Genève. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 25 février 1924.

German and Portuguese official texts communicated by the German Consul General² at Geneva. The registration of this exchange of notes took place February 25, 1925.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

NOTE DES AUSWÄRTIGEN AMTES AN DEN PORTUGIESISCHEN GESANDTEN IN BERLIN.

AUSWÄRTIGES AMT,
Nr. II. Ptg. 315.

BERLIN, den 28, April 1923

HERR MINISTER !

Ich habe die Ehre, Euerer Exzellenz als Ergebnis der vorangegangenen Verhandlungen mitzuteilen, dass die Deutsche Regierung, von dem Wunsche geleitet, bald in Verhandlungen über einen allgemeinen deutsch-portugiesischen Handelsvertrag einzutreten, dem folgenden vorläufigen Handelsabkommen ihre Zustimmung gibt :

I.

Die Portugiesische Regierung wird während der Dauer dieses Abkommens auf die Einfuhr deutscher Waren die Minimalsätze des zur Zeit in Kraft befindlichen oder etwa später in Kraft tretenden Zolltarifs in Anwendung bringen. Für den Fall, dass Portugal irgendeinem Lande — ausser Spanien und Brasilien — die ganze oder teilweise Befreiung von der Goldzahlung der Zölle oder Nachlass von irgendeinem Aufschlag bewilligt, werden diese Vergünstigungen während der Geltungsdauer dieses Abkommens auch auf Deutschland Anwendung finden ; auch werden deutsche Waren keinem besonderen Zollzuschlag unterworfen werden.

¹ Ratifié par l'Allemagne le 31 juillet 1923, et prolongé par échanges de notes du 14 mars et du 31 décembre 1924.

² Vol. II, page 60 de ce Recueil.

¹ Ratified by Germany, July 31, 1923, prolonged by exchanges of notes of March 14, 1924 and December 31, 1924.

² Vol. II, page 60 of this Series.

2.

Während der Dauer dieses Abkommens wird die Deutsche Regierung für Sardinien, in Öl portugiesischer Erzeugung in luftdicht verschlossenen Behältnissen keinen höheren Zoll als 30 Mark für den Doppelzentner erheben.

3.

Für die Dauer dieses Abkommens wird die Deutsche Regierung für portugiesische Korkwürfel und Korkplatten der Position 636 des deutschen Zolltarifs keinen höheren Zoll als 5 Mark für Korkwürfel, Korkscheiben und Korkplatten der Position 637 keinen höheren Zoll als 10 Mark, für Korkstopfen der Position 638 keinen höheren Zoll als 20 Mark für den Doppelzentner erheben.

4.

Die Deutsche Regierung erkennt an, dass Port- und Madeirawein von Südweinen anderer Herkunft deutlich unterschiedene Weintypen bilden und stellt daher die Aufnahme besonderer Zollpositionen für diese Weine im künftigen deutschen Zolltarif in Aussicht. Solange noch eine Verteilung von Weinkontingenten stattfindet, werden portugiesische Importeure an der Einfuhr portugiesischen Weines nach Deutschland in gleicher Weise beteiligt werden wie deutsche Importeure.

5.

Da die Deutsche Regierung infolge der augenblicklichen Lage Deutschlands nicht in der Lage ist, Portugal die freie Einfuhr seiner wichtigsten Ausfuhrartikel, Portwein und Madeirawein, zuzugestehen, gewährt Deutschland Portugal für die Dauer des gegenwärtigen Abkommens ein monatliches Einfuhrkontingent für Port- und Madeirawein von insgesamt 6000 Hektolitern, bis die freie Einfuhr gewährt werden kann, was Deutschlands aufrichtigem Wunsche entspreche.

6.

Da Deutschland zur Zeit die freie Einfuhr von Ananas nicht gewähren kann, wird Portugal für die Dauer des Abkommens ein monatliches Einfuhrkontingent von 12000 Kisten Ananas eingeräumt.

7.

Die Deutsche Regierung gewährt Portugal für die Dauer des Abkommens ein monatliches Einfuhrkontingent von 10000 Tonnen frischen Obstes.

8.

Um den Handelsverkehr zwischen Deutschland und Portugal fortlaufend zu fördern, verpflichtet sich die Deutsche Regierung für die Dauer des Abkommens, den deutschen Aussenhandelsstellen keinerlei Hindernisse in den Weg zu legen, dass die Fakturierung der beiderseitigen Warenbezüge in der Währung eines der beiden Länder vorgenommen wird; insbesondere wird sie keine von den Aussenhandelsstellen erteilten Ausfuhrbewilligungen deshalb ablehnen, weil die Fakturierung in Mark erfolgt ist; sie wird ferner den zuständigen Aussenhandelsstellen eindringlich empfehlen, die Bezahlung der aus Portugal eingeführten Waren in der Währung eines der beiden Länder nach Möglichkeit zu fördern. Zu diesem Zwecke wird der Portugiesische Escudo an deutschen Börsen 14 Tage nach Unterzeichnung des gegenwärtigen Abkommens zur Notierung zugelassen werden.

9.

Die Portugiesische Regierung gewährt den deutschen Schiffen für die Dauer dieses Abkommens eine Ermässigung von 25 vom Hundert auf die Sätze der Seehandelsabgabe, die zur Zeit in Kraft sind oder später an ihre Stelle treten.

10.

Zwischen den beiden vertragschliessenden Teilen besteht Einverständnis darüber, dass Waren die deutscherseits vor Ablauf des deutsch-portugiesischen Handelsabkommens vom 6. Dezember 1921 zur Absendung gelangt sind, die in jenem Abkommen ausbedungenen Vergünstigungen geniessen, es sei denn, dass sie am Tage des Inkrafttretens des gegenwärtigen Abkommens bereits von den portugiesischen Zollbehörden verzollt worden sind.

11.

Das gegenwärtige vorläufige Handelsabkommen gilt für eine Dauer von 6 Monaten. Der Lauf dieser Frist beginnt am 14. Tage nach seiner Unterzeichnung. Das gegenwärtige vorläufige Abkommen unterliegt deutscherseits der Ratifikation. Die Deutsche Regierung wird sich dafür einsetzen, dass die Ratifikation tunlichst beschleunigt wird. Soweit die Bestimmungen des Abkommens im Verwaltungswege in Kraft gesetzt werden können, verpflichten sich die beiden vertragschliessenden Teile, die erforderlichen Massnahmen zu treffen, damit diese Bestimmungen 14 Tage nach der Unterzeichnung des Abkommens zur Ausführung gelangen. Im übrigen wird deutscherseits dem Abkommen insoweit rückwirkende Kraft beigelegt werden, als solche Zollgebühren, die in der Zeit zwischen dem 14. Tage nach der Unterzeichnung und dem Tage der Ratifikation eingezogen werden, dem Abkommen jedoch nicht entsprechen würden, zurückerstattet werden.

Indem ich Euerer Exzellenz mitteile, dass die Deutsche Regierung das vorstehende Abkommen durch diese Note und durch eine entsprechende Note, die Euere Exzellenz mir übergeben werden, als unterzeichnet ansieht, benutze ich auch diese Gelegenheit, um Euerer Exzellenz die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

(gez.) VON MALTZAN.

An Seine Exzellenz Herrn A. da VEIGA SIMÕES,
Ausserordentlichen Gesandten und Bevollmächtigten
Minister der Republik Portugal.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

LÉGATION DE PORTUGAL.

BERLIN, 28 de Abril de 1923.

EXCELENCIA :]

Está o Governo Portuguez animado do desejo de entrar em negociações com o Governo Allemão para a realização de um tratado de comercio definitivo ; mas para que entre os dois paizes, até à assinatura desse tratado, se estabeleça um regimen convencional que salvasse os seus respectivos interesses, aceita, em resultado das negociações havidas entre mim e Vossa Excelencia o seguinte acôrdo provisório :

1.

O Governo Portuguez applicará à importação de mercadorias alemãs, durante a vigencia do presente acôrdo, a tarifa minima da pauta actual ou que possa estar em vigôr durante esse periodo. No caso em que Portugal venha a conceder a algum paiz, que não seja a Espanha e o Brazil, isenção do pagamento em ouro dos direitos aduaneiros, em parte ou no todo, serão esses favores concedidos tambem à Alemanha. As mercadorias alemãs não serão submetidas a nenhuma sobretaxa especial.

2.

Durante a vigencia deste acôrdo, o Governo Alemão não cobrará qualquer taxa aduaneira superior a Mks. 30, dz. (100 kilos) sobre sardinhas em azeite, de origem e procedencia portuguezas, em latas hermeticamente fechadas.

3.

Durante a vigencia deste acôrdo, o Governo Alemão não cobrará qualquer taxa aduaneira superior a Mks. 5, dz. (100 kilos) para a cortiça em pranchas ou cubos, taxada no numero 636 da tarifa alfandegaria alemã, a Mks. 10, dz. (100 kilos) para cortiça em prancha, aparas e cubos, taxada no numero 637 da mesma tarifa, e Mks. 20, dz. (100 kilos) sobre rolhas de cortiça taxadas no numero 638 da tarifa referida.

4.

O Governo Alemão reconhecendo que o vinho do Porto e o da Madeira constituem typos inteiramente diferentes e distinctos de outros vinhos generosos de outra proveniencia diferencia-los-ha desses vinhos na proxima tarifa alfandegaria. Enquanto durar a distribuição de Contingentes de vinhos os importadores portuguezes terão, na importação, na Alemanha, de vinhos portuguezes a mesma quota que teem os importadores alemães.

5.

Não podendo a Alemanha, pela situação economica actual, conceder a Portugal a livre importação dos seus importantes productos de exportação, como vinhos de Porto e Madeira, o Governo Alemão concede a Portugal, durante a vigencia deste acôrdo, um contingente mensal de importação dos vinhos do Porto e Madeira no total de seis mil hectolitros até que a importação livre seja possivel, como deseja sinceramente a Alemanha.

6.

Não sendo possivel tambem à Alemanha, pelos motivos indicados no artigo anterior, conceder a Portugal a livre importação dos seus ananazes, concede-lhe, durante a vigencia do presente acôrdo, um contingente mensal de importação de doze mil caixas de ananazes.

7.

O Governo Alemão concede a Portugal, durante a vigencia deste acôrdo, um contingente mensal de dez mil toneladas de fructas frescas.

8.

Para promover a continuidade das relações commerciaes entre a Alemanha e Portugal, o Governo Alemão obriga-se, durante a vigencia do presente acôrdo, a não criar dificuldades às reparatições

de commercio exterior da Alemanha no sentido de serem as mercadorias reciprocamente importadas facturadas na moeda de um dos dois paizes ; nem tão pouco anulará as licenças de exportação que forem concedidas pelas repartições de commercio exterior da Alemanha pelo facto das mercadorias serem facturadas em marcos, antes recomendará às referidas repartições que facilitem o pagamento das mercadorias importadas de Portugal, em moeda de um dos dois paizes. Para esse efeito o Escudo portuguez começará a ser cotado directamente nas bolsas alemãs, quatorze dias depois de assinado este acôrdo.

9.

O Governo Portuguez fará aos navios alemães a redução de 25% sobre as taxas de imposto de commercio marítimo actualmente estabelecidas ou as que porventura possam vir a substitui-las ulteriormente, durante a vigencia do presente acôrdo.

10.

Fica convencionado entre as duas partes contractantes que as mercadorias expeditas da Alemanha antes de expirar o conventio comercial entre a Alemanha e Portugal, datado de 6 de Dezembro de 1921, gozarão dos favores estipulados naquele convenio, a não ser que já tenham sido pagos os respectivos direitos alfandegarios, à data da entrada em vigôr deste acôrdo.

11.

O presente acôrdo comercial será válido por seis mezes, entrando em vigôr quatorze dias depois de assinado, devendo tambem ser ratificado por parte da Alemanha. O Governo Alemão empenhar se-ha para que se realize a ratificação com a maior brevidade possível. As duas partes contractantes obrigam-se a providenciar em tudo que fôr necessario para que quatorze dias depois de assinado este acôrdo, sejam postas em vigôr as medidas administrativas necessarias à sua plena execução. Por sua vez a Alemanha obriga-se a dar a este acôrdo efeito retroactivo, restituindo aos interessados os direitos alfandegarios que, por falta de ratificação, haja cobrado em excesso, a partir do decimo quarto dia, a contar da sua assinatura, até ao dia dessa ratificação.

Tenho a honra de comunicar a Vossa Excellencia que o Governo Portuguez considerará assinado o acôrdo acima referido por esta Nota e a Nota correspondente que Vossa Excellencia me entregará. Aproveito a ocasião para reiterar a Vossa Excellencia os protestos da minha mais alta consideração.

(signado) A. da VEIGA SIMÕES.

A Sua Excellencia, o Senhor Dr. von ROSENBERG,
Ministro dos Negocios Estrangeiros.

¹ TRADUCTION.

NOTE DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES AU MINISTRE DE PORTUGAL A BERLIN.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

No. II. Ptg. 315.

BERLIN, le 28 avril 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite aux négociations qui viennent d'avoir lieu, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement allemand, animé du désir d'engager à bref délai des pourparlers en vue de la conclusion d'un Traité de commerce général germano-portugais, approuve l'accord commercial provisoire suivant :

I.

Pendant la durée du présent Accord, le Gouvernement portugais appliquera aux importations allemandes les taux minima du tarif douanier actuellement en vigueur ou qui pourrait être ultérieurement mis en vigueur. Au cas où le Portugal accorderait à un pays quelconque, à l'exception de l'Espagne et du Brésil, l'exemption totale ou partielle du paiement en or des droits de douane, ou la remise d'une augmentation quelconque de droits, l'Allemagne bénéficiera également de ces avantages pendant la durée de validité du présent Accord, et les marchandises allemandes ne seront soumises à aucune surtaxe spéciale.

2.

Pendant la durée du présent Accord, le Gouvernement allemand ne frappera pas les sardines à l'huile de fabrication portugaise, contenues dans des récipients hermétiquement fermés, d'un droit de douane supérieur à 30 marks par quintal métrique.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

NOTE FROM THE FOREIGN OFFICE TO THE PORTUGUESE MINISTER AT BERLIN.

FOREIGN OFFICE.

No. II. Ptg. 315.

BERLIN, April 28, 1923.

SIR,

As a result of the negotiations which have taken place, I have the honour to inform Your Excellency that the German Government, being desirous of entering into early negotiations for the conclusion of a general Germano-Portuguese Commercial Treaty, accepts the following provisional Commercial Agreement :

I.

For the duration of the present Agreement, the Portuguese Government shall apply to imported German goods the minimum rates of the Customs tariff which is at present or may hereafter be in force. Should Portugal grant total or partial exemption from the payment of Customs duties in gold, or a rebate of any supplementary duty, to any country except Spain and Brazil, these privileges shall also apply to Germany so long as the present Agreement remains valid; further, German goods shall not be subject to any special supplementary duty.

2.

For the duration of the present Agreement, the German Government will not levy a higher duty than 30 Marks per 100 kilos on sardines of Portuguese origin, packed in oil, in hermetically sealed receptacles.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

3.

Pendant la durée du présent Accord, le Gouvernement allemand ne frappera pas les cubes et plaques de liège portugais visés au N° 636 du tarif douanier allemand d'un droit de douane supérieur à 5 marks, les cubes, disques et plaques de liège visés au N° 637 d'un droit de droit de douane supérieur à 10 marks, et les bouchons de liège visés au N° 638 d'un droit de douane supérieur à 20 marks par quintal métrique.

3.

For the duration of the present Agreement, the German Government will not levy higher duties than the following : on Portuguese cork cubes and cork sheets, item 636 of the German Customs tariff, 5 Marks ; on cork cubes, cork discs and cork sheets, item 637, 10 Marks ; on cork stoppers, item 638, 20 Marks.

4.

Le Gouvernement allemand reconnaît que les vins de Porto et de Madère constituent des types de vin nettement différents des vins du Midi d'autre origine, et s'engage en conséquence à créer des rubriques douanières spéciales pour ces vins dans le futur tarif douanier allemand. Aussi longtemps que durera le système actuel de répartition des contingents de vin, les importateurs portugais seront admis à participer à l'importation de vins portugais en Allemagne dans la même mesure que les importateurs allemands.

4.

The German Government recognises that Port and Madeira wines are types of wine distinctly different from sweet wines of other origin and therefore contemplates inserting special headings for these wines in the future German Customs tariff. So long as imports of wine are subject to a system of quotas, Portuguese importers shall participate in the importation of Portuguese wine into Germany on [the same footing as German importers.

5.

Le Gouvernement allemand, dans la situation actuelle de l'Allemagne, n'étant pas en mesure de concéder au Portugal la libre importation de ses principaux articles d'exportation, à savoir les vins de Porto et de Madère, accorde au Portugal, pendant la durée du présent Accord, un contingent annuel d'importation de vins de Porto et de Madère de 6,000 hectolitres au total, en attendant que la libre importation puisse être accordée, comme l'Allemagne le désire sincèrement.

5.

As the German Government is not in a position, in view of the present situation in Germany, to allow the unrestricted importation of Portugal's most important articles of export, Port and Madeira wines, Germany shall allow Portugal, for the duration of the present Agreement, a total monthly import quota of 6,000 hectolitres of Port and Madeira wines, until such time as unrestricted imports can be allowed, as is so earnestly desired by Germany.

6.

N'étant pas actuellement en mesure d'accorder la liberté d'importation pour les ananas, l'Allemagne concède au Portugal, pendant la durée du présent Accord, un contingent mensuel d'importation de 12,000 caisses d'ananas.

6.

As Germany cannot at present allow the unrestricted importation of pineapples, Portugal shall be allowed a monthly import quota of 12,000 cases of pineapples for the duration of the Agreement.

it is feared that its seaworthiness is affected, or in case such ship is altered so that the basis for the certificates issued to the ship is disturbed, the Icelandic Government will see to it that all necessary particulars about such events are forthwith communicated to the Danish Ministry for Trade and Shipping.

Section 3.

For the issue of the certificates and attestations dealt with [in [the preceding section fees shall be paid in accordance with the rules contained in Part 8 of the aforesaid Danish Act of 1920, however so that any fee computed in accordance with these rules shall be increased by 50 per cent, which additional payment shall be regarded as equal to that part of the expenses in connection with the Danish Inspection of ships which is paid by the Danish Treasury.

The Icelandic Government to be responsible for the payment of the aforesaid fees.

Section 4.

The Icelandic Government will, in respect of the Icelandic ships dealt with in this Treaty, give information to the Danish Ministry for Trade and Shipping about any offence committed against the provisions for the safety of ships which might be brought to their notice, and bind themselves to prosecute such offences and in the like manner to prosecute any omission to comply with any order given by a duly competent inspection authority, when a request for such prosecution is brought forward by the Danish Ministry for Trade and Shipping.

Section 5.

The Danish Government will, on the basis of the provisions of this Treaty, endeavour to secure to the Icelandic ships coming within the provisions of the said Treaty — in respect of the seaworthiness and equipment of such ships — the same legal position in the harbours of foreign nations as is accorded, or in future may be accorded, to Danish ships.

If during the currency of this Treaty Iceland might accede to the Convention of London of January 20, 1914, on the safety of life at the sea, she must, when acceding to same, make such reservations as are necessary by virtue of this present Treaty.

Section 6.

This Treaty, which comes into force immediately, may be determined by either Party on giving a six months' notice, to expire at the end of the calendar year concerned.

In witness whereof we, the undersigned, have, by virtue of Royal Authority granted to us, signed the present Treaty and provided it with our respective seals.

Issued in duplicate, in Copenhagen, the 30th day of September 1924.

The Ministry of State :
(L.S.) TH. STAUNING.

(L.S.) JÓN KRABBE.

7.

Le Gouvernement allemand accorde au Portugal, pour la durée du présent Accord, un contingent annuel d'importation de 10.000 tonnes de fruits frais.

7.

The German Government shall allow Portugal a monthly import quota of 10,000 tons of fresh fruit for the duration of the present Agreement.

8.

En vue de développer d'une façon continue les relations commerciales entre l'Allemagne et le Portugal, le Gouvernement allemand s'engage, pour la durée du présent Accord, à ne prendre aucune mesure susceptible d'empêcher les Offices allemands du Commerce extérieur de facturer les marchandises en provenance des deux pays dans la monnaie de l'un de ces deux pays; en particulier, il ne récusera aucun permis d'exportation délivré par un Office du Commerce extérieur sous le prétexte que la facture a été établie en marks; il recommandera en outre instamment aux Offices du Commerce extérieur compétents de favoriser dans toute la mesure du possible le paiement des marchandises importées de Portugal dans la monnaie de l'un des deux pays. A cet effet, l'escudo portugais sera admis à la coté dans les bourses allemandes quatorze jours après la signature du présent Accord.

8.

In order to promote the continuous development of commercial relations between Germany and Portugal, the German Government undertakes, for the duration of the present Agreement, in no way to discourage the German Foreign Trade Offices from allowing goods sent in either direction to be invoiced in the currency of either of the two countries; in particular, the German Government will not refuse to recognise export licences granted by the Foreign Trade Offices because the invoices have been made out in Marks; it will further urgently recommend the competent Foreign Trade Offices to arrange, as far as possible, that goods imported from Portugal shall be paid for in the currency of either of the two countries. For this purpose, the Portuguese escudo shall be admitted to quotation on the German exchanges fourteen days after the signature of this Agreement.

9.

Le Gouvernement portugais accorde aux navires allemands, pendant la durée du présent Accord, une réduction de 25 % sur le taux des droits qui frappent actuellement le commerce maritime ou qui remplaceront par la suite les droits actuels.

9.

The Portuguese Government shall grant to German vessels, for the duration of the present Agreement, a reduction of 25 % in the rates of the maritime trade tax which are now or may hereafter be in force.

10.

Les deux Parties contractantes conviennent que les marchandises expédiées d'Allemagne avant l'expiration de l'arrangement commercial germano-portugais du 6 décembre 1921 bénéficieront des avantages stipulés par cet accord, sauf si elles ont été déjà dédouanées par les autorités douanières portugaises le jour de l'entrée en vigueur du présent Accord.

10.

The two Contracting Parties are agreed that goods despatched from Germany before the expiration of the Germano-Portuguese Commercial Agreement of December 6, 1921, shall enjoy the privileges stipulated by that Agreement, unless they have already been cleared by the Portuguese Customs authorities on the date when the present Agreement comes into force.

II.

Le présent Accord commercial provisoire est conclu pour une durée de six mois. Ce délai commencera à courir le quatorzième jour qui suivra sa signature. Le présent Accord provisoire est sujet à ratification en Allemagne. Le Gouvernement allemand s'engage à faire le nécessaire pour que la ratification ait lieu dans le plus bref délai possible. Dans la mesure où les dispositions du présent Accord peuvent être mises en vigueur par simple décision administrative, les deux Parties contractantes s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour que ces dispositions soient appliquées quatorze jours après la signature du présent Accord. En outre, l'Allemagne donnera aux dispositions du présent Accord un effet rétroactif en ce sens que les droits de douane perçus entre le quatorzième jour après la signature du présent Accord et le jour de la ratification seront remboursés s'ils ne répondent pas aux dispositions du présent Accord.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement allemand considère le présent Accord comme signé du fait de la présente note et d'une note identique que ma remettra Votre Excellence.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler les assurances de ma considération la plus distinguée.

(Signé) VON MALTZAN.

A Son Excellence
Monsieur A. de VEIGA SIMÕES
Envoyé extraordinaire et Ministre
plénipotentiaire de la République
de Portugal.

NOTE DU MINISTRE DE PORTUGAL A BERLIN
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU
REICH.

LÉGATION DU PORTUGAL.

BERLIN, 28 avril 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le Gouvernement portugais est animé du désir d'entrer en négociations avec le Gouverne-

II.

The present provisional Commercial Agreement shall be valid for a period of six months, reckoned from the fourteenth day after its signature. The present provisional Agreement is subject to ratification by Germany. The German Government will endeavour as far as possible to expedite the ratification. So far as the provisions of the Agreement can be put into operation by administrative measures, the two Contracting Parties bind themselves to take the necessary steps to ensure that these provisions shall come into force fourteen days after the signature of the Agreement. Further, Germany will give retroactive effect to the Agreement to the extent of refunding any Customs duties, levied between the fourteenth day after signature and the date of ratification, which are not in accordance with the Agreement.

I beg to inform Your Excellency that the German Government considers this Note and the corresponding Note which Your Excellency will transmit to me to be equivalent to the signature of the Agreement, and I have the honour to be, etc.

(Signed) VON MALTZAN.

His Excellency M. A. DA VEIGA SIMÕES,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of the Republic
of Portugal.

NOTE FROM THE PORTUGUESE MINISTER AT
BERLIN TO THE MINISTER FOR FOREIGN
AFFAIRS OF THE REICH.

PORTUGUESE LEGATION.

BERLIN, April 28, 1923.

YOUR EXCELLENCY,

The Portuguese Government is desirous of entering into negotiations with the German

ment allemand, en vue de la conclusion d'un Traité de commerce définitif. Toutefois, afin d'établir entre les deux pays, dans la période antérieure à la signature dudit traité, un régime conventionnel, qui sauvegarde les intérêts respectifs des deux pays, ledit Gouvernement accepte l'Accord provisoire suivant, qui est le résultat des négociations poursuivies entre Votre Excellence et moi-même.

I.

Pendant la durée du présent Accord, le Gouvernement portugais appliquera aux importations allemandes les taux minima du tarif douanier actuellement en vigueur ou qui pourrait être ultérieurement mis en vigueur. Au cas où le Portugal accorderait à un pays quelconque, à l'exception de l'Espagne et du Brésil, l'exemption totale ou partielle du paiement en or des droits de douane, ou la remise d'une augmentation quelconque de droits, l'Allemagne bénéficiera également de ces avantages pendant la durée de validité du présent Accord, et les marchandises allemandes ne seront soumises à aucune surtaxe spéciale.

2.

Pendant la durée du présent Accord, le Gouvernement allemand ne frappera pas les sardines à l'huile de fabrication portugaise, contenues dans des récipients hermétiquement fermés, d'un droit de douane supérieur à 30 marks par quintal métrique.

3.

Pendant la durée du présent Accord, le Gouvernement allemand ne frappera pas les cubes et plaques de liège portugais, visés au N° 636 du tarif douanier allemand, d'un droit de douane supérieur à 5 marks, les cubes, disques et plaques de liège visés au N° 637 d'un droit de douane supérieur à 10 marks, et les bouchons de liège visés au N° 638 d'un droit de douane supérieur à 20 marks par quintal métrique.

Government for the conclusion of a permanent Treaty of Commerce; in order, however, that, pending the conclusion of the Treaty, a *modus vivendi* may be established between the two countries for the purpose of safeguarding their respective interests, my Government is willing, as a result of the negotiations which have taken place between Your Excellency and myself, to accept the following provisional Agreement:

I.

For the duration of the present Agreement, the Portuguese Government shall apply to imported German goods the minimum rates of the Customs tariff which is at present or may hereafter be in force. Should Portugal grant total or partial exemption from the payment of Customs duties in gold, or a rebate of any supplementary duty, to any country except Spain and Brazil, these privileges shall also apply to Germany so long as the present Agreement remains valid; further, German goods shall not be subject to any special supplementary duty.

2.

For the duration of the present Agreement, the German Government will not levy a higher duty than 30 Marks per 100 kilos on sardines of Portuguese origin, packed in oil, in hermetically sealed receptacles.

3.

For the duration of the present Agreement, the German Government will not levy higher duties than the following: on Portuguese cork cubes and cork sheets, item 636 of the German Customs tariff, 5 Marks; on cork cubes, cork discs and cork sheets, item 637, 10 Marks; on cork stoppers, item 638, 20 Marks.

4.

Le Gouvernement allemand reconnaît que les vins de Porto et de Madère constituent des types de vin nettement différents des vins d'autre origine, et s'engage, en conséquence, à créer des rubriques douanières spéciales pour ces vins dans le futur tarif douanier allemand. Aussi longtemps que durera le système actuel de répartition des contingents de vin, les importateurs portugais seront admis à participer à l'importation de vins portugais en Allemagne dans la même mesure que les importateurs allemands.

4.

The German Government recognises that Port and Madeira wines are types of wine distinctly different from sweet wines of other origin and therefore contemplates inserting special headings for these wines in the future German Customs tariff. So long as imports of wine are subject to a system of quotas Portuguese importers shall participate in the importation of Portuguese wine into Germany on the same footing as German importers.

5.

Le Gouvernement allemand, dans la situation actuelle de l'Allemagne, n'étant pas en mesure de concéder au Portugal la libre importation de ses principaux articles d'exportation, à savoir les vins de Porto et de Madère, accorde au Portugal, pendant la durée du présent Accord, un contingent annuel d'importation de vins de Porto et de Madère de 6.000 hectolitres au total, en attendant que la libre importation puisse être accordée, comme l'Allemagne le désire sincèrement.

5.

As the German Government is not in a position, in view of the present situation in Germany, to allow the unrestricted importation of Portugal's most important articles of export, Port and Madeira wines, Germany shall allow Portugal, for the duration of the present Agreement, a total monthly import quota of 6 000 hectolitres of Port and Madeira wines, until such time as unrestricted imports can be allowed, as is so earnestly desired by Germany.

6.

N'étant pas actuellement en mesure, pour les motifs indiqués dans l'article précédent, d'accorder la liberté d'importation pour les ananas, l'Allemagne concède au Portugal, pendant la durée du présent Accord, un contingent mensuel d'importation de 12.000 caisses d'ananas.

6.

As Germany cannot at present allow the unrestricted importation of pineapples, Portugal shall be allowed a monthly import quota of 12,000 cases of pineapples for the duration of the Agreement.

7.

Le Gouvernement allemand accorde au Portugal, pour la durée du présent Accord, un contingent annuel d'importation de 10.000 tonnes de fruits frais.

7.

The German Government shall allow Portugal a monthly import quota of 10,000 tons of fresh fruit for the duration of the present Agreement.

8.

En vue de développer d'une façon continue les relations commerciales entre l'Allemagne et le Portugal, le Gouvernement allemand s'engage, pour la durée du présent accord,

8.

In order to promote the continuous development of commercial relations between Germany and Portugal, the German Government undertakes, for the duration of the present Agreement,

à ne prendre aucune mesure susceptible d'empêcher les Offices allemands du Commerce extérieur de facturer les marchandises en provenance des deux pays dans la monnaie de l'un de ces deux pays ; en particulier, il ne récusera aucun permis d'exportation délivré par un Office du Commerce extérieur sous le prétexte que la facture a été établie en marks ; il recommandera, en outre, instamment aux Offices du Commerce extérieur compétents de favoriser dans toute la mesure du possible le paiement des marchandises importées de Portugal dans la monnaie de l'un des deux pays. A cet effet, l'escudo portugais sera admis à la cote dans les bourses allemandes quatorze jours après la signature du présent Accord.

9.

Le Gouvernement portugais accorde aux navires allemands, pendant la durée du présent Accord, une réduction de 25 % sur le taux des droits qui frappent actuellement le commerce maritime ou qui remplaceront par la suite les droits actuels.

10.

Les deux Parties contractantes conviennent que les marchandises expédiées d'Allemagne avant l'expiration de l'arrangement commercial germano-portugais du 6 décembre 1921 bénéficieront des avantages stipulés par cet Accord, sauf si elles ont été déjà dédouanées par les autorités douanières portugaises le jour de l'entrée en vigueur du présent Accord.

11.

Le présent Accord commercial provisoire est conclu pour une durée de six mois. Ce délai commencera à courir le quatorzième jour qui suivra sa signature. Le présent Accord provisoire est sujet à ratification en Allemagne. Le Gouvernement allemand s'engage à faire le nécessaire pour que la ratification ait lieu dans le plus bref délai possible. Dans la mesure où les dispositions du présent Accord peuvent être mises en vigueur par simple décision administrative, les deux Parties contractantes s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour que ces dispositions soient

in no way to discourage the German Foreign Trade Offices from allowing goods sent in either direction to be invoiced in the currency of either of the two countries ; in particular, the German Government will not refuse to recognise export licences granted by the Foreign Trade Offices because the invoices have been made out in Marks ; it will further urgently recommend the competent Foreign Trade Offices to arrange, as far as possible, that goods imported from Portugal shall be paid for in the currency of either of the two countries. For this purpose, the Portuguese escudo shall be admitted to quotation on the German exchanges fourteen days after the signature of this Agreement.

9.

The Portuguese Government shall grant to German vessels, for the duration of the present Agreement, a reduction of 25 % in the rates of the maritime trade tax which are now or may hereafter be in force.

10.

The two Contracting Parties are agreed that goods despatched from Germany before the expiration of the Germano-Portuguese Commercial Agreement of December 6, 1921, shall enjoy the privileges stipulated by that Agreement, unless they have already been cleared by the Portuguese Customs authorities on the date when the present Agreement comes into force.

11.

The present provisional Commercial Agreement shall be valid for a period of six months, reckoned from the fourteenth day after its signature. The present provisional Agreement is subject to ratification by Germany. The German Government will endeavour as far as possible to expedite the ratification. So far as the provisions of the Agreement can be put into operation by administrative measures, the two Contracting Parties bind themselves to take the necessary steps to ensure that these provisions shall come into force fourteen days after the signature of the

appliquées quatorze jours après la signature du présent Accord. En outre, l'Allemagne donnera aux dispositions du présent Accord un effet rétroactif en ce sens que les droits de douane perçus entre le quatorzième jour après la signature du présent Accord et le jour de la ratification seront remboursés s'ils ne répondent pas aux dispositions du présent Accord.

J'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que le Gouvernement portugais considérera ledit Accord comme signé, en vertu de la présente Note et de la Note correspondante, que Votre Excellence voudra bien me faire parvenir.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) A. DA VEIGA SIMÕES.

A Son Excellence
Monsieur VON ROSENBERG.
Ministre des Affaires étrangères.

Agreement. Further, Germany will give retroactive effect to the Agreement to the extent of refunding any Customs duties, levied between the fourteenth day after signature and the date of ratification, which are not in accordance with the Agreement.

I beg to inform Your Excellency that the Portuguese Government considers the above Agreement as concluded by virtue of the present Note and of the corresponding Note which Your Excellency will be good enough to send me.

I have the honour to be, etc.

(Signed) A. DA VEIGA SIMÕES.

His Excellency
Dr. VON ROSENBERG.
Minister for Foreign Affairs.

N° 828.

ALLEMAGNE ET SIAM

Arrangement économique provisoire,
signé à Berlin, le 28 février 1924.

GERMANY AND SIAM

Provisional Economic Arrangement,
signed at Berlin, February 28,
1924.

No. 828. — PROVISIONAL ECONOMIC ARRANGEMENT¹ BETWEEN GERMANY AND SIAM, SIGNED AT BERLIN, FEBRUARY, 28 1924.

*Texte officiel anglais communiqué par le Représentant du Siam auprès de la Société des Nations.
L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 28 février 1925.*

THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF SIAM and THE GOVERNMENT OF GERMANY, being desirous of regulating the economic relations between Siam and Germany, until the time when a definite Treaty of Commerce is concluded between the two countries, have appointed as their Plenipotentiaries, that is to say :

THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF SIAM :

His Highness Prince CHAROON, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Majesty the King of Siam at Paris ; and

THE GOVERNMENT OF GERMANY :

Baron von MALTZAN, Secretary of State for Foreign Affairs,

who, after having communicated to each other their respective full powers, found to be in good and due form, have agreed as follows :

Article I.

German citizens, associations and companies in Siam shall enjoy all the privileges with regard to navigation and exportation and importation of merchandise now existing or which may hereafter come into existence in favour of the citizens or subjects of the most-favoured nation. They shall not be required to pay other or higher rates of duties upon the importation or exportation of merchandise than are paid by the citizens or subjects of the most-favoured nation. In all matters of internal and/or local taxation, German subjects shall be charged no other or higher taxes or charges than are imposed upon Siamese subjects.

German citizens, associations and companies in Siam shall enjoy, upon fulfilment of the formalities prescribed by law, the same protection as the citizens or subjects of the most-favoured nation, with regard to patents, trade marks, trade names, designs and copyrights.

Article II.

During the existence of this Arrangement, German citizens and commercial, trading and financial associations and companies shall have liberty, subject always to the application of

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 15 février 1925.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 828. — ARRANGEMENT ÉCONOMIQUE PROVISOIRE² ENTRE L'ALLEMAGNE ET LE SIAM, SIGNÉ A BERLIN, LE 28 FÉVRIER 1924.

English official text communicated by the Siamese Representative accredited to the League of Nations. The registration of this Arrangement took place February 28, 1925.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM et LE GOUVERNEMENT DE L'ALLEMAGNE, désireux de régler les rapports économiques entre le Siam et l'Allemagne en attendant la conclusion d'un Traité de commerce en bonne et due forme entre les deux pays, ont désigné, pour leurs Plénipotentiaires :

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM :

Son Altesse le Prince CHAROON, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Siam à Paris ; et

LE GOUVERNEMENT DE L'ALLEMAGNE :

Le Baron VON MALTZAN, Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères,

qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article I.

Les citoyens, associations et sociétés ressortissant à l'Allemagne, jouiront, au Siam, de tous les privilèges relatifs à la navigation, à l'exportation et à l'importation des marchandises, dont jouissent ou pourront jouir les citoyens ou sujets de la nation la plus favorisée. Ils ne pourront être contraints à payer des droits autres ou plus élevés que ceux qui sont payés par les citoyens ou sujets de la nation la plus favorisée. En toute matière d'imposition intérieure ou locale, les ressortissants allemands n'acquitteront pas de taxes ou de charges autres ou plus élevées que celles qui sont imposées aux ressortissants siamois.

Les citoyens, associations et sociétés ressortissant à l'Allemagne jouiront au Siam, sous réserve de l'accomplissement des formalités prescrites par la loi, de la même protection que les citoyens ou sujets de la nation la plus favorisée en matière de brevets, marques de fabrique, appellations commerciales, dessins et droits de reproduction.

Article II.

Tant que le présent Accord restera en vigueur, les citoyens allemands, les associations et sociétés de commerçants, négociants et financiers ressortissant à l'Allemagne, auront toute liberté, sous

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Berlin, February 15, 1925.

Siamese laws on trade, navigation, immigration, naturalisation, police and public security, now in force or which may hereafter be enacted, to enter, travel, reside and do business in Siam and shall have the right to lease lands, houses and buildings for residential, commercial, manufacturing and religious purposes, and may own and dispose of such leaseholds and other property, under the same conditions as Siamese subjects.

Article III.

The most-favoured-nation treatment provided for in this Arrangement shall not apply to favourisation granted or to be granted by either High Contracting Party to a third nation on the basis of a tariff union or to a so-called short boundary traffic.

Article IV.

The coasting trade and coasting fishery in territorial waters of both High Contracting Parties are excepted from the provisions of this present Arrangement and shall be regulated according to the laws, ordinances and regulations of Siam and Germany respectively. It is, however, understood that Siamese subjects, associations and companies, and German citizens, associations and companies shall enjoy in these respects the rights which are or may be granted under such laws, ordinances and regulations to the subjects or citizens of other nations.

Article V.

Each of the High Contracting Parties may appoint Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and other consular officers or agents to reside in the towns and ports of the other, where similar officers of third Powers are permitted to reside.

Such consular officers and agents shall be entitled to exercise all the powers and enjoy all the honours, privileges, exemptions and immunities which are or may be accorded to consular officers and agents of the most-favoured nation, except, however, German consular officers and agents in Siam may not exercise any special right or privilege, as such, in Siamese Courts, and shall have no extra-territorial jurisdiction.

Article VI.

All the rights and privileges herein granted by Siam to German citizens, associations and companies shall be enjoyed by Siamese subjects, associations and companies in Germany. It is, however, understood that for the matters regarding which Siam grants the own nationals treatment, Germany shall grant the most-favoured-nation treatment.

Article VII.

This Arrangement, together with the Protocol and Annex of the same date, shall be ratified and the ratifications thereof shall be exchanged at Berlin within six months. It shall come into effect on the date of the exchange of ratifications and shall remain in force for two years from that date and thereafter for six months from the date on which one of the High Contracting Parties notifies to the other the intention of terminating it.

réserve toujours de se soumettre aux lois siamoises sur le commerce, la navigation, l'immigration, la naturalisation, la police et la sécurité publique actuellement en vigueur ou promulguées ultérieurement, de pénétrer, voyager et résider sur le territoire du Siam et d'y exercer leur activité ; ils auront le droit d'y prendre à bail des terrains, des immeubles et des bâtiments pour y habiter et y établir un commerce, une industrie ou une œuvre religieuse, et pourront détenir et céder ces propriétés à bail et autres propriétés, aux mêmes conditions que les ressortissants siamois.

Article III.

Ne seront pas considérés comme traitement de la nation la plus favorisée, aux termes du présent Arrangement, les privilèges qui sont ou pourront être accordés par l'une des Hautes Parties contractantes à un État tiers, en vertu d'une union douanière, ni non plus les facilités dont jouit le trafic dit « trafic restreint de frontière ».

Article IV.

Le commerce au cabotage, et la pêche côtière dans les eaux territoriales des Hautes Parties contractantes, sont exceptés des dispositions du présent Arrangement et seront régis par les lois, ordonnances et règlements du Siam et de l'Allemagne respectivement. Toutefois, il est entendu que les sujets, associations et sociétés ressortissant au Siam d'une part, et, d'autre part, les citoyens, associations et sociétés ressortissant à l'Allemagne jouiront, à cet égard, des droits qui sont ou pourront être accordés, aux termes de ces lois, ordonnances et règlements, aux sujets ou citoyens d'autres nations.

Article V.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra nommer des consuls généraux, consuls, vice-consuls et autres fonctionnaires ou agents consulaires, qui résideront dans les villes et ports de l'autre Partie, où des fonctionnaires similaires d'autres Puissances sont autorisés à résider.

Ces fonctionnaires et agents consulaires auront le droit d'exercer tous les pouvoirs et jouiront de tous les honneurs, privilèges, exemptions et immunités qui sont ou pourront être accordés aux fonctionnaires et agents consulaires de la nation la plus favorisée, sous réserve, toutefois, que les fonctionnaires ou agents consulaires allemands au Siam ne pourront exercer, à ce titre, aucun droit ou privilège spéciaux auprès des tribunaux siamois et n'auront pas de juridiction exterritoriale.

Article VI.

Tous les droits et privilèges accordés, aux termes du présent Arrangement, par le Siam aux citoyens, associations et sociétés ressortissant à l'Allemagne, seront également accordés, en Allemagne, aux sujets, associations et sociétés ressortissant au Siam.

Toutefois, il est entendu que dans les cas où le Siam accorde à l'autre Partie le même traitement que celui dont jouissent ses propres nationaux, l'Allemagne accordera, en retour, le traitement de la nation la plus favorisée.

Article VII.

Le présent Arrangement, ainsi que le Protocole et l'Annexe en date du même jour, devront être ratifiés et les instruments de ratification seront échangés à Berlin dans un délai de six mois. L'Arrangement entrera en vigueur à courir de la date d'échange des ratifications ; il restera en vigueur pendant deux années à partir de cette date et ultérieurement pour une période de six mois, à partir de la date à laquelle l'une des Hautes Parties contractantes aura signifié à l'autre Partie son intention de le dénoncer.

In witness whereof, the undersigned, duly authorised in this behalf, have hereunto signed their names and affixed their seals.

Done in duplicate, in the English language, at Berlin, on the twenty-eighth day of the month of Kumbhabandhu in the year two thousand four hundred and sixty-six of the Buddhist Era, corresponding to the twenty-eighth day of February in the year one thousand nine hundred and twenty-four of the Christian Era.

(L. S.) (Signed) CHAROON.

(L. S.) (Signed) VON MALTZAN.

Für richtige Abschrift :

(Signed) (illegible)

Kanzleirat.

PROTOCOL.

THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF SIAM and THE GOVERNMENT OF GERMANY, being desirous to avoid any misunderstanding as to the effect of the Provisional Economic Arrangement, signed on this day, upon the Treaty of Versailles, have agreed as follows :

Article I.

Within the limits specified in the special Declaration on the matter handed on the same day by the Siamese Government to the German Government, Paragraph 18 of Annex 2 to Part VIII of the Treaty of Versailles shall not apply.

Article II.

As long as the Provisional Economic Arrangement signed on this day will remain in force, Articles 264, 265, 266, 267, 271, 273 (first alinéa), 274, 275, 276, 277, 279, 280, 306 (fifth alinéa), 323, 324, 325, 326 and 327 of Part X of the Treaty of Versailles shall not apply.

Article III.

This Protocol is part of the Provisional Economic Arrangement signed on this day and has the same force.

In witness whereof the undersigned, duly authorised in this behalf, have hereunto signed their names and affixed their seals.

Done in duplicate in the English language at Berlin, on the twenty-eighth day of the month of Kumbhabandhu in the year two thousand four hundred and sixty-six of the Buddhist Era, corresponding to the twenty-eighth day of February in the year one thousand nine hundred and twenty-four of the Christian Era.

(L. S.) (Signed) CHAROON.

(L. S.) (Signed) VON MALTZAN.

Für richtige Abschrift :

(Signed) (illegible)

Kanzleirat.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Arrangement et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double expédition, en langue anglaise, à Berlin, le vingt-huitième jour du mois de Kumbhabandhu de l'année deux mille quatre cent soixante-six de l'ère bouddhiste, correspondant au vingt-huitième jour de février de l'année mil neuf cent vingt-quatre de l'ère chrétienne.

(L. S.) (Signé) CHAROON.

(L. S.) (Signé) VON MALTZAN.

PROTOCOLE.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM et LE GOUVERNEMENT DE L'ALLEMAGNE, désireux d'éviter tout malentendu quant à l'effet de l'Arrangement économique provisoire signé ce jour, sur le Traité de Versailles, sont convenus des dispositions suivantes :

Article I.

Dans la limite spécifiée par la déclaration spéciale applicable en l'espèce, transmise ce jour par le Gouvernement siamois au Gouvernement allemand, le § 18 de l'annexe 2 à la Partie VIII du Traité de Versailles sera inopérant.

Article II.

Tant que restera en vigueur l'Arrangement économique provisoire signé ce jour, les articles 264, 265, 266, 267, 271, 273 (premier alinéa), 274, 275, 276, 277, 279, 280, 306 (cinquième alinéa), 323, 324, 325, 326 et 327 de la Partie X du Traité de Versailles seront inopérants.

Article III.

Le présent Protocole constitue partie intégrante de l'Arrangement provisoire signé ce jour, et a la même validité.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double expédition, en langue anglaise, à Berlin, le vingt-huitième jour du mois de Kumbhabandhu de l'année 2466 de l'ère bouddhiste, correspondant au vingt-huitième jour de février de l'année 1924 de l'ère chrétienne.

(L. S.) (Signé) CHAROON.

(L. S.) (Signé) VON MALTZAN.

ANNEX.

At the moment of proceeding this day to the signature of a Provisional Economic Arrangement between THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF SIAM and THE GOVERNMENT OF GERMANY, the Plenipotentiaries of the two High Contracting Parties, in order to settle all questions pending between the two countries or which might arise between them from the above Arrangement or from the Treaty of Versailles, have agreed as follows :

Section I.

The German Government, in order to give a proof of their earnest readiness to remove all obstacles which may still stand in the way of resuming the relations of a perfect amity between the two countries, oblige themselves to indemnify the Royal Siamese Government, apart from and in addition to the obligation of the German Government under Part VIII of the Treaty of Versailles, for the seizure of Siamese property, rights and interests in German territory during the war. This compensation is hereby settled and fixed in the amount of two million (2,000,000) Ticals, which sum shall be paid solely out of the proceeds of liquidation of German property, rights and interests in Siam and not otherwise. The German Government, however, shall not be regarded as having, by this Arrangement, prejudiced themselves as to the application of Article 297 of the Treaty of Versailles.

The Royal Siamese Government, on their part, shall instantly withdraw the claims which they have instituted before the German-Siamese Mixed Arbitral Tribunal in Paris against the German Government and the Direction der Disconto Gesellschaft, Berlin.

Section II.

The Royal Siamese Government, in order to facilitate the charitable purposes pursued by the German Red Cross, oblige themselves to release, if this has not already been done, the bank balance of six hundred and seventy (670) Ticals standing to its credit at the outbreak of war, and seized, after declaration of war, by the Royal Siamese Government.

Section III.

Pending the ratifications of the Provisional Economic Arrangement and of its Protocol and Annex, the Royal Siamese Government agree to issue licences of temporary admission into Siam to those German citizens whose applications had already been filed and to receive a German special temporary diplomatic mission.

Section IV.

Upon the exchange of the ratifications of the Provisional Economic Arrangement, the High Contracting Parties shall immediately resume their normal diplomatic relations.

Section V.

This Annex is part of the Arrangement signed on this day and has the same force.

In witness whereof the undersigned, duly authorised for this purpose, have hereunto set their names and affixed their seals, the twenty-eighth day of the month of Kumbhabandhu in the year two thousand four hundred and sixty-six of the Buddhist Era, corresponding to the twenty-eighth day of February in the year one thousand nine hundred and twenty-four of the Christian Era.

Für richtige Abschrift :

(Signed) (illegible)
Kanzleirat.

(L. S.) (Signed) CHAROON.

(L. S.) (Signed) VON MALTZAN.

ANNEXE.

Au moment de procéder ce jour, à la signature de l'Arrangement économique provisoire entre LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM et LE GOUVERNEMENT DE L'ALLEMAGNE, les Plénipotentiaires des deux Hautes Parties contractantes, en vue de régler toutes les questions en suspens entre les deux pays ou celles que pourrait susciter entre eux l'Arrangement précité ou le Traité de Versailles, sont convenus des dispositions suivantes :

Section I.

Le Gouvernement allemand, en vue de fournir une preuve convaincante de son désir de lever toutes les difficultés qui s'opposent encore à la reprise de rapports parfaitement amicaux entre les deux pays, s'engage, en dehors et en sus de l'obligation qu'impose au Gouvernement allemand la Partie VIII du Traité de Versailles, à indemniser le Gouvernement royal siamois de la saisie des biens, droits et intérêts siamois effectuée en territoire allemand au cours de la guerre. Cette indemnité est réglée en vertu du présent Arrangement et fixée à la somme de deux millions (2.000.000) de ticals, qui sera payée exclusivement au moyen du produit de la liquidation des biens, droits et intérêts allemands au Siam. Toutefois, l'acceptation par le Gouvernement allemand, du présent Arrangement ne sera pas considérée comme pouvant lui porter préjudice, en ce qui concerne l'application de l'article 297 du Traité de Versailles.

Le Gouvernement royal siamois, de sa part, retirera immédiatement les plaintes qu'il a portées par devant le Tribunal arbitral mixte germano-siamois à Paris, contre le Gouvernement allemand et la Direction de la Diskonto-Gesellschaft à Berlin.

Section II.

Le Gouvernement royal siamois, en vue de faciliter l'œuvre de charité poursuivie par la Croix-Rouge allemande, s'engage à libérer, s'il ne l'a déjà fait, le solde en banque de six cent soixante-dix (670) ticals, qui était inscrit au crédit de cette institution au moment où la guerre a été déclarée et qui a été saisi après la déclaration de guerre par le Gouvernement royal siamois.

Section III.

En attendant la ratification du présent Arrangement économique provisoire, ainsi que celle de son Protocole et de l'Annexe, le Gouvernement Royal siamois s'engage à délivrer des permis d'admission temporaires au Siam, aux citoyens allemands dont les demandes à cet effet ont déjà été déposées et à recevoir une mission diplomatique allemande spécialement accréditée à titre temporaire.

Section IV.

Aussitôt échangée la ratification de l'Arrangement économique provisoire, les Hautes Parties contractantes reprendront immédiatement les relations diplomatiques normales.

Section V.

La présente Annexe constitue partie intégrante de l'Arrangement signé ce jour, et a la même validité que cet Arrangement.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Annexe et y ont apposé leurs sceaux, le ving-huitième jour du mois de Kumbhabandhu de l'année 2466 de l'ère bouddhiste, correspondant au vingt-huitième jour de février de l'année 1924 de l'ère chrétienne.

(L. S.) (Signé) CHAROON.

(L. S.) (Signé) VON MALTZAN.

N° 829.

DANEMARK ET POLOGNE

Accord concernant la navigation
aérienne, signé à Copenhague, le
16 décembre 1924.

DENMARK AND POLAND

Agreement relating to Air Naviga-
tion, signed at Copenhagen, De-
cember 16, 1924.

No. 829. — ACCORD¹ ENTRE LE DANEMARK ET LA POLOGNE CONCERNANT LA NAVIGATION AÉRIENNE, SIGNÉ A COPENHAGUE, LE 16 DÉCEMBRE 1924.

Texte officiel français communiqué par le Délégué polonais auprès de la Société des Nations et le Ministre de Danemark, à Berne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 28 février 1925.

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE ET LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE ont convenu de conclure un Accord entre le DANEMARK ET LA POLOGNE relatif à la navigation aérienne et ont, à cet effet, désigné comme Plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

Son Ministre des Affaires étrangères, le Comte Carl Poul Oscar MOLTKE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE :

Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande, Monsieur Constant ROZWADOWSKI et

Monsieur Jerzy BOGORZYA-KURZENIECKI, Gérant du Comité de Transit au Ministère des Affaires étrangères.

Les Plénipotentiaires, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, ont convenu les dispositions suivantes :

Article 1.

Chacun des Etats contractants s'engage à accorder en temps de paix aux aéronefs privés, dûment enregistrés dans l'autre Etat contractant, la liberté de passage inoffensif au-dessus de son territoire et ses eaux territoriales, pourvu que soient observées les conditions énoncées dans le présent Accord.

Article 2.

Seront considérés comme aéronefs privés, dans le sens de l'article 1, tous aéronefs à l'exception

- a) des aéronefs commandés par un militaire, commissionné à cet effet ;
- b) des aéronefs exclusivement affectés au service d'Etat comme aéronefs de postes, de douane ou de police.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Copenhague, le 5 février 1925.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 829. — AGREEMENT² BETWEEN DENMARK AND POLAND
RELATING TO AIR NAVIGATION, SIGNED AT COPENHAGEN
DECEMBER 16, 1924.

French official text communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations and the Danish Minister at Berne. The registration of this Agreement took place February 28, 1925.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND and the PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC have agreed to conclude an Agreement between DENMARK and POLAND relating to air navigation, and have for this purpose appointed as Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

The Count Carl Poul Oscar MOLTKE, Minister for Foreign Affairs.

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of Denmark and Iceland, M. Constanty ROZWADOWSKI, and

M. Jerzy BOGORYA-KURZENIECKI, General Secretary of the Transit Committee at the Ministry for Foreign Affairs.

The Plenipotentiaries, after having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

Each of the Contracting States undertakes in time of peace to accord freedom of innocent passage above its territory and territorial waters to private aircraft duly registered in the other Contracting State, provided that the conditions established in this Agreement are observed.

Article 2.

All aircraft shall be deemed to be private aircraft within the meaning of Article 1 except the following :

- (a) Aircraft under a military commander specially commissioned for that purpose.
- (b) Aircraft exclusively used in State service, such as posts, and Customs and police aircraft.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Copenhagen, February 5, 1925.

Article 3.

Chacun des Etats contractants aura le droit, pour des raisons d'ordre militaire ou de sécurité publique, d'interdire le survol de certaines zones de son territoire, sous réserve qu'il ne sera fait aucune distinction à cet égard entre les aéronefs privés des deux Etats.

Les zones ainsi interdites devront être notifiées à l'autre Etat contractant.

Article 4.

Tout aéronef se trouvant au-dessus d'une zone interdite devra immédiatement donner le signal de détresse, prévu au règlement de la navigation aérienne de l'Etat survolé, et atterrir au plus tôt sur l'un des aérodromes de cet Etat et en dehors de la zone interdite.

Article 5.

Les aéronefs et leur équipage devront être munis de tous les certificats, brevets et documents prescrits pour la navigation aérienne par les autorités du pays dont l'aéronef possède la nationalité. Les aéronefs devront porter des marques distinctives apparentes permettant de les identifier en vol.

Article 6.

Les personnes composant l'équipage et les passagers devront être munis de toutes les pièces d'identité et passeports exigés par les lois et règlements en vigueur pour tout autre trafic international. Les personnes composant l'équipage devront en tout cas être porteurs de pièces établissant leur identité, leur nationalité et leur situation militaire.

Article 7.

Un aéronef qui se trouve au-dessus du territoire de l'autre Etat contractant ne pourra porter d'appareil radioélectrique que si cela est permis d'après les lois et règlements en vigueur dans les deux pays contractants. Ces appareils ne pourront être employés que par des membres de l'équipage munis à cet effet d'une licence spéciale, délivrée par l'Etat dont l'aéronef possède la nationalité.

Article 8.

Tout aéronef originaire d'un des Etats contractants devra, pour survoler l'autre Etat contractant, être en parfait état de navigabilité.

L'aéronef sera muni d'un certificat de navigabilité aérienne délivré par l'autorité compétente de son pays d'origine.

Les deux Etats contractants reconnaîtront mutuellement les certificats de navigabilité délivrés par leurs autorités compétentes.

Si, après délivrance du certificat, la navigabilité de l'aéronef s'est trouvée réduite par accident, dommage ou autre changement, la continuation du voyage de cet aéronef pourra être soumise à la condition d'une réparation telle que l'aéronef puisse être considéré comme navigable par les autorités de l'Etat contractant où il se trouve.

Article 9.

Un aéronef atterrissant sur ou partant du territoire d'un Etat contractant pourra, sauf les dispositions de l'article II, transporter des passagers ou des marchandises. Il doit être muni, en ce

Article 3.

Each of the Contracting States shall have the right, for military reasons or in the interest of public safety, to prohibit flight over certain areas of its territory, subject to no distinction being made in this respect between the private aircraft of the two States.

The areas thus prohibited shall be notified to the other Contracting State.

Article 4.

Any aircraft which finds itself over a prohibited area shall at once give the signal of distress provided in the air traffic regulations of the State flown over, and shall forthwith land outside the prohibited area at one of the aerodromes of that State.

Article 5.

Aircraft and their crews shall be provided with all certificates, licences and documents prescribed for air traffic by the authorities of the country whose nationality the aircraft possesses. Aircraft must carry distinctive and visible marks allowing them to be identified in flight.

Article 6.

Members of the crew and passengers must be provided with all the identity documents and passports required by the laws and regulations in force for all other international traffic. Members of the crew must in any case be provided with documents establishing their identity, nationality and military status.

Article 7.

Any aircraft over the territory of the other Contracting State may only carry wireless apparatus if this is permitted under the laws and regulations in force in both contracting countries. Such apparatus may not be used except by members of the crew provided with a special licence for the purpose issued by the State whose nationality the aircraft possesses.

Article 8.

Aircraft of one of the Contracting States may not fly over the territory of the other Contracting State unless they are completely airworthy.

The aircraft shall be provided with a certificate of airworthiness issued by the competent authority of its country of origin.

The two Contracting States shall recognise the certificates of airworthiness issued by their respective competent authorities.

If, after the certificate has been issued, the airworthiness of the aircraft is impaired by accident, damage or any other change, the aircraft may not continue its journey unless it has undergone repairs of such a nature that it may be considered as airworthy by the authorities of the Contracting State in which it is.

Article 9.

Any aircraft landing on or departing from the territory of the other Contracting State may, subject to the provisions of Article 11, carry passengers and goods. It must in this case be provided

cas, d'une liste nominale des passagers, d'un manifeste indiquant la nature et la quantité des marchandises ainsi que les déclarations de douane nécessaires.

Si, à l'arrivée de l'aéronef, il est constaté une différence entre les déclarations de douane et les marchandises transportées, les autorités compétentes de l'aérodrome d'arrivée en aviseront directement les autorités de l'aérodrome de départ.

Article 10.

Au départ et à l'atterrissage, les autorités de l'un des Etats contractants auront le droit, dans tous les cas et dans les limites du territoire de cet Etat, de visiter les aéronefs de l'autre Etat et de vérifier les documents, dont ils doivent être munis.

Article 11.

Chacun des deux Etats contractants peut soumettre le transport commercial de personnes et de marchandises vers son territoire, sortant de son territoire ou dans l'intérieur de son territoire à une concession délivrée par ses autorités compétentes. Toutefois, cette disposition ne sera pas applicable à l'égard d'un aéronef effectuant occasionnellement un voyage de l'Etat, dont il est originaire, vers l'autre Etat contractant.

Le transport des passagers et des marchandises entre deux points dans l'intérieur du territoire de l'Etat pourra être réservé aux aéronefs nationaux.

L'établissement de voies aériennes jalonnées, ainsi que l'exploitation d'un service aérien régulier au-dessus du territoire de l'un des Etats contractants, peuvent être soumis à une autorisation spéciale.

Article 12.

Les frontières des deux Etats contractants peuvent, jusqu'à avis contraire, être franchies en n'importe quel point.

Sur le territoire danois et les eaux territoriales danoises l'aéronef devra, cependant, autant que possible naviguer de façon à pouvoir être observé de l'un ou de plusieurs des points mentionnés dans l'annexe du présent Accord.

Article 13.

Les aéronefs de l'un des Etats contractants ne pourront atterrir dans l'autre Etat que sur un aérodrome ouvert à l'usage public de la navigation aérienne. Les aéronefs auront le droit d'utiliser ces aérodromes dans l'autre Etat contractant moyennant le paiement des mêmes droits et aux mêmes conditions que les aéronefs nationaux. Ils auront également le droit, lors des atterrissages ordinaires et atterrissages forcés sur le territoire de l'autre Etat contractant, aux mêmes secours que les aéronefs de cet Etat.

Chaque Etat contractant communiquera à l'autre Etat une liste des aérodromes ouverts à la navigation aérienne. Il avisera immédiatement l'autre Etat contractant de toute modification à cette liste et des empêchements, même passagers, à l'utilisation de l'un de ces aérodromes.

Article 14.

En cas d'atterrissage forcé en dehors d'un aérodrome, les autorités policière et douanière du lieu d'atterrissage seront immédiatement avisées et, jusqu'à l'arrivée de ces autorités, les personnes de l'équipage et les passagers devront rester près de l'aéronef et auront soin qu'il ne soit enlevé aucune partie de l'aéronef, de ses accessoires ou de sa cargaison.

with a list containing the names of the passengers and a manifest showing the nature and quantity of the goods and also the requisite Customs declarations.

If, on the arrival of the aircraft, any discrepancy is discovered between the Customs declarations and the goods carried, the competent authorities of the aerodrome at which it arrives shall communicate the fact direct to the authorities of the aerodrome from which the aircraft departed.

Article 10.

The authorities of either of the Contracting States shall, within the limits of its territory, have the right in all cases to examine aircraft of the other State on departure or on landing and to verify the documents with which they should be furnished.

Article 11.

Each of the two Contracting States may make the commercial transport of persons or goods into, out of, or within its own territory subject to a concession granted by its competent authorities. This provision, however, shall not apply to an aircraft occasionally travelling on behalf of the State whose nationality it possesses to the other Contracting State. The transport of passengers and goods between two points within the territory of the State may be reserved for aircraft belonging to that State.

The establishment of prescribed airways and the operation of a regular air service over the territory of one of the Contracting States may be made subject to special authorisation.

Article 12.

The frontiers of both Contracting States may, until the contrary is provided, be crossed in flight at any point.

Over Danish territory and territorial waters, aircraft shall, however, shape their course as far as possible in such a way as to be under observation from one or more of the points referred to in the Annex to the present Agreement.

Article 13.

Aircraft of one of the two Contracting States may not land within the territory of the other State except at an aerodrome that is open to public air traffic; they shall have the right to make use of these aerodromes in the other Contracting State subject to the payment of the same dues as those charged in the case of its own aircraft and under the same conditions. In the case of regular landing or forced landing in the territory of the other Contracting State they shall be entitled to the same assistance as its own aircraft.

Each Contracting State shall communicate to the other a schedule of the aerodromes which are open to public air traffic. Every change in this schedule and any cancellation, even if only temporary, of the availability of any one aerodrome shall be notified without delay to the other Contracting State.

Article 14.

In the case of forced landings outside an aerodrome, the police or Customs authorities at the place at which landing is made shall be notified forthwith, and until their arrival the crew and passengers shall remain beside the aircraft and shall take measures to prevent the removal of any part of the aircraft or its accessories or cargo.

Article 15.

Les Etats contractants conviennent que les aéronefs appartenant à l'un des Etats contractants, leurs équipages et passagers lorsqu'ils se trouvent sur le territoire de l'autre Etat, seront soumis aux obligations résultant des dispositions en vigueur dans l'Etat en question relativement à la navigation aérienne en général, aux droits de douane et autres droits, interdictions d'exportation et d'importation, transport de personnes et de marchandises, à la sécurité et l'ordre publics, à moins qu'il n'en ait été prévu autrement dans cet Accord, et qu'ils seront aussi soumis aux autres obligations résultant de la législation générale en vigueur.

Article 16.

Les certificats relatifs à la navigation aérienne, délivrés dans l'un des pays contractants pour les aéronefs lui appartenant et leurs équipages, auront, dans l'autre Etat contractant, la même validité que les certificats correspondants, délivrés par cet Etat.

Pour ce qui concerne la circulation aérienne sur son propre territoire, chacun des Etats contractants se réserve de refuser de reconnaître les certificats délivrés à l'un de ses ressortissants par l'autre Etat contractant.

Article 17.

Les aéronefs, leurs équipages et passagers ne pourront transporter comme cargaison ou d'autre manière des armes, munitions, gaz asphyxiants ou explosifs. Les pigeons-voyageurs et les appareils photographiques ne pourront être emportés qu'avec l'autorisation de l'autorité compétente de l'Etat dans le territoire aérien duquel se trouve l'aéronef.

Article 18.

Il est interdit de lancer d'un aéronef en vol d'autre lest que du sable fin ou de l'eau.

Article 19.

Tout déchargement ou jets en cours de route autres que ceux du lest sont interdits. Il ne sera fait exception que dans le cas où une autorisation spéciale aura été accordée à cet effet par l'Etat sur le territoire duquel a lieu le déchargement ou le jet.

Article 20.

Les Etats contractants se communiqueront mutuellement les lois et règlements régissant la navigation aérienne sur leur territoire.

Article 21.

Les deux Etats contractants prendront les mesures nécessaires pour faire observer par leurs aéronefs, leurs équipages et passagers, les dispositions de cet Accord.

Si l'Etat où l'aéronef se trouve ne se charge pas lui-même de la poursuite d'une infraction, il en donnera communication, le cas échéant, aux autorités de l'autre Etat contractant.

Article 15.

The Contracting States agree that aircraft belonging to one of the Contracting States and their crews and passengers shall, while in the territory of the other State, be subject to the obligations arising out of the regulations in force in that State regarding air traffic in general, Customs and other duties, export or import prohibitions, the transport of passengers and goods, and public safety and order, in so far as the present Agreement does not provide otherwise, and that they shall furthermore be subject to such other obligations as may arise out of the general legislation in force.

Article 16.

Certificates for air navigation issued in one of the contracting countries for aircraft belonging to it, and also their crews, shall have the same validity in the other Contracting State as the corresponding certificates issued by that State.

As regards air traffic within its own territory, each of the Contracting States reserves the right to refuse to recognise the certificates issued to one of its nationals by the other Contracting State.

Article 17.

Aircraft and their crews and passengers may not carry as cargo, or in any other capacity, arms, munitions, poisonous gases or explosives. Carrier-pigeons and photographic apparatus may only be carried with the permission of the competent authority of the State in the air territory of which the aircraft is situated.

Article 18.

No ballast other than fine sand or water may be dropped from an aircraft in flight.

Article 19.

The discharge or removal in the course of flight of any other substance than ballast is prohibited unless special permission has been obtained for this purpose by the State on whose territory such discharge or removal is effected.

Article 20.

The Contracting States shall reciprocally notify one another of all laws and regulations governing air traffic in their own territory.

Article 21.

The two Contracting States shall take the necessary steps to ensure that the provisions of the present Agreement are observed by their aircraft, crews and passengers.

If the country in which the aircraft quoted finds itself does not prosecute in the case of an infringement of these regulations, it shall, if necessary, give notice thereof to the authorities of the other Contracting State.

Article 22.

Cet Accord, conclu à titre provisoire, pourra être dénoncé par l'un ou l'autre des Etats contractants en tout temps, moyennant avis donné six mois à l'avance.

En outre, chacun des Etats contractants se réserve de dénoncer cet Accord, avec effet immédiat de cette dénonciation en cas où les deux Etats contractants ratifieraient la Convention internationale relative à la navigation aérienne, signée par plusieurs Etats, à Paris, le 13 octobre 1919.¹

Article 23.

Cet Accord sera ratifié et les ratifications seront échangées à Copenhague aussitôt que possible. Il entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications.

Fait à Copenhague, le 16 décembre 1924, en deux exemplaires originaux dont un pour chacune des Parties.

C. MOLTKE.

CONSTANTY ROZWADOWSKI.
BOGORZYA-KURZENIECKI.

ANNEXE.

I.

Les points d'observation danois mentionnés à l'article 12, sont les suivants :

Phare de Anholt	56° 44' 16" N.
	11° 39' 15" E.
Phare de Fornæs	56° 26' 36" N.
	10° 57' 40" E.
Phare de Gedser	54° 33' 50" N.
	11° 58' 03" E.
Phare de Hammeren	55° 17' 12" N.
	14° 45' 50" E.
Phare de Hanstholm	57° 06' 47" N.
	8° 36' 08" E.
Phare de Hirshals	57° 35' 06" N.
	9° 56' 45" E.
Phare de Hirsholm	57° 29' 09" N.
	10° 37' 43" E.
Phare de Kjels-Nor	54° 43' 52" N.
	10° 43' 31" E.
Phare de Knudshoved	55° 17' 25" N.
	10° 51' 21" E.
Phare de Kronborg	56° 02' 22" N.
	12° 37' 36" E.
Phare de Revsnæs	55° 44' 36" N.
	10° 52' 23" E.
Phare de Sejro	55° 55' 09" N.
	11° 05' 07" E.
Phare de Skagen	57° 44' 09" N.
	10° 38' 03" E.

¹ Vol. XI, page 173, et vol. XXIV, page 174 de ce Recueil.

Article 22.

The present provisional Agreement may be denounced by either of the Contracting States at any time, subject to six months' notice.

Moreover, each of the Contracting States reserves the right to denounce this Agreement, such denunciation to take immediate effect in the event of both Contracting States ratifying the International Convention¹ of Air Navigation signed by several States at Paris on October 13, 1919.

Article 23.

The present Agreement shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged at Copenhagen as soon as possible. It shall come into force on the day of the exchange of the instruments of ratification.

Done at Copenhagen, on December 16, 1924, in two original copies, one for each of the Parties.

C. MOLTKE.

CONSTANTY ROZWADOWSKI.
BOGORYA-KURZENIECKI.

ANNEX

I.

The Danish points of observation referred to in Article 12 are the following :

Anholt Light	...	...	...	...	...	56° 44' 16" N.
						11° 39' 15" E.
Fornaes Light	...	...	...	...	...	56° 26' 36" N.
						10° 57' 40" E.
Gedser Light	...	...	...	...	...	54° 33' 50" N.
						11° 58' 03" E.
Hammer Light	...	...	...	...	...	55° 17' 12" N.
						14° 45' 50" E.
Hanstholm Light	...	...	...	...	...	57° 06' 47" N.
						8° 36' 08" E.
Hirshals Light	...	...	...	...	...	57° 35' 06" N.
						9° 56' 45" E.
Hirsholm Light	...	...	...	...	...	57° 29' 09" N.
						10° 37' 43" E.
Kjels-Nor Light	...	...	...	...	...	54° 43' 52" N.
						10° 43' 31" E.
Knudshoved Light	...	...	...	...	...	55° 17' 25" N.
						10° 51' 21" E.
Kronborg Light	...	...	...	...	...	56° 02' 22" N.
						12° 37' 36" E.
Revsnaes Light	...	...	...	...	...	55° 44' 36" N.
						10° 52' 23" E.
Sejrø Light	...	...	...	...	...	55° 55' 09" N.
						11° 05' 07" E.
Skaw Light	...	...	...	...	...	57° 44' 09" N.
						10° 38' 03" E.

¹ Vol. XI, page 173 and Vol. XXIV, page 174 of this Series.

Phare de Sprogø	55° 19' 51" N.
	10° 58' 25" E.
Phare de Stevns	55° 17' 26" N.
	12° 27' 28" E.
Phare de Vestborg	55° 46' 11" N.
	10° 33' 17" E.
¹ Phare de Kegnaes	c. 54° 51' — N.
	9° 59' — E.
¹ Phare de Taksensand	c. 55° 00' — N.
	9° 58' — E.
Bateau-feu de Læsø-Rende	57° 12' (48") N.
	10° 41' (38") E.
Bateau-feu de Læsø-Trindel	57° 26' (30") N.
	11° 16' (45") E.
Bateau-feu de Schultz's Grund	56° 08' (54") N.
	11° 11' (10") E.
Bateau-feu de Drogden	55° 33' (03") N.
	12° 42' (57") E.
Bateau-feu de Horns-Rev	55° 34' (06") N.
	7° 19' (30") E.
Bateau-feu de Vyl	55° 21' (30") N.
	7° 40' (30") E.
Bateau-feu de Graadyb	55° 20' (02") N.
	8° 04' (41") E.
¹ Bateau-feu de Gødser-Rev	c. 54° 27' — N.
	12° 11' — E.

2.

Cette Annexe sera considérée comme une partie de l'Accord.

Copenhague, le 16 décembre 1924.

C. MOLTKE.

CONSTANTY ROZWADOWSKI.
BOGORYA-KURZENIECKI.

Pour copie conforme.

Copenhague, le 7 mars 1925.

Georg COHN,

*Chef du Service danois
de la Société des Nations.*

¹ Omis dans le texte présenté par le Ministre de Danemark à Berne.

Sprogø Light	...	...	...	...	...	55° 19'	51"	N.
						10° 58'	25"	E.
Stevns Light	...	...	...	...	...	55° 17'	26"	N.
						12° 27'	28"	E.
Vestborg Light	...	...	...	...	...	55° 46'	11"	N.
						10° 33'	17"	E.
¹ Kegnaes Light	...	...	...	...	c.	54° 51'	—	N.
						9° 59'	—	E.
¹ Taksensand Light	...	...	...	...	c.	55° 00'	—	N.
						9° 58'	—	E.
Laesø-Rende Light-vessel	.	...	...	...	...	57° 12'	(48")	N.
						10° 41'	(38")	E.
Laesø-Trindel Light-vessel	...	...	...	...	...	57° 26'	(30")	N.
						11° 16'	(45")	E.
Schultz Grund Light-vessel	...	...	...	...	...	56° 08'	(54")	N.
						11° 11'	(10")	E.
Drogden Light-vessel	.	...	...	...	...	55° 33'	(03")	N.
						12° 42'	(57")	E.
Horn Rev Light-vessel	...	...	...	...	...	55° 34'	(05")	N.
						7° 19'	(30")	E.
Vyl Light-vessel	.	...	...	...	...	55° 21'	(30")	N.
						7° 40'	(30")	E.
Graadyb Light-vessel	.	...	...	...	...	55° 20'	(02")	N.
						8° 04'	(41")	E.
¹ Gedser Rev Light-vessel	...	...	...	...	c.	54° 27'	—	N.
						12° 11'	—	E.

2.

This Annex shall be considered as a part of the Agreement.

Copenhagen, December 16, 1924.

C. MOLTKE.

CONSTANTY ROZWADOWSKI.
BOGORJA-KURZENIECKI.

¹ Omitted in the text presented by the Danish Minister at Berne.

Imprimé
pour la " SOCIÉTÉ DES NATIONS "
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse).

Printed
for the "LEAGUE OF NATIONS"
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)

